OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as "developed", "industrialized" and "developing" are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

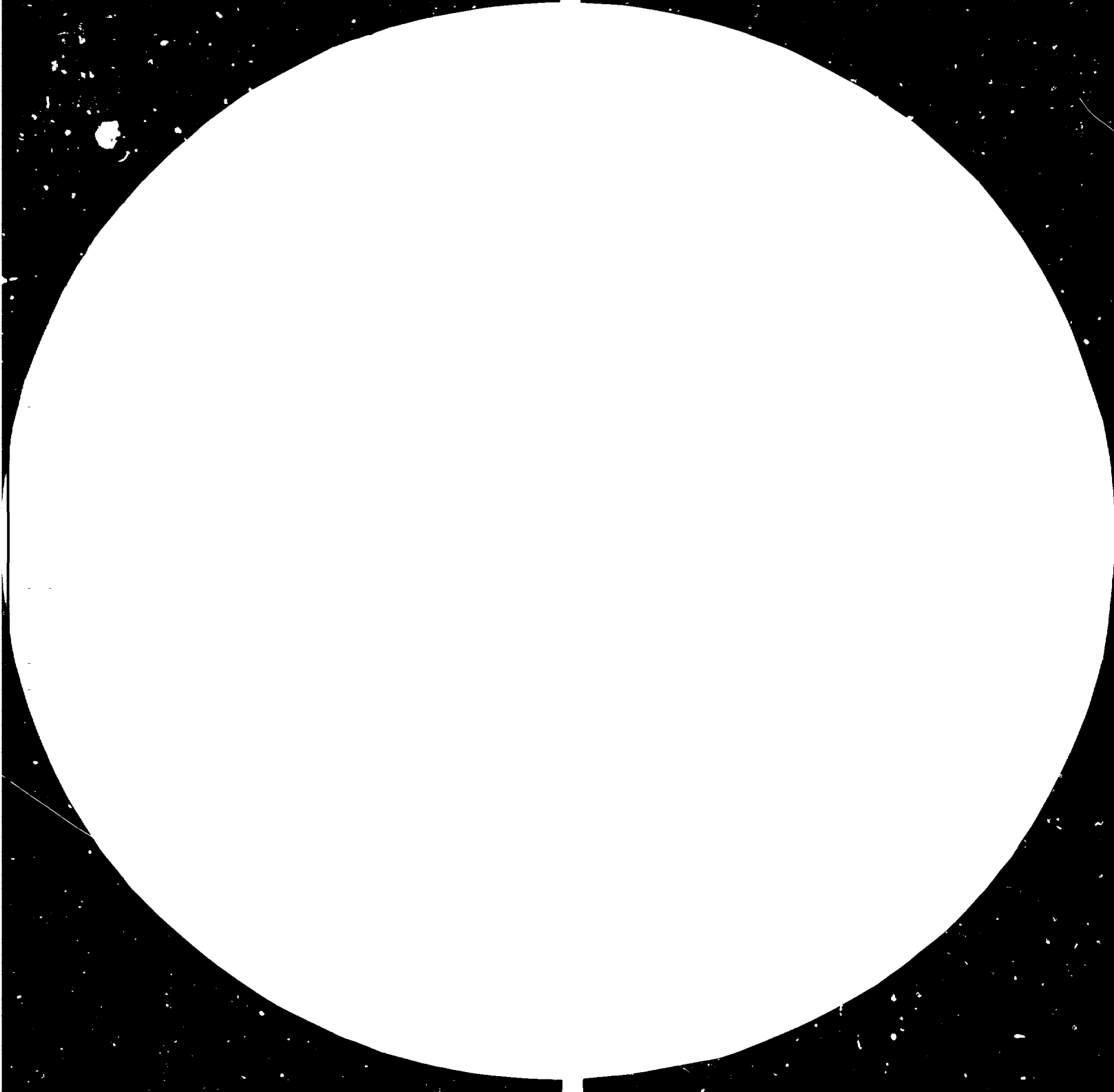
Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

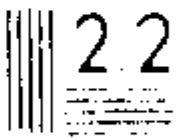
For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION
Vienna International Centre, P.O. Box 300, 1400 Vienna, Austria
Tel: (+43-1) 26026-0 · www.unido.org · unido@unido.org



1.0

2.8
2.5


2.2

1.1

2.0

1.8

1.25
1.4
1.6

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

12345-F

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXECUTIF, 1982

CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL, Vienne, avril—mai 1982

Distr.
GENERALE

ID/B/300
3 février 1983

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

Distr.: 15 mars 1983

NOTE

Les renseignements d'ordre financier donnés dans le présent document pour l'année 1982 sont fondés sur les comptes préliminaires disponibles au mois de janvier 1983. Une annexe statistique révisée (pages jaunes) contenant des chiffres mis à jour pour 1982 sera, au besoin, publiée sous forme d'additif au présent *Rapport*.

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXECUTIF, 1982

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

TABLE DES MATIERES

		Pages
Abréviations		vii
Préface		1
Chapitre Ier	ORGANES DIRECTEURS INTERGOUVERNEMENTAUX	7
	Comité permanent et Conseil du développement industriel : sessions de printemps	7
	Conseil économique et social	10
	Programme des Nations Unies pour le développement	12
	Comité permanent : session d'automne	12
	Assemblée générale : trente-septième session	13
Chapitre II	SOURCES DE FINANCEMENT	18
	Chiffres indicatifs de planification du PNUD	18
	Programme des Services industriels spéciaux	19
	Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	20
	Fonds d'affectation spéciale et accords de participation aux coûts	23
	Programme ordinaire de coopération technique de l'ONUDI	24
	Budget ordinaire	26
	Frais généraux	28
Chapitre III	OPERATIONS INDUSTRIELLES	30
	A. Mise en œuvre des projets en 1982	30
	B. Exécution des projets par région	40
	Afrique	40
	Amériques	46
	Etats arabes	51
	Asie et Pacifique	55
	Europe	61
	C. Exécution des projets par domaine d'activité	65
	Planification industrielle	65
	Infrastructure institutionnelle	70
	Création et gestion d'usines	75
	Formation	77

		Pages
	Etudes de faisabilité	83
	Agro-industries	86
	Industries métallurgiques	89
	Industries mécaniques	95
	Industries chimiques	102
Chapitre IV	ETUDES INDUSTRIELLES	110
	Etudes mondiales et conceptuelles	110
	Etudes par région et par pays	114
	Etudes sectorielles	118
	Autres activités	121
Chapitre V	PROGRAMMES SPECIAUX	125
	Système de consultations	125
	Programme de coopération en matière d'investissements	140
	Programme de technologie	151
	Coopération entre pays en développement	164
	Assistance aux pays les moins avancés	168
	Décennie du développement industriel de l'Afrique, 1980-1990	173
	Energie	175
Chapitre VI	EXAMENS ET EVALUATIONS	178
Chapitre VII	COORDINATION, ACTIVITES HORS SIEGE ET DE LIAISON, ET INFORMATION	182
	Programmes des conseillers hors siège et des administrateurs adjoints	182
	Coordination des programmes interinstitutions	185
	Relations avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales	188
	Coopération avec les organisations non gouvernementales et les organismes commerciaux et industriels	191
	Information	197
	Services de liaison à New York	200
	Représentation de l'ONUDI à Genève	203
Chapitre VIII	ADMINISTRATION GENERALE	205
	Effectifs	205
	Personnel affecté aux projets	212
	Service des achats et des marchés	215
	Services de conférence	217
	Services communs	218
Annexe statistique		221
Appendices		237

ABREVIATIONS

ACI	Alliance coopérative internationale
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BIDI	Banque internationale du développement industriel
BNUS	Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne
CAC	Comité administratif de coordination
CAO	Conception assistée par ordinateur
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CCI	Centre (CNUCED/GATT) du commerce international
CCINU	Comité commun de l'information des Nations Unies
CCQA	Comité consultatif pour les questions administratives
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEE	Commission économique européenne
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CEPD	Coopération économique entre pays en développement
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CIP	Chiffre indicatif de planification
CISL	Confédération internationale des syndicats libres
CIV	Centre international de Vienne
CME	Conférence mondiale de l'énergie
CMT	Conférence mondiale du travail
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
COPAC	Comité mixte pour la promotion de l'aide aux coopératives
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
FAO	Fabrication assistée par ordinateur
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUDI	Fonds des Nations Unies pour le développement industriel
HABITAT	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
IIAAS	Institut international d'analyse appliquée des systèmes
INTIB	Banque d'informations industrielles et technologiques
ISO	Organisation internationale de normalisation
LINK	Système d'information à accès direct
MULPOC	Centre multinational de programmation et d'exécution de projets
NPSA	Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés
OADI	Organisation arabe de développement industriel
OCAM	Organisation commune africaine, malgache et mauricienne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail

OLADE	Organisation latino-américaine de l'énergie
OLP	Organisation de libération de la Palestine
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'unité africaine
PCI	Programme de coopération en matière d'investissements
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
R-D	Recherche-développement
SAM	Service des achats et des marchés
SFI	Société financière internationale
SIDA	Organisme suédois de développement international
SIS	Services industriels spéciaux
TIES	Système d'échange de renseignements techniques
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNISPACE	Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

PREFACE

1. Pour préparer le Rapport annuel pour 1982, le mieux que je puisse faire est de reproduire le texte de l'allocution que j'ai prononcée le 13 octobre 1982 devant la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, à sa trente-septième session. A cette occasion, après les salutations d'usage, j'ai déclaré ce qui suit.

2. "Comme vous le savez, pour entrer en vigueur, l'Acte constitutif de l'ONUDI devait être ratifié par au moins 80 Etats Membres. Je suis très heureux de pouvoir informer la Commission qu'à ce jour 84 Etats Membres l'ont ratifié[1]. Cela témoigne à mon sens de ce que la communauté internationale a conscience de l'importance du rôle que l'ONUDI peut jouer dans la coopération internationale dans le domaine industriel, du désir véritable des Etats Membres de renforcer encore les activités de l'ONUDI et de la volonté des pays en développement de promouvoir leur industrialisation. Les dispositions administratives et juridiques qui restent à prendre pour transformer l'ONUDI en institution spécialisée seront certainement examinées à la présente session de l'Assemblée générale.

3. "Comme suite à la résolution 1982/66 que le Conseil économique et social a adoptée le 30 juillet 1982, je suis persuadé que les dernières dispositions requises pourront être prises rapidement de façon que l'Organisation soit en mesure d'assumer ses nouvelles tâches le plus tôt possible[2].

4. "A la veille de la transformation de l'ONUDI, il me semble parfaitement approprié d'évoquer, encore que très brièvement, l'expérience et les réalisations de l'Organisation depuis la deuxième Conférence générale tenue à Lima (Pérou) au début de 1975. S'agissant du programme d'assistance technique dont l'exécution est une fonction fondamentale traditionnelle de l'ONUDI, on peut noter avec une réelle satisfaction que le montant annuel de l'assistance fournie au titre de ce programme est passé d'environ 24 millions de dollars des Etats-Unis en 1974, année qui a précédé la Conférence de Lima, à un montant record de 88,5 millions de dollars en 1981, et qu'il doit atteindre, selon les prévisions, 92,5 millions de dollars en 1982[3]. C'est là un bond considérable, même en termes réels, qui a permis à l'ONUDI de devenir désormais le troisième agent d'exécution des projets financés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Cependant, malgré les résultats obtenus au cours des

---

[1] Au 31 décembre 1982, 87 Etats avaient ratifié l'Acte constitutif.

[2] Dans sa résolution 37/213 du 20 décembre 1982, l'Assemblée générale a recommandé l'organisation de consultations en trois étapes en vue de fixer la date de l'entrée en vigueur de l'Acte constitutif.

[3] Les dépenses consacrées aux projets de coopération technique en 1982 se sont élevées au total à 91,9 millions de dollars.

huit dernières années, je suis d'avis que dans le domaine industriel, domaine si complexe et qui évolue si rapidement, le volume de l'assistance technique fournie par les organismes des Nations Unies devrait être beaucoup plus important encore. Vu l'énormité des besoins, on doit se demander si les difficultés financières avec lesquelles le système des Nations Unies est aux prises, comme vous le savez tous, ne vont pas entraîner en fin de compte un ralentissement du rythme de la croissance qui aurait des conséquences graves non seulement pour les pays en développement mais aussi, eu égard à l'interdépendance mondiale, pour les pays industrialisés, puisqu'il est maintenant clairement reconnu que le relèvement des pays industrialisés plongés dans la récession dépend dans une très large mesure de la prospérité future des pays en développement.

5. "De fait, l'ONUDI et les autres organismes et institutions des Nations Unies font tout ce qui est en leur pouvoir pour introduire plus de souplesse dans les activités de coopération technique afin de tirer le meilleur parti possible des ressources dont ils disposent. Ces efforts ne peuvent toutefois donner que des résultats restreints; pour que les activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies se développent de manière importante, il faudra que la communauté internationale tout entière voie et accepte mieux à la fois la nécessité d'accroître l'assistance fournie aux pays en développement et l'avantage incomparable qu'il y a à acheminer cette assistance par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies, car c'est là *la façon la plus efficace* de procéder.

6. "L'exécution du programme de coopération technique demeure la principale tâche de l'ONUDI. Il est cependant évident que la contribution de l'ONUDI en la matière restera marginale au regard de l'effort d'industrialisation intense du monde en développement qui exige d'autres apports essentiels, notamment la fourniture de conseils pour la formulation de stratégies et de politiques appropriées, l'établissement d'un cadre cohérent pour la restructuration de l'économie industrielle globale, le renforcement des capacités technologiques nationales, la mise en valeur des sources d'énergie nouvelles et renouvelables ainsi que la fourniture des moyens de financement requis dans le secteur de l'industrie. A cet égard, on retiendra peut-être davantage ces huit dernières années de l'histoire de l'ONUDI pour les dimensions nouvelles données à ses activités — en vue de répondre aux divers besoins du processus d'industrialisation du Sud.

7. "Premièrement, pour pouvoir fournir une assistance dans le domaine des stratégies et des politiques, l'ONUDI s'est dotée de ses propres capacités de recherche-développement. Les résultats de certains de nos travaux de recherche, par exemple le modèle relatif à l'objectif d'industrialisation de Lima ainsi que le modèle UNICED élaboré conjointement avec le Département des affaires économiques et sociales internationales et la CNUCED, ont servi à établir des projections pour la stratégie de développement concernant la décennie en cours et sont maintenant largement utilisés pour explorer l'avenir dans certains secteurs tout en préservant les cohérences intersectorielles et interrégionales qui existent. Ils sont utilisés à la fois par des organismes des Nations Unies et par des organisations privées. En outre, des études mondiales réalisées dans divers secteurs ont fait prendre conscience des problèmes qui se posent dans certaines industries très importantes comme l'industrie pharmaceutique, l'industrie des

engrais, la sidérurgie, la pétrochimie, les agro-industries, l'industrie des machines et outils agricoles et l'industrie des biens d'équipement. Des études par pays ont également été faites tant dans les pays du Nord que dans ceux du Sud, principalement en vue d'évaluer les problèmes posés par la restructuration de l'industrie et les perspectives offertes en la matière.

8. "Deuxièmement, en vue d'instituer un cadre cohérent pour la restructuration de l'industrie mondiale, l'ONUDI, en application de la décision adoptée par l'Assemblée générale lors de sa septième session extraordinaire[4], a mis sur pied un système de consultations qui permet à des représentants de milieux gouvernementaux et non gouvernementaux des pays industrialisés et des pays en développement de se rencontrer pour examiner les problèmes rencontrés et les moyens qui permettraient de créer de nouvelles capacités industrielles, secteur par secteur. En outre, les mesures possibles pour mettre en place les infrastructures nécessaires telles que, notamment, la formation de la main-d'œuvre et le financement du développement et du secteur industriel sont également étudiées. A la suite de longues négociations, le règlement et les objectifs du système de consultations ont été adoptés par le Conseil du développement industriel. Ce mécanisme bénéficie désormais d'un large appui, car il vise à assurer la restructuration de l'industrie de façon concertée et par le biais d'une évolution en constituant, au niveau sectoriel, la seule instance Nord-Sud qui existe pour l'examen d'un nouveau cadre pour la coopération économique internationale.

9. "Troisièmement, le programme de technologie de l'ONUDI a été institué en vue d'aider les pays en développement, grâce à des activités novatrices qu'il serait en général difficile de mener dans le cadre d'un programme de coopération technique à long terme, à se doter de capacités techniques pour choisir, acquérir et mettre au point des techniques ou à renforcer celles dont ils disposent à cette fin. On a favorisé l'élaboration de politiques technologiques en menant des activités au niveau national en vue de mettre au point un cadre conceptuel pour les mesures à prendre par les pays. L'ONUDI s'est employée à renforcer le pouvoir de négociation des pays en développement au moyen de services consultatifs spéciaux et d'un système permettant de réunir périodiquement les responsables des services d'enregistrement des transferts de techniques dans les pays en développement. Elle a facilité le choix et la mise au point de techniques en organisant un programme de coopération sur les technologies industrielles appropriées, ainsi qu'en fournissant des informations par l'intermédiaire de la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB). A la suite de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, on a élaboré un programme sur les innovations techniques en vue de permettre aux pays en développement de mieux comprendre les incidences que ces innovations peuvent avoir pour ce qui est de l'action gouvernementale et du renforcement des capacités. Des progrès sensibles ont été réalisés en ce qui concerne les activités d'assistance technique dans les domaines de la micro-électronique, du génie génétique et de la biotechnologie. A cet égard, l'idée de créer un centre international pour le génie génétique et la biotechnologie a suscité un vif intérêt et s'annonce très prometteuse pour les pays en développement. Les incidences sociales de ces nouvelles techniques sont également à l'étude.

[4]Résolution 3362 (S-VII), section IV, par. 3 de l'Assemblée générale.

10. "Quatrièmement, une autre condition essentielle pour que les pays du tiers monde puissent se doter d'une industrie et la développer est qu'ils soient approvisionnés en énergie de façon sûre et continue. Convaincue de l'importance de l'énergie, eu égard notamment aux ajustements des prix du pétrole, l'ONUDI a créé un Groupe consultatif spécial de l'énergie. Ce groupe est chargé non seulement d'évaluer les besoins et les disponibilités en ce qui concerne l'énergie pour l'industrie et l'industrie pour l'énergie, mais aussi d'aider les pays en développement à adopter les stratégies et les politiques voulues pour satisfaire leurs besoins énergétiques, conformément à l'objectif fixé à Lima.

11. "Cinquièmement, aucun effort visant à industrialiser les pays en développement ne peut être entrepris, et *a fortiori* réussir, s'il n'existe pas de mécanisme permettant d'assurer le financement intégral des investissements requis. L'ONUDI a conçu deux programmes à cet effet. Il s'agit en premier lieu du Programme de coopération en matière d'investissements qui a essentiellement pour but de favoriser les investissements étrangers directs dans des industries nouvelles des pays intéressés. A cette fin, plusieurs services de promotion des investissements de l'ONUDI ont été créés dans les pays industrialisés, en coopération avec les gouvernements hôtes. On a également eu recours à d'autres méthodes novatrices, telles que les réunions pour la promotion des investissements, qui sont destinées à aider certains pays en développement pris individuellement; en ce qui concerne l'une d'entre elles, on a utilisé pour la première fois le système de téléconférence par satellite.

12. "En second lieu, à la suite de la troisième Conférence générale, tenue à New Delhi (Inde) en 1980, l'ONUDI a élaboré et présenté aux pays membres une proposition tendant à créer un nouveau mécanisme de financement du développement industriel. Cette proposition a suscité beaucoup d'intérêt. Le Conseil du développement industriel a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa dix-septième session, qui se tiendra en mai 1983. J'espère que les débats de la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui s'est tenue récemment à Toronto, feront prendre conscience de la nécessité de procéder d'urgence à une analyse approfondie de cette proposition.

13. "En conclusion, je tiens à mentionner l'expansion des activités de l'ONUDI en faveur des pays en développement les moins avancés et de la coopération entre pays en développement. Comme vous le savez peut-être, l'organisation de réunions de solidarité représente la principale caractéristique des initiatives de l'ONUDI dans ces deux domaines.

14. "Au stade actuel, Monsieur le Président, je tiens à souligner que toutes ces activités, entreprises par le Secrétariat à la suite de la Conférence de Lima, ont pu être menées à bien sans qu'il soit nécessaire d'augmenter sensiblement les ressources en personnel. Cela prouve clairement que la productivité du Secrétariat a augmenté de manière constante et je tiens ici à saisir cette occasion pour rendre hommage à mes collègues de l'ONUDI, grâce à qui un tel progrès a pu être accompli.

15. "A sa dernière session, en mai 1982, le Conseil a en outre procédé à des délibérations très constructives sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique et sur la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Durant l'année

écoulée, des préparatifs intensifs ont eu lieu en vue de la Décennie du développement industriel de l'Afrique; ils ont donné lieu à un rapport intérimaire sur les dispositions prises en vue de la Décennie[5]; ce rapport est complété par plusieurs propositions concernant l'élaboration et la mise en œuvre du programme de la Décennie[6], qui sont le fruit d'une coopération poussée entre l'ONUDI, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation de l'unité africaine.

16. "Les propositions en question portent sur les investissements requis, les secteurs prioritaires et les besoins en matière d'infrastructure, et elles ont été adoptées par la sixième Conférence des Ministres africains de l'industrie, tenue à Addis-Abeba en octobre et novembre 1981. Le programme a été approuvé ultérieurement par la Conférence des Ministres de la Commission économique pour l'Afrique, en avril 1982. Une réunion interinstitutions a été organisée également en vue de chercher à assurer une méthode efficace, à l'échelle du système, pour aider à l'industrialisation des pays africains.

17. "On a reconnu à la seizième session du Conseil du développement industriel et, plus tard, à la seconde session ordinaire du Conseil économique et social que le succès de la Décennie dépendrait aussi des ressources mises à la disposition des organismes des Nations Unies associés à sa réalisation. Je tiens à attirer l'attention, à cet égard, sur la résolution 1982/66 du Conseil économique et social, dans laquelle il est demandé d'allouer des ressources en personnel et des ressources financières adéquates pour assurer la coordination et la mise en œuvre efficaces des activités liées à la Décennie. Je suis sincèrement convaincu qu'il est du devoir de tous les pays et du système des Nations Unies d'aider le continent africain à s'industrialiser. Comme vous le savez tous, l'Afrique est la région en développement la moins avancée du monde. La Deuxième et la Cinquième Commission feront tout leur possible, j'en suis persuadé, pour veiller à ce que des ressources soient mobilisées en faveur de cette entreprise de la plus haute importance[7].

18. "Une ère nouvelle débutera bientôt pour l'ONUDI. C'est, au plus tard, à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, prévue pour le milieu de 1982, qu'on aura l'occasion d'élaborer une stratégie à long terme dans l'intérêt de tous les pays, développés et en développement. L'ordre du jour provisoire de la Conférence, qui a été approuvé par le Conseil, prévoit notamment une étude rétrospective et prospective de l'industrialisation, une analyse des difficultés rencontrées et l'examen de diverses formules permettant de surmonter les obstacles et de progresser vers la réalisation de l'objectif de Lima. Le Conseil a également décidé qu'un groupe de travail à composition non limitée rencontrerait périodiquement des fonctionnaires du Secrétariat durant la période de

---

[5]ID/B/274.

[6]ID/287.

[7]Dans sa résolution 37/212, section B, par. 2, adoptée le 20 décembre 1982, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de prévoir des ressources en personnel et des ressources financières suffisantes en vue d'une coordination et d'une exécution efficaces des activités de l'ONUDI et de la CEA relatives à la Décennie et, au paragraphe 4, elle a lancé un appel à tous les pays pour qu'ils contribuent généreusement au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI) afin d'appuyer les activités liées à la Décennie. L'Assemblée générale a ouvert un crédit de 141 700 dollars pour la Décennie. A la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement, tenue en décembre 1982, le montant total des contributions annoncées au FNUDI s'est élevé à 11,3 millions de dollars.

préparation de la Conférence. Grâce à l'établissement de l'ordre du jour et à cette méthode de préparation, il devrait être possible de dégager un consensus sur la stratégie et le plan de la nouvelle organisation pour les années 80 et 90.

19. "Pour conclure, permettez-moi de rappeler qu'à cette même tribune j'ai souligné à maintes reprises qu'il nous fallait des ressources budgétaires supplémentaires pour accroître notre assistance technique. Au Secrétariat, nos bilans en témoignent, nous avons redoublé d'efforts pour améliorer le rendement de l'Organisation en adoptant de meilleurs systèmes de gestion des activités. Nous avons aussi mis sur pied un système d'évaluation de nos activités, grâce auquel nous parviendrons à améliorer encore nos réalisations. Je dois cependant demander une fois encore avec insistance à tous les pays de se montrer généreux envers l'ONUDI, en particulier lors de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement, qui aura lieu au début du mois prochain, en contribuant au FNUDI. Je sais bien qu'en raison de la situation économique mondiale il n'est pas facile aux gouverrements de prendre des engagements supplémentaires, mais si la répartition des charges est équitable, les tensions s'atténueront sans doute.

20. "En dernière analyse, si nous n'agissons pas rapidement avec hardiesse et imagination, nous ne pourrons nous extirper du bourbier de l'inflation, de la récession, du chômage et de la baisse générale du niveau de vie dans le monde. Je vous demande instamment aujourd'hui de donner véritablement un sens et un contenu à la notion de coopération économique internationale pour le développement. Dans un monde interdépendant, nos destinées sont inextricablement liées. Prouvons que nous sommes capables de mobiliser la sagesse collective et la volonté politique nécessaires pour prendre les mesures voulues afin que règnent la justice et la paix dans le monde."

Le Directeur exécutif,
ABD-EL RAHMAN KHANE

Chapitre premier

ORGANES DIRECTEURS INTERGOUVERNEMENTAUX

1. Organe de l'Assemblée générale fonctionnant en tant qu'organisation autonome au sein de l'Organisation des Nations Unies en vertu des termes de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, l'ONUDI voit ses activités dirigées et suivies par l'Assemblée générale, par le Conseil économique et social ainsi que par le Conseil du développement industriel et son Comité permanent. Le présent chapitre indique, dans l'ordre chronologique, les décisions et recommandations que ces organes ont adoptées en 1982 et qui ont eu ou auront probablement des incidences directes sur l'ONUDI et ses activités. On y trouvera en outre des renseignements sur les décisions prises par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui intéressent l'ONUDI.

2. L'Acte constitutif de l'ONUDI est demeuré ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Au 31 décembre, 131 Etats avaient signé l'Acte constitutif et 87 l'avaient ratifié. Aux termes de son article 25, il entrera en vigueur lorsque au moins 80 Etats ayant déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auront avisé le Dépositaire qu'ils se sont mis d'accord, après s'être consultés, pour que l'Acte constitutif entre en vigueur. Ces consultations devraient avoir lieu au début de 1983.

COMITE PERMANENT ET CONSEIL DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL : SESSIONS DE PRINTEMPS

3. Organe subsidiaire du Conseil du développement industriel qui l'a créé par sa résolution 32 (VI) du 2 juin 1972, le Comité permanent a tenu sa dix-septième session à Vienne les 10, 11 et 14 mai 1982. Le Comité a examiné les progrès réalisés par le Secrétariat dans la mise au point d'un Système d'évaluation interne et dans la réalisation, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et le PNUD, d'une évaluation approfondie des activités de coopération technique dans le domaine des articles manufacturés. Le Comité a noté avec satisfaction qu'un système d'évaluation interne avait été mis au point et que sa mise en place avait commencé; il a aussi pris note des plans établis et des progrès réalisés dans d'autres domaines d'évaluation. A l'issue de son examen du programme ordinaire de coopération technique de l'ONUDI, le

Comité a d'autre part recommandé à l'approbation du Conseil les allocations révisées proposées pour 1982-1983; il a en outre recommandé qu'à l'avenir les allocations tiennent davantage compte du renforcement des activités ayant trait à la coopération économique entre pays en développement et des besoins particuliers des pays les moins avancés. Les recommandations du Comité permanent ont par la suite été approuvées par le Conseil.

4. A sa seizième session tenue à Vienne du 11 au 28 mai 1982, le Conseil du développement industriel avait à son ordre du jour 21 points, notamment: la suite donnée aux décisions et recommandations de la troisième Conférence générale de l'ONUDI, la Décennie du développement industriel de l'Afrique, les progrès de l'industrialisation des pays les moins avancés, le Système de consultations, le redéploiement, la mise au point et le transfert des techniques, la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI), l'assistance technique aux peuples namibien et palestinien, et l'intégration des femmes dans le développement.

5. S'agissant de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, le Conseil a adopté la résolution 55 (XVI) par laquelle il a invité instamment les pays et institutions donateurs à augmenter leurs contributions au développement industriel de l'Afrique, et prié l'ONUDI et les autres institutions des Nations Unies d'ajuster leurs programmes de travail dans la mesure nécessaire pour contribuer au succès du programme de la Décennie. Le Conseil a aussi prié l'Assemblée générale de prévoir des ressources humaines et financières suffisantes pour les activités de l'ONUDI et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) qui concernent la Décennie.

6. En ce qui concerne les pays les moins avancés, le Conseil a prié le Directeur exécutif, en consultation avec les gouvernements des pays les moins avancés, d'identifier et d'examiner des propositions précises en vue de l'application du Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 pour les pays les moins avancés[1], adopté par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Le Conseil a, d'autre part, prié le Directeur exécutif de continuer à apporter une aide aux pays les moins avancés dans les domaines de l'identification des projets et des études de faisabilité. Il a aussi pris note de la décision de l'Assemblée générale de financer la participation de 50 représentants des pays les moins avancés aux Consultations durant la période 1982-1983, et a prié l'Assemblée générale d'envisager, à sa trente-huitième session, d'allouer des ressources financières pour permettre à un nombre accru de participants des pays les moins avancés d'assister aux Consultations en 1984-1985.

7. En approuvant le rapport du Comité permanent sur les travaux de sa seizième session[2], le Conseil a adopté le règlement intérieur du Système de consultations, tel qu'il avait été approuvé par le Comité permanent. Il a noté avec satisfaction les préparatifs faits en vue des consultations prévues pour 1982-1983 et a pris note des travaux préparatoires réalisés en ce qui concerne les secteurs pour lesquels des Consultations avaient précédemment été envisagées en 1984-1985, ainsi que pour trois autres secteurs : matériaux de

[1] A/CONF.104/22, première partie.

[2] ID/B/270.

construction, techniques industrielles liées à l'énergie et métaux non ferreux. Le Conseil a également prié le Directeur exécutif d'étudier la possibilité de prévoir une Consultation sur l'industrie des pêches dans le programme pour l'exercice 1984-1985. Prenant note de l'analyse du Système de consultations faite par le Secrétariat[3], le Conseil a décidé de renforcer celui-ci compte tenu de l'expérience acquise et des décisions pertinentes du Conseil. Il a noté avec satisfaction la ventilation des dépenses qui lui ont été soumises et a prié le Directeur exécutif de lui fournir des renseignements plus détaillés à sa dix-septième session. Il a aussi noté qu'un de ses membres avait proposé de créer un comité des consultations.

8. Réaffirmant ses décisions antérieures à ce sujet, le Conseil a souligné l'importance du redéploiement et reconnu que l'ONUDI devait en permanence analyser le processus de restructuration et aider les pays en développement à se tenir au courant de l'évolution de la situation internationale dans ce domaine. Il a prié le Directeur exécutif de poursuivre et de resserrer la coopération dans ce domaine avec les commissions régionales.

9. En ce qui concerne la mise au point et le transfert de techniques, le Conseil s'est félicité des progrès accomplis par le Secrétariat, a réaffirmé l'importance particulière et la priorité élevée qu'il accordait aux activités menées en la matière, a attiré l'attention sur la nécessité de renforcer le dispositif institutionnel existant au sein du Secrétariat. Le Conseil a également souligné l'importance et l'utilité croissantes de la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) et réaffirmé ses décisions antérieures concernant les ressources allouées à l'INTIB.

10. Le Conseil est convenu de recommander à l'Assemblée générale, à sa trente-septième session, un projet d'ordre du jour provisoire pour la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, et a décidé de constituer, en son sein, un groupe de travail à composition non limitée qui se réunirait périodiquement pour procéder à des échanges informels de renseignements et de points de vue sur les progrès, l'orientation et la teneur des préparatifs de la Conférence.

11. Le Conseil a approuvé les propositions du Directeur exécutif concernant l'établissement du programme du FNUDI, en approuvant les critères de priorité proposés, et a donné au Directeur exécutif pouvoir d'approuver des projets devant être financés par le FNUDI en 1983. Le Conseil a demandé instamment à tous les Etats de contribuer ou d'augmenter leurs contributions au FNUDI, afin de porter le financement annuel au montant souhaitable de 50 millions de dollars. Le Conseil a accepté d'examiner à sa dix-septième session la suggestion visant la création d'un groupe de travail spécial chargé d'étudier le fonctionnement du Fonds.

12. Dans ses débats consacrés à la suite donnée aux décisions et recommandations de la troisième Conférence générale de l'ONUDI, le Conseil a poursuivi l'examen de la proposition du Directeur exécutif tendant à la création d'une Banque internationale du développement industriel (BIDI), qu'il avait commencé à sa quinzième session. Le Conseil est ensuite convenu de reprendre l'examen de cette question à sa dix-septième session.

---

[3] ID/B/284.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

13. Le Conseil économique et social a tenu sa seconde session ordinaire de 1982 à Genève, du 7 au 30 juillet. Son ordre du jour comprenait les points ci-après ayant un rapport avec les activités de l'ONUDI : politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle, coopération régionale, mesures spéciales pour le développement social et économique de l'Afrique dans les années 80, coopération internationale dans le domaine de l'environnement, coopération en matière de développement industriel, science et technique au service du développement, sources d'énergie nouvelles et renouvelables, activités opérationnelles, coopération et coordination internationales dans le cadre du système des Nations Unies, projet de plan à moyen terme, assistance fournie au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale, réalisation du programme de redressement et de relèvement à moyen et à long terme dans la région soudano-sahélienne.

14. Au titre du point 16 de l'ordre du jour "Coopération en matière de développement industriel", le Conseil a débattu de questions intéressant l'ONUDI et adopté la résolution 1982/66, comprenant deux parties. Dans la partie A de cette résolution, le Conseil, entre autres, a réaffirmé qu'il fallait accorder la priorité aux activités touchant la technologie industrielle, la technologie industrielle liée à l'énergie, la production industrielle, la mise en valeur des ressources humaines, les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, et le Système de consultations. Le Conseil a également réaffirmé qu'il importait de faciliter la restructuration de la production industrielle mondiale, réitéré l'importance du redéploiement des capacités industrielles, et approuvé les efforts faits par l'ONUDI en vue d'améliorer et de développer encore son programme de redéploiement industriel, comme il est indiqué aux paragraphes 127 à 131 du rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa seizième session[4]. Le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général d'organiser des consultations entre représentants de tous les Etats Membres qui ont ratifié le nouvel Acte constitutif de l'ONUDI et de tous les autres Etats Membres intéressés, en vue de l'entrée en vigueur dudit Acte constitutif. Le Conseil a aussi prié instamment tous les pays qui sont en mesure de le faire, et en particulier les pays développés, de contribuer ou d'accroître leurs contributions au FNUDI, pour que le financement annuel puisse atteindre en 1982 le montant convenu et souhaitable de 50 millions de dollars. En outre, eu égard à la décision 82/38 du Conseil d'administration du PNUD soulignant la nécessité pour l'ONUDI de prendre à sa charge une part plus importante du coût du programme des conseillers industriels hors siège principaux, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'allouer des fonds suffisants pour permettre la nomination de tels conseillers dans les pays qui avaient besoin de leurs services — en particulier dans tous les pays les moins avancés, et plus spécialement ceux d'Afrique.

15. Dans la partie B de sa résolution 1982/66, le Conseil a déclaré que la Décennie du développement industriel de l'Afrique était l'un des programmes les plus importants de l'ONUDI inscrits au plan à moyen terme proposé pour la période 1984-1989, a prié l'Assemblée générale d'allouer des ressources en

[4] A/37/16.

personnel et des ressources financières suffisantes pour assurer la coordination et la mise en œuvre efficaces de toutes les activités de l'ONUDI et de la CEA relatives à la Décennie, a demandé au Directeur exécutif de l'ONUDI d'intensifier ses contacts avec les organes, organisations et organismes du système des Nations Unies, et a prié les institutions appropriées des Nations Unies d'opérer les ajustements nécessaires dans leurs programmes afin de contribuer efficacement à la mise en œuvre de la Décennie.

16. Le Conseil a également examiné le projet de plan à moyen terme pour la période 1984-1989 et a recommandé que l'Assemblée générale adopte le plan avec les révisions recommandées par le Comité du programme et de la coordination et par lui-même.

17. Un certain nombre de résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social ont des incidences pour l'ONUDI.

18. Dans sa résolution 1982/53, le Conseil a exprimé "sa profonde préoccupation devant le fléchissement alarmant du taux de croissance des ressources" du PNUD, et a demandé instamment à tous les gouvernements d'accroître leurs contributions. Le Conseil a réaffirmé la nécessité pour le PNUD et ses agents d'exécution de revoir leurs systèmes d'appui opérationnel, leurs méthodes de travail, leurs arrangements et leurs affectations de personnel, afin d'accroître les ressources disponibles pour répondre aux besoins d'assistance des pays en développement.

19. Dans la résolution 1982/47 concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et l'assistance fournie au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à son mouvement de libération nationale, le Conseil a prié les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, entre autres, d'accroître leur appui au Programme d'édification de la nation namibienne. Dans ses résolutions 1982/49 et 1982/55 ayant respectivement trait à la réalisation du programme de redressement et de relèvement dans la région soudano-sahélienne et à l'application dans cette région du Plan d'action pour lutter contre la désertification, le Conseil a noté avec satisfaction les arrangements mis au point par plusieurs organes, institutions et programmes des Nations Unies pour des actions conjointes avec le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, et il a instamment demandé à tous les gouvernements d'accroître leur assistance de manière à permettre au Bureau de répondre aux besoins prioritaires des pays de la région.

20. Parmi les neuf résolutions adoptées par le Conseil au sujet de la coopération régionale figure la résolution 1982/63 relative à la programmation régionale, aux activités et aux questions de restructuration et de décentralisation en ce qui concerne la CEA, résolution dans laquelle le Conseil a approuvé les recommandations du Corps commun d'inspection sur ces points, et lancé un appel aux organismes du système des Nations Unies pour qu'ils aident les gouvernements des pays africains, dans le cadre de leur processus de programmation par pays, à incorporer dans leurs programmes et projets sectoriels nationaux les buts et objectifs du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique et à les adapter à leurs priorités sous-régionales et régionales. Dans

sa résolution 1982/62, le Conseil a renouvelé son appel aux organismes faisant ou non partie du système des Nations Unies pour qu'ils apportent un appui maximum aux activités des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de la CEA. Au nombre des résolutions portant sur la question de la coopération régionale figurent également la résolution 1982/59 sur le relèvement et la reconstruction des régions du Yémen démocratique dévastées par les inondations et la résolution 1982/61 sur les problèmes particuliers du Zaïre.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

21. Le Conseil d'administration du PNUD a tenu sa vingt-neuvième session à Genève, du 1er au 18 juin 1982. Eu égard à l'importance du rôle joué par l'ONUDI en tant qu'agent d'exécution du PNUD, les décisions du Conseil d'administration ont une incidence considérable sur les activités de l'ONUDI. Certaines d'entre elles méritent d'être notées, en particulier, dans sa décision 82/7 sur le recrutement des administrateurs et des consultants affectés aux projets, le Conseil d'administration a instamment demandé aux agents d'exécution de tirer davantage parti des services nationaux de recrutement pour maintenir et mettre à jour leurs fichiers, et les a invités à prendre des mesures pour améliorer les prévisions concernant les besoins en personnel à affecter aux projets, pour assurer en temps voulu la diffusion des définitions d'emploi pour les postes vacants à tous les Etats membres, pour réduire les délais nécessaires pour le recrutement, et pour établir plus vite des contacts entre le personnel des services opérationnels chargé de la conception des projets et le personnel de recrutement; dans sa décision 82/9 concernant les activités de préinvestissement, le Conseil a décidé de créer un mécanisme destiné à aider les gouvernements à financer des études de rentabilité des investissements, principalement dans les pays les moins avancés; dans sa décision 82/12 sur le rôle des femmes dans le développement, le Conseil a recommandé que, dans le cadre de toutes les activités de programmation, on veille à ce que toutes les propositions de projets soient examinées et évaluées de manière approfondie, afin d'accroître la participation des femmes au développement; dans sa décision 82/38, le Conseil a autorisé l'Administrateur du PNUD à financer le plus grand nombre possible de postes de conseillers industriels hors siège principaux, dans la limite des ressources existantes, et il a invité le Conseil économique et social et l'Assemblée générale à se préoccuper de l'urgente nécessité pour l'ONUDI de prendre à sa charge une proportion accrue du coût du programme des conseillers industriels hors siège principaux.

COMITE PERMANENT : SESSION D'AUTOMNE

22. Le Comité permanent a tenu sa dix-huitième session, à Vienne, du 15 au 19 novembre 1982. A cette session, conformément à son mandat, le Comité a examiné les efforts déployés par l'ONUDI afin de coordonner les activités de développement industriel menées dans le cadre du système des Nations Unies.

Parmi les autres points inscrits à l'ordre du jour, figuraient également le projet de programme de travail pour l'exercice biennal 1984-1985 et la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

23. En ce qui concerne le projet de programme de travail, auquel a été consacrée la plus grande partie des débats, le Comité a prié le Directeur exécutif de tenir compte des vues et observations formulées à ladite session dans un programme de travail révisé pour 1984-1985 et de les communiquer au Secrétaire général.

24. Au sujet de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, le Comité a demandé que les informations sur les incidences financières des travaux préparatoires soient communiquées au Groupe de travail à composition non limitée du Conseil du développement industriel sur la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Il a également prié le Directeur exécutif de veiller à ce que, dans la documentation destinée à la Conférence, on accorde une attention appropriée aux diverses expériences de développement industriel dont les pays en développement pourraient s'inspirer à leur gré.

ASSEMBLEE GENERALE : TRENTE-SEPTIEME SESSION

25. La trente-septième session de l'Assemblée générale a débuté le 21 septembre et a été suspendue le 21 décembre 1982. Les questions concernant directement l'ONUDI ont été traitées au titre du point 71 *d* de l'ordre du jour ("Industrialisation") pour l'examen duquel l'Assemblée était saisie du rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa seizième session (A/37/16) et d'une note du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (A/37/291).

26. L'ensemble de la résolution 37/212 sur la coopération industrielle a été adopté, à la suite d'un vote enregistré, par 129 voix contre 10, avec 12 abstentions. Dans la section I de la résolution (Rapport du Conseil du développement industriel sur sa seizième session), l'Assemblée générale, réaffirmant la résolution 1982/66 du Conseil économique et social, a recommandé que les activités intéressant la technologie industrielle, la technologie industrielle liée à l'énergie, la production industrielle, la mise en valeur des ressources humaines, les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, et le système de consultations demeurent prioritaires pendant la période 1983-1985. L'Assemblée générale a décidé qu'il faudrait prévoir au budget de l'ONUDI des ressources suffisantes en vue de financer en 1983 jusqu'à 10 postes supplémentaires, ce qui permettrait de nommer des conseillers industriels hors siège principaux, en particulier dans les pays les moins avancés, et plus spécialement dans ceux d'Afrique; elle a également décidé d'examiner à sa trente-huitième session — sur la base des recommandations que formulerait le Conseil du développement industriel à sa dix-septième session — la question d'un appui budgétaire approprié au programme des conseillers industriels hors siège pour l'exercice biennal 1984-1985. L'Assemblée a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI et la création d'un groupe de travail du Conseil à composition non limitée, qui se

réunirait périodiquement pendant la période préparatoire de la Conférence, et elle a décidé que des ressources suffisantes devraient être prévues afin de couvrir le coût des travaux préparatoires et de la documentation, en 1983, conformément à la décision prise par le Conseil à sa seizième session, y compris la tenue de cinq réunions d'experts sur les principaux thèmes de la Conférence et de réunions du groupe de travail à composition non limitée.

27. Dans la section II de la résolution 37/212 (Décennie du développement industriel de l'Afrique), le Directeur exécutif a été prié de présenter au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1983, par l'intermédiaire du Conseil du développement industriel, un rapport sur l'accueil réservé par les organismes des Nations Unies aux propositions concernant la mise en œuvre du programme pour la Décennie. L'Assemblée générale a lancé un appel à tous les pays pour qu'ils contribuent généreusement au FNUDI afin d'appuyer les activités liées à la Décennie, et elle a prié le Secrétaire général de prévoir des ressources suffisantes en personnel et en crédits, de manière à assurer la coordination et l'exécution efficaces des activités de l'ONUDI et de la CEA dans ce domaine. Sur la même question, l'Assemblée, dans sa résolution 37/139 intitulée "Mesures spéciales pour le développement social et économique de l'Afrique dans les années 80", a demandé aux organes, organisations et organismes des Nations Unies d'examiner les moyens de consacrer davantage de ressources à la réalisation des programmes pour la Décennie, et d'appliquer les mesures spéciales d'une manière globale et coordonnée.

28. Dans la résolution 37/213 sur la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée, l'Assemblée a recommandé que des consultations se tiennent au cours du premier semestre de 1983 entre les Etats ayant ratifié, accepté ou approuvé l'Acte constitutif de l'ONUDI et les autres Etats intéressés, afin de fixer la date d'entrée en vigueur dudit Acte constitutif. Ces consultations doivent être organisées en trois étapes : *a)* une réunion d'un jour consacrée aux questions de procédure, qui se tiendrait à New York en janvier 1983; *b)* une série de consultations se déroulant à Vienne et aboutissant à une réunion officielle d'une durée maximum d'une semaine, qui aurait lieu si possible immédiatement après la dix-septième session du Conseil et où seraient examinées toutes les questions de fond pertinentes; *c)* une réunion de clôture d'une journée, à New York, pour présentation des conclusions des réunions sur les questions de fond et établissement des notifications individuelles d'accord adressées au Secrétaire général pour l'entrée en vigueur de l'Acte constitutif.

29. En liaison avec les diverses décisions prises par l'Assemblée générale dans ses résolutions 37/212 et 37/213, un crédit additionnel de 1 967 200 dollars a été ouvert pour le budget ordinaire de l'ONUDI 1982-1983. Compte tenu de la réduction de 3 127 000 dollars apportée à l'ouverture initiale de crédits pour l'ONUDI (réduction due au fait que le taux de change du dollar a été plus favorable en 1982), le montant révisé des crédits ouverts pour l'ONUDI s'élève à 71 782 400 dollars (voir la résolution 37/243 A sur les ouvertures de crédits révisées pour l'exercice biennal 1982-1983).

30. Sur proposition du Secrétaire général, l'Assemblée générale a décidé de confirmer le maintien de M. Abd-El Rahman Khane dans ses fonctions de Directeur exécutif, soit pour une nouvelle période de deux ans s'achevant le 31 décembre 1984, soit jusqu'au moment où l'ONUDI deviendra institution spécialisée, si ce fait se produit avant ladite date.

31. L'Assemblée a élu les Etats ci-après membres du Conseil du développement industriel pour trois ans à compter du 1er janvier 1983 : Groupe A — Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Ouganda, Rwanda, Soudan, Tchad; Groupe B — Autriche, Belgique, Finlande, Italie, Suisse; Groupe C — Chili, Pérou; Groupe D — Bulgarie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

32. En ce qui concerne la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'Assemblée, dans sa résolution 37/202, a décidé de créer un comité à composition universelle chargé de procéder en 1984 à l'examen et à l'évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement, et elle a demandé aux organes, organisations et organismes des Nations Unies de soumettre à l'examen dudit comité les résultats qu'ils auront obtenus dans leurs secteurs respectifs en utilisant la Stratégie comme cadre directif dans la formulation et l'exécution de leurs programmes de travail et de leurs plans à moyen terme.

33. Dans la résolution 37/214 relative à la CEA, les organismes des Nations Unies ont été priés de venir en aide aux gouvernements africains, dans le cadre du processus de programmation par pays, en incorporant dans leurs programmes et projets sectoriels par pays les buts et objectifs du Plan d'action de Lagos et en les adaptant aux priorités sous-régionales et régionales.

34. Dans la résolution 37/248 sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, l'Assemblée a également prié les organismes des Nations Unies de tenir compte, dans la formulation de leurs programmes, de la nécessité de renforcer encore leur coopération avec la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe.

35. L'application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés a fait l'objet de la résolution 37/224 dans laquelle l'Assemblée a demandé notamment aux organismes des Nations Unies de prendre immédiatement des mesures et initiatives concrètes et pleinement adéquates pour accélérer l'application du nouveau Programme substantiel d'action et d'envisager sous un jour favorable de donner leur plein appui aux groupes consultatifs en matière d'aide ou autres arrangements à élaborer sur l'initiative des pays les moins avancés. L'Assemblée a en outre invité à nouveau les organes directeurs des organismes compétents des Nations Unies à prendre les mesures nécessaires et appropriées pour assurer l'exécution et le suivi effectifs du nouveau Programme substantiel d'action dans leurs domaines de compétences et au titre de leurs mandats respectifs.

36. En ce qui concerne le programme d'action en faveur des pays en développement insulaires, l'Assemblée a, dans sa résolution 37/206, prié l'ONUDI, entre autres organismes compétents des Nations Unies, de prendre des mesures propres à accroître sa capacité de répondre de façon positive aux besoins particuliers des pays en développement pendant la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

37. Dans la résolution 37/134 sur l'assistance au peuple palestinien, l'Assemblée a demandé aux programmes, organisations, institutions et organes compétents des Nations Unies d'intensifier leurs efforts, en coopération avec

l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), pour fournir une aide économique et sociale au peuple palestinien; elle a également demandé que l'assistance aux Palestiniens dans les pays d'accueil arabes soit fournie en coopération avec l'OLP et avec l'accord des gouvernements arabes concernés. Dans la résolution 37/135, il a été demandé aux organisations internationales de n'accorder ni reconnaissance, ni concours, ni aucune aide à toutes mesures prises par Israël pour exploiter les ressources nationales des territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés.

38. Dans la résolution 37/250 sur l'exécution du Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, les organismes des Nations Unies ont été invités à participer aux travaux du Comité intergouvernemental pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, et priés de participer pleinement et de donner leur appui à l'exécution du Programme de Nairobi à court, à moyen et à long terme, en particulier au profit des pays en développement, conformément à leurs priorités et plans nationaux.

39. Au sujet des activités opérationnelles pour le développement dans le cadre du système des Nations Unies, l'Assemblée, dans sa résolution 37/226, a invité les organes, organisations et organismes des Nations Unies qu'intéressent les flux de ressources consenties aux pays en développement à des conditions de faveur à accorder plus d'attention, lorsqu'ils examinent ces questions, aux besoins de financement des fonds et programmes des Nations Unies, et à adopter des mesures appropriées en vue d'utiliser davantage les capacités des pays en développement pour l'achat local ou régional de matériel et d'équipement, pour la formation et les services, pour un recours accru aux entrepreneurs locaux et pour le recrutement de formateurs, de techniciens et de cadres. L'Assemblée a en outre prié instamment les chefs de secrétariat des organes, organisations et organismes des Nations Unies de chercher à réduire au minimum les dépenses d'administration et autres dépenses d'appui, sans porter atteinte aux programmes opérationnels ni au réseau de bureaux du PNUD dans les pays en développement. Elle a également prié les organes et organismes des Nations Unies qui reçoivent des ressources de caractère extra-budgétaire, telles que versements au titre des dépenses d'appui, d'inclure dans les rapports aux organes directeurs concernés des informations sur ces ressources et leur utilisation, et elle a invité les organes directeurs des organismes des Nations Unies qui reçoivent des versements au titre des dépenses d'appui de la part des gouvernements et de fonds de caractère volontaire à examiner les informations y relatives. L'Assemblée a en outre prié instamment tous les organes, organisations et organismes des Nations Unies, compte tenu des recommandations figurant dans la section III du "Rapport annuel du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, 1982" (A/37/445, annexe), de prendre les mesures nécessaires pour harmoniser les procédures administratives et financières ainsi que les procédures concernant le personnel, la planification et les achats.

40. Dans un certain nombre de résolutions, l'Assemblée générale a demandé à l'ONUDI, entre autres organismes des Nations Unies, d'appeler l'attention de son organe directeur — le Conseil du développement industriel — sur les besoins spéciaux du Botswana (37/148), du Cap-Vert (37/152), de la Sierra Leone (37/158), de la Gambie (37/159), du Lesotho (37/160), du Mozambique

(37/161), de l'Ouganda (37/162) et des Tonga (37/164), et de faire connaître au Secrétaire général, d'ici au 15 juillet 1983, les décisions prises par le Conseil et — dans certains cas — les mesures mises en œuvre par l'ONUDI.

41. Des résolutions ont également été adoptées sur les besoins spéciaux de la République centrafricaine (37/145), de Sao Tomé-et-Principe (37/146), de Djibouti, de l'Ethiopie, du Kenya, de la Somalie et du Soudan (37/147), du Libéria (37/149), du Yémen démocratique (37/150), du Bénin (37/151), de Djibouti (37/153), des Comores (37/154), du Tchad (37/155), de la Guinée-Bissau (37/156), du Liban (37/163) et de la zone soudano-sahélienne (37/165).

42. Parmi les autres résolutions ayant également une incidence sur les travaux de l'ONUDI, il convient de citer les suivantes : protection contre les produits nocifs pour la santé et l'environnement (37/137), Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (37/144), aspects du transfert inverse de technologie relatifs au développement (37/207), situation critique des ressources financières du PNUD (37/227), Programme des volontaires des Nations Unies (37/229), arrangements financiers et institutionnels à long terme concernant le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement (37/224), tendances à long terme du développement économique (37/249).

43. Dans la résolution 37/13 sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée a prié le Secrétaire général, tout en envoyant ses communications officielles aux représentants permanents des Etats Membres, de s'adresser, selon qu'il conviendra, aux gouvernements desdits Etats afin de les encourager à verser rapidement en totalité les contributions mises en recouvrement auprès d'eux, conformément à l'article 5.4 du Règlement financier. L'attention du Conseil du développement industriel est attirée sur une déclaration à ce sujet adoptée par le Comité administratif de coordination et soumise par le Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/C.5/37/30).

44. En ce qui concerne le lancement de négociations globales sur la coopération économique internationale en faveur du développement, l'Assemblée a décidé de laisser la question en suspens, de manière à permettre la poursuite de consultations officieuses après l'interruption de la trente-septième session, et de se réunir de nouveau à bref délai pour examiner les décisions ou accords auxquels pourraient aboutir les négociations.

Chapitre II

SOURCES DE FINANCEMENT

1. Les fonds servant à financer les activités de l'ONUDI proviennent des sources suivantes : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), programme des Services industriels spéciaux (SIS), Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI), fonds d'affectation spéciale et participation aux coûts (FAS/PC), programme ordinaire de coopération technique de l'ONUDI (PO) et budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies (BO). Le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement joue également un rôle important dans les activités de l'ONUDI. On trouvera ci-après une analyse des ressources financières dont a disposé l'Organisation et de la façon dont elle les a utilisées au cours de l'année considérée, ainsi qu'un aperçu de la situation en ce qui concerne les fonds alloués pour les frais généraux.

CHIFFRES INDICATIFS DE PLANIFICATION DU PNUD

2. L'ONUDI est demeurée l'un des principaux agents d'exécution du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'année 1982 a marqué le commencement du troisième cycle de programmation du PNUD. A la fin de l'année, 89 programmes par pays avaient été approuvés et l'on prévoyait que 53 autres le seraient en 1983. Dans l'élaboration des programmes et des projets, il a fallu tenir compte des impératifs et des contraintes dus au caractère aléatoire des contributions volontaires au PNUD. En raison du faible niveau des contributions annoncées en novembre 1981, l'Administrateur du PNUD a limité la valeur des programmes prévus à 60 % des chiffres indicatifs de planification (CIP) approuvés par le Conseil d'administration du PNUD. Ce pourcentage a ensuite été ramené à 55 % du fait que les contributions annoncées en novembre 1982 ont été encore plus faibles. En outre, vu la décision stipulant que 80 % des ressources du PNUD iraient aux pays ayant un produit national brut par habitant inférieur ou égal à 500 dollars, il a fallu compter avec l'éventualité que l'industrie se verrait accorder un rang de priorité moindre dans les efforts de développement au niveau international.

3. L'attention marquée accordée par l'ONUDI en 1981 et au cours des années précédentes à la participation aux travaux de programmation du PNUD s'est concrétisée par des missions de formulation des projets et un dialogue suivi dans l'esprit de la programmation continue. En 1982, des missions chargées d'examiner des programmes ou d'élaborer des projets ont été envoyées dans 26 pays (Angola, Arabie saoudite, Bénin, Brésil, Costa Rica, Côte

d'Ivoire, Cuba, Ethiopie, Guatemala, Haïti, Hongrie, Inde, Jamaïque, Koweït, Libéria, Mali, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Tchad, Tchécoslovaquie et Zambie). La tendance positive signalée l'année dernière, à la suite de l'approbation de 14 programmes par pays par le Conseil d'administration du PNUD en juin 1981[1], a été confirmée par l'accroissement global de la part de l'ONUDI dans les 75 autres programmes par pays approuvés jusqu'ici. Dans les 89 programmes par pays, 386 projets, se montant à 333 millions de dollars, ont été alloués au secteur industriel pour lequel l'ONUDI est — ou a des chances d'être — agent d'exécution; 121 d'entre eux étaient des projets en cours et 265 des projets nouveaux, représentant ensemble 16,8 % du montant total programmé (voir appendice F, tableau 1)[2]. Ces chiffres soutiennent la comparaison avec les parts prévues à l'origine pour les premier et deuxième cycles de programmation par pays (10 et 12,4 %, respectivement). Ils sont passés ultérieurement à 11,0 et 14,5 %, respectivement, à la fin des deux cycles de programmation. Dans 11 pays (Chili, Cuba, Inde, Madagascar, Mexique, Mozambique, Népal, Pologne, Roumanie, Viet Nam et Zambie), cette part s'est accrue de plus de 10 % par rapport au deuxième cycle de programmation.

4. Le montant des projets approuvés en 1982 au titre des CIP du PNUD, dans tous les sous-secteurs industriels, s'est élevé à 76,6 millions de dollars. Pour la plupart des pays en développement, les industries chimiques, les agro-industries, les industries mécaniques et l'infrastructure institutionnelle sont demeurées des domaines prioritaires de coopération technique.

PROGRAMME DES SERVICES INDUSTRIELS SPECIAUX

5. L'accroissement de 43 % des ressources allouées au programme des SIS (qui sont passées de 17,5 millions de dollars pour 1976-1981 à 25 millions de dollars pour 1982-1986), décidé par le Conseil d'administration du PNUD en juin 1981[3], n'a pas pu être mis en œuvre en raison du faible niveau des contributions annoncées au PNUD pour 1982. Le PNUD a limité le coût de tous les programmes à 60 % de leur valeur indicative, plafonnant le montant de l'assistance technique fournie en 1982 au titre de SIS à 3 millions de dollars. Etant donné l'insistance mise par de nombreux pays à réclamer des projets de coopération technique à court terme devant être exécutés rapidement, c'était là pour l'ONUDI une tâche difficile à accomplir, d'où le léger dépassement par rapport au plafond prévu (voir l'annexe statistique, tableau 2). La souplesse dont devait faire preuve le programme a été gravement compromise, ce qui ne tenait pas uniquement au fait que le montant annuel de 3,5 millions de dollars prévu pour les cycles précédents a été réduit de plus de 14 % en 1982; des facteurs inflationnistes ont également limité le niveau de dépenses pour 1982 (3 millions de dollars) à 318 mois de services d'experts au coût standard actuel de 6 700 dollars par mois. Cela représente moins d'un tiers de ce que le programme des SIS a pu assurer en 1972, année au cours de laquelle il a été

[1] ID/B/280, appendice M, tableau 3.

[2] Dans sept des 89 pays, il n'y avait pas de programme par pays lors du deuxième cycle. Si l'on compare les 82 programmes par pays restants intéressant les deuxième et troisième cycles de programmation, on constate que la part de l'industrie s'est accrue, passant de 14,32 % (deuxième cycle) à 17,02 % (troisième cycle).

[3] ID/B/280, chap. II, par. 14.

possible, avec une allocation de 3,5 millions de dollars, de fournir 1 400 mois de services d'experts à un coût standard de 2 500 dollars par mois.

6. Durant 1982, 196 demandes au total ont été reçues de 95 pays, et, à la fin de décembre, 148 projets, d'une valeur globale de 5,4 millions de dollars, avaient été approuvés; 37 d'entre eux, d'un montant de 895 892 dollars, intéressaient les pays les moins avancés. Les demandes provenaient pour l'essentiel d'Afrique (36,2 %) et des Amériques (33,3 %).

7. En 1982, l'assistance technique fournie au titre du programme des SIS se répartissait comme suit :

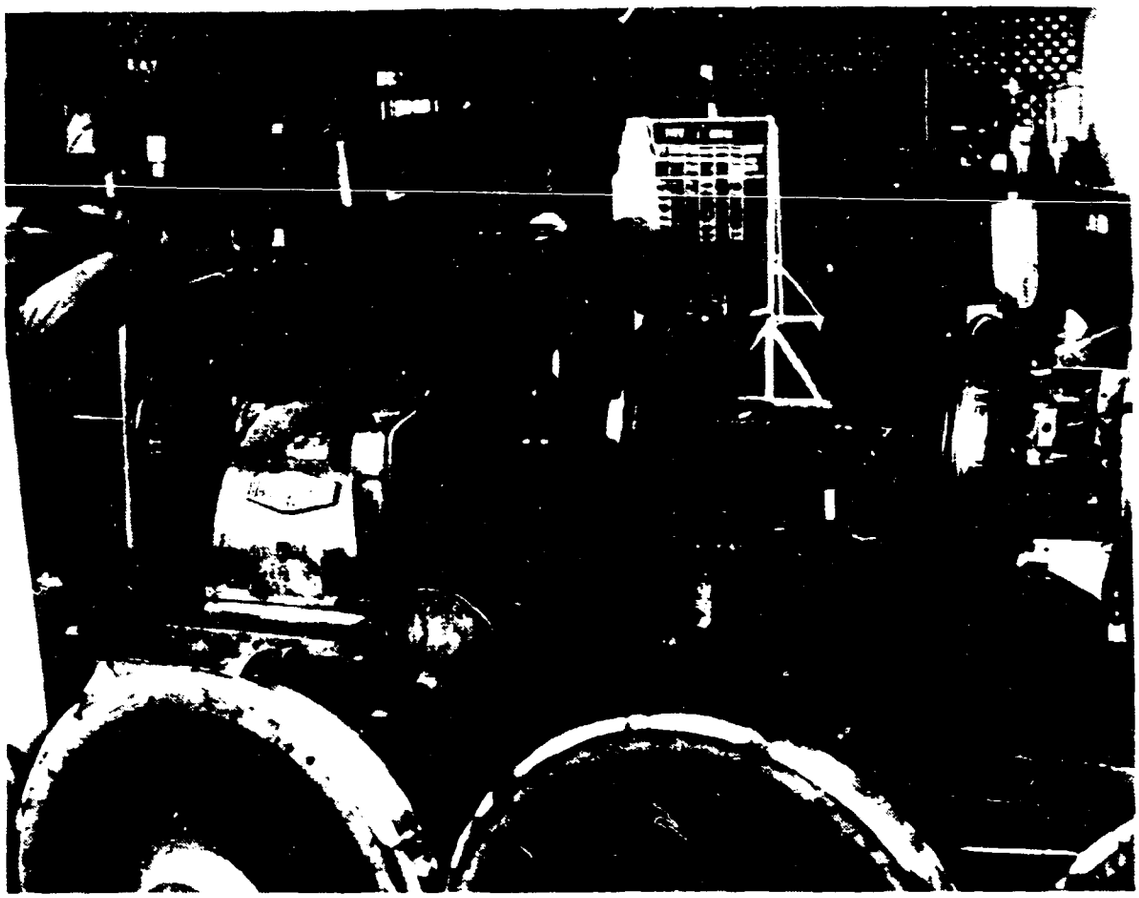
Domaines d'activité	*Pourcentage*
Planification industrielle	0,6
Infrastructure institutionnelle	6,9
Création et gestion d'usines	6,1
Formation industrielle	0,7
Etudes de faisabilité	8,0
Agro-industries	15,4
Industries métallurgiques	18,5
Industries mécaniques	11,0
Industries chimiques	29,5
Formulation et direction du programme	1,5
Mise au point et transfert des techniques	1,6
Service de consultation technologique	0,2
	100,0

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

8. Pour ce qui est de leur montant et de leur composition, les contributions annoncées au FNUDI en 1982 étaient dans l'ensemble comparables à celles annoncées pour 1981. L'accroissement escompté des contributions pour 1982 par rapport à celles de 1981[4] ne s'est pas produit. La légère diminution du montant des contributions annoncées au FNUDI entre 1981 et 1982 était cependant bien moins spectaculaire que celle enregistrée au cours de la même période par certains autres fonds et programmes des Nations Unies.

9. Les contributions annoncées par 63 pays, lors de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement pour 1983, se sont élevées à 11,3 millions de dollars (voir tableau 1 ci-après), alors qu'à la Conférence pour 1982 elles avaient été de 9,3 millions de dollars. Etant donné que d'autres pays doivent encore annoncer leurs contributions au FNUDI pour 1983, il est vraisemblable que le total des contributions pour 1983 dépassera celui des sommes annoncées pour 1982, peut-être même en valeur réelle. Cette évolution positive est à certains égards exceptionnelle et traduit de toute évidence l'amélioration systématique des méthodes de gestion du Fonds, qui a accru la confiance des pays donateurs dans son utilité. Néanmoins, le niveau de financement de 50 millions demeure un objectif lointain, et ce malgré les appels vigoureux lancés au fil des années par tous les intéressés, et notamment par le Conseil du développement industriel.

[4] ID/B/280, chap. II, par. 17.



Cette photographie d'un atelier de la Régie des chemins de fer Abidjan-Niger (RAN), en Côte d'Ivoire, a été prise à l'occasion d'un stage de formation en groupe dans l'entreprise, qui portait sur la réparation et l'entretien du matériel ferroviaire et eut lieu en Belgique, en Côte d'Ivoire et en Haute-Volta (voir chap. III, par. 159).

TABLEAU 1. CONTRIBUTIONS ANNONCEES AU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL POUR 1982 ET 1983

(En dollars des Etats-Unis ou équivalents-dollars)[a]

Année	*Total*	*Contributions générales en monnaies convertibles*	*Contributions spéciales en monnaies convertibles*	*Contributions générales et spéciales en monnaies non convertibles*
1982	11 590 296	2 850 868	6 451 322	2 288 106
1983	11 745 598	2 365 120	6 944 664	2 435 814

[a]Les monnaies autres que le dollar des Etats-Unis ont été converties au taux de change en vigueur au 31 décembre 1982.

10. Gardant présent à l'esprit que l'Assemblée générale, dans l'annexe à la résolution 31/202 portant création du Fonds, a envisagé que celui-ci devienne un instrument qui permettrait à l'ONUDI de répondre "rapidement et avec souplesse" aux besoins des pays en développement, le Secrétariat de l'ONUDI demeure préoccupé par la diminution de la part — déjà faible — des contributions générales, préoccupation qui a été exposée en détail dans le document ID/B/266, présenté au Conseil à sa quinzième session (1981). L'élément contributions générales du Fonds est le seul qui laisse au Secrétariat toute latitude pour programmer. On peut noter avec satisfaction à cet égard

qu'en 1982 un pays, l'Autriche, a répondu positivement à l'appel lancé par le Secrétariat et a annoncé une contribution additionnelle à l'élément contributions générales du Fonds, en plus de celle à l'élément contributions spéciales de celui-ci, en vue de faciliter les efforts de programmation du Secrétariat. En 1982, l'Australie a, pour la première fois, annoncé une contribution au Fonds.

11. Le Secrétariat a également noté avec satisfaction que plusieurs des principaux pays qui versent des contributions spéciales et qui ont une longue expérience du Fonds auraient annoncé des contributions accrues pour 1983. Parmi ces pays figurent la France, l'Italie et la République fédérale d'Allemagne.

12. Au cours de l'année considérée, le Secrétariat a continué de renforcer ses activités relatives à la mise au point des programmes et à l'élaboration des projets, et d'améliorer la qualité générale des projets du FNUDI. Un soin tout particulier a été apporté à la promotion des projets qui ont un caractère novateur. Le dialogue avec les pays bénéficiaires et donateurs a été intensifié et des efforts spéciaux ont été faits pour se familiariser davantage avec les critères de priorité des pays donateurs. On a pu ainsi s'efforcer de présenter les projets aux pays donateurs éventuels d'une manière de plus en plus sélective, en vue de réduire les coûts administratifs aussi bien pour le Secrétariat que pour les donateurs.

13. En 1982, 134 projets, d'une valeur totale de 15,5 millions de dollars, y compris les frais généraux, ont été approuvés; 69 d'entre eux, d'un montant de 3,4 millions de dollars, étaient financés par des contributions générales en monnaies convertibles; 36 par des contributions spéciales en monnaies convertibles, estimées à 9,0 millions de dollars; et 29 par des contributions en monnaies non convertibles, estimées à 3,1 millions de dollars, complétées par certains apports provenant de l'élément contributions générales du Fonds.

14. Tandis que le Secrétariat a continué d'appliquer les neuf critères de priorité approuvés par le Conseil, des efforts ont été faits pour lancer certains programmes offrant un intérêt spécial, à savoir ceux relatifs aux pays les moins avancés, à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, à l'énergie et à l'environnement.

15. Divers projets satisfaisant à de multiples critères ont été approuvés. Comme exemple de l'assistance apportée aux pays les moins avancés, on peut citer un projet en Haute-Volta, qui vise à créer une installation pilote pour l'extraction, l'analyse et le traitement de substances tirées des plantes aromatiques et médicinales locales en vue de fabriquer des produits pharmaceutiques et des huiles essentielles. Le projet porte sur le traitement de matières premières locales qui, en permettant de développer la culture, la cueillette et la préparation de ces matières premières, aura des effets directs et positifs sur la population rurale; le produit final satisfera un des besoins essentiels du pays. Un autre exemple est un projet entrepris au Mali — autre pays comptant parmi les moins avancés — qui est financé par le FNUDI et qui consiste à aider le gouvernement à mettre en place une unité pour la production de pompes à eau manuelles simples devant être utilisées dans les villages; cette unité devrait être implantée dans un atelier de mécanique, créé précédemment avec l'assistance de l'ONUDI.

16. Dans le domaine de l'énergie, un certain nombre de projets intéressants et novateurs ont été lancés en 1982. Un de ces projets vise à évaluer et à mettre à l'épreuve différentes techniques de dessalement de l'eau de mer, faisant appel à l'énergie solaire. Dans le cadre de ce projet, l'ONUDI finance la création d'une installation pilote et de démonstration à deux enceintes en Australie occidentale, basée sur une technique utilisant les distillateurs solaires. Les résultats du projet pilote présenteront un intérêt direct pour un grand nombre de pays, notamment ceux de la région soudano-sahélienne. Consciente de la hausse rapide du coût de l'énergie et désireuse de propager les notions d'économie d'énergie et de gestion d'énergie, l'ONUDI a mis sur pied plusieurs stages d'études pratiques et de formation dans divers sous-secteurs industriels, axant ses efforts sur les industries particulièrement avides d'énergie telles que le verre, la céramique, la métallurgie et l'industrie pétrochimique.

17. Tenant compte de ce que les pays en développement se montrent de plus en plus préoccupés par les effets de l'industrie sur l'environnement, le FNUDI a mis le Secrétariat à même d'entreprendre plusieurs projets novateurs ayant d'importantes implications à long terme. Etant donné certaines propriétés particulièrement nuisibles des déchets provenant de l'industrie pharmaceutique, on est en train d'étudier le problème de l'évacuation des effluents et du traitement des déchets, et de mettre sur pied un programme de formation. Reconnaissant que l'industrie du cuir peut avoir un effet grave sur l'environnement et qu'il est nécessaire de prendre des mesures concrètes pour réduire la pollution lorsqu'on crée ou agrandit des tanneries, l'ONUDI, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a achevé en 1975 une première étude d'ensemble intitulée "Environmental consideration in the leather producing industry[5]". L'étude, qui se voulait un bilan, envisageait la création d'une industrie du cuir qui ne dégraderait pas l'environnement. Les réactions à cette étude donnent à penser que les problèmes environnementaux dans le sous-secteur de l'industrie du cuir ont tendance à s'aggraver et qu'il est nécessaire d'entreprendre une autre étude technico-économique sur ce sujet. Avec le concours financier du FNUDI, le Secrétariat élabore une deuxième étude qui tiendra compte de toute une gamme de nouveaux procédés et de nouvelles techniques de traitement présentant un intérêt particulier pour les pays en développement. L'étude comprendra aussi une évaluation détaillée des incidences technico-économiques de l'application de ces techniques de traitement des effluents et de ces méthodes de transformation.

FONDS D'AFFECTATION SPECIALE ET ACCORDS DE PARTICIPATION AUX COUTS

18. En 1982, les fonds d'affectation spéciale ont surtout servi à assurer, comme par le passé, la fourniture de services d'experts adjoints, financés par certains pays industrialisés à économie de marché. Ces pays ont également contribué au financement de certains projets, grands ou petits, aux niveaux mondial, régional et national.

[5] UNIDO/ITD.337/Rev.1 et Add.1/Rev.1.

19. Le nombre de pays et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui financent le coût des projets de coopération technique de l'ONUDI s'est régulièrement accru. Aussi bien ces pays que ces organisations ont conclu avec l'ONUDI des arrangements relatifs aux fonds d'affectation spéciale pour financer les projets dont ils étaient bénéficiaires. En 1982, le montant total du financement approuvé au titre de ces arrangements était de l'ordre de 6 millions de dollars. Les projets exécutés selon cette formule ont notamment porté sur l'assistance au Conseil de coopération du Golfe pour exécuter une étude industrielle de la région du Golfe; à une usine d'aluminium au Koweït; à un séminaire sur l'élaboration, l'évaluation et la mise en œuvre des projets, devant être organisé par la Banque de développement islamique; et à la création d'un centre du développement industriel au Nigéria. Comme au cours des années précédentes, tous les projets de l'ONUDI au Qatar étaient financés par les fonds d'affectation spéciale. Dans les années à venir, on s'attend à un accroissement régulier du nombre des projets de ce type.

20. Les arrangements relatifs aux fonds d'affectation spéciale sont rédigés suivant une formule type simple et signés par les bénéficiaires et par l'ONUDI. Les fonds libellés dans les arrangements sont directement versés à un compte spécial. L'ONUDI tient en outre les bureaux extérieurs du PNUD au courant de la négociation, de l'approbation et de la mise en œuvre de ces arrangements.

21. Etant donné, d'une part, les besoins croissants des pays en développement en assistance technique et, d'autre part, la pénurie des ressources du PNUD, plusieurs pays ont conclu des accords de participation aux coûts. En mobilisant eux-mêmes des fonds en monnaies convertibles et/ou non convertibles à hauteur des ressources financières du PNUD, ces pays ont permis à l'ONUDI de mettre en œuvre un nombre accru de projets de coopération technique en 1982. Ces projets portaient notamment sur l'assistance à l'industrie des machines agricoles (Algérie); au Centre de recherche-développement sur le ciment (Turquie); aux services de consultation industrielle (Oman, Emirats arabes unis); au sous-secteur des biens d'équipement (Venezuela); au Centre de recherche industrielle (Jamahiriya arabe libyenne); et à l'Organisation saoudienne de normalisation. Tous les projets de l'ONUDI au Koweït et dans les Emirats arabes unis étaient financés intégralement par ces pays.

PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

22. Les propositions du Directeur exécutif relatives au programme ordinaire de coopération technique pour l'exercice biennal 1982-1983 ont été examinées par le Comité permanent à sa quinzième session (1981)[6]. Sur recommandation du Comité, le Conseil, à sa quinzième session (1981), a approuvé à titre provisoire les propositions pour 1982-1983[7]. A sa dix-septième session (1982), le Comité permanent a recommandé au Conseil d'approuver les propositions du Directeur exécutif concernant les allocations révisées. A sa seizième session

[6] ID/B/C.3/104.

[7] ID/B/268, par. 80; A/36/16, par. 54.

(1982), le Conseil a approuvé les montants révisés, qui se fondaient sur les crédits ouverts par l'Assemblée générale à sa trente-sixième session (1981)[8]. La répartition des montants révisés entre les six éléments de programme est donnée à l'appendice D.

23. Les ressources allouées au programme ordinaire de l'ONUDI pour l'exercice biennal en cours sont inférieurs, en valeur nominale comme en valeur réelle, aux crédits ouverts pour 1980-1981, ce qui a réduit la latitude du Secrétariat de l'ONUDI d'accroître les ressources prévues pour tel ou tel élément de programme.

24. En 1982, 189 projets, se montant à 5,8 millions de dollars, ont été approuvés au titre de tous les éléments. On trouvera à l'appendice D un tableau comparatif, pour 1982, des crédits ouverts et des crédits mis en place. Les activités financées au titre des éléments du programme ordinaire "Coopération entre pays en développement" et "Besoins spéciaux des pays les moins avancés" sont décrites au chapitre V (Programmes spéciaux). On trouvera aux paragraphes suivants un aperçu des activités exécutées au titre des quatre éléments restants.

25. L'amélioration des compétences et l'approfondissement de l'expérience des cadres supérieurs (techniciens, gestionnaires et administrateurs) s'occupant du développement du secteur industriel constituent l'un des principaux programmes de l'ONUDI. Durant 1982, 45 projets ont été approuvés au titre de l'élément "Bourses de perfectionnement", en vue du financement de stages de formation individuelle dans des domaines tels que le traitement du cuir, la normalisation et le contrôle de la qualité, l'aluminium (fabrication et conception), et la technologie de la pâte à papier et du papier. En ce qui concerne la formation en groupe (c'est-à-dire les stages de formation en entreprise, les séminaires et les journées d'étude), 11 projets ont été approuvés en 1982 et ont permis aux participants de pays en développement d'acquérir une expérience pratique, tout en leur donnant la possibilité de parfaire leurs connaissances théoriques et leurs compétences techniques. Une activité importante, financée au titre de l'élément "Mise en place et renforcement de moyens de formation", a été l'assistance apportée aux institutions compétentes des pays en développement, en vue de les mettre mieux à même d'organiser des stages de formation à l'intention d'autres pays en développement. En 1982, on a approuvé 9 projets visant à recenser les institutions de formation voulues et, dans certains cas, à leur fournir un appui sous la forme de services de conférenciers et de formateurs ainsi que de fourniture de matériel de formation.

26. Affectés aux divisions mixtes de l'industrie créées au sein des commissions régionales, les conseillers régionaux ont, comme par le passé, œuvré pour renforcer la coopération entre l'ONUDI et ces commissions dans le domaine des activités de développement, notamment en ce qui concerne la définition des domaines prioritaires, des tendances et des besoins concrets en matière d'assistance technique.

27. Des services consultatifs de courte durée ont été fournis par les conseillers interrégionaux aux pays en développement dans des domaines comme la

[8] ID/B/C./114; ID/B/288, par. 48; A/37/16, par. 46.

technologie des matières plastiques, l'industrie chimique, l'industrie des biens d'équipement et la sidérurgie. Ces services ont contribué à améliorer la qualité du programme de coopération technique de l'ONUDI et à accélérer l'exécution des projets.

28. Les ressources allouées à l'élément de programme "Consultations avec les gouvernements" ont permis à l'Organisation d'inviter de hautes personnalités gouvernementales au Siège de l'ONUDI, en vue d'examiner les activités de l'ONUDI dans leurs pays respectifs et, partant, de mieux adapter les programmes aux besoins des pays en développement. Ces visites ont considérablement facilité l'élaboration des programmes par pays pour le troisième cycle de programmation du PNUD, ont incité les gouvernements à formuler de nouvelles demandes d'assistance technique, et ont permis de mieux comprendre le point de vue des divers gouvernements.

BUDGET ORDINAIRE

29. Le budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 comprend deux parties distinctes. La première concerne l'ONUDI (chapitre 17 du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies). La deuxième a trait aux dépenses de fonctionnement du Centre international de Vienne (chapitres 28M, Services administratifs, Vienne; 29C, Services de conférence, Vienne; et 29F, Bibliothèque, Vienne).

A. ONUDI

30. Par sa résolution 36/240A, du 18 décembre 1981, l'Assemblée générale avait ouvert pour l'ONUDI des crédits d'un montant de 72 942 200 dollars au chapitre 17 du budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983. Dans son premier rapport sur l'exécution du budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983, présenté à l'Assemblée générale en décembre 1982[9], le Secrétaire général a demandé que les crédits ouverts pour l'ONUDI soient diminués de 3 127 000 dollars. Cette diminution nette devait compenser les effets combinés *a)* d'une évolution plus favorable que prévu du taux de change (passé de 15,50 schillings autrichiens — chiffre retenu pour l'exercice biennal — à 16,83 schillings en 1982 et à 17,70 schillings autrichiens pour 1 dollar — taux utilisé dans les prévisions pour 1983), ce qui s'est traduit par une économie de 6 193 800 dollars, *b)* la hausse des coûts (2 738 900 dollars) imputable à un taux moyen d'inflation de 15 % en 1982, et *c)* une augmentation des frais (327 900 dollars) due aux dépenses supplémentaires prévues pour les activités financées conjointement. Le montant estimatif révisé pour l'exercice biennal 1982-1983, qui s'établit à 69 815 200 dollars, a ensuite été modifié par des décisions prises sur la base des recommandations ci-après de la Cinquième Commission : *a)* incidences financières (1 907 200 dollars) de la résolution 37/212 du 20 décembre 1982 sur la coopération en matière de développement industriel et *b)* incidences financières (60 000 dollars) de la résolution 37/213 du 21 décembre 1982 sur la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée.

[9] A/C/.5/37/65.

31. Les dépenses prévues au chapitre 17 du budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 et approuvées par la Cinquième Commission[10] (voir également la résolution 37/243A de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1982) sont indiquées au tableau 2 ci-après.

TABLEAU 2. OUVERTURE DE CREDITS BUDGETAIRES REVISEE (CHAPITRE 17 — ONUDI) POUR L'EXERCICE BIENNAL 1982-1983

(En dollars des Etats-Unis)

		Augmentation ou diminution	*Total*
I.	*Crédits ouverts initialement* (Résolution 36/240A de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1981)		72 942 200
II.	*Montants estimatifs révisés approuvés par la Cinquième Commission*		
	a) Taux de change	(6 193 800)	
	b) Inflation	2 738 900	
	c) Dépenses supplémentaires prévues pour les activités financées conjointement (services communs)	327 900	
	Total partiel	(3 127 000)	
III.	*Incidences financières approuvées par la Cinquième Commission* (résolutions 37/212 et 37/213 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1982)		
	a) Consultations au sujet de la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée	60 000	
	b) Services et frais de voyage de 10 conseillers industriels hors siège	943 400	
	c) Activités préparatoires de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI	822 100	
	d) Décennie du développement industriel de l'Afrique	141 700	
	Total partiel	1 967 200	
			(1 159 800)
	Montant total révisé des crédits ouverts (Résolution 37/243A de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1982)		71 872 400

32. La préparation du budget-programme de l'ONUDI pour l'exercice biennal 1984-1985 a débuté au cours du deuxième semestre de 1982 et devrait être achevée en mars 1983.

B. Centre international de Vienne

33. Pour l'exercice biennal 1982-1983, l'Assemblée générale, à sa trente-sixième session, avait ouvert un crédit de 34 419 700 dollars au titre du chapitre 28M (Services administratifs, Vienne) pour couvrir les dépenses de fonctionnement du Centre international de Vienne. Dans son premier rapport sur l'exécution du budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983, présenté à l'Assemblée

[10] A/C.5/37/100; A/C.5/37/101.

générale en décembre 1982, le Secrétaire général a demandé que le crédit ouvert au titre du chapitre 28M soit diminué de 1 463 500 dollars, diminution qui a été approuvée par la suite.

34. Toujours pour l'exercice biennal 1982-1983, le Secrétaire général a demandé à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session un crédit de 6 828 900 dollars au titre du chapitre 29C (Services de conférence, Vienne), alors que le crédit ouvert initialement s'élevait à 6 990 500 dollars. Ce montant a été augmenté de 4,2 millions de dollars et porté ainsi à 11 028 900 dollars à la suite de l'approbation de l'état récapitulatif concernant le coût des services de conférence[11] par l'Assemblée générale en décembre 1982.

35. En ce qui concerne la Bibliothèque commune du CIV, que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) gère pour le compte de toutes les organisations et unités administratives installées au Centre, l'Assemblée générale a approuvé, au titre du chapitre 29F (Services de bibliothèque, Vienne) un montant de 531 400 dollars alors que le crédit ouvert initialement s'élevait à 548 100 dollars.

36. On trouvera au tableau 3 ci-après une ventilation détaillée des modifications approuvées ainsi que des crédits ouverts initialement et des montants estimatifs révisés pour le CIV en ce qui concerne l'exercice biennal 1982-1983.

TABLEAU 3. CREDITS OUVERTS INITIALEMENT ET MONTANTS ESTIMATIFS REVISES AU TITRE DES CHAPITRES 28M, 29C ET 29F

(En dollars des Etats-Unis)

Chapitre du budget	*Crédits ouverts initialement*	*Taux de change*	*Inflation*	*Décisions d'organes directeurs*	*Montants estimatifs révisés*
28M Services administratifs, Vienne	34 419 700	(3 199 400)	1 735 900	—	32 956 200
29C Services de Conférence, Vienne	6 990 500	(605 900)	444 300	4 200 000[a]	11 028 900
29F Bibliothèque, Vienne	548 100	(50 700)	34 000	—	531 400
TOTAL	41 958 300	(3 856 000)	2 214 200	4 200 000	44 516 500

[a] A/C.5/37/103.

FRAIS GENERAUX

37. En 1982, la question des dépenses d'appui encourues au titre des programmes a été longuement examinée aux deux sessions du Comité consultatif pour les questions administratives (Finances et budget), puis par le Conseil d'administration du PNUD. Le Conseil d'administration, dans sa décision 82/36, s'est notamment félicité des arrangements arrêtés d'un commun accord par le PNUD et les agents d'exécution pour la présentation de rapports *ex post facto* sur les dépenses d'appui. Un premier rapport a été présenté à titre expérimental au Directeur de la Division des finances du PNUD en novembre 1982. Il indiquait le montant approximatif des dépenses d'appui pour 1980 et

[11] A/C.5/37/103.

1981, qui avait été calculé sur la base de la formule approuvée pour les dépenses d'appui par toutes les parties intéressées lors de la réunion du Groupe de travail (questions financières et budgétaires) du Comité consultatif pour les questions administratives en décembre 1981. Le Conseil a approuvé la proposition de l'Administrateur du PNUD de réaliser une nouvelle étude sur les dépenses d'appui afin de parvenir à un calcul plus précis de ces dépenses pour le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) et de confirmer le bien-fondé des taux proposés dans le document DP/1982/58 pour les projets financés au moyen des CIP et les projets financés par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU). Il a prié l'Administrateur du PNUD de poursuivre ses consultations avec les organisations en vue d'aboutir à un accord sur le niveau de remboursement des dépenses d'appui dans le cas des activités financées par le BNUS et par le FENU. Le Conseil a également prié l'Administrateur du PNUD de présenter à sa trentième session un rapport sur les résultats de l'étude et des consultations avec les organisations susmentionnées. Le Conseil a en outre décidé que seules les organisations pouvant fournir des preuves suffisamment documentées des dépenses d'appui encourues au titre de l'exécution de programmes financés par le PNUD seraient admises à bénéficier d'un traitement préférentiel pour le remboursement des dépenses d'appui, et a autorisé l'Administrateur à inclure, à l'avenir, un rapport sur le traitement préférentiel pour le remboursement de ces dépenses dans son rapport sur l'examen annuel de la situation financière du PNUD.

Chapitre III

OPERATIONS INDUSTRIELLES

A. Mise en œuvre des projets en 1982 Aperçu d'ensemble

1. C'est en 1982 qu'a débuté le troisième cycle de programmation par pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Comme tous les autres organismes des Nations Unies, l'ONUDI a vu le volume de l'assistance technique qu'elle fournit subir le contrecoup de la réduction des ressources allouées par le PNUD à l'exécution des projets approuvés (voir également le chapitre II, "Sources de financement"). Pendant toute l'année considérée, les apports de fonds du PNUD ont été inférieurs de 10 à 14 millions de dollars à ceux de 1981.

2. Un total de 1 510 projets ont été exécutés ou étaient en cours en 1982, dont 127 dépassant 1 million de dollars, 415 de plus de 150 000 dollars, et 968 d'une valeur moindre. Les tableaux 1 et 2 ci-après récapitulent les dépenses de coopération technique pour 1982, respectivement par source de financement et par élément de projet.

TABLEAU 1. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EN 1982, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Source de financement	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Programme ordinaire	3 098	3,4
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	64 260	69,9
SIS	3 082	3,4
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	869	0,9
Total partiel	68 211	74,2
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	3 106	3,4
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	5 329	5,8
FNUDI	11 561	12,6
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	574	0,6
Total partiel	17 464	19,0
TOTAL	91 879	100,0

TABLEAU 2. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EN 1982, PAR ELEMENT DE PROJET

Elément de projet	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Personnel des projets	44 313	48,2
Sous-traitance	9 250	10,1
Bourses de perfectionnement et formation	11 974	13,0
Matériel	24 392	26,6
Divers	1 950	2,1
TOTAL	91 879	100,0

3. Grâce aux efforts de ses services conjugués et à ceux qui ont été déployés hors siège pour la mise au point des projets, l'ONUDI, en coopération étroite avec les gouvernements des pays en développement, a été en mesure de répondre aux demandes urgentes d'assistance à court terme formulées dans le contexte du programme des Services industriels spéciaux (SIS) et de fournir des services consultatifs techniques par l'intermédiaire d'experts de haut niveau. Après l'interruption de nombreuses activités en 1980 et 1981, le programme des SIS a retrouvé son rythme en 1982; les apports n'ont toutefois pas dépassé la limite de 3 millions de dollars fixée dans le programme de dépenses révisé du PNUD (voir chap. II, "Sources de financement", par. 6). Le nombre de projets financés au titre des fonds d'affectation spéciale et dont l'exécution en 1982 avait été approuvée a été nettement plus élevé.

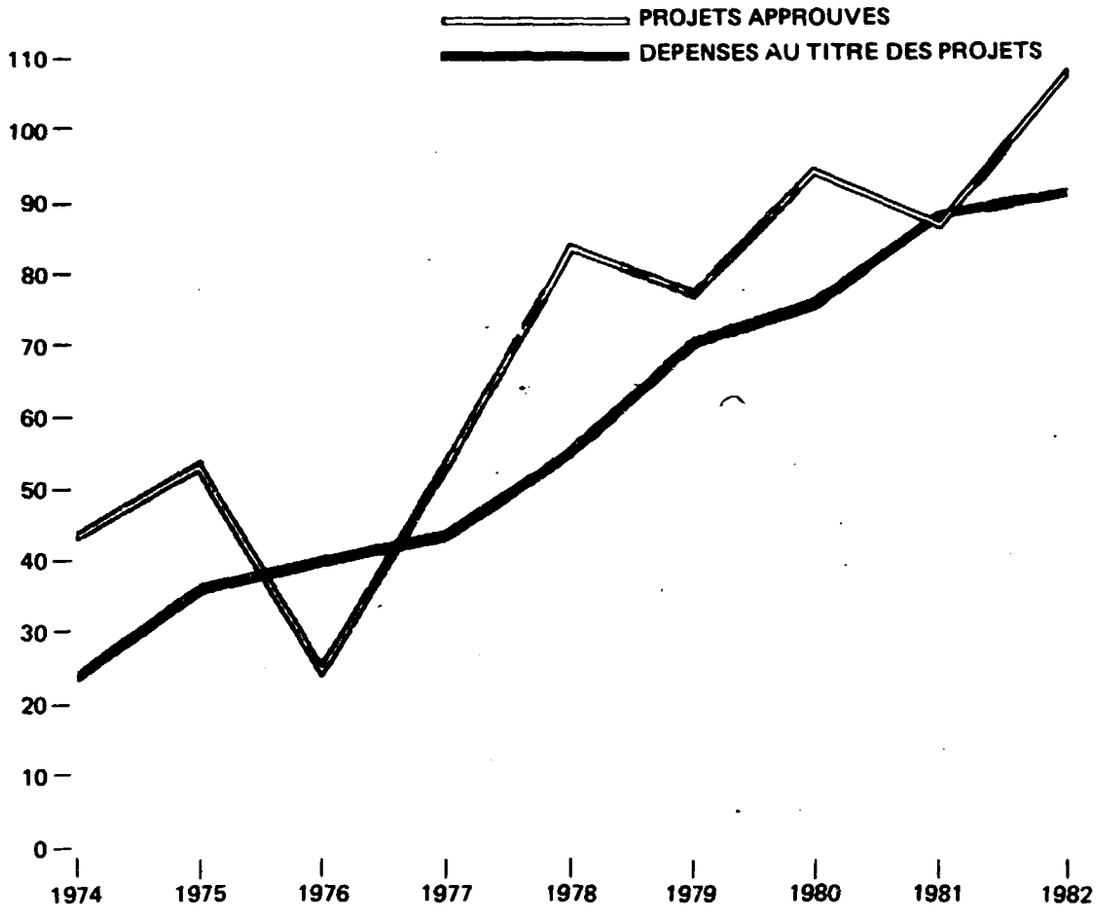
4. A la suite des missions de programmation par pays effectuées en 1981 dans le cadre du troisième cycle de programmation par pays du PNUD, d'importants efforts ont été consacrés en 1982 à la formulation détaillée des projets. Les ressources budgétaires autorisées pour 1982 et 1983 ayant été réduites (voir aussi le chapitre II, "Sources de financement"), cette formulation a exigé de la part des fonctionnaires des services organiques beaucoup plus d'heures de travail que dans des circonstances normales. En outre, l'ampleur et la complexité de nombreux projets s'étaient accrues d'une manière particulièrement nette.

5. Etant donné que les fonds alloués au titre de la coopération technique ont été réduits en valeur réelle, il faudra s'attacher davantage à l'avenir aux projets qui ont un effet multiplicateur optimum sur le développement des pays, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Ces projets requièrent un travail de préparation considérable, au niveau des pays comme à celui du Siège, une formulation précise et une évaluation permanente. Des efforts accrus ont été consacrés à former le personnel de la Division des opérations industrielles à la mise au point et à la formulation des projets.

6. Pour faire face à la nécessité constante d'améliorer la qualité des activités de coopération technique et en collaboration avec le Groupe de l'évaluation de la Division de la coordination des politiques, des manuels et des formules standard d'évaluation ont été élaborés et uitlisés dans les pays et au Siège pour l'exercice d'auto-évaluation. En 1982, l'Organisation des Nations Unies, le PNUD et l'ONUDI ont poursuivi en commun l'évaluation thématique des industries manufacturières. Le Groupe de l'évaluation a organisé, à l'intention

DIAGRAMME DES ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

(En millions de dollars E.-U.)



des services et sections de la Division des opérations industrielles, des stages et des réunions de consultation internes portant sur la mise au point et l'évaluation des projets. En ce qui concerne l'élaboration, l'exécution et l'évaluation des projets, des relations étroites ont été maintenues avec le Bureau du Directeur exécutif adjoint.

7. La Division des opérations industrielles a continué à participer aux activités du groupe de travail sur les méthodes d'exécution des activités de coopération technique. En raison de l'évolution rapide des règles et procédures du PNUD et de la conclusion de nouveaux accords avec les donneurs de contributions spéciales au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI), une version à jour de l'"UNIDO Chief Technical Adviser's Manual[1]" a été préparée et diffusée.

8. La coopération entre les services organiques de l'Organisation a été renforcée de façon à mieux coordonner les activités de préinvestissement et

[1] UNIDO/IO.222/Rev.3.

d'investissement. Un certain nombre de conférences et de consultations ont eu lieu au Siège afin de mettre en évidence l'importance des éléments des études de faisabilité relatifs aux marchés et aux aspects financiers et économiques ainsi que la nécessité d'améliorer la qualité des études de préinvestissement de l'ONUDI. Des activités sont également en cours en vue d'encourager la réalisation d'études de faisabilité complètes et présentées sous une forme "bancable" à soumettre aux promoteurs de projets potentiels tant publics que privés par l'intermédiaire des services de l'ONUDI spécialisés dans la promotion des investissements.

9. Parallèlement à l'adoption du modèle d'ordinateur pour l'analyse et la notification des études de faisabilité (COMFAR), on a tenté de faciliter et d'harmoniser la préparation et l'évaluation des études de faisabilité grâce à un programme simplifié pour micro-ordinateurs. Le COMFAR, qui s'inspire du *Manuel de préparation des études de faisabilité industrielle*[2], sera utilisé pour améliorer la qualité des études de faisabilité de l'ONUDI. Ce modèle dont se servent les services consultatifs industriels qui procèdent aux études de préinvestissement dans les pays en développement sera également utilisé par les sociétés de consultants des pays en développement et des pays développés. De nombreuses demandes dans ce sens ont déjà été reçues.

10. Sur l'initiative du PNUD, le personnel de l'ONUDI a fait des exposés lors de séminaires sur des projets de préinvestissement organisés à l'intention des Représentants résidents du Programme par l'Institut de développement économique de la Banque mondiale. L'ONUDI avait participé auparavant à la conception du programme de ces séminaires[3].

11. Ainsi qu'il est indiqué plus haut[4], dans le cas de projets particulièrement complexes ou lorsqu'un certain nombre de projets de grande ampleur sont en cours dans un pays, les activités sont coordonnées par des équipes de gestion ou des comités techniques consultatifs spécialement contitués à cette fin. Ainsi, en Indonésie (où quatre grands projets sont opérationnels), le travail d'une équipe de ce type a donné des résultats positifs car il a permis de renforcer la coordination et la coopération entre des activités intéressant plusieurs projets.

12. Les conseillers interrégionaux ont fourni une précieuse contribution aux activités de la Division des opérations industrielles, en particulier dans les trois domaines ci-après : identification et formulation des projets, services techniques consultatifs fournis directement aux pays en développement et participation à l'examen des projets en cours. Ces services ont été très appréciés par les gouvernements des pays en développement.

13. Les grands projets à haute technicité, en particulier dans les domaines liés aux agro-industries, aux industries métallurgiques, chimiques et mécaniques, ont donné lieu à des consultations plus fréquentes entre les responsables de ces projets et les services publics correspondants. Les responsables des projets et les fonctionnaires chargés du recrutement ont travaillé en étroite coopération avec leurs homologues des missions hors siège à la prise de décisions en commun

[2] ID/206.

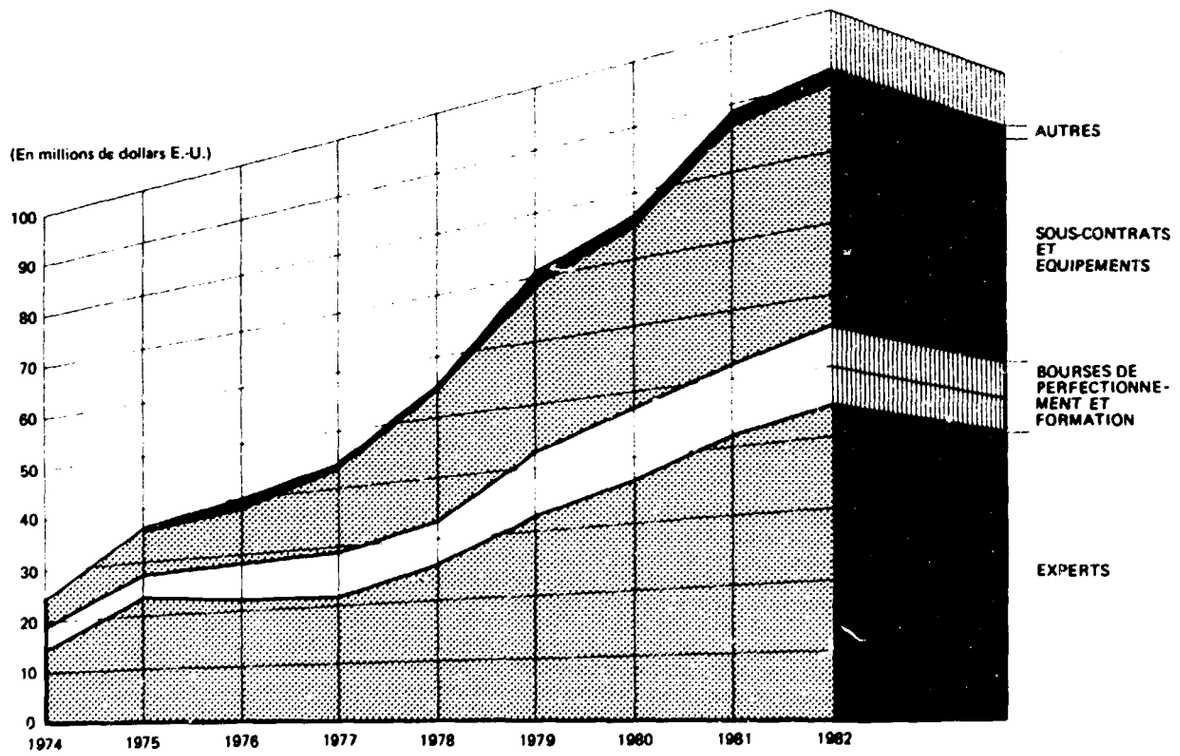
[3] ID/B/280, chap. V, par. 181.

[4] *Ibid.*, par. 4.

concernant les experts, les spécifications en matière d'équipement et les contrats de sous-traitance. Cette approche commune faisant intervenir toutes les parties intéressées s'est révélée bénéfique en permettant d'améliorer les apports d'assistance technique tant qualitativement que quantitativement. Elle a également permis de renforcer la coopération entre plusieurs projets dans un même pays et, le cas échéant, d'utiliser les services des mêmes experts qualifiés.

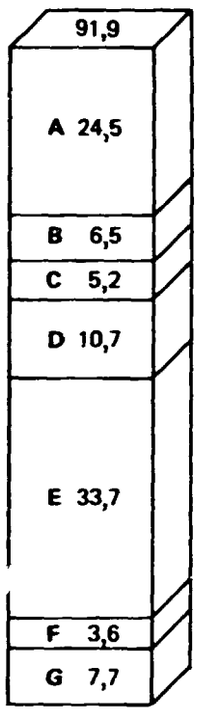
14. L'ONUDI a intensifié ses activités de coopération avec les banques régionales de développement et a reçu un certain nombre de demandes d'assistance technique en faveur d'institutions financières de développement et de fonds de développement. Dans la région du Golfe par exemple, des institutions de ce genre ont demandé que des études de faisabilité soient préparées et évaluées en leur nom et que des stages d'étude soient organisés dans le domaine de la préparation et de l'évaluation des études de préinvestissement. Cette coopération sera encore renforcée à l'avenir. En dehors des stages d'étude sur les opérations de raffinage, mis sur pied conjointement par l'ONUDI et le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international, les deux organisations en question ont procédé à des échanges de vues concernant la poursuite de la coopération dans le cadre des activités menées en faveur des pays en développement dans les domaines de la construction mécanique et de la pétrochimie.

DEPENSES AU TITRE DES PROJETS DE COOPERATION TECHNIQUE, PAR ELEMENT DE PROJET, 1974-1982



PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE REALISES PAR L'ONUDI EN 1982

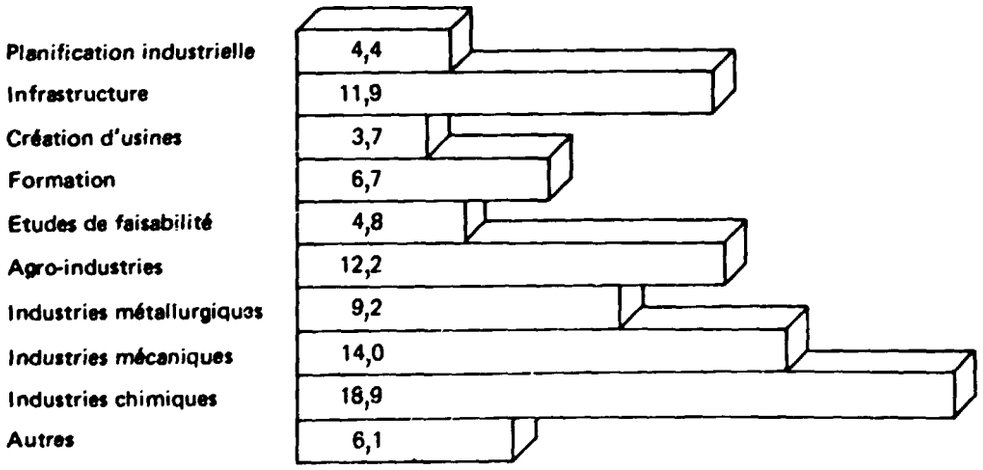
(En millions de dollars E.-U.)



A + B	Afrique
B	Etats arabes d'Afrique
C + B	Etats arabes
D	Amériques
E	Asie et Pacifique
F	Europe
G	Projets mondiaux et interrégionaux

REPARTITION DES ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN 1982

(En millions de dollars E.-U.)



15. La coopération avec la Banque islamique de développement s'est encore intensifiée. C'est ainsi que la Banque a en outre demandé à l'ONUDI de surveiller la construction aux Comores d'installations de stockage de produits de raffinage[5]. Le projet d'évaluation des activités nationales de production de carbonate de sodium et de méthanol, qui a été mis en œuvre au Bangladesh en 1982, est un autre exemple de coopération avec la Banque islamique de développement.

16. Les consultations avec la Banque mondiale relatives à l'exécution conjointe d'activités de coopération technique qui seront menées en Afrique dans le domaine des textiles, des matériaux de construction et de la formation se sont multipliées. Elles ont également porté, dans le domaine de l'énergie, sur des questions telles que le remplacement de combustibles dans certains pays des régions "Europe" et "Etats arabes".

17. Comme par le passé, tout a été mis en œuvre pour coordonner les activités de coopération technique de l'ONUDI avec celles des autres organisations des Nations Unies. Ces efforts revêtent une importance et une nécessité particulières, notamment en ce qui concerne l'alimentation, le développement des compétences, l'utilisation de l'énergie, et exigent qu'une coopération plus étroite soit mise en œuvre tant au Siège qu'au niveau des projets.

18. Certains programmes communs ONUDI/pays ont donné des résultats encourageants. Plusieurs pays ont montré qu'ils accordaient une confiance accrue au Programme commun ONUDI/Tchécoslovaquie de coopération internationale dans les industries de la céramique, des matériaux de construction et des produits à base de minéraux non métalliques[6]. Ainsi, le Gouvernement surinamais a décidé de participer à ce programme en contribuant à 100 % aux coûts d'évaluation des matières premières nécessaires et des études expérimentales associées à la production de verre et de céramique sur son territoire. D'autres activités, principalement en matière de formation, ont été menées par d'autres centres communs.

19. Plusieurs gouvernements ont été plus enclins que par le passé à appuyer les projets de l'ONUDI sous forme de contributions spéciales au FNUDI. Les projets financés au titre de cet élément du Fonds ont trait aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables et à l'utilisation des déchets agricoles (par exemple le projet de fabrication de ciment à base de téguments de riz pour la construction d'habitations à bon marché, qui a reçu un soutien financier de l'Australie et des Etats-Unis d'Amérique). Plusieurs projets d'études de préinvestissement font actuellement l'objet d'un examen de la part de ces deux mêmes pays en vue de leur financement éventuel.

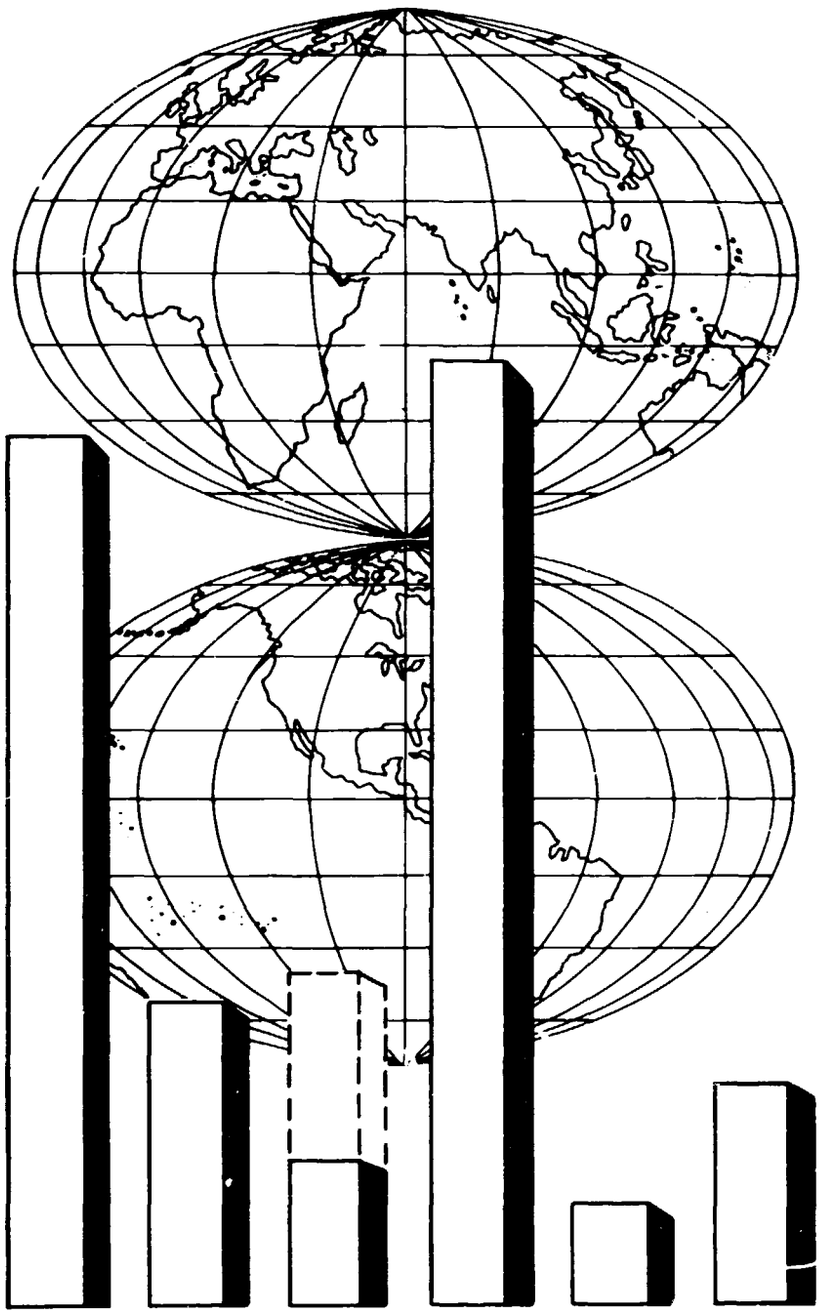
20. La République-Unie du Cameroun a adopté en 1982 une solution novatrice dans le sous-secteur des matériaux de construction. Un projet d'un montant de 1,7 million de dollars, ayant pour agent d'exécution l'ONUDI et pour agent associé le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) a été mis sur pied et un accord a été conclu avec le Gouvernement

[5] *Ibid.*, par. 16.

[6] *Ibid.*, par. 8.

ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ONUDI EN 1982

(Par région géographique, en pourcentages et en millions de dollars des Etats-Unis)



Afrique	Amériques	Etats arabes*	Asie et Pacifique	Europe	Projets interrégionaux et mondiaux
31,0	10,7	11,7 (6,5)	33,7	3,6	7,7
33,7%	11,7%	12,7% (7,1%)	36,7%	3,9%	8,4%

*Les lignes en pointillé et les chiffres entre parenthèses s'appliquent aux Etats arabes d'Afrique, qui figurent également dans la colonne "Afrique".

camerounais aux termes duquel les deux premières années d'exécution du projet seront entièrement à sa charge au lieu d'être financées au titre des CIP. Cet arrangement vise à aider le PNUD à faire face en partie à ses difficultés en matière de ressources. A l'issue des deux premières années du projet quinquennal, le Gouvernement camerounais sera remboursé par prélèvement sur les ressources CIP. C'est là le premier exemple de préfinancement par un gouvernement d'un projet financé par le PNUD; il traduit à la fois la volonté de ce gouvernement de passer rapidement au stade d'exécution d'un projet et sa confiance dans la capacité d'exécution de l'ONUDI.

21. La question capitale en matière de développement industriel demeure celle du développement accéléré des compétences et des ressources humaines. Pratiquement tous les projets de coopération technique de l'ONUDI tiennent compte de ce fait, de même que le programme global du Service de la formation. Il convient de souligner à ce propos les efforts déployés en permanence pour accroître le nombre des participants aux activités de formation de l'ONUDI des pays les moins développés.

22. Les activités relatives à l'intégration des femmes dans le processus de développement industriel doivent être également mentionnées. En plus des efforts visant à accroître leur participation à la formation, un séminaire régional pour l'intégration des femmes à la planification industrielle dans la zone du Sahel a eu lieu en Haute-Volta, en coopération avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Des activités ont également été entreprises, en collaboration avec l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme des Nations Unies en vue d'accroître les compétences des femmes chefs d'entreprise dans la République-Unie de Tanzanie et d'encourager la participation des femmes aux activités des petites industries rurales qui s'occupent du traitement des produits alimentaires. Ce dernier projet a bénéficié du soutien financier constitué par la donation du montant des fonds collectés par le personnel de l'ONUDI à l'occasion de la Journée mondiale de la faim.

23. En ce qui concerne la nécessité de développer la gestion des entreprises industrielles, on s'est particulièrement attaché à étudier les moyens d'améliorer les compétences en la matière dans le monde entier, tout en respectant les traditions et coutumes locales ainsi que la participation des services consultatifs nationaux du secteur industriel. C'est là l'objectif fondamental du nombre croissant de projets de coopération technique qui sont mis en œuvre au niveau national comme au niveau régional.

24. On s'est aussi préoccupé de faire appel à des techniques et instruments modernes de gestion, en particulier aux ordinateurs, et de mettre au point les logiciels appropriés. Il convient de noter que, dans ce domaine, la coopération des diverses institutions a été encouragée et que les universités jouent un rôle de plus en plus grand.

25. La participation de l'ONUDI à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables et les efforts de l'Organisation en vue d'appliquer le Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables[7] ont conduit à

[7] A/CONF.100/11, chapitre premier.

l'établissement d'un programme qui s'est déjà traduit par quelques projets fondamentaux de coopération technique. Ce programme a également reçu l'appui d'un certain nombre de pays donateurs dans les domaines suivants : production à grande échelle de biogaz à partir de déchets industriels (République fédérale d'Allemagne); biocombustibles et carburants de synthèse, économies d'énergie (Australie); utilisation de l'alcool comme combustible (Finlande, Suède). Des projets de coopération technique de l'ONUDI sur les biocombustibles et carburants synthétiques exécutés au Brésil, en Chine, en Inde et aux Philippines visent à résoudre les grands problèmes de recherche et développement (R-D) qui présentent un intérêt pour d'autres pays en développement. Les quatre pays en question ont décidé de mettre en commun avec d'autres pays en développement les résultats des projets de l'ONUDI et de collaborer avec eux au titre des accords de coopération technique entre pays en développement (CTPD). Des discussions ont eu lieu pour déterminer les centres techniques qui, dans certains pays en développement, deviendront les institutions ou organismes clefs où seront mises au point les activités de coopération technique entre pays en développement. La gestion de l'énergie industrielle est un autre domaine spécifique auquel la Division des opérations industrielles s'est particulièrement attachée, comme le montrent les projets de coopération technique de caractère pratique qui ont été mis en œuvre, tels que celui qui a été réalisé avec succès en Thaïlande. En outre, des séminaires sur ce même thème ont été organisés dans différentes parties du monde. Les activités dans le domaine de l'énergie sont menées à bien par diverses sections et coordonnées par le Groupe des études sur l'énergie pour l'industrie du Bureau du directeur de la Division des opérations industrielles.

26. Les gouvernements ont continué à confier à l'ONUDI le soin de l'exécution des projets de coopération technique au titre d'arrangements relatifs aux fonds d'affectation spéciale. Satisfait des services fournis à la cimenterie installée à Benghazi (Jamahiriya arabe libyenne), le Gouvernement libyen a signé un nouvel accord portant création d'un fonds d'affectation spéciale au titre duquel l'ONUDI fournira 150 experts pour un projet à réaliser à Derna. Les travaux préparatoires, qui consistaient à mettre en place un premier groupe d'experts, ont commencé en 1982 et l'équipe sera complétée en 1983. Dans ce même pays, deux nouveaux projets sont à l'étude, l'un concerne la production de briques, l'autre la fabrication de pneumatiques en caoutchouc; ces deux projets, qui exigeront la présence d'importants groupes d'experts, seront probablement mis en exécution en 1983. Le Gouvernement algérien envisage aussi de conclure des accords de coopération analogues pour l'industrie du ciment.

27. Il ressort de ce qui précède que les grandes orientations de la coopération internationale ne manqueront pas d'avoir un impact considérable sur les activités futures de l'ONUDI. D'un côté, en effet, le volume des fonds multilatéraux diminue. De l'autre, en raison des progrès réalisés par les pays en développement, les domaines de la coopération technique, les moyens et méthodes mis en œuvre deviennent plus complexes, plus spécialisés et plus spécifiques. parmi les grands programmes de l'Organisation, les activités d'exécution des projets de coopération technique qui ont débuté dans le contexte de la Décennie du développement industriel de l'Afrique iront en s'intensifiant. Pour répondre aux tendances indiquées ci-dessus, l'Organisation devra, dans les années à venir, décupler ses efforts en matière d'assistance technique.

B. Exécution des projets par région

AFRIQUE

28. La valeur des projets réalisés en Afrique a quelque peu baissé en 1982, s'établissant à 31 millions de dollars, malgré les besoins particuliers de cette région et le rang de priorité de plus en plus élevé qu'accordent les pays d'Afrique à une industrialisation mettant l'accent sur le développement de l'infrastructure institutionnelle et la mise en valeur des ressources humaines et matérielles. Cette situation est le résultat des conséquences néfastes du déficit de ressources du PNUD sur les pays les moins avancés, dont la plupart se situent en Afrique. Outre l'assistance technique directe, il faudrait tenir compte d'autres activités de l'ONUDI, notamment dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (voir également chap. V, "Programmes spéciaux"). On trouvera aux tableaux 3 et 4 ci-dessous une ventilation des dépenses d'assistance technique par source de financement et par élément de projet.

29. Le développement de l'infrastructure institutionnelle nécessaire à l'industrie et le perfectionnement de la main-d'œuvre qualifiée, tant pour assurer le fonctionnement des industries existantes que pour créer de nouvelles entreprises, étaient les objectifs d'une partie importante des projets d'assistance technique réalisés par l'ONUDI dans la région. Comme par le passé, les activités de l'ONUDI ont été axées sur les domaines suivants : création ou renforcement de l'infrastructure institutionnelle au service de l'industrie;

TABLEAU 3. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN AFRIQUE[a] EN 1982, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Source de financement	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Programme ordinaire	854	2,7
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	21 750	70,2
SIS	1 083	3,5
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	586	1,9
Total partiel	23 419	75,6
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	729	2,4
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	3 082	10,0
FNUDI	2 630	8,5
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	251	0,8
Total partiel	5 963	19,3
TOTAL	30 965	100,0

[a] Y compris les Etats arabes d'Afrique (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan, Tunisie).

TABLEAU 4. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN AFRIQUE[a] EN 1982, PAR ELEMENT DE PROJET

Elément de projet	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Personnel des projets	21 260	68,6
Sous-traitance	2 652	8,6
Bourses de perfectionnement et formation	2 379	7,7
Matériel	3 799	12,3
Divers	875	2,8
TOTAL	30 965	100,0

[a] Y compris les Etats arabes d'Afrique (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan, Tunisie).

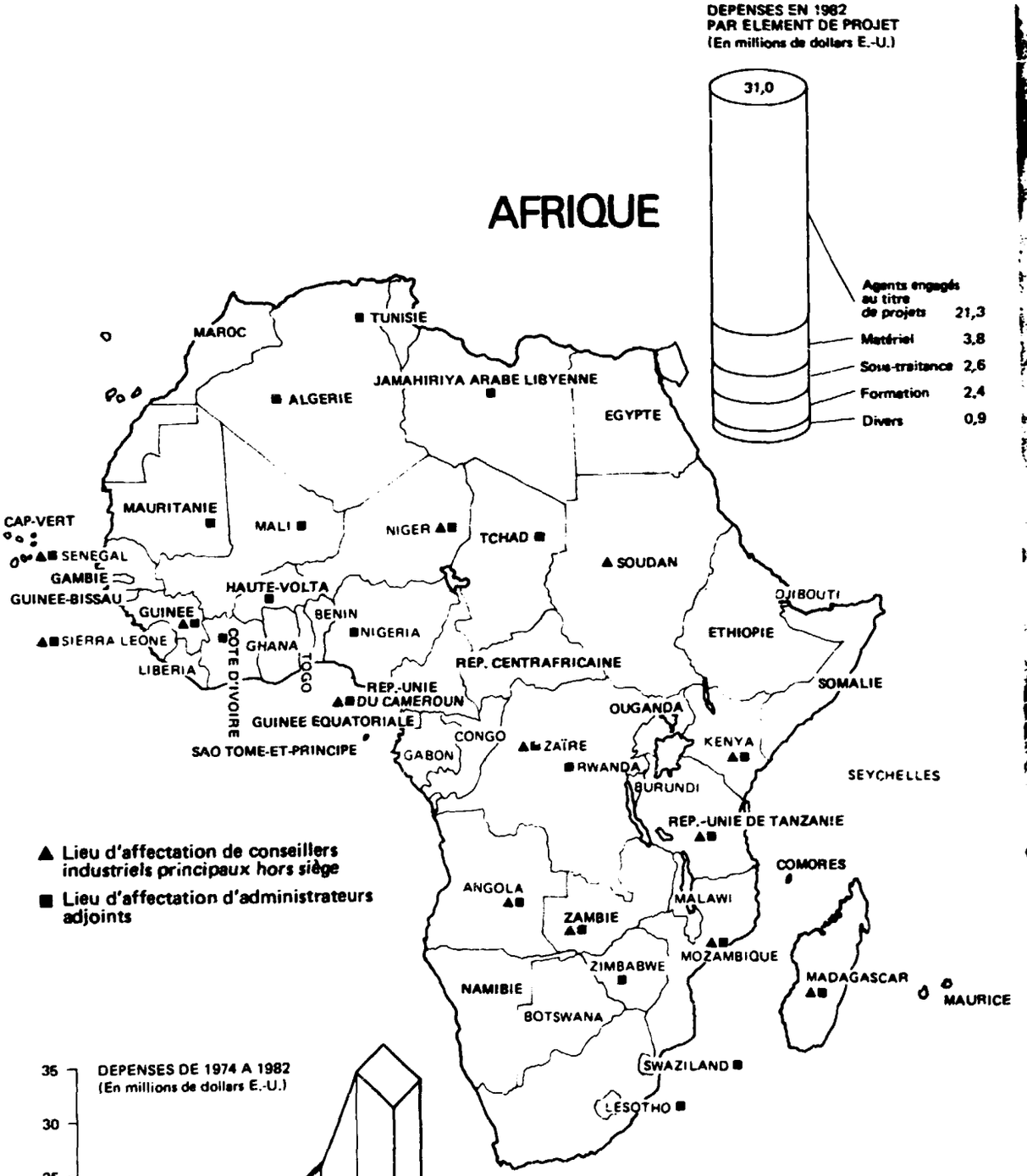
développement de l'esprit d'entreprise au niveau national; amélioration du rendement des entreprises publiques; formation de personnel compétent pour l'identification, l'élaboration, la promotion et la réalisation des projets; formation de la main-d'œuvre locale; amélioration des compétences techniques dans les industries mécaniques, chimiques et métallurgiques ainsi que dans les agro-industries; transformation des matières premières locales en vue de la création d'emplois et de la diminution des importations; enfin, assistance aux groupements régionaux et sous-régionaux.

30. Des activités visant à créer ou renforcer des institutions polyvalentes de recherche-développement ont été poursuivies en République-Unie du Cameroun, en République-Unie de Tanzanie, au Zaïre et en Zambie. Des résutlats encourageants ont été obtenus dans la réalisation du projet d'assistance à long terme à la Tanzanian Industrial Research and Development Organization (TIRDO)[8], dont deux sections (information industrielle et réparation et entretien des instruments) ont commencé à fonctionner en 1982. Une assistance a été fournie à l'Angola, à la Mauritanie et au Nigéria dans le domaine de l'information industrielle.

31. En Afrique, la grande majorité de la population vit dans des régions rurales, mais le taux de croissance de la population urbaine est l'un des plus élevé du monde. L'ONUDI s'efforce de trouver de nouveaux moyens pour surmonter les obstacles à l'industrialisation des régions rurales en vue d'y améliorer les conditions de vie et de réduire la migration vers les centres urbains. Suite aux recommandations faites par un groupe de travail sur les petites et moyennes industries, qui s'est réuni à Kinshasa (Zaïre) en 1981, un projet a été lancé avec succès au Zaïre au début de 1982. La nouveauté est que ce projet est réalisé avec la participation et la coopération directes de l'Association zaïroise d'entrepreneurs. Les membres de l'Association, jouant le rôle d'homologues de l'ONUDI, participent et contribuent directement à l'exécution des projets en fournissant du personnel, des bureaux et d'autres facilités. Les activités du projet sont axées essentiellement sur la remise en état d'industries rurales longtemps laissées à l'abandon et sur la création de nouvelles industries, là où les circonstances l'exigent. Au Botswana, en Ethiopie et en Haute-Volta, l'ONUDI a réalisé de grands projets visant à permettre aux entreprises artisanales traditionnelles d'avoir une productivité industrielle.

[8] ID/B/280, chap. V, par. 29.

AFRIQUE


DEPENSES EN 1982
PAR ELEMENT DE PROJET
(En millions de dollars E.-U.)
31,0
Agents engagés au titre de projets 21,3
Matériel 3,8
Sous-traitance 2,6
Formation 2,4
Divers 0,9
TUNISIE
MAROC
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
ALGERIE
EGYPTE
MAURITANIE
MALI
NIGER
TCHAD
SOUDAN
CAP-VERT
SENEGAL
GAMBIE
GUINEE-BISSAU
HAUTE-VOLTA
DJIBOUTI
GUINEE
BENIN
NIGERIA
ETHIOPIE
SIERRA LEONE
GHANA
TOGO
COTE D'IVOIRE
LIBERIA
REP. CENTRAFRICAINE
SOMALIE
REP.-UNIE DU CAMEROUN
OUGANDA
GUINEE EQUATORIALE
CONGO
ZAÏRE
KENYA
SAO TOME-ET-PRINCIPE
GABON
RWANDA
SEYCHELLES
BURUNDI
REP.-UNIE DE TANZANIE
COMORES
ANGOLA
MALAWI
ZAMBIE
MOZAMBIQUE
ZIMBABWE
MADAGASCAR
MAURICE
NAMIBIE
BOTSWANA
SWAZILAND
LESOTHO
▲ Lieu d'affectation de conseillers industriels principaux hors siège
■ Lieu d'affectation d'administrateurs adjoints
DEPENSES DE 1974 A 1982
(En millions de dollars E.-U.)
35
30
25
20
15
10
5
1974 75 76 77 78 79 80 81 82
DEPENSES EN 1982 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)
31,0
CIP 21,7
RP/MS 0,6
SIS 1,1
PO 0,9
FNUDI 2,6
FAS 3,8
Autres sources 0,3

32. Dans de nombreux pays africains, le secteur public représente l'élément le plus important de l'activité industrielle; il y a cependant souvent des améliorations à apporter à la gestion de ces industries. En Somalie et en Zambie, les projets de coopération technique de l'ONUDI ont permis de mieux faire prendre conscience du rôle essentiel joué par les services de gestion et de consultation industrielles pour l'amélioration du rendement général et de la productivité de l'industrie. Des systèmes améliorés d'organisation, de production, d'entretien et de comptabilité ont été introduits et appliqués. L'amélioration considérable de la compétence de la main-d'œuvre nationale qui en a résulté a entraîné un accroissement de la production industrielle et de la rentabilité. Au Zaïre, deux projets en cours de réalisation ont continué à fournir la preuve de leur efficacité en mettant des systèmes de comptabilité à la disposition des entreprises publiques ainsi que des petites et moyennes entreprises. L'accent a été mis sur la normalisation des systèmes de comptabilité au Zaïre.

33. Le secteur privé jouant également un rôle important dans l'industrialisation de certains pays africains, il a fallu élaborer des stratégies adéquates de développement industriel, créer un environnement favorable aux investissements, perfectionner le personnel local chargé d'identifier, d'élaborer et de mettre en œuvre des projets et encourager l'esprit d'entreprise au niveau local. Dans le domaine de la législation industrielle, le Gouvernement togolais a reçu une assistance pour l'élaboration d'un cadre juridique destiné à réglementer les activités industrielles du pays dans le contexte de sa stratégie de développement et en particulier de son quatrième plan quinquennal de développement (1981-1985). Une assistance a été fournie à la République-Unie du Cameroun pour l'élaboration d'un plan directeur d'industrialisation.

34. En application de la résolution 36/186 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1981, concernant la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique, l'ONUDI a continué à aider les pays africains dans leurs efforts visant à accroître la production alimentaire et à améliorer la consommation grâce à la production d'outils agricoles et de matériel d'irrigation, à la fourniture d'apports chimiques à l'agriculture, à la transformation des matières premières et au développement de services intégrés de recherche et de vulgarisation. Une assistance a également été fournie en vue de la production, de la réparation et de l'entretien de matériel agricole dans la zone sahélienne, de la production d'engrais au Burundi et au Kenya et de la remise en état d'entreprises agro-industrielles dans un certain nombre de pays, notamment en Angola, en Guinée, au Mali, au Mozambique et en Zambie. Dans les industries du cuir et des articles en cuir, ainsi que dans les industries de la meunerie et autres industries alimentaires, une assistance a été fournie à de nombreux pays de la région. En ce qui concerne le Malawi, cette assistance a été axée sur le développement de la capacité opérationnelle d'une usine de conserves de fruits, l'élargissement de sa gamme de fabrication (en particulier production de concentrés), et l'utilisation de sous-produits tant pour la consommation humaine que pour l'alimentation des animaux.

35. Dans le domaine des industries métallurgiques, l'assistance technique fournie aux pays africains a continué, pour l'essentiel, à intéresser les industries de la fonderie. Les fonderies requièrent relativement peu d'investissements mais leur mise en service peut avoir des incidences considérables sur l'accélération de l'industrialisation d'un pays car elles fournissent des pièces moulées, des outils

et des pièces détachées nécessaires à l'entretien des machines et du matériel en place ainsi qu'à la construction d'un nouvel équipement, permettant ainsi de réduire les importations. En Angola, l'assistance a notamment porté sur une évaluation de la situation de l'industrie de la fonderie, ainsi que sur les possibilités de produire divers types de pièces moulées pour satisfaire les besoins du pays, sur les approvisionnements en matières premières (locales et importées) et sur leur prix ainsi que sur la compétence de la main-d'œuvre disponible. Sur la base de cette évaluation, on doit établir un plan directeur pour le développement de l'industrie de la fonderie afin de renforcer la capacité de production actuelle grâce à l'amélioration de la gestion et à la coordination avec d'autres branches de l'industrie. Au cours de l'année considérée, on s'est aussi dûment préoccupé de la question de la coopération entre pays en développement dans le domaine de l'industrie métallurgique. En vue d'utiliser les vastes ressources hydroélectriques du Mozambique, on espère créer une industrie de l'aluminium qui utiliserait de l'alumine livrée par l'Inde au titre d'un contrat à long terme. L'ONUDI a fourni au Mozambique des services d'experts pour examiner les possibilités de coopération entre les deux pays dans ce domaine.

36. En ce qui concerne l'énergie, l'ONUDI a poursuivi son assistance au centre angolais de mise en valeur des ressources pétrolières[9] en vue de permettre au gouvernement d'accroître la proportion de personnel local dans l'industrie du pétrole, de façon à la porter à 50 % de l'ensemble du personnel de cette industrie d'ici à 1985, afin de diminuer la dépendance à l'égard du personnel étranger. En application de la résolution 36/193 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1981, l'ONUDI a collaboré à l'application du Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables[10], en particulier pour les pays les moins avancés. L'Organisation a appuyé la coopération entre la République-Unie de Tanzanie et les pays de la zone sahélienne, d'une part, et l'Inde, d'autre part, en vue de la réalisation de projets concernant l'application d'une technologie du biogaz compatible avec les besoins de ces pays africains. Au Rwanda, l'ONUDI a aidé le gouvernement à moderniser les installations d'extraction et de purification de méthane au Lac Kivu[11] et à assurer la régularité de l'approvisionnement en méthane des consommateurs industriels. De nouveaux tuyaux ont été livrés et l'équipement et les accessoires usés étaient en cours de remplacement; l'usine pilote pourra reprendre son fonctionnement sur une base commerciale lorsque le gazoduc sous-marin aura été assemblé.

37. L'ONUDI a aussi aidé les pays africains à créer des services de normalisation, de contrôle de la qualité et d'essais. On a poursuivi la réalisation du grand projet visant à fournir des services d'experts, des activités de formation et de l'équipement en vue de renforcer les capacités de l'Institut éthiopien de normes. L'assistance a également porté sur l'installation d'équipement et la mise en fonctionnement de laboratoires dans les domaines des matériaux pour les industries mécaniques et le bâtiment, des produits chimiques, des textiles, du cuir, des articles électriques et des produits agricoles et alimentaires. Au Nigéria, l'ONUDI a aidé le Federal Institute of Industrial

[9] *Ibid.*, par. 26.

[10] A/AC.215/5.

[11] ID/B/280, chap. V, par. 27 et 255.

Research à agrandir ses installations et à mettre en place un laboratoire pour l'essai et le contrôle de la qualité des textiles et des matériaux connexes. Les efforts ont également porté sur le renforcement et le développement des capacités du personnel de l'Institut afin de permettre à celui-ci de mieux participer à l'élaboration des normes nationales d'homologation en association avec la Nigerian Standards Organisation. Une assistance a été également fournie à Maurice et au Zaïre dans le même domaine.

38. Une attention particulière a continué à être accordée aux pays africains les moins avancés, tant au niveau national qu'au niveau sous-régional. Après l'établissement sous les auspices de l'ONUDI d'une étude de faisabilité en vue de la création d'une usine de bouteilles et de verre au Burundi, un contrat a été signé entre le Ministère du commerce et de l'industrie de ce pays et les fournisseurs de l'équipement. Le gouvernement a également créé une entreprise nationale chargée de construire l'usine. Il a aussi demandé l'assistance de l'ONUDI, pendant toute la durée de 1982 et 1983, pour le contrôle des conditions du contrat, le choix de l'équipement et la construction de l'usine. Un des principaux obstacles à l'industrialisation des pays les moins avancés est l'absence de projets précis. Cette remarque vaut non seulement pour la création d'entreprises mais aussi pour l'expansion des capacités de production existantes. En faisant appel à diverses sources de financement, le Gouvernement béninois a, en coopération avec l'ONUDI, réalisé un grand programme d'identification de projets nouveaux et a parallèlement lancé un programme de modernisation et de remise en état de l'industrie.

39. Au cours de l'année considérée, l'ONUDI a coopéré de manière permanente avec d'autres organisations et institutions du système des Nations Unies. Les activités menées conjointement par l'ONUDI, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du Groupe consultatif sur les industries forestières en Afrique ont été concrétisées par plusieurs propositions de projet et un renforcement de l'importance accordée au traitement secondaire du bois. En République-Unie du Cameroun, l'ONUDI a coopéré avec HABITAT pour la réalisation d'un projet de développement d'une industrie nationale des matériaux de construction et du bâtiment, auquel le gouvernement accorde un rang élevé de priorité et qui vise à améliorer les logements à bon marché, en particulier dans les zones rurales. La phase de l'assistance préparatoire a été menée à bien, un plan d'action a été élaboré pour l'industrie du bâtiment et l'importance de l'assistance à apporter par la suite a été précisée. Un grand projet a été élaboré en vue d'une exécution conjointe par l'ONUDI et HABITAT.

40. La coopération s'est poursuivie avec un certain nombre d'organisations régionales et sous-régionales. Un séminaire sur la promotion et le développement des industries des télécommunications en Afrique a été organisé en Algérie conjointement avec l'Union panafricaine des télécommunications. Une assistance a été fournie au Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, par l'intermédiaire de l'Institut du Sahel, en vue de l'élaboration d'un programme sous-régional concernant les outils agricoles. Egalement en coopération avec le CILSS, des journées d'étude sur la participation des femmes à la planification industrielle ont été organisées avec

la participation de fonctionnaires de haut niveau des gouvernements des pays membres du CILSS et de cadres du secteur privé. L'ONUDI a aidé l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) à renforcer sa capacité opérationnelle. La coopération avec la Liptako-Gourma Region Integrated Development Authority et avec l'Union de fleuve Mano était axée sur l'élaboration et l'exécution des politiques et stratégies d'intégration industrielle au niveau régional. La Commission mixte nigéro-nigériane de coopération économique et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont continué à bénéficier de l'assistance de l'ONUDI.

41. A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a adopté 18 résolutions dans lesquelles elle demandait à la communauté internationale d'apporter une assistance généreuse et appropriée aux pays africains qui sont dans une situation critique du fait de leurs difficultés économiques. La plupart de ces résolutions reprenaient des appels lancés au cours des précédentes sessions et concernaient les pays les moins avancés, en particulier ceux de la région soudano-sahélienne ainsi que les pays sans littoral et les pays insulaires. L'ONUDI a participé activement aux missions effectuées par le Secrétaire général pour donner suite à ces résolutions. Ces missions avaient pour but de déterminer les besoins des pays intéressés et ont permis d'élaborer des propositions de projet précises en vue de la reconstruction, de la remise en état et du développement du secteur industriel. A la suite de l'une de ces missions, l'ONUDI a élaboré et entrepris de mettre en œuvre un grand projet visant à moderniser une usine ougandaise fabriquant des biscuits, des produits à base de céréales et de la confiserie afin d'approvisionner le marché local et d'exporter vers les pays voisins. Au Tchad, deux projets ont été identifiés; l'un d'eux concernant la remise en état du matériel industriel a été mis en œuvre.

42. Les activités de coopération technique dans la région africaine devraient reprendre, compte tenu des propositions pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique adoptées par la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie[12].

AMERIQUES

43. La valeur des projets exécutés par l'ONUDI dans les pays d'Amérique en 1982 a atteint 10,7 millions de dollars. Le développement industriel de la région d'Amérique latine requiert une assistance soutenue, et il faut interpréter ces chiffres en prenant en considération, d'une part le fléchissement général du volume des ressources disponibles pour la région au titre des CIP, d'autre part le fait que les pays de la région sont de plus en plus en mesure de résoudre par leurs propres moyens bien des problèmes d'industrialisation. Etant donné la nature de l'assistance nécessaire (fourniture de services hautement spécialisés et/ou requis d'urgence), il a été davantage fait appel à d'autres sources de financement. On trouvera aux tableaux 5 et 6 ci-après la ventilation, par source de financement et par élément de projet, du montant total de l'assistance technique fournie.

[12] ID/B/274/Add.1

TABLEAU 5. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1982 DANS LES PAYS D'AMERIQUE, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Source de financement	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Programme ordinaire	334	3,1
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	7 268	67,7
SIS	1 027	9,6
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	46	0,4
Total partiel	8 341	77,7
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	906	8,4
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	134	1,2
FNUDI	986	9,2
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	41	0,4
Total partiel	1 161	10,8
TOTAL	10 742	100,0

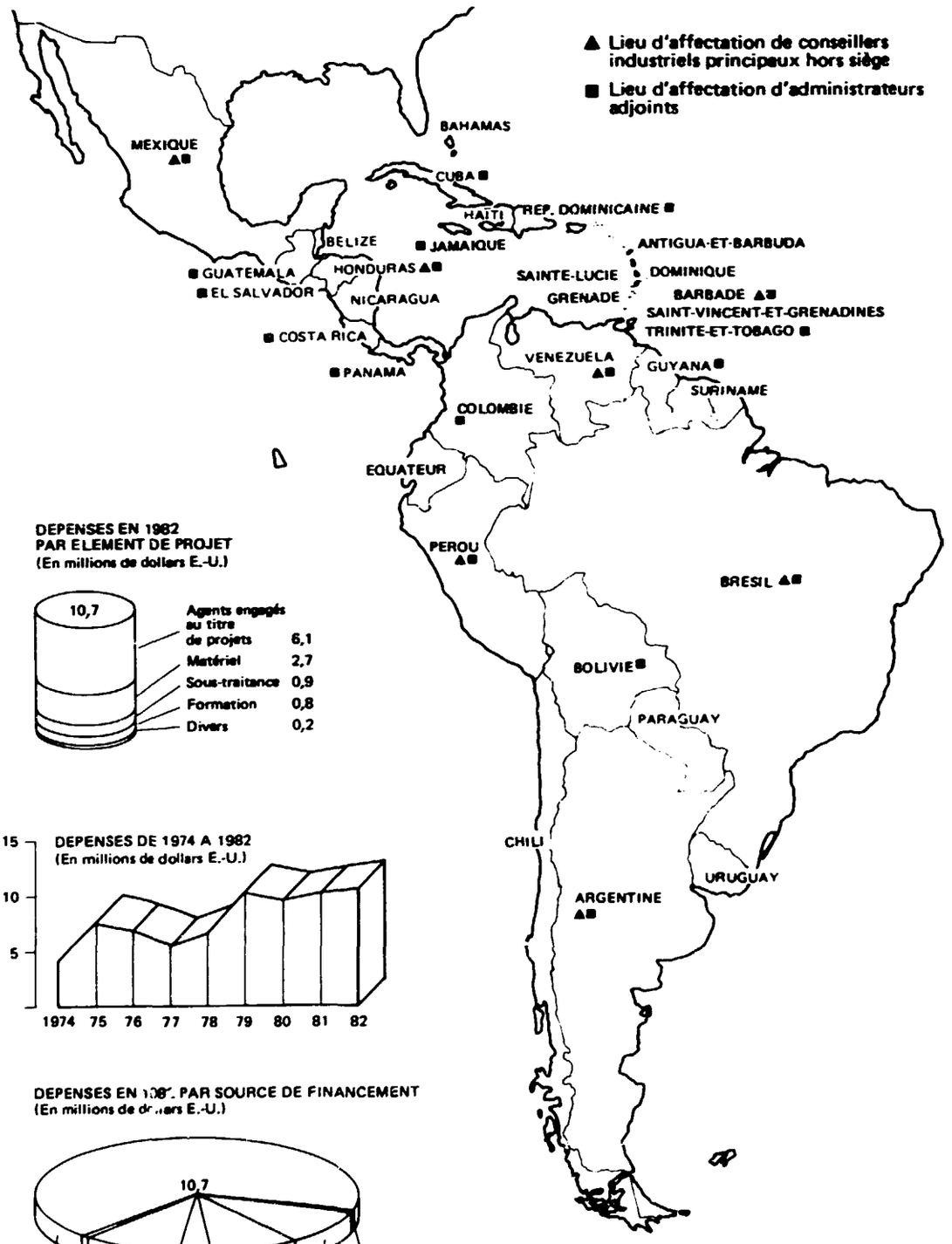
TABLEAU 6. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1982 DANS LES PAYS D'AMERIQUE, PAR ELEMENT DE PROJET

Elément de projet	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Personnel des projets	6 077	56,6
Sous-traitance	872	8 1
Bourses de perfectionnement et formation	821	7,6
Matériel	2 704	25,2
Divers	268	2,5
TOTAL	10 742	100,0

44. Les programmes de coopération technique de l'ONUDI dans la région ont assuré un appui continu pour les projets en cours, l'accent étant placé sur la technologie et la production industrielles et sur la mise en valeur des ressources humaines, en tant que moyens de parvenir à l'autosuffisance économique.

45. Eu égard à l'importance des ressources agricoles de la région, plusieurs gouvernements ont accordé un rang de priorité élevé aux programmes de développement agro-industriel intégré, l'objectif étant d'assurer la transformation des produits alimentaires dans les zones rurales, de créer des emplois et de réduire les pertes. Pour étudier certaines particularités de ces programmes aux niveaux national et sous-régional, l'ONUDI a organisé, en coopération avec l'Instituto italo-latino americano, un troisième séminaire latino-américain sur les aspects scientifiques et technologiques de l'industrie alimentaire, au cours

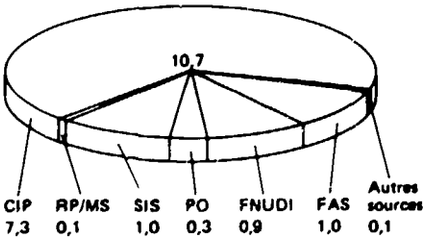
CONTINENT AMERICAIN



DEPENSES EN 1982
PAR ELEMENT DE PROJET
(En millions de dollars E.-U.)

DEPENSES DE 1974 A 1982
(En millions de dollars E.-U.)

DEPENSES EN 1982 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)



duquel les participants ont analysé les tendances générales du développment de cette industrie dans la région et examiné les programmes relatifs aux agro-industries intégrées.

46. L'Amérique latine étant importateur net de 5 millions de tonnes d'acier par an, l'assistance de l'ONUDI dans le domaine des industries métallurgiques est restée axée sur le développement et l'optimisation de la sidérurgie. Les aciéries de Chimbote, au Pérou, ont continué à recevoir une aide portant sur les systèmes de distribution d'électricité, d'eau, de gaz, etc.[13]. Le Pérou a également demandé une assistance de l'ONUDI pour la création d'un centre de technologie métallurgique; l'Argentine a sollicité une aide pour renforcer et élargir l'Institut argentin de sidérurgie.

47. L'Institut jamaïquain de la bauxite[14] a continué à bénéficier d'une assistance pour accroître ses moyens de recherche-développement et étudier la possibilité d'utiliser les boues rouges provenant du traitement de la bauxite pour la production de matériaux de construction. D'importantes activités d'assistance visant à développer l'industrie de la fonderie au Paraguay ont été approuvées. L'Equateur a reçu une aide pour moderniser la fonderie de la Société nationale de financement. Dans le cadre d'un projet des Services industriels spéciaux (SIS), le Centre chilien de recherches minéralogiques et métallurgiques[15] a reçu une assistance complémentaire dans un domaine hautement spécialisé — la séparation de l'arsenic à partir de concentrés de cuivre.

48. Pour encourager l'investissement tant étranger qu'interne, une méthode intégrée portant sur l'identification, l'élaboration, l'évaluation et la promotion des projets a été appliquée dans plusieurs pays d'Amérique, dont le Chili, le Costa Rica, le Honduras, le Panama et le Pérou. Un appui a continué à être fourni pour l'élaboration et l'exécution de plans et programmes de développement industriel aux niveaux national et sectoriel, particulièrement en ce qui concerne l'industrie des biens d'équipement. Au Venezuela, un vaste projet a été poursuivi au titre d'accords de participation aux coûts, la contribution du gouvernement s'élevant à 1,7 million de dollars. Dans le cadre de ce projet, une équipe d'experts de l'ONUDI travaillant en coopération avec le Conseil national pour le développement des biens d'équipement fait une enquête approfondie sur la situation de l'offre et de la demande, définit des moyens d'action et mesures d'encouragement, et élabore un programme de perfectionnement des techniques et de la main-d'œuvre. Dans le cadre du même projet, l'ONUDI coopère avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour étudier les débouchés existant sur le marché intérieur et à l'exportation pour les biens d'équipement produits au Venezuela.

49. En ce qui concerne les entreprises publiques, un vaste projet de l'ONUDI a fourni une assistance au Gouvernement guyanien pour l'introduction de nouvelles méthodes de gestion et pour l'accroissement de la productivité dans le secteur public. En Uruguay, des organismes gouvernementaux et para-étatiques ont continué à recevoir une assistance technique en vue de renforcer les moyens

[13] ID/B/280, chap. V, par. 51.

[14] *Ibid.*, par. 52.

[15] ID/B/220, chap. II, par. 198.

nationaux de gestion et d'appliquer des mesures propres à améliorer la productivité des entreprises.

50. Dans le sous-secteur des industries mécaniques, l'ONUDI a achevé à Cuba un projet portant sur l'entretien des sucreries; une assistance complémentaire est prévue afin d'étendre les activités à d'autres aspects, notamment l'application de techniques modernes pour la remise en état de pièces et d'éléments. Se fondant sur l'expérience acquise au cours de l'exécution de ce projet, l'ONUDI a formulé des recommandations pour le lancement d'un vaste projet régional concernant l'entretien des sucreries.

51. En 1982, l'ONUDI a poursuivi ses activités relatives à la création ou au renforcement d'institutions industrielles rendant une large gamme de services aux entreprises pour un coût raisonnable. Une assistance a été fournie au Brésil pour intensifier la recherche-développement dans des instituts dont les travaux portent sur l'hydrolyse enzymatique de matériaux cellulosiques pour la production d'éthanol. Egalement dans le domaine de la pétrochimie, le Gouvernement brésilien a demandé l'aide de l'ONUDI pour la création d'un centre de recherche-développement; c'est au Brésil aussi qu'a eu lieu, en mai 1982, une semaine de consultations sur la pétrochimie et les polymères, à laquelle ont participé 11 pays d'Amérique latine. Au Mexique a commencé la deuxième phase du vaste projet d'assistance au Conseil national de science et de technologie (CONACYT)[16], dans le cadre de laquelle on a mené des activités très diverses portant, entre autres, sur l'organisation et la méthodologie en matière de programmation technologique et d'exécution des projets, sur l'information technique, sur la liaison avec l'industrie, sur les agro-industries et sur l'industrie chimique.

52. Le Honduras a reçu une assistance de l'ONUDI pour la mise en place d'une infrastructure dans le domaine de la normalisation, du contrôle de la qualité et de la métrologie. Au Brésil, on a achevé le projet concernant la normalisation, le contrôle et la certification de la qualité des produits sidérurgiques, et entrepris de diffuser le savoir-faire ainsi acquis en organisant des stages de formation dans ces domaines[17]. Ce projet s'étant révélé un succès, des activités analogues sont envisagées pour d'autres sous-secteurs.

53. On s'est employé à renforcer les mécanismes d'appui aux petites industries, compte tenu des besoins et des caractéristiques des pays bénéficiaires en matière de développement. Une assistance a ainsi été fournie au Panama pour la promotion des domaines industriels. A la Jamaïque, ont été poursuivis les travaux entrepris dans le cadre d'un grand projet ayant pour but d'améliorer les industries traditionnelles et de les aider à relever leur productivité.

54. Pour accélérer le développement de l'industrie pharmaceutique dans la région, on a mis au point la première phase d'un projet visant à la création de centres de recherche-développement en Amérique centrale et en Amérique du Sud. On a, en outre, étudié la possibilité d'une coopération plus étroite entre les pays de la région en ce qui concerne la fourniture de matières premières, de produits intermédiaires et de produits finis, ainsi que le transfert de techniques.

---

[16] ID/B/280, chap. V, par. 130.

[17] *Ibid.*, par. 53.

55. Le Conseil de l'Accord de Carthagène a reçu une assistance pour élaborer et lancer des programmes industriels à l'intention des pays membres du Groupe andin. Dans le cadre de ce projet, on a également mis au point un programme régional de rationalisation industrielle. Plusieurs importantes réunions régionales se sont tenues à Cuba au cours de l'année considérée, notamment la réunion d'experts sur le développement de petits chantiers de construction et de réparations navales dans les pays d'Amérique latine. L'ONUDI a participé au deuxième Congrès de l'Association latino-américaine d'esthétique industrielle, qui a également eu lieu à Cuba.

ETATS ARABES

56. Le coût des projets exécutés par l'ONUDI dans la région des Etats arabes s'est élevé à 11,7 millions de dollars en 1982. Les tableaux 7 et 8 ci-après donnent la ventilation du montant de l'assistance fournie, par source de financement et par élément de projet.

57. L'assistance fournie à la région a continué à être caractérisée par le fait que nombre des gouvernements intéressés ont participé à son financement. Dans tous les pays de la région, on a, malgré les incidences des difficultés économiques actuelles dans le monde, poursuivi sans relâche les efforts entrepris, en s'attachant surtout à renforcer l'infrastructure institutionnelle au service de l'industrie et à créer de nouvelles industries. L'assistance fournie a donc été axée sur le renforcement des institutions (par exemple dans les

TABLEAU 7. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1982 DANS LES ETATS ARABES[a], PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Source de financement	*Milliers de dollars*		*Pourcentage*	
Programme ordinaire	197	(19)	1,7	(0,3)
PNUD				
CIP et contrepartie en espèces	6 606	(3 569)	56,3	(54,2)
SIS	385	(242)	3,3	(3,7)
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	—	—	—	—
Total partiel	6 991	(3 811)	59,6	(57,9)
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	233	(233)	2,0	(3,5)
Autres fonds				
Autres fonds d'affectation spéciale	3 775	(2 526)	32,2	(38,4)
FNUDI	522	8	4,5	0,1
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	5	--	—	—
Total partiel	4 302	(2 518)	36,7	(38,3)
TOTAL	11 723	(6 581)	100,0	(100,0)

[a] Y compris les Etats arabes d'Afrique (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan, Tunisie). Les montants relatifs à ces Etats sont indiqués entre parenthèses, car ils figurent également sous la rubrique "Afrique", au tableau 3 ci-dessus.

TABLEAU 8. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1982 DANS LES ETATS ARABES[a], PAR ELEMENT DE PROJET

Elément de projet	*Milliers de dollars*		*Pourcentage*	
Personnel des projets	9 266	(5 022)	79,0	(76,3)
Sous-traitance	410	(247)	3,5	(3,8)
Bourses de perfectionnement et formation	800	(252)	6,8	(3,8)
Matériel	1 086	(970)	9,3	(14,7
Divers	161	(90)	1,4	(1,4)
TOTAL	11 723	(6 581)	100,0	(100,0)

[a]Y compris les Etats arabes d'Afrique (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan, Tunisie). Les montants relatifs à ces Etats sont indiqués entre parenthèses, car ils figurent également sous la rubrique "Afrique", au tableau 4 ci-dessus.

domaines de la normalisation, du contrôle de la qualité, des essais industriels et de la R-D) et sur les activités liées aux investissements dans les industries suivantes : constructions mécaniques, aluminium, sidérurgie, matériaux de construction, matières plastiques et sucre.

58. En 1982, l'ONUDI a continué à fournir une assistance technique par l'intermédiaire de services de consultation industrielle dans la région arabe. Le processus de diversification de l'industrie dans les Etats arabes rend une coordination minutieuse indispensable si l'on veut éviter les doubles emplois et la création de capacités excédentaires ou le lancement de productions non rentables. On a élargi les projets en cours d'exécution au Koweït[18] et en Arabie saoudite[19] et poursuivi la mise en œuvre d'un projet régional au Qatar[20]. L'aide apportée par l'ONUDI vise à faciliter le processus de diversification et l'application de techniques informatiques appropriées. Un nouveau projet, financé entièrement par le gouvernement, a été entrepris dans les Emirats arabes unis en vue d'aider à effectuer des travaux de préinvestissement et à définir, le cas échéant, un cadre juridique pour les investissements. Un projet lancé en Oman prévoit la fourniture de services consultatifs pour l'évaluation de propositions de projets d'investissement dans différents secteurs. Par suite de la pénurie aiguë de cadres en Oman, ces propositions seront évaluées progressivement à l'aide d'un programme pour micro-ordinateur élaboré sur la base du *Manuel de préparation des études de faisabilité industrielle* publié par l'ONUDI[21]. A Djibouti, on a exécuté un projet en vue d'aider le Ministère de l'industrie et des institutions industrielles à définir des priorités en matière d'investissement ainsi qu'une politique industrielle appropriée.

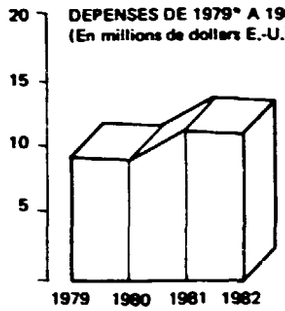
59. Une assistance pour le renforcement des capacités technologiques d'instituts polyvalents de recherche et de services industriels (IRSI) a été fournie au Liban, à la Jamahiriya arabe libyenne et à la République arabe syrienne. Dans ce dernier pays, la deuxième phase du projet de grande ampleur relatif à la mise en place d'un centre d'essai et de recherche-développement industriels a

[18]*Ibid.*, par. 68.

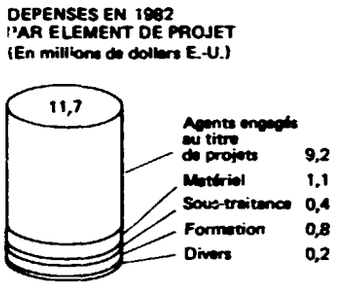
[19]*Ibid.*, par. 67.

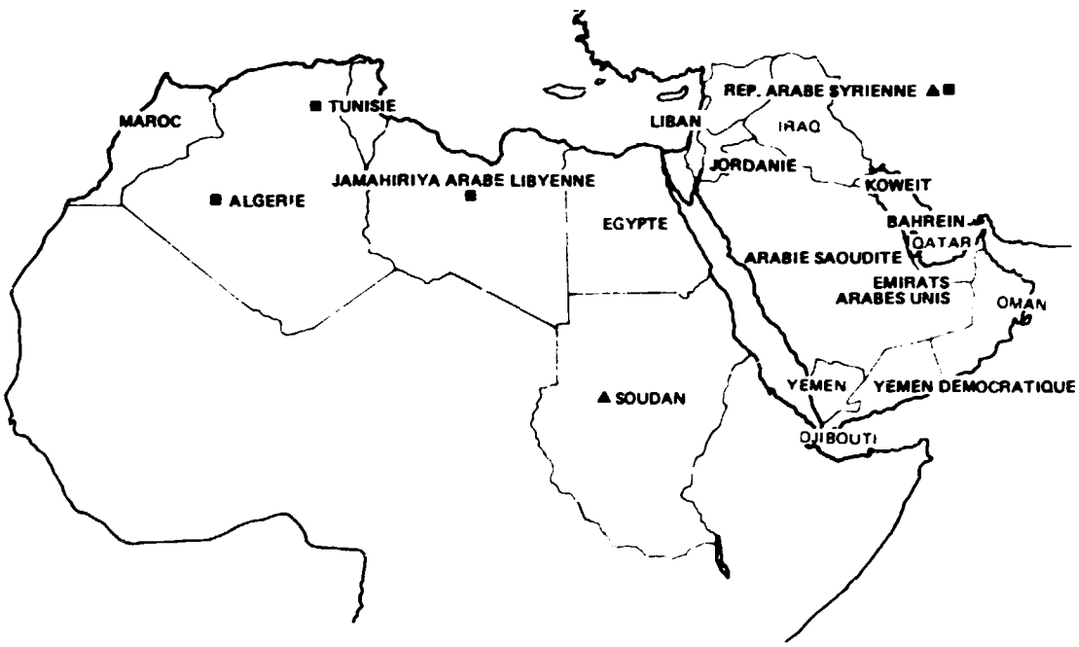
[20]ID/B/260, chap. II, par. 65.

[21]ID/206.



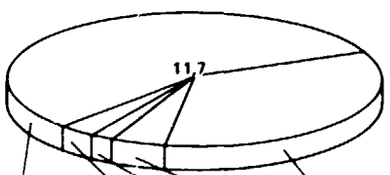
* *Les années antérieures, les Etats arabes étaient classés en partie sous la rubrique Afrique et en partie sous la rubrique Europe et Asie occidentale.*





ETATS ARABES

DEPENSES EN 1982 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)



CIP	RP/MS	SIS	PO	FNUDI	FAS	Autres sources
6,6	–	0,4	0,2	0,5	4,0	–

▲ Lieu d'affectation de conseillers industriels principaux hors siège

■ Lieu d'affectation d'administrateurs adjoints

été achevée. Ce projet a permis de renforcer considérablement les capacités du centre pour ce qui est de l'exécution de travaux de recherche appliquée et d'études techniques ainsi que d'étendre et d'améliorer ses activités générales. Plusieurs pays de la région ont sollicité le concours de l'ONUDI pour le renforcement de leurs capacités de consultation et l'application des ordinateurs à la gestion industrielle. En Egypte, un système d'informatique de gestion a été adopté au niveau de l'entreprise. En Iraq et en République arabe syrienne, des projets relatifs à des activités de consultation faisant appel à l'informatique étaient également en cours d'exécution. L'ONUDI a continué à fournir une assistance pour l'extension et le renforcement des activités de normalisation en Arabie saoudite, en Iran (République islamique d') et au Liban. Le développement de la petite industrie a été favorisé en Iraq grâce à la fourniture d'une assistance pour la création de domaines industriels.

60. En République arabe syrienne, des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le projet visant à renforcer les capacités locales de consultation[22], ce qui a stimulé la croissance de l'industrie et réduit la dépendance à l'égard des sociétés et fournisseurs extérieurs en matière de planification, de conception et d'exécution des projets industriels. En vue de renforcer les capacités de consultation de l'Université d'Alep, on reliait son ordinateur à des bases de données internationales pour qu'elle puisse exploiter directement la masse considérable d'informations techniques que peuvent fournir les réseaux internationaux d'ordinateurs.

61. Les industries mécaniques iraquiennes, en pleine expansion, ont accordé une grande importance à l'accroissement de la productivité grâce à l'emploi des méthodes de production les plus récentes. En vue d'appuyer ces efforts d'industrialisation, l'ONUDI a aidé le pays à développer, renforcer et moderniser l'Institut spécialisé des industries mécaniques pour qu'il puisse effectivement fournir des services et dispenser une formation dans les domaines suivants : mise au point et conception des produits; technologie de la production; fabrication de prototypes (produits, outils spéciaux, éléments et pièces complexes); contrôle de la qualité et inspections; information et documentation industrielles; et études technico-économiques. Ce projet comportera vraisemblablement une deuxième phase. L'institut coopère avec l'Organisation arabe de développement industriel (OADI) pour l'exécution d'études spéciales dans d'autres pays de la région.

62. Dans le domaine du conditionnement, un accord régional a été mis au point en vue de la transformation de l'Institut marocain de l'emballage[23] (créé avec le concours de l'ONUDI) en Centre arabe régional de l'emballage, sous les auspices de l'OADI.

63. Dans les pays les moins avancés de la région, la coopération technique a été axée sur le perfectionnement des cadres, notamment dans le secteur public, et sur la transformation des matières premières locales dans la métallurgie, l'industrie chimique et les agro-industries. Au Yémen démocratique, on a, sur la base d'un projet d'assistance préparatoire, lancé un projet de grande ampleur relatif à la création d'un service d'amélioration des rendements qui fournira

[22] ID/B/280, chap. V, par. 153.

[23] *Ibid.*, par. 205.

directement une assistance à l'industrie pour toutes les questions de gestion industrielle. Dans le même pays, l'ONUDI a aidé à moderniser une fonderie et l'atelier de mécanique qui y est rattaché. Au Yémen, un rapport détaillé de projet concernant la création d'une mini-aciérie a été établi. Au Soudan, le perfectionnement des systèmes de gestion a permis d'accroître la production, d'améliorer la fonctionnement général et les résultats ainsi que de former la main-d'œuvre.

64. Au niveau régional, d'importants progrès ont été faits dans l'exécution de la troisième phase du projet régional relatif à la fourniture d'une assistance pour la mise au point, en coopération avec l'OADI, d'un réseau d'information industrielle à l'intention des pays arabes[24]. Dans le domaine des industries métallurgiques, l'ONUDI a fourni une aide à l'Union arabe du fer et de l'acier dans le cadre de la première phase d'un programme régional relatif au développement de la sidérurgie arabe, grâce à la mise en place d'un système d'informatique de gestion. On a continué à fournir une assistance à l'aciérie de Hélouan (Egypte)[25] ainsi qu'à la Compagnie générale pour les produits sidérurgiques en République arabe syrienne. Des services d'experts ont également été accordés à l'aciérie de Bassora (Iraq).

65. Les activités visant à favoriser la coopération technique entre pays en développement ont porté notamment sur le perfectionnement de la main-d'œuvre. En octobre 1982, des journées d'étude ont été organisées au Caire à l'intention des régions de l'Afrique, des Etats arabes et de l'Asie pour permettre à des concepteurs et à des fabricants de matériel agricole de procéder à des échanges de connaissances et de données d'expérience. Lors de ces journées d'étude ont été formulées des recommandations précises au sujet des actions et programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux à définir dans le cadre des propositions relatives à un plan d'action africain pour le développement des industries produisant des machines et du matériel agricoles[26], qui avaient été soumises par l'ONUDI, pour examen, à la première Consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles en Afrique.

ASIE ET PACIFIQUE

66. La valeur globale des projets exécutés par l'ONUDI dans la région de l'Asie et du Pacifique en 1982 s'est élevée à 33,7 millions de dollars. On trouvera aux tableaux 9 et 10 ci-après la ventilation de l'assistance technique fournie, par source de financement et par élément de projet.

67. Un certain nombre d'études préliminaires de faisabilité ont été effectuées dans la région — en coopération avec des promoteurs potentiels de projets — sur les industries mécaniques, l'industrie du papier et l'industrie de matériaux de construction, aux niveaux national et régional. D'importants travaux préparatoires ont été menés en vue de la création de services consultatifs pour l'industrie dans plusieurs pays de la région. On s'est employé à améliorer les

[24] *Ibid.*, par. 132.

[25] *Ibid.*, par. 72.

[26] Voir ID/WG.365/7.

ateliers sur l'élaboration, l'évaluation et le financement des projets industriels. Deux séminaires ont été organisés aux Philippines, aux niveaux national et régional.

68. En ce qui concerne l'élaboration et l'exécution de plans et programmes de développement industriel, un grand projet prévoyant la fourniture d'une assistance pour l'établissement d'un plan-cadre industriel à moyen et long termes est devenu opérationnel en Malaisie en 1982. Un autre grand projet, portant sur l'élaboration de profils détaillés d'investissement en Indonésie, a fait l'objet d'améliorations et de précisions, et vise à stimuler et appuyer le développement industriel dans six régions du pays, compte tenu des ressources locales et du plan national de développement. A Sri Lanka et au Pakistan, l'ONUDI a fourni une assistance aux ministères de l'industrie pour analyser la structure actuelle de l'industrie, faire le point des progrès réalisés dans l'industrialisation et recenser les difficultés auxquelles elle se heurte.

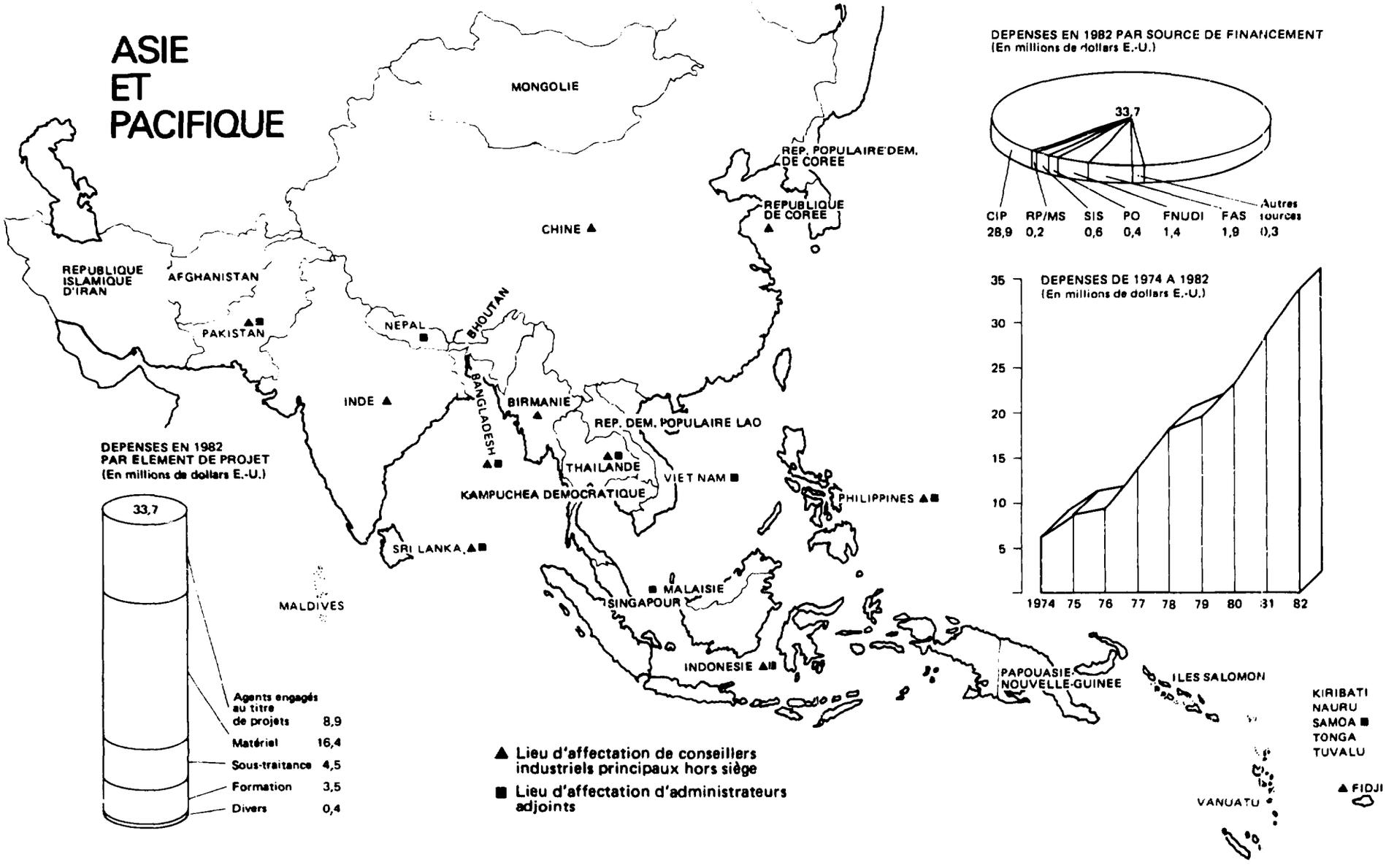
TABLEAU 9. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1982 DANS LA REGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Source de financement	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Programme ordinaire	380	1,1
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	28 938	85,9
SIS	623	1,9
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	211	0,6
Total partiel	29 772	88,4
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	1 471	4,4
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	395	1,2
FNUDI	1 416	4,2
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	258	0,7
Total partiel	2 069	6,1
TOTAL	33 692	100,0

TABLEAU 10. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1982 DANS LA REGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE, PAR ELEMENT DE PROJET

Elément de projet	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Personnel des projets	8 937	26,5
Sous-traitance	4 508	13,4
Bourses de perfectionnement et formation	3 463	10,3
Matériel	16 395	48,7
Divers	389	1,1
TOTAL	33 692	100,0

ASIE ET PACIFIQUE



DEPENSES EN 1982 PAR ELEMENT DE PROJET
(En millions de dollars E.-U.)

▲ Lieu d'affectation de conseillers industriels principaux hors siège

■ Lieu d'affectation d'administrateurs adjoints

DEPENSES EN 1982 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)

DEPENSES DE 1974 A 1982
(En millions de dollars E.-U.)

69. En Indonésie, les activités menées dans le cadre du grand projet portant sur l'identification de possibilités de projets et l'établissement des études de préinvestissement correspondantes ont été particulièrement intenses en 1982 et l'on a jusqu'ici défini et élaboré 40 projets de préinvestissement. Exécuté en étroite collaboration avec l'organisation nationale pour la promotion des investissements et le financement, ce projet contribue au développement de l'industrie à Kalimantan, à Sulawesi et à Sumatra.

70. En ce qui concerne le transfert de techniques métallurgiques aux pays de la région, l'ONUDI a poursuivi ses efforts visant le renforcement et la création de centres locaux chargés de faire des travaux de recherche-développement pour l'industrie métallurgique, de lui fournir des services de dépannage et d'assurer la formation de son personnel. En Inde ont été entrepris trois projets intéressant la sidérurgie : normalisation des techniques de fusion de l'éponge de fer, étude d'un convertisseur à soufflage alternatif par le haut et par le bas pour l'élaboration de l'acier, étude d'un haut fourneau expérimental. Le Gouvernement pakistanais a demandé, pour l'établissement de plans directeurs intéressant l'industrie sidérurgique[27], une assistance complémentaire sous la forme d'une étude sur le contrôle de la qualité et la production d'aciers spéciaux. Une assistance a été fournie au sous-secteur de l'aluminium en Inde et en Indonésie. Des projets exécutés en Chine ont porté notamment sur une étude en vue de la création d'une installation de démonstration pour la fabrication de portes et de fenêtres en alliage d'aluminium, sur la fourniture de matériel de laboratoire pour les travaux de recherche-développement sur la bauxite menés à l'Institut de recherche des industries métallurgiques de Zheng Zhou[28], et sur la formation de ressortissants chinois. Il a été demandé que soit établie une étude sur les aspects technico-économiques de la modernisation des opérations de calcination au four rotatif à l'usine d'aluminium de Zheng Zhou. L'Afghanistan et le Népal ont reçu une assistance pour la création de fonderies; dans ce dernier pays a été achevée la construction des bâtiments nécessaires pour la fonderie pilote et de démonstration prévue.

71. Dans la région d'Asie et du Pacifique, les dépenses correspondant aux activités portant sur les agro-industries et les industries liées à l'agriculture ont marqué une forte augmentation par rapport à 1981. La coopération technique a été axée sur les industries textiles, car ce sous-secteur est, de toutes les industries traditionnelles de la région, celui qui est le plus créateur de revenu et d'emplois. De grands projets visant à améliorer le potentiel technique de l'industrie du jute et du coton ont été lancés au Bangladesh, en Inde, à Sri Lanka et au Viet Nam. Pour accroître les recettes d'exportation et répondre à la demande de plus en plus forte dont font l'objet sur le marché intérieur divers articles en cuir, on a continué à fournir une assistance à l'industrie du cuir et des articles en cuir en Chine, en Indonésie, au Pakistan et aux Philippines. A Sri Lanka, l'aide a porté sur la fabrication des chaussures. Un projet visant à renforcer l'Institut indien du conditionnement a été mené à bien en 1982. En République de Corée, l'ONUDI a également aidé le Centre national de conception des produits et de conditionnement à améliorer les techniques de conditionnement.

72. Plusieurs grands projets financés par des contributions spéciales au FNUDI ont été consacrés aux industries chimiques, parmi lesquels on citera la

[27] ID/B/280, chap. V, par. 214.

[28] *Ibid.*, par. 217.

création en Chine d'une installation de démonstration et d'une station expérimentale pour la technologie des biogaz, ainsi que l'atelier sur l'utilisation de certains matériaux de construction pour la réalisation de logements et autres immeubles bas, organisé conjointement par l'ONUDI et le Gouvernement australien. Le Gouvernement chinois a demandé à l'ONUDI de lui fournir une assistance sous la forme d'un projet inspiré de ceux qui avaient antérieurement été exécutés au Brésil pour la mise au point et l'optimisation de la technologie des fibres de carbone. Dans le cadre de ses travaux visant à développer l'important sous-secteur chimique de la région, l'ONUDI a étendu son activité à des domaines techniques nouveaux, comme en témoignent des projets portant sur la protection contre les séismes grâce à l'isolement des fondations (Malaisie) ou sur la science et la technique biologiques liées à la recherche-développement sur les processus microbiologiques en vue de la production de combustibles et de produits chimiques à partir de la biomasse (Inde, Philippines).

73. Une des caractéristiques des activités menées dans la région en 1982 a été l'accroissement de l'assistance fournie à l'industrie par l'intermédiaire de centres antérieurement mis en place grâce à l'ONUDI. Les Gouvernements du Bangladesh et de l'Inde ont reçu une assistance pour le lancement de grands projets, l'objectif étant de stimuler une étroite coopération avec l'industrie en créant des succursales de ces centres ou en résolvant des problèmes techniques particuliers au niveau des usines.

74. En ce qui concerne les industries mécaniques, l'un des domaines d'action prioritaire de l'ONUDI pour la région d'Asie et du Pacifique est le sous-secteur du machinisme agricole, auquel ont été consacrées diverses activités portant, entre autres, sur les essais de machines agricoles et le développement de l'industrie (Chine), la conception de machines agricoles et la vulgarisation industrielle (Pakistan), et la mise au point de spectromètres à résonance magnétique pour la caractérisation des graines oléagineuses (Inde). Dans l'industrie du travail des métaux, les activités prévues au titre de l'assistance à l'Institut de technologie de Rangoon (Birmanie) ont été menées à bien en 1982, aboutissant à la création de trois installations de fabrication. D'autres projets intéressant le même secteur ont été lancés en Chine, en Inde, au Népal et en Thaïlande. Une assistance aux industries électriques et électroniques a été fournie au Pakistan, à la République de Corée et au Viet Nam; plusieurs projets visaient à développer la fabrication de composants, la mécanique de précision et le contrôle de la qualité. La Chine, l'Inde et la République de Corée ont continué à bénéficier d'une aide afin d'intensifier l'emploi de techniques de pointe dans le domaine de la conception et de la fabrication assistées par ordinateur (CAO/FAO).

75. En ce qui concerne le domaine de l'énergie, les activités menées en 1982 ont essentiellement porté sur la formation. On a considérablement développé le programme de formation à la gestion de l'énergie industrielle, dont le principal élément a été constitué par le séminaire régional organisé aux Philippines en janvier 1982 pour les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Le Gouvernement philippin a conclu avec l'ONUDI un accord de coopération prévoyant l'allocation pour une période de deux ans de crédits destinés à financer des activités de formation en matière d'énergie menées à l'intention des pays les moins avancés, dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement. Le séminaire susmentionné a abouti à

l'élaboration de propositions de projets qui ont été soumises aux gouvernements pour examen. Pour les Philippines, il a été approuvé un grand projet portant sur la création d'un service consultatif pour la gestion de l'énergie dont les fonctions consisteraient, entre autres, à effectuer des contrôles en matière d'énergie, à recommander des mesures permettant d'économiser l'énergie et à participer à leur mise en œuvre, à former du personnel technique, et à aider les entreprises à utiliser l'énergie de manière plus rationnelle. La Thaïlande a également reçu une assistance portant sur la mise au point d'un programme d'économies d'énergie, et sur les techniques de conservation de l'énergie électrique et thermique dans l'industrie.

76. En ce qui concerne l'assistance directe à l'industrie en matière de gestion et le développement des capacités de consultation, on a consacré des efforts accrus à la gestion de l'énergie dans l'industrie et à l'utilisation des systèmes informatiques de gestion. Dans le cadre d'un projet visant à développer de manière efficace les compétences nationales en matière de gestion et de consultation, on a organisé à Beijing (Chine) un stage intensif sur les méthodes de consultation en gestion industrielle. Au niveau régional, un atelier consacré à l'amélioration de la gestion industrielle grâce à l'ordinateur, qui s'est tenu à Bangkok, a réuni 34 participants; il y a été recommandé de créer dans la région des centres d'informatique chargés de dispenser à des ressortissants des pays intéressés une formation en matière de mise au point et de modification du logiciel à utiliser dans l'industrie. En coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), on a établi un programme régional visant à renforcer les capacités de consultation dans la région en encourageant les entreprises communes et en mettant sur pied des programmes communs de formation; ce projet a également pour objectif de promouvoir et de mobiliser, dans le domaine considéré, la coopération entre pays en développement et prend en considération la situation particulière des pays les moins avancés de la région.

77. On a continué à fournir une assistance pour l'établissement ou le renforcement d'institutions destinées à assurer des services intégrés à l'ensemble du secteur industriel afin d'appuyer les efforts que déploient les pays de la région pour parvenir à l'autosuffisance technologique. Dans le domaine de la recherche portant sur la mise au point de techniques plus appropriées et sur la conception et la fabrication du matériel correspondant, une aide a été apportée à des institutions polyvalentes de R-D pour l'industrie au Bhoutan, en Birmanie, en Chine, en Indonésie et aux Philippines.

78. Pour combler le déficit commercial de la région et stimuler les exportations, l'ONUDI a continué à fournir une assistance technique pour la mise au point de produits concurrentiels destinés à l'exportation, qui a porté sur l'adaptaiton des produits en vue de l'exportation, les bourses de sous-traitance et la promotion des investissements. En ce qui concerne l'adaptation des produits, trois projets ont été achevés en 1982 en Inde et en République de Corée. Dans le cadre du projet intéressant ce dernier pays, les travaux, qui ont commencé en 1974, ont comporté 23 missions de courte durée effectuées par des experts de haut niveau et consacrées à des produits relevant de plus de 20 branches d'industrie (tissus de soie, cannes à pêche, gabarits, dispositifs de fixage, matrices et autres outillages de presse, etc.). Une assistance analogue a été fournie à l'Inde au titre de deux projets visant respectivement à améliorer la

qualité de divers produits et à mettre au point un programme intégré de coopération technique avec le Gouvernement indien dans le domaine de la promotion des échanges; le second de ces projets a été financé par l'Organisme suédois de développement international (SIDA) et exécuté en collaboration avec le Centre CNUCED/GATT du commerce international.

79. En ce qui concerne la formation, plusieurs missions d'enquête ont été organisées dans la région afin d'identifier de potentiels "centres d'excellence". Ces missions ont abouti à l'élaboration de diverses propositions concernant l'établissement d'un programme de coopération technique. Une attention particulière a été accordée à la promotion de la coopération entre pays en développement, comme le montrent les ateliers sur la réalisation d'études de projets, les services consultatifs aux petites entreprises et la gestion de l'énergie dans l'industrie, organisés dans des centres de formation aux Philippines pour des participants venant des pays les moins avancés. Les bourses de perfectionnement et les voyages d'étude ont continué à constituer un instrument efficace dans le cadre des activités de formation menées par l'ONUDI. L'accroissement noté en ce qui concerne les arrangements conclus pour le placement des boursiers est dû à l'excellente coopération avec les organismes nationaux de supervision dans les pays hôtes.

EUROPE

80. En 1982, la valeur des projets exécutés en Europe s'est élevée à 3,6 millions de dollars. On trouvera aux tableaux 11 et 12 ci-après la ventilation des dépenses d'assistance technique, par source de financement et par élément de projet.

TABLEAU 11. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1982 EN EUROPE, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Source de financement	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Programme ordinaire	66	1,8
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	3 261	89,3
SIS	206	5,7
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	—	—
Total partiel	3 467	95,0
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	—	—
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	55	1,5
FNUDI	63	1,7
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	—	—
Total partiel	118	3,2
TOTAL	3 651	100,0

TABLEAU 12. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1982 EN EUROPE, PAR ELEMENT DE PROJET

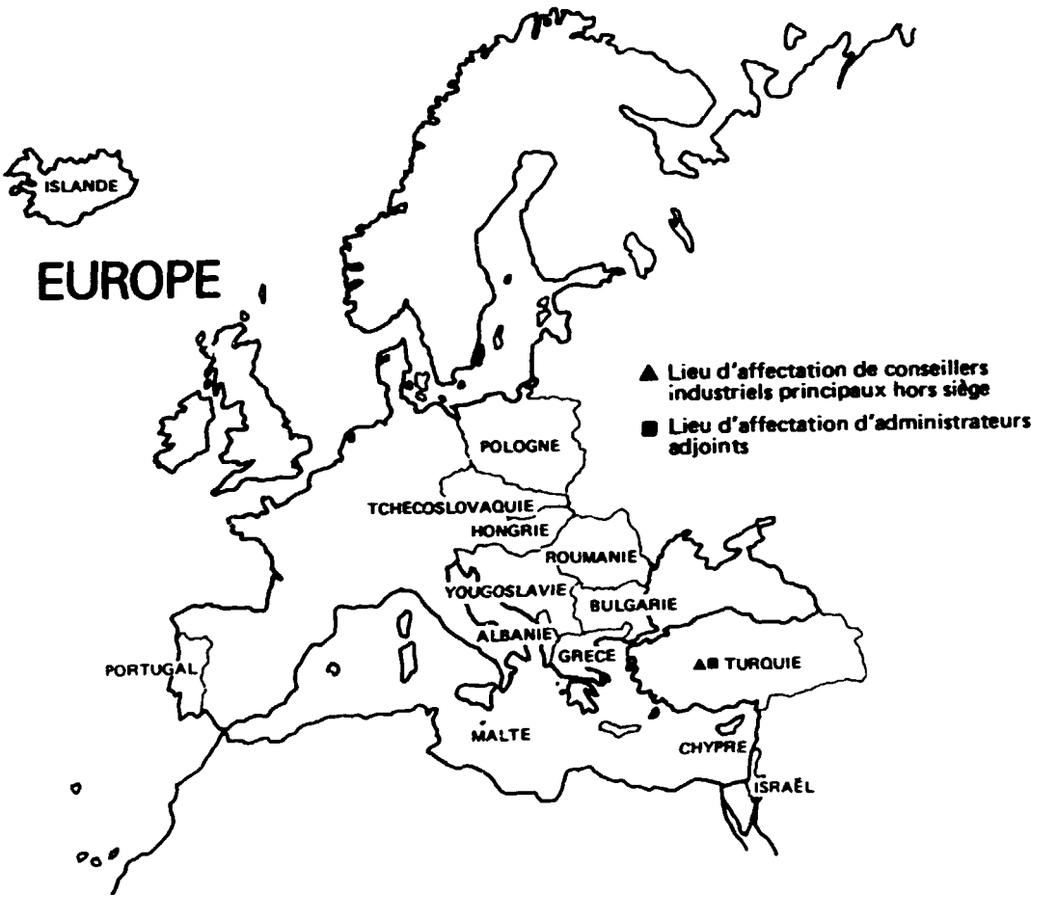
Elément de projet	*Milliers de dollars*	*Pourcentage*
Personnel des projets	1 421	38,9
Sous-traitance	389	10,7
Bourses de perfectionnement et formation	693	19,0
Matériel	1 035	28,3
Divers	113	3,1
TOTAL	3 651	100,0

81. Les demandes d'assistance technique en Europe ont surtout porté sur l'élaboration de technologies perfectionnées, grâce au renforcement des instituts industriels de recherche-développement et à l'octroi de bourses d'étude pour la formation dans des domaines tels que l'électronique, l'automation, le traitement des données, la robotique et l'énergie.

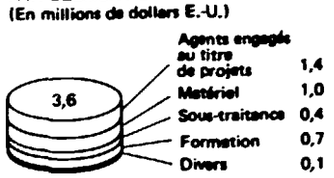
82. Dans le secteur de l'électronique, une assistance a continué d'être apportée à la Turquie[29], où l'industrie de l'électronique fournit actuellement plus de 50 % du matériel des centraux nationaux de communications téléphoniques à longue distance et plus de 70 % de l'équipement des installations nationales de télex et télégraphe à longue distance. Pour former la main-d'œuvre spécialisée et garantir l'utilisation optimale des capacités de production existantes, l'ONUDI a aidé l'Institut de recherche scientifique et industrielle de Marmara à étudier et à mettre en place un centre de formation pour la réparation et l'entretien du matériel électromédical et des appareils à rayons X. Une assistance a été fournie pour la formation des formateurs de ce centre et pour l'élaboration et l'exécution de son premier programme, qui comprend un cours d'électronique élémentaire pour des stagiaires provenant d'écoles professionnelles et un cours de trois mois pour les techniciens spécialisés dans les réparations. L'usine de télécommunications électroniques de l'administration postale d'Istanbul a reçu une assistance portant sur la création d'une unité de fabrication de films minces, l'étude des possibilités d'exportation et la formation du personnel à l'exportation et à l'entretien de l'équipement.

83. Dans les domaines du contrôle de la qualité et de la normalisation, l'ONUDI a continué à fournir une assistance à l'Organisation hellénique de normalisation et au Conseil national de normalisation de Grèce, en vue d'élaborer un cadre pour la création d'un organisme national des marques de garantie, de prévoir, de créer et de renforcer des laboratoires d'essais pour le contrôle de la qualité et la normalisation, de coordonner les activités avec celles des organismes de la Communauté économique européenne, de former le personnel, d'organiser et de mener une campagne nationale d'information du public, et de convoquer une conférence nationale sur la normalisation, le contrôle de la qualité et les marques de garantie.

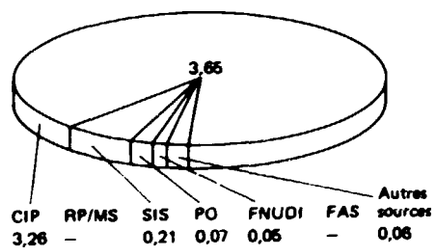
[29] *Ibid.*, par. 99.



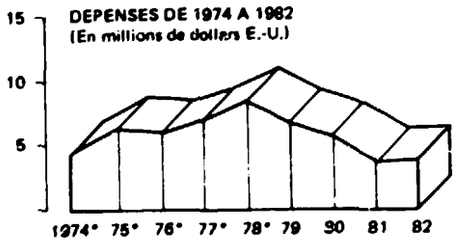
DEPENSES EN 1982
PAR ELEMENT DE PROJET
(En millions de dollars E.-U.)



DEPENSES EN 1982 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)



DEPENSES DE 1974 A 1982
(En millions de dollars E.-U.)



** Les chiffres pour la période 1974–1978 concernent outre les pays d'Europe et d'Asie occidentale, 12 pays qui, depuis 1979, font partie du groupe des Etats arabes.*

84. Dans le secteur de l'emballage, une assistance a été accordée à la Pologne pour la création d'installations de recherches et d'essais portant sur des matériaux d'emballage adaptés aux exigences croissantes et diversifiées de l'industrie agro-alimentaire. L'assistance visait également à améliorer la qualité des emballages et matériaux d'emballage, afin de réduire le volume des matériaux importés et d'éviter les pertes de produits empaquetés dans le commerce intérieur, à augmenter l'utilisation rationnelle des matières premières pour la production d'emballages destinés notamment aux produits alimentaires, et à adapter les emballages aux exigences des techniques modernes de transport et d'entreposage appliquées sur les marchés national et international. Le Portugal a également reçu une assistance pour renforcer le laboratoire du Centre national de l'emballage.

85. Dans le cadre d'un projet financé par le PNUD, l'ONUDI a appuyé les efforts déployés en Pologne afin d'utiliser le charbon à haute teneur en soufre d'une manière qui soit conforme aux normes écologiques fixées pour les dégagements de composés sulfureux et azotés. Une assistance a été accordée pour former des chercheurs et des ingénieurs aux techniques de gazéification, de liquéfaction et de pyrolyse du charbon, pour évaluer l'aptitude des charbons polonais bruns et bitumineux à la gazéification, pour déterminer s'il est possible d'appliquer des techniques de liquéfaction du charbon fondées sur l'extraction au solvant et sur l'hydrogénation des extraits, pour élaborer des techniques de pyrolyse rapide du charbon dans des réacteurs à lit fluidisé, pour fixer les critères applicables au charbon devant être soumis à des opérations de gazéification, liquéfaction et pyrolyse en lit fluidisé, et pour définir des critères en vue de la catalyse des procédés d'hydrogénation. A Chypre, l'ONUDI a coopéré avec le Centre (CNUCED/GATT) du commerce international, pour exécuter un projet visant à promouvoir et à accélérer le développement industriel en accroissant la production manufacturière, en augmentant et en diversifiant les exportations de produits manufacturés, et en rendant possible une meilleure utilisation des matières premières et de la main-d'œuvre spécialisée locales.

86. L'ONUDI a continué de fournir une assistance pour créer ou renforcer des institutions industrielles afin d'élaborer des techniques locales et d'acquérir des technologies modernes et perfectionnées. En Bulgarie, l'Institut de la cybernétique et de la robotique de l'Académie des sciences bulgare a reçu une assistance qui a permis à un groupe de spécialistes de visiter des institutions similaires et d'échanger des points de vue sur la création d'un nouvel institut. Ces spécialistes se sont également familiarisés avec les plus récents progrès dans ce domaine, en faisant des voyages d'étude et en participant à des expositions, à des conférences et à des séminaires techniques. En Turquie, l'ONUDI a aidé la Direction générale des monopoles à améliorer ses méthodes et ses procédures pour identifier les problèmes opérationnels qui se posent dans ses usines agro-alimentaires et leur trouver une solution; une formation a également été assurée aux techniciens et aux gestionnaires. L'ONUDI s'est également intéressée au renforcement du Centre de formation en matière d'entretien et de réparation de matériel biomédical en Hongrie.

87. Conformément au Programme d'action de Nairobi, l'ONUDI a poursuivi ses activités visant à renforcer les organismes nationaux chargés de procéder à l'évaluation, à la planification et à l'élaboration des politiques générales

concernant l'énergie, en vue d'améliorer l'utilisation des sources traditionnelles et renouvelables d'énergie. En Turquie, après une étude préliminaire visant à identifier les domaines se prêtant plus particulièrement aux économies d'énergie, l'ONUDI a fourni une assistance à l'Institut de recherche électrique du Ministère de l'énergie et des ressources naturelles. En Hongrie, une assistance préparatoire a été accordée pour l'utilisation comme matières premières en métallurgie de matériaux secondaires de qualité inférieure, et de types de charbon à faible valeur calorifique. Des activités dans le secteur de l'énergie ont également été entreprises en Pologne.

C. Exécution des projets par domaine d'activité

PLANIFICATION INDUSTRIELLE

88. En 1982, les dépenses de coopération technique dans le domaine de la planification industrielle se sont élevées à 4,4 millions de dollars. Quelque 83 % du total de l'assistance apportée ont été financés au moyen des ressources du PNUD.

89. Les dépenses se sont réparties comme suit entre les diverses régions : Afrique, 46 %; Amériques, 26 %; Asie et Pacifique, 20 %; Etats arabes, 2 %; Europe, 6 %; projets interrégionaux ou mondiaux, —.

90. Au total, 61 projets ont été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1982, dont 11 d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, 23 d'une valeur dépassant 150 000 dollars et 27 d'une valeur inférieure à ce montant.

91. Au cours des dernières années, l'élément experts a représenté en moyenne 88 % du budget des projets relatifs à la planification industrielle; de nombreuses heures de travail d'administrateurs ont donc été nécessaires pour recruter les experts et leur fournir l'appui voulu.

92. Durant l'année considérée, la Section de la planification industrielle, en coopération avec le Service de l'élaboration et de l'évaluation des programmes, a continué à apporter son concours pour la conception et l'établissement des programmes. Ses activités sont demeurées axées sur les domaines suivants : établissement et exécution de plans et de programmes de développement industriel, et notamment fourniture de conseils en ce qui concerne les techniques, les stratégies et les politiques de planification; enquêtes industrielles aux niveaux national et sous-régional; coopération régionale (notamment en Afrique de l'Ouest); et planification sectorielle, en particulier dans l'industrie des biens d'équipement. En 1982, première année du troisième cycle de programmation par pays du PNUD, l'approbation d'un certain nombre de projets que l'on s'attendait à voir approuver a été reportée. En outre, on s'est heurté à des difficultés considérables dans l'exécution de différents projets de grande ampleur par suite de la réduction du budget des projets.

93. L'assistance fournie de façon suivie dans le cadre de projets multi-disciplinaires a été axée sur le renforcement des mécanismes nationaux de

planification, la mise au point de méthodes de planification, l'établissement de plans pour le secteur industriel et l'exécution des plans de développement.

94. Au Honduras, un programme d'assistance a été lancé en vue de renforcer les institutions nationales de planification, d'aider à établir la partie du prochain plan national à moyen terme qui a trait à l'industrie, de mettre sur pied un système de statistiques industrielles et d'établir des programmes sectoriels pour des industries prioritaires comme celles du bois, du cuir et des produits alimentaires.

95. Au Nicaragua, un projet a été lancé en vue de coordonner l'action gouvernementale dans le domaine de la planification industrielle et d'aider à assainir et moderniser des entreprises publiques. Un projet relatif à la réorganisation et au renforcement des structures administratives du Ministère de l'industrie a été entrepris en Bolivie. Une assistance a été fournie au Gouvernement haïtien pour l'examen, l'évaluation et l'amélioration du chapitre du Plan de développement quinquennal pour la période 1981-1986 qui concerne l'industrie.

96. Conformément au Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, adopté en 1980 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine[30], et au programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique[31], adopté par la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie en novembre 1981, une attention particulière a été accordée aux plans relatifs à l'industrialisation de la région africaine.

97. Un projet concernant l'établissement du plan directeur pour l'industrialisation de la République-Unie du Cameroun a été élaboré et approuvé par l'ONUDI, le PNUD et le gouvernement de ce pays. En Côte d'Ivoire, on a continué à fournir une assistance au Ministère de la planification et de l'industrie créé récemment, en particulier dans le domaine de la politique industrielle[32]. La coopération étroite entre le personnel du projet et les fonctionnaires ivoiriens a permis d'avancer considérablement dans la redéfinition de la politique industrielle du pays. On a également contribué au développement du sous-secteur agro-industriel et formulé des recommandations en vue du renforcement des politiques gouvernementales pour la promotion des investissements industriels. En Sierra Leone, la deuxième phase d'un projet multidisciplinaire[33] est devenue pleinement opérationnelle avec l'envoi de tous les experts sur le terrain. Un élément important de ce projet prévoit le renforcement du Ministère du commerce et de l'industrie sur le plan institutionnel.

98. Un séminaire régional pour l'intégration des femmes au processus de planification industrielle dans la zone sahélienne a été organisé en Haute-Volta, en coopération avec le CILSS. Ce séminaire, qui a rassemblé 23 participants venus de cinq pays (Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal), a porté

---

[30] A/S-11/14, annexe I.

[31] ID/287.

[32] ID/B/280, chap. V, par. 118.

[33] *Ibid.*, par. 113.

sur les techniques de planification, la planification et la gestion des entreprises, les industries rurales (exemples fournis par l'Inde) ainsi que les coopératives et l'industrialisation. La Section a également participé aux activités consécutives au programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi qu'à la définition de principes directeurs pour le lancement d'actions prioritaires, qui devaient être soumis au Comité des progrès de l'industrialisation lors de sa septième réunion prévue à Kigali (Rwanda). Un projet de grande ampleur comportant l'établissement d'un plan directeur industriel à moyen et à long terme en Malaisie est devenu opérationnel en 1982. Ce projet d'une durée de deux ans et demi devrait aider l'Office malaisien de développement industriel à développer l'industrie en général et à promouvoir des sous-secteurs et des régions non métropolitaines déterminés. On a entrepris des études détaillées sur certains sous-secteurs ainsi qu'une évaluation des stratégies et politiques de développement (y compris les mesures d'incitation en faveur des domaines industriels, les tarifs et le rôle des secteurs public et privé).

99. Un projet d'assistance préparatoire concernant la planification et les priorités industrielles a été lancé à Sri Lanka en 1982 pour aider le Ministère des industries et des affaires scientifiques à analyser la structure, le rythme et les caractéristiques de la croissance du secteur industriel et à évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la réalisation des buts et objectifs de développement dans le domaine de compétence du Ministère. On a également entrepris d'examiner la stratégie, les politiques et les mesures industrielles appliquées en vue de déterminer leur influence sur l'orientation et la croissance des différents secteurs, sur la promotion des investissements industriels et des exportations de produits manufacturés et sur le fonctionnement et l'efficacité des industries, aux plans qualitatif et quantitatif, pour ce qui est de l'utilisation des capacités installées. Le projet a pour objet de jeter les bases d'une proposition relative à un projet intégré de grande ampleur destiné à aider le Ministère en ce qui concerne les aspects généraux de la planification et du développement industriels.

100. Au Pakistan, des services d'experts ont été fournis au Ministère de l'industrie pour analyser le rôle, les fonctions et les pratiques du Ministère et de ses divers services en matière de planification industrielle et d'élaboration des politiques. On a également examiné la nature et la pertinence des statistiques et des données industrielles mémorisées sur ordinateur et d'autres types dont disposaient le Ministère et d'autres sources locales. On a étudié comment renforcer la coordination entre le gouvernement fédéral, les administrations provinciales et les organismes du secteur privé pour l'utilisation des données disponibles. A la suite des conclusions de ces enquêtes, il a été décidé de créer, au Ministère, une banque de données statistiques sur ordinateur.

101. Un projet a été exécuté en vue d'appuyer les efforts faits par le Conseil de l'Accord de Carthagène (pays du Groupe andin) pour instituer et mettre au point des programmes industriels régionaux intéressant tous les pays membres du Groupe andin. Les activités menées ont consisté essentiellement à appuyer et à définir des programmes de développement pour les sous-secteurs de la métallurgie, de la pétrochimie et de l'automobile. Un programme régional de rationalisation industrielle a également été élaboré dans le cadre de ce projet. Des contacts ont été pris avec la Communauté des Caraïbes et la Banque de développement des Caraïbes en vue d'aider les pays membres à élaborer des politiques industrielles.

102. L'Union du fleuve Mano a bénéficié d'une assistance dans le cadre d'un projet en vue de proposer et d'examiner une stratégie et une politique nouvelles de développement industriel pour la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Ce projet a beaucoup gagné en importance au cours de son exécution car il visait à traduire en mesures concrètes les principes et les orientations définis dans le programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Le code de développement industriel des trois pays membres de l'Union a été analysé par un consultant de l'ONUDI. Les principales recommandations formulées en vue d'un développement industriel efficace de la sous-région ont notamment fait ressortir la nécessité de mettre en place un mécanisme efficace de financement industriel et de créer un service de recherche industrielle.

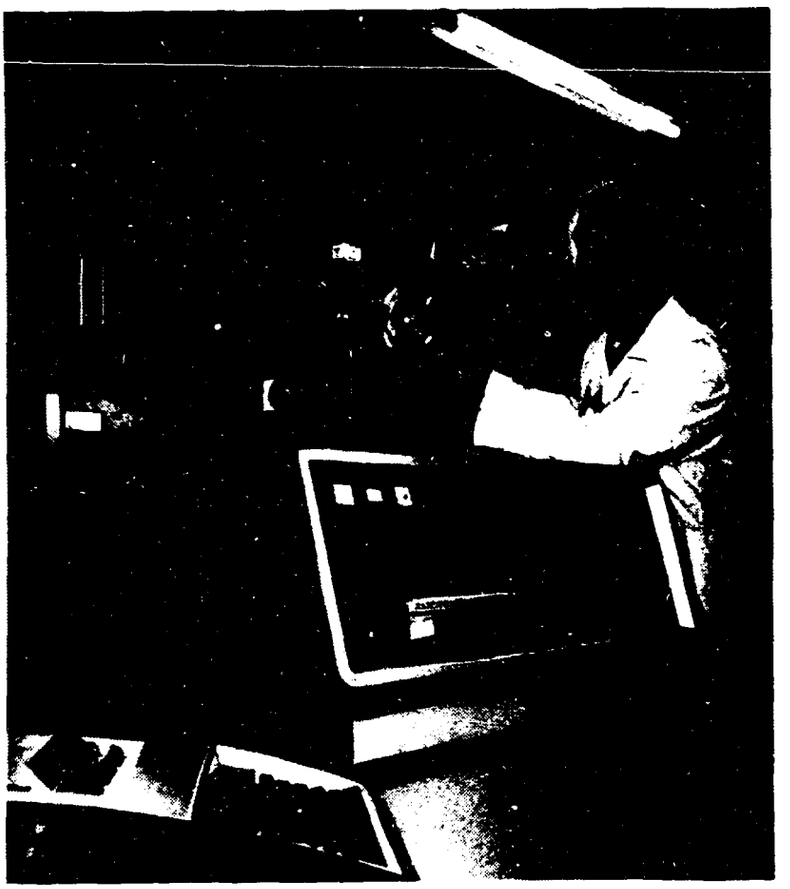
103. L'ONUDI a en outre fourni une aide à l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma (Haute-Volta, Mali et Niger) pour l'intégration de la région grâce au développement des activités agropastorales et à la mise en place des moyens de communication et des infrastructures voulus pour permettre une exploitation optimale des ressources minières des Etats membres.

104. Une assistance suivie a été fournie en matière de planification sectorielle pour certaines branches d'industrie, assistance qui a été axée sur les programmes de développement en faveur de l'industrie des biens d'équipement et du secteur de l'énergie. Dans le domaine des biens d'équipement, une coopération technique a été apportée à un certain nombre de pays en développement pour la définition d'une stratégie de développement, la mise au point d'une méthodologie de programmation sectorielle, la définition de moyens d'action et de mesures d'incitation propres à assurer un développement soutenu, l'élaboration de programmes de développement technologique, l'analyse des besoins en matière de formation de la main-d'œuvre et de services d'ingénierie et d'études techniques et l'exécution de programmes d'investissement complexes.

105. Au Mexique, on a continué à mettre en œuvre avec succès un grand programme de développement comportant des investissements d'un montant supérieur à 1,5 milliard de dollars[34]. Une enquête était en cours sur de nouvelles branches d'industrie et l'on a procédé à une réévaluation portant sur les équipements lourds pour les industries mécaniques et pétrochimiques et sur le matériel destiné à l'industrie sidérurgique.

106. Au Venezuela, un grand projet financé par le gouvernement à concurrence de 1,7 million de dollars (80 % du budget total) au titre de la participation aux coûts était en cours d'exécution. En coopération avec le Conseil national pour le développement des biens d'équipement, l'équipe d'experts de l'ONUDI a procédé à une analyse approfondie de la situation de l'offre et de la demande ainsi que des projections s'y rapportant. Les experts ont également entrepris de définir des moyens d'action et des mesures d'incitation, d'élaborer un programme de développement technologique et de perfectionnement de la main-d'œuvre et, en coopération avec la CNUCED, d'étudier les marchés intérieurs et extérieurs pour les biens d'équipement produits au Venezuela.

[34] *Ibid.*, par. 120.



Ce matériel de laboratoire (diffractomètre à rayons X) utilisé pour la recherche-développement sur la bauxite a été fourni par l'Institut de recherche sur les métaux légers de Zheng Zhou, province du Henan (Chine) (voir présent chapitre, par. 211).

107. Dans le domaine de la planification énergétique, un projet a été lancé au Niger pour aider le Ministère des mines et de l'industrie à élaborer des plans de développement industriel, l'accent étant mis sur le développement énergétique pour les besoins du secteur industriel.

108. En Turquie, on a achevé la première phase d'un programme de développement relatif aux biens d'équipement et mis au point une méthode de classement et de codification des biens d'équipement dont on pourra tirer parti pour des projets de coopération technique analogues exécutés dans d'autres pays[35]. On a déterminé les équipements nécessaires pour les branches d'industrie suivantes : énergie, mines, pâtes et papier, ciment, aliments et boissons, produits chimiques, produits pétrochimiques, engrais, pesticides, constructions ferroviaires, machines-outils et matériel général.

109. Conformément aux résolutions du Conseil économique et social 2026 (LXI), du 4 août 1976, et 2100 (LXIII), du 3 août 1977, concernant l'assistance au peuple palestinien, l'ONUDI a entrepris une enquête détaillée et

[35] *Ibid.*, par. 121.

approfondie des industries manufacturières de la rive occidentale et de la bande de Gaza. Cette enquête, qui est faite en étroite coopération avec la CNUCED, aidera à élaborer un plan de développement industriel et à définir des politiques industrielles claires pour la région.

110. Une réunion d'experts sur la planification industrielle a eu lieu à Vienne en novembre 1982. Les experts ont examiné et évalué la situation actuelle et les pratiques suivies en ce qui concerne la planification industrielle dans les pays en développement et recommandé des procédures, des mécanismes et des institutions appropriés pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des plans de développement industriel. Ils ont également recensé les domaines prioritaires sur lesquels devraient être concentrées les activités de coopération technique de l'ONUDI en matière de planification industrielle au cours de la troisième Décenne des Nations Unies pour le développement; à cet égard, une attention particulière a été accordée aux pays moins avancés.

111. La Section de la planification industrielle a aidé activement les pays en développement à accroître la compétence de leurs spécialistes dans le domaine de la planification et des politiques industrielles grâce à des activités de formation mises sur pied en étroite coopération avec le Service de la formation. A cet égard, la Section a également participé à la fourniture d'un appui technique pour les stages interrégionaux de formation sur la planification industrielle qui ont lieu au Japon et en République démocratique allemande.

INFRASTRUCTURE INSTITUTIONNELLE

112. En 1982, les dépenses de coopération technique dans le domaine de l'infrastructure institutionnelle se sont élevées à 11,9 millions de dollars. Environ 88 % des dépenses totales ont été financées par le PNUD.

113. La répartition des dépenses par région a été la suivante : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 60 %; Amériques, 12 %; Asie et Pacifique, 17 %; Etats arabes, 21 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique : 10 %); Europe, 1 %; projets interrégionaux et mondiaux, —.

114. En 1982, 144 projets au total ont été achevés ou poursuivis, dont 24 projets de 1 million de dollars et plus, 55 projets de 150 000 dollars à 1 million de dollars et 65 projets de moins de 150 000 dollars.

115. Le Service de l'infrastructure institutionnelle a continué d'aider les pays en développement à créer ou à renforcer des institutions fournissant de manière intégrée des services à l'ensemble du secteur industriel[36].

116. On a lancé ou poursuivi des activités visant à créer des institutions de recherche-développement multisectorielles et multidisciplinaires dans les seize pays suivants : Bhoutan, Birmanie, Chili, Chine, Guyana, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Mexique, Philippines, République arabe syrienne, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Zaïre et Zambie.

[36] *Ibid.*, par. 128.

117. On a lancé en Amérique latine un projet relatif à la création d'un réseau régional d'institutions d'essais non destructifs, auquel est associée l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La première phase du projet est financée par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement. Dans le cadre d'un projet de moyenne ampleur, on a donné à cinq ingénieurs de l'Institut de recherche sur les matériaux de Shanghai (Chine) la possibilité de visiter des installations d'essais non destructifs au Japon et aux Etats-Unis d'Amérique durant une période de deux mois, et l'on a fourni des équipements et des documents dont ne disposait pas la Chine.

118. En République-Unie de Tanzanie, le projet à long terme d'aide à la TIRDO a permis la constitution d'un département de l'information industrielle et d'un département de la réparation et de l'entretien des instruments qui sont tous deux entrés en activité en 1982. On compte que le second de ces départements aura des incidences importantes sur l'entretien d'un grand nombre d'instruments et d'équipements, non seulement à la TIRDO, mais également dans d'autres institutions et usines de tout le pays; en outre, fournissant des services rémunérés, il constituera une importante source de revenus pour la TIRDO.

119. Dans le cadre du projet de grande ampleur visant à aider le Conseil national de la science et de la technique au Mexique[37], on a lancé en 1982 la deuxième phase qui vise à renforcer encore l'infrastructure mexicaine de mise au point des techniques. Ce projet comporte une vaste gamme d'activités : organisation des politiques technologiques et méthodologies appliquées à la programmation technologique et à l'exécution des projets, information technique, liens industriels, financement en commun des risques dans le domaine de la recherche-développement, métallurgie, agro-industries et industries chimiques. L'ONUDI a été invitée à coopérer à un projet de grande ampleur exécuté par le Gouvernement guyanien, qui a récemment été approuvé par le PNUD et qui a pour objet d'aider l'Institut guyanien de la science et de la technique appliquées dans les domaines des techniques minérales et de la chimie des produits naturels.

120. La deuxième phase du projet de grande ampleur tendant à appuyer le Centre d'essais et de recherche-développement industriels a été achevée[38]. La valeur totale de l'assistance technique fournie dans le cadre de ce projet a dépassé 1,5 million de dollars. Une des principales réalisations a été l'instauration et le renforcement de la coopération entre le Centre et les différentes industries. On a également préparé le jumelage du Centre avec des organisations similaires d'autres pays, et en premier lieu l'Institut de conception des instruments de Sofia (Bulgarie).

121. Deux instituts de recherche et de services industriels (IRSI) d'Amérique latine — l'Instituto de Investigaciones Tecnológicas (INTEC) au Chili et l'Instituto Dominicano de Tecnología Industrial (INDOTEC) en République dominicaine — ont fait appel à l'ONUDI afin d'évaluer leurs activités, d'analyser leur influence sur le développement industriel et d'étudier l'expansion

[37] *Ibid.*, par. 130.

[38] ID/B/220, chap. II, par. 125; ID/B/260, chap. II, par. 135.

possible de leurs services et activités (l'INTEC présente un intérêt particulier car il est financé à cent pour cent par les recettes des projets, ce qui est exceptionnel pour un institut de cette nature). On compte que durant les années à venir davantage d'activités de ce type seront entreprises afin de contribuer à résoudre un certain nombre de problèmes énoncés dans l'évaluation commune PNUD/ONUDI des IRSI[39]. On envisage également d'organiser un certain nombre de séminaires et ateliers aux échelons régional et national.

122. Dans le domaine de l'information industrielle, six pays (Angola, Mauritanie, Mongolie, Népal, Nigéria et Uruguay) et deux organisations régionales intergouvernementales, l'OADI et le Réseau latino-américain d'informations techniques, ont reçu une aide en vue de la création ou du développement de services de documentation et d'information chargés de la collecte, du traitement et de la diffusion de renseignements techniques sur l'industrie et pour l'industrie. On a enregistré des progrès notables durant la troisième phase du projet visant à aider l'OADI à mettre sur pied un réseau d'informations industrielles pour les Etats arabes, projet qui a été lancé en 1981[40].

123. Dans les pays en développement, les activités de normalisation revêtent une importance capitale dans l'édification, le renforcement et la préservation d'une économie solide. Etant donné l'urgence pour ces pays d'accroître leurs recettes en devises, ceux-ci doivent impérativement renforcer leurs capacités de normalisation afin d'améliorer leurs perspectives d'exportation en éliminant les divergences en matière de normes qui constituent un obstacle non tarifaire aux échanges. En Iraq, un projet de grande ampleur a contribué sensiblement à améliorer l'économie nationale par l'application sur une grande échelle des principes et techniques de normalisation à un certain nombre de secteurs (industrie, mines, agriculture, commerce, commerce extérieur, logement, santé publique, etc.). Ce projet contribue à une utilisation intégrale et efficace des matières premières locales, à la réduction des coûts de production, à l'augmentation de l'efficacité et à l'amélioration de la qualité des produits fabriqués dans le pays. Il contribue également à assurer l'équité des transactions commerciales, à préserver la santé, à sauvegarder les intérêts et la santé des consommateurs, à contrôler les apports et à promouvoir les exportations.

124. Le contrôle de la qualité et les marque de garantie ont également des incidences sur le commerce de marchandises et il est donc essentiel de prendre bien conscience de l'importance de la qualité et notamment des notions de contrôle et de garantie de la qualité, de fiabilité et d'efficacité des produits et de normes de sécurité. Aussi, les gouvernements et les entreprises industrielles et commerciales doivent-ils absolument tenir compte de cette notion de qualité dans leur planification. Dans le domaine du contrôle et des garanties de la qualité, l'ONUDI a continué de fournir ou d'améliorer le matériel et les techniques voulus (tels que des installations de laboratoire et équipements d'essai) pour la définition des caractéristiques des produits, et l'établissement de spécifications permettant de vérifier ces caractéristiques et de donner une base solide à la garantie des produits conformément aux normes et spécifications

[39] ID/B/C.3/86.

[40] ID/B/280, chap. V, par. 132.

nationales ou internationales. L'ONUDI a également donné à des ressortissants de pays en développement la possibilité de participer à des stages de formation à l'étranger dans les diverses disciplines de la normalisation. Durant l'année examinée, on a fourni une assistance en matière de contrôle de la qualité et de normalisation aux 19 pays suivants : Arabie saoudite, Bangladesh, Ethiopie, Grèce, Honduras, Inde, Iraq, Liban, Maurice, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, Thaïlande, Turquie, Viet Nam et Zaïre.

125. L'ONUDI a continué d'améliorer le potentiel des laboratoires d'essai et de métrologie et a contribué à la création de laboratoires dotés d'équipements modernes pour l'essai de matériaux de construction (Algérie), de pièces mécaniques et de textiles (Nigéria). Dans le cadre de ces projets, l'ONUDI favorise en général l'établissement de liens entre les instituts et le secteur industriel, afin d'améliorer la qualité des produits manufacturés et de la métrologie. Un projet, actuellement en cours au Nigéria, vise à promouvoir le développement de l'industrie textile sur la base des ressources locales par l'adaptation de techniques importées et la modification des techniques existantes, de manière à obtenir des résultats optimaux sur les plans de la qualité et des prix. Par l'intermédiaire de l'Institut fédéral de la recherche industrielle, l'ONUDI a aidé le Gouvernement nigérian à mettre sur pied les installations de laboratoire voulues pour essayer les textiles et matériaux connexes et en contrôler la qualité.

126. Dans le domaine du développement de la petite industrie, on a aidé 39 pays à créer ou renforcer des institutions chargées notamment d'offrir des installations communes et de fournir les services suivants : assistance dans le choix de techniques appropriées, aménagement des usines et services de promotion industrielle. L'ONUDI a également fourni une assistance dans les domaines ci-après : transformation des activités artisanales en des activités industrielles, coopératives industrielles, zones industrielles, développement de l'esprit d'entreprise et industrialisation rurale. On a renforcé des zones industrielles en Iraq, au Panama et en Thaïlande; en République-Unie de Tanzanie, on a encouragé le développement de coopératives industrielles afin de renforcer l'autonomie de ce pays; on a appuyé des projets de promotion industrielle au Libéria, au Togo et en Turquie et l'on a mis sur pied des ateliers de production mécanique à Fidji, en Guinée et en Haute-Volta afin de venir en aide aux petits entrepreneurs.

127. Au Nigéria, en Zambie, au Zaïre et au Zimbabwe, on a lancé des projets visant à appuyer les industries rurales et villageoises. Au Botswana, en Ethiopie, en Haute-Volta et à la Jamaïque, on a entrepris des projets de grande ampleur afin de transformer les industries traditionnelles et artisanales en de véritables industries productives. Dans le cadre de ces projets, l'ONUDI espère contribuer à la mise en œuvre de résolutions importantes des Nations Unies, notamment celles relatives à la Décennie du développement industriel de l'Afrique et à la mobilisation effective des ressources humaines et à l'intégration dans le développement économique de groupes de la population tels que les femmes, les jeunes et les habitants des zones rurales. On a entrepris en Argentine et aux Philippines des projets prévoyant le transfert dans les provinces de techniques et procédés industriels plus complexes.

128. Dans le domaine du développement de la petite industrie, l'assistance fournie a été davantage axée sur la qualité et les apports. Au Burundi, au Honduras, en Indonésie et au Nigéria, on a lancé des projets de grande ampleur afin de renforcer les institutions nationales et de leur pemettre d'entreprendre des programmes complets et intégrés relatifs au sous-secteur de la petite industrie. Ces projets englobent une vaste gamme d'activités : création d'offices centraux chargés des perspectives de projets et des services de gestion; renforcement des installations de services communs et assistance directe aux petits entrepreneurs par le biais des services de consultants.

129. Comme suite aux recommandations du Groupe de travail sur les petites et moyenes entreprises en 1981[41], on a lancé avec succès au Zaïre, au début de 1982, un projet novateur en ce sens qu'il vise la population rurale et qu'il est exécuté avec la participation directe et la coopération de l'Association des entrepreneurs zaïrois qui, en tant que partenaire de l'ONUDI, fournit et finance le personnel de contrepartie, les locaux à usage de bureaux et les installations similaires. On compte ainsi ouvrir la voie à une participation directe des bénéficiaires immédiats de l'assistance technique de l'ONUDI dans l'exécution des projets les intéressant, de manière à améliorer l'efficacité et les incidences des activités de l'ONUDI.

130. La coopération technique en vue d'élaborer des produits concurrentiels pour l'exportation a également été poursuivie dans les trois domaines suivants : adaptation des produits pour l'exportation, bourses de sous-traitance et promotion des investissements. Durant l'année examinée, on a noté une tendance à une augmentation des projets de coopération technique dans ce domaine. Dans le cadre du troisième cycle de programmation par pays du PNUD, plus de 20 pays en développement ont donné la priorité aux projets de développement des exportations. Dans le domaine de l'adaptation des produits, quatre projets en cours en Inde (2), au Kenya et en République de Corée ont été achevés. Les résultats de ces projets, qui ont commencé en 1975, méritent d'être soulignés : durant la période d'exécution, les produits de plus de 20 secteurs de l'industrie (notamment tissus de soie, cannes à pêche, gabarits et montages, outils et matrices de presses) ont été examinés dans le cadre de 23 missions à court terme d'experts de haut niveau. Sur les deux projets exécutés en Inde, l'un visait à améliorer la qualité de divers produits et l'autre à élaborer un programme intégré de coopération technique avec le Gouvernement indien dans le domaine de la promotion des échanges. Ce dernier projet a été lancé par la SIDA et exécuté en coopération avec le Centre CNUCED/GATT du commerce international. En 1982, les projets ont porté sur les produits suivants : moyeux de bicyclettes à dérailleur, raquettes de tennis et articles de sport à base de cuir. On a également achevé au Kenya un projet relatif au développement du marché et des industries d'exportation, qui était également financé par la SIDA et exécuté en coopération avec le Centre CNUCED/GATT du commerce international.

131. Dans le domaine des bourses de sous-traitance, on a poursuivi le projet entrepris aux Philippines[42] et l'on a lancé un projet au Costa Rica. En Malaisie, on a étudié les conditions de la mise en place d'une bourse de sous-traitance dans le cadre d'un projet des Services industriels spéciaux (SIS).

---

[41] *Ibid.*, par. 137.

[42] ID/B/260, chap. II, par. 150; ID/B/280, chap. V, par. 143.

132. Afin de renforcer les institutions de promotion des investissements, on a fourni une assistance au Centre nigérian d'information et de promotion en matière d'investissements industriels, ainsi qu'au Ministère du travail, du commerce et de l'industrie des Tonga.

133. Dans le domaine de la législation industrielle, le Gouvernement togolais a demandé l'assistance de l'ONUDI afin d'élaborer un cadre juridique visant à réglementer les activités industrielles du pays dans le cadre de sa stratégie de développement, notamment de son quatrième plan de développement quinquennal (1981-1985).

CREATION ET GESTION D'USINES

134. En 1982, les dépenses de coopération technique au titre de la création et de la gestion d'usines se sont élevées à 3,7 millions de dollars. Les fonds utilisés pour la mise en œuvre sont, à raison de 93 % environ, provenus du PNUD.

135. La répartition des dépenses entre les diverses régions a été la suivante : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 59 %; Amériques, 15 %; Etats arabes, 23 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique : 12 %); Asie et Pacifique, 14 %; Europe, —; projets régionaux et mondiaux, —.

136. Au total, 50 projets avaient été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1982, dont 6 d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, 24 d'une valeur dépassant 150 000 dollars et 20 d'une valeur inférieure à ce montant.

137. Comme au cours de l'année précédente, les activités de coopération technique ont continué de porter avant tout sur la fourniture directe d'une aide en matière de gestion aux entreprises industrielles et sur le développement de services de consultation nationaux en gestion industrielle[43]. Davantage d'efforts ont été consacrés en 1982 à la gestion de l'énergie industrielle et à la mise en place de systèmes d'informatique de gestion.

138. Conformément aux résolutions 32/179 et 34/137 de l'Assemblée générale et à la résolution 1979/48 du Conseil économique et social concernant l'amélioration de l'efficacité des entreprises publiques, les Gouvernements du Guyana, de la Somalie et du Soudan ont, dans une certaine mesure, réorienté les projets de grande envergure qui visent à augmenter la production grâce à l'utilisation de nouvelles techniques de gestion. C'est ainsi qu'au Soudan une approche sectorielle a été introduite afin de renforcer la compétitivité des entreprises publiques et privées et de pouvoir, par la suite, fournir des services de vulgarisation à différents types d'entreprises. En Somalie, des systèmes de notification en matière de gestion ont été mis en place et une aide a été fournie à des entreprises en vue de leur permettre de mettre sur pied des systèmes de gestion financière et de techniques de la production. Une aide a également été fournie au titre de ce projet à des entreprises privées et à de petites entreprises. Au Guyana, les activités relatives au projet, coordonnées avec celles d'une

[43] ID/B/280, chap. V, par. 148.

société privée de consultants de premier plan, ont été axées sur l'amélioration de la rentabilité des entreprises grâce à une aide du Service d'élaboration de projets des Caraïbes. On escompte que ces projets permettront de parvenir à une rentabilité commerciale et engendreront des excédents pour le plus grand profit de l'économie.

139. La plupart des projets en cours, notamment en El Salvador, en Ethiopie, au Malawi, à Maurice et en Uruguay, ont continué à avoir pour thème le renforcement des capacités de gestion grâce à a formation en cours d'emploi et à la mise en œuvre de mesures rationnelles de productivité. La pénurie de gestionnaires expérimentés et compétents restant l'un des principaux obstacles auquel se heurtent les pays en développement, il y a peu d'espoir, tant qu'il ne sera pas remédié à cette situation, que la productivité s'améliore à long terme. Une assistance directe en matière de gestion a été fournie, sur une plus petite échelle et dans le cadre du programme SIS, à certaines usines en Ethiopie, en Gambie, au Ghana, en Ouganda, en Somalie et au Togo.

140. En 1982, certains gouvernements et organismes para-étatiques ont continué de bénéficier d'une assistance destinée à renforcer leurs capacités de gestion. Des projets visant à moderniser les systèmes de gestion et les procédures financières utilisés par les services publics, les sociétés de développement et les banques de développement ont été réalisés au Bénin, en Uruguay, au Zaïre et en Zambie.

141. Dans le domaine des services de consultation en gestion industrielle, un projet régional entrepris en Asie a bénéficié d'une aide du FNUDI et un groupe d'experts devrait se réunir dans cette région au début de 1983 pour faire le point de la situation. En Afrique, les études se poursuivent, en collaboration avec la CEA et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en vue d'améliorer les mécanismes existants, ce qui permettra de renforcer la coopération entre les divers pays et de développer les services régionaux de consultations industrielles. Un autre projet est également en cours d'élaboration; il sera réalisé en coopération avec la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe et aura pour but d'améliorer les compétences en matière de gestion et de fournir des services consultatifs aux pays d'Afrique australe, par le truchement de l'Eastern and Southern African Management Institute d'Arusha (République-Unie de Tanzanie).

142. Un projet de grande envergure consacré à la gestion de l'énergie a été lancé aux Philippines; il a pour objet de procéder à un contrôle de la consommation d'énergie par des entreprises appartenant à différentes branches d'industrie, de former des spécialistes, de préparer des manuels, d'élaborer des normes, de créer un laboratoire d'essais et de mettre sur pied de façon permanente un service de consultations et de gestion en matière d'énergie. D'autres projets concernant l'utilisation de l'énergie sont à l'étude dans plusieurs pays.

143. La réduction de coût du matériel informatique ayant rendu son acquisition plus abordables, les pays en développement s'intéressent de plus en plus à l'utilisation de micro-ordinateurs pour rationaliser les opérations de

gestion. Un projet régional de l'Institut asiatique de technologie (Bangkok)[44], qui s'est achevé en 1982, a permis de former 34 spécialistes appartenant à plusieurs pays d'Asie. Les notions fondamentales d'informatique déjà fournies à un grand nombre de pays en développement commençant à porter leurs fruits, la Section de la création et de la gestion d'usines envisage de consacrer, dans les années à venir, une plus grande partie de ses efforts à ce domaine dans lequel plusieurs autres projets sont d'ailleurs en cours : l'un au niveau de l'entreprise en Egypte et l'autre à l'Université d'Alep (République arabe syrienne)[44]. Les projets de grande envergure relatifs au développement de services de consultations en matière de gestion, ou à une aide directe dans ce domaine, prévoient déjà l'application des ordinateurs.

144. La coopération université/industrie est riche de promesses comme le montrent les résultats des projets en cours en République arabe syrienne et en Uruguay. Elle repose sur la conviction que l'industrie peut utiliser les ressources matérielles et intellectuelles dont disposent les universités; celles-ci peuvent, à leur tour, bénéficier de l'expérience qu'elles acquièrent en s'attaquant aux divers problèmes auxquels l'industrie doit faire face et en les résolvant. Cette idée étant aujourd'hui admise, d'autres résultats intéressants devraient être obtenus en 1983-1984.

145. La récession et la pénurie de ressources financières destinées à l'assistance technique ont rendu les pays en développement de plus en plus conscients de la nécessité impérieuse de mieux utiliser les capacités existantes et de mettre en place des systèmes et des méthodes de gestion plus rationnelles afin d'accroître la compétitivité, l'efficacité et la productivité des entreprises locales. C'est pourquoi l'on s'attend à ce que les besoins en assistance technique augmentent de façon considérable au cours des années à venir dans les domaines de la création et de la gestion d'usines.

FORMATION

146. En 1982, les dépenses de coopération technique au titre de la formation se sont élevées à 6,7 millions de dollars. Environ 30 % des activités ont été financées avec des ressources du PNUD.

147. La répartition des dépenses par région était la suivante : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 21 %; Amériques, 3 %; Asie et Pacifique, 9 %; Etats arabes, 2 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique : 1 %); Europe, 15 %; projets interrégionaux et mondiaux, 51 %.

148. Sur un total de 214 projets réalisés ou en cours de réalisation, 2 avaient une valeur supérieure à 1 million de dollars, 28 avaient une valeur supérieure à 150 000 dollars et 184 étaient d'un montant inférieur à cette somme.

149. Les dépenses consacrées aux éléments bourses de perfectionnement et formation dans l'ensemble des projets de coopération technique exécutés par

[44] *Ibid.*, par. 153.

l'ONUDI en 1982 se sont élevées à 12 millions de dollars. Sur ce montant, 6,9 millions de dollars sont allés aux bourses de perfectionnement et aux voyages d'étude et 5,1 millions de dollars aux stages de formation en groupe et autres efforts collectifs.

150. Les activités menées par le Service de la formation en 1982 ont débouché sur un effort de coopération véritablement international auquel ont pris part des gouvernements de pays développés et de pays en développement, un grand nombre d'entreprises industrielles publiques et privées, des institutions de recherche-développement ainsi que des organisations régionales, interrégionales et internationales. La formation fournie a porté sur certaines branches industrielles ainsi que sur la gestion et la planification générales. Dans tous les cas, l'ONUDI a fortement encouragé la coopération entre les pays en développement.

151. On a accordé une plus grande importance au programme[45] des "centres d'excellence", comme en témoigne la réunion de fonctionnaires de haut niveau chargés de la formation de la main-d'œuvre industrielle entre pays en développement qui a été organisée par le Groupe des 77 et s'est tenue à Bucarest sur l'invitation du Gouvernement roumain. Les participants ont estimé que ce programme constituait l'un des moyens les plus prometteurs de renforcer la coopération entre les pays en développement. Au cours de l'année considérée, on a mis spécialement l'accent sur la détermination des besoins quantitatifs et qualitatifs de formation dans les diverses branches de l'industrie ainsi que sur le recensement — dans le cadre du programme des "centres d'excellence" — des services nationaux de formation existants ou prévus. Il s'agissait essentiellement de renforcer les moyens de formation industrielle existants; de mettre en place un réseau permettant d'améliorer la coopération entre les centres de formation industrielle; enfin d'échanger des informations sur les programmes élaborés en vue de satisfaire les besoins à court terme, à moyen terme et à long terme des pays en développement. Les activités entreprises ont permis de confirmer les points suivants : il était possible d'améliorer les moyens dont certains centres de formation étaient dotés pour mieux satisfaire les besoins; nombre de ces institutions étaient peu connues; enfin il y en avait d'autres dont la capacité était excédentaire et dont les dirigeants ne se rendaient pas compte que le potentiel disponible pouvait être mis à la disposition d'autres pays en développement.

152. Certains programmes de perfectionnement de la main-d'œuvre portaient sur la formation et le perfectionnement des cadres ainsi que sur la formation de moniteurs, d'ingénieurs et de techniciens supérieurs. Pour certains nouveaux projets, on a insisté davantage sur la mise au point d'une technologie de la formation. L'ONUDI et le Centre international pour les entreprises publiques des pays en développement de Ljubljana (Yougoslavie) ont organisé un séminaire sur la formation dans les entreprises publiques à l'intention des directeurs de centres de formation des pays en développement anglophones. Une réunion a eu lieu à Mexico pour préparer un séminaire analogue à l'intention de participants de pays hispanophones. Cette dernière réunion a été organisée conjointement par le Centre latino-américain pour l'administration du développement et l'ONUDI. En coopération avec l'Institut pour la

[45] *Ibid.*, par. 166.

formation avancée des cadres et des spécialistes de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, une nouvelle méthodologie a été appliquée dans le programme de formation en groupe sur la meunerie et le stockage du grain. Cette méthodologie devrait être adoptée et appliquée à d'autres programmes analogues.

153. L'ONUDI a entrepris de recueillir et de publier des informations sur les centres de formation des pays en développement qui pourraient recevoir des stagiaires d'autres pays en développement. L'information ainsi recueillie sera ajoutée aux informations dont dispose déjà l'ONUDI sur les moyens, les possibilités, les institutions et les programmes de formation existant aux niveaux national, régional et international; cette information sera classée, enregistrée et mise à la disposition des pays en développement et d'autres partenaires intéressés. Les pays en développement seront encouragés à établir leurs propres données de base pour la formation et à y inclure notamment des estimations des besoins en main-d'œuvre qualifiée, ainsi que des renseignements d'ordre quantitatif sur le personnel qualifié et les moyens de formation disponibles. Cette activité devrait prendre des dimensions nouvelles et jouer un rôle important dans le travail futur du Service.

154. L'accent a été placé sur des activités de formation relative à l'énergie et notamment sur deux séminaires régionaux auxquels ont assisté plus de 300 responsables politiques et chefs d'entreprises industrielles de 32 pays. En coopération avec l'ONUDI, le Gouvernement brésilien a organisé, financé et accueilli à Sao Paulo un séminaire sur la gestion de l'énergie industrielle, dans le cadre des activités visant à renforcer la coopération entre les pays en développement. Le Gouvernement philippin a également accueilli un séminaire à l'intention des pays de l'ANASE et a ensuite passé un accord de coopération avec l'ONUDI concernant la fourniture d'activités de formation en matière de gestion de l'énergie à l'intention des pays les moins avancés, dans le cadre de la coopération entre pays en développement (CTPD). Pendant deux ans, le gouvernement a affecté des ressources financières à l'exécution de ces programmes. Au cours de ces deux séminaires régionaux, on a analysé la nécessité et les avantages éventuels d'une gestion efficace de l'énergie industrielle, examiné les capacités de formation disponibles aux niveaux national, régional et interrégional, et évalué l'assistance nécessaire pour renforcer ces moyens. A la suite du séminaire de l'ANASE, plusieurs propositions de projets on été mises au point et présentées aux gouvernements pour examen; une suite analogue était sur le point d'être donnée au séminaire qui s'est tenu au Brésil.

155. Le programme de ces stages de formation relatifs à l'énergie a été mis au point soigneusement et systématiquement. Un certain nombre d'études fondamentales ont été établies pour aider les responsables à planifier le développement industriel et pour fournir des principes directeurs pour la gestion quotidienne des entreprises industrielles. Les études visaient également à appeler l'attention des gouverements sur la priorité à accorder à la question du besoin de main-d'œuvre qualifiée avant d'aborder effectivement le problème de la gestion de l'énergie. Beaucoup de temps et d'efforts ont également été consacrés à donner des conseils aux représentants des gouvernements et des organisations internationales sur le meilleur moyen de satisfaire les besoins en formation industrielle dans le secteur de l'énergie.

156. Dans le prolongement des activités touchant l'énergie menées en 1981 par le Service de la formation[46], des stages de formation en groupe sur la gestion de l'énergie dans certains secteurs, notamment les industries du ciment et du verre, ont été organisés, respectivement, en France et en Italie. Dans certains autres programmes, tels que le stage de formation en groupe dans l'entreprise dans le domaine de la soudure électrique réalisé en Union des Républiques socialistes soviétiques et le stage sur les moteurs diesel qui a eu lieu en Tchécoslovaquie, on a présenté aux stagiaires des méthodes et des techniques nouvelles de gestion et de conservation de l'énergie. La Tchécoslovaquie a également accueilli des journées d'étude et de formation sur la conservation de l'énergie dans les industries du silicate, à l'intentions des pays les moins avancés. Le grand intérêt manifesté et la réaction encourageante enregistrée dans les pays en développement devraient entraîner l'organisation de stages de formation en matière de gestion de l'énergie dans d'autres branches de l'industrie.

157. En 1982, les bourses de perfectionnement et les voyages d'études ont continué à constituer un élément efficace des activités de formation de l'ONUDI et de l'ensemble des opérations de coopération technique[47]. Le nombre de stages de formation individuels commencés en 1982 a été supérieur de 8,6 % à celui de 1981 (1 246 contre 1 147), mais le nombre de places offertes par les pays hôtes (sans tenir compte des arrangements multiples à l'intérieur des divers pays hôtes) a diminué de 7,1 % par rapport à 1981 (1 800 contre 1 972); 349, soit 19 %, ont été accueillis par des pays en développement, contribuant ainsi à renforcer la CTPD. Parmi les stagiaires, figuraient 191 (15,3 %) ressortissants des pays les moins avancés et 143 (11,5 %) femmes. Les voyages d'études ont continué à intéresser des cadres supérieurs de l'industrie. Le rapport entre le nombre des bourses de perfectionnement et celui des voyages d'études était de 33 sur 67.

158. Sur les 28 stages de formation dans l'entreprise et les 36 autres stages de formation, 51 ont été menés à bien par le Service de la formation au cours de l'année considérée. Sur ce total de 64, le nombre de ces stages organisés dans les pays en développement (1981 : 26) s'est élevé à 30, ce qui représentait plus de 47 % de l'ensemble des stages de formation en groupe organisés par l'ONUDI. Parmi les exemples de coopération entre pays en développement dans le domaine de l'échange de données d'expérience et de compétences, on peut citer : trois séries de journées d'étude sur l'élaboration des études de projets, les services consultatifs pour les petites entreprises et la gestion de l'énergie industrielle, financées conjointement par l'ONUDI et le Conseil d'assistance technique des Philippines et réalisées par des instituts de formation de ce pays à l'intention de participants des pays les moins avancés; un stage de formation en groupe dans l'entreprise sur l'ingénierie et l'élaboration d'études techniques, organisé en coopération avec l'Engineering Industrial Design Development Centre en Egypte; un stage de formation en groupe dans l'entreprise, portant sur les plantes médicinales et réalisé en Roumanie; un séminaire sur le financement des petites entreprises industrielles par les banques de développement, organisé par la Banque de développement de Maurice et le Development Banking Management Institute d'Hyderabad (Inde) sous les auspices de

[46] *Ibid.*, par. 165.

[47] *Ibid.*, par. 161.

l'ONUDI; en coopération avec une organisation internatioanle (l'Agence de coopération culturelle et technique) et une organisation régionale (l'Union africaine et mauricienne des banques de développement).

159. Des stages de formation ont été organisés en commun avec un certain nombre d'organisations internationales ou régionales, notamment l'Association des institutions de financement du développement en Asie et au Pacifique, la Communauté économique des pays des Grands Lacs, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Institut de développement économique de la Banque mondiale, le Centre africain et mauricien de perfectionnement des cadres, le Conseil de l'Europe et l'Union des chemins de fer africains. En coopération avec cette dernière organisation, la Société nationale des chemins de fer belges et la Régie Abidjan-Niger, l'ONUDI transfère progressivement les activités d'un stage de formation en groupe dans l'entreprise, portant sur la réparation et l'entretien du matériel ferroviaire, de Belgique en Côte d'Ivoire et en Haute-Volta. Le projet concernant le transfert des capacités de production dans le domaine des techniques de gestion de la production de l'Université de Louvain en Belgique à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales de l'Université du Cameroun à Douala a progressé de manière satisfaisante[48].

160. Dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, 13 stages de formation en groupe ont été organisés à l'intention de participants provenant en totalité ou en majeure partie d'Afrique. Des efforts particuliers ont été faits pour tenir compte des besoins en matière de formation des pays lusitophones d'Afrique (Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe). Une fois les travaux préliminaires nécessaires accomplis, des dirigeants des cinq pays se sont réunis au Mozambique pour examiner la situation et déterminer les domaines dans lesquels des activités de formation pouvaient être réalisées sur une base nationale et ceux qui convenaient à une coopération sous-régionale; ils ont également élaboré une méthodologie commune et mis en place des mécanismes en vue d'une action future. Les participants ont recommandé la création d'un comité technique sous-régional pour la formation industrielle, ce comité a été créé par les cinq chefs d'Etat des pays susmentionnées lors d'une réunion de haut niveau qui s'est tenue au Cap-Vert. Le comité servira à renforcer la coopération dans le domaine des ressources humaines pour l'industrie.

161. Une conception nouvelle de la formation en groupe a été mise à l'essai avec succès au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Togo et en Haute-Volta au cours de l'année considérée. La contribution du Gouvernement français au FNUDI a permis à l'ONUDI d'organiser une équipe mobile composée d'experts internationaux et de formateurs et conseillers régionaux et nationaux. En coopération avec les organismes nationaux pour la promotion de petites entreprises, 15 stages de formation ont été organisés à l'intention des chefs de petites entreprises industrielles désireux de développer leurs activités. Ces programmes, qui allaient de l'étude préliminaire à la réalisation, ont permis de choisir 23 projets de développement ou de diversification des activités industrielles qui ont été présentés à des banques de développement ou à d'autres sources de financement.

[48] *Ibid.*, par. 162.

162. Une importance particulière a été accordée aux programmes à l'intention des pays les moins avancés : sept au total. Deux d'entre eux se sont déroulés en Turquie : l'un concernait l'industrie du ciment, l'autre les petites fonderies. Y ont participé 358 ressortissants des pays les moins avancés, soit 23,2 % de l'ensemble des participants aux activités de formation en groupe.

163. Le Service de la formation a accordé une importance particulière à l'évaluation. En 1982, un séminaire sur les activités complémentaires et l'évaluation a été organisé en Thaïlande à l'intention des personnes qui avaient participé à un certain nombre de stages de formation en groupe dans l'entreprise, organisés au Japon entre 1968 et 1980 et concernant la gestion de la production dans l'industrie mécanique. De même, dans le cadre du programme de gestion de l'énergie dans l'industrie du verre, qui a eu lieu en Italie, un instrument a été mis au point pour évaluer les capacités individuelles à adapter l'information et les techniques.

164. Les stages de formation en groupe dans l'entreprise touchant la technologie des matières plastiques et les fibres synthétiques patronnés par le Gouvernement autrichien constituent désormais une activité régulière et bien connue de l'ONUDI. Le succès de ce programme a encouragé le Gouvernement autrichien à accroître sa contribution à des fins déterminées au FNUDI, et, grâce en outre à l'utilisation des fonds provenant de l'élément bourses de perfectionnement des projets de l'ONUDI en cours, le nombre des participants à ces stages a été de 32 en 1982. En outre, un nouveau stage de recherche sur la technologie des polymères a été organisé à l'intention d'ingénieurs plus spécialisés.

165. En application de divers textes préconisant la participation des femmes au développement industriel[49] et compte tenu des résultats positifs du séminaire régional sur la participation des femmes à la planification industrielle dans la zone sahélienne (voir par. 98 ci-dessus), l'ONUDI et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme ont envoyé une mission préparatoire en République-Uni de Tanzanie en vue de préparer des journées d'étude à l'intention des femmes chefs d'entreprise. Ces journées d'étude, dont le but est de renforcer la capacité des femmes chefs d'entreprise à définir, planifier et exécuter les projets de développement, sont prévues pour 1983.

166. En application des résolutions 2026 (LXI), en date du 4 août 1976 et 2100 (LXIII), en date du 3 août 1977, du Conseil économique et social, des stages de formation ont été mis sur pied pour aider le peuple palestinien dans le domaine de l'évaluation des projets industriels et des coopératives industrielles; il a cependant fallu en repousser la réalisation jusqu'au début de 1983.

167. En 1982, 24 projets de formation, d'un coût total de 2 millions de dollars, étaient en cours de réalisation hors siège; 23 nouveaux projets avaient été élaborés et formulés et attendent l'approbation finale. On trouvera ci-après des exemples des projets hors siège visant à développer la capacité des divers pays en matière de formation. En République-Unie de Tanzanie, le projet de

[49]En particulier la résolution ID/CONF.4/Res.1, adoptée par la troisième Conférence générale de l'ONUDI et les conclusions adoptées par le Conseil du développement industriel à sa seizième session (A/37/16, par. 215).

formation et de services consultatifs pour l'industrie visant à aider le Ministère de l'industrie à se doter d'un service de la formation a été mené à bien en 1982. Au cours des deux ans et demi de la durée de ce projet, une équipe d'experts de l'ONUDI spécialistes de la formation, travaillant en étroite coopération avec des moniteurs nationaux, a dirigé 35 stages de formation en groupe à l'intention de moniteurs, de techniciens et de cadres moyens et supérieurs de divers secteurs de l'industrie. Plus de 200 participants ont suivi ces stages, en plus des boursiers qui ont reçu une formation spécialisée dans des pays étrangers. En Côte d'Ivoire, un accord a été passé avec les autorités pour l'exécution d'un projet visant à renforcer progressivement le personnel national du Centre ivoirien de gestion des entreprises. Ce projet, qui doit être financé à 70 % par le gouvernement et à 30 % par l'ONUDI, deviendra opérationnel en 1983. Au Gabon, les premières mesures ont été prises pour aider les Etats membres de l'UDEAC à mettre sur pied un institut de formation multisectorielle sous-régionale de technologie appliquée, de planification et d'évaluation des projets.

168. Le Service de la formation a participé activement à la préparation et à la convocation de la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle, qui s'est tenue à Stuttgart (République fédérale d'Allemagne) en novembre 1982. Dans le prolongement de consultations ayant déjà eu lieu, des stages de formation en groupe à l'intention des pays latino-américains et africains ont été organisés en Italie sur le thème de la conception et de la fabrication des modèles dans l'industrie de la chaussure et des articles en cuir. Le projet visant à déterminer les besoins et capacités en matière de formation dans l'industrie des machines agricoles a été mené à son terme[50]. Un certain nombre de propositions ont été élaborées et seront exploitées en 1983.

169. Le Service de la formation s'est toujours efforcé d'intégrer ses activités de formation avec celles des autres services, sections et groupes de l'ONUDI ainsi qu'avec les programmes d'autres organisations du système des Nations Unies. L'idée de joindre un conseiller spécialiste de la formation au personnel de tous les grands projets a progressé. En collaboration avec la Section de la coopération économique entre pays en développement, le Service de la formation a établi un document pour la Conférence des experts africains sur la coopération technique entre pays africains pour l'exploitation et l'utilisation des ressources humaines, organisée par le PNUD, et y a pris une part active. Des progrès considérables ont été accomplis dans l'élaboration du projet conjoint ONUDI/CEA sur la coopération des pays africains dans le domaine de la formation industrielle[50].

ETUDES DE FAISABILITE

170. La valeur de l'assistance technique fournie par l'ONUDI dans le domaine des études de faisabilité s'est élevée pour l'année 1982 à 4,8 millions de dollars. Environ 82 % de cette assistance ont été financés par le PNUD.

[50] ID/B/280, chap. V, par. 168.

171. La répartition des dépenses par région a été la suivante : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 49 %; Amériques, 4 %; Etats arabes, 26 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique : 12 %); Asie et Pacifique, 26 %; Europe, 1 %; projets interrégionaux et mondiaux, 2 %.

172. Au total, 58 projets ont été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1982, dont 7 d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, 25 d'une valeur dépassant 150 000 dollars et 26 d'une valeur inférieure à ce montant.

173. On s'est attaché en 1982 à mieux préciser la conception nouvelle de la coopération technique considérée du point de vue des études de préinvestissement (études préalables de faisabilité et études de faisabilité par exemple) de façon à élaborer des études de préinvestissement répondant aux besoins des promoteurs de projets et des institutions de financement[51]. Pour aboutir à une approche intégrée des études de préinvestissement — couvrant à la fois les aspects commerciaux, techniques, financiers et économiques d'un projet —, la Section des études de faisabilité a continué de fournir des conseils et une assistance aux pays en développement et aux autres services, sections et groupes de l'Organisation, notamment à l'intérieur de la Division des opérations industrielles.

174. Devant l'insuffisance des crédits alloués aux études de faisabilité par d'autres sources que le PNUD, l'ONUDI a cherché à établir une coopération plus étroite avec les banques de développement régionales et nationales, les organismes de crédit et de financement, afin de se procurer les fonds nécessaires à la préparation des études en question. L'expérience montre que la possibilité de passer rapidement du stade de l'idée du projet aux phases concrètes de préinvestissement et d'investissement est plus grande lorsqu'une telle coopération existe entre les promoteurs potentiels des projets, les organismes de financement et ceux qui exécutent l'étude de faisabilité dans le cadre des travaux de préinvestissement.

175. La première Consultation sur le financement industriel tenue à Madrid (Espagne), en octobre 1982, a également souligné la nécessité d'établir un lien plus étroit entre l'identification du projet et l'élaboration des études de faisabilité d'une part et les promoteurs des projets et les sources de financement d'autre part, pour que puissent être mis en œuvre les projets d'investissement. L'accent a été placé sur la nécessité de normaliser la préparation du projet, d'améliorer la qualité des projets de préinvestissement et d'adopter une gestion intégrée du projet couvrant la totalité de son cycle de réalisation — propositions qui vont dans le sens des travaux de la Section des études de faisabilité.

176. Malgré un climat économique défavorable, le programme de coopération technique de l'ONUDI sur les études de faisabilité a poursuivi son expansion dynamique en 1982, notamment en ce qui concerne l'assistance technique fournie par l'intermédiaire des groupes consultatifs industriels qui sont maintenant opérationnels dans 16 pays[52]. En 1982, un nouveau groupe a été créé dans les Emirats arabes unis. Des résultats satisfaisants ont déjà été obtenus par tous les groupes qui, grâce au financement du PNUD, exécutent les

[51] *Ibid.*, par. 176.

[52] *Ibid.*, par. 180.

travaux de préinvestissement et procèdent à cette fin à l'identification, à l'élaboration, à l'évaluation des nouveaux projets industriels et cherchent à obtenir les moyens financiers appropriés. Chaque groupe comprend une équipe d'experts — composée d'un économiste industriel, d'un analyste de marché, d'ingénieurs, d'un analyste financier — qui sont mis à la disposition des gouvernements pendant une durée de trois à cinq ans au moins pour les aider à mettre en place ou renforcer la capacité des divers pays à exécuter des travaux de préinvestissement. Ces groupes sont particulièrement utiles dans les pays moins développés, qui ne maîtrisent pas encore complètement les techniques de préparation et d'analyse des projets.

177. On a maintenant achevé la mise au point, sur la base du *Manuel de préparation des études de faisabilité industrielle*[53], du modèle de système informatisé de l'ONUDI destiné à être utilisé pour l'examen et l'évaluation des études de faisabilité. Ce modèle qui sera accompagné d'un ensemble de programmes et vise à permettre le traitement rapide et efficace des études de préinvestissement et à les rendre plus transparentes sera, en 1983, mis à la disposition de tous les pays qui en feront la demande. Le système informatisé de l'ONUDI et son ensemble de programmes aidera les utilisateurs à examiner d'autres solutions possibles à différents niveaux de financement et permettra à l'ONUDI d'offrir un service d'évaluation des projets, à Vienne, capable de traiter les études émanant de pays en développement. De façon générale, ce service permettra de simplifier considérablement l'évaluation des projets, y compris l'analyse de sensibilité.

178. Au cours de l'année 1982, les activités de la Section ont continué à porter essentiellement sur l'uniformisation des études de faisabilité. Celle-ci s'impose d'autant plus que les études sont effectuées par des sociétés et des consultants différents qui appliquent des concepts méthodologiques différents, ce qui rend difficiles et extrêmement longues l'évaluation et la comparaison de leurs résultats. L'ONUDI contribue activement à cette uniformisation en assurant la diffusion de plus de 60 000 exemplaires du *Manuel* déjà cité, qui a été publié en 12 langues. Les "Directives aux sociétés de consultants pour l'établissement des études de faisabilité industrielle[54], poursuivent le même objectif et ont permis d'obtenir des résultats positifs en 1982.

179. Le nombre d'invitations à exposer le processus de préinvestissement qui ont été reçues de bureaux d'études, de banques et d'entreprises publiques ou privées de République fédérale d'Allemagne, d'Autriche, de République démocratique allemande, de Pologne et de Tchécoslovaquie témoigne de l'intérêt croissant que suscitent les efforts déployés par l'ONUDI pour rationaliser et uniformiser ce processus.

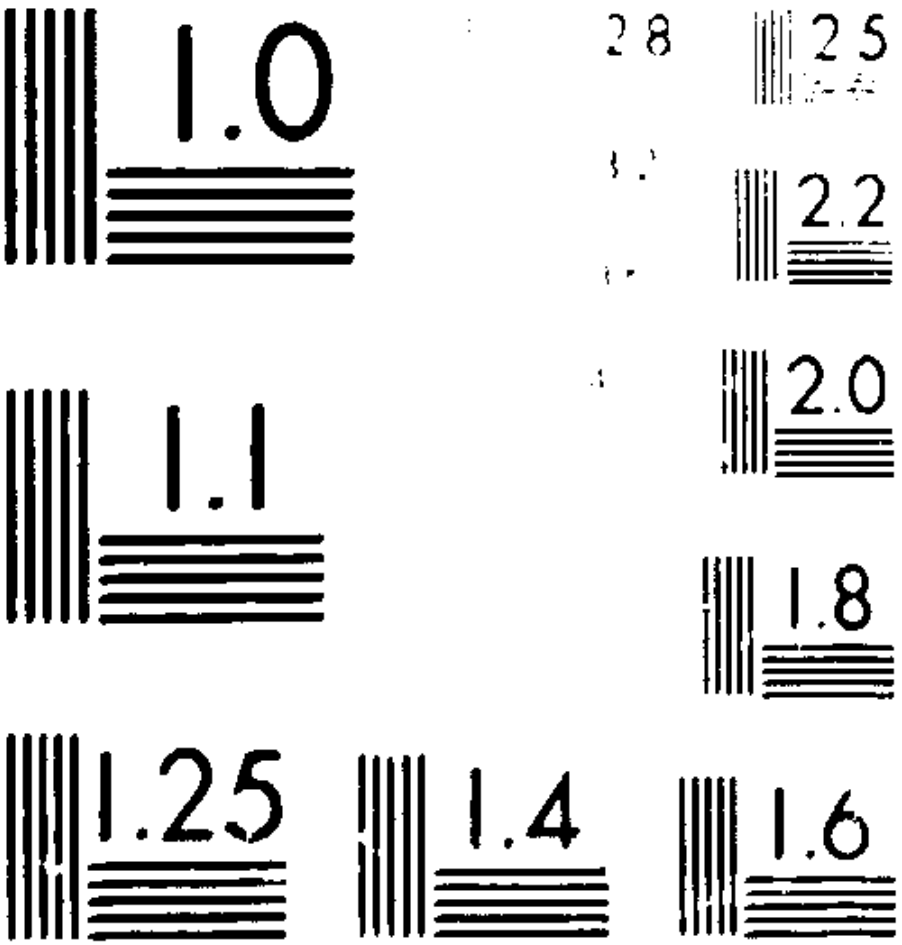
180. On a intensifié les efforts en vue d'élargir le domaine et les objectifs des journées d'étude qui ont eu lieu en 1982 sur le thème de l'élaboration, de l'évaluation et du financement des projets industriels aux Philippines, en Pologne et au Qatar. Grâce à l'experience acquise par la Section, d'importantes communications d'ordre technique ont également été fournies au Service de la formation, qui a organisé un séminaire régional sur le même sujet aux Philippines.

---

[53] ID/206; voir également ID/B/280, chap. V, par. 182.

[54] ONUDI/IO.401; voir également ID/B/280, chap. V, par. 182.

80 80 80


1.0
2.8
2.5
2.2
1.1
2.0
1.8
1.25
1.4
1.6

181. En 1982, les activités de la Section ont connu un nouvel essor considérable qui a imposé une lourde tâche à ses membres. Eu égard au volume de travail, les ressources en personnel n'ont pas permis d'organiser, en 1982, des séminaires dans plusieurs pays en développement qui en avaient fait la demande et plusieurs autres ont dû être reportés en 1983. Le programme de la Section qui ouvre de si grandes perspectives perdra son dynamisme et son impact si des administrateurs supplémentaires ne sont pas mis à sa disposition.

AGRO-INDUSTRIES

182. En 1982, les dépenses de coopération technique pour les agro-industries se sont élevées à 12,2 millions de dollars. Le financement de cette coopération a été assuré, à raison de 79 % environ, par le PNUD.

183. Les dépenses se sont réparties comme suit entre les diverses régions : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 33 %; Amériques, 13 %; Asie et Pacifique, 48 %; Etats arabes, 5 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique : 2 %); Europe, —; projets interrégionaux et mondiaux, 4 %.

184. Au total, 187 projets ont été achevés ou étaient en cours d'exécution en 1982, dont 16 d'une valeur de plus de 1 million de dollars, 59 d'une valeur de plus de 150 000 dollars et 112 d'une valeur inférieure à ce montant.

185. Les activités menées dans le domaine des agro-industries sont restées axées sur la production industrielle et ont continué à porter sur de nombreuses branches de l'industrie légère : textiles et habillement, industrie alimentaire, bois et produits du bois, cuir et articles en cuir, articles en caoutchouc, emballage et conditionnement.

186. Durant l'année considérée, la plupart des activités touchant les agro-industries — et plus particulièrement celles qui avaient trait aux textiles, au cuir et à l'emballage — ont été financées par le PNUD. Le FNUDI a joué un rôle important dans le financement des activités intéressant les industries du bois et les industries alimentaires, mais, là encore, c'est le PNUD qui a fourni l'essentiel des fonds. En ce qui concerne les projets, le début du troisième cycle de programmation par pays du PNUD a été marqué par l'apparition d'un nombre considérable de projets nouveaux, consacrés en particulier aux industries des textiles et du cuir.

187. L'assistance technique aux industries du bois et des produits du bois est restée axée sur des projets de relativement modeste envergure mais pouvant avoir d'importantes répercussions. Des initiatives intéressantes touchant le domaine général de l'utilisation du bois d'œuvre dans la construction ont porté sur *a)* l'emploi accru du bois de cocotier dans la région d'Asie et du Pacifique, notamment pour la construction de logements bon marché dans le cadre d'un projet régional PNUD/FAO, et *b)* la réalisation de fermes de toiture et de

poutres en bois lamellé collé d'hévéa et de cocotier à Sri Lanka[55]. Des ponts ont été construits au Honduras, à Madagascar et en République centrafricaine selon le procédé économique mis au point par l'ONUDI pour la construction de ponts modulaires préfabriqués en bois[55]. Un grand projet a été entrepris au Honduras pour reconstruire dix ponts endommagés par de violentes intempéries.

188. Grâce à des contributions spéciales des Gouvernements finlandais et italien, l'ONUDI a pu organiser de nouveau en 1982 des stages techniques spécialisés destinés à des cadres de direction et chefs d'entreprise et portant sur le choix des machines à bois et sur l'industrie du meuble et de la menuiserie[56]. Il a été établi un manuel sur la technologie de fabrication du mobilier en rotin — domaine dans lequel des perspectives intéressantes s'offrent à certains pays en développement. La coopération avec la CEA et la FAO s'est poursuivie dans le cadre du Groupe consultatif pour les industries sylvicoles en Afrique, à Addis-Abeba[57], auquel l'ONUDI a fourni les services d'un conseiller chargé d'aider les gouvernements à identifier et élaborer des projets.

189. En ce qui concerne la production de textiles et d'habillement, les activités ont été axées sur le renforcement et la création d'institutions destinées à fournir des services à ce secteur, plutôt que sur l'apport d'une assistance directe aux usines. L'exécution de grands projets concernant de telles institutions a été poursuivie au Bangladesh, en Egypte, en Inde et en République-Unie de Tanzanie[58]. Au cours de l'année 1982, de grands projets ont été entrepris au Bangladesh, en Inde, à Sri Lanka et au Viet Nam.

190. L'ONUDI a poursuivi sa coopération sur des questions techniques avec l'Institut international du coton et le Secrétariat international de la laine. Des missions ont été organisées en Turquie pour le compte de la Banque mondiale, afin d'évaluer l'efficacité d'un service local de consultation pour les textiles et de faire le point des progrès réalisés.

191. Dans le domaine des industries alimentaires, les projets ont continué à porter, entre autres, sur les produits à base de fruits et légumes, les céréales, le sucre, la viande, le poisson, les produits laitiers, les huiles et graisses végétales, et divers autres produits tels qu'épices, levures de boulanger et boissons. On a accordé de plus en plus d'attention à l'utilisation industrielle des sous-produits de l'industrie alimentaire et à la production d'aliments pour animaux.

192. La plupart des pays en développement se sont de mieux en mieux rendu compte que les complexes agro-industriels intégrés pouvaient créer des emplois dans les zones rurales et contribuer à une réduction des importations de produits alimentaires. En Amérique latine, où le besoin de tels complexes est particulièrement manifeste, l'ONUDI a aidé les Gouvernements du Brésil, de la Colombie, d'El Salvador, du Guatemala, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine, de l'Uruguay et du Venezuela à établir des programmes de développement appropriés. L'Organisation a également fourni à certains de ces pays des services consultatifs au plus haut niveau, en tenant

[55] ID/B/280, chap. V, par. 200.

[56] *Ibid.*, par. 199.

[57] *Ibid.*, par. 201.

[58] *Ibid.*, par. 192.

compte des aspects de politique sociale liés au développement des zones rurales. En Argentine, un appui direct a été apporté à des usines de produits alimentaires; au Guatemala a été exécuté un projet visant à intégrer des exploitations agricoles de moyenne importance dans l'économie industrielle.

193. En Haïti on a entrepris, en coopération avec le Gouvernement brésilien, un projet portant sur la production de farine composite destinée à remplacer le blé. Les activités touchant le sous-secteur agro-alimentaire s'intensifient en Afrique, où un certain nombre de projets ont été élaborés et exécutés en Angola, en Guinée, au Mozambique, en Ouganda, au Sénégal et au Soudan, grâce à des fonds provenant de sources diverses et plus particulièrement à l'assistance apportée par le Brésil et la Yougoslavie au titre de la coopération économique entre pays en développement (CEPD).

194. Dans le cadre des travaux effectués par le Service consultatif global sur la technologie de la noix de coco[59], l'ONUDI a fait une évaluation détaillée portant sur la qualité de la crème de coco produite et a analysé l'efficacité de diverses méthodes de fabrication. Cette étude a permis de définir de nouveaux critères de qualité et d'établir des paramètres techniques assurant une meilleure rentabilité des opérations de traitement et un emploi plus rationnel des matières premières. L'ONUDI a également mis au point une nouvelle technologie intégrée pour le traitement du manioc, qui doit permettre un meilleur emploi des ressources actuellement sous-utilisées d'un certain nombre de pays en développement. Grâce à ce nouveau procédé, qui combine des opérations à petite échelle et un traitement à l'échelle industrielle, on peut produire toute une gamme de produits alimentaires à base de manioc pour le marché intérieur et pour l'exportation.

195. L'ONUDI a fait une étude détaillée en vue de l'utilisation du fruit de *Balanites aegyptiaca* — arbre très répandu dans la zone sahélienne — et mis au point de nouvelles techniques et un procédé permettant d'obtenir, à partir de ce fruit, une huile comestible de haute qualité, des produits alimentaires et des aliments pour animaux. Les sous-produits — saponine et sapogénines (diosgénine) — peuvent servir de matières premières dans l'industrie pharmaceutique. On espère que l'application des nouvelles techniques dans la zone sahélienne permettra la création d'industries qui devraient contribuer à améliorer le niveau de vie de la population locale.

196. D'autres projets consacrés au secteur alimentaire ont consisté, entre autres, à rédiger une étude sur l'utilisation des sous-produits de l'industrie du sucre, et à apporter des améliorations à diverses installations industrielles — boulangerie, biscuiterie, transformation de la viande et production de bacon. On a également elaboré et commencé à exécuter un certain nombre de petits projets : fabrication de levure de boulanger (Viet Nam), dépannage de sucreries (Maurice, République dominicaine), étude sur la farine de poisson (Sao Tomé-et-Principe, Sénégal).

197. Les activités intéressant les industries du cuir, des articles en cuir et des articles en caoutchouc ont suivi la même orientation que les années précédentes. On a cependant consacré un peu plus d'efforts à l'établissement

[59] *Ibid.*, par. 194.

d'institutions qu'à la fourniture d'une assistance directe à l'industrie. La formation a pris une place de plus en plus importante dans la plupart des projets de coopération technique consacrés à ce sous-secteur. Des contributions spéciales provenant du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et du Gouvernement italien ont permis d'entreprendre de grands projets portant sur des centres nationaux de formation et de démonstration aux Philippines et en République-Unie de Tanzanie et sur une installation pilote pour le traitement des effluents de tannerie au Brésil. On a poursuivi les travaux entrepris dans le cadre de grands projets touchant l'industrie du cuir et des articles en cuir au Brésil, en Chine, en Ethiopie[60], au Kenya, au Pakistan[61], aux Philippines[61], à Sri Lanka et en République-Unie de Tanzanie[60]. Plusieurs projets en cours portent sur d'importants éléments d'équipement destinés à des laboratoires de contrôle de la qualité et à des centres pilotes et de démonstration. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a reçu une assistance pour son industrie des articles en caoutchouc. De nombreux gouvernements de pays en développement où existent des perspectives intéressantes pour une industrie du cuir et des articles en cuir accordent une grande importance à ce sous-secteur. Le Groupe des industries du cuir et des articles en cuir de l'ONUDI a continué à recevoir un appui technique pour la préparation de sa sixième session qui s'est tenue à Vienne en novembre/décembre 1982.

198. A la fin de 1982, des projets ayant trait à l'établissement ou au renforcement de centres de recherche et d'information sur l'emballage étaient achevés ou sur le point de l'être en Inde[61], au Maroc[61], au Mexique et en République de Corée. Des projets nationaux du même type ont été entrepris au Brésil et à Cuba, et un grand projet portant sur la technologie du traitement et de l'emballage des produits alimentaires a été lancé au Mexique. Des services consultatifs ont été fournis aux Gouvernements jordanien et turc en ce qui concerne les besoins nationaux en matière d'emballage et l'assistance technique qui pourrait être accordée par les organismes nationaux d'emballage.

199. Cuba et le Mali ont reçu une assistance sur des points précis concernant l'utilisation ou la fabrication des emballages, et une évaluation générale des exigences et contraintes dans le domaines de l'emballage a été faite en Guinée-Bissau. Les dispositions générales nécessaires pour l'établissement du Centre arabe régional de l'emballage ont pu être définies avec l'aide de l'ONUDI[61]. En 1982, également, ont été achevées les phases préparatoire et organisationnelle d'un autre projet régional, qui vise à promouvoir la coopération technique entre pays d'Amérique latine dans le domaine de l'emballage grâce, notamment, à l'organisation d'un atelier sur l'industrie de l'emballage, et plus spécialement dans l'optique des agro-industries, qui doit se tenir à la mi-mars 1983.

INDUSTRIES METALLURGIQUES

200. En 1982, les dépenses de coopération technique dans le domaine des industries métallurgiques se sont élevées à 9,2 millions de dollars. Environ 76 % de ces dépenses ont été financés par les ressources du PNUD.

[60] *Ibid.*, par. 203.

[61] *Ibid.*, par. 205.

201. La répartition des dépenses par région s'établit comme suit : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 27 %; Amériques, 16 %; Asie et Pacifique, 45 %; Etats arabes, 13 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique : 5 %); Europe, 7 %; projets interrégionaux et mondiaux,—.

202. Au total, 104 projets ont été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1982, dont 12 d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, 38 d'une valeur dépassant 150 000 dollars et 54 d'une valeur inférieure à ce montant.

203. Comme les années précédentes, le programme de coopération technique de la Section des industries métallurgiques a été axé sur la mise au point, le transfert, l'application et l'adaptation des techniques métallurgiques dans les grands sous-secteurs d'activité suivants : métaux non ferreux légers (aluminium, titane); métaux non ferreux lourds (cuivre, plomb, zinc et métaux rares); industrie sidérurgique (méthodes classiques et réduction directe); fonderies de métaux ferreux et non ferreux; procédés de transformation des métaux (laminage, forgeage, extrusion, traitement thermique); et traitement des minerais métallurgiques (concentration et enrichissement).

204. Dans les sous-secteurs de la métallurgie mentionnés ci-dessus, les demandes d'assistance technique ont, comme les années précédentes, porté essentiellement sur les domaines ci-après : planification, construction, agrandissement et exploitation d'usines métallurgiques; planification des activités des différents sous-secteurs aux niveaux national et régional (plans directeurs); évaluation technico-économique des projets, y compris les essais en laboratoire et en installation pilote de matières premières métallurgiques; sélection de techniques, d'équipements et de systèmes d'entretien et de normalisation appropriés pour l'exploitation des usines; planification et renforcement ou création d'instituts pour les techniques métallurgiques et de centres pilotes et de démonstration, en particulier pour le perfectionnement des techniques de fonderie et de forge; rédaction de documents techniques.

205. Si la production d'acier brut de certains pays développés a stagné ces dernières années, celle des pays en développement a représenté plus de 15 % de la production mondiale d'acier en 1981, contre 7 % environ en 1974. La demande d'acier des pays en développement s'accroît régulièrement et, en 1981, les besoins (la consommation) de ces pays ont été de l'ordre de 145 millions de tonnes. Par suite de l'évolution de la structure de la production mondiale d'acier, l'industrie sidérurgique est demeurée le principal bénéficiaire de l'assistance technique fournie.

206. En 1982, on a entrepris en Inde, dans le sous-secteur de la sidérurgie, trois projets portant respectivement sur la normalisation des techniques de fusion de l'éponge de fer, sur l'étude et la mise au point d'un réacteur à soufflage alternatif par le haut et par le bas pour l'élaboration de l'acier et sur l'étude et la mise au point d'un haut fourneau expérimental. Les autres projets qui étaient en cours d'exécution concernent notamment la fourniture à l'aciérie de Chimbote (Pérou) d'une assistance suivie, axée sur les systèmes de distribution d'électricité et de services publics et l'envoi d'une mission d'experts en Ouganda pour faire une étude sur le sous-secteur de la sidérurgie et établir un programme préliminaire en vue de son développement. L'usine de la

Companhia Industrial de Fundação e Laminagem au Mozambique[62] a bénéficié d'une nouvelle assistance pour améliorer le rendement de son laminoir à fers marchands.

207. Dans le cadre de l'assistance préparatoire fournie à l'Union arabe du fer et de l'acier, des conseils ont été donnés au sujet de la mise en place d'un système d'informatique de gestion pour aider à résoudre les divers problèmes techniques et administratifs posés par la promotion du développement de la sidérurgie dans les pays arabes. Les activités menées au Yémen démocratique ont consisté notamment à faire une évaluation technico-économique et à établir un rapport de projet pour une mini-aciérie qui effectuera des opérations de moulage et de laminage et utilisera de la ferraille fondue au four électrique à arc. Un rapport de projet détaillé en vue de la création d'une mini-aciérie a également été établi pour le Yémen.

208. Des missions ont en outre été entreprises pour évaluer les besoins des marchés et la demande de produits sidérurgiques, pour aider à planifier et développer la sidérurgie en général et pour examiner les études technico-économiques existantes. En République-Unie de Tanzanie, on procédait à une évaluation technico-économique et à des analyses de matières premières en laboratoire en vue de la création d'une industrie sidérurgique. Le Gouvernement pakistanais a demandé que l'élaboration du plan directeur pour la sidérurgie[63] soit complétée par la fourniture d'une assistance pour l'établissement d'une étude sur le contrôle de la qualité et la production d'aciers spéciaux.

209. Le projet relatif à la création et à l'exploitation d'un centre pour les systèmes de gestion technique de l'entretien et du contrôle de la production dans les industries métallurgiques et mécaniques est devenu opérationnel en Egypte[64], et du matériel de démonstration a été commandé. Dans le cadre du projet relatif à l'entretien exécuté par l'ONUDI en Tchécoslovaquie[64], on a organisé un stage de formation collective en entreprise qui a réuni 21 cadres dirigeants, planificateurs, ingénieurs et informaticiens de pays en développement. Ce stage de formation, qui a porté sur la mise au point et l'application de systèmes modernes de gestion de l'entretien, a connu un tel succès qu'il a été demandé que des stages de ce genre soient organisés régulièrement.

210. Le grand projet portant sur la normalisation et sur le contrôle et la certification de la qualité dans la sidérurgie au Brésil a été mené à bonne fin[65]. Le personnel de contrepartie a organisé des cours de formation dans ce domaine à l'intention de ressortissants brésiliens et l'on étudie la possibilité de mettre sur pied un séminaire international sur la normalisation de l'acier qui serait organisé conjointement par l'ONUDI et le Gouvernement brésilien en 1983. Compte tenu du succès de ce projet, il est envisagé d'exécuter des projets analogues pour d'autres secteurs industriels.

211. Dans le sous-secteur des métaux non ferreux, les industries de l'aluminium sont demeurées les principaux bénéficiaires de l'assistance fournie. La capacité

---

[62] *Ibid.*, par. 213.

[63] *Ibid.*, par 214.

[64] *Ibid.*, par. 216.

[65] *Ibid.*, par. 215.

de production d'alumine des pays en développement s'est accrue sensiblement durant les quinze dernières années[66] et la production d'aluminium de ces pays a augmenté encore davantage au cours de cette période (elle a représenté 17 % de la production mondiale en 1980 contre 4,8 % en 1966). On a continué à accorder une assistance technique à l'Institut de recherche sur les métaux légers de Zheng Zhou (Chine), auquel du matériel de laboratoire a été fourni pour des travaux de recherche-développement sur la bauxite[66]; en outre, une formation a été donnée à des ressortissants chinois. Il a été demandé d'établir une étude sur les aspects technico-économiques de la modernisation des opérations de calcination au four rotatif de l'usine d'alumine de Zhen Zhou. Un autre projet visant à renforcer les capacités scientifiques et techniques de l'Institut jamaïquain de la bauxite[66], financé conjointement par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technologie au service du développement et le Gouvernement jamaïquain, a donné des résultats très positifs. On a achevé la construction du laboratoire qui était prêt à entrer en service à la fin de 1982. Il est prévu d'achever cette première phase du projet d'ici à la fin de 1983; la Jamaïque sera alors le premier pays en développement à disposer d'installations pilotes comparables à celles qui existent dans les pays industrialisés pour la recherche-développement sur la minéralogie et le traitement de la bauxite.

212. Au Mozambique, l'ONUDI s'est assuré les services d'un sous-traitant pour la réalisation d'une étude sur le développement de la fabrication d'aluminium et d'une étude de préinvestissement sur des gisements de spath fluor. Un consultant de l'ONUDI a également aidé à établir des contacts entre le Mozambique et l'Inde en vue d'une coopération éventuelle entre les deux pays pour la fabrication d'aluminium à partir de l'alumine provenant d'importants gisements indiens de bauxite et au moyen de l'énergie fournie par le barrage de Cabora Bassa au Mozambique, dont l'immense potentiel hydroélectrique n'est que partiellement exploité. Un rapport de projet préparatoire détaillé a été établi en vue de la création d'un institut de recherche-développement et d'études techniques sur l'aluminium en Inde[66]. Un institut analogue, qui sera rattaché à l'usine d'aluminium de Titograd (Yougoslavie), était au stade de la planification. Une assistance a été fournie à la Chine pour l'établissement d'une étude technique en vue de la création d'une installation de démonstration pour la fabrication de cadres de portes et de fenêtres en alliage d'aluminium, et l'on a commandé du matériel de démonstration qui sera installé en 1983. Le Koweït a également demandé des services d'experts dans ce domaine spécialisé.

213. A la suite des Journées d'étude sur la production d'aluminium et l'environnement organisées conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'ONUDI en 1981[66], des essais en installation pilote d'échantillons représentatifs de résidus du traitement de la bauxite (boues rouges) ont été entrepris par un sous-traitant de l'ONUDI à la demande du Gouvernement jamaïquain en vue de déterminer si ces résidus pourraient être utilisés de manière rentable dans l'industrie des matériaux de construction. Ces essais ont montré que l'on pourrait fort bien fabriquer des blocs de construction, des briques ainsi que des tuiles et des carreaux muraux (vernissés ou non) à partir d'un mélange de boues rouges jamaïquaines et de matières premières courantes d'origine locale.

---

[66] *Ibid.*, par. 217.

214. Certains des projets exposés ci-dessus aux paragraphes 211 à 213 ont été mis en œuvre grâce aux services d'experts fournis à bref délai à l'ONUDI dans le cadre du programme commun ONUDI/Hongrie pour l'industrie de l'aluminium[67]. Lors de la réunion annuelle organisée en vue de l'examen du programme à Budapest en novembre 1982, on a identifié des activités et des projets nouveaux à exécuter en commun en 1983.

215. Dans le sous-secteur des métaux non ferreux lourds, on a continué à fournir une assistance à la Mauritanie pour l'analyse de sables noirs et l'établissement d'une étude de faisabilité concernant l'extraction d'or et d'argent de résidus miniers. La firme de consultants chargée par l'ONUDI de faire une étude sur la création, au Nigéria, d'une coentreprise de transformation de cuivre qui utiliserait le métal raffiné fourni par la Zambie a confirmé la viabilité du projet[68].

216. On a continué à accorder une attention particulière au lancement et à l'exécution de projets dans le secteur des industries de la fonderie. En vue de favoriser le développement de ces industries, notamment dans les pays les moins avancés, on a établi des directives et des documents détaillés concernant la mise en place de différents ateliers de fonderie normalisés avec le concours de l'Institut de recherche sur la fonderie de Cracovie (Pologne). L'atelier de fonderie et de mécanique créé en Somalie[69] a continué à bénéficier d'une assistance de l'ONUDI dans le cadre d'un contrat de sous-traitance avec l'Egyptian Iron and Steel Company qui a formé du personnel de contrepartie somali et donné des conseils au sujet de l'amélioration de la productivité et de l'installation du matériel. Ce projet a été complété par l'établissement d'un système d'entretien du matériel et la mise en place des moyens nécessaires pour utiliser les matières premières disponibles localement. Une assistance a été fournie au Swaziland pour améliorer les activités de production de la Swaziland Foundry and Pattern Makers Pty. Ltd et pour évaluer la demande de produits fabriqués par l'usine en vue d'une coopération éventuelle avec le Mozambique. Au cours de la première phase d'un projet relatif au développement de l'industrie de la fonderie en Angola, une étude technico-économique a été établie en vue de faire le point de la situation dans l'industrie de la fonderie et de recenser les problèmes à résoudre pour améliorer cette industrie et satisfaire la demande locale de moulages. Une coopération étroite sera instaurée dans le cadre de ce projet avec le Centre pour l'industrie de la fonderie d'Itauna (Brésil) qui doit former des spécialistes angolais et fournir la documentation et le matériel pédagogique nécessaires. Une évaluation technico-économique relative à la création d'une fonderie dotée d'un atelier mécanique et d'installations pour la transformation de l'acier a été entreprise au Lesotho. On envisage également d'organiser un voyage d'étude sur les industries de la fonderie et de la transformation de l'acier. La construction des bâtiments destinés à abriter une fonderie pilote et de démonstration au Népal a été achevée et tous les équipements nécessaires ont été livrés au lieu du projet[70]. Des progrès sensibles ont également été réalisés dans la mise en place d'une fonderie avec atelier de mécanique intégré en République-Unie de Tanzanie; le matériel a été livré au

[67] *Ibid.*, par. 218.

[68] ID/B/260, chap. II, par. 206; ID/B/280, chap. V, par. 219.

[69] ID/B/260, chap. III, par. 207.

[70] ID/B/280, chap. V, par. 221.

lieu du projet et sera installé en 1973[70]. Des services consultatifs ont été fournis à l'Ethiopie pour l'exécution d'une étude concernant un projet de fonderie pilote avec atelier de forge intégré. Au Paraguay a été lancé un projet de grande ampleur en vue d'aider à renforcer les industries métallurgiques, et notamment celles de la fonderie, grâce à des programmes de formation, à une amélioration du contrôle de la qualité et à l'adoption de techniques nouvelles. Des services consultatifs d'experts ont été fournis au Gouvernement maltais pour la création d'une fonderie de fonte grise d'une capacité de 8 000 tonnes/an, dont la production devrait démarrer au milieu de 1983. Une nouvelle assistance a été accordée à la fonderie centrale de Khartoum (Soudan) pour le lancement de son programme d'expansion.

217. Dans le domaine du traitement des minerais métallurgiques, l'ONUDI a chargé un contractant d'établir un rapport de viabilité technico-économique sur la création d'une installation industrielle d'électrométallurgie pour la production d'alliages d'aluminium au silicium à partir de concentrés de sillimanite à Orissa (Inde). Un sous-traitant de l'ONUDI a continué en 1982 à travailler à une étude technico-économique sur les gisements de minerai de fer de Say (Niger)[71]; un grand nombre d'échantillons de minerai ont été analysés. Une assistance a été fournie à l'Angola pour l'évaluation d'un certain nombre d'études sur des gisements de minerai de fer et sur la création d'une mini-aciérie.

218. Dans le domaine des techniques métallurgiques, l'ONUDI a continué de s'attacher à renforcer et à créer des centres locaux pour l'exécution de travaux de R-D sur la métallurgie, le dépannage des entreprises et la formation de personnel. Dans le cadre de l'Institut central de recherche-développement sur la métallurgie de Jos (Nigéria), que l'on est en train de mettre en place grâce à des fonds provenant du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement[72], d'importants progrès ont été faits en 1982 dans les domaines de l'enrichissement des minerais, des techniques de traitement thermique et de production des alliages et de la métallurgie mécanique. Le projet relatif à l'Institut national de recherche sur le soudage de Tiruchirapalli (Inde), dont la deuxième phase est en cours d'exécution, a progressé sensiblement dans le domaine des techniques complexes de soudage des chaudières à haute pression, des superalliages et des aciers alliés. Dans le cadre d'un projet des SIS, le Centre de recherche minéralogique et métallurgique de Santiago (Chili)[73] a bénéficié d'une nouvelle assistance dans le domaine hautement spécialisé de la séparation de l'arsenic des concentrés de cuivre par flottation. A la suite des résultats obtenus grâce à l'assistance fournie au cours des dix dernières années pour le renforcement ou la création de centres dans différents pays, on a commencé en 1982 à exécuter un nouveau projet de grande ampleur pour renforcer un centre de recherche-développement sur la sidérurgie en Argentine. Il est également prévu de commencer à exécuter en 1983 un grand projet portant sur la création d'un centre pour les techniques métallurgiques au Pérou.

---

[70] ID/B/280, chap. V, par. 221.

[71] *Ibid.*, par. 214.

[72] *Ibid.*, par. 222.

[73] ID/B/220, chap. II, par. 198.

INDUSTRIES MECANIQUES

219. En 1982, les dépenses de coopération technique dans le domaine des industries mécaniques se sont élevées à 14 millions de dollars. Le financement a été assuré à près de 94 % par les ressources du PNUD, du fait que les autres fonds disponibles sont insuffisants pour acquérir l'équipement et réaliser les installations qu'exigent, compte tenu de leur nature, les projets concernant les industries mécaniques. En conséquence, seuls 17 projets d'une valeur totale de 0,8 million de dollars ont été financés au titre du FNUDI en 1982.

220. La répartition des dépenses par région s'établit comme suit : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 12 %; Amériques, 9 %; Asie et Pacifique, 71 %; Etats arabes, 6 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique : 4 %); Europe, 4 %; projets interrégionaux et mondiaux, —.

221. Au total, 154 projets avaient été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1982, dont 22 d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, 49 d'une valeur dépassant 150 000 dollars et 83 d'une valeur inférieure à ce montant.

222. Du fait que certains projets financés par le PNUD dont l'exécution devait débuter en 1982 on été différés ou reportés faute de crédits, les efforts consacrés à leur élaboration n'apparaissent pas dans le bilan de la Section pour 1982. On a toutefois travaillé à un certain nombre de projets de grande envergure prévus pour 1983 de façon qu'ils puissent être exécutés en temps opportun. Il est également difficile de porter au bilan de l'année considérée l'exécution d'un grand nombre de projets comportant d'importants éléments d'équipements qui ont été approuvés vers le milieu de 1982, car on procède actuellement aux achats et à la passation des autres marchés.

223. Les activités menées dans le domaine des industries mécaniques peuvent se répartir en deux grandes catégories : *a)* celles qui contribuent au développement économique général dans une large gamme de secteurs et *b)* celles qui contribuent au développement technologique dans des secteurs industriels déterminés. L'assistance fournie aux pays en développement est demeurée axée sur des activités techniques appropriées pour lesquelles on tire parti, dans toute la mesure possible, du potentiel et des ressources des pays considérés. En vue de favoriser le développement de l'économie dans son ensemble, la priorité a été accordée aux grands domaines suivants : techniques industrielles; techniques industrielles liées à l'énergie; production industrielle; mise en valeur des ressources humaines et mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés. Du point de vue technique, les activités menées ont continué à porter principalement sur la conception, la fabrication et l'entretien des produits des industries mécaniques et électriques relevant des cinq groupes : machines et outillage agricoles; outillage pour le travail des métaux et machines-outils; matériel de transport terrestre, maritime, fluvial et lacustre; matériel électronique et électrique; informatique et autres techniques de pointe. Pour faciliter l'exécution de programmes cohérents concernant les groupes de produits ci-dessus, on a entrepris en 1982 de mettre en place cinq unités techniques au sein de la Section des industries mécaniques.

224. Parmi les autres programmes dont on a poursuivi l'exécution en 1982, figure celui qui a trait à l'application des techniques d'ingénierie pour l'exploitation des ressources naturelles et qui a comporté de modestes activités concernant les appareils de forage pétrolier et hydraulique, y compris le matériel d'irrigation, une attention particulière étant accordée aux possibilités locales de fabrication, de réparation, d'entretien et de formation[74], et la promotion locale de la conception et de la construction de matériel minier[75]. De nouveaux programmes entrepris en 1982 ont porté sur les machines et le matériel pour l'industrie alimentaire et sur les installations destinées aux industries de transformation.

225. Dans le cadre des activités globales de l'ONUDI relatives au secteur énergétique en général, la Section des industries techniques accorde, comme il convient, la priorité aux divers aspects de l'énergie dans ses activités de coopération technique. A ce sujet, l'accent est mis sur l'incorporation d'éléments permettant d'économiser l'énergie, sur le rendement énergétique, sur le matériel de conservation de l'énergie et sur le matériel requis pour exploiter des sources d'énergie de remplacement. On se préoccupe également de la fabrication sur place de matériel pour l'exploitation de l'énergie dans les zones rurales grâce au transfert de diverses techniques.

226. Au cours de l'année considérée, les administrateurs de la Section ont participé avec le conseiller interrégional hors classe et le conseiller technique spécial détaché auprès de la Section à l'élaboration de projets et à des missions de programmation concernant 32 pays. Une cinquantaine de projets représentant une valeur d'environ 48 millions de dollars et intéressant toutes les régions géographiques ont été proposés, élaborés ou mis au point. Trois grandes tendances, constatées pour la première fois en 1981, se sont confirmées en 1982: elles correspondent à la préférence des pays en développement pour *a)* le développement des industries des machines agricoles, *b)* l'expansion des industries électroniques, *c)* le recours accru à l'informatique dans l'industrie[76]. La plupart des nouvelles demandes d'assistance ou d'informations émanant des pays en développement ont concerné ces trois domaines. D'une façon générale, les projets ont en outre gagné en complexité et ont été axés sur des objectifs techniques très précis.

227. Compte tenu des infrastructures locales et des possibilités techniques nationales en matière de conception, de production, de réparation et d'entretien, l'assistance technique dans le domaine de l'industrie des machines agricoles a continué en 1982 de porter essentiellement sur la production d'outillage et de machines agricoles dans des entreprises moyennes, petites ou artisanales[77]. S'agissant de la production industrielle dans de grandes et moyennes entreprises, on a continué à fournir une assistance pour assurer le développement intégré de l'industrie des machines agricoles et des branches connexes afin de fixer le meilleur parti possible des installations et des moyens disponibles. On a continué d'accorder une importance particulière à l'utilisation des matières premières disponibles localement, à la qualité des produits et aux mesures visant à accroître la productivité du travail.

[74] *Ibid.*, par. 232.

[75] *Ibid.*, par. 228.

[76] *Ibid.*, par. 229, 234 et 237.

[77] *Ibid.*, par. 229.

228. Les Consultations ont fait l'objet de préparatifs et d'un suivi approfondis, notamment dans le cas de la préparation des documents d'information et des documents de synthèse par question destinés à la première Consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles en Afrique, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en avril 1982[78]. On a également établi un document analytique approfondi sur l'assistance technique et les activités de soutien aux échelons national, sous-régional et régional[79]. Ce document expose les faits, l'expérience acquise et les obstacles rencontrés en ce qui concerne les activités pertinentes menées par l'ONUDI dans la région africaine, et émet des recommandations sur les mesures que les pays en développement d'Afrique pourraient prendre en vue d'une réalisation effective des plans relatifs à l'industrie des machines agricoles. Une assistance suivie a aussi été fournie pour la préparation d'études de base et pour la planification et l'organisation de la deuxième Consultation mondiale consacrée à cette question, qui doit avoir lieu prochainement.

229. A l'échelon régional, on a continué d'appuyer le réseau régional pour le machinisme agricole en Asie et dans le Pacifique[80] et le programme pour le machinisme agricole du Centre régional africain de conception et fabrication techniques. Afin de renforcer les capacités nationales an matière de conception des produits, on a organisé au Caire, en 1982, un Atelier sur la conception et la mise au point d'équipements agricoles en Afrique, en coopération avec le Centre égyptien d'études techniques et industrielles. Y ont participé des ressortissants de 16 pays en développement d'Afrique, notamment d'un certain nombre de pays comptant parmi les moins avancés. Un appui technique a été fourni dans l'élaboration d'un avant-projet relatif au Réseau régional africain pour l'amélioration de la production d'outils et équipements agricoles et des activités connexes de formation et de diffusion de l'information. En 1982, l'ONUDI a coopéré activement avec d'aures organismes et institutions des Nations Unies dans le domaine des machines agricoles. Par exemple, la Section des industries mécaniques a participé aux activités du Groupe de travail de l'Equipe spéciale du Comité administratif de coordination (CAC) sur la science et la technologie au service du développement, chargé d'améliorer les techniques traditionnelles. Un accord a été conclu entre l'ONUDI et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) pour l'élaboration et l'exécution en commun en Ouganda d'un avant-projet PNUD/FENU relatif à la production locale d'outils et instruments agricoles simples et peu onéreux. L'ONUDI et la FAO sont également convenues en principe d'exécuter en commun un projet financé par le PNUD et le Gouvernement algérien, visant à contribuer à la mise en place dans le pays d'un réseau de programmes technico-économiques pour les machines agricoles fondé sur l'infrastructure locale[81].

230. Les projets approuvés et exécutés dans le secteur des machines agricoles ont englobé une vaste gamme d'activités : assistance à l'Institut du Sahel pour l'élaboration d'un programme sous-régional relatif aux machines agricoles; étude sur l'entretien des tracteurs agricoles (Haute-Volta); évaluation technique des tracteurs de faible puissance (Kenya); entretien des équipements d'irrigation

[78] *Ibid.*, par. 231.

[79] ID/WG.365/4.

[80] ID/B/280, chap. V, par. 231.

[81] *Ibid.*, par. 231.

dans les sous-régions de l'Afrique; octroi d'une assistance à l'Agence du machinisme agricole (Somalie); développement de la production d'instruments agricoles (Yémen démocratique); octroi d'une assistance pour l'essai de machines agricoles et la promotion industrielle (Chine); octroi d'une assistance dans les domaines de la conception des machines agricoles et de la promotion industrielle (Pakistan); et mise au point de spectromètres à résonance magnétique pour la classification des graines oléagineuses (Inde). On a entrepris en 1982 un certain nombre d'activités préparatoires et de missions techniques qui ont permis d'élaborer des projets de coopération technique dans le domaine des machines agricoles en Egypte, en Inde, au Nigéria et dans les sous-régions du Sahel et de l'Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM).

231. Les activités de coopération technique dans le domaine du travail des métaux et de l'industrie des machines-outils ont porté sur les aspects suivants : développement des instituts d'études techniques; usines de production pilotes; production de pièces et produits; efficacité et fiabilité des produits mécaniques; réparation et entretien et formation; génie rural; équipements et techniques énergétiques et nouvelles sources d'énergie.

232. L'assistance à l'Institut de technologie de Rangoon, qui a pris fin en 1982, a permis de créer trois installations de production. L'Institut, en coopération avec les unités de production, a construit un tour et un prototype de perceuse à colonne. L'assistance fournie à l'Institut central de la machine à coudre, en Inde, a permis de préparer l'acquisition de techniques modernes et la fourniture d'une formation initiale de haut niveau. Le projet de création d'un centre national de recherche-développement sur la bicyclette, lancé en 1982, vise à aider un grand nombre de petits producteurs de bicyclettes à améliorer leurs produits et à mieux contrôler la qualité et rationaliser la fabrication de pièces. L'assistance fournie au Centre d'essai des roulements, en Chine, a permis de jeter les plans d'un Centre de recherche sur les roulements et d'organiser un voyage d'étude auprès des institutions de recherche sur les roulements et des producteurs de roulements du monde entier. Un projet de renforcement des services des études et plans industriels de l'Institut national de la conception industrielle, en Inde, a été lancé à la fin de 1982. On a également entrepris d'aider en Inde l'Institut de recherches sur les commandes fluides et l'Institut central des outils à main, qui seront entièrement opérationnels en 1983. On a achevé la phase préparatoire d'un projet d'aide à l'Institut de l'Association de la recherche automobile, à Poona (Inde), relatif à la création d'un laboratoire d'essais de résistance pour l'industrie automobile. On compte lancer en 1983 un programme consécutif de grande ampleur.

233. On a élaboré un projet d'aide à l'industrie des pièces de moteur et éléments connexes en Yougoslavie. L'assistance fournie à l'industrie de la construction de machines en Inde a porté sur un certain nombre de secteurs de l'industrie mécanique et l'on a réalisé en 1982 des progrès notables qui ont permis la promotion de divers groupes de produits. Le Centre de la tropicalisation, au Viet Nam, a été presque entièrement équipé de matériels d'essais climatiques; il met au point des nouveaux matériaux résistant aux conditions climatiques locales.

234. On a créé en Chine un laboratoire d'homologation et de contrôle des biens de consommation électroniques et l'on a lancé en Chine de l'Est un projet sous-régional de création d'un centre pour l'essai des techniques. Un des projets les plus intéressants, lancé en 1982 à l'Institut indien des pétroles, porte sur l'utilisation de nouveaux carburants dans les moteurs à combustion interne; à ce propos, un groupe spécial d'experts s'est réuni à Dehra Dun en octobre 1982. On a commencé de fournir une assistance modeste au Brésil pour la mise au point de techniques d'étude des matériaux.

235. Le projet relatif à l'entretien des raffineries de pétrole en Equateur est caractéristique d'une des principales tendances de l'industrie du travail des métaux : l'introduction d'un système complet de réparation et d'entretien applicable à des procédés et techniques de production complexes. Le projet national d'entretien des sucreries à Cuba, qui portait notamment sur les techniques modernes d'essais, est en cours de transformation en un projet régional latino-américain qui s'étendra à de nouveaux domaines, notamment la remise en état de pièces et éléments par des techniques modernes. En 1982, on a commencé d'aider le Viet Nam à moderniser ses rizeries et sucreries en encourageant une formation intensive à tous les niveaux. Des progrès notables ont été enregistrés dans le cadre du projet relatif au diagnostic des problèmes d'entretien en Algérie; une assistance préparatoire a été fournie pour l'entretien, la réparation et la production de pièces de rechange.

236. Les projets lancés en 1982 dans le secteur de l'industrie du travail des métaux ont permis les réalisations suivantes : achèvement des activités initiales en vue de la création d'une section de réparation des pompes dans un atelier mécanique (Somalie); dans le secteur du génie rural, élaboration de techniques de fabrication de divers produits artisanaux (Equateur); mise au point de prototypes de fours à bois au moyen de techniques étrangères adaptées aux conditions socio-économiques locales, en vue d'une production par lots dans des petites unités rurales (Fidji); modernisation des forges rurales (Népal); et mise au point de rickshaws à moteur (Inde).

237. On a commencé d'élaborer un plan d'économie d'énergie en Thaïlande. Une assistance préliminaire a été fournie à ce pays dans le domaine des techniques de conservation de l'énergie électrique et thermique dans l'industrie. En Chine, on a jeté les bases d'un centre régional de recherche-développement et de formation pour les minicentrales hydroélectriques et l'on a fourni une assistance initiale au Mali pour la promotion et la mise en valeur de sources d'énergie renouvelables. Un stage interrégional de formation aux utilisations de l'énergie solaire, organisé en commun par l'ONUDI, l'UNESCO et le Centre international pour les transferts de chaleur et de masse a eu lieu en Yougoslavie; des scientifiques des pays en développement y ont participé.

238. Dans le domaine des transports, les projets ont continué d'être axés sur la construction et la réparation navales et sur la mécanique automobile et ferroviaire, vu l'importance accrue qu'attachent les pays en développement à ces domaines. On a poursuivi l'exécution du programme élaboré et mis en œuvre dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1978-1988) en vue de la création ou du

renforcement des unités de production voulues, de l'application de nouvelles techniques et de la fabrication de pièces de rechange[82].

239. Dans le domaine de la mécanique automobile, des projets étaient en cours en 1982 en Angola, au Costa Rica, en Roumanie, au Viet Nam et en Yougoslavie (on a continué de fournir une assistance à ce dernier pays pour la reconstruction d'installations de réparation navale détruites par des séismes). Dans le domaine du génie maritime, on a fourni une assistance à Malte pour la mise au point de techniques de soudage; on a aidé la République arabe syrienne à élaborer une politique pour les industries de la construction navale et de la réparation des navires et l'on a aidé Cuba à créer un atelier de recyclage des ferrailles et à construire des bateaux. Un projet de grande ampleur du FNUDI, en cours en 1982, avait pour objet la création d'un chantier de construction et de réparation navales aux Seychelles. Un groupe d'experts sur la construction de bateaux de faibles dimensions et la réparation navale dans les pays d'Amérique latine s'est réuni à La Havane (Cuba). Une réunion similaire est en cours d'organisation pour les pays de la région de la CESAP.

240. De nombreux pays en développement sont maintenant conscients de la nécessité de promouvoir les industries électronique et électrique. Dans ces domaines, les possibilités de production locale sont dans une large mesure fonction de la demande, de l'infrastructure technologique et de la main-d'œuvre du pays, ainsi que du niveau de complexité des spécifications des produits ou des systèmes. Dans l'ensemble, les activités de coopération technique entreprises par l'ONUDI dans ces secteurs ont porté sur les domaines suivants : développement des instituts d'études techniques; usines de production pilotes; assistance à l'échelon des entreprises; production de pièces/développement des systèmes; mécanique de précision et contrôle de la qualité; et formation.

241. En 1982, la demande de projets de développement d'instituts d'étude technique et de construction d'usines pilotes a été forte dans les pays en développement. On a commencé d'œuvrer à la création d'un centre de contrôle automatique de la production de machines et équipements électriques (Bulgarie); d'un centre d'essais de fiabilité et d'essais climatiques (République de Corée); d'un système de laboratoires pour l'industrie électrique (Mexique); et d'un centre d'entretien et de réparation des équipements électroniques et optiques (Viet Nam). On a lancé au Pakistan un projet de renforcement de l'Institut national de l'électronique. En République populaire démocratique de Corée, le projet de création d'une installation pilote pour la production de circuits intégrés numériques bipolaires (l'accent étant mis avant tout sur la formation) a considérablement progressé en 1982[83].

242. Une assistance a été fournie au niveau des entreprises à l'industrie électrique lourde en Chine; on a continué d'offrir une assistance technique à l'industrie électronique de ce pays (en vue de la construction d'une installation de production de magnétophones et d'une installation de production de téléviseurs). On a commencé de fournir une assistance à l'Albanie dans le domaine de l'électronique industrielle et des progrès ont été enregistrés dans diverses branches de ce secteur. En Turquie, une assistance a été fournie à

[82] *Ibid.*, par. 236.

[83] *Ibid.*, par. 234.

l'administration des postes et à une usine d'équipements de communications ainsi qu'à l'industrie électronique en général.

243. Dans le domaine de la production de pièces et du développement des systèmes, on a élaboré pour le Brésil un projet relatif à la micromécanique et aux interfaces micro-électroniques et l'on analysait en 1982 les modalités de mise en œuvre. En Inde, on a lancé un projet relatif à la conception d'instruments de laiterie à microprocesseurs. L'assistance à la Roumanie dans le domaine de la technologie des circuits intégrés a progressé comme prévu.

244. Les projets relatifs à la mécanique de précision et au contrôle de la qualité dans les industries électronique et électrique ont porté sur les activités suivantes : essais et mise au point de dépoussiéreurs électrostatiques (Chine); assistance pour l'amélioration de la précision des manomètres (Bulgarie); et études de laboratoire dans le domaine des systèmes automatiques d'information (Albanie). On a mis au point les modalités d'exécution des projets suivants : laboratoire d'homologation des biens de consommation électroniques (Chine); mise en route d'un centre d'évaluation et d'étude des produits (Inde); conception, mise au point et commercialisation de produits faisant appel à des techniques modernes (Grèce). On a également fourni une assistance à Hongkong dans les domaines suivants : développement de la détection des interférences et évaluation des installations d'essai, technologie des microprocesseurs et applications industrielles des ordinateurs. Parmi les projets mettant l'accent sur la formation on notera les suivants : développement de l'utilisation de systèmes de microprécision et de la formation en la matière (Chine); centre de formation pour la réparation et l'entretien des équipements biomédicaux (Hongrie); et centre de formation aux applications des microprocesseurs (Roumanie).

245. La Section des industries mécaniques a continué d'avoir pour politique l'application de techniques avancées dans les pays disposant d'infrastructures adéquates[84]. En raison du développement rapide, ces derniers temps, de l'application de techniques avancées dans les pays industrialisés, il est de plus en plus important que celles-ci soient appliquées dans les pays en développement disposant de l'infrastructure voulue. Le Centre de contrôle numérique (CN) de Bangalore (Inde) a reçu une assistance afin de renforcer sa capacité de conception et d'utilisation d'équipements et systèmes de fabrication assistée par ordinateurs (FAO). En Bulgarie, le Centre de CN/FAO a reçu une aide dans le domaine de l'utilisation des mini-ordinateurs et des ordinateurs et calculatrices personnels pour l'exécution de diverses fonctions de CN et FAO, telles que la programmation des pièces et la planification de la production. On a installé un système de FAO complet clefs en main au Centre de CN/FAO de Tchécoslovaquie et l'on a lancé un programme de formation à l'utilisation et à l'application de ce système. En Chine et en République de Corée, on a adjoint à des projets de production de grande ampleur des activités de conception assistées par ordinateur (CAO) et de FAO. On notera également en 1982 l'introduction des projets suivants : projets de CAO mettant l'accent sur les réseaux de distribution d'énergie, la construction, l'analyse des éléments finis et les plaques de circuits intégrés (Bulgarie, Inde); automation appropriée et agro-électronique (Inde); et introduction de la robotique (Bulgarie). A la suite de

[84] *Ibid.*, par. 237.

missions de programmation en Argentine, au Brésil, à Cuba, en Inde, au Mexique et en Turquie, on a élaboré des projets relatifs aux fibres optiques, à la CAO/FAO, aux applications de l'ordinateur aux techniques de production, aux applications des systèmes de micro-ordinateurs et aux techniques liées au logiciel.

INDUSTRIES CHIMIQUES

246. En 1982, les dépenses de coopération technique dans le domaine des industries chimiques se sont élevées à 18,9 millions de dollars. Le financement a été assuré à près de 72 % par les ressources du PNUD.

247. Les dépenses se sont réparties comme suit entre les diverses régions : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 36 %; Amériques, 11 %; Asie et Pacifique, 42 %; Etats arabes, 19 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique : 3 %); Europe, 4 %; projets interrégionaux et mondiaux, 4 %.

248. Au total, 307 projets ont été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1982, dont 27 projets d'une valeur de plus de 1 million de dollars, 84 de plus de 150 000 dollars et 196 d'une valeur inférieure à ce montant.

249. Les méthodes originales adoptées en 1981[85] par l'ONUDI pour mobiliser des ressources financières en dehors du PNUD ont donné des résultats particulièrement satisfaisants dans le secteur des industries chimiques en 1982. La Banque de développement islamique a de nouveau demandé à l'ONUDI de fournir des services consultatifs techniques, portant cette fois sur l'évaluation préalable de projets relatifs à la fabrication de carbonate de sodium anhydre et de méthanol à partir du gaz naturel au Bangladesh. Si leur financement est approuvé, ces projets représenteront un investissement total de plusieurs centaines de millions de dollars.

250. Au cours de l'année considérée, les grands projets mentionnés ci-après ont été approuvés en vue de leur financement par le FNUDI au titre de contributions spéciales. Une assistance complémentaire a été fournie à l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel en vue d'améliorer la compétitivité du caoutchouc naturel par rapport aux produits synthétiques et de développer la production et l'emploi de caoutchouc naturel liquide (apport du FNUDI : 1,4 million de dollars)[86]. En Gambie, à la suite d'une étude de faisabilité effectuée par une équipe de spécialistes chinois, un contrat a été conclu avec la société chinoise pour l'exportation d'usines complètes en vue de la livraison de matériel et de savoir-faire destinés à une petite briqueterie (le financement est assuré au moyen de la contribution de la Chine au FNUDI); la production devrait commencer en 1983. Un projet portant sur l'établissement d'une installation de démonstration et d'une station expérimentale pour la technologie des biogaz à Daxing, près de Beijing (Chine), est entré dans sa phase préparatoire au début de 1982 (apport du FNUDI : environ 900 000 dollars). L'idée de créer une telle installation, qui consistera en un digesteur par

[85] *Ibid.*, par. 16, 17 et 250.

[86] *Ibid.*, par. 261.

fermentation anaérobie pour le traitement des déchets de distillerie et la production de biogaz (méthane), trouve son origine dans le désir qu'ont les autorités chinoises de mettre leurs connaissaces et leur expérience de la technologie des biogaz à la disposition d'autres pays en développement et — par des efforts concertés — d'améliorer cette technologie grâce à d'intenses activités de R-D. Ce projet constituera une nouvelle étape dans le domaine des biogaz, un intérêt accru étant porté à des digesteurs plus importants et plus puissants ainsi qu'aux applications industrielles, notamment le traitement des déchets industriels biodégradables.

251. Un atelier portant sur certains matériaux de construction convenant à la réalisation de logements et autres bâtiments bas a été organisé à Sydney (Australie) en avril 1982, grâce à une contribution spéciale du Gouvernement australien au FNUDI. Cet atelier, qui a réuni des participants venant de 15 pays en développement, a notablement contribué à faire progresser les activités industrielles dans divers domaines — bois d'œuvre, béton, maçonnerie, amiante, ciment, fer et gypse — et a également donné des résultats intéressants en ce qui concerne l'utilisation des déchets. Les participants ont en outre examiné des questions relatives aux contrats et à la gestion des projets.

252. En Argentine a été achevé le projet portant sur la fourniture de services d'appui technique au complexe pétrochimique de Bahia Blanca, pour lequel l'apport total du PNUD s'est élevé à 1,8 million de dollars[87]. Près de 200 techniciens ont été formés par les soins de l'ONUDI et l'on a mis en place diverses installations modernes, dont un laboratoire des polymères et un laboratoire de catalyse doté de matériels de niveau international, qui assure des services techniques et effectue des recherches à long terme pour l'industrie pétrochimique. Il a été établi des services informatiques chargés d'exécuter des travaux de modélisation assistée par ordinateur pour les installations du complexe pétrochimique. On a en outre fourni un simulateur qui s'est révélé très utile pour l'entraînement des ouvriers et techniciens et autour duquel a été organisé un centre de formation. Le Gouvernement turc a demandé une assistance du même genre.

253. En Inde, une installation pilote et de démonstration pour la production de fibres synthétiques (polyester et polyamide) — dotée du matériel nécessaire pour la filature et l'étirage — a été mise en place à la Silk and Art Silk Mill Industries Research Association (SASMIRA) de Bombay. On a également installé un laboratoire complet pour les essais et l'analyse des fibres synthétiques. La SASMIRA dispensera une formation et fournira des services techniques en matière de mise au point des produits et de recherche à l'industrie des fibres artificielles et des textiles en Inde et dans d'autres pays en développement. Ce projet avait pour caractéristique particulière de faire intervenir trois partenaires : la SASMIRA pour le compte du Gouvernement indien, l'ONUDI pour celui du PNUD, et l'Office allemand de la coopération technique pour celui de la République fédérale d'Allemagne. Une conférence internationale sur les fibres artificielles organisée à la SASMIRA a mis en évidence les résultats obtenus grâce à l'action concertée des trois partenaires pour la réalisation de l'installation. Le Gouvernement chinois a demandé à bénéficier d'un projet analogue.

[87] ID/B/260, chap. II, par. 242.

254. Au cours de l'année considérée a été achevée la première phase d'un projet d'aide au Gouvernement polonais pour la mise au point de techniques de gazéification, de pyrolyse et de liquéfaction du charbon[88] en vue de l'utilisation des ressources en charbons bruns et bitumineux comme combustibles liquides et gazeux. Dans le cadre de l'action menée pour améliorer la qualité des projets de l'ONUDI, un comité technique composé de consultants indépendants et de techniciens du PNUD et de l'ONUDI a fait une évaluation portant sur la qualité, l'opportunité et l'impact de ce projet, et défini les mesures consécutives nécessaires pour maintenir et même accroître cet impact.

255. En concevant des projets de coopération technique, l'ONUDI s'est toujours efforcée de mettre à profit l'expérience acquise dans un pays en développement pour l'élaboration des activités d'assistance destinées à un autre pays. Ainsi, le projet portant sur l'optimisation et le développement de la technologie des fibres de carbone au Brésil, financé par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement (1 350 000 dollars), est inspiré du projet relatif à la mise au point de nouveaux types de fibres et de matériaux composites exécuté en Inde[89]. Ces deux projets constituent à leur tour les précédents sur lesquels s'est fondé le Gouvernement chinois pour demander à l'ONUDI de l'aider à réaliser un projet analogue dans le cadre de son programme national.

256. La plupart des projets de coopération technique exécutés dans le domaine des matériaux de construction et des minerais non métalliques ont, entre autres, pour objectif d'accroître l'emploi de ressources naturelles locales comme l'argile, le calcaire et le sable. Un grand projet relatif aux matériaux de construction réalisé en Indonésie a considérablement fait progresser la mise au point de techniques appropriées pour la production de chaux et de briques. Un programme d'établissement d'une industrie de la chaux dans les pays en développement était en cours d'élaboration pendant l'année considérée et l'on avait commencé à réunir des informations sur la situation des divers pays à cet égard. Un projet d'assistance au secteur de la construction, et plus particulièrement de la préfabrication, dans la région d'Oran, en Algérie, a été achevé en 1982. En coopération avec l'Office malaisien de recherche-développement sur le caoutchouc et en consultation avec la Société internationale d'isolation séismique, l'ONUDI a organisé une réunion technique sur la protection des bâtiments contre les dommages causés par les séismes. Les participants, qui venaient de 14 pays en développement, ont porté à l'attention des gouvernements les progrès réalisés dans ce domaine grâce à l'isolation des fondations, et ils ont indiqué dans quels secteurs cette technique pourrait être appliquée.

257. En ce qui concerne les minerais non métalliques, le cas de Vanuatu, dans le Pacifique Sud, montre comment un matériau local peut servir de base au développement industriel. Avec l'aide de l'ONUDI, Vanuatu est devenu le premier pays en développement à produire, à partir des coquilles de troches (mollusque très répandu dans ses eaux côtières), des boutons de nacre destinés à être exportés sur les marchés des articles de fantaisie dans les pays industrialisés. Le procédé de fabrication, qui exige une abondante main-d'œuvre, paraît parfaitement adapté aux petits pays insulaires, et l'on s'attend à le voir prochainement appliqué dans d'autres pays.

[88] ID/B/260, chap. III, par. 228; ID/B/280, chap. V, par. 251.

[89] ID/B/280, chap. V, par. 258.

258. La fabrication de produits de verrerie a été traditionnellement le fait de pays aux marchés suffisamment vastes pour justifier l'assez important volume de production réalisé par des installation de type classique, analogues à celles que l'on trouve dans la plupart des pays industrialisés. Au cours des dix dernières années, l'ONUDI a cependant constaté qu'un certain nombre de petits pays en développement s'intéressaient de plus en plus à la création d'installations pour la fabrication d'articles en verre pour usages domestiques. En coopération avec l'Intermediate Technology Industrial Service du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, on a mis au point une technique pour la fabrication semi-automatique de récipients en verre de haute qualité, avec un volume annuel de production de 5 000 tonnes ou même moins. Des travaux préparatoires ont été entrepris au Malawi en vue d'appliquer cette technique à la production de toute une gamme de bouteilles, bocaux et autres articles d'usage courant. On escompte qu'une assistance technique analogue sera fournie à d'autres pays, comme le Cap-Vert, Haïti et la Haute-Volta.

259. Le programme du Service des industries chimiques a été étendu à un domaine nouveau — la science et la technique biologiques liées aux travaux de recherche-développement sur les processus microbiologiques en vue de la production de combustibles et de produits chimiques à partir de la biomasse. Une assistance a été fournie au laboratoire chimique national de Poona (Inde) en vue d'intensifier les activités de recherche-développement portant sur l'utilisation des matières cellulosiques. Les travaux comportaient des études des procédés permettant de produire des aliments pour animaux en soumettant la cellulose à l'action de micro-organismes, d'obtenir du glucose par hydrolyse enzymatique de la cellulose, et de convertir le glucose en éthanol grâce à l'emploi d'une technique utilisant des cellules entières de micro-organismes immobilisées. Aux Philippines, l'ONUDI a apporté à l'Office national de la science et de la technique et aux organismes affiliés à l'Institut national scientifique et technique de l'Université des Philippines, à Los Baños, une assistance portant sur des travaux de recherche-développement relatifs à la fabrication de produits chimiques à partir de ressources locales en hydrates de carbone, dont les sous-produits et déchets de l'industrie de la canne à sucre. Parmi les questions étudiées figuraient la production de protéines monocellulaires à partir de sous-produits et résidus agro-industriels, la production de dextrane et de fructose, et celle de produits chimiques organiques simples et d'acides organiques complexes. Au Brésil, une assistance a été fournie afin de renforcer les travaux de recherche-développement consacrés par divers organismes de recherche à la question de l'hydrolyse enzymatique des matières cellulosiques en vue de la production d'éthanol.

260. Dans le domaine du papier et de la pâte à papier, l'ONUDI a continué à apporter une assistance technique aux usines existantes en Yougoslavie (pâte de paille)[90], en Turquie (entretien du matériel pour revêtement de carton, production de kaolin), en Bolivie (construction d'une papeterie) et en Ouganda (installation de décorticage de la bagasse). A la fin de 1982, la papeterie pilote créée en Birmanie, qui fonctionne de manière satisfaisante depuis 1981[91], était en train de mettre en place une installtion de pâte à papier. Le stade suivant comprendra d'importantes activités de formation et des travaux sur la mise au

[90] ID/B/260, chap. II, par. 239.

[91] ID/B/280, chap. V, par. 263.

point de produits à base de pâte et de papier à partir de matières fibreuses locales. En Egypte, l'installation pilote de désintégration des constituants fibreux des vieux papiers a fait l'objet d'essais[92]. On construit une installation analogue pour la désintégration des fibres de bambou en Inde, où se poursuivent par ailleurs les recherches sur le désiliciage des liqueurs noires de bambou[92] Une installation moderne pour le traitement de la cellulose était en construction au Soudan; les activités seront axées sur la transformation de déchets agricoles locaux en pâte à papier/papier/fourrages, d'une part, et combustibles et engrais, d'autre part. L'ONUDI a publié deux études respectivement intitulées "So you want to build a paper mill[93]" et "Production of newsprint from waste paper in North America[94]".

261. Les études effectuées à l'installation pilote pour l'évaporation solaire de l'eau de mer à Kiribati ont permis de réunir les données nécessaires pour la construction sur l'île Christmas, avec, l'appui financier de la Nouvelle-Zélande, d'une usine de sel marin ayant une capacité annuelle de 500 tonnes. Une assistance a été fournie à la Gambie en vue d'améliorer et d'accroître la production de sel marin, et à la Chine pour la production de sel iodé[95]. Au Pakistan et au Pérou, des études ont été consacrées à l'utilisation possible du chlore dégagé comme sous-produit lors de la fabrication de la soude caustique.

262. Le programme relatif aux rapports environnement-industrie comprend plusieurs projets en cours portant, entre autres, sur les mesures de protection de l'environnement appliquées dans les installations industrielles, sur la mise au point de techniques non polluantes pour les processus chimiques, et sur le recyclage et la réutilisation des déchets industriels. Des activités intéressant la protection de l'environnement sont prévues dans le cadre des projets relatifs au développement de diverses industries — raffineries de pétrole, pétrochimie, engrais, pâte à papier et papier. Un programme commun ONUDI/Hongrie de coopération concernant l'industrialisation de la construction et ses implications écologiques et énergétiques a été établi au cours de l'année considérée. Le Service a coopéré avec la Section des industries métallurgiques pour élaborer des projets portant sur l'utilisation des boues rouges à la Jamaïque et celle des déchets provenant des usines métallurgiques en Inde. Il a également coopéré avec le Service de la formation pour mettre sur pied, en Belgique, un programme de formation à la protection de l'environnement dans les industries chimiques et pharmaceutiques, ainsi qu'avec le Service de l'infrastructure institutionnelle pour élaborer un projet relatif à l'application en Tchécoslovaquie de techniques non polluantes dans les processus chimiques.

263. En ce qui concerne les industries des produits pétrochimiques et des matières plastiques, les activités de coopération technique de l'ONUDI se sont orientées en 1982 vers des domaines plus spécialisés : avivage des couleurs des fibres synthétiques, production de composés thermoplastiques, recherche-développement en matière de polyesters, technologie de la synthèse du polyuréthane, etc. On a également noté une tendance à accorder plus de place aux grands projets et à l'assistance acheminée vers l'industrie par l'inter-

[92] ID/B/260, chap. II, par. 239.

[93] UNIDO/IO.446.

[94] UNIDO/IO.500.

[95] ID/B/260, chap. II, par. 238.

médiaire de centres nationaux de recherche-développement antérieurement établis avec l'aide de l'ONUDI. Ainsi les Gouvernements de l'Inde et du Bangladesh ont reçu une assistance pour le lancement de grands projets visant à créer, dans les centres de recherche-développement existant en divers points du pays, des sections chargées d'assurer une coopération étroite entre ces centres et les industries des produits pétrochimiques et des plastiques afin de résoudre les problèmes techniques spéciaux qui se posent au niveau des entreprises.

264. En Egypte et au Maroc ont été achevés deux grands projets sur les utilisations des plastiques dans l'agriculture. La phase II de ces projets — expansion de l'emploi et des applications des plastiques dans l'agriculture en zones arides ou semi-arides — était en cours de mise en œuvre.

265. Dans le domaine de la fabrication d'engrais, l'assistance ne peut aujourd'hui se borner à résoudre tel ou tel problème isolé. Il faut — c'est là un aspect nouveau — élaborer un programme complet d'assistance, comprenant généralement un appui direct aux usines et installations industrielles, et la création de centres de formation et d'information aux activités axées sur les besoins de l'industrie et couvrant à la fois la fabrication et l'utilisation des engrais. Au cours de 1982, des programmes de ce genre ont été mis en œuvre au Bangladesh et en Inde.

266. En ce qui concerne les pesticides, aux projets concernant la création d'installations de formulation (élément désormais traditionnel des travaux de l'ONUDI) sont venues s'ajouter des activités visant à renforcer les moyens nationaux de développement. De grands projets ont été exécutés en Chine, en Inde (2) et en Egypte en vue de mettre en place ou de moderniser des services de recherche-développement. On a continué de s'intéresser aux unités polyvalentes de production en fonction des besoins, qui permettraient de fabriquer sur place tel ou tel pesticide pour lequel la demande ne serait pas assez importante au niveau national; des sociétés de pays industrialisés se sont montrées très désireuses de coopérer avec l'ONUDI sur ce point.

Industries pharmaceutiques

267. Le Groupe des industries pharmaceutiques a enregistré en 1982, au sein du Service des industries chimiques, des dépenses de coopération technique d'environ 2,6 millions de dollars.

268. Les programmes de coopération technique de l'ONUDI ont permis aux gouvernements des pays en développement de mieux prendre conscience de la possibilité qu'ils avaient de créer des industries pharmaceutiques, compte tenu de leurs capacités, des infrastructures et des ressources disponibles. Les projets de création d'une industrie pharmaceutique entrent dans trois grandes catégories. Dans le premier cas, le pays utilise ses ressources naturelles pour produire des médicaments appelés à compléter les produits chimiques importés. En 1982, de tels projets étaient en cours de réalisation au Népal, au Rwanda, en République-Unie du Cameroun et en Haute-Volta[96]. Des études préalables de

[96] ID/B/280, chap. V, par. 267 et 270.

faisabilité en vue de la création d'une usine pilote pour la fabrication de produits pharmaceutiques à partir de matières premières locales ont été menées à bien au Viet Nam et en Mongolie. Plusieurs projets pour l'utilisation de plantes médicinales en Afrique ont été mis au point; ils sont actuellement dans la "filière" et devraient être réalisés en 1983 après avoir été approuvés.

269. Dans la deuxième catégorie de projets, il s'agit simplement de la formulation et de l'emballage de produits pharmaceutiques. La première phase d'un projet visant à mettre sur pied en Guinée des installations devant produire des cachets, des sirops et des lotions a subi des retards et ne sera terminée qu'à la fin de 1982 ou au début de 1983[97]. L'ONUDI a poursuivi la réalisation d'un projet intéressant le Népal conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ce qui a renforcé la collaboration entre les deux organisations[98]. Au Mozambique, un projet visant à produire des sels de rehydratation à absorber par voie buccale a continué à se dérouler de manière satisfaisante et devrait être terminé au milieu de 1983. Il y a eu des retards dans la mise en œuvre de la phase d'assistance préparatoire en vue d'un grand projet visant à créer au Mozambique une installation de production de médicaments sous forme de doses, initialement prévue pour 1982[99]. Cette réalisation commencera en 1983. Le projet intéressant Zanzibar (République-Unie de Tanzanie) a progressé de manière satisfaisante en 1982 et sera terminé en 1983[99].

270. Dans la troisième catégorie entrent les projets concernant la création d'usines pour la fabrication de produits de base à partir de matières premières chimiques. Au cours de 1982, le projet concernant l'aménagement à Cuba d'une installation polyvalente pour la fabrication de 15 drogues synthétiques essentielles a continué à progresser de manière satisfaisante[100]. L'ONUDI participe activement à ce projet depuis 1978. Les travaux de génie civil se sont poursuivis tout au cours de l'année et la totalité de l'équipement est arrivé. Des progrès ont également été accomplis en Inde dans le projet de développement de l'usine de fabrication d'un médicament contre le paludisme, le biphosphate de chloroquine. Tout l'équipement avait été livré et les travaux de génie civil se poursuivaient dans l'usine qui devrait entrer en service en 1983. Les négociations se sont poursuivies avec le Gouvernement sri-lankais en vue de la création d'un centre de production de fluides intraveineux. Le Gouvernement brésilien a demandé un nouveau projet important en vue de la création d'une usine polyvalente devant fabriquer 20 médicaments essentiels. Le descriptif du projet est en cours d'examen technique et l'on recherche les éventuelles sources de transfert de technologie.

271. Outre les projets de coopération technique directe, l'ONUDI a mené en Amérique latine des activités visant à renforcer la capacité de recherche-développement de la région en matière de biotechnologie et de génétique, spécialités qui sont utiles aux industries pharmaceutiques qui produisent des médicaments et des ingrédients actifs par voie de fermentation[101]. En 1982, a été achevée la première phase de ces activités qui comportait l'élaboration d'études

[97] *Ibid.*, par. 267.

[98] *Ibid.*, par. 273.

[99] *Ibid.*, par. 267.

[100] *Ibid.*, par. 268.

[101] *Ibid.*, par. 272.

de faisabilité pour l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud en vue de la création de deux centres de recherche-développement. Les gouvernements des pays d'Amérique centrale et le PNUD sont convenus d'établir un centre à Mexico, et le projet débutera en 1983. Des négociations sont en cours avec les gouvernements des pays d'Amérique du Sud et le PNUD en vue de la création d'un autre centre de recherche-développement en Amérique du Sud en 1983.

272. Plusieurs réunions techniques ont été organisées en 1982, notamment : des journées d'étude sur l'industrie pharmaceutique (pharmacie moderne-traditionnelle) en vue de promouvoir la coopération technique entre les pays en développement, à Beijing (Chine); une consultation technique sur la production de médicaments dans une usine polyvalente, à Visegrad (Hongrie); enfin, un séminaire sur l'autosuffisance des pays en développement en matière de sang et de fractions de sang, à Stockholm (Suède). A la suite de journées d'étude organisées en collaboration avec la CEPAL et le Gouvernement indien sur l'industrie des huiles essentielles[102], diverses activités ont été menées, notamment l'élaboration d'un manuel à l'intention des pays en développement.

273. Les pourparlers avec l'OMS en vue de la mise au point de programmes communs dans les domaines de l'équipement biomédical, des sels de réhydratation à absorber par voie buccale et des produits immunologiques ont fait des progrès considérables.

[102] *Ibid.*, par. 271.

Chapitre IV

ETUDES INDUSTRIELLES

1. Malgré la succession rapide de crises économiques internationales sans précédent durant les années 70 — stagflation à l'échelon mondial, instabilité monétaire internationale et taux de chômage élevés —, les pays en développement ont fait preuve d'une résistance remarquable, s'adaptant à chaque crise avec habileté, et s'efforçant résolument d'entretenir et de préserver l'élan acquis durant la décennie précédente. Au début des années 80, cependant, les conséquences négatives pour les pays en développement de la récession dans le Nord ont été aggravées par le relèvement des taux d'intérêt dans les principaux pays industrialisés, phénomène qui s'est communiqué au marché financier international. L'enchérissement du service de la dette qui en a résulté, alors que les marchés des exportations se rétrécissaient, a créé une grave crise de liquidités qui, à l'heure actuelle, contraint nombre de pays en développement à limiter leurs investissements industriels. Ainsi, l'industrialisation des pays en développement pris dans leur ensemble s'est pratiquement retrouvée au point mort en 1982. Les perspectives à court terme de l'économie mondiale étant toujours aussi peu encourageantes, on peut s'attendre que les effets de cette situation sur l'industrialisation des pays en développement soient profonds et durables.

2. La théorie classique se révélant incapable d'expliquer les problèmes économiques mondiaux actuels et les divers pays et groupes de pays n'ayant pas la même perception de ces problèmes, il est de plus en plus difficile de comprendre l'évolution actuelle et d'envisager les perspectives qui s'ouvrent aux pays en développement. Ainsi, dans un monde de plus en plus interdépendant, où le renforcement de la coopération économique entre pays et régions revêt une importance capitale, on se doit d'accorder une importance particulière à un organisme d'étude et de recherche qui non seulement axe ses travaux sur les aspects régionaux et sectoriels du développement industriel, mais envisage également des perspectives globales pouvant aider les pays en développement à concevoir de nouvelles méthodes de développement et d'ajustement de leurs industries.

ETUDES MONDIALES ET CONCEPTUELLES

3. Consciente de la situation économique défavorable et des priorités énoncées par le Conseil à sa quatorzième session[1], l'ONUDI s'est efforcée, par le biais de son Service des études mondiales et conceptuelles, *a)* de réévaluer les

[1] A/35/16, vol. II, Par. 54.

perspectives à long terme de l'industrialisation dans les pays en développement et *b)* de réexaminer la conception classique de l'économie mondiale afin de proposer, pour la restructuration et la coopération industrielle, de nouvelles stratégies globales adaptées aux différents pays.

4. S'attachant aux domaines prioritaires que sont la restructuration, la production et les techniques industrielles, le Service a achevé une étude d'ensemble du processus de restructuration industrielle internationale, ainsi que des études sur les incidences à long terme des innovations techniques pour la restructuration[2], sur les incidences de l'électronique[3] et sur la restructuration mondiale dans l'industrie automobile. L'ONUDI a poursuivi ses analyses des changements structurels dans les pays d'Europe de l'Est[4] et dans les régions périphériques de l'Europe, du rôle des pays les moins avancés et des incidences des activités de traitement "délocalisées". Etant donné l'accroissement de l'interdépendance mondiale, l'analyse des effets à long terme des choix politiques se fait de plus en plus complexe et exige la mise en place d'un cadre systématique pour venir en aide aux pays. Afin d'obtenir une vue d'ensemble des conséquences des différentes stratégies économiques applicables durant les années 80, on a mis au point plusieurs scénarios pour 1990 qui présentent de manière quantitative les conséquences politiques du choix d'une stratégie économique, les réformes institutionnelles que ces stratégies exigeraient et les avantages de la coopération ainsi que le coût de l'affrontement entre les différentes régions du monde. Ces scénarios envisagent quatre perspectives différentes pour l'économie mondiale : *a)* extrapolation des tendances actuelles; *b)* coopération Sud-Sud; *c)* "déconnection" (c'est-à-dire affrontement); et *d)* coopération Nord-Sud et Sud-Sud.

5. Les activités d'étude relatives au redéploiement industriel et à l'ajustement structurel[5] ayant été transférées au Service des études par région et par pays, les travaux ont été axés sur les instruments institutionnels et politiques de la coopération. Les études suivantes ont été achevées avant le transfert : études en vue d'un séminaire de recherche tenu en mars 1982 sur l'évolution des structures de l'industrie dans les pays à économie planifiée d'Europe de l'Est[6]; cinq études sur les pays développés; deux études sur des pays en développement et sept études relatives à des secteurs industriels donnés. Dans le cadre des nouvelles activités de recherche, on a achevé une étude sur les perspectives des échanges Est-Sud durant la décennie en cours[7], ainsi qu'une étude théorique sur la flexibilité en matière de planification industrielle dans les pays en développement[8]. Parmi les études en cours, on notera une étude institutionnelle sur la contribution potentielle des sociétés multinationales des pays en développement à la restructuration mondiale et une enquête sur le rôle des sociétés commerciales générales et des sociétés commerciales d'Etat. Ces nouvelles études reflètent le regain d'importance accordé au renforcement de la capacité qu'a l'ONUDI d'élaborer des recommandations générales à long terme

[2]UNIDO/IS/285.

[3]UNIDO/IS/297.

[4]ID/B/280, chap. III, par. 9.

[5]*Ibid.*, par. 2 à 9.

[6]ID/WG.357/1 à 10.

[7]UNIDO/IS.335.

[8]UNIDO/IS.308.

relatives à la restructuration industrielle et à d'autres domaines prioritaires, afin d'aider les décideurs et les planificateurs des pays en développement.

6. L'établissement des modèles et la collecte, l'étude et la normalisation des données d'entrées-sorties[9] permettent de constituer une base de données quantitatives essentielle pour les études établies par le Service. L'établissement des modèles étant maintenant achevé, les travaux ont été axés sur les applications pratiques pour les usagers, au sein de l'ONUDI et dans d'autres organismes du système des Nations Unies, ainsi que dans les divers pays. L'Organisation internationale du Travail et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont par exemple commencé d'utiliser le modèle UNICED, projet qui analyse les liens entre le commerce, la technique et la structure industrielle, afin d'étudier des problèmes les intéressant, renforçant ainsi la cohérence entre les différents organismes du système des Nations Unies dans l'interprétation de l'évolution possible de l'économie mondiale. L'élaboration du modèle UNICED à l'intention de l'ensemble du système des Nations Unies avait été à l'origine confiée par le Comité administratif de coordination (CAC), au titre d'un fonds spécial, à l'ONUDI et à la CNUCED, compte tenu des compétences particulières de ces deux organisations dans les domaines visés. Des rapports ont été publiés sur l'utilisation du modèle UNICED[10] et sur son évolution en 1981[11]. Un guide à l'intention des utilisateurs du Modèle de coopération industrielle mondiale [12] et des rapports sur le modèle IDIOM, ensemble généralisé de programmes pour l'établissement de modèles d'économies nationales, ont également été publiés et complétés par des études analysant les matrices des échanges[13] et les données d'entrées-sorties[14]. Un rapport précédent sur le potentiel de l'industrie[15] a été mis à jour dans le cadre des activités préparatoires de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la population, prévue pour 1984, et des systèmes de modèles informatisés ont été fournis à des institutions de Chine et d'Inde. On a continué d'élargir et d'améliorer la base de données d'entrées-sorties et l'on envisage maintenant de publier en 1983, sous forme de publication destinée à la vente, un recueil de données d'entrées-sorties à l'intention des divers pays. On a notamment préparé, en coopération avec l'Académie chinoise des sciences sociales, un tableau d'entrées-sorties pour la Chine qui donne une nouvelle image de la structure industrielle du pays. On a publié un recueil de tableaux standardisés pour les différentes régions du monde, ainsi qu'un guide à l'intention des utilisateurs de la banque de données d'entrées-sorties de l'ONUDI[16]. On a également commencé de préparer la huitième Conférence internationale sur les techniques d'entrées-sorties, prévue pour 1985, à laquelle l'ONUDI fournira un appui technique et dont elle assurera le service.

7. Durant toute l'année, des documents spéciaux ont été établis pour l'Organisation elle-même, pour des réunions interinstitutions et intergouverne-

---

[9]ID/B/280, chap. III, par. 11 à 16.

[10]UNIDO/IS.305.

[11]UNIDO/IS.337.

[12]UNIDO/IS.323.

[13]UNIDO/IS.307.

[14]UNIDO/IS.306.

[15]ID/B/260, chap. IV, par. 13.

[16]UNIDO/IS.328.

mentales, ainsi que dans le cadre d'études spéciales sur les orientations générales. Des documents ont été soumis au Groupe technique de l'énergie et au Groupe de travail technique de l'Equipe spéciale sur les objectifs de développement à long terme du Comité administratif de coordination, à la réunion du Groupe d'experts sur les femmes et la Stratégie internationale de développement, organisée en septembre 1982 par le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Département des affaires économiques et sociales internationales, et à un séminaire sur les relations Nord-Sud tenu à Jaipur (Inde) en août 1982[17]. Conformément aux priorités énoncées par le Conseil à sa quatorzième session, on a établi des études spéciales axées sur l'énergie, les pays les moins avancés et les aspects sociaux de l'industrialisation. Les études sur l'énergie ont porté sur les domaines suivants : incidences du renchérissement de l'énergie sur l'industrialisation des pays en développement[18], élaboration de modèles théoriques pour l'établissement de projections concernant l'utilisation industrielle de l'énergie dans les pays en développement[19], investissements requis pour les industries productrices d'énergie dans les pays en développement; politiques de coopération en matière d'énergie, et problèmes relatifs au traitement des exportations de produits primaires. On a également établi une étude sur les stratégies de développement industriel pour les pays les moins avancés de faibles dimensions et pauvres en ressources[20]. ainsi qu'une étude sur le développement des industries productrices d'énergie dans ces pays. On a mis en chantier deux études, portant sur 149 pays, relatives aux aspects sociaux de l'industrialisation et l'on en a achevé deux autres pour des groupes de pays classés selon leur niveau de développement (les pays nouvellement industrialisés et les pays développés d'Europe occidentale et orientale), on a commencé un troisième rapport, portant sur le développement socio-économique dans les pays les moins avancés d'Afrique. Parmi les documents qui seront soumis au Conseil à sa dix-septième session, dans le cadre du point 6 de l'ordre du jour, figurera un compte rendu des aspects sociaux de l'industrialisation.

8. On a continué de préparer la publication, prévue pour 1983, d'un rapport mondial sur l'industrialisation[21], afin de faire connaître la vision qu'a l'ONUDI de l'économie mondiale. Compte tenu de l'objectif de Lima, le rapport analysera et évaluera les réalisations qui ont contribué à accélérer l'industrialisation, indiquera les conséquences des diverses stratégies de coopération possibles (en fournissant également des données quantitatives) et examinera de façon approfondie la notion de coopération Sud-Sud. On accordera une attention particulière à la croissance rapide des complémentarités industrielles dans le Sud, complémentarités qui devraient être exploitées efficacement afin d'augmenter la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale.

9. L'enquête sur les mesures prises par les divers gouvernements pour accélérer l'industrialisation[22] est étroitement liée à la préparation du rapport

---

[17]UNIDO/IS.344.

[18]UNIDO/IS.279.

[19]UNIDO/IS.278.

[20]UNIDO/IS.318.

[21]ID/B/280, chap. III, par. 20.

[22]*Ibid.*, par. 17.

mondial sur l'industrialisation. Cette enquête complète les analyses figurant dans le rapport mondial, et les données obtenues sur les plans et perspectives des Etats membres permettront de formuler de nouvelles perspectives d'ensemble et de concevoir des actions collectives possibles. La masse de données obtenues, notamment en matière de statistiques et de politiques, a été incorporée dans le rapport mondial, et une analyse des réponses au questionnaire envoyé en 1981[23] figurera dans les documents qui seront soumis au Conseil à sa dix-septième session, au titre du point 6 de l'ordre du jour.

10. On a poursuivi la publication de la revue *Industrie et Développement*, qui est axée sur les applications pratiques de l'analyse économique aux problèmes et questions d'industrialisation dans les pays en développement. Le thème du numéro 6[24], publié en janvier 1982, était l'application des modèles à l'analyse des politiques. Le numéro 7, qu'il est prévu de publier au début de 1983, est consacré à l'évaluation des résultats des entreprises industrielles publiques[25]. On a également commencé de préparer la publication de quatre numéros en 1983 et l'on espère conserver ce rythme de parution par la suite.

11. On a également lancé un programme visant à promouvoir l'échange d'idées entre l'ONUDI et le monde universitaire en invitant un groupe de professeurs et de candidats au doctorat à collaborer avec des fonctionnaires de l'ONUDI dans le cadre de projets d'études relatifs à la restructuration mondiale.

ETUDES PAR REGION ET PAR PAYS

12. Avec le transfert au Service des études par région et par pays des activités d'étude relatives au redéploiement et à la restructuration de l'industrie (voir plus haut, par. 5) et la création d'un groupe central de statistiques au sein de la Division des études industrielles (voir ci-après, par. 34 à 37), quelques modifications ont été apportées aux activités du Service de façon que les études répondent pleinement aux besoins particuliers de leurs principaux utilisateurs, à savoir les dirigeants des pays en développement, les autorités régionales et les divers services et sections de l'ONUDI qui fournissent une assistance technique. Parallèlement, on a axé les études par pays sur les problèmes de restructuration du secteur manufacturier en accordant une importance particulière aux questions de stratégies et de politiques compte tenu de la conjoncture économique mondiale. Un certain nombre d'études approfondies par pays exécutées en étroite coopération avec des chercheurs ou des fonctionnaires des pays intéressés ont ainsi été réorientées, ce qui a eu pour résultat *a)* de faire participer davantage des fonctionnaires de l'ONUDI à la recherche sur le terrain et *b)* de lier plus étroitement les activités d'étude et de recherche à la fois au processus d'élaboration des politiques dans les pays en développement et aux activités opérationnelles de l'ONUDI.

[23] A la fin de septembre 1982, 58 pays avaient répondu.

[24] ID/SER.M/6.

[25] ID/SER.M/7.

13. Dans le cadre des enquêtes et analyses régionales et sous-régionales[26], qui visent à renforcer la coopération et la complémentarité industrielles entre les pays en développement, on a publié une série d'études relatives à l'expérience de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et du Groupe andin sur des questions telles que la coopération dans le cadre de grands projets industriels[27], les programmes de complémentarité industrielle[28], les coentreprises industrielles[29] ainsi que les politiques économiques et les politiques d'industrialisation[30]. Cette série d'études a été présentée à la Conférence ANASE/Pacte andin sur la coopération industrielle régionale tenue à Lima (Pérou) en octobre 1982, à laquelle ont participé des hauts fonctionnaires des pays des deux groupes et qui a été suivie d'un voyage d'étude dans ceux du Groupe andin.

14. A titre également de contribution à la coopération industrielle régionale, on a, dans un premier temps, rassemblé et analysé des données sur les ressources et les capacités qui serviront à déterminer et à évaluer les possibilités de développement industriel au niveau régional. En collaboration avec le Conseil de coopération du Golfe, une enquête détaillée sur les ressources naturelles et les demi-produits a été entreprise dans la région du Golfe. On se fondera sur cette enquête pour élaborer une stratégie d'industrialisation basée sur l'exploitation des ressources naturelles à l'intention de la région. Des données récentes sur des branches essentielles de l'industrie manufacturière et sur la production d'électricité dans l'ensemble des pays arabes ont également été élaborées pour le compte du Fonds arabe de développement économique et social. Dans la région du Pacifique Sud, un programme d'action prévoyant l'établissement d'une série d'études axées sur les politiques à l'intention des pays insulaires de la région a été mis au point comme suite à la Conférence régionale de hauts fonctionnaires chargés de la planification du développement, tenue à Suva (Fidji) en juin 1982.

15. Dans le cadre des activités relatives à la restructuration et au redéploiement de l'industrie dans certains pays développés, on a entrepris une étude sur le processus de transformation des structures industrielles et les politiques connexes dans un pays développé et sur ses conséquences pour les pays en développement en général. Il est en outre prévu d'entreprendre des études dans lesquelles ces conséquences seront analysées dans l'optique de régions en développement déterminées.

16. Lors de l'établissement des études approfondies par pays, tout a été fait pour que les utilisateurs finals de ces études puissent tirer parti de leurs résultats; ainsi, on s'est attaché plus particulièrement à analyser les perspectives de développement industriel à long terme des pays étudiés, l'évolution des structures en fonction des ressources endogènes ainsi que les tendances actuelles du processus de restructuration internationale, en accordant une attention particulière aux perspectives de redéploiement des industries des pays développés. On a entrepris des études axées sur les stratégies en Indonésie pour

[26] ID/B/280, chap. III, par. 28 et 29.

[27] UNIDO/IS.281.

[28] UNIDO/IS.282.

[29] UNIDO/IS.310.

[30] UNIDO/IS.313.

analyser les perspectives d'industrialisation à long terme, notamment en ce qui concerne le développement des industries des biens d'équipement, ainsi qu'en Thaïlande pour jeter les bases d'un programme de restructuration industrielle à long terme compte tenu de l'évolution de l'environnement économique international. En coopération avec la Division des opérations industrielles, on a également effectué une étude sur le secteur manufacturier à Madagascar, dans laquelle sont examinées les tendances actuelles et futures du développement de ce secteur, les politiques qui s'y rapportent et des mesures d'ordre institutionnel. Des fonctionnaires du Service ont participé à une mission de la Banque mondiale en République démocratique populaire lao ainsi qu'à une mission interorganisations des Nations Unies au Nigéria.

17. On a continué à faire une place particulière aux pays les moins avancés[31]. Outre les études consacrées à des pays africains entrant dans cette catégorie (voir ci-après, par. 20), on a effectué des travaux préparatoires en vue d'une étude de la situation des pays les moins avancés dans d'autres régions. A cet égard, on a entrepris des travaux en vue de conseiller les dirigeants népalais au sujet des stratégies et des mesures complémentaires à adopter pour assurer un développement industriel endogène conformément aux objectifs énoncés à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Paris (France) en septembre 1981.

18. On a continué à coopérer avec l'Organisation arabe de développement industriel (OADI)[32] pour le lancement d'un programme d'études détaillées par pays qui seront présentées à la sixième Conférence pour le développement industriel des Etats arabes qu'il est maintenant prévu de tenir à Damas (République arabe syrienne) en 1984. Ce programme prévoit des études approfondies sur huit pays arabes (Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Koweït, Mauritanie, Oman et Somalie), une étude spéciale sur six pays arabes comptant parmi les pays les moins avancés (Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan, Yémen et Yémen démocratique) ainsi qu'une étude sur les perspectives industrielles à long terme des Etats arabes dans leur ensemble. Ces études comporteront une analyse détaillée du développement industriel des pays considérés dans le passé et de la structure actuelle de leur industrie, exposeront des schémas de développement possibles pour l'avenir et contiendront des propositions concernant l'amélioration des ressources et le développement de l'industrie grâce au resserrement de la coopération industrielle arabe.

19. Dans la série des profils et des dossiers relatifs au développement industriel des pays[33], ont été publiées des études intéressant la Haute-Volta, la Jamahiriya arabe libyenne, la Mongolie, le Niger, la République centrafricaine, la République populaire démocratique de Corée, le Sénégal, le Tchad et le Zimbabwe[34]. A la suite de consultations avec des utilisateurs internes, des mesures ont été prises en vue de l'établissement d'un répertoire à feuillets mobiles de fiches de renseignements par pays régulièrement mises à jour qui fourniront des informations détaillées sur le secteur manufacturier et les

[31] ID/B/280, chap. III, par. 25.

[32] *Ibid.*, par. 30.

[33] *Ibid.*, par. 26.

[34] Ces études ont été publiées respectivement sous les cotes UNIDO/IS.303, UNIDO/IS.295, UNIDO/IS.280, UNIDO/IS.301, UNIDO/IS.300, UNIDO/IS.290, UNIDO/IS.294, UNIDO/IS.286 et UNIDO/IS.277.

ressources des pays en développement. Des fiches de ce genre ont été établies, à titre expérimental, pour l'Afghanistan, l'Inde, la République-Unie de Tanzanie et la Turquie. Au début de 1983, on commencera à établir une série complète de dossiers pour la plupart des pays en développement.

20. Les activités d'étude liées à la Décennie du développement industriel de l'Afrique ont été poursuivies durant l'année considérée. Des analyses approfondies ont été publiées pour quatre des pays les moins avancés d'Afrique, à savoir le Botswana, le Burundi, le Mali et la République-Unie de Tanzanie[35], en vue d'évaluer les possibilités qui s'offrent à ces pays de fonder le développement de leur industrie sur l'exploitation de leurs ressources naturelles; des études intéressant la Gambie, le Lesotho, le Malawi et la Somalie ont également été achevées. Des consultations préliminaires ont eu lieu avec des fonctionnaires d'autres pays d'Afrique au sujet de l'exécution d'études sur le processus de restructuration dans le secteur manufacturier. Ces études, apparentées à celles qui ont été entreprises à Madagascar et dans certains pays d'Afrique du Nord (voir par. 16 et 18 respectivement), définiraient, à l'intention des gouvernements, des orientations générales en ce qui concerne les stratégies et politiques industrielles pour la décennie en cours. Des préparatifs ont en outre été faits aux fins de l'exécution d'études et de recherches sur la coopération économiques et les échanges commerciaux entre pays d'Afrique compte tenu de l'importance accordée à ces questions dans le Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique[36] et dans le programme pour la Décennie de développement industriel de l'Afrique.

21. Une étroite coopération a été maintenue avec les commissions régionales dans le cadre des programmes de travail et des activités des divisions mixtes de l'industrie. Les fonctionnaires de l'Organisation, les conseillers régionaux et les experts associés en poste dans ces divisions ont continué à participer à des études analytiques sur divers aspects du développement industriel et à la fourniture de services consultatifs aux pays des diverses régions. Dans le cadre de la coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), on a notamment établi un document sur les politiques et programmes d'industrialisation rurale dans les pays de l'ANASE[37] ainsi que des études relatives à l'analyse et à l'évaluation des progrès industriels au niveau régional. La coopération avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Section de l'industrie de l'Organisation de l'unité africaine a été resserrée aux fins de l'élaboration et de l'application de programmes pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Au titre de l'action commune menée avec la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), on a notamment participé à un projet régional concernant l'industrie des biens d'équipement. Dans le cadre de la coopération avec la Commission économique pour l'Asie occidentale, on a élaboré un programme régional de formation pour la mise au point de techniques industrielles dans les industries pétrolières et organisé des journées d'étude sur la conception des procédés et la technologie des matières plastiques.

---

[35]Ces analyses ont été publiées respectivement sous les cotes UNIDO/IS.274, UNIDO/IS.289, UNIDO/IS.324 et UNIDO/IS.293.

[36]A/S-11/14, annexe I, chap. II (Industrie).

[37]UNIDO/IS.347.

22. Un document composite sur le secteur public et le développement industriel présentant les conclusions de réunions d'experts consacrées antérieurement à cette question a été achevé en 1982 et sa publication est désormais prévue pour 1983[38]. Parallèlement, une série d'études sur le rôle du secteur public dans l'industrialisation de huit pays en développement (Bangladesh, Brésil, Inde, Mexique, Nigéria, Pakistan, République-Unie de Tanzanie et Sri Lanka) a été achevée, et six études évaluant les résultats obtenus par des entreprises industrielles publiques ont été incorporées dans le numéro 7 de la revue *Industrie et Développement* (voir plus haut, par. 10).

ETUDES SECTORIELLES

23. Le Service a achevé en 1982 les évaluations analytiques de la presque totalité des secteurs industriels relevant de sa compétence et, pour d'autres, a commencé à élaborer diverses stratégies sectorielles. Les études ont porté sur les industries suivantes : bois et produits du bois, produits pharmaceutiques, engrais, produits pétrochimiques, sidérurgie, biens d'équipement et machines agricoles. Du fait de l'insuffisance des ressources, il a fallu reporter les études sur l'industrie alimentaire, les huiles et graisses végétales et le cuir et les articles en cuir. On a accordé une grande importance au développement des principales activités d'appui en matière de recherche et de méthodologie. Les travaux menés en 1982 ont concerné pratiquement tous les domaines prioritaires déterminés par le Conseil à sa quatorzième session, en particulier la production industrielle, le Système de consultations et les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés. D'importants travaux de recherche ont également été menés pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

24. Non seulement les études sur les divers secteurs industriels trouvent leur application dans le Système de consultations et servent de référence aux responsables des pays en développement et des pays développés, mais aussi elles sont utilisées comme support aux activités d'assistance technique de l'ONUDI. Elles ont pour objectifs : *a)* de rechercher les principaux obstacles au développement de ces secteurs; *b)* d'en mettre en lumière le potentiel de développement; *c)* d'évaluer les possibilités de coopération internationale; *d)* de présenter des informations essentielles sur la production, la consommation, le commerce etc.; et *e)* de formuler des stratégies et de vastes plans sectoriels en vue d'une action internationale.

25. On a poursuivi l'élaboration de la première étude mondiale de l'industrie du bois et des produits du bois qui devrait être terminée en 1983 et être présentée à la première Consultation sur ce secteur. Cette étude comportera une analyse des structures et des tendances passées et présentes, des prévisions concernant l'évolution jusqu'à l'an 2000, une évaluation des stratégies de développement offertes aux pays en développement et une indication des domaines où peut s'exercer la coopération internationale.

26. En application des recommandations de la première Consultation sur l'industrie pharmaceutique, qui s'est tenue en 1980[39], on a poursuivi l'élabora-

[38] ID/B/280, chap. III, par. 32.

[39] ID/WG.331/10/Rev.1, par. 1 à 7.

tion d'une étude commencée en 1981 et qui devrait être terminée en 1983. Cette étude comportera une évaluation technico-économique de neuf substances pharmaceutiques en vrac auxquelles il a été donné priorité, ainsi que les formes pharmaceutiques de 26 médicaments choisis par l'ONUDI comme pouvant être fabriqués dans les pays en développement. Elle sera présentée à la deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique en novembre 1983 et contiendra aussi les grandes lignes d'un système permettant de contrôler les indicateurs économiques intéressant ce secteur. Une autre étude, qui doit aussi être présentée à la deuxième Consultation, vise à aider dans leur choix les directeurs d'entreprises industrielles des pays en développement qui veulent fabriquer des médicaments essentiels. Elle contiendra une description des aspects techniques de la formulation des substances pharmaceutiques en vrac, ainsi qu'une analyse des incidences du coût des matières premières chimiques sur la rentabilité économique de cette production. Pour faciliter l'élaboration de cette dernière étude, on a mis au point un programme de traitement de certaines données par ordinateur. Le Service a entrepris l'élaboration d'une étude concernant la production d'agents d'immunisation et d'antigènes de diagnostic dans les pays en développement, et notamment dans les pays les moins avancés d'Afrique. Cette étude doit entrer dans le cadre du programme mondial d'immunisation de l'Organisation mondiale de la santé et remplace les activités primitivement prévues pour 1982 et concernant un programme d'action pour le développement de l'industrie pharmaceutique qui aurait dû être présenté à un colloque que l'on a annulé depuis[40].

27. Au cours des préparatifs de la quatrième Consultation sur l'industrie des engrais, il a été décidé de fondre en une seule les deux études mises en chantier à la suite de la troisième Consultation qui avait eu lieu en 1981[41]. On a donc entrepris d'établir une étude qui portera sur le coût de la construction d'usines d'engrais et la promotion de mini-usines dans les pays en développement, comme l'avait également recommandé la troisième Consultation.

28. La troisième étude sur l'industrie pétrochimique a été commencée en 1982 et devrait être présentée à la troisième Consultation sur ce secteur. Cette étude contiendra des données sur la consommation, la production et le commerce des produits pétrochimiques ainsi qu'une description des méthodes permettant d'observer les tendances en matière d'évolution des techniques, de coûts de production et de prix; elle devrait également fournir des projections régionales et mondiales aussi bien pour le moyen terme que pour le long terme.

29. On a poursuivi l'élaboration de l'étude sur les possibilités de coopération entre les pays en développement qui possèdent des ressources en matières premières pétrochimiques et en énergie et ceux qui n'en possèdent pas[42], et un document a été établi en vue d'être présenté à un séminaire qui sera organisé pendant le premier semestre de 1983 par l'ONUDI, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Fonds de l'OPEP pour le développement international. En coopération avec l'OADI, une étude portant sur le développement futur de l'industrie pétrochimique dans la région arabe a été mise en chantier.

---

[40] ID/B/280, chap. III, par. 42.

[41] *Ibid.*, par. 41.

[42] *Ibid.*, par. 40.

30. Deux études sur l'industrie sidérurgique ont été profondément révisées et ont été présentées dans deux documents, intitulés "Scénarios de l'industrie sidérurgique 1990[43]" et "Les dossiers[44]" à la troisième Consultation sur l'industrie sidérurgique qui s'est tenue à Caracas (Venezuela) en septembre 1982. Ces études, qui décrivent un scénario "de crise" et un scénario "normatif", contiennent également une brève description des développements possibles et de leurs incidences sur les négociations internationales relatives à ce secteur. Le Service a également participé à l'élaboration de deux documents de fond présentés à la Consultation : "Formulation de la main-d'œuvre pour l'industrie sidérurgique[45]", et "Le financement des projets sidérurgiques dans les pays en développement[46]".

31. Conformément aux recommandations de la première Consultation sur l'industrie des biens d'équipement, qui s'est tenue à Bruxelles (Belgique) en septembre 1981[47], on a entrepris d'établir une projection de l'offre et de la demande mondiales de biens d'équipement. Complétée par des études au niveau régional, cette projection facilitera l'élaboration de stratégies pour le développement de l'industrie des biens d'équipement. En coopération avec l'OADI, la CEPAL et la CESAP, le Service a commencé à élaborer des stratégies en vue de la création et de la promotion d'industries des biens d'équipement dans les pays en développement. Les travaux ont également porté sur une analyse de certains sous-secteurs de cette industrie ainsi que sur le choix des procédés techniques dans l'industrie alimentaire. On a accordé une grande importance à l'élaboration de recommandations sur l'entretien et la production d'éléments, de machines et d'équipement simples, dont la fabrication est possible dans certains pays en développement, notamment dans ceux qui comptent parmi les moins avancés. Les questions concernant le choix des systèmes d'entretien et les méthodes de fabrication d'éléments pour l'industrie des biens d'équipement intéressent particulièrement le programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, ainsi que les efforts déployés par les pays les moins avancés pour établir la base de leurs activités techniques et mécaniques. Le Service a établi un manuel qui doit être publié en 1983 et dans lequel est exposé un système simple d'entretien préventif.

32. Un document présentant un "Diagnostic sur la situation actuelle et les tendances de la production et de l'utilisation des machines agricoles dans les pays africains[48]" a été mené à bien et présenté à la première Consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles en Afrique, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), en avril 1982. Deux autres documents établis en collaboration avec le Service des négociations ont également été présentés à cette réunion : "Situation présente, perspectives et choix stratégiques pour le développement du machinisme agricole dans les pays africains dans le cadre du Plan d'action de Lagos[49]" et "Avant-projet pour l'élaboration d'un plan africain de développement des équipements et matériels agricoles (1982-

[43] ID/WG.374/2.

[44] ID/WG.374/2/Add.1.

[45] ID/WG.374/1.

[46] ID/WG.374/3.

[47] ID/WG.342/Rev.1, par. 4.

[48] UNIDO/IS.288.

[49] ID/WG.365/1.

1990)[50]". Dans le cadre du plan d'action adopté par la Consultation régionale, l'ONUDI, en collaboration avec les pays donateurs et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a commencé à élaborer des programmes nationaux et sous-régionaux. Les résultats de ces activités seront publiés au milieu de 1983 et viseront à faciliter la discussion au niveau international sur la mécanisation, la conception au niveau local et l'adaptation de l'équipement agricole. Un document sur les possibilités ouvertes aux concepteurs et aux entreprises d'Afrique, en ce qui concerne la mise au point de matériel agricole adapté et la promotion de l'autosuffisance technologique, a été présenté à un groupe de travail de l'ONUDI sur la conception et la mise au point du matériel agricole en Afrique, qui s'est réuni au Caire (Egypte) en octobre 1982.

33. Le groupe méthodologique a continué à fournir un appui technique sous la forme d'analyses économiques et de recherche touchant l'informatique. En coopération avec le groupe des statistiques et des enquêtes, il a fourni des statistiques concernant les industries suivantes : machines agricoles, biens d'équipement, sidérurgie, produits pharmaceutiques, produits pétrochimiques et bois et produits du bois. Le groupe a mis au point des méthodes efficaces pour recueillir et traiter des données concernant ces secteurs et a examiné la question des relations pratiques entre l'agriculture et l'industrie et la technologie. On a achevé des études sur les incidences des prix fixés pour les matières premières dans les industries des produits pharmaceutiques et des produits pétrochimiques et une analyse du coût des produits dans ces secteurs a été achevée; de même, l'étude des besoins en énergie de l'industrie du bois et des produits du bois a été menée à bien — les conclusions de ces diverses études figureront dans les études sectorielles correspondantes.

AUTRES ACTIVITES

Groupe des statistiques et des enquêtes

34. En juillet 1982 a été créé le Groupe des statistiques et des enquêtes au Bureau du Directeur de la Division des études industrielles. Il constitue un centre de référence pour les activités statistiques au sein de la Division. Le Groupe a continué à améliorer les statistiques industrielles disponibles pour ce qui est du champ qu'elles couvrent et de leur précision ainsi que la base de données industrielles correspondantes destinées à appuyer les études industrielles effectuées aussi bien à l'ONUDI qu'en dehors de l'Organisation. Ainsi, les données élaborées et publiées dans le document intitulé "Industrial statistics for research purposes : methodologies and a data inventory of production indexes and base weights" (Statistiques industrielles aux fins de la recherche : méthodologies et inventaire des données relatives aux indices de production et aux pondérations de base)[51], paru en 1982, ont servi pour le numéro bisannuel de l'*Etude du développement industriel* et ont fourni en partie les bases empiriques sur lesquelles on s'est fondé pour l'établissement d'études sectorielles, par pays et autres, axées sur les domaines prioritaires de la production

[50]ID/WG.365/7.

[51]UNIDO/IS.309.

industrielle, du redéploiement, de la restructuration de l'industrie et du développement industriel dans les pays les moins avancés.

35. Parmi les divers organismes internationaux auxquels l'ONUDI a communiqué des données en 1982 figurent la CEA, la CESAP, la FAO, la Banque mondiale, le secrétariat de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et la Banque interaméricaine de développement. La période considérée a été marquée par une coopération étroite entre l'ONUDI et le Bureau de statistique des Nations Unies, notamment en ce qui concerne la préparation du Programme mondial de statistiques industrielles de 1983. Un aspect important de cette collaboration a été constitué par une répartition efficace des tâches entre les deux organisations ainsi qu'avec d'autres organismes internationaux s'occupant de statistiques industrielles. Un stage de formation régional sur les statistiques industrielles, organisé conjointement par l'ONUDI, le Bureau de statistiques des Nations Unies, la CEA et le Centre de recyclage de Munich pour les statisticiens économistes des pays en développement, s'est tenu à Addis-Abeba (Ethiopie) en janvier-février 1982 et a connu un tel succès qu'un stage analogue est prévu pour les pays africains francophones en janvier 1983.

36. L'"Analyse statistique de la situation industrielle mondiale[52]" — édition pour 1981 d'un document publié tous les ans dans le cadre des activités relatives aux statistiques — a paru au début de 1982. Outre qu'elle fournit les données les plus récentes dont on dispose sur la croissance de la production industrielle et la répartition de l'activité industrielle, cette analyse comprend un chapitre spécial consacré aux industries des pays les moins avancés. On a également publié le document intitulé *Changing Patterns of Trade in World Industry - An Empirical Study on Revealed Comparative Advantage* (Evolution de la structure des échanges dans l'industrie mondiale — une étude empirique sur l'avantage comparatif révélé)[53], qui contient une analyse détaillée de l'évolution des résultats obtenus à l'exportation par 134 industries au cours des deux dernières décennies dans un grand nombre de pays développés et de pays en développement. On a achevé un manuel de statistique industrielle[54] qui fournit une série d'indicateurs industriels permettant d'établir des comparaisons sur le plan international et d'analyser les progrès industriels réalisés dans les différents pays. Lors de l'élaboration des statistiques figurant dans les deux publications susmentionnées, on s'est plus particulièrement intéressé à des questions prioritaires telles que l'évolution des structures de la production industrielle, le rôle de la restructuration de l'industrie et les principaux indicateurs des résultats obtenus en matière industrielle dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

37. Au cours de l'année considérée, on a terminé une analyse statistique de l'industrie des machines non électriques, qu'il est prévu de publier en 1983 et qui porte en particulier sur l'industrie des machines-outils en tant que fournisseur des fabricants de biens d'équipement. On a également commencé à préparer le prochain numéro de l'*Etude du développement industriel*[55] dont la

[52]UNIDO/IS.292.

[53]ID/281.

[54]ID/284.

[55]ID/B/280, chap. III, par. 24.

publication est prévue pour 1983; cette étude comprendra une analyse approfondie des principaux changements structurels et des grandes tendances en matière de politiques qui ont été observés à la fin des années 70 et au début des années 80. On y examinera en particulier les liens entre le développement de l'industrie manufacturière et celui des autres secteurs, notamment l'agriculture, la part prise par les activités extérieures aux divers stades de développement industriel ainsi que le rôle joué par un certain nombre d'industries et l'importance qu'elles revêtent pour l'expansion des activités industrielles dans les pays en développement et les pays développés. L'*Etude* comprendra une analyse des tendances récentes qui auront été observées dans chacune des régions en développement, dans les pays à économie planifiée et dans les pays développés à économie de marché ainsi que des initiatives qui y auront été prises en matière de politiques industrielles. Cette analyse portera essentiellement sur le rôle de la technologie industrielle, et notamment du transfert et de la diffusion de cette technologie, les incidences du progrès et de l'évolution des politiques sur la restructuration de l'industrie à l'échelle mondiale, ainsi que la progression de la production industrielle et du commerce des produits manufacturés.

Etudes sur l'environnement

38. Comme les années précédentes, on a mené, dans le cadre du programme d'études industrielles, des travaux sur *a)* la protection de l'environnement au cours du processus de développement industriel et *b)* l'utilisation et les méthodes de traitement de l'eau dans l'industrie[56].

39. Une brochure intitulée *La protection de l'environnement dans le contexte des travaux des Nations Unies pour le développement industriel*[57] a été présentée au Conseil d'administration du PNUE en mai 1982 à l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. Dans le cadre de la coopération avec le Centre d'activités du programme du PNUE pour les mers régionales, le rapport d'enquête sur la pollution industrielle[58] dans huit pays d'Afrique orientale a été présenté à une réunion régionale de représentants de gouvernement. Au titre de ce même programme, il était prévu d'entreprendre à fin de 1982, en coopération avec l'Organisation maritime internationale, un nouveau projet relatif à la mise en place et à la coordination de dispositifs nationaux d'intervention dans les régions occidentale et centrale de l'Afrique.

40. On a entrepris des travaux en vue d'une analyse des aspects environnementaux de l'industrie du bois et des produits du bois qui sera incorporée dans l'étude mondiale consacrée à ce secteur. En outre, une série d'exposés sur le programme de l'Organisation dans le domaine de l'environnement ont été faits au cours du stage de formation de l'ONUDI sur la lutte contre la pollution dans les industries pharmaceutiques et chimiques, qui a eu lieu à l'Université de Gand (Belgique). Un document sur l'utilisation et les méthodes de traitement de l'eau ainsi que sur d'autres questions écologiques dans l'industrie sidérur-

[56] *Ibid.*, par. 48 à 51.

[57] ID/282.

[58] "Sources industrielles de la pollution marine et côtière dans l'Est de l'Afrique". Rapports et études du PNUE sur les mers régionales, n° 7.

gique a été présenté au premier Colloque international sur la technologie de l'environnement pour les pays en développement, qui s'est tenu à Istanbul (Turquie) en juillet 1982.

41. Une publication destinée à la vente sur l'utilisation et les méthodes de traitement des eaux industrielles en général doit paraître en 1983. On a commencé à préparer une étude sur l'utilisation de l'eau et les méthodes de traitement des effluents dans le cas de la fabrication de 26 médicaments prioritaires recensés par l'ONUDI; cette étude sera présentée à la deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique.

42. L'ONUDI a pris une part active aux travaux du Groupe intersecrétariats sur les ressources en eau du Comité administratif de coordination et envisage de coopérer avec la Banque mondiale pour un nouveau programme consacré à la recherche-développement dans le domaine du recyclage intégré des ressources dans l'industrie.

Chapitre V

PROGRAMMES SPECIAUX

1. Sept des programmes exécutés par l'ONUDI ont été retenus pour être analysés avec un soin particulier dans le présent rapport. On trouvera ci-après une description des activités menées par l'Organisation dans le cadre de ces programmes en 1982.

SYSTEME DE CONSULTATIONS

2. C'est l'organisation des activités au niveau régional et au niveau global qui, en 1982, a constitué, pour la première fois, la caractéristique principale du Système de consultations. La première consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles en Afrique a montré l'avantage qu'il y avait, pour certains secteurs, à aborder les problèmes au niveau régional. Les premières consultations mondiales sur le financement industriel et sur la formation de la main-d'œuvre industrielle ont été organisées pour répondre aux vœux exprimés lors de précédentes réunions sectorielles. On s'était en effet rendu compte que certains problèmes communs à toute une gamme d'industries doivent être examinés et analysés en permanence.

3. C'est dans le cadre du Système de consultations qu'a été également organisée en 1982 la troisième Consultation sur l'industrie sidérurgique, secteur qui avait constitué le thème d'une des premières consultations, en 1977. La crise aiguë que traverse cette industrie dans de nombreux pays et les éléments de conflit qui en résultent ont fait de ce secteur un critère des possibilités de coopération qui existent en période de récession économique, si bien que sa signification dépasse largement le cadre de la seule industrie sidérurgique.

4. Les travaux préparatoires et les activités complémentaires se sont poursuivis dans les secteurs qui n'ont pas fait l'objet de consultations en 1982, à savoir : les engrais, les produits pétrochimiques, les produits pharmaceutiques, les biens d'équipement, l'industrie alimentaire, le cuir, le bois et les machines agricoles, en plus des nouveaux secteurs suivants[1] : matériaux de construction, métaux non ferreux, pêche ainsi que les techniques et l'équipement utilisés dans le domaine de l'énergie.

[1] A/37/16, par. 114.

5. Différentes méthodes peuvent être utilisées pour décrire les résultats enregistrés :

a) Une présentation "historique", dans laquelle les divers secteurs sont classés selon qu'ils ont déjà donné lieu ou donneront lieu à des consultations. Les rapports précédents ont été préparés sur cette base.

b) Une présentation "descriptive", qui fait apparaître les différences entre des situations caractérisées par un degré plus ou moins grand de coopération ou de conflit, qui ont été identifiées lors des précédentes consultations. Quatre situations de ce genre ont été décrites séparément dans le document ID/B/284, soumis au Conseil en mai 1982.

c) Une présentation "stratégique", fondée sur des groupes intersectoriels d'industries correspondant au niveau national à des stratégies et à des stratégies et à des politiques industrielles spécifiques.

C'est cette dernière approche qui a été adoptée pour le rapport 1982, elle aboutit à la présentation suivante :

I. *Secteurs industriels d'amont et d'aval de l'agriculture*[2]

Amont : Machines agricoles — ce secteur fait partie de l'industrie des biens d'équipement — et engrais.

Aval : Industries agricoles (cuir et bois) et industries alimentaires y compris la pêche.

II. *Industries lourdes* : Sidérurgie, métaux non ferreux et produits pétrochimiques. Depuis toujours, la sidérurgie et les métaux non ferreux ont, dans de nombreux pays, servi de base au développement de l'industrie. Dans une économie moderne développée, l'industrie pétrochimique est également considérée comme une industrie fondamentale.

III. *Secteurs spécifiques* : Produits pharmaceutiques. Cette industrie est considérée ici comme une industrie spécifique, en ce sens qu'elle aide à satisfaire l'un des besoins fondamentaux de l'homme : la santé.

IV. *Secteurs et activités communs à toutes les industries* :

Biens d'équipement, techniques et équipement utilisés dans le domaine de l'énergie;

L'industrie des matériaux de construction, en tant qu'élément de capital fixe industriel et national;

Activités relatives à la formation de la main-d'œuvre industrielle, le financement industriel et collaboration industrielle à long terme.

---

[2]Ce groupe d'industries vise essentiellement à faire face aux besoins alimentaires essentiels de la population.

I. Secteurs industriels en amont et en aval de l'agriculture

Machines agricoles

6. La première Consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles en Afrique, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 5 au 9 avril 1982[3], a constitué un prolongement, au niveau régional, de la première Consultation sur ce secteur, qui a eu lieu à Stresa en octobre 1979[4]. Elle a été préparée en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA). L'ONUDI a élaboré, en coopération avec la FAO, un projet préliminaire concernant les stratégies intégrées de mécanisation agricole et de fabrication d'équipements. Seize études diagnostiques ont été effectuées suivant la même méthode grâce à la coopération apportée par les pays africains au niveau national en vue de recenser et de comparer les problèmes posés et les capacités de fabrication existantes dans le domaine du matériel agricole. Une attention particulière a été accordée à la détermination des infrastructures nécessaires à la production.

7. Les pays africains ont déterminé les domaines dans lesquels des mesures pourraient être prises en vue de favoriser l'expansion des capacités de production de machines agricoles en Afrique: il s'agit notamment des domaines suivants : création des conditions nécessaires au lancement et au maintien d'une production locale de machines agricoles, création d'une demande viable, mesures en vue de la production de matériel agricole adapté, amélioration de la sélection et de la normalisaiton des équipements et choix et adaptation de matériel importé.

8. Au cours de la Consultation, on a confirmé qu'il existait de vastes possibilités de coopération entre l'Afrique et le reste du monde et entre les pays africains eux-mêmes. Ainsi, certains participants ont déclaré souhaiter conjuguer leurs efforts pour exécuter un programme sous-régional dans certains domaines avec le concours de pays développés. Enfin, la Consultation a adopté un avant-projet de plan africain de développement des équipements et matériels agricoles (1982-1990)[5].

9. Pour donner suite à la Consultation régionale, des Journées d'étude ont été organisées au Caire (Egypte) du 17 au 28 octobre 1982; elles ont rassemblé des représentants de 17 pays, qui ont décrit leur expérience en ce qui concerne la conception et la mise au point de matériel agricole simple en Afrique. On a estimé qu'il fallait en priorité créer des petites unités décentralisées de production et d'entretien et des ateliers ruraux polyvalents. On a reconnu que l'échange d'informations sur les plans de fabrication d'outillage et de machines représentait un grand pas en avant vers une coopération régionale. La Consultation régionale et son premier prolongement opérationnel ont aidé à définir la marche à suivre et la méthode à adopter pour préparer la deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles, qui doit avoir lieu en Argentine en 1983 et dont les préparatifs sont déjà fort avancés.

---

[3]Pour le rapport de la première Consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles en Afrique, voir le document ID/WG.365/8.

[4]Pour le rapport de la première Consultation sur l'industrie des machines agricoles, voir le document ID/239

[5]ID/WG.365/7

Industrie des engrais

10. Les activités menées en 1982 peuvent être classées en deux catégories . celles qui sont en voie d'achèvement et celles qui ont été entreprises pour donner suite aux recommandations de la troisième Consultation.

a) *Activités en voie d'achèvement*

11. Le Groupe d'experts chargé des contrats types pour la construction clefs en main et en régie d'usines d'engrais[6] s'est réuni en février 1982 afin de mettre la dernière main aux directives pour l'interprétation du texte de ces contrats. Ces directives ont été diffusées en juin 1982. On rédige actuellement, pour les contrats types, un chapitre liminaire consacré aux critères pour la sélection d'un contrat type approprié dans les conditions propres aux pays en développement.

b) *Activités continuées*

12. La tendance à réduire la taille des usines et à innover dans ce but revêt une importance particulière pour l'industrie considérée car elle permet aux pays en développement dont les marchés sont relativement exigus de se doter d'une industrie des engrais adaptée à la demande intérieure. Ainsi, le Service des négociations a organisé un séminaire sur les mini-usines d'engrais au Pakistan, en novembre 1982, pour déterminer la possibilité de créer des usines de ce genre dans les pays en développement. Des études techniques de base pour une usine d'ammoniaque d'une capacité de 100 t/jour ont été présentées à cette réunion.

13. Pour appuyer les efforts faits en vue de resserrer la coopération entre les pays en développement dans l'industrie des engrais et conformément à la demande formulée a la troisième Consultation, les travaux exécutés en 1982 ont été axés sur l'établissement d'un répertoire des capacités techniques des pays en développement dans l'industrie des engrais, y compris le rassemblement d'informations sur les usines et les projets, les services d'études techniques, le matériel et les matières premières. On a également poursuivi les travaux consacrés à un système multilatéral d'assurance contre les dommages indirects subis par les usines d'engrais, conformément à la demande formulée par la première Consultation[7].

Industrie du bois et des produits du bois

14. A sa quinzième session, le Conseil du développement industriel a décidé qu'une consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois devrait être organisée au cours de la période biennale 1982-1983[8]. Cette consultation se tiendra à Helsinki en septembre 1983 sur l'invitation du Gouvernement finlandais. Des réunions régionales préparatoires pour l'Asie, l'Afrique et

---

[6] "UNIDO model form of turn-key lump-sum contract for the construction of a fertilizer plant" (UNIDO/PC.25); "UNIDO model form of cost-reimbursable contract for the construction of a fertilizer plant" (UNIDO/PC.26).

[7] Pour le rapport de la première Consultation sur l'industrie des engrais, voir le document ID/WG.242/8/Rev.1.

[8] A/36/16, par. 171.

l'Amérique latine ont été organisées en mars, juin et octobre 1982 afin, respectivement, de faire le point de la situation de l'industrie du bois et des produits du bois dans chacune de ces régions, de déterminer les obstacles au développement des activités de transformation primaire et secondaire dans chacune d'elles, d'élaborer des propositions en vue d'améliorer la coopération internationale de manière à surmonter les obstacles ainsi définis et de déterminer les questions précises à étudier plus avant en vue de leur examen à la Réunion mondiale préparatoire. Sur la base des conclusions et recommandations de ces réunions régionales, la Réunion mondiale préparatoire, qui se tiendra à Vienne en janvier 1983, donnera des conseils sur le choix des questions à soumettre à la première Consultation.

Industrie du cuir et des articles en cuir

15. Des activités ont été menées en liaison avec les travaux confiés au Groupe de l'industrie du cuir et des articles en cuir qui a tenu sa cinquième session du 25 au 27 novembre 1981 et sa sixième session du 29 novembre au 1er décembre 1982[9]. Des progrès ont été faits dans les domaines suivants :

a) *Programme international pour le développement de l'industrie des cuirs et des peaux*

16. Malgré la grande importance attachée à l'établissement de ce programme, on en est toujours à rechercher activement les moyens de la financer.

b) *Liste des points à inclure dans les arrangements contractuels dans l'industrie du cuir et des articles en cuir*

17. Les participants à la deuxième Consultation sur l'industrie du cuir et des articles en cuir[10] ont estimé que les arrangements contractuels relatifs à la coopération interentreprises au niveau international dans ce secteur étaient inadéquats. Eu égard à la diversité des options technologiques disponibles et compte tenu des différentes formes que peuvent revêtir les contrats internationaux, on a jugé préférable d'établir des listes des points à inclure dans les arrangements contractuels. Ces listes devraient tenir compte des éléments suivants : industries composant ce secteur (tannage, chaussure et articles en cuir); différentes formes de coopération en ce qui concerne le transfert de techniques, la gestion et la commercialisation dans la branche d'industrie considérée; spécification des éléments négociables dans chaque type d'arrangement de coopération.

18. La liste concernant l'industrie de la chaussure a été approuvée par le Groupe du cuir à sa cinquième session. A sa sixième session, le Groupe a approuvé la liste relative au secteur du tannage et a conseillé à l'ONUDI de la diffuser, après inclusion des observations formulées, en même temps que la liste concernant l'industrie de la chaussure.

---

[9]Pour le rapport de la sixième session du Groupe, voir le document ID/WG.386/5.

[10]Pour le rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie du cuir et des articles en cuir, voir le document ID/255.

c) *Règles fondamentales pour la rationalisation de la production, de la commercialisation et du commerce mondiaux dans l'industrie du cuir et des articles en cuir*

19. Les participants à la deuxième Consultation ont recommandé de définir une série de règles fondamentales conciliant la nécessité de mener des activités de transformation industrielle au niveau national et celle d'assurer l'approvisionnement des marchés internationaux en matières premières. A sa sixième session[11], le Groupe du cuir, après avoir examiné le rapport du Groupe de travail sur l'industrie du cuir créé par lui et le document d'information qui lui avait été soumis, est parvenu aux conclusions suivantes :

i) Il n'est pas possible, pour le moment, d'établir une série de règles fondamentales qui soient universellement acceptables pour la rationalisation de la production, de la commercialisation et du commerce mondiaux dans l'industrie du cuir et des articles en cuir;

ii) En raison des différences dans les schémas de croissance et les niveaux d'industrialisation des pays en développement des diverses régions, il est nécessaire de procéder à des études et analyses plus poussées au niveau régional. Cette approche régionale permettra peut-être de déterminer des domaines et des problèmes précis qui pourraient donner lieu à une coopération et à des négociations régionales et internationales;

iii) Les domaines critiques communs d'intérêt général mis en évidence, le cas échéant, par les analyses régionales pourraient servir de base pour des échanges de vues ultérieurs à l'échelle mondiale.

Le Groupe a également examiné la mise en œuvre des recommandations de la deuxième Consultation et a recommandé de poursuivre les travaux menés au niveau régional et, pour commencer, d'organiser dès que possible une consultation régionale en Afrique.

Industrie alimentaire

20. Les participants à la première Consultation sur l'industrie alimentaire, qui s'est tenue en novembre 1981[12], ont examiné une approche intégrée pour le développement de cette industrie, c'est-à-dire l'établissement de liens entre la production de matières premières, la transformation industrielle des matières premières agricoles et la commercialisation/distribution des produits alimentaires. Ils ont reconnu qu'il importait d'assurer un développement équilibré de cette industrie en se préoccupant comme il convient de celui de chaque élément de la chaîne agro-industrielle. Les activités menées en 1982 ont été axées sur un certain nombre de recommandations relatives aux domaines suivants, d'une importance primordiale : *i)* élaboration d'orientations générales destinées à servir de principes directeurs pour aborder dans une optique globale les problèmes concernant l'acquisition de la formation, la technologie, le financement, la commercialisation, etc., ainsi que de listes d'éléments à inclure dans les accords de coopération; *ii)* détermination et analyse du rôle que pourraient jouer de nouveaux partenaires comme les petites et moyennes entreprises et les

[11]UNIDO/PC.58.

[12]Pour le rapport de la première Consultation sur l'industrie alimentaire, voir le document ID/278.

coopératives dans la coopération internationale. Pour ces activités, un Groupe de travail interorganisations comprenant la FAO, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Centre (CNUCED/GATT) du commerce international a été créé en vue d'assurer la coordination et de contribuer à la mise en œuvre de ces recommandations.

Industrie de la pêche

21. A sa seizième session, le Conseil du développement industriel a prié le Directeur exécutif d'étudier en détail la possibilité de prévoir une consultation sur l'industrie de la pêche dans le programme pour l'exercice 1984-1985[13]. Les pays en développement ne disposant pas des compétences et des moyens financiers nécessaires pour planifier et exécuter des programmes relatifs au développement d'une industrie moderne de la pêche, les activités menées en 1982 ont consisté essentiellement à examiner les possibilités d'expansion de cette industrie dans les pays en question. Le Groupe de travail commun FAO/ONUDI sur la pêche se réunira dans le courant du premier trimestre de 1983 afin d'examiner les modalités de la coopération entre les deux organisations pour la préparation de la première Consultation, si le Conseil en approuve la convocation.

II. Industries lourdes

Sidérurgie

22. La troisième Consultation sur la sidérurgie s'est tenue à Caracas (Venezuela) du 13 au 17 septembre 1982[14]. Les documents ci-après ont été établis par l'ONUDI en vue de cette réunion :

a) Sept scénarios[15] ont été définis à partir des éléments identifiés à la deuxième Consultation[16] et selon les conseils d'un groupe d'experts qui en a ensuite retenu deux, le "scénario de faible croissance" et le "scénario normatif", en vue de la présentation à la troisième Consultation.

b) Dans le cadre de ces deux scénarios, on a rédigé des documents thématiques traitant des problèmes spécifiques relatifs à la formation de la main-d'œuvre (y compris la possibilité de faire appel à la main-d'œuvre qualifiée excédentaire de pays développés), au financement des projets sidérurgiques (y compris les moyens de réduire leur coût de capital) et aux 32 pays désireux d'entreprendre des activités dans le secteur de la sidérurgie (éventuellement par le biais de la création de mini-aciéries).

23. L'une des principales caractéristiques de la troisième Consultation a résidé dans la prise de conscience des problèmes spéciaux qui se posent aux pays nouveaux venus dans le secteur de la sidérurgie. Les participants ont non

---

[13] A/37/16, par. 114.

[14] Pour le rapport de la troisième Consultation sur la sidérurgie, voir ID/291.

[15] ID/WG.374/2 et Add.1.

[16] Pour le rapport de la deuxième Consultation sur la sidérurgie, voir ID/224.

seulement proposé de mettre les services de leurs spécialistes à la disposition de ces pays pour les aider, mais encore laissé entendre que ces services pourraient, dans certains cas, être offerts gratuitement. Il a été reconnu que, pour les pays en question, la formule souhaitable était celle des mini-aciéries. Aussi l'assistance devait-elle consister en informations sur cette technologie. Il a également été convenu à la Consultation de mettre davantage l'accent sur la formation et sur la recherche de capitaux fournis à des conditions spéciales, en particulier pour le développement de l'infrastructure.

Métaux non ferreux

24. A sa quinzième session, le Conseil du développement industriel avait demandé au Directeur exécutif d'examiner la possibilité d'inscrire les métaux non ferreux au programme des Consultations pour 1984-1985. Une étude préliminaire a été consacrée aux divers aspects de la prospection et de la production en ce qui concerne certains importants métaux non ferreux — bauxite (aluminium), plomb, zinc, étain et cuivre. Cette étude a également présenté une vue d'ensemble sur les caractères généraux de l'industrie des métaux non ferreux. Il est envisagé de pousser ces travaux plus loin en réunissant des données complémentaires et en organisant des débats avec certains grands producteurs et utilisateurs de ces métaux, en consultation — selon les besoins — avec d'autres organisations internationales.

Industrie pétrochimique

a) *Activités en voie d'achèvement*

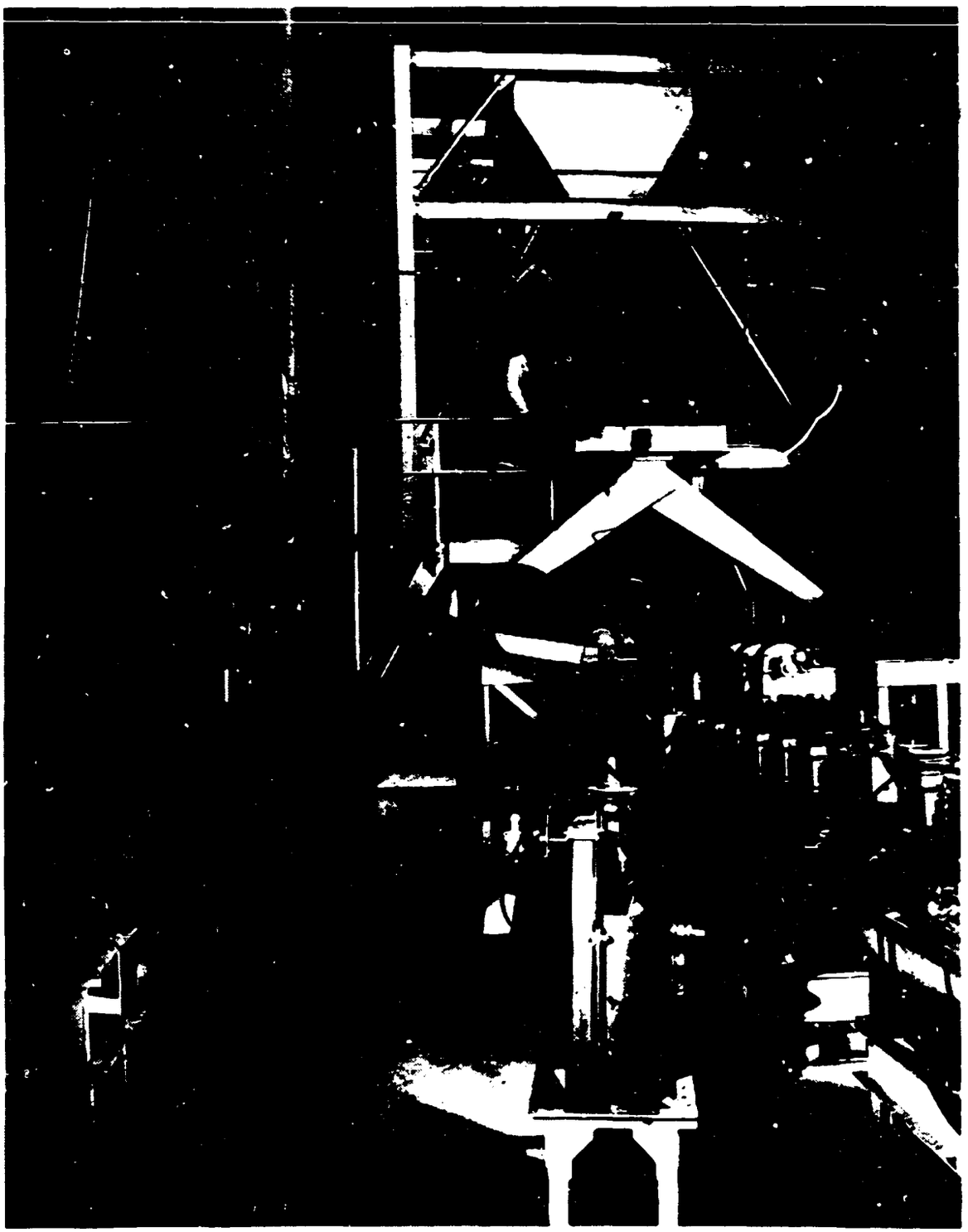
25. Les participants à la deuxième Consultation sur l'industrie pétrochimique[17] avaient recommandé que l'on révise le projet d'accord type pour l'octroi de licences, à la lumière des commentaires présentés au cours de leurs débats. Un second projet d'accord a été rédigé et envoyé, pour examen, à un groupe de spécialistes dans les pays développés et les pays en développement. La version définitive sera mise au point en 1983 avec le concours d'un groupe d'experts réunis à cet effet.

b) *Activités en cours*

26. La deuxième Consultation avait également envisagé la mise au point d'un programme de coopération entre pays en développement, lequel a été établi en 1982. Ces travaux seront poursuivis, en collaboration avec l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, lors d'une réunion qui aura lieu du 7 au 9 mars 1983. Le Secrétariat a également continué ses travaux portant sur les arrangements à long terme dans l'industrie pétrochimique et sur la mise à jour des estimations touchant l'offre et la demande de produits pétrochimiques, activités que la première Consultation avait suggéré de mener à titre permanent. Conformément à une recommandation de la deuxième Consultation, on a entrepris d'apporter des modifications aux directives générales concernant les coentreprises dans l'industrie pétrochimique.

---

[17] Pour le rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie pétrochimique, voir ID/272.



Cette installation pilote de flottation par moussage, servant à séparer l'arsenic contenu dans les concentrés de cuivre, se trouve au Centre de recherche minéralogique et métallurgique de Santiago (Chili) (voir chap. III, par. 218).

III. Secteurs spécifiques

Industrie pharmaceutique

27. En 1982, les activités ont été axées sur la suite donnée à la première Consultation sur l'industrie pharmaceutique[18].

a) *Prix et disponibilités des produits intermédiaires et des médicaments en vrac*

28. L'un des principaux obstacles au développement de l'industrie pharmaceutique dans les pays du tiers monde tient aux conditions de leur approvisionnement en produits intermédiaires et en médicaments en vrac, comme il a été reconnu à la première Consultation. Les activités suivantes ont été menées dans ce domaine :

i) Réunion à Paris, du 11 au 13 octobre 1982, d'un Comité d'experts sur les produits pharmaceutiques[19] chargé d'examiner les aspects techniques et économiques de l'approvisionnement en médicaments en vrac et produits intermédiaires nécessaires à leur fabrication, particulièrement de ceux pour lesquels les sources d'approvisionnement sont limitées (voir rapport de la réunion).

ii) Etablissement d'un premier projet de Répertoire de l'ONUDI récapitulant les sources existant dans les pays développés et les pays en développement pour l'approvisionnement en médicaments essentiels en vrac figurant sur la liste ONUDI/OMS (Organisation mondiale de la santé) et en produits intermédiaires correspondants; ce projet a été présenté au Comité d'experts sur les produits pharmaceutiques réuni à Paris en octobre 1982.

b) *Arrangements contractuels concernant la production de médicaments*

29. Conformément à la recommandation de la première Consultation, et sur la base des recommandations formulées lors de la table ronde sur le développement de l'industrie pharmaceutique, organisée au Maroc en 1981[20], on a rédigé un projet d'accord de licence pour la formulation de médicaments en forme pharmaceutique, un projet d'accord de licence pour la fabrication de produits intermédiaires, et un projet de contrat relatif à la construction d'une usine de produits pharmaceutiques pour la formulation et la production des éléments actifs d'un médicament. Les principales dispositions de ces trois projets ont été soumises, pour examen, à un groupe spécial d'experts qui s'est réuni du 15 au 17 décembre 1982[21].

c) *Centre de recherche-développement pour les pays en développement*

30. L'idée de créer au Portugal un centre de recherche-développement sur les produits pharmaceutiques à l'intention des pays en développement avait suscité un certain intérêt lors de la première Consultation. Une fois acquis l'accord officiel du Gouvernement portugais, on a engagé les travaux préliminaires relatifs à la création d'un tel centre, y compris la rédaction des instructions pour l'établissement de l'étude technico-économique correspondante.

---

[18]Pour le rapport de la première Consultation sur l'industrie pharmaceutique, voir ID/259.

[19]Pour le rapport du Comité d'experts sur les produits pharmaceutiques, voir UNIDO/PC.59.

[20]Pour le rapport de la table ronde, voir UNIDO/PC.33.

[21]ID/WG.385/1-3.

IV. Secteurs et activités communs à toutes les industries

Industrie des biens d'équipement

31. La première Consultation sur l'industrie des biens d'équipement, tenue à Bruxelles (Belgique) du 21 au 25 septembre 1981[22], a conclu qu'il était possible tant aux pays développés qu'aux pays en développement d'accroître leur production de biens d'équipement, car ces derniers pays devaient importer une large part des biens d'équipement dont ils avaient besoin, étant donné leur capacité de production limitée. En outre, les importaitons des pays en développement pourraient contribuer à ranimer les industries des pays développés par une augmentation de la production des biens d'équipement.

32. Conformément aux recommandations de la première Consultation, l'ONUDI a retenu trois principaux domaines d'action, dans lesquels on a entrepris des activités consécutives :

a) *Assistance aux pays en développement pour la planification de l'industrie des biens d'équipement*

33. L'ONUDI a mis au point une méthode permettant de classer les principaux groupes de machines et équipements selon six niveaux de complexité technique. Le plan de classification, qui a été essayé avec succès en Algérie, et qui est encore affiné, indique clairement les conditions requises pour créer un secteur des biens d'équipement et pour passer d'un niveau à l'autre; il permet ainsi aux décideurs de déterminer leurs objectifs pour une période donnée.

b) *Etude des modifications à apporter pour améliorer les programmes actuels de formation*

34. Etant donné l'inadéquation générale entre, d'une part, les besoins en matière de techniques et de formation de l'industrie des biens d'équipement et, d'autre part, l'orientation des instituts de formation existants, l'ONUDI s'est fondée sur l'analyse des niveaux de complexité pour préparer des profils de formation correspondant à chaque niveau. Une étude préliminaire a été présentée à la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle, tenue à Stuttgart (République fédérale d'Allemagne) du 22 au 26 novembre 1982.

c) *Echange d'informations sur les techniques liées aux biens d'équipement et les services d'ingénierie*

35. En coopération avec d'autres divisions de l'ONUDI, on a commencé d'établir une liste exhaustive des fournisseurs de techniques utilisables pour la production de divers biens d'équipement. Dès que cette tâche sera achevée, on mettra à la disposition des parties intéressées les données qui auront été réunies.

Techniques et équipements liés à l'énergie

36. On a recueilli et classé des données relatives aux principales techniques liées à l'énergie. Ces données ont été rassemblées en un fichier sur les

[22] Le rapport de la première Consultation sur l'industrie des biens d'équipement a été publié sous la cote ID/276.

principales sources primaires et secondaires d'énergie (charbon, pétrole-gaz, électricité, énergie solaire). Chaque fiche décrit : le procédé de production; les équipements requis; les compétences nécessaires; les conditions commerciales d'accès à chaque procédé de production, notamment quels sont les principaux propriétaires de chaque procédé et dans quelle mesure chaque procédé est protégé.

Industries des matériaux de construction et de la construction

37. Le Conseil du développement industriel ayant demandé à sa quinzième session[23] que le Directeur exécutif étudie la possibilité d'inscrire au programme des consultations pour 1984-1985 une consultation sur l'industrie des matériaux de construction, les études suivantes ont été établies en 1982 : une étude sectorielle de l'industrie des matériaux de construction et de la construction et une étude préliminaire sur les techniques et matériaux de construction. Ces deux études ont confirmé les liens étroits entre l'industrie des matériaux de construction et l'industrie de la construction, liens qui interdisaient une étude séparée de ces deux secteurs. Elles ont également révélé les obstacles au développement technico-économique de ce secteur auxquels se heurtent nombre de pays en développement sur les plans des compétences ou de la gestion, de l'infrastructure, de la commercialisation, de la planification et de l'organisation.

38. Un groupe spécial d'experts s'est réuni à Vienne du 15 au 17 décembre 1982[24] pour examiner les conclusions de ces deux études et proposer les domaines à examiner plus en détail en priorité, ainsi que pour déterminer les questions qui pourraient être traitées lors de la première Consultation, si celle-ci était approuvée par le Conseil.

39. Il a été convenu avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) que les deux organisations prépareraient de concert la première Consultation.

Formation de la main-d'œuvre industrielle

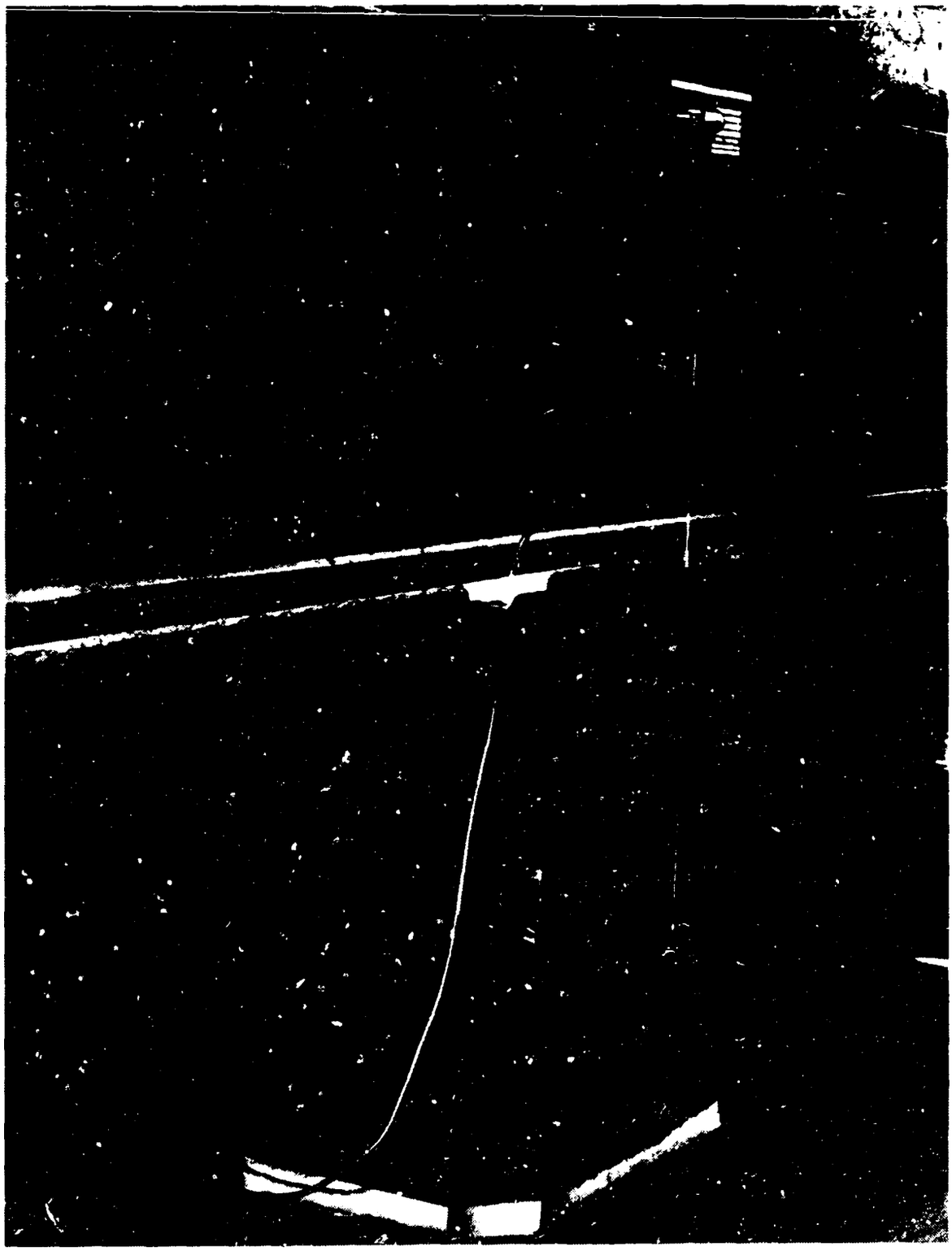
40. Les préparatifs entrepris depuis 1979 par l'ONUDI en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont permis de déterminer les principales questions à examiner, lesquelles ont été approuvées par la Réunion préparatoire mondiale tenue en janvier 1982[25] et présentées de manière plus cohérente à la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle.

41. La première question est la suivante : comment évaluer et faire concorder l'offre et la demande de formation industrielle dans les pays en développement, compte tenu de leur objectif à long terme qui est de maîtriser leur industrialisation. On a estimé qu'il fallait certes disposer de davantage de

[23] A/36/16, par. 172.

[24] UNIDO/PC.64.

[25] ID/WG.384/1 et ID/WG.384/2.



Essais d'isolation par bloc de caoutchouc soumis à une charge dynamique, pendant la consultation technique sur la protection contre les dommages causés par les séismes qui a eu lieu en Malaisie (voir chap. III, par. 256).

renseignements sur les besoins et possibilités de formation, mais que les pays en développement pourraient mieux définir leurs besoins en la matière et leur demande d'activités de coopération internationale.

42. La formation industrielle faisant de plus en plus l'objet d'une coopération commerciale, tendance qui se poursuivra probablement dans un avenir prévisible, la deuxième question est axée sur les problèmes liés à l'acquisition de techniques par les pays en développement, tels qu'ils ressortent des monographies établies par l'ONUDI. Dans ce cadre, on a accordé une attention particulière à l'intérêt des arrangements de coopération à long terme, aux relations contractuelles et aux modalités de financement de l'élément formation d'un projet industriel. Enfin, on a étudié le rôle éventuel des organisations internationales à propos de ces deux grandes questions.

43. La Consultation a eu lieu à Stuttgart (République fédérale d'Allemagne) du 22 au 26 novembre 1982[26], sur l'invitation du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et de l'Etat de Bade-Wurtemberg. Y ont assisté 211 participants de 70 pays et de 21 organisations internationales. Une contribution spéciale versée par la République fédérale d'Allemagne a permis d'assurer une large participation des pays les moins avancés.

44. La Consultation est convenue que, pour réaliser leur objectif à long terme qui est de maîtriser leur industrialisation, les pays en développement devraient développer leur propre potentiel en matière de techniques et de formation. L'ONUDI a été priée de continuer d'élaborer des méthodes grâce auxquelles les pays en développement pourraient élaborer des stratégies leur permettant de maîtriser leur industrialisation. Ces méthodes devraient également mettre l'accent sur la détermination des besoins de formation en matière de techniques.

45. La Consultation a en outre estimé que les pays devraient recueillir et diffuser des données, notamment sur les besoins et possibilités de formation, grâce au renforcement ou à la création de mécanismes de coordination aux échelons national et régional. Les organisations internationales devraient également faciliter l'échange de telles données et aider les pays en développement à créer ou à renforcer ces mécanismes.

46. La Consultation a également étudié les formes actuelles de la coopération en matière de formation industrielle et a décidé que l'ONUDI devrait établir une liste récapitulative pour l'élaboration de contrats de formation. Pour ce qui est du financement de l'élément formation d'un projet industriel, elle a recommandé que les institutions et organismes financiers incluent un élément formation dans tous les projets importants.

Financement industriel

47. Les problèmes liés au financement de l'industsrie ont été cernés durant les différentes consultations sectorielles; aussi le Conseil du développement industriel a-t-il autorisé l'organisation de la première Consultation sur le

[26]Le rapport de la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle a été publié sous la cote ID/294.

financement industriel, qui a eu lieu à Madrid (Espagne) en octobre 1982[27]. Durant la préparation de la Consultation, il a fallu tenir dûment compte de la détérioration de la Consutlation, il a fallu tenir dûment compte de la détérioration de la situation économique et financière mondiale, qui a commencé en 1979-1980. Compte tenu de cette situation, la Consultation a examiné trois questions, *a)* y a-t-il une insuffisance quantitative et qualitative des flux financiers extérieurs requis pour l'investissement industriel dans les pays en développement ? *b)* comment et dans quelle mesure les mécanismes et institutions existants peuvent-ils permettre d'accroître le financement industriel des pays en développement ? et *c)* peut-on remédier à l'insuffisance du financement industriel en élaborant des concepts novateurs menant à l'acceptation de nouveaux mécanismes et/ou institutions ?

48. Pour ce qui est de la première question, on est convenu qu'il y avait un déficit entre les fonds disponibles et les fonds requis pour le financement industriel dans les pays en développement, bien que son ampleur soit incertaine. Il a été recommandé à l'ONUDI de continuer d'examiner les obstacles au financement industriel des pays en développement.

49. Lors de l'examen de la deuxième question, on est convenu que l'expansion des activités des institutions financières multilatérales se heurtait à de sérieux obstacles. L'ONUDI a été priée notamment d'analyser les avantages que retireraient les pays en développement d'un recours accru aux arrangements de cofinancement et de proposer aux institutions financières des moyens d'améliorer ces arrangements. Il a en outre été demandé à l'ONUDI de promouvoir les investissements étrangers directs et indirects, compte tenu des intérêts des pays développés et des pays en développement. La Consultation a également noté qu'actuellement des projets absolument viables pouvaient se voir refuser un financement, les risques liés au pays étant d'une autre ampleur que les risques liés au projet.

50. Pour ce qui est de la troisième question, l'ONUDI a été priée de promouvoir le financement des programmes, notamment pour ce qui est des petites et moyennes entreprises, des besoins des entreprises actuelles et des exigences de tel ou tel secteur. On a également demandé que le financement soit offert à des termes et conditions appropriés en vue d'un développement soutenu de l'infrastructure matérielle et sociale de l'industrie, notamment des programmes de formation de la main-d'œuvre.

Aspects commerciaux et connexes des arrangements de collaboration industrielle

51. La CNUCED et l'ONUDI s'intéressent à la question des aspects commerciaux et connexes des arrangements de collaboration industrielle depuis la première réunion d'un groupe spécial d'experts sur cette question en 1979[28]. L'expérience acquise dans le cadre du Système de consultations a en outre révélé que la collaboration au niveau des entreprises constituait un élément dynamique de la coopération industrielle internationale. Selon la structure d'un

[27] Le rapport de la première Consultation sur le financement industriel a été publié sous la cote ID/293.

[28] ID/B/215, par. 146.

secteur donné, la collaboration entre entreprises peut aller de simples arrangements de type commercial à des activités globales de développement industriel couvrant le transfert de techniques, la gestion et le financement.

52. Le rapport du Groupe spécial d'experts CNUCED/ONUDI a été examiné par le Conseil du commerce et du développement à ses trois sessions précédentes[29], et les décisions du Groupe ont été soumises au Conseil du développement industriel[30]. Les deux Conseils ont décidé que le Groupe d'experts avait achevé ses travaux et que les Secrétariats de l'ONUDI et de la CNUCED devaient continuer d'examiner cette question en collaboration étroite. Dans l'ensemble, le Groupe d'experts a estimé que les arrangements d'entreprise à entreprise, notamment ceux qui sont conclus dans le cadre d'accords intergouvernementaux, non seulement se multipliaient, mais devenaient également de plus en plus complexes et avaient un champ d'application plus vaste que par le passé : ils ne portaient plus seulement sur les livraisons d'équipements, mais également sur l'organisation de la production et de la commercialisation[31].

53. Tandis que le secrétariat de la CNUCED prépare une typologie des arrangements de collaboration qui sera soumise à la Commission des articles manufacturés de la CNUCED, l'ONUDI a organisé ses activités compte tenu des travaux relatifs aux arrangements de coopération entrepris dans divers secteurs ayant fait l'objet de consultations. Cette approche se fonde sur trois éléments liés entre eux : le cadre contractuel, à l'échelon de l'entreprise; le cadre institutionnel, aux échelons gouvernemental ou intergouvernemental; et le cadre chronologique, par exemple l'intérêt des arrangements à long terme par rapport à des transactions commerciales de circonstance.

PROGRAMME DE COOPERATION EN MATIERE D'INVESTISSEMENTS

54. Les activités de l'ONUDI visant à promouvoir les investissements industriels dans les pays en développement font partie intégrante d'un programme général ayant pour but d'encourager la restructuration de la production industrielle mondiale. Les mesures prises pour aider des pays en développement à présenter des projets d'investissement industriel et à trouver les partenaires nécessaires sont étroitement coordonnées avec l'établissement des études industrielles par pays et par secteur ainsi qu'avec l'assistance apportée aux pays en développement pour l'élaboration des plans et stratégies industrielles et l'établissement des études de faisabilité. Le Programme de coopération en matière d'investissement cherche par divers moyens à obtenir un financement extérieur et d'autres ressources pour les projets d'investissement industriel : activités spécialisées menées dans le cadre du Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI, services de promotion des investissements, réunions de promotion, enfin contacts directs entre les auteurs de projets intéressant le secteur public ou le secteur privé des pays en développement et des partenaires éventuels dans les pays industrialisés.

---

[29] ID/B/900, annexe I.

[30] ID/B/287/Add.1.

[31] ID/WG.337/9/Rev.1, par. 20.

55. Du fait de la conjoncture défavorable, les efforts déployés pour accroître le montant des apports financiers aux pays en développement ont rencontré une attitude craintive et réservée chez certains pays. Les industriels et les banquiers ont cependant participé plus nombreux que jamais aux réunions pour la promotion des investissements et aux présentations de pays organisées par l'ONUDI en 1982. On peut en déduire qu'ils ont mieux pris conscience des possibilités que leur offrent les pays en développement de mieux exploiter leurs capacités et leur savoir-faire, notamment en fournissant du matériel industriel et des services techniques. Même s'ils le font avec mauvaise grâce, les industriels reconnaissent l'intérêt des accords de coopération à long terme par rapport aux transactions limitées à la fourniture de matériel. Une des principales tâches du Programme de coopération en matière d'investissements est d'encourager cette coopération à long terme sous la forme de coentreprises, d'accords de règlements en produits et autres arrangements.

56. Les pays en développement devraient fonder leurs décisions concernant les arrangements de coopération à long terme, ainsi que les divers projets d'investissement sur leurs plans et stratégies d'industrialisation. C'est pour cette raison que les activités de l'ONUDI concernant la promotion des investissements et la planification industrielle sont intégrées au sein d'un programme général. L'Organisation a aussi renforcé sa coopération avec les entreprises publiques et les coopératives des pays socialistes — compte tenu de l'expérience considérable acquise par ces pays dans l'élaboration de projets dérivés des plans nationaux de développement — et envisage de créer un service de promotion des investissements en Pologne.

57. Comme il n'existe pas, pour les industries manufacturières, de "carte" des avantages comparés exposant les meilleures possibilités de redéploiement de certaines activités de production industrielle vers les pays en développement, les projets d'investissement industriel ont continué à être choisis et promus au coup par coup. Du fait, cependant, de l'insuffisance des effectifs et des crédits affectés aux déplacements, les fonctionnaires du service doivent s'occuper d'un nombre trop élevé de pays et il a fallu réduire au minimum les déplacements dans les pays en développement. Bien que l'on ait fait davantage appel aux services des conseillers industriels principaux hors siège et des administrateurs adjoints pour la promotion des investissements au niveau des pays, on n'a pu recueillir que des informations extrêmement incomplètes concernant les propositions de projets d'investissements, ce qui a rendu plus difficile la recherche des partenaires adéquats. La participation active des conseillers industriels principaux hors siège et des administrateurs adjoints au Forum industriel pour l'Afrique de l'Ouest a donné des résultats encourageants et il a été décidé de poursuivre sur cette voie, en dépit des resources limitées disponibles pour les activités des conseillers; ces fonctionnaires participeront activement, dès les premiers stades, à la préparation des prochaines réunions régionales, qui se tiendront en 1983 en Afrique de l'Est, ainsi qu'à la suite qui y sera donnée. Le Service a également entrepris de dresser une liste des entreprises complètes qui pourraient éventuellement être transférées dans des pays en développement du fait d'une évolution de la structure des avantages comparés.

58. En dépit des progrès accomplis en 1982, il est encore nécessaire d'améliorer les études de faisabilité ou d'opportunité des projets d'investisse-

ment industriel afin d'y incorporer les analyses financières et économiques nécessaires aux partenaires éventuels pour prendre leurs décisions. Le Service a travaillé en étroite collaboration avec la Section des études de réalisation en vue de renforcer la capacité des pays en développement à établir leurs projets d'investissement industriel. La formation pratique assurée par le Service par le biais de l'affectation de fonctionnaires de pays en développement aux services de promotion des investissements (voir par. 63 ci-dessous) a pris davantage d'importance et a produit des résultats encourageants pour les pays qui ont envoyé des participants. Dans le cadre d'un autre programme novateur dont le financement au titre d'une contribution spéciale du Japon a été approuvé au cours de l'année, une formation pratique sera donnée à des fonctionnaires de pays en développement en matière de recherche et de promotion de projets d'investissement dans l'industrie électronique. D'autres propositions élaborées au cours de l'année, concernant notamment la création d'un institut de formation en matière de financement industriel et d'élaboration de projets d'investissement n'ont encore pu être réalisées faute de ressources.

59. La première Consultation sur le financement industriel, qui s'est tenue à Madrid (Espagne) en octobre 1982[32], a fait une place considérable à la recherche, à la formulation et à l'évaluation des projets et a recommandé que l'ONUDI aide les pays en développement à améliorer la qualité de leurs études de réalisation. La Consultation a notamment recommandé à l'ONUDI *a)* de favoriser la circulation de l'information sur les possibilités d'investissements industriels, par exemple en organisant périodiquement des réunions de promotion des investissements, en fournissant des renseignements sur les institutions financières et en encourageant la création, dans les pays en développement, de centres de diffusion, et *b)* de renforcer ses activités de promotion des investissements étrangers directs dans les pays en développement, notamment de ceux qui sont opérés par des petites et moyennes entreprises. Elle a également recommandé l'accroissement des fonds de préinvestissement servant à financer les études de faisabilité, de commercialisation, de financement, de planification, etc., notamment dans le cas des pays en développement les moins avancés.

Services de promotion des investissements

60. Le Service de promotion des investissements, dont le but est d'encourager l'apport aux pays en développement de ressources en matière de financement, de technologie et de gestion, a continué à fournir des informations tant aux promoteurs de projets de pays en développement qu'aux partenaires éventuels des pays industrialisés et à ménager des contacts entre eux.

61. Au cours de l'année considérée, les sept Services de promotion des investissements de Bruxelles, Cologne, New York, Paris, Tokyo, Vienne et Zurich ont poursuivi leurs activités visant à faciliter l'apport de ressources financières extérieures et autres aux pays en développement. Les Services de Tokyo, Paris et Vienne ont vu leur activité prolongée pour deux ans. La Pologne a fait part de son intention d'ouvrir un service à Varsovie. On a travaillé activement aux projets visant à mettre en place des services dans

[32]Voir le document ID/293.

certains pays en développement, ce qui allait aussi dans le sens de la coopération Sud-Sud. L'Inde et l'un des Etats du Golfe devraient être les deux premiers de ces pays. Le Secrétariat de l'ONUDI ne disposant pas de ressources suffisantes, il semble peu vraisemblable que d'autres services soient ouverts dans un proche avenir dans des pays industrialisés.

62. Les Services de promotion des investissements ont organisé 33 réunions de présentation de pays pour les 13 pays suivants : Chili, Chine, Colombie, Egypte, Kenya, Lesotho, Indonésie, Malaisie, Pérou, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sénégal et Sri Lanka. Ces réunions ont donné à des fonctionnaires de pays en développement la possibilité d'établir des contacts avec des représentants des banques, des milieux industriels et des chambres d'industrie et de leur donner des informations de première main sur les conditions régissant les investissements dans leurs pays respectifs et sur les projets pour lesquels ils recherchaient des partenaires. Dans le même temps, les investisseurs potentiels avaient la possibilité de rencontrer des représentants des pays en développement et de se familiariser avec les avantages comparés et les possibilités d'investissements offerts par le secteur industriel de ces pays. Les réunions de présentation de pays pour le Bangladesh, le Chili, la Chine et le Sénégal ont permis d'éveiller l'intérêt en faveur des réunions pour la promotion des investissements qui ont été organisées par la suite dans ces pays.

63. Au cours de 1982, 36 fonctionnaires de 16 pays en développement (Bangladesh, Colombie, Congo, Dominique, Haïti, Indonésie, Kenya, Mexique, Pérou, Philippines, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sri Lanka, Sainte-Lucie et Zambie) ont mené des activités de promotion des investissements pour leurs pays pendant qu'ils étaient détachés auprès de Services de promotion des investissements de l'ONUDI. Le but de ce programme est de donner à ces fonctionnaires, au moyen d'un large programme d'orientation, une expérience suffisante pour qu'ils puissent aider leurs pays à mener leurs propres activités de promotion des investissements et renforcer la compétence de leurs organisations nationales. Ce programme, dont la durée peut aller jusqu'à un an, est financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ainsi que par des fonds bilatéraux et régionaux. Il a permis aux stagiaires de recueillir des informations de base sur les techniques de promotion des investissements et sur la promotion des projets d'investissements industriels. Ce programme, lancé à l'origine par le Service de New York en 1978[33], a aussi été adopté par les Services de Paris, de Zurich et de Cologne. Des fonds supplémentaires fournis par les pays hôtes permettront de développer ces activités.

64. La situation économique mondiale en 1982 a ralenti la promotion des investissements industriels, tant au plan national qu'au plan international. Les Services ont donc axé leurs activités davantage sur l'information, notamment en organisant des réunions de présentation de pays et en faisant connaître à la communauté industrielle des pays dans lesquels ils étaient installés les possibilités offertes par les pays en développement. Les Services ont pu ainsi contribuer à lancer 237 projets d'investissements industriels et ont continué à fournir des activités de soutien pour les bureaux locaux de promotion des investissements des pays en développement, à rechercher les moyens de

[33] ID/B/220, chap. III, par. 38.

préparer les investissements dans ces pays (par exemple, au Kenya, l'Office financier suisse pour l'appui en matière de préinvestissements[14] a contribué à la promotion de deux projets en 1982).

65. Au cours des neuf premiers mois de 1982, les sept Services ont encouragé 43 projets d'investissements industriels dans les pays en développement, d'une valeur totale d'environ 300 millions de dollars (voir appendice E). D'autres projets se sont probablement matérialisés, en particulier lors des contacts organisés par les Services au cours des présentations des pays et des réunions pour la promotion des investissements. Cependant, comme les deux parties en présence sont souvent peu désireuses de rendre publique cette information, il est impossible de quantifier les résultats de ces efforts promotionnels. Le rôle des Services est en fait d'identifier les partenaires étrangers, de fournir des informations sur le pays hôte et d'aider à préparer le contrat financier ainsi que les activités complémentaires nécessaires telles que la formation en matière de gestion et la formation de la main-d'œuvre.

Réunions pour la promotion des investissements

66. Au cours de l'année considérée, l'ONUDI a organisé au Bangladesh, en Chine et au Chili, des réunions nationales pour la promotion des investissements ainsi que, à Dakar (Sénégal), une réunion sous-régionale pour 16 pays d'Afrique.

67. Les réunions pour la promotion des investissements ne sont pas que de simples rencontres d'hommes d'affaires venant des pays industrialisés et de promoteurs de projets venant des pays en développement. Elles deviennent de plus en plus des projets de coopération technique à part entière comportant des services d'expert de longue durée, la formation de ressortissants nationaux aux techniques de promotion des investissements, la diffusion d'une documentation sur les conditions d'investissement locales, la production de films utilisables pour les activités de promotion et une suite appropriée (dans le cas du Bangladesh et de Sri Lanka, par exemple, des fonctionnaires nationaux ont été pendant plusieurs mois affectés à un ou à plusieurs services de promotion des investissements).

68. Le Programme des Nations Unies pour le développement a souvent consenti à fournir les ressources financières nécessaires, notamment pour les réunions destinées au Bangladesh et au Chili. D'autres réunions nationales ont été financées par l'ONUDI ou grâce à des contributions spéciales des pays industrialisés.

69. Plus de 40 propositions de projets d'investissement industriel d'un montant total de 800 millions de dollars ont été examinées au Forum des investisseurs pour le Bangladesh qui, tenu en février 1982, a mis en présence près de 300 participants venus de 26 pays. Les centaines de contacts personnels directs noués au cours du Forum ont abouti à la signature, par les promoteurs de projets nationaux et leurs partenaires étrangers, d'au moins 12 lettres d'intention. Selon les dernières informations reçues du Gouvernement du

[14] ID/B/280, chap. IV, par. 14.

Bangladesh, trois projets exigant des investissements d'un montant total de 600 millions de dollars en sont à un stade de négociation avancé; pour le financement de l'un de ces projets il sera fait appel à la Société financière internationale (SFI).

70. La réunion pour la promotion des investissements, tenue à Ghouangzhou (Chine) en juin 1982, a été la plus importante que l'ONUDI ait jamais organisée. Elle a attiré quelque 400 investisseurs potentiels représentant 200 sociétés publiques ou privées de 24 pays (surtout d'Europe, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique) et près de 800 participants chinois. A l'issue de la réunion, les participants étrangers et leurs homologues chinois ont signé au moins 77 lettres d'intention portant sur des projets d'un montant estimatif de 559 millions de dollars. La plupart de ces lettres d'intention étaient fondées sur des accords de compensation ou de règlement en produits et sur une prise de participation des partenaires étrangers et des partenaires chinois. L'accent était mis sur les associations à long terme portant la plupart du temps sur des projets moyens et englobant les éléments suivants : prêts, apports de capital social, transferts de technologie, formation et gestion.

71. Le Forum des investisseurs pour le Chili, tenu en 1982, a rassemblé 165 participants venus de 17 pays. Ses discussions étaient axées sur 87 projets d'investissement industriel et, selon les renseignements reçus, les négociations relatives à des projets d'un montant total de 100 millions de dollars en sont à un stade avancé.

72. Le Forum industriel pour l'Afrique de l'Ouest a eu lieu au Sénégal en novembre. Cette réunion, la quatrième en son genre[35], qui s'est tenue sous les auspices de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a été financée et organisée conjointement par l'ONUDI et le Centre pour le développement industriel (Bruxelles). Au cours de la réunion, quelque 130 projets ont été retenus aux fins de promotion.

73. Une téléconférence vidéo par satellite a eu lieu en avril. Patronnée conjointement par le PNUD, l'ONUDI et l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC) (Etats-Unis d'Amérique), cette conférence a mis en contact des partenaires potentiels dans six villes des Etats-Unis d'Amérique et des représentants des pouvoirs publics et des milieux d'affaires égyptiens[36]. Cette séance d'information directe, la première à être réalisée avec le concours de l'ONUDI, a permis à plus de 600 industriels, banquiers et hommes d'affaires des Etats-Unis de se familiariser avec la politique égyptienne en matière d'investissements étrangers et de demander des renseignements sur différents sous-secteurs industriels. Le coût élevé de cette première téléconférence a été pour l'essentiel pris en charge par l'OPIC; l'ONUDI étudie actuellement les moyens d'organiser des téléconférences moins coûteuses. En guise d'introduction à une réunion pour la promotion des investissements devant se tenir à Lusaka (Zambie) en 1983, on prévoit d'organiser une téléconférence analogue à l'intention des pays de l'Afrique orientale.

74. Le succès, quantifiable ou non, qu'ont connu les réunions pour la promotion des investissements a été à l'origine de nombreuses demandes de

---

[35] ID/B/260, chap. III, par. 23.

[36] ID/B/280, chap. IV, par. 12.

réunions supplémentaires. On a poursuivi ou entamé en 1982 les travaux préparatoires de réunions destinées entre autres à un groupement de neuf pays de l'Afrique australe et de l'Afrique orientale, aux pays membres de la Communauté des Caraïbes, à la Colombie, à Fidji et à d'autres pays du Pacifique Sud, au Népal, au Panama et au Pérou. Quatre de ces réunions doivent se tenir en 1983.

Mobilisation des ressources financières

75. Les difficultés soulevées par le financement extérieur de l'industrialisation des pays en développement ont été aggravées par la récession économique qui sévit dans les pays industrialisés. Le Service du programme de coopération en matière d'investissements a continué à analyser les problèmes posés par le financement de l'industrie des pays en développement en présidant et en contribuant aux travaux du groupe spécial de l'ONUDI sur le financement industriel qui a notamment examiné les mécanismes et pratiques actuels de mobilisation des ressources financières pour des projets industriels, ainsi que des idées novatrices telles que la création, envisagée en Autriche, d'un organisme dispensateur de capital à risques, l'assurance contre les risques liés aux pays, le crédit-bail et une banque internationale des règlements par produits.

76. Cette étude a aussi servi à établir la documentation de base pour la première Consultation sur le financement industriel, tenue à Madrid (Espagne) en octobre. Les résultats qui se dégagent des délibérations de cette Consultation définissent l'orientation des futures activités de soutien dans les domaines de la promotion des investissements et du financement industriel (voir par. 59 ci-dessus).

77. En 1982, les prêts et transferts officiels n'ont représenté qu'un tiers des apports financiers destinés aux pays en développement dont le montant total net était évalué à 102 milliards de dollars (constants de 1980) alors que les investissements étrangers directs s'élevaient à 14 milliards de dollars — deux fois plus qu'il y a dix ans. Etant donné la probabilité de voir les transferts officiels vers l'industrie diminuer et le volume de prêts consentis à des conditions commerciales baisser sous l'effet des problèmes posés par l'endettement de nombreux pays en développement, l'investissement étranger direct gagnera vraisemblablement en importance tant comme source de capital à risques que comme moyen d'assurer l'octroi, à des conditions favorables, de prêts (bilatéraux) se rattachant à ces investissements. Par ailleurs, ces transactions pourraient aussi être le fait d'entreprises du secteur public, y compris celles de pays à économie planifiée.

78. En 1982, le Service a collaboré avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en participant à un séminaire sur le rôle des banques à pétrocapitaux dans le recyclage positif. En outre, l'OCDE a fourni dans ce domaine des services spécialisés lors de l'établissement de la troisième édition de la publication intitulée *Directory of Financial Resources for Industrial Projects in Developing Countries*[37] (voir par. 87 ci-dessous).

---

[37] PI/61/Rev.2.

79. Le Service s'est aussi tenu en contacts étroits avec les pays arabes et les autres pays islamiques ainsi qu'avec leurs institutions financières pour intensifier la coopération entre ces établissements et entre ces établissements et l'ONUDI. Des fonctionnaires du Service se sont rendus en Arabie saoudite, au Bahreïn, dans les Emirats arabes unis, au Koweït et en Turquie pour entretenir les relations avec les fonds internationaux (tels que ceux de l'Arabie saoudite, du Koweït et d'Abou Dhabi); avec les fonds régionaux, tels que le Fonds arabe de développement économique et social; et avec les banques, telles que la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique et la Banque de développement islamique. Il y a eu également des contacts avec le Secrétariat du Conseil de coopération du Golfe établi en Arabie saoudite et avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international à Vienne.

80. Le Service a aidé l'ONUDI à se procurer auprès de la Banque de développement islamique des ressources nécessaires pour financer diverses activités de coopération technique se rattachant surtout à l'examen et à la phase précédant l'exécution des projets d'investissement industriel, qui sont indispensables pour le financement des projets proprement dit. Pour consolider la collaboration dans le cadre de projets industriels spécifiques, la Banque de développement islamique a affecté l'un de ses fonctionnaires au Siège de l'ONUDI. Du point de vue de la coopération avec les institutions financières des pays en développement, cette initiative constitue un progrès décisif pour l'ONUDI, et il faut espérer que l'Organisation parviendra à l'avenir à instaurer des rapports analogues avec d'autres institutions financières des pays en développement, afin de s'ouvrir ainsi l'accès aux ressources financières réservées aux activités de formation et à d'autres activités de coopération technique.

81. Le Service a donné des avis à des entreprises envisageant de constituer des coentreprises, et surtout à des partenaires identifiés par les services de promotion des investissements, quant à la possibilité de financer des projets industriels grâce à des ressources fournies par des institutions arabes ou islamiques. A un colloque sur le financement des projets industriels dans les pays en développement qui, organisé par le Service de promotion des investissements de Vienne et la Chambre fédérale autrichienne de commerce et d'industrie, s'est tenu à Vienne en 1982, des fonctionnaires de l'ONUDI ont présenté un document donnant un aperçu d'ensemble des institutions et fonds arabes de financement du développement. Plusieurs centaines d'industriels autrichiens susceptibles de participer à des coentreprises ont assisté à ce colloque qui a aussi, entre autres déclarations, entendu les représentants de la Banque mondiale, de la SFI et de la Banque interaméricaine de développement. On envisage de tenir des colloques analogues dans d'autres pays. Sur invitation de la Société interarabe de garantie des investissements (Koweït), le Service du programme de coopération en matière d'investissements a participé à un stage de formation sur le financement industriel tenu à Sanaa (Yémen) et y a détaché un fonctionnaire chargé de traiter la question du financement des projets dans les pays en développement.

82. Les échanges de vues se sont poursuivis avec les institutions bancaires islamiques au sujet de la convocation éventuelle d'un groupe d'experts des banques de développement nationales qui serait chargé de déterminer le potentiel des banques islamiques en ce qui concerne la fourniture de capital

actions (à risques) et d'examiner les moyens de tirer parti de ce potentiel pour financer notamment l'assistance technique. Une proposition du Service tendant à créer une organisation islamique de crédit-bail industriel est actuellement à l'étude.

83. Pour répondre aux besoins concrets des pays en développement, une réunion d'experts sur les coentreprises industrielles et les accords de compensation a été organisée en mars 1982. Cette réunion qui a défini à l'intention de l'ONUDI des recommandations en vue d'une amélioration de son programme relatif à ce domaine, a également examiné et approfondi différents concepts comme celui de l'octroi de prêts par des consortiums internationaux et la possibilité de constituer, dans les pays en développement, un fonds régional de capital à risques.

Outils de promotion

84. L'achèvement d'un programme pour le traitement sur ordinateur des informations concernant les projets d'investissement et les partenaires potentiels a été l'un des principaux faits marquants de l'année considérée : un premier écran a été mis en place et raccordé à l'ordinateur commun.

85. On a continué à utiliser le premier outil de promotion, la Liste des propositions de projets d'investissement industriel[38] ainsi que les listes destinées aux réunions pour la promotion des investissements tenues dans le courant de l'année. En 1982, 445 propositions de projets d'investissement industriel ont été reçues de 27 pays en développement. A la fin de l'année, les dossiers du Service renfermaient 947 propositions d'investissement émanant de 60 pays en développement, dont 20 appartenaient aux pays les moins avancés; 369 de ces propositions étaient destinées à la région africaine; quant à leur ventilation par sous-secteurs, 618 intéressaient les agro-industries, la sidérurgie, l'industrie chimique et la construction mécanique. Cependant, un tiers seulement de ces projets avaient été suffisamment mis au point pour se prêter à une promotion alors que 20 % exigeaient encore des éléments complémentaires importants : mises à jour, études ou plans financiers. Le solde — la moitié environ des propositions — consistait simplement en idées de projets appelant, au niveau du préinvestissement, des apports substantiels avant de pouvoir être examinées plus avant.

86. On a continué à utiliser les profils d'investissements industriels par pays — deuxième outil de promotion[39] — comme complément des propositions de projets d'investissement industriel et comme l'une des principales sources de la documentation présentée aux réunions pour la promotion des investissements et aux réunions d'information sur les pays. En 1982, on a publié de nouveaux profils par pays et révisé quelques-uns des profils déjà parus; de tels profils existent désormais pour 84 pays en développement au total.

87. Une édition complètement révisée et augmentée du répertoire des possibilités de financement des projets industriels des pays en développement

[38] ID/B/280, chap IV, par. 26.

[39] *Ibid.*, par. 27.

(Directory of Financial Resources for Industrial Projects in Developing Countries), où figurent 340 banques et institutions, a paru en 1982. Ce répertoire — le troisième outil de promotion[40] —, qui doit faciliter aux pays en développement la recherche de sources de financement pour leurs projets d'investissement industriel, comprend trois volumes, dont le premier contient des renseignements sur 110 institutions de financement du développement à vocation internationale, y compris 15 établissements fonctionnant selon des principes islamiques. Les deux autres volumes du répertoire, qui doivent paraître au début de 1983, sont consacrés aux banques de développement — 230 au total — dont l'activité se limite au pays où elles ont leur siège.

88. Le quatrième outil de promotion est le *Répertoire des concours offerts*[41], qui recense dans les pays industrialisés et les pays en développement plus de 4 000 entreprises privées ou publiques disposées et aptes à participer aux projets d'investissement industriel des pays en développement. Au cours de l'année considérée, la deuxième phase d'une enquête a été menée à bien auprès des entreprises du Canada et des Etats-Unis d'Amérique; des enquêtes analogues ont également été réalisées en France et en Tchécoslovaquie. Ce répertoire est de plus en plus utilisé pour inviter des participants aux réunions pour la promotion des investissements. Le stockage des renseignements que renferme ce répertoire dans une banque de données informatisée, qui en est à un stade avancé, faciliterait grandement l'identification de partenaires convenables pour les opérations de promotion des investissements.

89. S'agissant du cinquième outil de promotion, une série de profils d'établissements industriels intitulée *How to Start Manufacturing Industries—Technological and Investment Perspectives*[42], qui avait été publiée en 1981 avec le concours du Programme de technologie, présente des informations essentielles sur une centaine d'installations industrielles. Quelque 700 exemplaires de cette publication ont été communiqués à des destinataires spécialement choisis des pays en développement, y compris des services publics chargés de l'industrialisation, des banques de développement et des chambres de commerce et d'industrie. On a commencé en 1982 à établir un deuxième volume comprenant 81 autres profils d'établissements industriels; cette publication devra être diffusée au début de 1983. Des profils des procédés de fabrication mis au point et utilisés dans les pays en développement étaient également en cours d'élaboration.

Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI

90. Depuis sa mise en place en 1973[43], le Programme de coopération a comporté principalement des missions qui ont débouché sur l'établissement d'études concernant des secteurs et sous-secteurs industriels, sur l'identification de possibilités d'investissement, et sur l'exécution de travaux préparatoires à l'examen préalable des projets en vue d'un financement éventuel par la Banque mondiale. Toutes les études effectuées contiennent des recommandations

---

[40] PI/61/Rev.2; voir aussi ID/B/280, chap. IV, par. 28.

[41] ID/B/280, chap. IV, par. 29.

[42] *Ibid.*, par. 30.

[43] ID/B/140, chap. VIII, par. 870 et 871.

relatives aux besoins d'assistance financière et technique des pays intéressés. Les missions sont exécutées sous la supervision du Directeur du Programme soit uniquement dans le cadre de celui-ci, soit conjointement avec la Banque mondiale.

91. En 1982, le budget du Programme de coopération a été ramené à environ 663 000 dollars (contre 835 000 en 1981)[44], le financement étant assuré à 75 % par la Banque mondiale et à 25 % par l'ONUDI. Le Programme a employé six administrateurs au début de l'année, mais quatre seulement au deuxième semestre, par suite des réductions budgétaires opérées par la Banque et conformes à la nouvelle orientation que les deux organisations ont donnée aux travaux (voir plus loin, par. 93). Comme les années précédentes, le Programme a, pour certaines tâches spéciales, fait appel au personnel d'autres divisions de l'ONUDI et engagé des consultants.

92. Huit missions ont été effectuées au titre du Programme de coopération en 1982 et un appui a été fourni pour six missions organisées par la Banque mondiale; au total, 14 pays en développement ont été visés par ces missions. Une étude a été consacrée aux perspectives de la petite et de la moyenne industrie à Djibouti. Des missions axées sur la politique et la planification industrielles ont été entreprises aux Comores, en République démocratique populaire lao, à Trinité-et-Tobago, en Zambie et dans certains pays du Groupe andin. D'autres missions ont porté sur les textiles (Turquie), les applications de l'énergie géothermique (Philippines), les zones d'industries exportatrices (Indonésie), les matériaux de construction (Nigéria) et les possibilités existant en matière d'agro-industries (Fidji).

93. Les modifications recommandées lors de l'examen conjoint du fonctionnement du Programme de coopération, effectué par l'ONUDI et la Banque centrale en 1981[45], ont commencé a être apportées aux activités en 1982 et celles-ci sont à présent moins axées sur les missions et davantage sur la liaison entre l'ONUDI et la Banque mondiale. Le Programme assure dans une plus large mesure la coordination des activités intéressant les deux organisations, l'objectif ultime étant de combiner la fourniture d'assistance technique par l'ONUDI avec les activités de prêt de la Banque et d'assurer à l'ONUDI l'accès aux éléments assistance technique des prêts/crédits de la Banque aux pays en développement. Afin de renforcer sa fonction de liaison, le Programme a pris des dispositions préliminaires pour créer en 1983 un bureau de liaison avec la Banque chargé de communiquer à l'ONUDI des informations sur les éléments assistance technique envisagés dans les prêts de la Banque.

94. En outre, le Programme a collaboré avec la Banque et divers services de l'ONUDI pour identifier des projets d'études intéressant les deux organisations et exigeant un apport conjoint sous forme de ressources financières et de personnel. Pour l'un de ces projets, qui consistait en une enquête sur la nécessité de moderniser des installations industrielles en République démocratique populaire lao, il s'agissait de la poursuite d'une activité entreprise par le Programme au début de l'année. Un autre aspect de la fonction de liaison avait trait à l'assistance fournie en vue de sélectionner des projets de l'ONUDI

[44] ID/B/280, chap. IV, par. 32.

[45] *Ibid.*, par. 39.

portant sur les matériaux de construction, pour les soumettre à la SFI aux fins de leur financement éventuel par celle-ci.

95. En 1982, la Banque mondiale a approuvé trois prêts relatifs à des projets industriels pour lesquels les travaux préparatoires avaient été menés sous les auspices du Programme de coopération. L'un d'eux — prêt de 5,2 millions de dollars au Burundi pour appuyer le développement de l'industrie locale de la construction — était le résultat d'une mission effectuée dans le cadre du Programme en 1978. Un prêt de 152,3 millions de dollars au Mexique, pour l'industrie des biens d'équipement, a été fondé sur des données réunies avec le concours du Programme. Une mission exécutée en 1981 afin d'étudier les besoins de l'Ouganda concernant la modernisation d'installations industrielles[46] a rassemblé des informations et formulé des recommandations sur la base desquelles la Banque mondiale a ultérieurement accordé des lignes de crédit atteignant 35 millions de dollars à deux institutions financières ougandaises. Avec les 193 millions de dollars de prêts ainsi accordés en 1982, le montant total des prêts de la Banque mondiale effectués depuis 1974 avec le concours du Programme de coopération atteint 1,5 milliard de dollars pour 37 projets intéressant 27 pays en développement.

PROGRAMME DE TECHNOLOGIE

96. Au cours de l'année considérée, le Programme de technologie a été axé sur les activités les plus propres à aider les pays en développement à faire face aux problèmes qui se posent à eux en matière de technologie industrielle dans les années 80, compte tenu à la fois du degré de priorité que le Conseil du développement a affecté à la technologie industrielle pour la suite à donner à la troisième Conférence générale de l'ONUDI et des nouvelles tendances dynamiques de la technologie. Par ailleurs, on a continué, dans le cadre du Programme, à mener, en les perfectionnant, celles des activités relatives à la sélection, à l'acquisition, à l'adaptation, à l'assimilation et à la mise au point de la technologie qui, par le passé, se sont avérées utiles pour répondre aux besoins des pays en développement.

Progrès technologiques

97. Pendant cette année — la troisième depuis son lancement —, le programme consacré aux progrès technologiques a fait la preuve à la fois de son opportunité et de son utilité pour les pays en développement, et a suscité un vif intérêt. Comme il avait été indiqué dans le Rapport précédent[47], les activités menées au titre de ce programme ont pris en considération aussi bien la nature des progrès réalisés dans le domaine technologique que le type de mesures pratiques garantissant le maximum d'efficacité.

98. L'intérêt considérable manifesté par de nombreux gouvernements devant l'idée de créer un Centre international pour le génie génétique et la

---

[46] *Ibid.*, par. 36.

[47] *Ibid.*, par. 58.

biotechnologie a confirmé que le moment était venu d'instaurer une coopération internationale dans ce domaine. Un certain nombre d'activités préparatoires ont été entreprises en ce sens, et notamment des consultations avec les gouvernements intéressés. En outre, des experts se sont rendus auprès de certains organismes de recherche en génie génétique et ont consulté d'autres spécialistes de la question afin de présenter un rapport sur les installations matérielles nécessaires pour un tel Centre. Des experts internationaux ont également prêté leur concours au Programme de technologie pour établir un plan quinquennal de travail du Centre, comprenant des activités dans les domaines suivants : *a)* application sélective de la biotechnologie de pointe pour les pays en développement, *b)* application du génie génétique à la production d'énergie et d'engrais à partir de la biomasse; *c)* microbiologie des hydrocarbures, notamment en ce qui concerne la récupération tertiaire du pétrole; *d)* application du génie génétique et de la biotechnologie à la production de vaccins améliorés pour les êtres humains et les animaux axés en particulier sur les maladies tropicales, *e)* amélioration des produits agricoles et alimentaires grâce au génie génétique et à la biotechnologie; *f)* bio-informatique.

99. Ces diverses activités préparatoires ont abouti à l'organisation à Belgrade, en décembre 1982, sur l'invitation du Gouvernement yougoslave, d'une réunion de haut niveau sur l'établissement d'un Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie[48].

100. Dans ses efforts visant à promouvoir la création du Centre international, le Programme de technologie a pu obtenir l'appui d'un groupe d'éminents spécialistes du génie génétique et de la biotechnologie. Avec leur aide ont été organisées au niveau national, en Inde et au Koweït, des réunions qui ont permis des échanges de vues sur le développement et l'application du génie génétique et de la biotechnologie avec des décideurs et représentants de l'industrie à un haut niveau ainsi qu'avec des chercheurs et techniciens de ces pays. Une étude sur l'expérience acquise dans les pays du Pacte andin en matière de lixiviation des minerais de cuivre sous l'effet de micro-organismes a presque été achevée, et trois numéros du bulletin *Genetic Engineering and Biotechnology Monitor* ont été diffusés à un groupe sélectionné de destinataires qui leur ont réservé un accueil très favorable.

101. La réunion d'experts sur les incidences pour les pays en développement des progrès technologiques réalisés en micro-électronique, qui s'est tenue à Vienne en 1981, a été suivie de diverses activités aux niveaux national, régional et international. Au niveau national, une étude de faisabilité relative à un système informatisé de renseignements sur le développement rural a été effectuée pour un district de l'Etat de Karnataka, en Inde, et il a été organisé au Mexique une première réunion sur la coopération entre la science et l'industrie en matière de micro-électronique, au cours de laquelle des fonctionnaires du gouvernement et des représentants d'organismes de recherche et de l'industrie ont examiné la situation dans le pays et recommandé des mesures à prendre. Les débats ont, entre autres, porté sur le programme mexicain de développe-

[48]On trouvera des renseignements sur les résultats de cette réunion dans le rapport consacré au point 10 (mise au point et transfert des techniques, y compris la question de la Banque d'informations industrielles et technologiques) de l'ordre du jour de la dix-septième session du Conseil du développement industriel.

ment pour la fabrication des systèmes électroniques et de leurs principaux modules et équipements périphériques, l'objectif étant de déterminer des possibilités de coopération entre les organismes de recherche et l'industrie. Il a été convenu de tenir d'autres réunions sur la coopération intranationale dans le domaine de la micro-électronique.

102. Au niveau régional a été organisée, en coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), une Réunion d'experts ONUDI/CEPAL sur les incidences de la micro-électronique pour la région de la CEPAL, qui s'est tenue à Mexico en juin 1982. Les participants ont notamment recommandé la mise en route d'un programme latino-américain de coopération en matière de micro-électronique, pour laquelle des mesures concrètes seraient soumises en 1983 à une réunion intergouvernementale des pays intéressés. Ce programme serait élaboré par l'ONUDI et la CEPAL en coopération avec d'autres organisations après consultations avec les gouvernements et organismes intéressés sur les besoins et priorités touchant divers aspects de la micro-électronique, et porterait sur la coopération dans les domaines suivants : identification et évaluation précoces des progrès technologiques réalisés en micro-électronique, échange d'informations concernant la coopération en matière d'achats publics, création ou expansion d'installations pour la conception et la production des composants micro-électroniques et de tous leurs éléments d'interface, détermination des possibilités d'application dans des domaines critiques et prioritaires en rapport avec les marchés intérieur et extérieur, établissement d'un réseau de centres d'excellence (y compris des centres mis en place dans l'industrie) chargés de promouvoir et de mener des activités de recherche sur la mise au point et les applications ou de travailler en étroite coopération avec l'industrie, réalisation d'études de faisabilité, formation de la main-d'œuvre et renversement de l'orientation de l'exode des compétences, évaluations socio-économiques de l'impact de la technologie considérée. Il a également été recommandé d'élaborer plusieurs projets de coopération régionale sur des points spécifiques. A la suite de la réunion d'experts ONUDI/CEPAL de 1981, les secrétariats de l'ONUDI et de la CEPAL sont convenus d'une action complémentaire dans ce domaine. Il a en outre été décidé de parrainer conjointement avec l'Union électronique d'Asie une réunion qui se tiendrait en Asie en 1983.

103. Au niveau international, une mission d'experts a été organisée en Egypte, en Inde, au Mexique et en Thaïlande afin de promouvoir certaines applications de la micro-électronique et la mise au point de logiciel dans les pays en développement. Outre qu'ils ont examiné la situation dans chacun des pays visités et suggéré des mesures adaptées aux conditions locales, les experts ont recommandé une approche générale pour la question des applications de la micro-électronique et de la mise au point de logiciel et proposé des modèles pour des centres d'application des microprocesseurs et pour des sociétés de services et conseil en informatique. On a poursuivi la publication du bulletin trimestriel *Microelectronics Monitor* qui, malgré sont tirage limité, a suscité un intérêt considérable.

104. Le Secrétariat de l'ONUDI a établi une étude sur les applications potentielles aux pays en développement des techniques liées à l'espace[49], qui a

[49] A/CONF.101/BP/IGO/13.

constitué sa contribution à la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE 82). Cette étude a montré notamment que les technologies mises au point pour des programmes spatiaux pourraient, comme effet secondaire, trouver diverses applications dans plusieurs domaines de l'industrie et contribuer ainsi au progrès des techiques qui y sont utilisées. On examine actuellement la possibilité de promouvoir un transfert des techniques concernant certaines applications.

105. Se fondant sur une analyse des capacités technologiques requises pour détecter, exploiter et utiliser les ressources minérales des fonds marins[50], le Secrétariat a établi une autre étude intitulée "Ocean mining and developing countries: An approach to technological disaggregation"[51]. On a également mis au point la version définitive d'études consacrées aux perspectives technologiques dans les domaines des machines-outils et de la pétrochimie, et achevé une étude préliminaire sur dossiers relative aux tendances technologiqes à long terme dans certains secteurs industriels en utilisant l'information contenue dans des documents établis pour des réunions de consultation.

106. Comme par le passé, les activités ont visé à stimuler une action au niveau national en réponse aux progrès technologiques. Ainsi, dans le cadre d'un projet financé par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et exécuté par l'ONUDI, un système national d'analyse des tendances de l'évolution technologique a été mis en place au Mexique en mars 1982. Comme il avait été indiqué antérieurement[52], l'objectif de ce système était d'observer les tendances de l'évolution technologique et de fournir des éléments pour la formulation des politiques industrielles, technologiques et commerciales et pour la prise de décisions relatives aux grands projets industriels. Une réunion nationale sur la micro-électronique (voir plus haut, par. 101) a été organisée au Mexique en juin 1982 au titre de ce système. Egalement au Mexique a eu lieu un séminaire sur les politiques scientifiques et technologiques en matière de techniques alimentaires et de biotechnologie, auquel l'ONUDI était représentée.

107. Une assistance sous forme de services d'experts a été fournie à l'Egypte pour y examiner la situation en ce qui concerne la micro-électronique, le génie génétique et la biotechnologie, les machines-outils et la pétrochimie. Les rapports établis à la suite de ces missions ont été utilisés comme contribution à une conférence internationale sur la technologie au service du développement qui s'est tenue au Caire (Egypte) en novembre 1982. Des mesures complémentaires à prendre sur la base de certains de ces rapports étaient à l'étude, en consultation avec des homologues égyptiens.

108. L'identification et l'évaluation précoces des récents progrès scientifiques et des nouvelles réalisations technologiques ont constitué le thème traité par un groupe de travail de l'Equipe spéciale du CAC (Comité administratif de coordination) sur la science et la technique au service du développement, qui a tenu à Vienne trois réunions dont la présidence a été assurée par l'ONUDI.

---

[50] ID/B/280, chap. IV, par. 61.

[51] UNIDO/IS.345.

[52] ID/B/280, chap. IV, par. 62.

Diverses possibilités de coopération interinstitutions ont été examinées en ce qui concerne les domaines suivants : micro-électronique, génie génétique et biotechnologie, technologies relatives à l'énergie, techniques de télédétection, techniques navales, matériaux nouveaux et technologies correspondantes. On a également élaboré des propositions spécifiques de projets, dont un projet interinstitutions, à exécuter par l'ONUDI, le Centre sur les sociétés transnationales et l'OIT, relatif aux incidences de la micro-électronique sur les pays en développement.

109. Un Forum international sur les innovations techniques se tiendra à Tbilisi (Union des Républiques socialistes soviétiques) du 11 au 15 avril 1983; ses travaux porteront sur les interrelations et l'impact des innovations réalisées dans divers domaines — micro-électronique, génie génétique et biotechnologie, techniques relatives à l'espace, technologies solaires et technologies de la biomasse, pétrochimie, matériaux nouveaux et techniques correspondantes. Le Forum soumettra également aux dirigeants de pays développés et de pays en développement diverses approches possibles de la question des innovations techniques et des perspectives qu'elles offrent pour le développement; il devrait en outre constituer une étape importante de la préparation de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Une réunion d'experts préparatoire au Forum international sur les innovations techniques, chargée de recenser les questions à soumettre au Forum, s'est tenue à Moscou (Union des Républiques socialistes soviétiques) du 29 novembre au 3 décembre 1982[53].

Technologie industrielle en Afrique

110. On a continué à accorder une attention particulière aux programmes concernant la mise au point et le transfert des techniques en Afrique et à coopérer étroitement avec l'OUA et la CEA. En coopération avec le Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, le Programme de technologie a aidé l'OUA à préparer un congrès de savants africains pour lequel on s'est intéressé plus particulièrement aux implications des technologie nouvelles en ce qui concerne les stratégies et objectifs de développement de l'Afrique en mettant l'accent sur la micro-électronique et sur le génie génétique et la biotechnologie. Des experts ont établi des documents sur les implications de la micro-électronique pour l'Afrique et sur l'amélioration des aliments fermentés indigènes grâce à l'application de progrès technologiques Une étude sur la possibilité d'utiliser certains fruits africains comme édulcorants naturels était également en cours d'exécution.

111. En coopération avec le Centre régional africain de la technique et l'OUA, on a entrepris d'établir un répertoire des experts africains dans les domaines de l'industrie, de la science et de la technologie. Le Programme de technologie a également aidé le Centre à élaborer deux projets portant sur la réduction des pertes après les récoltes et sur la création d'unités régionales et sous-régionales de démonstration en Afrique pour la technologie de la biomasse.

---

[53] On trouvera des renseignements sur les résultats de cette réunion dans le rapport consacré au point 10 (mise au point et transfert des techniques, y compris la question de la Banque d'informations industrielles et technologiques) de l'ordre du jour de la dix-septième session du Conseil du développement industriel.

112. Au niveau national, on a arrêté définitivement des plans d'assistance au Gouvernement soudanais pour la création d'un centre national de technologie qui supervisera à la fois l'acquisition de techniques étrangères et la mise au point et le transfert de techniques autochtones. On procédait, dans les pays membres de l'Union du fleuve Mano, à une évaluation des technologies autochtones, pour laquelle on avait fait appel à un organisme local, en vue de l'organisation d'une exposition technologique. Le Programme de technologie a prêté son concours pour plusieurs réunions importantes et y a participé; des études faites par des experts de l'ONUDI sur les engrais phosphatés, les boissons sans alcool et les industries du cuir ont été présentées à un séminaire national sur la science et la technique au Sénégal et des rapports établis par des experts de l'Organisation sur des techniques de pointe (voir plus haut, par. 107) ont été examinés lors d'une conférence internationale sur la technologie au service du développement qui s'est tenue en Egypte. Dans le cadre de l'assistance fournie au Bureau national de transfert des techniques du Nigéria, le Ministre nigérian de la science et de la technique et des hauts fonctionnaires de ce pays sont venus à l'ONUDI pour procéder à des échanges de vues; des visites de bureaux de transfert des techniques ont également été organisées en Espagne et au Portugal afin de permettre aux intéressés de se faire directement une idée de leur organisation et de leurs activités.

113. A titre d'activité promotionnelle menée dans le cadre du Programme, la technique de fabrication d'éthanol hydraté mise au point par l'Instituto de Pesquisas Technólogicas do Estado de Sao Paulo (IPT) au Brésil sera transférée, une fois modifiée comme il convient, à l'Institut kényen de recherche-développement industrielle. Dans le cadre de la première phase de l'opération, achevée en 1982, trois ingénieurs de cet institut ont suivi, au Brésil, un stage de formation à la mise au point et à la construction d'installations de distillation à l'aide de matériaux locaux bon marché.

Acquisition des techniques

114. Les activités menées dans le domaine de l'acquisition des techniques ont visé à nouveau à renforcer le pouvoir de négociation des pays en développement. Une assistance préliminaire a été accordée au Gouvernement éthiopien en vue de déterminer les informations nécessaires pour assurer une intervention mieux coordonnée des pouvoirs publics dans l'importation des techniques. Une mission consultative de haut niveau sur les politiques de négociation des transferts de technique a été effectuée en Arabie saoudite à la demande du Ministère de l'industrie et de l'électricité. Des conseils ont été donnés au Gouvernement thaïlandais sur le contrôle de la technologie en vue de la création éventuelle d'un office pour le transfert des techniques. Le Gouvernement vénézuélien a bénéficié d'une assistance pour l'élaboration d'un système d'information aux fins de l'évaluation de contrats, et notamment pour la mise en service d'un micro-ordinateur.

115. Au titre du programme des services consultatifs techniques, on a fourni une assistance à la demande du Gouvernement égyptien pour négocier une co-entreprise et la fourniture clefs en main d'une installation de fabrication de récipients en verre destinés à l'industrie pharmaceutique et accordé une aide au Gouvernement malaisien pour la révision de la politique suivie en ce qui

concerne les contrats d'assistance technique et de savoir-faire relatifs à diverses usines de montage de véhicules automobiles et de fabrication de pièces détachées. Les échanges de vues avec le Gouvernement chinois au sujet des mesures préparatoires visant à faciliter l'entrée des techniques étrangères se sont poursuivis[54] et des services consultatifs de haut niveau ont été fournis pour un projet de loi sur le transfert des techniques. On a mis sur pied des stages de formation en vue du renforcement du pouvoir de négociation en Chine et aux Philippines et organisé des visites de services d'enregistrement des transferts de techniques à l'intention de fonctionnaires du Nigéria et de pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

116. Un manuel pour la négociation des accords de coentreprise et un manuel pédagogique pour l'acquisition des techniques, y compris les coentreprises et les services d'étude techniques, étaient en préparation. On a achevé d'analyser l'expérience de certains pays en développement dans le domaine de la technologie et l'on définissait, à l'intention de ces pays, des directives concernant les clauses de cautionnement et de garantie dans les accords de transfert de techniques.

117. En 1982, le Système d'échange de renseignements techniques (TIES)[55] a continué à élargir ses activités dans le domaine des échanges d'informations entre services d'enregistrement des transferts de techniques. Le nombre des contrats enregistrés a atteint 7 000. Le TIES a accueilli deux nouveaux participants — l'Ethiopie et la Pologne — ainsi que plusieurs nouveaux observateurs, ce qui porte à 32 au total le nombre des participants et des observateurs. Un manuel de codage a été établi pour l'échange d'informations sur les accords relatifs à la fourniture de services et a commencé à être appliqué pleinement en juillet 1982. Le TIES a continué à répondre aux demandes que lui ont adressées les pays participants pour avoir des renseignements détaillés sur des contrats relatifs à des techniques particulières. Une nouvelle méthode d'évaluation des paiements afférents à la technologie, que l'ONUDI met actuellement au point, a été testée dans certains pays participant au TIES. L'Organisation a en outre communiqué aux pays membres du Système des principes directeurs concernant une approche des accords de licence relatifs au logiciel. On a élaboré, avec le Système d'information technologique des pays andins, un programme de coopération qui ouvre la voie à un échange régulier d'informations entre les deux systèmes; en outre, le TIES a continué à coopérer étroitement avec le Centre sur les sociétés transnationales et a fourni, sur demande, des renseignements concernant la circulation de la technologie.

118. Les activités susmentionnées ont été passées en revue à la septième Réunion des directeurs des services d'enregistrement des transferts de techniques, qui s'est tenue à New Delhi (Inde) en décembre 1982. Les participants ont également examiné les tendances en matière d'acquisition des techniques, notamment dans les pays participants, ainsi que l'influence de la législation pertinente sur les transferts de techniques[56].

---

[54] ID/B/280, chap. IV, par. 67.

[55] *Ibid.*, par. 68 et 69.

[56] De plus amples renseignements sur les résultats de la réunion seront fournis dans le rapport consacré au point 10 (mise au point et transfert des techniques, y compris la question de la Banque d'informations industrielles et technologiques) de l'ordre du jour de la dix-septième session du Conseil du développement industriel.

Choix et mise au point des techniques

119. Dans le cadre d'un programme commun mis sur pied avec l'OIT, deux mémoires techniques portant respectivement sur le tannage des cuirs et peaux et sur la fabrication de chaussures dans de petites entreprises ont été publiés, tandis qui huit autres étaient en préparation et devraient être achevés en 1983. Un guide sur les véhicules bon marché pour les communautés rurales des pays en développement[57] a également été publié. En plus du projet kényen relatif à la création d'une petite distillerie, on encourageait la mise en place d'une installation de démonstration au Pakistan pour la production de ciment à partir de cendres de balles de riz et l'on a établi des répertoires sectoriels et régionaux des instituts de recherche industrielle et technologique en vue de jeter les fondements d'une coopération entre ces instituts (voir plus bas, par. 127). Le Programme de technologie a continué à participer à l'élaboration d'un projet visant à renforcer le rôle de l'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique[58]. Ce projet a récemment été approuvé en vue de son financement par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

120. Le Programme de technologie a continué à participer à la promotion et à la diffusion des techniques relatives aux minicentrales hydroélectriques. Le Centre régional de recherche et de formation de Hangzhou pour les petites centrales hydroélectriques a été créé en Chine à la suite des recommandations formulées lors des deux premières réunions sur la production d'électricité au moyen de minicentrales hydroélectriques, qui se sont tenues, respectivement, au Népal en 1979 et en Chine et aux Philippines en 1980. Pour aider à établir le programme de travail du Centre et à mettre en place un réseau sur les minicentrales hydroélectriques dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), une Réunion commune PNUD/ONUDI/CESAP/Chine d'un groupe d'experts de haut niveau sur la création d'un réseau régional et l'évaluation des priorités en ce qui concerne la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la production d'électricité à l'aide de petites minicentrales hydroélectriques a été organisée à Hangzhou (Chine) en juillet 1982. On prévoit qu'une partie du programme de travail du Centre sera exécutée en coopération avec l'ONUDI. Un autre projet lancé en 1982 porte sur l'évaluation des économies d'énergie dans certains sous-secteurs de l'industrie des pays de la région de l'ANASE et sur les possibilités d'adaptation et de transfert de techniques nouvelles provenant notamment du Japon pour accroître ces économies. Au titre de ce projet, on effectuera une enquête sur certaines entreprises malaisiennes et l'on définira des techniques appropriées pour économiser l'énergie. Les résultats seront communiqués aux autres pays en développement.

121. Le Programme de technologie a également participé à la dixième Table ronde des pays en développement, organisée en septembre 1982 par l'Institut yougoslave pour les pays en développement, à Zagreb. On a non seulement fourni des experts qui ont pris part à la réunion, mais aussi établi des documents sur différents aspects de la coopération technologique entre pays en développement, et notamment sur la mise en valeur des ressources humaines.

---

[57] UNIDO/IS.348.

[58] ID/B/280, chap. IV, par. 74.

Coopération technologique dans les petites industries

122. Durant l'année considérée, on a mis au point 18 propositions relatives au transfert des techniques entre de petites entreprises suédoises de transformation des métaux et de constructions mécaniques légères et des usines analogues d'Egypte, d'Inde, du Kenya et de Sri Lanka, en tenant compte de la nécessité éventuelle d'adapter et de modifier les techniques en cause. Il est prévu que ces propositions seront négociées en 1983. En ce qui concerne la coopération dans l'industrie alimentaire entre les Pays-Bas et la Thaïlande ainsi que la Chine, le Mexique et le Soudan[59], on a entrepris des études sur le terrain sur la base desquelles des propositions concrètes de coopération seront élaborées. D'autres pays ont fait savoir qu'ils seraient intéressés par des programmes analogues de coopération au niveau de l'entreprise et l'on examine actuellement ce qui pourrait être fait à cet égard.

123. Un projet entrepris en 1981, qui prévoyait une coopération entre certaines entreprises indiennes et népalaises[60], a été achevé en 1982 et a débouché sur des propositions concrètes relatives à des programmes de coopération et de formation pour les entreprises partenaires. La deuxième phase de ce projet, qui serait financée par le PNUD, est à l'examen. Un deuxième projet comportant une coopération entre les pays en développement porte sur le cuir et les sous-produits du cuir au Samoa. Compte tenu des conclusions des deux experts désignés par le Gouvernement indien, on mettait la dernière main aux plans concernant la création d'une petite installation rurale pilote de démonstration.

124. A la suite de la Réunion d'experts pour l'échange de données d'expérience sur le système de services technologiques, tenue à Manille (Philippines) en 1981, et à laquelle les résultats d'un projet pilote exécuté aux Philippines avaient été communiqués à d'autres pays de l'ANASE et à certains pays en développement[61], un Service de consultation technologique des Caraïbes a été mis en place et l'on envisageait de créer des systèmes analogues au niveau national en Malaisie, au Pakistan et en Thaïlande, en vue de fournir des services et des informations technologiques susceptibles de répondre aux besoins des petites et moyennes industries et d'en améliorer la productivité. Aux Philippines, le système a été étendu à d'autres secteurs.

Banque d'informations industrielles et technologiques

125. Durant sa troisième année de fonctionnement, la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) a axé ses efforts, dans les limites des ressources disponibles, sur la consolidation et l'amélioration de ses activités en élargissant ses sources d'informations, répondant aux besoins des utilisateurs finals et en diffusant des informations.

126. Les systèmes de bases de données sont des sources importantes d'information se prêtant à une recherche rapide. Plus de 150 bases de données

---

[59] ID/B/280, chap. IV, par. 75.

[60] *Ibid.*, par. 76.

[61] *Ibid.*, par. 77.

relatives à tous les aspects de la technologie sont actuellement accessibles à la Bibliothèque du Centre international de Vienne (CIV). En outre, on s'efforce de recenser des bases de données sur les techniques appropriées. Une description des services de l'INTIB a été présentée lors de la réunion régionale des Directeurs des services nationaux d'information technique d'Amérique latine, tenue au Mexique en février 1982, et l'on a pris des dispositions pour que soient publiés des renseignements sur l'INTIB dans les bulletins de ces services et pour qu'un grand nombre de documents de l'ONUDI soient insérés dans leur base de données afin qu'ils bénéficient d'une large diffusion. On étudie actuellement d'autres domaines de coopération possible avec les services en question. On a entrepris d'échanger des données sur bandes d'ordinateur avec l'Institut central de l'information scientifique, technique et économique de Pologne et avec le Centre d'information du bâtiment de Hongrie. Le réseau de correspondants de l'INTIB a été mis sur ordinateur et l'on a amorcé une réévaluation des correspondants, ainsi qu'un développement du réseau.

127. Trois répertoires ont suivi le "Directory of industrial information services and systems in developing countries[62]" : le "Directory of industrial and technological research institutes[63]", le "Directory of industrial and technological research institutes in Africa[64]" et le "Directory of industrial and technological research institutes : metallurgical sector[65]".

128. Comme suite à la mission effectuée en décembre 1981 en Amérique latine[66], l'ONUDI a été priée d'aider les deux réseaux d'information industrielle de la région : le Sistema Andino de Información Tecnológica pour les pays andins et la Red de Información Technológica de América Latina, qui couvre l'ensemble de l'Amérique latine. Elle a reçu de la Colombie et de l'Uruguay des demandes d'assistance précises dans le domaine de l'information industrielle. Une mission de promotion de l'INTIB en Afrique, proposée pour 1982, a été reportée à 1983, sous réserve de l'ouverture des crédits voulus.

129. La coopération avec le Comité de l'information de l'ingénieur (Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs)[67] s'est poursuivie et un document sur l'information en matière d'environnement à l'intention des ingénieurs a été établi par l'ONUDI pour le séminaire international du Comité. Les services de l'INTIB ont fait l'objet d'une promotion durant le Séminaire national sur la science et la technologie tenu à Dakar (Sénégal) en juin 1982 et l'on a fourni au Centre national de la documentation du Maroc une assistance pour l'élaboration d'une méthode de fourniture de services adaptée aux petites et moyennes entreprises. Un fonctionnaire de l'INTIB a également participé à la quarante-huitième Conférence de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires, tenue en août à Montréal (Canada), qui a traité de l'établissement de réseaux.

---

[62]UNIDO/IS.205.

[63]UNIDO/IS.275.

[64]UNIDO/IS.299.

[65]UNIDO/IS.319.

[66]ID/B/280, chap. IV, par. 82.

[67]*Ibid.*, par. 83.

130. Etant donné l'importance du rôle que jouent les institutions de financement du développement dans le choix des techniques, l'ONUDI a organisé à la Barbade, en janvier 1982, une réunion de diverses institutions de financement du développement industriel des pays en développement. Les participants ont notamment étudié s'il serait possible de créer, sous les auspices de l'ONUDI, un réseau d'échange d'informations techniques qui fournirait aux institutions des renseignements sur les conditions du transfert de techniques dans le cadre de projets industriels financés ou cofinancés par elles. A la suite de cette réunion, l'ONUDI a lancé un programme pilote et des fiches d'information sur les projets ont été envoyées à quelque 80 institutions de financement du développement industriel participant à cette opération. Les résultats de cette activité pilote seront évalués compte tenu des réponses reçues, et des propositions seront alors faites aux institutions en vue de donner un caractère permanent au programme.

131. L'INTIB ayant pour double objectif de satisfaire les besoins de l'ONUDI en matière d'information et de rassembler des informations émanant de l'ONUDI, elle a continué de travailler en collaboration étroite avec les autres services techniques du Secrétariat, tant au siège que sur le terrain. Des informations ont été communiquées non seulement aux conseillers industriels principaux hors siège, aux administrateurs adjoints et aux experts, mais également aux représentants résidents qui ont reçu des imprimés sur le pays dans lequel ils sont en poste, contenant des résumés de la documentation de l'ONUDI et des détails sur les institutions intéressées et sur les demandes adressées à l'INTIB.

132. Le Service de renseignements industriels a reçu au total 1 363 demandes de renseignements techniques durant les neuf premiers mois de 1982, soit une augmentation de plus d'un tiers par rapport à l'année précédente. Un quart à peu près de ces questions portait sur l'énergie, 20 % sur les aliments et les boissons, 12 % sur les produits chimiques et 10 % sur la fabrication de produits en métal. Les principaux clients ont continué d'être des entreprises industrielles, des instituts de recherche-développement, des banques de développement et des centres de productivité et de développement des pays en développement. Le Service a continué de coopérer avec d'autres services du siège pour la recherche et la diffusion d'informations. Le nombre des demandes concernant des pochettes d'information a atteint 689 au total.

133. En 1982, on a publié les profils techniques suivants : "Directory of solar equipment manufacturers", volume I[68], "Technological information profile on solar energy applications[69]", "Directory of solar research institutes in developing countries[70]" et "Guidelines for the establishment of solar salt facilities from seawater, underground brines and salted lakes[71]". En outre, un rapport technique établi par la Division des opérations industrielles, "Organic wastes for fuel and fertilizer in developing countries[72]", a été diffusé par l'INTIB. On a achevé dix guides sur le choix des techniques concernant divers produits

[68]UNIDO/IS.340.
[69]UNIDO/IS.339.
[70]UNIDO/IS.341.
[71]UNIDO/IS.330.
[72]UNIDO/IO.410.

pétrochimiques. On a également commencé en 1981 — en l'on continuera en 1983 — d'établir des profils d'informations techniques sur l'emballage, les aliments et les boissons, la chaux, le chlore et la soude caustique, l'alcool en tant que carburant et les produits pétrochimiques. En 1982, cinq pochettes d'information sur les techniques mises au point ou adaptées à l'intention des pays en développement, dont la liste a été publiée dans le *Bulletin d'information de l'ONUDI*, ont été établis au Siège de l'ONUDI : la demande de pochettes d'information a continué d'être très forte.

134. Dans la série des *Guides des sources d'information*, on a continué de travailler au recensement et au classement des sources extérieures d'information. Un volume nouveau et un volume révisé ont été publiés en 1982, et un certain nombre de manuscrits ont été soumis en vue de leur édition et de leur publication. En outre, un volume sur les unités de développement de la production de métal a été publié dans la série *Développement et transfert des techniques*.

135. La collecte des informations internes s'est poursuivie par le biais des bases de données des *Résumés d'études sur le développement industriel* et du Système d'information à accès direct (LINK). Quatre volumes de la série des *Résumés d'études sur le développement industriel* ont été publiés en 1982 et plusieurs pays ont continué de recevoir et d'utiliser des bandes d'ordinateurs. La base de données des *Résumés d'études*, qui contient maintenant 12 000 références et résumés de documents de l'ONUDI a été davantage utilisée pour la recherche d'informations industrielles. On a achevé la révision du *Thesaurus du langage du développement industriel* et une nouvelle édition (en anglais et en français) a été envoyée à l'impression. Le *Thesaurus* de l'ONUDI est utilisé dans le monde entier pour classer les documents relatifs au développement industriel.

136. La base de données LINK, créée en 1980, a continué d'être un excellent outil pour l'établissement de répertoires et pour la recherche rapide des informations demandées chaque jour. Cette base contient des renseignements sur les institutions, les demandes adressées à l'INTIB, les dossiers par sujets, les fournisseurs de techniques et autres questions connexes. En 1982, on a achevé le dossier sur les matériaux de construction.

137. En vertu d'un accord entre l'ONUDI, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Office autrichien des brevets, on a effectué des recherches sur l'état des connaissances dans divers domaines, en vue de rassembler des informations sur les brevets qu'il serait difficile de retrouver dans les publications. Le guide pour l'utilisation de la Classification internationale des brevets dans le domaine des engrais, établi par l'OMPI en vertu d'un arrangement de coopération avec l'ONUDI, a été traduit en français; la traduction en français des autres guides était en cours. On étudie avec l'OMPI d'autres possibilités de coopération. Le Centre international de documentation des brevets, à Vienne, qui a continué d'être une autre importante source d'information sur les brevets, coopère avec l'ONUDI en vue de la formation du personnel chargé de l'information dans les pays en développement.

138. Le *Bulletin d'information de l'ONUDI*, qui est d'une publication mensuelle, compte une langue de plus depuis 1982. En vertu d'un accord conclu

avec le Gouvernement chinois, une édition chinoise est actuellement établie; elle sera diffusée à partir de Beijing. Cette nouvelle édition s'ajoute à l'édition russe établi par le VINITI à Moscou et aux éditions anglaise, française et espagnole établies à Vienne, dont le tirage total est de 37 000 exemplaires. Le *Bulletin d'information* a continué d'être envoyé par voie aérienne à divers pays en développement lointains par l'entremise d'un service commercial pratiquant des tarifs spéciaux, ce qui a entraîné une baisse sensible du nombre de plaintes dues à la réception tardive du *Bulletin d'information* elle-même imputable à l'utilisation de voies de surface. La promotion de l'échange d'informations sur les techniques, par le biais des rubriques "Communications industrielles" et "Intertechniques" a continué de recevoir un bon accueil, de même que la rubrique "Publications". Le personnel du *Bulletin d'information* a, en réponse à plus de 11 000 demandes, expédié environ 110 000 documents durant l'année, soit près de deux fois plus qu'en 1981.

Coopération avec d'autres institutions et organisations des Nations Unies

139. Les fondements de la coopération avec d'autres institutions et organisations des Nations Unies ont été exposés dans un rapport au Comité permanent du Conseil du développement industriel à sa dix-huitième session[73]. Dans le domaine des techniques, cette coopération a été maintenue et, dans certains secteurs, améliorée.

140. Pour répondre aux demandes de renseignements industriels et techniques, on a recouru officieusement à la coopération du CCI, de la FAO et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). On a continué de coopérer avec l'OIT dans le cadre d'activités liées au choix des techniques, notamment pour la préparation de mémoires techniques[74] et le rôle de l'INTIB sur le plan mondial a été étudié par un groupe de travail de l'Equipe spéciale du CAC sur la science et la technique au service du développement.

141. Des programmes d'intérêt commun ont été étudiés lors de réunions intersecrétariats, soit officielles soit officieuses, avec la CNUCED, l'UNESCO, l'OIT, la FAO et le Centre sur les sociétés transnationales. Le Secrétariat a également participé à un certain nombre de réunions et de discussions avec les commissions régionales, ainsi que d'autres organismes des Nations Unies. Des consultations ont eu lieu avec la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO) sur les programmes de la CEAO dans les domaines liés aux techniques et des experts ont participé à l'élaboration de programmes, ainsi qu'à un colloque sur les techniques des matières plastiques. Comme suite aux recommandations de la réunion commune ONUDI/CEPAL sur la microélectronique (voir le paragraphe 102 ci-dessus), des consultations ont été organisées avec la CEPAL en vue de la préparation d'un programme latino-américain de coopération dans le domaine de la microélectronique.

142. Dans la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement, on a également fait appel à la coopération interinstitutions[75]. Le Secrétariat a participé aux réunions du

---

[73] ID/B/C.3/117.

[74] ID/B/280, chap. IV, par. 95.

[75] A/CONF.81/16, chap. VII.

Comité intergouvernemental de la science et de la technologie au service du développement et a également joué un rôle actif au sein de l'Equipe spéciale du CAC sur la science et la technique au service du développement et de ses quatre groupes de travail techniques. Ainsi, le Secrétariat a contribué à l'élaboration d'un certain nombre de projets de coopération qui seront définitivement mis au point par l'Equipe spéciale en 1983. Les consultations au sein de ces organes interinstitutions devraient se poursuivre en 1983 en vue de la mise au point définitive de projets concrets.

COOPERATION ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

143. *Au cours de l'année considérée, le programme de l'ONUDI concernant* la coopération économique et technique entre pays en développement (CEPD/CTPD) a porté essentiellement sur les éléments suivants étroitement liés les uns aux autres : *a)* organisation de réunions de solidarité au niveau ministériel dans les pays les moins avancés et de tables rondes ministérielles en vue de mettre en contact des pays en développement désireux de promouvoir l'industrialisation; *b)* préparation des réunions de solidarité prévues pour 1983 et 1984; *c)* mise en œuvre des décisions des réunions de solidarité précédentes; *d)* élaboration de programmes communs concernant certains sous-secteurs industriels; *e)* participation aux débats des consultations concernant la CTPD et mise en œuvre des recommandations et conclusions concernant cette question; *f)* prise de contact avec la CNUCED et la FAO en vue de la création d'entreprises de production multinationales dans les pays en développement. Une importance particulière a été donnée aux activités intéressant la région africaine, compte tenu de la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

144. En 1982, des réunions de solidarité ont été organisées au Lesotho et au Népal pour promouvoir la coopération en vue de l'industrialisation de ces deux pays. Onze pays ont participé à la Réunion de solidarité du Lesotho, qui s'est tenue du 7 au 11 juin 1982. Parmi les offres d'assistance, figuraient un don en vue de la construction de 25 broyeurs à marteaux et de la livraison des pièces détachées nécessaires (Yougoslavie); la recherche des moyens permettant d'obtenir un prêt à court terme pour financer le montage des broyeurs à marteaux (Turquie); l'équivalent de 200 000 dollars pour la création de centres de formation rurale (Algérie); enfin, l'annonce d'une contribution de 52 300 dollars pour des services de consultation et de formation (Inde).

145. A la Réunion de solidarité tenue au Népal du 29 novembre au 3 décembre, avaient assisté 18 pays en développement et 6 organisations internationales. Les 57 projets proposés ont été examinés longuement. Tous les pays présents ont déclaré qu'ils étaient disposés à participer à leur réalisation. La Chine a offert un don pour la construction d'une usine de gants et de tabliers et a accepté de fournir un matériel complet de filature avec paiement différé. L'Inde a offert une assistance d'un montant de 1 million de dollars en vue du financement des projets de coopération. L'Algérie a offert 200 000 dollars pour financer l'assistance technique qui sera fournie essentiellement par des entreprises algériennes. La Yougoslavie a promis un don de 3 millions de dollars pour l'achat de matériel. En outre, l'Egypte, la Malaisie,

les Philippines, la Turquie et le Venezuela ont annoncé qu'ils étaient disposés à offrir au Népal de nombreux stages dont ils assumeraient une partie ou la totalité des coûts. Des possiblités de coopération d'un autre type, notamment la création de coentreprises, ont été examinées avec un certain nombre de pays participants et des accords ont été passés.

146. A une autre Réunion de solidarité, organisée à Nouakchott (Mauritanie) les 19 et 20 janvier par l'Organisation arabe de développement industriel (OADI), en coopération avec l'ONUDI, ont assisté les représentants de six pays arabes et de cinq institutions financières arabes et organisations internationales. Parmi les résultats concrets de cette réunion, on peut citer un don de 400 000 dollars de l'Algérie, destiné à financer une étude de marché pour des projets de fonderie, une étude de faisabilité et un complément de formation pour du personnnel local dans le cadre de projets intéressant la tannerie.

147. Une Réunion de solidarité est prévue au Yémen en 1983 et une autre au Burundi au début de 1984. Des missions ont été envoyées dans ces pays et, conformément aux accords passés avec eux, les préparatifs sont menés activement, notamment en ce qui concerne l'identification des projets et l'élaboration des dossiers qui doivent être communiqués aux pays participants.

148. En 1982, le programme de CEPD a été axé sur la suite à donner aux décisions des précédentes réunions de solidarité. Un projet tripartite de création, en République-Unie de Tanzanie, d'une fonderie dotée d'un atelier mécanique intégré a été mis en route en 1981 à la suite de la Réunion de solidarité tenue en juillet 1979 à Dar es-Salaam; à la fin de 1982, ce projet est entré dans sa phase finale. Un programme de formation offert par l'Egypte à 50 fonctionnaires tanzaniens, dans le cadre de la réunion de solidarité, entre également dans sa phase finale.

149. Les travaux de construction d'une sucrerie ont commencé en 1982 au Bangladesh, conformément aux dispositions d'un Mémorandum d'accords signé par le Pakistan et le Bangladesh en application des décisions prises lors de la Réunion de solidarité pour le Bangladesh tenue en 1980. Dans le cadre de ce projet, le Pakistan fournit des machines et de l'équipement assortis d'un prêt d'environ huit millions de dollars consenti à des conditions de faveur. A la suite de la même Réunion de solidarité, l'Inde et le Bangladesh ont signé en 1982 un Mémorandum d'accords aux termes duquel l'Inde mettrait à la disposition du Bangladesh une somme d'environ 500 000 dollars pour des projets de coopération technique. Grâce aux services d'experts du textile fournis par le Gouvernement chinois à la suite de la Réunion de solidarité pour le Bangladesh, l'usine textile de Sundaraban et l'usine d'urée de Polash, au Bangladesh, ont pu démarrer. A la même Réunion de solidarité, la Chine avait accepté de fournir une usine d'extraction d'huile de son de riz; les renseignements nécessaires concernant les travaux de génie civil ont par la suite été transmis aux autorités chinoises. Une fois cette documentation et le plan final de l'usine terminés et approuvés par le Gouvernement du Bangladesh, la construction des bâtiments pourra commencer. La Chine a l'intention de fournir les matériels, ainsi que les services techniques nécessaires, au titre de sa contribution au Fonds d'équipement des Nations Unies. En décembre 1982, des représentants du Bangladesh, de la Chine, du Fonds et de l'ONUDI se sont réunis à Beijing et sont convenus des dispositions à prendre pour créer l'usine.

On examine actuellement la possibilité d'envoyer à Séoul et à Manille une mission mixte composée de fonctionnaires du Bangladesh et d'un fonctionnaire de l'ONUDI, pour faciliter la mise en œuvre d'un projet de coopération entre le Bangladesh, d'une part, et la République de Corée et les Philippines, d'autre part.

150. Dans le cadre d'une offre faite par le Gouvernement yougoslave à la Réunion de solidarité qui s'est tenue au Soudan en 1981, une étude de faisabilité concernant une briqueterie pilote[76] a été menée à bien. Avec l'appui de l'ONUDI, huit spécialistes soudanais ont reçu en Turquie une formation sur le tas dans le domaine de la production du ciment. Deux pays participants (Qatar, Emirats arabes unis) ont manifesté un grand intérêt pour le financement d'un projet de création d'une usine de gélatine comestible et de colle au Soudan; une étude de faisabilité entreprise par le Centre du commerce international a été menée à bien et présentée au Gouvernement soudanais. Un stage sur les techniques de la tannerie sera organisé en Inde en 1983 à l'intention de 25 Soudanais. Avec l'appui financier de l'ONUDI, le Directeur de l'Institut de recherche industrielle et de services consultatifs du Soudan et un expert soudanais doivent se rendre respectivement en Inde et en Chine en vue de renforcer la coopération avec les institutions compétentes de ces pays. Sur invitation de l'ONUDI, deux fonctionnaires soudanais sont venus à Vienne pour élaborer un plan d'action en vue de la mise en œuvre des décisions prises à la Réunion de solidarité pour le Soudan et examiner la suite donnée à cette réunion.

151. Immédiatement après la Réunion de solidarité qui a eu lieu en Haute-Volta en 1981, le Gouvernement a élaboré un plan d'action pour la suite à donner aux décisions prises. Avec l'assistance financière de l'ONUDI, une délégation voltaïque s'est rendue au Pakistan en février 1982 pour examiner les conditions que l'assistance pourrait fournir en vue de la création d'une sucrerie. Des négociations sont en cours avec la Banque de développement islamique en vue du financement de ce projet. Des spécialistes tunisiens ont examiné des échantillons de phosphate de Haute-Volta pour déterminer les possibilités d'exploitation du gisement, en particulier en vue de la production d'engrais. L'ONUDI a fourni les fonds nécessaires pour permettre à des géologues voltaïques de participer aux essais dans les laboratoires tunisiens. Les résultats de ces essais détermineront la poursuite éventuelle de la coopération avec la Tunisie en vue de l'exploitation des gisements de phosphate.

152. Le Brésil a été l'un des champions de la coopération entre pays en développement. A la suite d'une mission commune Haïti-ONUDI au Brésil — conséquence d'une réunion de solidarité tenue à Haïti en 1979 — plusieurs propositions de projets de coopération technique ont été mis au point et trois d'entre eux étaient en cours de réalisation en 1982 dans les domaines des agro-industries et de la formation professionnelle. L'ONUDI a également apporté son assistance à un programme de coopération entre le Brésil et les pays lusophones d'Afrique actuellement en cours d'examen.

153. En 1982, des activités ont été menées à divers niveaux pour promouvoir des programmes communs intéressant certains sous-secteurs industriels. En

[76] ID/B/280, chap. IV, par. 131.

coopération avec le Gouvernement iraquien, l'ONUDI a organisé une table ronde ministérielle sur le développement des agro-industries, qui s'est tenue à Baghdad (Iraq), du 15 au 19 février 1982; 20 pays et 7 organisations du système des Nations Unies et organisations arabes y ont participé. Cette réunion a adopté une série de conclusions et de recommandations visant à promouvoir la coopération entre les pays en développement dans le sous-secteur des agro-industries. Dans le même sous-secteur, des activités communes ONUDI/Yougoslavie pour la promotion de la coopération en vue du renforcement des agro-industries dans les pays en développement se sont déroulées à l'occasion de la quarante-neuvième Foire agricole internationale de Novi Sad (Yougoslavie), en mai 1982. Un certain nombre de projets ont été choisis en vue d'une exécution bilatérale et multilatérale. Des activités analogues étaient en cours de préparation pour la Foire agricole internationale de 1983.

154. En coopération entre le Service spécial de la coopération technique entre pays en développement du PNUD et le Gouvernement yougoslave, l'ONUDI a organisé en Yougoslavie des journées d'étude sur les minéraux non métalliques et leur transformation; ces journées d'étude se sont spécialement intéressées aux matériaux de construction et ont réuni des représentants des pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'ONUDI a également appliqué les recommandations de la première réunion de haut niveau sur la coopération entre pays en développement dans le domaine des industries du ciment et de la chaux et des industries connexes, qui s'est tenue à Ankara (Turquie) en décembre 1981. Des préparatifs ont lieu en vue de l'organisation d'une deuxième réunion de haut niveau sur ce sous-secteur.

155. En coopération avec le Gouvernement cubain, l'ONUDI a organisé à La Havane (Cuba), en octobre 1982, une réunion d'experts sur le développement de petits chantiers de construction et de réparations navales à l'intention de cadres, d'architectes navals et d'ingénieurs mécaniciens de marine des pays d'Amérique latine. Un programme de coopération dans ce domaine devrait être mis en œuvre, conformément aux recommandations de cette réunion d'experts. Des préparatifs ont eu lieu en 1982 pour la mise sur pied de journées d'étude sur l'industrie du conditionnement, qui doivent être organisées à Cuba en février 1983 dans le cadre du programme de CEPD/CTPD.

156. Pour promouvoir la coopération entre l'Inde et la Chine dans l'industrie de la machine-outil, l'ONUDI a mis sur pied un séjour de quatre semaines en Inde, à l'intention de cadres des bureaux d'études et des services techniques de l'industrie de la machine-outil de Beijing, en février 1982. Les visiteurs chinois se sont rendus dans des entreprises, des instituts de recherche, des usines et des centres de développement de l'Inde et ont échangé, avec leurs honologues indiens, des données d'expérience concernant la conception, la fabrication et la gestion dans l'industrie de la machine-outil. Au cours des discussions, des domaines de coopération possible ont été identifiés et des suggestions ont été faites concernant la promotion de cette coopération.

157. La participation aux consultations et la mise en œuvre des conclusions et recommandations de ces dernières constituent un autre élément du programme de coopération économique et technique entre pays en développement. La Section de la coopération économique entre pays en développement a participé à la troisième Consultation sur l'industrie sidérurgique, qui s'est tenue à

Caracas (Venezuela) en 1982, et a commencé à élaborer des projets concrets pour mettre en œuvre les recommandations pertinentes de la Consultation. En application d'une recommandation de la troisième Consultation sur l'industrie des engrais, qui s'est tenue à Sao Paulo (Brésil) en 1980, la Section a élaboré une étude sur les besoins et les possibilités en matière de formation de certains pays en développement et elle est en train d'organiser un stage en Indonésie. Afin de développer l'industrie des engrais au moyen de la coopération entre les pays en développement, la Section prépare la convocation de deux réunions régionales qui devraient permettre d'échanger des données d'expérience en matière de construction et de fonctionnement d'usines d'engrais dans les pays en développement.

158. On a poursuivi la mise en œuvre du programme de coopération ONUDI/CNUCED visant à promouvoir la création d'entreprises de production multinationales dans les pays en développement. L'ONUDI a examiné de manière détaillée avec la CNUCED la question de deux études à élaborer conjointement par l'ONUDI, la CNUCED et la FAO sur l'industrie des engrais et les industries alimentaires.

159. L'avenir du programme de coopération économique et technique entre pays en développement dépendra de deux facteurs. Tout d'abord, à la demande du PNUD, l'ONUDI a commencé en 1982 à évaluer le rôle et les possibilités de la CTPD dans le développement industriel, compte tenu de l'expérience des pays en développement, et à élaborer des recommandations concernant la promotion de cette coopération. Deuxièmement, l'expérience acquise par la Section à un certain nombre de réunions internationales en 1982 permettra d'orienter les activités de l'ONUDI dans le domaine de la coopération économique entre pays en développement au cours des années à venir. Parmi ces manifestations, on peut citer : la première réunion du Groupe intergouvernemental de suivi et de coordination sur la coopération économique entre pays en développement, Manille (Philippines); la première réunion des chefs des services nationaux de coopération technique du Groupe des 77, Tunis (Tunisie); la réunion du Conseil du commerce et du développement sur la coopération économique entre pays en développement, Genève (Suisse); la Conférence des experts gouvernementaux africains sur la coopération technique entre pays africains pour l'utilisation et la mise en valeur des ressources humaines en Afrique, Libreville (Gabon); la Conférence des pays d'Asie et des pays du Pacte andin sur la coopération industrielle régionale, Lima (Pérou); enfin les Journées d'études asiatiques sur le transfert des connaissances techniques grâce aux ressortissants expatriés (TOKTEN), Islamabad (Pakistan).

ASSISTANCE AUX PAYS LES MOINS AVANCES

160. Les pays les moins avancés en sont encore au premier stade de leur développement économique. L'activité du secteur manufacturier y est généralement faible, avec un niveau d'emploi peu élevé, et une forte proportion de la population continue à s'en remettre à l'agriculture de subsistance. Leurs économies étant en général très sensibles aux changements qui se produisent sur les plans économique et politique, ces pays ont vu leur situation s'aggraver du

fait des tendances économiques globales de ces dernières années. La récession mondiale, la hausse des prix à l'importation et le renchérissement de l'énergie, joints aux perspectives défavorables en ce qui concerne les prix mondiaux des cultures marchandes et autres produits primaires, ont fortement freiné la modeste croissance enregistrée au début des années 70, de sorte que l'on constate aujourd'hui soit une stagnation, soit une tendance à des taux de croissance négatifs. La situation a également changé pour ce qui est de la disponibilité des ressources extérieures. Les apports de capitaux à des conditions de faveur ont diminué jusqu'à devenir infimes. Le service de la dette représente une charge si lourde qu'il n'est plus possible de conclure des contrats pour l'obtention de crédits commerciaux. Les objectifs d'investissement définis dans les plans de développement des pays les moins avancés, notamment pour le secteur manufacturier, sont ramenés à des niveaux plus modestes. C'est une spirale descendante.

161. L'appel lancé en faveur de mesures immédiates, concrètes et appropriées en vue de mettre en œuvre le Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 pour les pays les moins avancés (NPSA)[77], adopté par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue à Paris en septembre 1981, n'a jusqu'ici trouvé que très peu d'écho auprès de la communauté internationale. Etant donné le taux élevé de l'inflation mondiale, il se pourrait qu'en 1982 l'apport de ressources à ces pays ait stagné, voire diminué, en termes réels.

162. Dans ce contexte, l'ONUDI a, au cours de l'année considérée, poursuivi ses efforts visant à mettre au point et à appliquer des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, conformément aux recommandations de sa troisième Conférence générale et au nouveau Programme substantiel d'action. Dans ses activités de coopération technique et activités connexes, une attention particulière a été accordée à la planification industrielle (y compris l'établissement d'études de préfaisabilité et de faisabilité), au développement de l'infrastructure industrielle et à la formation de la main-d'œuvre pour l'industrie, à la promotion des petites et moyennes industries utilisant les ressources locales, et à la mise au point et au transfert des techniques.

163. Au titre des divers programmes de coopération technique de l'ONUDI, une part appréciable des ressources de l'Organisation a été consacrée aux pays les moins avancés. Par rapport à 1981, la valeur totale des projets approuvés en 1982 a marqué un accroissement de plus de 100 % pour le programme ordinaire, et de 300 % pour le programme des Services industriels spéciaux (SIS). Le nombre des projets approuvés en vue de leur financement par le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI) a également augmenté, mais leur valeur totale est restée à peu près la même qu'en 1981. Près de 33 % du programme ordinaire et environ 30 % du programme des SIS ont été affectés en 1982 à des activités intéressant les pays les moins avancés. Comme ces programmes ont une portée limitée, l'ONUDI restera fortement tributaire des ressources du PNUD, dont dépendent près de 80 % des activités de coopération technique qu'elle mène en faveur des pays les moins avancés. Les programmes financés par le PNUD que l'ONUDI a élaborés et exécutés en 1982 ont pâti des résultats décevants de la Conférence d'annonces

[77] A/CONF.104/22, première partie.

de contributions de 1981, le faible montant de celles-ci ayant forcé l'Administrateur du PNUD à diminuer radicalement pour 1982 et 1983 le volume des activités prévues dans chaque pays (voir chap. II, "Sources de financement", par. 3). En conséquence, bien des projets en attente que l'on espérait voir approuver en 1982 ont été reportés, et quelques projets opérationnels dont on envisageait l'extension ont été abrégés ou modifiés en fonction de la réduction des allocations budgétaires. Ainsi, les résultats enregistrés en 1982 pour ce qui est de l'approbation et de l'exécution des projets ont été inférieurs à ceux que l'on escomptait.

164. Par rapport à 1981, la valeur totale des projets approuvés au titre des ressources du PNUD, y compris les révisions de projets en cours, a été nettement plus élevée en 1982. Comme 1981 était la dernière année du deuxième cycle de programmation par pays du PNUD, pour laquelle les ressources programmables étaient en majorité engagées, cette comparaison n'est peut-être pas très révélatrice. Cependant, si l'on compare les chiffres de 1982, première année du troisième cycle, et ceux de 1977, première année du deuxième cycle, on constate un accroissement de presque 145 % dans les approbations de projets au titre des ressources du PNUD. Bien que positive, cette évolution n'est guère impressionnante si l'on songe à la substantielle augmentation des chiffres indicatifs de planification (CIP) correspondant aux pays les moins avancés pour le cycle actuel, laquelle implique une allocation relativement plus élevée au secteur industriel dans les programmes de ces pays, et si l'on tient compte du taux d'inflation pour les cinq dernières années. Les données statistiques relatives à l'approbation et à l'exécution des projets en 1982, par pays et par source de financement, sont présentées à l'appendice O.

165. Au cours de la période considérée, l'ONUDI a procédé à des échanges de vues approfondis avec les gouvernements des pays les moins avancés et avec le PNUD afin d'élaborer un programme réaliste en ce qui concerne la filière des projets et d'assurer un déroulement régulier des futures activités de coopération techniques. Les diverses contraintes mentionnées plus haut ont été prises en considération, de même que le fait que 1982 était la première année du troisième cycle de programmation du PNUD. L'ONUDI a entrepris 10 missions de programmation et de formulation des projets, représentant au total 8 mois de travail, qui ont abouti à l'identification et/ou la formulation de 31 projets d'un coût total de 17,5 millions de dollars. à inclure dans les programmes correspondants des pays. Eu égard à l'actuelle insuffisance des ressources disponibles au titre des CIP, d'autres projets industriels identifiés lors de ces missions n'ont pas été retenus aux fins de financement par le PNUD. Sur inivitation de l'ONUDI, 6 fonctionnaires gouvernementaux, 14 représentants résidents, 9 conseillers industriels principaux hors siège, 9 administrateurs adjoints et 4 conseillers techniques principaux se sont rendus au Siège de l'Organisation en 1982 pour des entretiens portant sur les activités de coopération technique actuelles et futures dans les pays de leur ressort.

166. On a poursuivi les efforts visant à établir des contacts avec d'autres organismes des Nations Unies — ou à les renforcer — pour rendre plus complémentaires et plus efficaces les activités d'assistance technique aux pays les moins avancés. Des accords ont été conculs avec plusieurs organismes et institutions financières du système des Nations Unies —FENU, Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme,

Système de financement des Nations Unies pour la sicence et la technique au service du développement, Banque mondiale, et diverses organisations régionales — en vue d'exécuter conjointement quelque 16 projets nationaux et régionaux dans divers domaines de l'industrie. Ces projets, dont bon nombre sont déjà en cours de réalisation, portent notamment sur les points suivants : outillage et machines agricoles et autres sous-secteurs des agro-industries, industrie pharmaceutique, fabrication de matériel pour l'utilisation de l'énergie classique et de l'énergie solaire, participation des femmes au processus d'industrialisation.

167. On a continué de faire une place importante aux pays les moins avancés dans d'autres programmes spéciaux de l'ONUDI : Système de consultations, Programme de coopération en matière d'investissements (PCI), Programme de technologie, Coopération entre pays en développement. Ainsi, l'ONUDI a apporté un appui financier pour faciliter la participation des représentants des pays les moins avancés aux consultations qu'elle a organisées en 1982 sur le machinisme agricole, la sidérurgie, le financement industriel et la formation de la main-d'œuvre industrielle. Grâce à son assistance, des représentants de ces pays ont pu se familiariser avec les plus récents développements touchant les domaines couverts par le Système de consultations et établir des contacts avec des partenaires potentiels. Au titre du PCI, l'ONUDI a fourni à plusieurs des pays les moins avancés des informations concernant la promotion de projets et des services consultatifs afin de leur faciliter l'établissement de contacts avec des investissements potentiels de pays développés. Le Bangladesh a reçu une assistance financière et technique pour préparer et organiser un Forum des investisseurs qui s'est tenu en février 1982 (voir plus haut, par. 69). le dossier de projets constitué pour cette réunion a été diffusé aux investisseurs privés et aux institutions financières qui y étaient représentés; pour certains des projets examinés, des dispositions ont été prises en vue de la création d'installations. Une réunion analogue est prévue au Népal en octobre 1983. Une assistance a également été fournie à un certain nombre des pays les moins avancés afin de leur permettre de participer au programme de formation (durée : un an) sur les techniques de promotion des investissements qui est actuellement mis en œuvre sous les auspices du Service de promotion des investissements de New York. En coopération avec la Banque mondiale, le PCI a effectué une enquête sur certains secteurs de l'économie aux Comores et une étude du secteur industriel en République démocratique populaire lao. Au titre du Programme de coopération entre pays en développement, l'ONUDI a organisé en 1982 des réunions de solidarité au Lesotho et au Népal; ainsi se trouve porté à huit le nombre de réunions de ce genre tenues jusqu'ici dans les pays les moins avancés (voir plus haut, par. 144 et 145).

168. L'ONUDI a participé aux missions de redressement et de relèvement envoyées par l'Organisation des Nations Unies dans deux des pays les moins avancés d'Afrique confrontés à des difficultés particulières, et elle a par la suite fourni une assistance afin de répondre aux besoins que des consultations avec les gouvernements intéressés avaient fait apparaître comme étant les plus urgents.

169. L'ONUDI a continué à éprouver des difficultés pour ce qui est des ressources et des compétences spécialisées nécessaires pour examiner la mise en œuvre des recommandations du Nouveau Programme substantiel d'action, aux

niveaux national, régional et global. Au niveau national, le prolongement des contrats d'experts et/ou le recrutement de nouveaux consultants lui ont cependant permis de fournir, à très bref délai, une assistance à six pays figurant parmi les moins avancés pour élaborer des profils de projets industriels viables en vue de négociations avec des partenaires potentiels et pour réunir d'autres éléments de documentation requis pour les réunions de table ronde organisées avec le soutien logistique du PNUD. Aux niveaux régional et global, des fonctionnaires de l'ONUDI ont participé à la première consultation interinstitutions sur le suivi du Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 pour les pays les moins avancés, et à la deuxième Réunion d'institutions multilatérales et bilatérales d'assistance financière et technique, respectivement organisées à Genève en mai et octobre 1982. En ce qui concerne les pays les moins avancés d'Afrique, un examen de la situation a été effectué lors de la cinquième Réunion régionale des représentants résidents du PNUD en Afrique, qui s'est tenue au Togo en juillet 1982 avec la participation de tous les organismes des Nations Unies. A la demande du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, l'ONUDI a présenté en juin 1982 le premier rapport intérimaire sur les mesures prises ou envisagées par son secrétariat en vue de mettre en œuvre le Nouveau Programme substantiel d'action.

170. En 1982, le Service des études par région et par pays a continué à établir des études par pays sur les perspectives existant en matière de développement industriel fondé sur les ressources locales dans les pays les moins avancés — en application de la recommandation énoncée dans la Déclaration et le Plan d'action de New Delhi concernant l'industrialisation des pays en développement et la coopération internationale en vue du développement industriel de ces pays[78] — et à aider les pays les moins avancés à préparer leur rapport national sur la mise en œuvre du Nouveau Programme substantiel d'action. Cinq études de ce type ont été achevées en 1982 et six autres sont prévues pour 1983. Cependant, les contraintes tenant aux moyens financiers et aux ressources en personnel ainsi que l'absence de réacion positive chez certains des pays les moins avancés pourraient, dans les prochaines années, rendre assez difficile l'élaboration du type d'études par pays mentionnées ci-dessus. Dans le cadre du même Service, a également été établie une "Analyse statistique de la situation industrielle mondiale, 1981"[79] contenant d'utiles informations sur la situation et les tendances du secteur manufacturier dans les pays les moins avancés comme dans les autres pays en développement.

171. Pour venir en aide aux pays en développement insulaires, l'ONUDI a organisé, en coopération avec la Fondation allemande pour le développement international, une réunion régionale sur les stratégies de développement pour les Etats insulaires du Pacifique, qui s'est tenue à Suva (Fidji) en juin 1982. Les recommandations de cette réunion contribueront à l'expansion et à l'amélioration des activités de coopération technique dans ces pays.

172. En Coopération avec le Gouvernement yougoslave a été lancé, à la mi-1982, un nouveau programme d'assistance au sous-secteur agro-industriel de certains des pays les moins avancés d'Afrique. On escompte que plusieurs projets concrets seront élaborés dans un proche avenir.

---

[78] ID/CONF.4/22, chap. VI, par. 296.

[79] UNIDO/IS.292.

173. Dans le cadre du Comité d'examen des projets on continue, pour tous les projets sous-régionaux, régionaux et interrégionaux, à mettre l'accent sur l'industrialisation des pays les moins avancés et l'on tient dûment compte de cette catégorie de pays dans le programme que l'ONUDI élabore avec le plus grand soin, en coopération avec l'OUA et la CEA, pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique, région où se trouvent 21 d'entre eux.

174. L'ONUDI s'efforce sans relâche d'améliorer et d'élargir ses programmes spéciaux d'assistance technique aux pays les moins avancés. Il convient toutefois de noter que le Secrétariat ne pourra, sans ressources financières supplémentaires, fournir dans toute la mesure voulue les services additionnels requis pour mettre en œuvre le Nouveau Programme substantiel d'action, en suivre l'exécution et l'assortir d'activités complémentaires.

DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE, 1980-1990[80]

175. Au début de 1982, le Groupe de travail de l'ONUDI sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique a été reconstitué afin d'assurer la pleine participation de l'Organisation, à l'échelon le plus élevé, à un programme qui, de l'avis de l'Assemblée générale, "est l'un des programmes les plus importants de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel[81]". Dans sa résolution 1982/66, le Conseil économique et social a réaffirmé l'importance du programme et a noté avec satisfaction la coopération entre l'ONUDI, la CEA et l'OUA dans l'élaboration d'un programme de travail pour la Décennie.

176. La participation a également été le principal mot d'ordre lors de la réunion des institutions des Nations Unies organisée par l'ONUDI et la CEA en mars 1982 afin d'examiner les activités des institutions participantes concernant l'Afrique et d'obtenir leur coopération dans la mise en œuvre du programme de la Décennie. La coopération de l'ONUDI à ce programme a également été examinée lors de la réunion annuelle entre l'OUA et les secrétariats du système des Nations Unies tenue à Genève (Suisse) du 6 au 8 avril 1982, durant laquelle il a été décidé de consacrer en permanence un point de l'ordre du jour à la Décennie. Lors de la cinquième Réunion régionale des représentants résidents du PNUD en Afrique, tenue à Lomé (Togo) du 28 juin au 9 juillet 1982, les représentants résidents ont été informés des buts et objectifs de la Décennie et on leur a donné une indication du rôle qu'ils pourraient jouer, notamment à l'échelon national, en appuyant le programme durant sa phase préparatoire. Lors de cette réunion, plusieurs représentants d'organisations ont réaffirmé leur désir de coopérer avec les institutions chefs de file et ont exprimé le souhait de participer à toute réunion organisée en vue de préparer les mesures à prendre durant la Décennie.

---

[80] On trouvera des détails sur d'autres activités relatives à l'Afrique aux chapitres III (Opérations industrielles), IV (Etudes industrielles, section relative aux études par région et par pays) et V (Programmes spéciaux, sections relatives au Système de consultations, au programme de coopération en matière d'investissements, à la coopération entre pays en développement et à l'assistance aux pays les moins avancés).

[81] Résolution 36/182 de l'Assemblée générale, section B, par. 2.

177. En 1982, les quatre documents de travail contenant des propositions relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme pour la Décennie[82], qui ont été soumis à la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie en novembre 1981, ont été modifiés et révisés compte tenu des observations faites durant cette Conférence. Un document composite intitulé *Un Programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique*[83] a été publié en octobre 1982 : il s'agit de la première publication établie pour promouvoir la Décennie. Ce document non seulement constitue un point de départ solide pour faire mieux connaître les buts et objectifs de la Décennie, mais il présente également un cadre de planification auquel peuvent se référer les pays pour aligner leurs plans de développement national, comme l'a fait la République-Unie du Cameroun. Une deuxième publication du même ordre, fondée sur un séminaire commun ONUDI/CEA/OUA sur le développement de la main-d'œuvre industrielle et technique tenu à Addis-Abeba (Ethiopie) en mars 1982, qui devrait être publiée en 1983, présentera un cadre d'action dans ce domaine.

178. La détermination des moyens les plus efficaces de populariser et de faire connaître le Programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique a été au cœur des travaux d'un groupe commun d'experts ONUDI/CEA/OUA qui s'est réuni en septembre 1982 à Addis-Abeba. Les recommandations de ce groupe, qui étaient adressées aux moyens d'information et aux gouvernements, ainsi qu'aux organisations sous-régionales et régionales, seront soumises à la septième Réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, qui aura lieu à Kigali (Rwanda).

179. L'ONUDI, la CEA et l'OUA soumettront également à ce Comité le rapport d'une deuxième Réunion sur les directives à suivre pour lancer des mesures prioritaires aux échelons national et sous-régional (1982-1984) en vue de la mise en œuvre du programme de la Décennie, organisée à Addis-Abeba en septembre 1982 par les trois secrétariats. Ces directives, qui ont été préparées par les trois secrétariats au sein de leur Comité mixte[84], ont été examinées par des experts qui ont fait des propositions afin de préciser les mesures qu'il faudra prendre aux échelons national et sous-régional durant la phase préparatoire du programme de la Décennie.

180. Durant toute l'année, l'ONUDI a continué de s'efforcer d'appeler l'attention des gouvernements sur l'importance de la Décennie pour le développement industriel de l'Afrique. La présence d'un conseiller industriel régional de l'ONUDI au siège de l'OUA à Addis-Abeba, ainsi que les visites régulières de fonctionnaires du Siège de l'ONUDI, ont permis une coordination appropriée et efficace des activités des deux secrétariats, ainsi que la présentation du point de vue de l'ONUDI lors des réunions organisées par l'OUA. L'ONUDI a également été représentée à des réunions organisées par la CEA, qu'il s'agisse de la Conférence des ministres de la CEA ou de la Réunion des vice-chanceliers et recteurs des universités africaines, et a saisi ces occasions pour appeler l'attention sur le programme de la Décennie. On a également continué de mettre au point le projet relatif au développement et au

[82] ID/B/274, par. 4 à 9.

[83] ID/287.

[84] ID/B/280, chap. IV, par. 101.

renforcement de la coopération industrielle intra-africaine par une planification et une élaboration efficaces des programmes durant la phase préparatoire à laquelle le PNUD a affecté 3 millions de dollars.

ENERGIE

181. Durant l'année examinée, un effort sans précédent a été consenti afin de promouvoir la coordination des activités du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie. Cet effort, auquel l'ONUDI a participé activement, est dans une large mesure le résultat des travaux et activités consécutives concernant la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, tenue à Nairobi (Kenya) en 1981[85].

182. Le rapport du CAC intitulé "Plans et programmes orientés vers l'action et proposés pour mener à bien le Programme d'action de Nairobi[86]" a été établi sous l'égide du Groupe de travail spécial pour le suivi au plan interinstitutions du Programme d'action de Nairobi, constitué par le Comité consultatif des questions de fond (Activités opérationnelles et Programmation), qui s'est réuni deux fois à Genève au début de 1982. Le rapport a été soumis au Comité intérimaire des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui s'est réuni à Rome (Italie) en juin 1982; il s'agit d'un organe intergouvernemental chargé d'étudier les suites à donner au Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables[87]. Lors de cette réunion, le représentant de l'ONUDI a présenté le chapitre IV du rapport (Energie et industrialisation) pour l'établissement duquel l'ONUDI, par l'intermédiaire de son Groupe consultatif spécial de l'énergie, a fait office d'organisme coordonnateur. L'ONUDI a également participé à l'établissement d'autres chapitres du rapport qui présentaient les propositions des organismes et institutions intéressés des Nations Unies sur les suites à donner au Programme d'action de Nairobi dans les domaines ci-après : évaluation et planification; développement intégré de l'énergie dans les zones rurales; information; ressources humaines; et évaluation, mise en valeur et démonstration de l'énergie solaire, hydraulique, éolienne et géothermique.

183. Le Groupe consultatif spécial de l'énergie a coordonné la contribution de l'ONUDI à une autre activité interinstitutions achevée en 1982, qui a eu pour résultat le rapport du CAC intitulé "Les activités en cours ou prévues du système des Nations Unies en vue d'exécuter le Programme d'action de Nairobi[88]". Le rapport, qui a été soumis à la réunion du Comité intérimaire, donne une vue d'ensemble des activités en cours ou prévues au sein du système des Nations Unies dans le domaine des sources d'énergies nouvelles et renouvelables.

184. Dans le cadre de la coopération interinstitutions en matière d'énergie, l'ONUDI a participé à un certain nombre de réunions de divers groupes et comités du système des Nations Unies. En outre, la coopération dans le

[85] *Ibid.*, par. 44 à 54.

[86] A/AC.215/5.

[87] A/CONF.100/11, chap. I.

[88] A/AC.215/2.

domaine de l'énergie a été examinée lors de réunions ordinaires avec l'UNESCO, la FAO et l'OIT; des consultations sont en cours avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) en vue de l'organisation en commun d'études et de réunions.

185. L'ONUDI a également été représentée à une réunion organisée par le PNUD, relative à un programme international de coopération pour la formation et la recherche en matière de planification et de gestion de l'énergie. En avril 1982, à la suite d'une initiative du Gouvernement autrichien, la première d'une série de réunions de haut niveau des organisations ayant leur siège à Vienne, intéressées à la mise en valeur et à l'utilisation de l'énergie, a été organisée sur l'invitation du Directeur exécutif de l'ONUDI. Y ont participé le Ministre autrichien des affaires étrangères et les chefs de secrétariat et directeurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIAAS) et de l'OPEP. Cette réunion a été l'occasion de consultations sur la possibilité de renforcer la coopération dans certains domaines, à la suite de quoi, en octobre 1982, l'AIEA a organisé une réunion d'experts de ces organisations, ainsi que de représentants de ministères et instituts autrichiens, afin d'étudier la coopération dans les domaines des banques de données énergétiques, de l'élaboration de systèmes énergétiques et de la formation à la gestion de l'énergie. La contribution de l'ONUDI à cette réunion consécutive a été coordonnée par le Groupe consultatif spécial de l'énergie.

186. Dans le cadre d'une initiative en matière de planification commune, coordonnée par le Bureau de la planification et de la coordination des programmes au Siège de l'ONU, le Groupe consultatif spécial de l'énergie a participé activement à l'élaboration du chapitre IX (Energie) du projet de Plan à moyen terme pour 1984-1989[89]. Le Plan à moyen terme fait référence aux plans d'autres organisations, y compris le Plan à moyen terme de l'ONUDI qui traite de l'énergie dans le secteur industriel. La première session ordinaire (1982) du Comité consultatif pour les questions de fond (Activités opérationelles et Programmation) a recommandé l'harmonisation du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985 dans le domaine de l'énergie, notamment pour ce qui est des systèmes d'information et de la recherche et de la formation en matière d'évaluation, de planification et d'utilisation de l'énergie. A ce propos, des contacts préliminaires ont été établis entre les différentes institutions; l'ONUDI et l'UNESCO étudient actuellement l'harmonisation et la coordination de leurs systèmes d'information.

187. L'ONUDI a entretenu des relations de travail avec un certain nombre d'organisations intergouvernementales et internationales en 1982. La coopération entre l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) et l'ONUDI a été examinée durant la visite du Secrétaire exécutif de l'OLADE au début de 1982, et l'ONUDI a été priée par la CEDEAO de contribuer à l'élaboration d'un certain nombre de projets relatifs à l'énergie dans la région de l'Afrique de l'Ouest. L'ONUDI a envoyé un observateur à la réunion du Conseil exécutif international de la Conférence mondiale de l'énergie et un représentant au Comité spécial de la Conférence mondiale de l'énergie sur les problèmes énergétiques des pays en développement, comité dont l'ONUDI est un membre

[89] A/37/6/Rev.1.

actif. On a commencé de préparer un document qui sera soumis au Congrès de la Conférence mondiale de l'énergie, prévue pour 1983 à New Dehli (Inde). Une déclaration relative aux activités de l'ONUDI en matière d'énergie a été faite lors d'une réunion spéciale de l'Association américaine pour la promotion de la science, en janvier 1982.

188. Les activités liées à l'énergie intéressent un grand nombre de sections, services et groupes de l'ONUDI; elles consistent avant tout en des projets de coopération technique, mais comprennent également des activités de promotion et d'évaluation, telles que réunions et études. En 1982, 63 activités liées à l'énergie, représentant une valeur d'environ 34 millions de dollars, étaient en préparation, y compris un certain nombre de projets de grande ampleur qu'il était proposé d'exécuter sur la base d'une participation aux coûts. En outre, il y avait quelque 55 activités de coopération technique en cours, évaluées à environ 13 millions de dollars, soit un total de plus de 47 millions de dollars pour les activités liées à l'énergie en cours ou prévues. En outre, en 1982, plus de 50 documents relatifs à l'utilisation des sources d'énergie dans l'industrie ou en tant que matière première ont été publiés, portant à plus de 260 le nombre total de documents relatifs à l'énergie publiés depuis 1979.

189. La Banque d'informations industrielles et technologiques a également reçu 250 demandes environ concernant l'énergie. En outre, d'autres groupes du Secrétariat ont fourni sur demande, à des institutions, organisations et experts, un volume important de données relatives à l'énergie. Dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, il a été décidé d'organiser une réunion préparatoire de haut niveau sur les liens entre l'énergie et l'industrie et un aide-mémoire sur la question a été rédigé.

190. Le gros des travaux relatifs à l'élaboration d'un programme énergétique global, intégré et équilibré a été achevé en 1982 avec la publication du rapport intitulé "Energy development and industrialization[90]", qui présente les activités entreprises par l'ONUDI entre le milieu de 1980 et le milieu de 1982, notamment en ce qui concerne les activités préparatoires et la participation à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, ainsi que le suivi de la Conférence. Le rapport présente un plan des activités futures et des faits, principes, objectifs et directives pertinents, ainsi que des propositions d'action dans le domaine des activités de développement industriel liées à l'énergie. Dans le rapport, on s'est efforcé de recenser les domaines requérant une attention prioritaire de l'ONUDI, sous forme d'études, de projets de coopération technique, d'activités de promotion et de coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec des organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales.

191. Le Groupe consultatif spécial de l'énergie mettra à l'avenir l'accent sur la coordination des activités données visant les objectifs proposés. A cette fin, étant donné la multiplicité et la diversité des apports et des mesures nécessaires au sein de l'ONUDI, ainsi que lors des consultations avec d'autres organisations, un "dossier de coordination" officieux a été établi pour les activités de l'ONUDI en matière d'énergie exigeant une coordination au jour le jour. Ce dossier facilitera également l'évaluation interne des activités de l'ONUDI liées à l'énergie.

---

[90]UNIDO/OED.135.

Chapitre VI

EXAMENS ET EVALUATIONS

1. Les examens, bilans et évaluations des programmes de travail de l'ONUDI sont, pour l'essentiel, entrepris à trois niveaux : niveau de l'Organisation tout entière, niveau de la division et niveau du groupe. En outre, ces opérations peuvent porter sur l'ensemble du programme (cas, par exemple, des examens relatifs aux plans à moyen terme et aux budgets-programmes), de grandes subdivisions de ce programme (éléments de sous-programme par exemple) ou des unités d'activité (projets par exemple).

2. Le principal mécanisme d'examen de l'ensemble des activités de l'ONUDI est constitué par les réunions d'évaluation et de programmation qui ont lieu deux fois par an sous la présidence du Directeur exécutif et avec la participation des hauts fonctionnaires de l'Organisation. Ces réunions ont pour objet d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail de l'ONUDI. En 1982, les deux réunions d'évaluation et de programmation ont été convoquées, respectivement, en mai et en décembre. Lors de la réunion de mai, on a examiné le taux d'exécution atteint en 1981 en fonction des objectifs fixés pour cette année-là. Des objectifs ont également été définis pour 1982 en la matière, compte tenu des années précédentes. A la réunion de décembre, on a examiné le taux d'exécution pour 1982 et fixé des objectifs pour 1983. Au cours de ces réunions ont été analysés non seulement le taux d'exécution effectif des activités de coopération technique de l'ONUDI, mais aussi les niveaux effectif et prévu des approbations de projets.

3. Lors des réunions de programmation et d'évaluation qui ont eu lieu en 1982, on ne s'est pas préoccupé seulement du volume de l'assistance technique fournie, mais on a aussi accordé une attention particulière au maintien et à l'amélioration de la qualité de celle qu'octroie l'Organisation. Grâce au système d'évaluation interne dont il est question plus loin, les hauts fonctionnaires seront, à l'avenir, mieux renseignés sur l'efficacité globale du programme hors siège de l'ONUDI. Au cours des réunions considérées, on a examiné en détail le fonctionnement des divers services et sections de l'Organisation et formulé des recommandations concernant les ajustements à apporter en matière de ressources compte tenu du volume de travail desdits services et sections. Si lors des réunions de ce genre on se préoccupe surtout des activités de coopération technique, on examine aussi le fonctionnement des services et sections de l'ONUDI qui ne sont plus directement concernés par l'assistance technique. En résumé, ces réunions permettent d'apprécier l'orientation et la portée de l'ensemble du programme de travail de l'ONUDI.

4. Les méthodes de contrôle employées au niveau des divisions de l'ONUDI varient de l'une à l'autre; celles qu'a adoptées la Division des études industrielles témoignent cependant de l'attention particulière qui est accordée au suivi des activités de la Division et de ses services. Les principaux instruments de contrôle et d'examen employés à la Division des études industrielles (non compris le Groupe de la technologie) sont constitués par les réunions ordinaires des chefs de service, qui ont lieu normalement tous les mois. Lors de ces réunions, les hauts fonctionnaires de la Division ont l'occasion de formuler des observations au sujet de l'état d'avancement des programmes de recherche, des crédits disponibles et d'autres questions qui ont pu se poser à la suite de réunions des directeurs ou d'opérations d'évaluation particulières. Les transferts de crédits entre les différentes rubriques ainsi que les écarts apparents en plus ou en moins par rapport au taux d'exécution programmé sont examinés à l'occasion de ces réunions. Dans le cadre de celles-ci, on peut également étudier les besoins nouveaux en matière de recherche ou de nouvelles propositions de projets qui découlent de mandats nouveaux.

5. Aux fins de contrôle de la gestion, les chefs de service de la Division des études industrielles reçoivent des rapports mensuels sur l'utilisation de leurs crédits pour les services consultatifs et les réunions *ad hoc* ainsi que des rapports bimensuels sur l'utilisation des crédits pour les voyages en liaison avec les dépenses programmées dans les plans de voyage généraux.

6. Le Bureau du Directeur de la Division des études industrielles est l'organe qui coordonne l'établissement (à l'intention du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) de rapports et de prévisions concernant les dépenses au titre des crédits prévus au budget ordinaire pour les services consultatifs et les réunions *ad hoc*. Le Bureau établit également l'exposé présenté par la Division aux réunions d'évaluation et de programmation. Dans le cas des examens spéciaux portant sur les activités de tous les services de la Division, le Bureau joue également le rôle d'organe central de coordination et communique aux organes chargés de ces examens les données de base et informations complémentaires fournies par les services. Il conserve dans ses archives tous les documents publiés par les services exécutant des travaux de recherche et fait paraître une liste de documents qui est mise à jour tous les trimestres.

7. Le principal outil formel employé pour le contrôle des projets hors siège est constitué par les examens tripartites auxquels on procède périodiquement de concert avec des représentants des gouvernements, des agents d'exécution et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En 1982, des fonctionnaires du siège de l'ONUDI ont participé à 48 examens tripartites (non compris ceux auxquels ont pris part des conseillers industriels principaux hors siège). En outre, 52 missions ayant un caractère d'évaluation ont été effectuées au cours de l'année. Chaque grand projet en cours de l'ONUDI (c'est-à-dire chaque projet dont le budget est supérieur à 400 000 dollars) est évalué tous les 12 mois. Dans la mesure du possible, le personnel national affecté au projet participe à cette opération d'auto-évaluation en même temps que le conseiller industriel principal hors siège ou l'administrateur auxiliaire intéressé. Les résultats sont ensuite examinés au siège. L'évaluation est axée sur les résultats donnés par le projet, sur la détermination des problèmes posés et des retards intervenus et sur la formulation de recommandations au sujet des mesures

correctives nécessaires. La première année, on veille surtout, à l'occasion de ce type d'évaluation, à ce que le projet soit bien conforme aux orientations définies lors de sa conception en vue de l'obtention des résultats attendus. A la suite de cette opération, il arrive souvent que l'on remanie le projet et redéfinisse les produits prévus, et notamment que l'on mette au point des indicateurs d'exécution.

8. S'agissant des projets hors siège, on a également instauré un système d'évaluation interne pour l'ensemble de ces projets, qu'ils soient de grande ou de faible ampleur. En janvier 1982, il a été diffusé un manuel intitulé *Instructions and guidelines for the self-evaluation of UNIDO-executed technical co-operation field projects*[1]. Le système d'évaluation des projets, qui se fonde sur les directives et instructions données dans ce manuel, est devenu opérationnel en mai 1982. Un des éléments de ce système prévoit l'évaluation, après leur achèvement, de tous les projets hors siège exécutés par l'ONUDI aux fins de l'examen et de l'enregistrement des résultats effectivement obtenus ainsi que de la définition des mesures complémentaires requises pour prolonger ou renforcer les effets des projets sur le développement. Cette procédure est appliquée actuellement pour les projets hors siège de coopération technique, mais elle sera étendue à certains programmes et projets exécutés au siège en 1983.

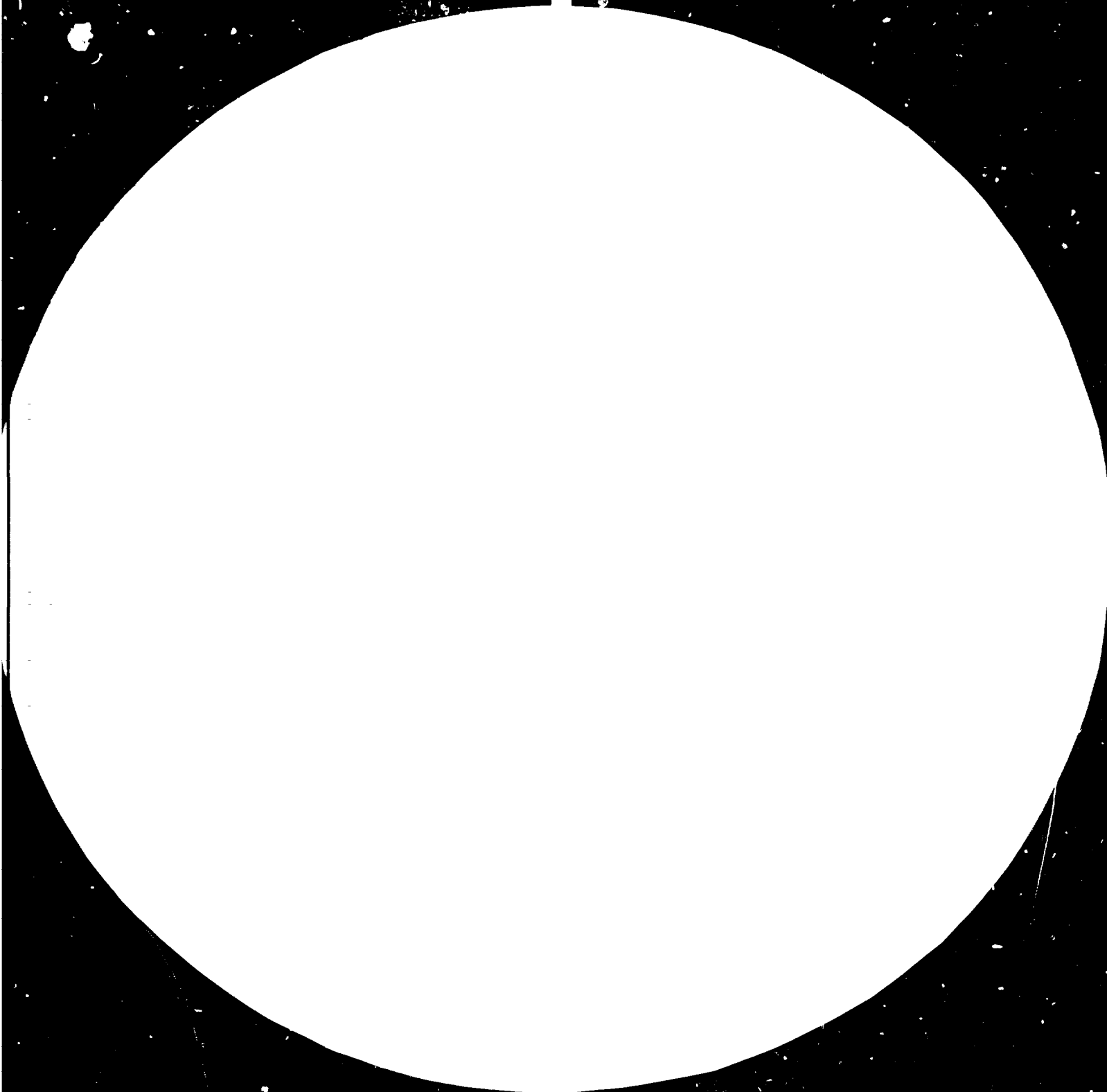
9. En plus des examens et évaluations auxquels elle procède régulièrement, l'ONUDI participe à un certain nombre d'opérations d'évaluation spéciales et *ad hoc*. Ainsi, la phase 1 de l'évaluation commune ONU/PNUD/ONUDI des projets hors siège relatifs aux produits manufacturés[2], menée à bien sous la direction des spécialistes de l'évaluation de l'ONUDI, a été achevée au début de 1982. La phase 2 de cette évaluation, dans le cadre de laquelle des études ont été faites dans les pays intéressés et qui s'est déroulée sous la direction du PNUD, a été achevée vers la fin de l'année. Cette phase, qui a comporté l'envoi de missions en Argentine, en Egypte, en Inde, en Indonésie, au Kenya, au Pérou et en Yougoslavie, a été suivie par une réunion de synthèse convoquée en novembre pour examiner les résultats de l'opération. Cette réunion a rassemblé notamment les coordonnateurs de l'évaluation, certains consultants nationaux et plusieurs conseillers industriels principaux hors siège. En décembre, des travaux ont été entrepris en vue de la phase 3 de cette opération qui sera menée à bien sous la direction de l'Organisation des Nations Unies (Département des affaires économiques et sociales internationales, Bureau de la planification et de la coordination des programmes). Au cours de cette phase finale seront établis et examinés le rapport des spécialistes de l'évaluation ainsi que le projet de rapport au Comité du programme et de la coordination. Par ailleurs, les activités consécutives à l'évaluation commune PNUD/ONUDI des instituts de recherche et de services industriels (IRSI)[3] se sont poursuivies avec la publication, par le PNUD, d'une note consultative de programme.

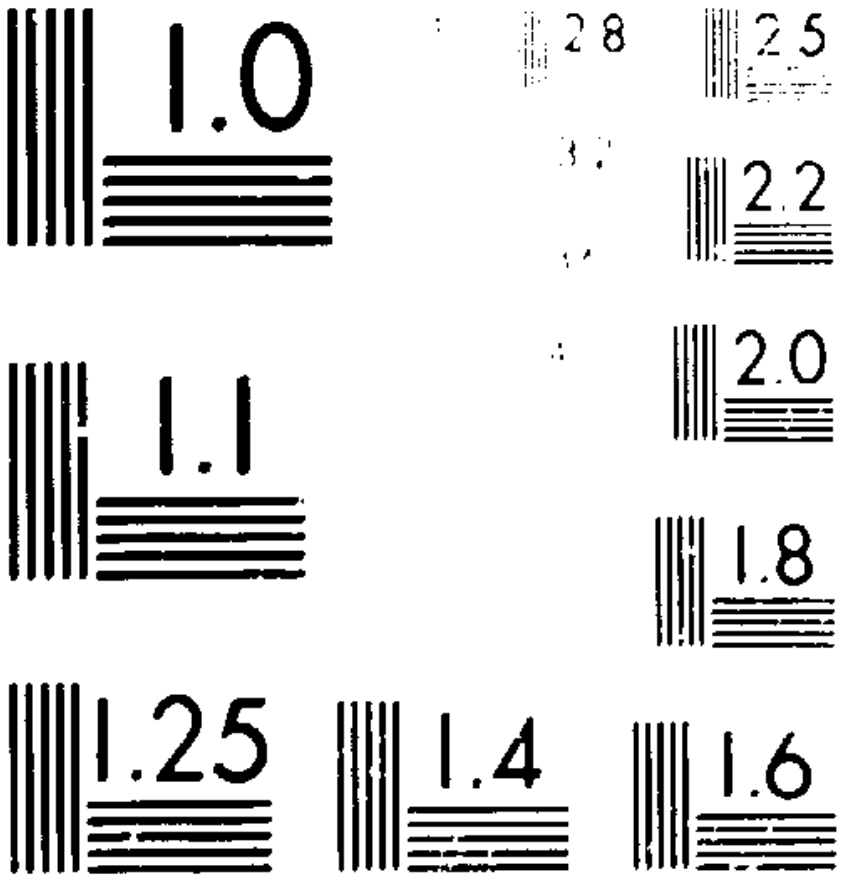
10. Les activités décrites plus haut montrent que le Secrétariat s'efforce en permanence de recourir aux évaluations et aux opérations analogues — quoique moins rigoureuses — que constituent les examens et les bilans en vue d'accroître le rendement, l'efficacité et l'impact des activités de l'ONUDI. Ces

[1] UNIDO/PC.31.

[2] ID/B/280, chap. VI, par. 13.

[3] ID/B/C.3/86.




1.0
2.8
2.5
2.2
1.1
2.0
1.8
1.25
1.4
1.6

efforts sont déployés dans le cadre d'un système d'évaluation interne dont on élargit la portée et le champ d'application et intensifie l'utilisation de façon continuelle. En 1982, on a ainsi analysé, avec le concours d'un consultant, les besoins particuliers liés à l'évaluation des programmes de formation, et notamment des programmes de formation en groupe, dans l'entreprise et au moyen de bourses de perfectionnement, en vue de définir un cadre pour la mise au point d'un système d'auto-évaluation approprié et économique. Du fait que les évaluations axées sur les résultats et leur exploitation confèrent une dimension nouvelle à la gestion, les spécialistes de l'évaluation de l'ONUDI ont donné des cours d'initiation et de formation aux méthodes de conception et d'évaluation des projets à l'intention de tous les nouveaux conseillers techniques principaux, conseillers industriels principaux hors siège et administrateurs auxiliaires, ainsi que de l'ensemble du personnel du Secrétariat. On a mis au point, pour l'avenir, un programme de formation global, et notamment un programme d'études et de la documentation pédagogique; ce programme prévoit également l'organisation de séminaires de formation à l'échelon des pays pour les coordonnateurs nationaux de projets et d'autres fonctionnaires hors siège.

Chapitre VII

COORDINATION, ACTIVITES HORS SIEGE ET DE LIAISON, ET INFORMATION

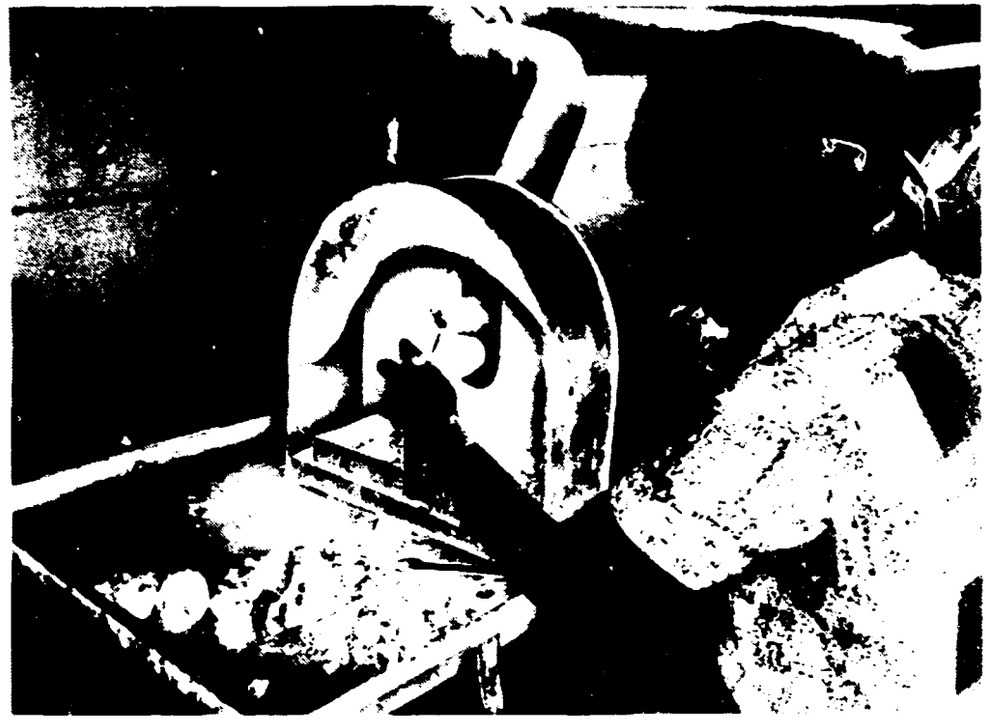
PROGRAMMES DES CONSEILLERS HORS SIEGE ET DES ADMINISTRATEURS ADJOINTS

1. A sa seizième session, tenue en mai 1982, le Conseil du développement industriel a proposé de renforcer le réseau des conseillers industriels hors siège et des administrateurs adjoints. En conséquence, lors de sa vingt-neuvième session qui a eu lieu en juin 1982, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), après avoir examiné la note de l'Administrateur sur l'appui sectoriel[1], a autorisé ce dernier, par sa décision 82/38, à financer le plus grand nombre possible de postes de conseillers industriels hors siège dans la limite des ressources disponibles tout en poursuivant les consultations avec les Etats Membres pour qu'une partie du coût des services de ces conseillers soit financée par des sources nationales ou par les chiffres indicatifs de planification (CIP), en tenant compte de la situation particulière des pays les moins avancés. En outre, le Conseil d'administration a invité le Conseil économique et social et l'Assemblée générale à se préoccuper de l'urgente nécessité pour l'ONUDI de prendre à sa charge une plus grande part du coût du programme des conseillers industriels hors siège.

2. En juillet 1982, le Conseil économique et social, au paragraphe 5 de sa résolution 1982/66 relative à la coopération en matière de développement industriel, a recommandé à l'Assemblée générale de faire en sorte que des ressources adéquates, provenant de sources que l'Assemblée déterminera, soient fournies afin que des conseillers industriels hors siège puissent être nommés, conformément aux termes de la décision 82/38 du Conseil d'administration du PNUD.

3. Au paragraphe 4 de la section I de la résolution 37/212 qu'elle a adoptée le 20 décembre 1982 par 118 voix contre 20, avec 11 abstentions, l'Assemblée générale a décidé qu'il faudrait prévoir au budget ordinaire de l'ONUDI des ressources supplémentaires suffisantes en vue de financer en 1983 jusqu'à 10 postes supplémentaires de conseiller industriel hors siège. Par la suite, la

[1] DP/1982/61.



Fabrication de boutons de nacre à partir de coquilles de troches, à Vanuatu, pour l'exportation vers les marchés des articles de fantaisie dans les pays industrialisés (voir chap. III, par. 257).

Cinquième Commission a prévu, dans les montants estimatifs révisés concernant le budget ordinaire pour 1982-1983, une allocation de 943 400 dollars pour le financement de 10 postes supplémentaires de conseiller industriel hors siège.

4. En 1982, les conseillers industriels hors siège ont continué à s'occuper, dans la mesure du possible, de l'ensemble des programmes et des services de l'ONUDI. S'ils ont souvent fait porter l'essentiel de leurs efforts sur la programmation et l'exécution des projets de coopération technique, et notamment sur la coordination avec les représentants résidents du PNUD et les gouvernements, ils se sont aussi acquittés de diverses autres fonctions et ont joué le rôle d'animateurs pour les activités menées par l'ONUDI dans les pays où ils sont en poste. Les conseillers industriels hors siège ont aidé à assurer une participation plus large des gouvernements au Système des consultations et à les conseiller au sujet de la suite à donner aux recommandations des consultations. Ils ont également contribué à l'élaboration et à l'exécution des programmes de l'ONUDI dans les domaines de la mise au point et du transfert des techniques, de l'énergie, de la formation et de la promotion des investissements. Ils prennent une part active aux efforts faits par les services du siège pour mettre au point un système d'évaluation rationnel et permanent destiné à servir d'outil de gestion, et certains d'entre eux ont apporté une contribution importante à l'évaluation commune ONU/PNUD/ONUDI des projets concernant les produits manufacturés. Par mesure d'économie, il a été demandé à de nombreux conseillers industriels hors siège de représenter l'Organisation à diverses réunions.

5. Une réunion régionale des conseillers industriels d'Asie s'est tenue à Bangkok (Thaïlande) du 15 au 20 février 1982. Des réunions analogues ont également eu lieu à Caracas (Venezuela), à l'occasion de la troisième Consultation sur la sidérurgie, en septembre 1982, ainsi qu'à Dakar (Sénégal), en novembre 1982. On trouvera au tableau 1 de l'appendice H la répartition des postes de conseiller industriel hors siège et d'administrateur adjoint en 1982.

6. Le programme des administrateurs adjoints a été étoffé en 1982 grâce aux contributions généreuses de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse. Les contributions versées par les gouvernements des Pays-Bas et de la Norvège pour financer des postes d'administrateur adjoint à pourvoir par des candidats de pays en développement ont été particulièrement utiles. Les négociations engagées avec le Gouvernement italien au sujet de la fourniture d'administrateurs adjoints ont abouti, et l'on prévoit un nouvel étoffement du programme en 1983.

7. En 1982, 30 administrateurs adjoints ont été recrutés, ce qui a porté leur nombre total à plus de 60 (voir appendice H, tableau 2). Les administrateurs adjoints ont apporté un précieux concours aux conseillers industriels hors siège dans le cadre de l'ensemble des activités de coopération technique. En outre, dans un certain nombre de pays où il n'était pas possible de prévoir des conseillers industriels hors siège par suite du nombre limité de postes, on a recouru à des administrateurs adjoints dûment formés et supervisés par les services du siège pour assurer la présence de l'ONUDI sur le terrain. En juin, un stage de formation a été organisé à Vienne en vue notamment de permettre aux administrateurs adjoints qui venaient d'être recrutés de se familiariser avec les mécanismes des activités de coopération technique de l'ONUDI au siège et sur le terrain. Deux réunions d'évaluation à mi-parcours, auxquelles ont participé des administrateurs adjoints et des représentants des gouvernements donateurs, ont également été organisées dans le courant de l'année.

8. En 1982, on a dressé un bilan des programmes des conseillers industriels hors siège et des administrateurs adjoints depuis 1975 en tenant compte des vues exprimées par les représentants résidents du PNUD, les conseillers industriels hors siège, les administrateurs adjoints et les services du Siège de l'ONUDI. Un rapport sur les conclusions qui en ont été tirées sera publié au début de 1983

9. On a amélioré le système des rapports des conseillers industriels hors siège et des administrateurs adjoints en formulant de nouvelles directives pour l'établissement des rapports et en adoptant des techniques de traitement automatique de l'information. On a ainsi atteint un double objectif qui était de recevoir des services extérieurs des informations présentées de manière plus uniforme tout en améliorant le suivi des mesures consécutives demandées par les conseillers industriels et les administrateurs adjoints dans leurs rapports trimestriels sur les activités hors siège. On projetait de recourir davantage encore à l'informatique en vue de faciliter l'administration courante de la Section d'étude des rapports sur les activités hors siège et comme moyen d'améliorer la gestion en général.

COORDINATION DES PROGRAMMES INTERINSTITUTIONS[2]

10. Pour tenter de jouer efficacement le rôle central qui lui a été assigné dans la promotion et l'examen de la coordination de toutes les activités menées dans le domaine du développement industriel par les organismes des Nations Unies, l'ONUDI a continué à encourager l'adoption d'une approche globale de façon que les programmes relatifs au développement industriel et ceux des organismes des Nations Unies qui s'occupent d'autres domaines socio-économiques soient complémentaires.

11. La coordination avec les autres organes et organismes des Nations Unies est assurée à différents niveaux : niveau de l'élaboration des politiques, grâce à une participation aux sessions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de leurs organes subsidiaires, y compris le Comité administratif de coordination (CAC) et les organes qui en dépendent; au niveau des secrétariats, grâce aux consultations régulières prévues dans les mémorandums d'accords conclus entre l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies (voir appendice B); et au niveau des pays, grâce aux bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies et des représentants résidents du PNUD, et en particulier grâce aux conseillers industriels hors siège. Les bureaux de liaison de l'ONUDI à New York et à Genève permettent également de rester en contact avec les autres secrétariats.

12. Dans les paragraphes ci-après sont examinées certaines activités de coordination menées en 1982, mais non celles qui ont été entreprises avec le PNUD et la Banque mondiale car elles sont analysées en détail dans un autre chapitre du présent rapport.

13. Durant l'année considérée ont été organisées les réunions intersecrétariats ci-après :

Première et deuxième Réunions du Comité intersecrétariats de coordination OMS/ONUDI (Genève, mars; Vienne, novembre)

Deuxième Réunion intersecrétariats OMI/ONUDI (Vienne, mars)

Neuvième session du Groupe de travail technique mixte FAO/ONUDI sur les industries forestières (Rome, mai)

Deuxième Réunion consultative intersecrétariats avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (New York, mai)

Quinzième session du Comité intersecrétariats de coopération UNESCO/ONUDI (Paris, juin)

Seizième session du Comité intersecrétariats FAO/ONUDI (Vienne, juin).

Trente et unième session du Groupe de travail mixte OIT/ONUDI (Vienne, octobre)

Troisième Réunion du Comité mixte ONUDI/PNUE sur la coopération (Vienne, novembre)

Huitième réunion de liaison CCI/ONUDI (Vienne, novembre)

[2]Un rapport détaillé sur les activités de coordination de l'ONUDI durant la période allant de novembre 1981 à octobre 1982 a été soumis au Comité permanent lors de sa dix-huitième session sous la cote ID/B/C.3/117. Le présent chapitre résume brièvement les activités décrites dans ce document et expose les faits nouveaux intervenus jusqu'à la fin de 1982.

14. En avril 1982, l'ONUDI et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont conclu un accord de coopération aux termes duquel l'ONUDI fournira notamment des services consultatifs ou une assistance technique pour des activités d'intérêt commun menées dans les pays en développement, tandis que le FIDA envisagera, compte tenu de ses politiques et procédures, de financer des programmes ou des projets proposés par l'ONUDI. Le texte de cet accord est reproduit à l'appendice B.

15. Dans le domaine des études et des enquêtes à caractère pragmatique, la coopération interinstitutions a été renforcée sensiblement, car l'expérience avait montré qu une coopération précoce facilitait généralement l'exécution des projets et programmes communs. L'ONUDI et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont convenues d'exécuter une étude commune en vue de la création d'industries sanitaires dans les pays en développement. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Centre (CNUCED/GATT) du commerce international (CCI) ont participé à l'étude mondiale de l'ONUDI sur l'industrie du bois et des produits du bois. La FAO a également participé à une étude sur l'industrie des machines agricoles en Afrique. L'ONUDI et la FAO ont procédé à des échanges de vues sur les liens entre l'agriculture et l'industrie dans le contexte de la modélisation et des études prospectives, et notamment du modèle UNICED (élaboré par l'ONUDI en collaboration avec la CNUCED), en vue d'établir des scénarios pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. A l'aide du même modèle, l'ONUDI et l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont entrepris une étude commune sur les liens entre l'emploi et l'industrialisation et sur les aspects sociaux de la question. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'ONUDI ont collaboré pour l'élaboration d'une étude intitulée "Industrial sources of marine and coastal pollution in the East African Region[3]" et pour l'établissement d'une publication de l'ONUDI sur l'utilisation de l'eau dans l'industrie. Pour cette dernière publication, l'ONUDI a également bénéficié de la collaboration des commissions régionales, de la FAO, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'OMS, de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), de la Banque mondiale et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

16. L'ONUDI a continué à collaborer avec l'OIT pour l'établissement de mémoires techniques destinés à fournir aux petits producteurs des pays en développement des renseignements techniques et économiques sur d'autres techniques de production qu'ils pourraient appliquer. Dans le cadre d'un groupe de travail intersecrétariats créé par l'ONUDI, les deux organisations et l'UNESCO ont également coopéré étroitement dans le domaine de la formation de la main-d'œuvre industrielle.

17. L'ONUDI et l'OMS ont continué à coopérer pour les questions liées au transfert des techniques de fabrication et de contrôle de la qualité des produits chimiques de base, des produits biologiques, du matériel pour laboratoires médicaux et du matériel de base utilisé en radiologie, en chirurgie et en anesthésie.

[3]Rapports et études du PNUD sur les mers régionales, nº 7.

18. L'ONUDI et la CNUCED ont renforcé encore leur programme commun relatif aux aspects commerciaux et connexes des arrangements de collaboration industrielle et sont convenues de coopérer en ce qui concerne les entreprises multinationales de production dans le contexte de la coopération économique entre pays en développement. L'ONUDI et la CCI ont exécuté conjointement un certain nombre de projets de coopération technique et envisagent de collaborer dans le cadre d'un projet du CCI relatif à l'exécution d'enquêtes sur l'offre et la demande dans les pays d'Afrique situés au sud du Sahara, ainsi que d'une étude de faisabilité pour la production et la commercialisation de gélatine et de produits apparentés au Soudan. L'ONUDI a par ailleurs formulé des observations au sujet d'études de la CNUCED sur l'industrie alimentaire, les biens d'équipement et l'énergie et a participé à des réunions d'experts gouvernementaux parrainées par la CNUCED sur le transfert des techniques dans ces secteurs.

19. L'Organisation a continué à assurer la coordination des programmes avec les commissions régionales par l'intermédiaire des divisions mixtes de l'industrie qui ont été créées dans toutes les commissions, sauf la Commission économique pour l'Europe (CEE). En 1982, les activités des divisions mixtes ont été renforcées en ce qui concerne les travaux de recherche et les programmes opérationnels et promotionnels.

20. La mise au point et le transfert des techniques industrielles est un élément important du programme de travail de l'ONUDI qui est directement lié aux domaines dont s'occupent d'autres institutions et organisations. Ainsi, l'ONUDI a pris une part active aux travaux de l'équipe spéciale du CAC sur la science et la technique au service du développement et à ceux des groupes de travail technique qu'elle a créés en vue de la mise au point d'activités de coopération dans certains domaines. A la suite d'échanges de vues préliminaires qui ont eu lieu à la première réunion du Groupe de travail technique présidé par l'ONUDI et chargé de déceler et d'évaluer des innovations scientifiques et techniques, il a été convenu que l'ONUDI, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et l'OIT entreprendraient des études communes sur les incidences de la micro-électronique. En outre, sous les auspices du CAC, on s'efforce de mettre en place un réseau mondial d'information scientifique et technique. L'application du principe de la constitution de réseaux sur lequel repose la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) a conduit à l'établissement de relations étroites et à des interactions entre l'ONUDI et d'autres organisations comme le PNUE, l'UNESCO et, surtout, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

21. L'ONUDI a élargi les domaines de coopération avec d'autres organismes des Nations Unies pour l'application et le suivi des mesures recommandées dans le cadre du Système de consultations. A cet égard, la FAO a mis en œuvre un plan optionnel pour l'achat d'engrais, comme l'avait recommandé la première Consultation sur l'industrie des engrais. Dans le même secteur, la CEE, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), l'OMPI et la Banque mondiale ont tous contribué à l'élaboration des contrats types de l'ONUDI pour la construction d'usines d'engrais. Dans l'industrie pétrochimique, la CNUCED et le CCI ont contribué aux travaux du Groupe de travail permanent de l'ONUDI sur l'offre et la demande mondiales

de produits pétrochimiques. L'ONUDI et la CNUCED ont également coopéré pour l'établissement d'une étude sur les obstacles tarifaires et non tarifaires aux exportations de produits chimiques des pays en développement vers les pays développés. Dans l'industrie pharmaceutique, l'Organisation a coopéré étroitement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la CNUCED, l'OMS et l'OMPI. Dans le secteur des agro-industries, la FAO, le CCI, la CNUCED et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales ont prêté leur concours pour les consultations sur le cuir, l'industrie alimentaire et les machines agricoles et pour la préparation de la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois.

22. Comme suite aux efforts constants que fait l'Organisation pour mettre sur pied des activités opérationnelles conjointes, des projets communs de coopération technique d'une valeur totale de 47,2 millions de dollars étaient (ou avaient été) exécutés par l'ONUDI et d'autres organes et organismes des Nations Unies au cours de la période considérée[4].

RELATIONS AVEC LES GOUVERNEMENTS ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

23. En 1982, l'Organisation a continué à renforcer ses relations avec les gouvernements des Etats participant à ses activités ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales s'occupant d'industrialisation. Des contacts directs ont été pris à tous les niveaux avec les gouvernements (par l'intermédiaire des missions permanentes accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies ou de l'ONUDI) ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales). Dans certains cas l'ONUDI a, aussi, fait appel aux représentants résidents du PNUD et aux conseillers industriels principaux hors siège pour la conduite de ces relations extérieures. L'Organisation a ainsi pu s'assurer le soutien actif et vital des gouvernements et des organisations intergouvernementales pour ses programmes et activités.

24. Le Directeur exécutif s'est rendu officiellement dans plusieurs pays afin de s'entretenir avec des interlocuteurs au niveau le plus élevé de questions d'intérêt commun. Parmi les visiteurs de marque qui sont venus au Siège, on peut citer le Chef d'Etat du Burundi, les Premiers Ministres de la Dominique et de Thaïlande, ainsi qu'un certain nombre de ministres et de représentants de rang élevé des gouvernements d'autres pays participant aux activités de l'ONUDI. Le Directeur exécutif a assisté à la dix-neuvième session de l'Assemblée des chefs d'Etats et de gouvernements de l'Organisation de l'unité africaine, qui s'est tenue à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) en novembre. Le Directeur exécutif a également participé à une Consultation ministérielle sur la coopération industrielle entre les pays islamiques, qui s'est tenue en février à Islamabad (Pakistan); à la session du Conseil des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), qui s'est tenue en avril à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne); à la troisième Consultation sur l'industrie sidérurgique, qui a eu lieu à Caracas (Venezuela) en septembre; à la première

[4]On trouvera à l'annexe III du document ID/B/C.3/117 une liste des projets de coopération technique exécutés en commun par l'ONUDI et d'autres organismes et institutions des Nations Unies.

Consultation sur le financement industriel, qui a eu lieu à Madrid (Espagne) en octobre, et à la Réunion ministérielle de solidarité pour la coopération au développement industriel du Royaume du Népal, qui a eu lieu en novembre/décembre à Katmandou. Des fonctionnaires de l'ONUDI ont participé à d'autres conférences et réunions au niveau intergouvernemental, notamment à la huitième session ordinaire du Conseil latino-américain, qui s'est tenue en août à Caracas (Venezuela), et à la treizième session du Conseil des ministres de l'Organisation de la Conférence islamique, qui a eu lieu à Niamey (Niger) en août.

25. Les activités relevant des programmes conjoints mis sur pied par l'ONUDI et plusieurs pays en vue de la coopération dans certaines branches de l'industrie ont contribué à se développer[5]. Les comités mixtes créés en vertu des accords de coopération passés avec les Gouvernements bulgare, hongrois, polonais, roumain, tchécoslovaque et yougoslave se sont réunis pour examiner les progrès accomplis et arrêter leurs programmes de travail respectifs. Les activités menées en coopération avec la Hongrie se sont développées avec la mise en place, en janvier 1982, du programme mixte ONUDI/Hongrie pour la coopération dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, dans l'intérêt des pays en développement, et du programme mixte ONUDI/Hongrie pour la coopération dans l'intérêt des pays en développement, en vue de l'industrialisation de la construction et de l'étude des incidences écologiques et énergétiques de ce processus. Le Secrétariat a aussi envisagé la possibilité d'élaborer des programmes communs avec d'autres pays, en particulier des pays en développement et plusieurs projets allant dans ce sens sont actuellement à l'étude.

26. Les contacts pris en 1981[6] entre le Secrétariat et les autorités compétentes des Etats-Unis d'Amérique ont abouti à la signature, le 16 juillet 1982, d'un accord cadre sur la coopération entre l'ONUDI et un organisme d'aide aux pays en développement de ce pays, le Trade and Development Programme. Le Programme appuiera et financera certains projets qui auront fait l'objet d'un accord mutuel. Le 17 septembre 1982, l'ONUDI et le Gouvernement philippin ont signé un mémorandum concernant un programme de formation en groupe d'une durée de deux ans, organisé à l'intention de cadres moyens et supérieurs de l'industrie des pays les moins avancés. Ce programme de formation, qui se déroulera aux Philippines, portera notamment sur les services de consultations à l'intention des petites entreprises, l'élaboration des études de projet, la technologie fondamentale de la fonderie, les réparations et l'entretien des machines, et enfin l'énergie.

27. Comme par le passé, le Secrétariat a maintenu des contacts étroits avec les comités nationaux pour l'ONUDI et a encouragé une coopération active entre ces comités et l'Organisation[7]. Dans certains pays où les comités nationaux étaient devenus inactifs, cette action a amené les gouvernements à désigner d'autres services pour s'occuper des activités de l'ONUDI. En Angola et en Colombie, de nouveaux comités ont été constitués; d'autres pays devraient suivre très bientôt. Sur la base des recommandations formulées par une réunion de représentants de comités nationaux, organisée par le Secrétariat en décembre 1981[7], la situation et les perspectives du programme des comités nationaux ont

[5] ID/B/280, chap. VII, par. 6.

[6] *Ibid.*, par. 5.

[7] *Ibid.*, par. 7.

été examinées. Il a été décidé de renforcer le réseau actuel des comités et d'inviter chaque année au Siège de l'ONUDI les représentants de certains d'entre eux (peut-être pendant les sessions du Conseil du développement industriel) en vue de leur permettre d'avoir des entretiens avec de hauts fonctionnaires de l'ONUDI et de se familiariser avec les programmes et les activités de l'Organisation. Ont assisté à la première série de discussions, qui a eu lieu du 24 au 27 mai 1982, les représentants de six comités nationaux (Côte d'Ivoire, Hongrie, Malaisie, Pérou, République-Unie de Tanzanie et Thaïlande). Les préparatifs en vue d'une deuxième série de discussions devant avoir lieu en 1983 sont en cours.

28. Le Secrétariat a poursuivi ses efforts visant à encourager les gouvernements des pays participant aux activités de l'ONUDI à appuyer le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI) afin d'atteindre le montant de 50 millions de dollars recommandé par le Conseil du développement industriel et l'Assemblée générale pour les contributions annuelles. Comme on pouvait le prévoir en 1981, la situation économique défavorable a rendu la réalisation de cet objectif encore plus difficile. A la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement pour 1983, le montant total des contributions annoncées était à peine supérieur à 11 millions de dollars (voir aussi chap. II, "Sources de financement", et appendice N). Il est évident que le Secrétariat doit déployer des efforts constants et persistants pour modifier cette situation; il a notamment publié en 1982 un fascicule intitulé *Le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel : objectifs, réalisations, perspectives*[8] qui appelait l'attention sur les possibilités que le Fonds pouvait avoir à condition de bénéficier d'un financement accru.

29. En 1982, le Secrétariat a poursuivi le renforcement de la coopération avec les organisations intergouvernementales s'occupant de développement industriel et de nouveaux arrangements de coopération ont été signés avec l'Organisation arabe des ressources minières (12 mai 1982), l'Union africaine des chemins de fer (27 mai 1982) et l'Organisation de la Conférence islamique (13 octobre 1982). Un accord de coopération entre l'ONUDI et le Conseil d'assistance économique mutuelle a atteint un stade avancé de négociations. Ces arrangements, comme ceux qui ont été conclus les années précédentes avec de nombreuses autres organisations intergouvernementales, sont la preuve d'une volonté de conjuguer les efforts dans le domaine du développement industriel et d'établir un cadre en vue de la transformation de ces efforts en programmes et projets concrets. La coopération de l'ONUDI avec la Banque islamique de développement, dans le cadre des accords signés en 1981, constitue un bon exemple à cet égard. Au titre de cet accord, l'ONUDI a exécuté des projets financés par des fonds d'affectation spéciale fournis par la Banque (voir aussi au chapitre V, "Programmes spéciaux", les paragraphes concernant le "Programme de coopération en matière d'investissements". Les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales jouent un rôle important en tant qu'homologues de l'ONUDI pour les activités d'assistance technique que l'ONUDI mène à ces divers niveaux.

30. Comme en 1981, l'ONUDI a continué à accorder une grande importance à sa coopération avec l'OUA[9], comme le prouve la désignation d'un conseiller

[8] PI/81.

[9] ID/B/280, chap. VII, par. 9.

régional à plein temps auprès de l'OUA. L'Organisation a en outre mené un certain nombre d'activités conjointes avec l'OUA, notamment en vue de la mise en œuvre du programme relatif à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, de l'organisation de la Consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles et de la session du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique.

31. Concernant la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée, le chiffre requis de 80 ratifications a été atteint le 12 juillet 1982. De ce fait les Etats étaient autorisés à se consulter en vue de l'entrée en vigueur du nouvel Acte constitutif de l'ONUDI. Comme l'organisation de ces consultations n'est pas prévue dans cet Acte constitutif, cette question a été examinée par le Conseil économique et social qui, dans sa résolution 1982/66 du 30 juillet 1982, a prié le Secrétaire général d'organiser des consultations entre les représentants de tous les Etats Membres qui avaient ratifié l'Acte constitutif de l'ONUDI et de tous les autres Etats Membres intéressés, en vue de l'entrée en vigueur de cet Acte constitutif et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa trente-septième session. Le 20 décembre 1982, l'Assemblée générale a adopté la résolution 37/213 sur la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée et a fait des recommandations concrètes concernant ces consultations (voir également le chapitre premier, "Organes directeurs", par. 28). A la fin de 1982, le nombre total de signatures s'élevait à 131 et celui des ratifications à 87.

COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET LES ORGANISMES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS

32. Comme on l'a vu en 1982, les organisations non gouvernementales (ONG), internationales, régionales et nationales et leurs membres sont devenus des agents essentiels du processus du développement à tous les niveaux et des partenaires importants des organisations internationales. Leur rôle en tant que source d'apports divers — connaissances spécialisées, concours financiers et services de gestion — s'accroît régulièrement et, au cours des prochaines années, elles contribueront de plus en plus activement au processus d'industrialisation et à la promotion et à la consolidation de la coopération internationale dans le domaine industriel. En 1982, on a déployé des efforts intenses pour consolider la coopération avec les ONG ainsi qu'avec les entreprises et les institutions industrielles des pays développés et des pays en développement. La Section des organisations non gouvernementales s'est employée à définir des méthodes d'approche novatrices. De nouvelles activités ont été préparées et exécutées en coopération avec les services compétents du Secrétariat pour faire face à l'évolution rapide de nombreuses branches industrielles et répondu aux besoins impérieux de coopération au niveau des organisations, des entreprises et des projets.

33. On a continué à établir des contacts et à développer la coopération avec de nombreuses organisations, dont les suivantes : Alliance coopérative internationale (ACI), Appropriate Technology International, Association internationale de développement rural, Association mondiale des organisations de

recherche industrielle et technologique, Club de Dakar, Comité mixte pour la promotion de l'assistance aux coopératives (COPAC), Commission internationale du génie rural, Confédération internationale des syndicats libres (CISL), Confédération mondiale du travail (CMT), Conférence mondiale de l'énergie, Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation, Fédération mondiale des institutions de financement du développement, Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs, Union internationale des laboratoires d'essais et de recherches sur les matériaux et les constructions et Union internationale des sciences et des techniques alimentaires. Des mémorandums d'accord en vue d'une coopération ont été élaborés avec un certain nombre d'ONG, dont l'Association des institutions africaines de financement du développement et le Centre international pour les transferts de chaleur et de masse.

34. Selon les principes décrits dans le Rapport de l'année dernière[10] et conformément au mémorandum d'accord en vue d'une coopération signé par l'ONUDI et l'Organisation internationale de normalisation (ISO), ces deux organisations ont, dans le cadre de leur programme de travail commun pour 1982-1983, mis sur pied un programme qui vise à initier les fonctionnaires des organismes nationaux de normalisation des pays en développement à la préparation, à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation de normes internationales, en les faisant participer à un certain nombre de comités techniques de l'ISO s'occupant des secteurs prioritaires définis par l'ONUDI et à des voyages d'étude dans différents pays en développement destinés à les familiariser avec les nouveaux faits survenus dans le domaine de la normalisation.

35. Dans sa coopération avec les ONG et les institutions et entreprises industrielles publiques ou privées, l'ONUDI a continué en 1982 à mettre l'accent sur des secteurs prioritaires tels que la Décennie du développement industriel de l'Afrique, le Système de consultations et le programme pour l'énergie. Dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la Consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles en Afrique, des Journées d'étude africaines sur la conception et la mise au point de matériel agricole ont été organisées avec le concours du Centre égyptien d'études techniques et industrielles. Tenues au Caire (Egypte) en octobre 1982, ces journées d'étude, qui ont rassemblé des concepteurs et fabricants de matériel agricole venus de 15 pays d'Afrique, de Chine, de France et de l'Inde, ainsi que des représentants de la FAO et de la CEA, ont permis aux participants appartenant à des organisations ayant mis au point des techniques particulièrement utiles et acquis une expérience approfondie de ce domaine, de mettre en commun leurs connaissances théoriques et pratiques. Les participants aux journées d'étude ont étudié les moyens d'améliorer les services d'étude et de mise au point nationaux des pays d'Afrique et d'inciter ceux-ci à acquérir du matériel agricole approprié et à l'échanger entre eux.

36. La Section des organisations non gouvernementales n'a pas seulement contribué aux consultations et à leurs travaux préparatoires, mais elle a aussi, en coopérant en 1982 avec les ONG et les organismes commerciaux et industriels, mis ce système en rapport avec plus de 145 organisations extérieures

[10] *Ibid.*, par. 12.

qui se sont montrées disposées à fournir des renseignements, des techniques et des moyens financiers pour les activités se rattachant à plusieurs des consultations.

37. En 1982, l'Union internationale des sciences et des techniques alimentaires a demandé à l'ONUDI de l'aider à préparer et à organiser, à l'intention de directeurs africains de centres de recherche-développement sur les denrées alimentaires, un colloque pour examiner diverses questions relatives à la gestion et à une coopération éventuelle de ces centres et réduire aussi leurs difficultés et remédier à leurs imperfections.

38. Pour ce qui est des activités industrielles liées à l'énergie, la coopération avec les ONG, ainsi qu'avec les entreprises et institutions industrielles, a pour objet la recherche de sources d'énergie nouvelles et renouvelables pour le développement industriel ainsi que l'étude du potentiel des pays en développement en matière de sources d'énergie conventionnelles et de gestion de l'énergie. A ce titre, on prévoit d'organiser avec le concours de l'Association de l'industrie mécanique indienne une réunion sur la gestion de l'énergie dans l'industrie des pays en développement, qui doit se tenir à New Delhi, en janvier 1983, dans le cadre de la cinquième Foire indienne de l'industrie mécanique. Les participants à cette réunion — industriels, spécialistes de la gestion de l'énergie et techniciens s'occupant de la gestion de l'énergie dans l'industrie, y compris le remplacement de certaines sources d'énergie et les économies d'énergie — feront le point de la situation actuelle en matière de technologie et de coopération, compte tenu plus spécialement des pays en développement. Des efforts ont été déployés en 1982 pour préparer et coordonner avec les autres sections et branches du Secrétariat la participation et les contributions de l'ONUDI à de nombreuses réunions et conférences sur l'énergie organisées par des ONG et des organismes commerciaux ou industriels.

39. La sous-traitance industrielle internationale est un domaine privilégié de la coopération internationale entre entreprises industrielles des pays en développement et des pays industrialisés. Des échanges de vues ont eu lieu avec les organisateurs du marché international de la sous-traitance (MIDEST) et un programme est actuellement élaboré sous les auspices de l'ONUDI et du MIDEST pour sélectionner dans cinq pays en développement des entreprises industrielles et en appuyer et financer la participation à cette manifestation qui doit se tenir à Paris en 1983.

40. Un programme de coopération avec des ONG et des entreprises industrielles d'Amérique latine a été mis sur pied en 1982 pour faciliter l'accès aux techniques industrielles, aux compétences en matière de gestion et de commercialisation et aux sources de financement. L'un des volets de ce programme — un projet d'assistance au secteur de la transformation du bois des pays du Groupe andin — est en cours d'élaboration; il pourrait être exécuté conjointement avec l'Ontario International Corporation, organisme public qui relève du gouvernement provincial de l'Ontario, et le Conseil de l'Accord de Carthagène. A cette fin, une mission de l'ONUDI s'est rendue en Amérique latine en 1982 pour examiner le projet avec les participants éventuels. Le projet est élaboré en coopération étroite avec le Service des agro-industries et le Service du programme de coopération en matière d'investissements. Un autre volet du programme intéresse la coopération avec l'Association latino-

américaine des fabricants de conserves et de produits similaires (ALICA). En 1982, on a entrepris les travaux préparatoires d'une réunion qui mettra en présence des membres de l'ALICA (chambres d'industrie et fabricants nationaux de produits alimentaires de 14 pays d'Amérique latine), d'une part, et des investisseurs et industriels espagnols, d'autre part, pour étudier la coopération possible dans le secteur alimentaire : coentreprises, formation, transfert et mise au point de techniques appropriées, etc.

41. En 1982, on a continué à développer le répertoire des possibilités et des ressources offertes en matière de coopération industrielle internationale compte tenu des réponses reçues des ONG, ainsi que des entreprises et institutions industrielles publiques et privées. En faisant concorder les ressources disponibles avec les ressources requises, l'ONUDI a pu encourager la coopération industrielle directe, au niveau des organisations et/ou des projets, entre partenaires potentiels des pays en développement et des pays industrialisés dans des domaines comme les accords de sous-traitance, les programmes de recherche-développement, les systèmes de commercialisation, l'assistance en matière de gestion et les programmes de formation.

42. Des projets communs visant à renforcer la coopération avec les universités, les institutions de recherche-développement industrielles et l'industrie ont été exécutés selon les indications données dans le Rapport de 1981[11]. Pour mettre au point une proposition de projet concernant l'instauration de liens appropriés entre l'université et l'industrie malaisiennes[11], une mission organisée en coopération étroite avec la Scottish Business School s'est rendue en Malaisie et en Indonésie en 1982. Elle a eu des échanges de vues avec toutes les parties intéressées — y compris l'Université Sains Malaysia (université scientifique) et l'Université du nord de Sumatra (Indonésie) — au sujet des besoins actuels et prévisibles des pays en développement concernés et des contributions que toutes les parties, dont l'ONUDI et la Scottish Business School, pourraient apporter à ce projet. Au cours d'une mission de consultants bulgares en Thaïlande, un accord de jumelage a été signé en juin 1982 en vue de la coopération, sur la base du partage des frais, entre l'Institut bulgare d'étude des instruments (NIPKIP) et l'Institut thaïlandais de la recherche scientifique et technologique (TISTR). Dans le cadre de cet accord, on a envisagé la possibilité de créer, au sein de l'institut thaïlandais, un laboratoire pour les appareils à microprocesseurs et le Gouvernement thaïlandais examine actuellement cette proposition; l'accord de jumelage prévoit l'éxécution d'activités de recherche communes, la fourniture de moyens de recherche, la formation de chercheurs et l'organisation en commun de journées d'étude. Dans le cadre du programme de travail commun établi en vertu de l'accord de jumelage entre les deux organismes, un voyage d'étude au siège de l'Institut bulgare a été organisé en mai 1982 à l'intention d'ingénieurs du Centre égyptien de recherche-développement des industries électroniques. A titre de première mesure visant à resserrer la coopération entre l'Institut bulgare et l'Office national algérien de la recherche scientifique, des experts bulgares se sont rendus à Alger pour définir les objectifs et activités d'un centre d'étude et d'entretien des instruments que l'on propose de créer en Algérie et pour déterminer les contributions que l'ONUDI et l'institut bulgare pourraient apporter à ce centre.

[11] *Ibid.*, par. 17.

43. Des activités visant à étayer le développement des régions rurales grâce à la coopération en vue de la création de coopératives industrielles et de petites entreprises industrielles ont été exécutées en liaison avec les coopératives industrielles nationales existantes et les ONG internationales, régionales et nationales. Organisée en collaboration étroite avec le bureau régional de l'ACI à Moshi (République-Unie de Tanzanie) et les autorités tanzaniennes, une Conférence sur le potentiel économique et social des coopératives industrielles des pays en développement s'est tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en février 1982. La Conférence, qui a réuni les représentants de coopératives industrielles et d'organismes coopératifs de certains pays développés et de certains pays en développement, a eu pour thème principal l'expansion de la coopération internationale en vue de la création ou du renforcement de coopératives industrielles dans les pays suivants : Botswana, Ethiopie, Inde, Kenya, Nigéria, Pérou, République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe. Environ 25 idées de projets de nature à bénéficier d'une assistance technique et financière au titre de la coopération internationale ont été portées à l'attention des représentants de l'ONUDI, du COPAC, de l'ACI, de l'Union centrale polonaise des coopératives de production ouvrières et de l'Overseas Development Administration. Les recommandations adoptées à la Conférence soulignaient également le nécessité d'une coopération internationale pour l'action en faveur des coopératives industrielles d'autres pays en développement, l'organisation de programmes de formation, la promotion des biens industriels fabriqués par des coopératives industrielles et la création d'un Comité commun ONUDI/ACI. A la suite de la Conférence, les pays en développement participants ont été dans un premier temps priés de fournir à l'ONUDI des renseignements complémentaires sur les idées de projets présentées aux fins de promotion. Douze propositions pour lesquelles on disposait des renseignements succincts ont été portées à l'attention du COPAC afin que celui-ci détermine les sources de financement éventuelles. On a resserré la coopération avec le COPAC pour recenser les banques coopératives et les organismes d'assistance au développement qui seraient prêts à octroyer des prêts à faible taux d'intérêt ou à faire des dons peu élevés pour les projets coopératifs étudiés et présentés par l'ONUDI. Des projets émanant du Cap-Vert, d'Haïti et du Pérou ont également été soumis au COPAC dans le même but.

44. Les conditions dont les banques coopératives assortissent actuellement leurs prêts sont devenues assez restrictives. L'ONUDI, agissant avec le concours du COPAC, a donc mis au point un projet destiné à faciliter l'accès des pays en développement aux banques coopératives et aux organismes d'assistance au développement. Dans sa première phase, le projet prévoit l'établissement d'un fichier des banques coopératives et des organismes d'assistance au développement d'Europe, du Japon et d'Amérique du Nord, qui seraient disposés à fournir des ressources financières pour les projets concernant les coopératives industrielles. La deuxième phase comportera l'organisation par l'ONUDI et le COPAC d'une réunion de trois jours rassemblant des représentants des banques coopératives et des organismes d'assistance au développement, d'une part, et des promoteurs de projets des pays en développement, d'autre part, pour hâter l'exécution des projets coopératifs et l'adoption par les pays en développement de systèmes d'épargne et de crédit. Au cours de la phase finale (la troisième) du projet, on établira, compte tenu de l'expérience acquise au cours des deux phases antérieures, un manuel sur l'élaboration de projets intéressant les coopératives industrielles et

la petite industrie des pays en développement et susceptibles de bénéficier pour leur lancement d'une coopération internationale.

45. Dans le cadre du programme commun de coopération internationale pour l'expansion des coopératives industrielles dans les pays en développement, que l'ONUDI et l'Union centrale polonaise des coopératives de travail ouvrières avait établi en 1977, des travaux préparatoires ont été entrepris en vue d'organiser un séminaire sur les coopératives industrielles dans le cadre de la deuxième Conférence mondiale sur les coopératives de travail ouvrières, qui doit se tenir à Varsovie du 5 au 8 octobre 1983. L'organisation de se séminaire a été examinée par le Comité mixte ONUDI/Union centrale polonaise, à sa cinquième session, tenue à Varsovie en décembre 1982.

46. Les initiatives prises par l'ONUDI pour faire des foires un instrument majeur de l'action en faveur de la coopération industrielle internationale ont été un aspect important des activités menées en 1982. Par exemple, l'ONUDI a participé au troisième Séminaire de formation pour responsables des pays en développement en matière de foires et salons, qui, organisé par l'Union des foires internationales, s'est tenu à Dakar (Sénégal) en avril 1982. Réunissant des responsables de foires des pays développés et des pays en développement, et des représentants du Centre du commerce international, de la Communauté économique européenne et de l'ONUDI, le Séminaire a permis à 20 organisateurs de foires des pays en développement de se familiariser avec le rôle que les foires peuvent jouer dans le processus d'industrialisation de leur pays. A l'occasion de la foire d'automne de Budapest, l'ONUDI a également participé à un programme de promotion exécuté conjointement avec le Centre du commerce international et la Chambre de commerce hongroise. Ce programme, qui comportait un séminaire intitulé "Les foires, instruments de l'industrialisation des pays en développement", a mis en présence 20 représentants de 7 pays en développement qui ont étudié l'expérience que l'ONUDI a acquise dans ce domaine.

47. Les contacts et la coopération entre l'ONUDI et les syndicats ont été resserrés et intensifiés en 1982, indépendamment des activités liées au Système de consultations. Un séminaire sur certains problèmes relatifs à la restructuration de l'industrie mondiale, qui doit être organisé avec [illegible]onfédération internationale de syndicats libres, était en cours de prépa[illegible] travaux de recherche et des études sur certaines questions intére[illegible]ustrie étaient parmi les projets communs examinés avec la Confédération mondiale du travail ou la Fédération syndicale mondiale. A la demande de la Fédération internationale des employés, techniciens et cadres (FIET), l'ONUDI a participé à une conférence de cette organisation sur le défi technologique en Asie et dans le Pacifique.

48. De nombreuses ONG, entreprises et institutions industrielles publiques ou privées ont régulièrement accru leur participation aux activités de coopération technique de l'ONUDI en mettant des moyens de formation à la disposition du personnel des pays en développement, en assurant certains services en matière de passation de marchés et de contrats et en présentant des candidats qualifiés pour le fichier d'experts de l'ONUDI; en liaison avec cette dernière activité, la Section des organisations non gouvernementales a transmis en 1982 les noms de 190 organisations qui ont consenti à détacher des experts

pour les projets de coopération technique de l'ONUDI. En outre, la Section a organisé à l'intention des représentants d'ONG et d'organismes commerciaux ou industriels de nombreuses réunions avec des fonctionnaires de l'ONUDI de tous les niveaux, représenté l'ONUDI à plusieurs réunions internationales et préparé la participation de l'Organisation à d'autres réunions.

INFORMATION

49. Les activités de l'ONUDI en matière d'information, comme celles des autres organisations du système des Nations Unies, se sont développées dans les domaines suivants : coopération à l'échelle du système, diffusion de l'information, information approfondie et techniques de diffusion, tant pour des fins de planification que pour des rapports.

50. Pour la coopération à l'échelle du système des Nations Unies, qui revêt une importance particulière, la Section de l'information a dû faire appel à tous ses moyens pour jouer simultanément le rôle de service d'information de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUV) et d'autres organismes des Nations Unies installés à Vienne, tout en servant de centre d'information des Nations Unies pour l'Autriche et la République fédérale d'Allemagne.

51. La Section de l'information a représenté l'ONUDI à la neuvième session du Comité commun de l'information des Nations Unies (CCINU), tenue du 19 au 23 avril, à la Réunion de l'information en vue du développement, tenue du 26 au 28 avril, et à la réunion du Groupe de travail spécial sur l'éducation en vue du développement, tenue du 22 au 24 septembre, qui ont toutes eu lieu à Genève; l'ONUDI a en outre proposé que la dixième session ordinaire du Comité commun de l'information des Nations Unies (CCIN) ait lieu en 1983 au Centre international de Vienne (VIC). La Section était également présente aux consultations avec les ONG sur les questions relatives aux activités de l'ONUDI, qui ont eu lieu à Londres et à Amsterdam en janvier puis à Stockholm en mars, ainsi qu'à la treizième réunion du Comité de rédaction du Supplément mondial pour un nouvel ordre économique international, tenu à Budapest du 21 au 24 juin, et à sa quatorzième réunion, tenue à Paris les 16 et 17 décembre; elle était aussi présente à la réunion du Groupe de travail interorganisations sur le Programme international pour le développement de la communication qui a eu lieu à Paris le 2 juin.

52. Pour la diffusion de l'information concernant les réunions, les conférences et les autres événements intéressant tous les organismes dont s'occupe la Section de l'information, un total de 306 communiqués de presse, y compris des notes bibliographiques et des reportages, ont été publiés en anglais pour être distribués dans le monde entier, tandis que 355 étaient publiés en allemand pour être distribués en Autriche et en République fédérale d'Allemagne en 1982. Il a été publié 129 communiqués concernant uniquement l'ONUDI en anglais, 110 en français, 42 en allemand et plusieurs en espagnol. La Section a également distribué des coupures de presse en allemand, dont les résumés ont été traduits en anglais et télégraphiés au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Les hauts fonctionnaires de l'ONUDI et les services des Nations Unies installés au CIV ont reçu pour leur part les coupures de presse susceptibles de les intéresser.

53. La Section s'est chargée de diffuser l'information pour deux conférences des Nations Unies qui ont eu lieu à Vienne en 1982 : l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, tenue du 26 juillet au 6 août, et la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE 82), tenue du 9 au 21 août. Elle a également apporté son concours à l'occasion de la visite que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a faite en août à Vienne et a participé aux campagnes intéressant l'ensemble des organisations des Nations Unies, telles que la Journée des Nations Unies (24 octobre) et la Semaine du désarmement (24-30 octobre). La Section de l'information a en outre apporté son concours pour assurer l'information concernant plus de 20 autres réunions d'organisations des Nations Unies. Elle a organisé des conférences de presse et des interviews pour plusieurs de ces réunions des Nations Unies et, pour la première fois, elle a invité des journalistes à prendre part à des petits déjeuners de presse informels.

54. Parmi les grandes réunions de l'ONUDI dont la Section s'est occupée en 1982, il faut signaler la seizième session du Conseil du développement industriel, ainsi que les dix-septième et dix-huitième sessions du Comité permanent. Son personnel a assuré l'information concernant la Réunion pour la promotion des investissements, tenue à Guangzhou (Chine) du 7 au 11 juin, la troisième Consultation sur la sidérurgie, tenue à Caracas (Venezuela) du 13 au 17 septembre, la première Consultation sur le financement industriel, tenue à Madrid (Espagne) du 18 au 22 octobre, la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle, tenue à Stuttgart (République fédérale d'Allemagne) du 22 au 26 novembre, et la Réunion de haut niveau sur la création du Centre international de génie génétique et de biotechnologie, tenue à Belgrade (Yougoslavie) du 13 au 17 décembre. Le travail accompli directement à l'occasion de ces réunions a été favorablement commenté par les moyens d'information nationaux et internationaux. La Section a également assuré l'information concernant la réunion du Groupe d'experts sur la popularisation de la Décennie du développement industriel pour l'Afrique, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 29 septembre au 1er octobre.

55. En ce qui concerne l'information approfondie, la Section a notamment distribué à la presse la documentation sur les questions suivantes : les objectifs de l'ONUDI (pour l'Institut de Vienne pour le développement); la formation destinée à appuyer l'industrialisation (pour le *Courrier* Afrique-Caraïbes-Pacifique/Communauté européenne, publié en français et en anglais); l'analyse d'une brochure de l'ONUDI intitulée *Fonds des Nations Unies pour le développement indsutriel : objectifs, réalisations, perspectives*[12] (pour l'édition commerciale du *Forum du développement*); la promotion des investissements (publiée dans 13 grands journaux du monde, dont *Le Monde, La Stampa* et *Asahi Shimbun*); et le développement de la sidérurgie (publiée dans la presse vénézuélienne). Pour ses autres travaux d'édition exécutés en 1982, l'ONUDI a apporté son concours à la session, d'un caractère particulier, du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et elle s'est chargée de la coordination de la conception et de l'impression de la brochure de l'ONUDI intitulée *Fonds des Nations Unies pour le développement industriel : objectifs, réalisations, perspectives*[12]. Une collection de 29 articles

[12] PI/81.

concernant des opérations industrielles menées avec succès par l'ONUDI a été publiée en anglais, en français, en espagnol et en arabe pour être distribuée à certains moyens d'information et à d'autres destinations.

56. Dans le domaine de l'information approfondie concernant les autres organismes des Nations Unies installés au CIV, la Section a notamment publié une brochure en anglais, en français et en allemand pour la "journée porte ouverte" qui a eu lieu au CIV le 26 octobre. En outre, deux numéros du bulletin de la Décennie des Nations Unies pour la femme — imprimé précédemment à New York — ont été publiés en anglais, en français et en espagnol pour le compte du Service de la promotion de la femme, service qui dépend du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires; la brochure de 130 pages intitulée "The United Nations 1982" et le Rapport annuel du Secrétaire général ont été édités en allemand et distribués. D'autres documents ont été publiés en allemand à l'occasion de diverses "journées", "semaines" et autres manifestations intéressant les Nations Unies.

57. Plus de 150 interviews de hauts fonctionnaires de l'ONUDI et de l'Organisation des Nations Unies ont été réalisées en 1982 pour la radio et la télévision (en anglais, en français, en espagnol, en arabe et en allemand) et mises à la disposition des pays développés et des pays en développement. La réalisation d'interviews approfondies consacrées au développement industriel et destinées aux pays en développement a été facilitée par le maintien d'une coopération étroite avec trois stations de radio qui émettent fréquemment en ondes courtes vers l'Afrique, l'Amérique latine et l'Extrême-Orient : Deutsche Welle, Österreichischer Rundfunk (ORF) et British Broadcasting Corporation (BBC).

58. La Section de l'information a distribué plus de 1 500 photographies concernant des activités opérationnelles et des réunions de l'ONUDI aux Centres d'information des Nations Unies disséminés à travers le monde. Des photographies ont en outre été envoyées directement dans le monde entier aux moyens d'information et notamment aux revues techniques. En coopération avec le *Forum du développement*, un concours de photographies a été organisé pour encourager les photographes s'intéressant au développement industriel. Des expositions photographiques spéciales ont été réalisées pour l'UNESCO, le PNUE, le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires et la Division des stupéfiants, ainsi qu'à l'occasion de manifestations particulières telles que la Journée de la femme, la Semaine de solidarité avec le peuple namibien, l'Assemblée mondiale sur le vieillissement et UNISPACE 82.

59. Un film sur les grandes activités de l'Organisation, financé en partie par l'ONUDI, a été réalisé par le Département de l'information du Siège de l'Organisation des Nations Unies; ce film est actuellement à l'étude. Les programmes de formation réalisés au Siège de l'ONUDI à l'intention des fonctionnaires, des experts, des conseillers industriels hors siège, des administrateurs adjoints, etc., sont à l'heure actuelle en cours d'enregistrement au magnétoscope. Deux programmes spéciaux de 15 minutes ont été réalisés au cours de l'année, un sur la visite du Secrétaire général à Vienne, au mois d'août, et l'autre sur ce qui se passe dans les coulisses du CIV.

60. En ce qui concerne la diffusion de l'information, le CIV n'a pas cessé d'acquérir de l'importance en tant que source de nouvelles internationales et la Section de l'information a suivi cette évolution en élargissant et en renforçant ses contacts avec les agences de presse internationales, les journaux, les grands journalistes indépendants et les stations de radio et de télévision. En 1982, 57 représentants de moyens d'information ont été accrédités, ce qui a porté le total des accréditations à 207. Des discussions concernant l'installation de bureaux d'agences de presse au CIV ont été engagées avec deux agences de presse internationales. Une agence de presse qui diffuse dans les pays en développement a reçu régulièrement des documents adaptés à ses besoins.

61. Pour multiplier les informations diffusées dans les pays en développement, la mise sur ordinateur des listes d'abonnés, entreprise en 1981, a été améliorée et élargie en 1982[13]. Pendant cette même année, quelque 4 000 nouvelles adresses ont été ajoutées à la liste informatisée, tandis qu'une documentation de 100 pages comprenant un guide de l'utilisateur a été rédigée pour aider le personnel de la Section à enregistrer les nouvelles adresses et à rechercher les listes d'adresses et les informations statistiques sur les envois.

62. Trente-huit séminaires d'information ont eu lieu en 1982, ce qui représente 47 journées d'exposés pour l'année. 117 conférences ont été données sur de très nombreux sujets concernant les Nations Unies et l'ONUDI, et 210 séances d'information sur les activités de l'ONUDI et des Nations Unies en général — d'une heure chacune — ont été organisées au CIV pour des groupes de visiteurs.

63. D'autres conférences ont été organisées pendant la même année au bénéfice d'écoles, d'universités et d'ONG. Des contacts réguliers ont été maintenus avec plus de 150 ONG en plus des contacts permanents avec les fonctionnaires, les établissements d'éducation et divers autres groupes d'Autriche et de République fédérale d'Allemagne.

64. La Section de l'information a continué de constituer une bibliothèque de références regroupant les documents, les publications et les communiqués de presse des Nations Unies. En 1982, elle a répondu à quelque 2 200 demandes d'information concernant l'action de l'ONUDI et des autres organisations des Nations Unies, y compris des demandes d'information détaillée pouvant servir à la rédaction de publications et à des travaux de recherche.

65. Le Service des visites guidées du CIV, qui relève de la Section, a organisé un nombre croissant de visites pour le grand public et des personnalités. Plus de 69 500 personnes ont visité le CIV en 1982, y compris le 100 000e visiteur qui a reçu un accueil particulier.

SERVICES DE LIAISON A NEW YORK

66. En 1982, le Bureau de liaison à New York est demeuré le principal lien entre le Siège de l'ONUDI à Vienne et celui de l'Organisation des Nations Unies à New York. A la trente-septième session de l'Assemblée générale, le

[13] ID/B/280, chap. VII, par. 60.

Bureau a fourni un appui et des services portant notamment sur le point 71 *d* de l'ordre du jour relatif à l'industrialisation ainsi que sur d'autres questions présentant un intérêt pour l'ONUDI, qui avaient été assignées aux Deuxième et Cinquième Commissions.

67. Le Bureau a également assuré la représentation et l'information de l'ONUDI en ce qui concerne plus de 100 réunions intergouvernementales et interinstitutions convoquées à New York ou ailleurs (Conseil économique et social, Conseil d'administration du PNUD, divers comités techniques, le CAC et ses organes subsidiaires, le Comité du programme et de la coordination, le Comité de la planification du développement, le Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement et le Groupe intergouvernemental spécial sur le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement).

68. Le Bureau est resté en contact étroit avec les délégations, renforçant encore ses liens avec elles, les tenant au courant des programmes et des activités de l'ONUDI, s'efforçant de déterminer les besoins de leurs pays en matière d'industrialisation, enfin leur fournissant aide et conseils en ce qui concerne des mesures concrètes à prendre par elles ou par l'ONUDI.

69. Le Bureau de liaison a pris une part active à l'élaboration de deux accords de coopération, le premier, entre l'ONUDI et les autorités des Etats-Unis d'Amérique, concernait l'United States Trade and Development Programme (voir par. 26 ci-dessus), le deuxième, entre l'ONUDI et l'Organisation de la Conférence islamique, a été signé au Bureau de liaison le 13 octobre 1982.

70. Comme au cours des années précédentes, la ratification de l'Acte constitutif de l'ONUDI est restée l'une des principales priorités du Bureau. La réalisation de cet objectif a nécessité une coopération étroite avec le Bureau des affaires juridiques au Siège de l'ONU et avec la Section de l'ONUDI chargée des relations avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales ainsi que plus de 400 prises de contact avec les missions permanentes auprès de l'ONU. Depuis août 1982, le Bureau joue un rôle actif dans l'organisation et l'exécution des travaux préparatoires en vue de consultations prévues dans la résolution 1982/66 du Conseil économique et social, dans la mesure où ces activités se rapportent à l'entrée en vigueur de l'Acte constitutif de l'ONUDI.

71. Durant l'année considérée, le Bureau était chargé du suivi de la Conférence des Nations Unies (de 1982) pour les annonces de contributions aux activités de développement, fournissant aux délégations des informations et autres services portant sur les contributions annoncées à la Conférence ou ultérieurement. Le Bureau a également représenté l'ONUDI à la Conférence d'annonces de contributions pour 1983, tenue à New York du 8 au 9 novembre 1982, et s'est employé à diffuser des informations aux délégations, prenant à cet effet contact avec elles à plus de 200 reprises.

72. Conformément à la résolution 50 (XIV) du Conseil du développement industriel concernant l'importance qui s'attache à l'ouverture des négociations globales, le Bureau de liaison a tenu le Siège de l'ONUDI au courant de l'état d'avancement des consultations sur le dialogue Nord-Sud à New York.

73. Le Bureau est resté en contact avec le PNUD et le système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, et a continué de faciliter la mise au point d'activités de coopération technique portant sur la formulation et l'exécution des projets, notamment le recrutement et la mise au courant d'experts, le placement de titulaires de bourses, la fourniture de matériel et l'organisation de voyages d'étude. Des mesures consécutives ont été prises en ce qui concerne plus de 160 propositions de projets. Le Bureau a aidé la société Carl Duisberg (Cologne, République fédérale d'Allemagne), une association à but non lucratif s'occupant des échanges de stagiaires au niveau international, à exécuter des programmes de l'ONUDI dans le domaine des bourses de perfectionnement et des voyages d'étude. Il a également apporté une aide pour l'organisation et le déroulement des séminaires de l'ONUDI sur la gestion de l'énergie industrielle, qui se sont tenus à Stony Brook (Etats-Unis d'Amérique) et à Manille (Philippines). Comme au cours des années précédentes, le Bureau de liaison, qui a conclu des accords de coopération avec plusieurs universités new-yorkaises, a organisé des stages de formation sur les activités de l'ONUDI et sur l'industrialisation à l'intention de six diplômés de différents établissements, dont Columbia University, New York University et Fordham University.

74. Avec le concours du Bureau de liaison, le Service de promotion des investissements de l'ONUDI (New York) a continué d'assurer une formation en cours d'emploi dans le domaine de la promotion des investissements aux représentants des pays suivants : Bangladesh, Colombie, Dominique, Haïti, Indonésie, Kenya, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Sénégal et Zambie. L'Agency for International Development des Etats-Unis (Bureau des entreprises privées) a fait don au Service de New York de 220 000 dollars destinés à faciliter ses activités. Le Bureau a aidé le Service de New York à organiser et à mener à bien la première téléconférence mettant en contact des investisseurs potentiels de six villes des Etats-Unis d'une part et d'éminents hommes d'affaires égyptiens de l'autre (voir chap. V, "Programmes spéciaux", section sur le "programme de coopération en matière d'investissements").

75. Le Bureau a continué de participer activement au programme du Système de consultations et a contribué à l'organisation de la troisième Consultation sur la sidérurgie, qui s'est tenue à Caracas (Venezuela) en septembre 1982.

76. Le personnel du Bureau a pris part à des missions spéciales de coopération avec la Banque mondiale, la banque interaméricaine de développement et le State Department des Etats-Unis. Le Bureau de liaison a représenté l'ONUDI à la trente-septème réunion annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Toronto (Canada).

77. Le Bureau a communiqué aux services du Siège de l'ONUDI et aux organismes des Nations Unies des données techniques sur la documentation bibliographique relative aux activités opérationnelles et aux activités de soutien de l'ONUDI. Une documentation technique a également été fournie aux services installés à Vienne et s'occupant de divers secteurs industriels; elle a porté notamment sur l'énergie, la biotechnologie, la micro-électronique, la robotique et l'optique des fibres. Le Bureau de liaison a continué de centraliser toutes les demandes de renseignements concernant le développement industriel.

Le centre de documentation du Bureau a, comme par le passé, fourni de la documentation et de l'information aux missions permanentes ainsi qu'aux organismes et services du systsème des Nations Unies. L'intérêt accru porté aux activités et aux programmes de l'ONUDI a engendré une demande particulièrement forte de publications de l'Organisation dans certains milieux : industrie, bibliothèques, organisations de recherche et organismes gouvernementaux, experts techniques et institutions universitaires d'Amérique du Nord et du Sud. L'échange de renseignements sur des questions d'intérêt commun entre le Bureau de liaison, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement était, comme par le passé, très intense.

REPRESENTATION DE L'ONUDI A GENEVE

78. En 1982, l'effectif de la représentation de l'ONUDI à Genève était de deux administrateurs et d'un agent des services généraux. Malgré cette pénurie de personnel, le Bureau de Genève a pris une part active à la vingt-neuvième session du Conseil d'administration du PNUD et à la deuxième session ordinaire de 1982 du Conseil économique et social. Le Directeur du Bureau a également participé à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale à New York.

79. Tout en participant à une soixantaine de réunions tenues à Genève même, des membres du Bureau de l'ONUDI dans cette ville ont également représenté l'Organisation au sein d'autres instances. Il s'est notamment agi des réunions du Parlement européen, du Conseil de l'Europe, du Groupe des 77, des pays non alignés, du CAC et de ses organes subsidiaires, et d'autres réunions pertinentes organisées au Danemark, en Italie et à Monaco. Des membres du Bureau ont également pris part aux préparatifs de la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle, tenue à Stuttgart (République fédérale d'Allemagne) en novembre 1982. Au cours de la période précédant cette consultation, des réunions et des missions préparatoires ont été organisées dans un certain nombre de pays européens ainsi qu'aux sièges de l'OIT et de l'UNESCO, qui collaboraient avec l'ONUDI pour l'organisation de la Consultation.

80. Les principales activités du Bureau de Genève ont donc continué à porter sur les négociations avec d'autres organisations situées dans cette ville et la représentation à des réunions offrant un intérêt pour l'ONUDI. Au moyen de consultations entre le Siège de l'ONUDI et sa représentation à Genève, un soin méticuleux a été apporté au choix et au niveau de la représentation, c'est-à-dire au point de savoir si elle serait assurée par le Siège ou par le Bureau de Genève et se situerait ou non à un niveau élevé. La participation aux réunions mentionnées ci-dessus était contrôlée et les explications voulues étaient fournies, suivant les besoins, par Genève ou Vienne. Le suivi approprié était assuré par le biais de rapports de missions ainsi que d'analyse des résultats de réunions et de leurs recommandations.

81. Durant 1982, on a également enregistré un accroissement du volume des activités traditionnelles et courantes du Bureau de Genève : réponses aux

demandes de renseignements, distribution des documents aux missions permanentes et aux organismes des Nations Unies, ainsi que la collecte, le contrôle et l'expédition de documents au Siège et au Bureau de liaison de New York.

82. Le nombre des missions permanentes accréditées auprès de l'ONUDI et leur siège en Suisse, surtout à Genève, est désormais de 20, et la mise au courant de ces missions ainsi que la liaison et les négociations avec elles représentent une partie considérable du volume de travail de la représentation de l'ONUDI dans cette ville.

Chapitre VIII

ADMINISTRATION GENERALE

EFFECTIFS

1. Le Service du personnel de l'ONUDI a poursuivi ses activités dans le cadre de son mandat, qui comprend le recrutement et la gestion du personnel du Secrétariat de l'ONUDI et de la plus grande partie du personnel des autres unités administratives des Nations Unies installées au Centre international de Vienne (CIV).

2. Le Service du personnel a poursuivi la mise en œuvre des diverses résolutions en matière d'administration, adoptées par l'Assemblée générale au cours des dernières années. En ce qui concerne le recrutement de nationaux d'Etats Membres non représentés ou sous-représentés, des résultats positifs ont été obtenus en 1982. La proportion des postes attribués aux nationaux de ces pays à l'ONUDI en 1982 a été de 40,5 % (contre 45,9 % en 1981). La proportion de nationaux recrutés dans les Etats Membres qui géographiquement se situaient dans la fourchette souhaitable a atteint 57,1 % (contre 46 % en 1981). Le pourcentage des nationaux recrutés dans les Etats Membres surreprésentés a diminué d'autant, tombant de 8,1 % en 1981 à 2,4 % en 1982. Les résultats obtenus par l'ONUDI dans le recrutement de nationaux d'Etats Membres non représentés et sous-représentés permettront de se rapprocher de l'objectif de 40 %, fixé par l'Assemblée générale dans ses résolutions 33/143 et 35/210, qui sont applicables à l'ensemble du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Malgré une légère amélioration dans le recrutement de personnel féminin à des postes d'administrateur, des problèmes subsistent (voir par. 13 à 17 ci-dessous).

3. Pour donner suite aux réformes et innovations en matière de politiques de personnel, introduites par l'Assemblée générale et le Secrétaire général, le Service du personnel a continué à participer au Comité de coordination entre l'Administration et le personnel, et aux organismes interinstitutions créés en vue de consultations sur les questions de personnel et d'administration, le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) et la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Il a joué un rôle important dans les travaux des divers organismes paritaires ou consultatifs, tels que le Comité consultatif mixte, la Commission des nominations et des promotions, l'Organe subsidiaire des nominations et des promotions, et le jury chargé d'examiner les plaintes faisant état d'un traitement discriminatoire. Les autres tâches importantes du Service consistaient, notamment, à s'occuper de

l'administration locale des concours pour la promotion d'agents des services généraux à la catégorie des administrateurs, du système des rapports d'appréciation du comportement professionnel, du mécanisme mis en place pour examiner les doléances du personnel et du système de classement des postes.

4. Le Service du personnel surveille attentivement le tableau d'effectifs de l'ONUDI, en vue d'assurer l'utilisation optimale des ressources en personnel. Il a été constamment en contact avec les divisions organiques, en vue de contrôler le déploiement du personnel (administrateurs et agents des services généraux) et d'améliorer la gestion des ressources.

5. Le tableau 1 ci-après présente la ventilation par catégorie des effectifs — masculin et féminin — du Secrétariat de l'ONUDI au 31 décembre 1982, avec les chiffres correspondants pour 1980 et 1981.

TABLEAU 1. COMPOSITION DU SECRETARIAT DE L'ONUDI[a]

	Au 31 décembre 1980		*Au 31 décembre 1982*		*Au 31 septembre 1982*	
Catégories	*Hommes*	*Femmes*	*Hommes*	*Femmes*	*Hommes*	*Femmes*
P-5 et au-dessus	131	2	129	2	134	3
P-1 à P-4	214	61	224	64	219	64
Agents des services mobiles	1	—	1	—	—	—
Agents des services généraux	161	547	168	601	181	613
Travailleurs manuels	95	5	105	7	121	5
Total partiel	602	615	627	674	658	685
TOTAL	1 217		1 301		1 340	

[a]Les chiffres incluent les conseillers interrégionaux et les conseillers techniques spéciaux affectés au Siège de l'ONUDI; ils ne comprennent ni le personnel recruté pour des périodes de courte durée, ni les conseillers industriels hors siège. Au 31 décembre 1982, il y avait 5 conseillers interrégionaux et 12 conseillers techniques spéciaux. Les chiffres incluent également les fonctionnaires dont les postes sont imputés sur les chapitres 27 à 29 du budget et sur les fonds pour le personnel temporaire.

Recrutement

6. Au 31 décembre 1982, le nombre de postes d'administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur prévu pour l'ONUDI était de 477, dont 362 financés par le budget ordinaire, 101 au titre des frais généraux, 4 par la Banque mondiale et 10 sur les chapitres 27 à 29 et 32 du budget. Ces derniers postes étaient alloués pour la fourniture par l'ONUDI de services aux unités administratives des Nations Unies installées au CIV et pour l'entretien de ce dernier. Il faut y ajouter 6 postes de conseillers interrégionaux financés par le programme ordinaire de coopération technique, 3 postes d'administrateurs financés sur les crédits pour le personnel temporaire recruté pour les conférences des Nations Unies, et 1 poste d'administrateur financé par le

En Birmanie, cette papeterie pilote se sert de pâte de bambou et de vieux papiers pour fabriquer du papier d'emballage glacé et du papier hygiénique crêpé (voir chap. III, par. 260).

Département de l'information au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Au 1er janvier 1982, 6 nouveaux postes d'administrateurs avaient été approuvés au titre du budget ordinaire de l'ONUDI. Toutefois, 3 autres postes d'administrateurs dans le service commun de bibliothèque — postes précédemment inclus dans le budget de l'ONUDI — ont été supprimés, car ils relèvent désormais des activités faisant l'objet d'un financement conjoint. Il y avait 69 postes vacants pour lesquels les formalités de recrutement étaient plus ou moins avancées (contre 63 en 1981). Sur ce nombre, 8 postes P-2 ont été réservés pour les candidats qui passeraient avec succès le concours pour la promotion d'agents des services généraux aux grades d'administrateurs et pour les concours extérieurs réservés aux candidats de pays non représentés ou sous-représentés. Par ailleurs, 9 postes relevant des services linguistiques étaient en cours de recrutement au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

7. En 1982, le nombre des nominations dans les catégories des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur a été de 114, contre 123 en 1981. Ces recrutements se répartissent comme suit : 34 nominations nouvelles pour au moins un an, y compris 3 fonctionnaires transférés, 2 fonctionnaires affectés et 2 fonctionnaires détachés par d'autres organismes des Nations Unies, et 3 conseillers techniques spéciaux; 13 nominations pour des périodes de durée déterminée inférieure à un an, qui devraient être transformées en nominations pour une période de durée déterminée d'au moins un an; 17 nominations pour des périodes de durée déterminée, transformées de cette manière en nominations à titre régulier, et 49 nominations pour une période de brève durée ou de durée déterminée qui ne devraient pas être transformées en une autre forme d'engagement. La nomination d'un fonctionnaire des services mobiles a été transformée en nomination à un poste d'administrateur. Pendant la même période, 63 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur ont quitté l'Organisation, contre 57 en 1981.

8. Au cours de la période considérée, le nombre des recrutements à l'ONUDI d'agents des services généraux et travailleurs manuels pour des périodes de durée déterminée a été de 119, et 44 fonctionnaires ont été transférés de diverses unités administratives des Nations Unies ou réaffectés à l'intérieur de l'ONUDI. En 1981, le nombre total des nominations, des transferts et des réaffectations a été de 193. Au total, 82 fonctionnaires de ces catégories ont quitté l'Organisation (contre 85 en 1981) et 4 fonctionnaires ont été transférés à d'autres unités des Nations Unies. En outre, un fonctionnaire a été transféré à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et un autre, qui a passé avec succès le concours, a été transféré à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

9. Le Service du personnel de l'ONUDI a continué d'assurer le recrutement d'agents des services généraux, de travailleurs manuels et de consultants pour toutes les unités des Nations Unies installées au CIV, ainsi que celui d'administrateurs pour certaines d'entre elles.

10. En 1982, 5 administrateurs (1981 : 5) ont été recrutés pour les unités des Nations Unies, 3 ont été transférés de New York et de Genève, et il a été procédé à 10 autres engagements (1981 : 10). Pendant la même période, 14 fonctionnaires ont quitté les unités des Nations Unies. Dans la catégorie des services généraux et des travailleurs manuels, 25 fonctionnaires (contre 60 en 1981) ont été recrutés au titre de contrats de durée déterminée, 14 ont été transférés de l'ONUDI ou réaffectés et 2 ont été détachés de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

11. Outre le recrutement de personnel temporaire de conférence requis par l'ONUDI, le Service du personnel a également assuré le recrutement pour les unités administratives des Nations Unies à Vienne, le Siège de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales. En 1982, il a été passé 2 024 contrats (contre 1 394 en 1981) intéressant le personnel de conférence. Par ailleurs, 423 contrats de courte durée (1981 : 506) ont été conclus pour la fourniture de services divers par le Secrétariat (voir également par. 7 et 9 ci-dessus). Le tableau 2 ci-après récapitule les contrats de courte durée passés pendant la période considérée.

TABLEAU 2. CONTRATS DE COURTE DURÉE CONCLUS ENTRE LE 1er JANVIER ET LE 31 DECEMBRE 1982

	Personnel de conférence			
	Traducteurs/interprètes (administrateurs)	*Agents des services généraux et travailleurs manuels*	*Autres catégories de personnel*	*Total*
ONUDI Nations Unies	927	899	324 89	2 249
Divers	89	109	—	198
TOTAL	1 016	1 008	423	2 447

12. Pour l'ONUDI, y compris le Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI, 398 contrats ont été conclus avec des consultants et autres prestataires pour la fourniture de services spécialisés. En outre, 59 contrats ont été conclus pour le compte d'unités des Nations Unies et du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants. Au cours de la période considérée, 457 contrats (toutes sources de fonds comprises) ont donc été conclus, contre 553 en 1981.

Emploi des femmes

13. En 1982, le nombre de femmes occupant des postes d'administrateurs est passé de 66 à 67, ce qui représente 15,96 % du total des effectifs de cette catégorie de personnel. Cette situation résulte du fait que 9 des 10 femmes recrutées ont démissionné au cours de la période considérée.

14. La pénurie apparente de candidates intéressées remplissant les conditions requises pour accéder aux postes vacants, notamment celle de ressortissantes d'Etats Membres sous-représentés ou non représentés, continue d'être un sérieux obstacle. Malgré les appels renouvelés aux Etats Membres pour qu'ils soumettent des candidatures féminines, et les efforts constants déployés pour trouver des candidates ayant les compétences voulues pour occuper des postes vacants au secrétariat, 14 % seulement de l'ensemble des candidatures reçues au cours de la période considérée émanaient de femmes, dont la majorité (91,5 %) était des ressortissantes de pays déjà bien représentés (c'est-à-dire se situant dans la fourchette souhaitable) ou surreprésentés au secrétariat. Le pourcentage des candidates de pays en développement non représentés ou sous-représentés n'a été que de 8,5 %, contre 12,4 % en 1981.

15. En dépit des difficultés rencontrées à trouver et recruter des administrateurs féminins, l'ONUDI a régulièrement progressé dans ce domaine au cours des quatre dernières années. Alors que fin décembre 1978 le nombre des femmes occupant des postes soumis à la répartition géographique était seulement de 32 (10,6 % du total des postes d'administrateurs), il avait atteint 50 (14,8 %) fin décembre 1982. Comparée à celle d'autres départements du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies chargés de questions plus techniques, cette position est fort satisfaisante.

16. La proportion des femmes de la catégorie des administrateurs qui ont bénéficié d'une promotion est demeurée relativement élevée : 12 (25,5 %) des

47 administrateurs promus en 1982. La plupart des administrateurs féminins appartiennent aujourd'hui aux classes P-3 (43,2 %) et P-4 (21 %) et non plus, comme il y a quatre ans, à la classe de départ P-1/P-2. Les femmes sont toutefois peu nombreuses aux niveaux supérieurs : 1 poste D-1 et 2 postes P-5 à l'heure actuelle.

17. Les femmes ont représenté 34 % du total des membres d'organes consultatifs en matière d'élaboration de politiques, d'organes administratifs ou s'occupant de questions de personnel. La présidence de l'Organe subsidiaire des nominations et des promotions et du Comité des nominations et des promotions a été assurée par des femmes; une femme a fait partie du groupe des présidents de la Commission paritaire de recours. Parmi les administrateurs membres d'organes mixtes personnel/administration, le nombre des femmes est proportionnellement supérieur à celui des hommes, 40,3 % de femmes participant aux activités d'un ou plusieurs des sept organes paritaires, contre 32,5 % pour les hommes.

Gestion du personnel

18. Comme par le passé, l'administration du personnel en tant qu'élément des activités de gestion du personnel a englobé un certain nombre de responsabilités statuaires telles que l'administration des prestations financières et autres avantages auxquels ont droit les membres du personnel en vertu du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, les diverses questions concernant la situation contractuelle du personnel, la fourniture aux fonctionnaires de conseils sur l'organisation de leur carrière, et les questions générales relatives aux politiques en matière de personnel et à l'interprétation des règlements et instructions pertinents.

19. Au 31 décembre 1982, les services compétents administraient un effectif de 2 155 personnes (fonctionnaires du Siège de l'ONUDI et personnel hors siège), contre 2 117 au 31 décembre 1981, ce qui représente une augmentation de 1,8 %. Comme au cours des années précédentes, tous les services en matière de personnel fournis aux fonctionnaires de l'ONUDI l'ont également été à toutes les autres unités des Nations Unies établies au CIV, sauf en ce qui concerne la nomination et la promotion des administrateurs affectés à l'Office des Nations Unies à Vienne, au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires et au Service du droit commercial international; celles-ci incombent en effet aux départements dont relèvent ces fonctionnaires et au Bureau du service du personnel du Siège de l'Organisation des Nations Unies, l'ONUDI se chargeant uniquement des formalités administratives. Au 31 décembre 1982, les effectifs des unités des Nations Unies s'élevaient à 332 personnes. Deux postes d'administrateurs et 6 postes d'agents des services généraux ont été attribués au Service du personnel pour partiellement compenser le surcroît de travail entraîné par l'administration de ces unités. En plus de ses activités courantes de gestion du personnel, le Service du personnel est intervenu dans les procédures de recours et les décisions relatives aux sanctions disciplinaires concernant les fonctionnaires des unités des Nations Unies; il s'est d'autre part chargé de convertir de "travailleur manuel" à "agent des services généraux" les postes de quelque 90 membres du Service de la sécurité et de la sûreté.

20. Comme précédemment, les dispositions relatives à la délégation de pouvoirs en matière de personnel et à l'attribution au Directeur exécutif de responsabilités en ce qui concerne la nomination et la gestion du personnel ont été favorables à un fonctionnement harmonieux de l'ONUDI.

21. Le Service du personnel assure également la gestion et l'administration des agents engagés au titre de projets, ce qui, au 31 décembre 1982, a représenté un total de 1 515 affectations d'experts (1 436 en 1981), le nombre d'experts recrutés n'accusant toutefois qu'une légère augmentation. L'accroissement du volume de travail du Groupe des experts tient, entre autres, à la proportion relativement élevée de contrats de moins d'un an, par rapport à ceux dont la durée est plus longue. Cette multiplication des contrats à court terme a entraîné une forte augmentation des formalités correspondantes et un taux élevé de renouvellement du personnel affecté aux projets. En 1982, la durée moyenne d'affectation par expert a été inférieure à quatre mois. L'administration de ces fonctionnaires appelés à servir dans des conditions de vie et de travail très diverses a mis l'accent sur une rationalisation des procédures internes et sur une coordination accrue avec la CFPI et le CCQA pour les questions ayant trait aux conditions de travail et à l'emploi du personnel affecté aux projets, afin que les intéressés puissent se consacrer pleinement à leurs tâches. Deux missions envoyées dans certains lieux d'affectation déterminés ont permis de procéder à des consultations avec des représentants résidents, des conseillers industriels hors siège, des directeurs de projets et des experts. Le personnel affecté aux projets est appuyé par des agents extérieurs recrutés localement, dont les effectifs ont été en moyenne de 158 personnes en 1982.

22. Le Service du personnel a continué de mettre en œuvre les diverses réformes en matière de politiques du personnel lancées au cours des années précédentes, telles que le classement des postes des catégories "administrateurs", "agents des services généraux" et "travailleurs manuels", la mise en place de moyens de formation pour favoriser les perspectives de carrière, et l'organisation de concours pour la promotion d'agents des services généraux à la catégorie des administrateurs. Ces activités ont été menées dans le cadre du CCQA et de la CFPI.

23. Un temps considérable a été consacré à l'établissement des descriptions de poste des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, qui sont toujours soumises au Bureau du service du personnel du Siège de l'Organisation des Nations Unies. Les efforts déployés afin qu'un spécialiste du classement des emplois du Siège soit détaché à Vienne pour y achever le classement de tous les postes d'administrateurs n'ont toutefois pas abouti et, sauf en ce qui concerne les postes des services linguistiques, seuls des progrès mineurs ont pu être réalisés. Une étude des postes d'administrateurs de la catégorie linguistique a été achevée et ses résultats, qui se concrétisent par un tableau révisé du personnel des sections de traduction, d'interprétation et des publications de la Division des services de conférence, ont été soumis par le Secrétaire général au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) pour approbation.

24. Des progrès satisfaisants ont été réalisés dans l'application du système de classement pour les agents des services généraux à Vienne[1]. A la fin de 1982, la

[1] ID/B/280, chap. VIII, par. 20.

majorité des postes des services généraux de l'ONUDI avaient été classés. En outre, on a achevé le classement de 100 descriptions de postes d'agents des services généraux et de travailleurs manuels à l'ONUDI et dans les unités des Nations Unies en vue de la diffusion de la liste des postes vacants, et l'on a arrêté les normes par classe pour 147 postes à pourvoir pour des périodes de courte durée.

25. Bien que le poste de fonctionnaire chargé de la formation soit resté vacant durant la majeure partie de l'année, le Service du personnel, avec l'aide de fonctionnaires d'autres services de l'ONUDI, a pu exécuter une partie du programme de formation de base, notamment en ce qui concerne l'initiation, la rédaction et les méthodes de travail. La Section du traitement électronique de l'information a conçu et organisé six sessions d'un atelier destiné aux utilisateurs d'ordinateurs. Le matériel de traitement de textes étant installé, 17 fonctionnaires ont participé à un stage fondamental sur l'utilisation de ces appareils, organisé par les services informatiques communs. La mise au point des dispositions qui permettront à l'ONUDI d'assurer cette formation à partir de 1983, en utilisant à cet effet ses propres ressources, est bien avancée. La production de vidéocassettes pilotes qui serviront à l'orientation du personnel du Secrétariat et du personnel affecté aux projets a été entreprise à la fin de 1982. Il s'agit à l'heure actuelle d'un effort conjoint de la Section de l'information et du Bureau des instructions et des comptes rendus de missions de la Division des opérations industrielles; on s'attend toutefois que de nombreux autres services de l'ONUDI y participent ultérieurement. Le premier séminaire du CIV consacré aux personnes devant prochainement prendre leur retraite a été organisé en collaboration avec l'AIEA et un certain nombre de services et d'institutions communautaires locales. On trouvera plus loin, au paragraphe 53 ci-dessous, un compte rendu des activités du Service commun du CIV pour l'enseignement des langues, que gère l'ONUDI.

26. Des arrangements ont été négociés avec les autorités viennoises et deux hôpitaux privés pour que les fonctionnaires cotisant au plan collectif d'assurance maladie de l'ONUDI soient exemptés du versement d'une caution en cas d'hospitalisation. Ceci permettra à l'Organisation de réduire le montant considérable des fonds déposés auprès d'elle par les assureurs et précédemment utilisés pour couvrir ces cautions. Un certain nombre de réunions ont eu lieu avec les autorités autrichiennes en vue de la participation du personnel recruté à court terme au système autrichien de sécurité sociale.

PERSONNEL AFFECTE AUX PROJETS

27. En 1982, la Section de recrutement des agents engagés au titre de projets (SRAP) a absorbé quelque 48,2 % des dépenses totales de coopération technique de l'ONUDI (contre 47 % en 1981); 1 005 experts ont été recrutés (contre 946 en 1981) et 709 ont vu leur contrat prolongé (contre 549 en 1981); le total des mois de travail s'est élevé à 6 826 (contre 6 721 en 1981).

28. La durée moyenne des nouvelles nominations a de nouveau décru, tombant à 3,52 mois en 1982, c'est-à-dire 2,93 mois de moins qu'en 1972. Sur

l'ensemble du personnel recruté au titre de projets, 84,77 % étaient des experts et des consultants nommés pour moins d'un an. La tendance constante, ou presque, à abréger les durées d'affectation est illustrée par les chiffres suivants :

1972	*1973*	*1974*	*1975*	*1976*	*1977*	*1978*	*1979*	*1980*	*1981*	*1982*
6,45	6,22	5,62	5,31	5,31	4,61	4,59	4,27	4,45	4,03	3,52

Cette tendance témoigne de l'évolution des tâches confiées aux experts dans de nombreux projets de l'ONUDI et traduit l'aptitude croissante d'un certain nombre de pays en développement à absorber l'assistance technique sous la forme de services consultatifs de haut niveau fournis pour des périodes de courte durée.

29. Certaines des répercussions de cette tendance sur le processus de recrutement ont été mises en évidence dans le Rapport de l'année dernière[2]. On a en particulier attiré l'attention sur la nécessité de faire preuve de créativité et de la plus grande souplesse dans le cadre des dispositions administratives en vigueur, étant donné que l'ONUDI doit pouvoir soutenir avec succès la concurrence d'organisations d'assistance technique bilatérale et de sociétés privées de consultation pour s'assurer les services de consultants rares et chers[3]. La SRAP demeure très handicapée à cet égard, notamment du fait que les experts et les consultants à court terme doivent être officiellement sélectionnés par les gouvernements, ce qui entraîne de long délais et, souvent, des retards imprévisibles. Bien que les efforts faits pour réduire encore le délai qui intervient entre l'approbation d'un poste et l'envoi effectif sur le terrain de l'expert choisi ("temps mort") — qui était de 4,88 mois en 1981[4] — ont continué à recontrer des difficultés, la SRAP a réussi à ramener le temps mort moyen à 4,61 mois en 1982.

30. Il ne serait pas juste de dire que les phénomènes décrits plus haut étaient dus uniquement aux procédures qui régissent la présentation et la sélection des candidatures. Certaines difficultés, inhérentes à la nature même des missions de brève durée et de haut niveau — qui sont en passe de devenir la forme typique de l'assistance technique de l'ONUDI — neutralisent en partie les efforts faits pour abréger le temps mort. Toute mission à court terme comporte un programme de travail concentré et doit être préparée avec soin par le gouvernement bénéficiaire et les organisations coopérantes, en vue de tirer le meilleur parti du bref séjour du consultant dans le pays. La nécessité de coordonner par avance une rencontre entre le consultant et de hautes personnalités gouvernementales et d'organiser d'autres visites durant sa courte mission amène fréquemment le gouvernement à demander que les dates prévues soient modifiées ou différées, ce que des consultants au calendrier chargé ne peuvent concilier avec les engagements qu'ils ont pris par ailleurs. Il convient également de tenir compte du fait que les consultants de haut niveau demandent habituellement un laps de temps considérable pour planifier leurs activités et comptent recevoir une offre de contrat ferme avant de réserver le temps nécessaire à l'ONUDI; par ailleurs, en règle générale, aucun crédit n'est ouvert au budget de l'ONUDI qui lui permettrait d'indemniser les experts

[2] *Ibid.*, par. 25.

[3] *Ibid.*, par. 26 et 27.

[4] *Ibid.*, par. 27.

acceptant de se tenir à sa disposition en vue de missions futures. Comme on peut le comprendre, les consultants s'abstiennent souvent de prendre des engagements fermes en attendant le résultat de la procédure de sélection engagée par le gouvernement.

31. La SRAP a continué à recontrer des difficultés pour recruter des experts ayant les qualifications voulues, en particulier pour certains lieux d'affectation où le coût de la vie est élevé ou qui présentent d'autres inconvénients, et où les traitements et les indemnités des Nations Unies ne soutiennent pas la concurrence avec ceux offerts par les organisations bilatérales d'assistance technique et les services de consultation privés. C'est notamment le cas pour les affectations d'experts d'une durée d'un an au minimum, dans des pays qui marquent une préférence pour les candidats de certains pays industrialisés. Dans ces conditions, il est évident que, en dépit de tous les efforts du service de recrutement, le temps mort moyen ne pourra pas être sensiblement réduit et constituera, comme par le passé, un compromis entre la volonté de fournir rapidement les services requis et le souci d'assurer la qualité de ces services.

32. Au cours de la période considérée, la SRAP a continué d'étudier les moyens d'échapper au dilemme susmentionné. On a notamment poursuivi la pratique — instituée en 1981 dans le cadre du programme des Services industriels spéciaux (SIS) — consistant à recruter un certain nombre de consultants sans que soient suivies les procédures habituelles d'approbation gouvernementales[5]. Cette méthode a donné des résultats encourageants mais, pour le moment, elle constitue l'exception plutôt que la règle. Une autre tentative pour échapper à ce dilemme consiste à étudier les moyens de faire en sorte que les consultants ayant des chances raisonnables de trouver un emploi dans le cadre du programme de l'ONUDI restent à la disposition de l'Organisation pour une portion déterminée de l'année. Cela permettrait de garantir la disponibilité des experts, même en cas de gros retard dans le processus de sélection, et de s'ajuster avec le maximum de souplesse aux délais impartis par les gouvernements. Cependant, il est encore impossible de faire état de résultats concrets à cet égard.

Origine des candidats

33. Le tableau 1 de l'appendice J indique le nombre d'experts recrutés dans les divers pays en 1982. Les efforts entrepris au cours des années précédentes ont été poursuivis et l'on a fait beaucoup pour assurer que tous les pays, notamment les pays en développement, participent de manière plus équilibrée aux programmes de coopération technique de l'ONUDI. Le tableau 3 ci-après récapitule la situation à la fin de 1982.

Recrutement dans les pays du Groupe D

34. Le grand projet en cours relatif à l'industrie du ciment en Jamahiriya arabe libyenne (chapitre III, par. 26 ci-dessus) continue d'employer un contingent élevé d'experts polonais[6]. En 1982, 37 nouveaux spécialistes

[5] *Ibid.*, par. 30.

[6] *Ibid.*, par. 32.

polonais, prêtés par "POLSERVICE", ont rejoint l'équipe déjà affectée à ce projet. La liaison avec les comités nationaux pour l'ONUDI et les services nationaux de recrutement du Groupe D a été encore renforcée et la SRAP a reçu plusieurs visites de représentants de ces services en 1982.

TABLEAU 3. REPARTITION DES EXPERTS PAR GROUPES DE PAYS

	Nombre d'experts					
	Inscrits au fichier de l'ONUDI[a]	*Pourcentage du fichier*	*Présentés aux gouvernements*	*Choisis par les gouvernements*[b]	*Engagés*	*Pourcentage*
Pays en développement[c]	4 840	37,34	536	309	242	24,1
Groupe B[d]	6 732	51,93	939	773	611	60,8
Groupe D[e]	1 391	10,73	254	208	152	15,1
TOTAL	12 963	100,00	1 729	1 290	1 005	100,00

[a] A l'exclusion de 10 apatrides.

[b] Y compris les candidats des gouvernements.

[c] Groupes A et C plus l'Albanie, Chypre, la Grèce, Malte, le Portugal, la Roumanie et la Turquie.

[d] A l'exclusion de Chypre, de la Grèce, de Malte, du Portugal et de la Turquie.

[e] A l'exclusion de l'Albanie et de la Roumanie.

Recrutement dans les pays en développement

35. Le nombre d'experts recrutés dans les pays en développement ne s'accroît que lentement. Bien que plusieurs de ces pays aient établi — ou soient sur le point de créer — des services nationaux de recrutement chargés de rassembler l'information sur les candidats éventuels et d'en faciliter l'identification, on a constaté qu'un long laps de temps est nécessaire pour que ces services commencent à fonctionner efficacement, notamment pour ce qui est d'identifier des candidats éventuels n'appartenant pas à la fonction publique. On a poursuivi les efforts pour associer les comités nationaux pour l'ONUDI dans les pays en développement à l'identification, dans ces pays, d'experts potentiels possédant les qualifications voulues, en vue de leur inscription au fichier.

SERVICE DES ACHATS ET DES MARCHES

36. Les activités ayant trait aux éléments qui, dans les projets de coopération technique, concernent l'acquisition d'équipements, de matériel et de fournitures et les services de sociétés et organisations d'ingénieurs-conseils sont menées par le Service des achats et des marchés (SAM). En 1982, le SAM a continué à fournir des services à l'ONUDI, ainsi qu'à certaines des unités administratives des Nations Unies et services communs installés au CIV.

37. Au cours de l'année considérée, le coût total des activités afférentes aux éléments matériel et contrats des projets de coopération technique de l'ONUDI s'est élevé à 33,6 millions de dollars, dont 24,4 millions de dollars pour les 1 800

commandes de matériel et 9,2 millions de dollars pour les contrats. En 1981, les montants correspondants avaient été respectivement de 35,2 millions, de 19,4 millions et de 15,8 millions de dollars. Il convient toutefois de noter que le niveau indiqué pour 1982 a pu être atteint malgré le fait que, contrairement à l'année précédente, il n'a pas été conclu en 1982 de grands contrats d'un coût de 1 million de dollars ou plus (en 1981, 3 contrats ont représenté à eux seuls près de 7,6 millions de dollars).

38. Comme par le passé, c'est aux projets intéressant les secteurs agro-industriel, métallurgique, mécanique et chimique qu'a été consacrée la plus grande partie — environ 87 % du total — des achats de matériel et des contrats.

39. On a continué à recenser les possibilités de participation des pays en développement aux activités de coopération technique de l'ONUDI et à la fourniture de matériel et de services, afin d'accroître d'une manière générale cette participation, mais les résultats obtenus ont été nettement inférieurs à ceux que l'on avait enregistrés en 1981. En ce qui concerne l'élément contrats, sur les 112 nouveaux contrats conclus en 1982, il en a été passé 21 avec des entrepreneurs de pays en développement pour une valeur de 0,9 million de dollars (contre 39 pour une valeur de 8 860 000 dollars en 1981), ce qui représente 10 % de la valeur de tous les nouveaux contrats de coopération technique conclus en 1982. L'une des principales raisons de cet état de choses est l'absence d'un contrat comparable à celui qui avait été passé avec une société indienne en 1981, et dont la valeur atteignait 5,2 millions de dollars.

40. Pour ce qui est du matériel, les efforts visant à accroître la participation des pays en développement ont donné des résultats un peu plus satisfaisants. En 1982, 104 commandes représentant au total 1,3 million de dollars ont été passées auprès de fournisseurs de ces pays, contre 61 s'élevant à 1,2 million de dollars en 1981.

41. On s'est activement employé en 1982 à améliorer l'efficacité et la qualité des services fournis par le SAM, sans augmenter ses effectifs. Des mesures ont été prises pour établir un fichier de base de fabricants et de fournisseurs de matériel, et l'on a mis au point un questionnaire approprié et un bon programme informatique. Le nombre des sociétés d'ingénieurs-conseils figurant au fichier sur ordinateur a augmenté. La bibliothèque du SAM a été élargie et comprend à présent plusieurs centaines d'annuaires professionnels et une importante collection de publications et de données techniques.

42. La technique du traitement des textes a été appliquée aux activités relatives aux contrats, ce qui a permis au personnel d'économiser un temps considérable, qu'il a pu consacrer à améliorer la qualité des activités en accordant davantage d'attention à toutes les phases de l'élaboration et de l'exécution des contrats. En coopération avec le Groupe de liaison juridique de l'ONUDI, le SAM a mis au point et programmé un modèle de contrat, un projet de lettre de demande et divers autres documents.

43. On a consacré un effort tout particulier à l'introduction et/ou à l'extension de l'utilisation au SAM de langues des Nations Unies autres que l'anglais. Un certain nombre de documents de base — les questionnaires, par

exemple — sont à présent disponibles en français. Grâce à la diversité des nationalités et des compétences linguistiques de son personnel, le Service peut traiter avec des entrepreneurs et fournisseurs en dix langues, encore que la correspondance se fasse seulement en anglais, français, espagnol et allemand.

44. Malgré l'inflation qui sévit dans la plupart des pays et le coût sans cesse croissant de la main-d'œuvre, il n'y a pas eu d'augmentation — et l'on a même parfois noté une réduction — dans les coûts des services et du matériel, par rapport à 1981. Il y a plusieurs raisons à cela : *a)* le recours aux appels d'offres pour le matériel et la pratique consistant à demander des estimations de coûts techniques pour les services, selon une répartition géographique aussi large que possible; *b)* la récession enregistrée actuellement à l'échelle mondiale; *c)* la nécessité pour les sociétés de maintenir un certain niveau d'emploi et de production. Un autre facteur positif en la matière a été le renforcement du dollar des Etats-Unis sur la plupart des marchés monétaires.

45. Si la majorité des activités susmentionnées intéresse la Division des opérations industrielles, le SAM a également fourni des services à la Division des études industrielles, à la Division de la coordination des politiques et à la Division des services de conférence, de l'information et des relations extérieures, et ce pour un montant de 0,5 million de dollars. Le SAM a également effectué des achats d'équipements, de matériel et de fournitures à concurrence de 4,4 millions de dollars et conclu des contrats de services d'une valeur de 3,9 millions de dollars pour l'Office des Nations Unies à Vienne, la Division des stupéfiants, le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et l'Organe international de contrôle des stupéfiants, ainsi que pour le fonctionnement et l'entretien des services communs du CIV et du Siège de l'ONUDI.

SERVICES DE CONFERENCE

46. Le volume général de travail à accomplir par le Service des conférences de l'ONUDI a continué à augmenter, particulièrement en ce qui concerne les réunions et conférences des Nations Unies qui se tiennent à Vienne. En outre, au cours de l'année considérée, le Service a également commencé à travailler en langue arabe. Le tableau 4 ci-après indique quel a été le volume des services fournis en 1982 tant à l'ONUDI qu'à l'Organisation des Nations Unies.

47. En 1982, l'ONUDI a assuré, au CIV, des services de conférence pour un total de 825 séances d'une demi-journée (ONUDI : 281; non-ONUDI : 544). En outre, deux conférences spéciales des Nations Unies se sont tenues à Vienne en 1982 : l'Assemblée mondiale sur le vieillissement (26 juillet-6 août), à laquelle l'ONUDI a fourni la totalité des services de conférence nécessaires, et la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE 82), tenue du 9 au 21 août, qui a été desservie par du personnel du Siège de l'Organisation des Nations Unies, avec l'assistance et l'appui du Service des conférences de l'ONUDI.

TABLEAU 4. SERVICES DE TRADUCTION ET D'INTERPRETATION FOURNIS PAR LE SERVICE DES CONFERENCES EN 1981 ET 1982

(Nombre de pages traduites et de jours de travail d'interprète)

Organisation	*1981*	*1982*	*Augmentation (en pourcentage)*
	A. Traduction (nombre de pages traduites)		
ONUDI	24 165	29 028	18,0
Organisation des Nations Unies[a]	15 558	24 874	60,0
TOTAL	39 723	53 902	37,2
	B. Interprétation (journées de travail d'interprète)		
ONUDI	1 912	1 976	3,3
Organisation des Nations Unies[a]	2 227	3 911	75,6
TOTAL	4.139	5 887	42,4

[a] Y compris les unités des Nations Unies installées au CIV et les réunions et conférences des Nations Unies à Vienne.

SERVICES COMMUNS

48. Conformément au "Mémorandum d'accord sur les services communs au Centre du Donaupark à Vienne[7]", l'ONUDI est chargée de la gestion des bâtiments, des services de restauration et des cours de langues, services communs établis pour l'ensemble du CIV. Les Services généraux et le Service des conférences de l'ONUDI sont également à la disposition des unités administratives des Nations Unies installées au CIV.

49. L'étude sur la possibilité de réduire les dépenses d'exploitation, que les organisations internationales installées au CIV avaient confiée à un consultant[8], a montré que des économies considérables pourraient être réalisées si les services jusqu'ici assurés par un entrepreneur extérieur l'étaient par la Section de la gestion des bâtiments avec du personnel du Centre, moyennant une éventuelle augmentation d'effectifs. A partir du 1er janvier 1982, la Section de la gestion des bâtiments a assuré la totalité des services de fonctionnement et d'entretien des principales installations de ventilation, climatisation et chauffage, qui relevaient auparavant de l'entrepreneur extérieur. Au cours de la première année d'application de cette formule, des économies de plus de 3 millions de schillings autrichiens (plus de 180 000 dollars) ont ainsi pu être réalisées.

50. En 1982, la Section de la gestion des bâtiments a également effectué des études et des expériences en rapport avec l'économie d'énergie et a mis en œuvre des mesures qui ont déjà eu une certaine incidence pour ce qui est de réduire le budget de fonctionnement et d'entretien pour l'exercice biennal 1982-1983.

[7] *Ibid.*, par. 45.

[8] *Ibid.*, par. 47 et 48.

51. En application de l'"Accord entre l'Organisation des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique et la République d'Autriche concernant la création et la gestion d'un fonds commun pour le financement des réparations et remplacements importants aux sièges respectifs de ces organisations au Centre international de Vienne" signé en janvier 1981, il a été établi un Comité mixte chargé de gérer ce Fonds. Le Comité a tenu trois réunions en 1982. Un règlement intérieur a été adopté, et le Chef des Services généraux de l'ONUDI a été nommé Administrateur du Fonds. Une liste des pièces détachées indispensables, à conserver en stock, a été approuvée, et l'on a établi un programme quinquennal provisoire de remplacement qui doit être révisé et mis à jour chaque année.

52. Au cours de l'année considérée, les services de restauration ont fonctionné de manière satisfaisante. Malgré l'inflation, l'augmentation des salaires et le renchérissement des matières premières, ces services ont pu remettre à plus tard le relèvement des prix prévu pour le deuxième trimestre de 1982. Leur compte d'exploitation devrait être équilibré à la fin de l'année, voire présenter un excédent.

53. Le programme de cours de langues du CIV, service commun géré par l'ONUDI, a continué de dispenser une formation dans les six langues officielles des Nations Unies, ainsi qu'en allemand, aux fonctionnaires de toutes les organisations installées au CIV et à leurs personnes à charge d'âge adulte. En septembre 1982, 791 personnes étaient inscrites au programme ordinaire et 135 au programme autofinancé des personnes à charge. Le Groupe des cours de langues a continué à organiser les examens d'aptitudes linguistiques au sein des Nations Unies. Il a mis au point les épreuves, avec définition des degrés correspondants, pour l'examen d'aptitude de langue allemande, selon une formule qui a été adoptée également par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En juillet 1982, le nombre des fonctionnaires qui s'étaient présentés aux examens susmentionnés s'élevait à 137. On a noté un nouvel accroissement dans le nombre des concours que le Groupe organise à la demande du Siège de l'Organisation des Nations Unies pour le recruitement de traducteurs, éditeurs, correcteurs d'épreuves, sténographes-rédacteurs de séance et candidats à un poste de classe de début.

ANNEXE STATISTIQUE

La présente annexe donne une vue d'ensemble du coût des activités de l'ONUDI, tant au Siège que sur le terrain. Les données concernant 1982 ont été tirées des résultats du second passage en machine des comptes pour cette année, qui ont été obtenus à la mi-janvier 1983. Elles ont été utilisées afin de respecter les délais fixés pour la rédaction du présent rapport. Comme les années précédentes, on établira si nécessaire, peu avant la réunion du Conseil du développement industriel, une annexe statistique mise à jour, qui paraîtra sous forme d'additif au rapport.

LISTE DES TABLEAUX

		Pages
1.	Dépenses, 1977 à 1983	222
2.	Programmes de coopération technique : allocations de crédits pour les projets et dépenses d'exécution, 1972 à 1983	223
3A.	Activités de coopération technique : projets approuvés en 1981 et 1982, par source de financement	226
3B.	Activités de coopération technique : coût des projets au 31 décembre 1982, par source de financement	227
4.	Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 1981 et 1982, par source de financement et par élément de projet	228
5.	Activités de coopération technique : dépenses consacrées aux projets de 1977 à 1983, par programme et élément de programme	229
6.	Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 1982, par source de financement et par élément de programme	230
7.	Dépenses consacrées aux activités de coopération technique, par zone géographique, 1976 à 1983	232
8.	Activités de coopération technique : dépenses consacrées aux projets en 1982	233
9.	Dépenses imputées au budget ordinaire et aux fonds pour frais généraux, par élément de programme et par objet de dépense, 1982	234

TABLEAU 1. DEPENSES, 1977 A 1983

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Dépenses effectives						*Prévisions*
	1977	*1978*	*1979*	*1980*	*1981*	*1982*	*1983*
Programmes de coopération technique	43,9	55,1	70,5	76,3	88,6	91,9	93,5
Programme ordinaire	2,2	2,2	3,8	3,5	3,5	3,1	3,6
PNUD/CIP et contreparties en espèces	28,9	38,4	46,4	52,0	64,2	64,2	59,0
PNUD/SIS	3,5	3,6	4,7	3,9	1,5	3,1	2,4
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	1,6	0,4	0,5	1,3	1,5	0,9	1,0
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	—	—	0,6	0,9	1,9	3,1	3,0
Autres fonds d'affectation spéciale	3,0	3,2	3,7	3,3	4,7	5,3	13,0[a]
FNUDI	4,7	6,5	9,7	10,6	10,4	11,6	11,0
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	—	0,8	1,1	0,8	0,9	0,6	0,5
Siège	29,4	36,9	43,9	47,0	45,2	45,4	49,0
Budget ordinaire	24,1	29,6	34,5	36,6	35,9	35,6	36,2
Frais généraux	5,3	7,3	9,4	10,4	9,3	9,8	12,8
Dépenses totales	73,3	92,0	114,4	123,3	133,8	137,3	142,5
Part des programmes de coopération technique dans les dépenses totales (en pourcentage)	59,9%	59,9%	61,6%	61,8%	66,2%	66,9%	65,6%

[a]Chiffres indicatifs, étant donné que les contributions aux fonds d'affectation spéciale sont variables et ne peuvent donc être estimées de manière précise.

TABLEAU 2. PROGRAMMES DE COOPERATION TECHNIQUE : ALLOCATIONS DE CREDITS POUR LES PROJETS ET DEPENSES D'EXECUTION, 1972 A 1983

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Crédits alloués et dépenses effectives							*Prévisions*
	1972-1976	*1977*	*1978*	*1979*	*1980*	*1981*	*1982*	*1983*
A. Ensemble des sources de financement								
1. Report des crédits non utilisés	37,4	72,8	83,0	111,9	118,7	136,7	137,2	154,5
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	177,2	54,1	84,0	77,3	94,3	89,1	109,2	95,5
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	214,6	126,9	167,0	189,2	213,0	225,8	246,4	250,0
4. Dépenses de l'année	141,8	43,9	55,1	70,5	76,3	88,6	91,9	93,5
5. Crédits non utilisés; à reporter	72,8	83,0	111,9	118,7	136,7	137,2	154,5	156,5
B. Programme ordinaire[a]								
1. Report des crédits non utilisés	—	—	—	0,1	—	1,4	0,8	3,5
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	8,7	2,2	2,3	3,7	4,9	2,9	5,8	0,9
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	8,7	2,2	2,3	3,8	4,9	4,3	6,6	4,4
4. Dépenses de l'année	8,7	2,2	2,2	3,8	3,5	3,5	3,1	3,6
5. Crédits non utilisés; à reporter	—	—	0,1	—	1,4	0,8	3,5	0,8
C. PNUD/CIP et contreparties en espèces								
1. Report des crédits non utilisés	29,7	59,8	67,9	87,3	95,0	110,7	105,8	118,2
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	128,8	37,0	57,8	54,1	67,7	59,3	76,6	64,0
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	158,5	96,8	125,7	141,4	162,7	170,0	182,4	182,2
4. Dépenses de l'année	98,7	28,9	38,4	46,4	52,0	64,2	64,2	59,0
5. Crédits non utilisés; à reporter	59,8	67,9	87,3	95,0	110,7	105,8	118,2	123,2

TABLEAU 2 *(suite)*

	Crédits alloués et dépenses effectives							*Prévisions*
	1972-1976	*1977*	*1978*	*1979*	*1980*	*1981*	*1982*	*1983*
D. PNUD/SIS[b]								
1. Report des crédits non utilisés	5,3	5,8	6,0	5,5	5,8	3,1	2,8	5,0
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	14,8	3,7	3,1	5,0	1,2	1,2	5,3	1,5
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	20,1	9,5	9,1	10,5	7,0	4,3	8,1	6,5
4. Dépenses de l'année	14,3	3,5	3,6	4,7	3,9	1,5	3,1	2,4
5. Crédits non utilisés; à reporter	5,8	6,0	5,5	5,8	3,1	2,8	5,0	4,1
E. PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales								
1. Report des crédits non utilisés	—	1,7	0,2	0,6	1,1	1,5	0,9	0,7
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	4,8	0,1	0,8	1,0	1,7	0,9	0,7	1,1
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	4,8	1,8	1,0	1,6	2,8	2,4	1,6	1,8
4. Dépenses de l'année	3,1	1,6	0,4	0,5	1,3	1,5	0,9	1,0
5. Crédits non utilisés; à reporter	1,7	0,2	0,6	1,1	1,5	0,9	0,7	0,8
F. Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD								
1. Report des crédits non utilisés	—	—	—	1,6	1,0	0,1	4,7	2,9
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	—	—	1,6	—	—	6,5	1,3	1,5
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	—	—	1,6	1,6	1,0	6,6	6,0	4,4
4. Dépenses de l'année	—	—	—	0,6	0,9	1,9	3,1	3,0
5. Crédits non utilisés; à reporter	—	—	1,6	1,0	0,1	4,7	2,9	1,4

	G. Autres fonds d'affectation spéciale							
1. Report des crédits non utilisés	0,4	1,3	3,3	5,0	5,6	6,8	5,7	5,4
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	7,1	5,0	4,9	4,3	4,5	3,6	5,0	12,0
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	7,5	6,3	8,2	9,3	10,1	10,4	10,7	17,4
4. Dépenses de l'année	6,2	3,0	3,2	3,7	3,3	4,7	5,3	13,0
5. Crédits non utilisés; à reporter	1,3	3,3	5,0	5,6	6,8	5,7	5,4	4,4
	H. FNUDI[c]							
1. Report des crédits non utilisés	2,0	4,2	4,5	10,6	8,2	10,6	14,6	17,1
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	13,0	5,0	12,6	7,3	13,0	14,4	14,1	14,0
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	15,0	9,2	17,1	17,9	21,2	25,0	28,7	31,1
4. Dépenses de l'année	10,8	4,7	6,5	9,7	10,6	10,4	11,6	11,0
5. Crédits non utilisés; à reporter	4,2	4,5	10,6	8,2	10,6	14,6	17,1	20,1
	I. Fonds autres que ceux de l'ONUDI							
1. Report des crédits non utilisés	—	—	1,1	1,2	2,0	2,5	1,9	1.7
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	—	1,1	0,9	1,9	1,3	0,3	0,4	0.5
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	—	1,1	2,0	3,1	3,3	2,8	2,3	2.2
4. Dépenses de l'année	—	—	0,8	1,1	0,8	0,9	0,6	0.5
5. Crédits non utilisés; à reporter	—	1,1	1,2	2,0	2,5	1,9	1,7	1.7

[a]Ne comprend pas le coût des projets approuvés mais non exécutés au cours de l'année (avant 1978) ou de l'exercice biennal (depuis 1978).

[b]Comprend les fonds d'affectation spéciale pour les SIS avant 1973.

[c]Comprend le fonds général d'affectation spéciale de l'ONUDI.

TABLEAU 3A. ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE : PROJETS APPROUVES EN 1981 ET 1982, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Source de financement	*Nouveaux projets approuvés*			*Projets révisés*			*Montant net total des crédits approuvés pour les nouveaux projets et les projets révisés (milliers de dollars)*
	Nombre de projets	*Montant net des crédits approuvés (milliers de dollars)*	*Montant moyen des crédits approuvés (milliers de dollars)*	*Nombre de projets*	*Montant net des augmentations ou réductions des crédits (milliers de dollars)*	*Montant moyen des augmentations ou réductions des crédits (milliers de dollars)*	
				1981			
Programme ordinaire	136	2 608	19	49	260	5	2 868
PNUD/CIP et contreparties en espèces	144	38 873	270	507	20 379	40	59 252
PNUD/SIS	71	1 836	26	316	(602)	(2)	1 234
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	3	357	119	13	528	41	885
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	9	6 502	722	—	—	—	6 502
Autres fonds d'affectation spéciale	31	1 670	54	95	1 962	21	3 632
FNUDI	285	18 718	66	376	(4 360)	(12)	14 358
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	8	334	42	14	5	—	339
TOTAL	687	70 898	103	1 370	18 172	13	89 070
				1982			
Programme ordinaire	189	5 761	30	—	—	—	5 761
PNUD/CIP et contreparties en espèces	141	64 960	461	595	11 664	20	76 624
PNUD/SIS	149	5 282	35	94	10	—	5 292
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	3	602	201	18	78	4	680
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	6	1 198	200	8	111	14	1 309
Autres fonds d'affectation spéciale	32	6 128	192	102	(1 137)	(11)	4 991
FNUDI	184	14 579	79	292	(453)	(2)	14 126
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	13	743	57	18	(346)	(19)	397
TOTAL	717	99 253	138	1 127	9 927	9	109 180

TABLEAU 3B. ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE : COUT DES PROJETS AU 31 DECEMBRE 1982, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Source de financement	*Nombre de projets*	*Coût total des projets (milliers de dollars)*	*Coût moyen des projets (milliers de dollars)*
Programme ordinaire	189	5 761	30
PNUD/CIP et contreparties en espèces	821	406 490	495
PNUD/SIS	381	13 459	35
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	24	6 183	257
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	16	9 421	589
Autres fonds d'affectation spéciale	151	23 926	158
FNUDI	572	49 504	87
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	51	5 791	114
TOTAL	2 205	520 535	236

Note. Ventilation d'après la situation des projets :

	Nombre de projets	*Coût total des projets (milliers de dollars)*
Projets nouveaux ou en cours	1 301	390 769
Projets pour lesquels les travaux ont été achevés	292	41 053
Projets dont les comptes sont clos	612	88 713
	2 205	520 535

TABLEAU 4. DEPENSES CONSACREES AUX ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE EN 1981 ET 1982, PAR SOURCE DE FINANCEMENT ET PAR ELEMENT DE PROJET

Source de financement	*Agents engagés au titre de projets*		*Sous-traitance*	*Bourses et formation*	*Matériel*	*Dépenses diverses*	*Total*
	Nombre de mois de services d'experts	*Milliers de dollars*	*Milliers de dollars*	*Milliers de dollars*	*Milliers de dollars*	*Milliers de dollars*	*Milliers de dollars*
1981 — Dépenses effectives							
Programme ordinaire	209	2 016	153	1 056	147	95	3 467
PNUD/CIP et contreparties en espèces	4 464	30 175	12 266	4 519	16 002	1 229	64 191
PNUD/SIS	142	988	281	90	187	17	1 563
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	96	623	625	176	77	36	1 537
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	30	277	151	49	1 399	9	1 885
Autres fonds d'affectation spéciale	1 354	4 492	30	120	61	14	4 717
FNUDI[a]	306	2 610	2 313	3 815	1 543	187	10 378
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	120	828	—	59	16	2	905
TOTAL	6 721	42 009	15 819	9 884	19 342	1 589	88 643
1982 — Dépenses effectives							
Programme ordinaire	214	1 403	123	1 396	29	147	3 098
PNUD/CIP et contreparties en espèces	4 177	29 965	6 603	5 584	20 747	1 361	64 260
PNUD/SIS	318	2 226	540	115	167	34	3 082
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	27	197	343	70	230	29	869
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	85	745	190	122	2 017	32	3 106
Autres fonds d'affectation spéciale	1 450	4 960	—	214	105	50	5 329
FNUDI[a]	475	4 242	1 570	4 404	1 053	292	11 561
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	80	575	(119)	69	44	5	574
TOTAL	6 826	44 313	9 250	11 974	24 392	1 950	91 879

[a]Comprend le fonds général d'affectation spéciale de l'ONUDI.

TABLEAU 5. ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE : DEPENSES CONSACREES AUX PROJETS DE 1977 A 1983, PAR PROGRAMME ET ELEMENT DE PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme/élément de programme	*Dépenses effectives*						*Prévisions*
	1977	*1978*	*1979*	*1980*	*1981*	*1982*	*1983*
Bureau du Directeur exécutif	—	—	—	—	—	89	100
Division de la coordination des politiques	304	435	1 082	1 233	498	832	300
Division des opérations industrielles							
Formulation et direction du programme	780	417	473	538	709	724	1 100
Planification industrielle	3 605	4 487	4 976	4 013	4 262	4 438	5 100
Infrastructure institutionnelle	6 116	7 706	9 752	11 295	12 690	11 912	14 000
Création et gestion d'usines	2 104	2 535	2 695	3 508	4 542	3 728	4 600
Formation	4 646	4 928	6 721	6 765	6 230	6 715	7 600
Etudes de réalisation	2 022	2 057	2 358	3 525	4 320	4 812	5 700
Agro-industries	6 391	7 434	8 485	9 611	8 382	12 181	11 500
Industries métallurgiques	4 498	8 829	9 053	6 286	8 222	9 241	5 900
Industries mécaniques	5 742	5 823	7 143	10 095	14 426	13 963	14 300
Industries chimiques	5 859	8 472	15 126	16 522	21 318	18 909	18 200
Programme de coopération en matière d'investissement	431	641	1 396	1 609	2 004	2 517	3 600
Division des études industrielles	1 279	1 344	1 174	1 196	1 014	1 639	1 400
Division des services de conférence, de l'information et des relations extérieures	70	—	29	62	17	126	100
Non spécifié	39	59	51	22	9	103	—
TOTAL	43 886	55 167	70 514	76 280	88 643	91 879	93 500

TABLEAU 6. DEPENSES CONSACREES AUX ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE EN 1982, PAR SOURCE DE FINANCEMENT ET PAR ELEMENT DE PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme/élément de programme	*Programme ordinaire*	*PNUD/CIP et contre-parties en espèces*	*PNUD/ Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales*	*PNUD/ SIS*	*Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD*	*Autres fonds d'affectation spéciale*	*FNUDI*	*Fonds autres que ceux de l'ONUDI*	*Total*
Bureau du Directeur exécutif									
Décennie du développement industriel de l'Afrique	—	—	—	—	—	—	39	—	39
Coordination des politiques									
Négociations	16	—	—	—	—	49	296	—	361
Etudes des rapports sur les activités hors siège	—	—	—	—	—	53	—	—	53
Organisations non gouvernementales	40	—	—	—	—	—	4	—	44
Pays les moins avancés	19	—	—	—	—	—	—	—	19
Coopération économique entre pays en développement	101	—	36	—	—	—	188	30	355
Total partiel	176	—	36	—	—	102	488	30	832
Opérations industrielles									
Programme de coopération en matière d'investissements	29	732	71	—	—	125	1 560	—	2 517
Planification industrielle	81	3 651	—	20	—	254	151	281	4 438
Infrastructure institutionnelle	12	10 245	27	210	50	873	429	66	11 912
Création et gestion d'usines	7	3 209	61	188	—	56	207	—	3 728
Formation	1 306	2 024	—	22	—	104	3 259	—	6 715
Etudes de réalisation	80	3 690	—	243	—	625	171	3	4 812
Agro-industries	165	9 062	130	473	35	48	2 085	183	12 181
Industries métallurgiques	58	5 585	349	567	1 899	140	132	—	9 241
Industries mécaniques	79	13 313	(1)	334	—	—	749	—	13 963
Industries chimiques	173	12 487	205	904	1 100	2 618	1 471	(49)	18 909
Formulation et direction du programme	404	160	—	47	—	—	113	—	724
Total partiel	2 394	64 158	842	3 008	3 084	4 843	10 327	484	89 140

Etudes industrielles	
Etudes mondiales et conceptuelles	—
Etudes par région et par pays	—
Etudes sectorielles	—
Mise au point et transfert des techniques	38
Service de consultation technologique	—
Information industrielle	10
Services généraux d'information industrielle	—
Formulation et direction du programme	355
Total partiel	403
Services de conférence, information et relations extérieures	33
Non spécifié	92
TOTAL GENERAL	3 098

—	—	—	—	—	47	—	47
79	—	19	—	170	160	—	428
—	—	—	—	—	14	—	14
12	(9)	49	22	69	362	42	585
—	—	6	—	—	5	—	11
—	—	—	—	152	(2)	17	177
—	—	—	—	—	4	—	4
—	—	—	—	—	17	1	373
91	(9)	74	22	391	607	60	1 639
—	—	—	—	—	93	—	126
11	—	—	—	(7)	7	—	103
64 260	869	3 082	3 106	5 329	11 561	574	91 879

TABLEAU 7. DEPENSES CONSACREES AUX ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE, PAR ZONE GEOGRAPHIQUE, 1976 A 1983

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Dépenses effectives								*Prévisions*
Zone	*1976*	*1977*	*1978*	*Zone*	*1979*	*1980*	*1981*	*1982*	*1983*
Afrique				Afrique					
Projets par pays	12 809	11 432	15 128	Projets par pays[a]	21 015	24 106	32 756	29 137	29 000
Projets régionaux	746	783	1 040	Projets régionaux	1 372	1 469	1 589	1 828	2 000
Total partiel	13 555	12 215	16 168	Total partiel	22 387	25 575	34 345	30 965	31 000
Amériques				Amériques					
Projets par pays	6 195	4 764	5 890	Projets par pays	9 716	8 782	9 477	9 601	11 000
Projets régionaux	484	777	728	Projets régionaux	445	920	855	1 141	1 000
Total partiel	6 679	5 541	6 618	Total partiel	10 161	9 702	10 332	10 742	12 000
Asie et Pacifique				Asie et Pacifique					
Projets par pays	9 091	13 555	17 554	Projets par pays	18 288	22 097	27 185	32 658	33 800
Projets régionaux	335	459	553	Projets régionaux	1 583	1 131	1 539	1 034	1 200
Total partiel	9 426	14 014	18 107	Total partiel	19 871	23 228	28 724	33 692	35 000
Etats arabes[b]				Etats arabes[b]					
				Projets par pays	9 453	9 315	11 355	10 726	11 500
				Projets régionaux	346	405	456	997	1 000
					9 799	9 720	11 811	11 723	12 500
				Projets par pays (Etats arabes d'Afrique)[c]	(6 038)	(5 602)	(6 803)	(6 581)	(7 000)
				Total partiel	3 761	4 118	5 008	5 142	5 500
Europe et Asie occidentale				Europe					
Projets par pays	5 672	6 648	8 511	Projets par pays	6 761	5 804	3 487	3 241	3 500
Projets régionaux	371	325	15	Projets régionaux	22	16	46	410	500
Total partiel	6 043	6 973	8 526	Total partiel	6 783	5 820	3 533	3 651	4 000
Projets mondiaux et interrégionaux	4 274	5 143	5 748	Projets mondiaux et interrégionaux	7 551	7 837	6 701	7 687	6 000
TOTAL GENERAL	39 977	43 886	55 167	TOTAL GENERAL	70 514	76 280	88 643	91 879	93 500

[a]Comprend les Etats arabes d'Afrique.

[b]Avant 1979, les Etats arabes figuraient soit dans la rubrique "Afrique" (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan et Tunisie) soit dans la rubrique "Europe et Asie occidentale" (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Yémen et Yémen démocratique).

[c]Montants défalqués car figurant déjà dans la rubrique "Afrique".

TABLEAU 8. ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE : DEPENSES CONSACREES AUX PROJETS EN 1982

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Afrique[a]	*Amériques*	*Asie et Pacifique*	*Etats arabes*[b]		*Europe*	*Projets mondiaux et interrégionaux*	*Total*
A. Par source de financement et par zone géographique								
Programme ordinaire	854	334	380	197	(19)	66	1 286	3 098
PNUD/CIP et contreparties en espèces	21 750	7 268	28 938	6 606	(3 569)	3 261	6	64 260
PNUD/SIS	1 083	1 027	623	385	(242)	206	—	3 082
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	586	46	211	—	—	—	26	869
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	729	906	1 471	233	(233)	—	—	3 106
Autres fonds d'affectation spéciale	3 082	134	395	3 775	(2 526)	55	414	5 329
FNUDI	2 630	986	1 416	522	8	63	5 936	11 561
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	251	41	258	5	—	—	19	574
TOTAL	30 965	10 742	33 692	11 723	(6 581)	3 651	7 687	91 879
B. Par élément de projet et par zone géographique								
Agents engagés au titre de projets	21 260	6 077	8 937	9 266	(5 022)	1 421	2 374	44 313
Sous-traitance	2 652	872	4 508	410	(247)	389	666	9 250
Bourses et formation	2 379	821	3 463	800	(252)	693	4 070	11 974
Matériel	3 799	2 704	16 395	1 086	(970)	1 035	343	24 392
Divers	875	268	389	161	(90)	113	234	1 950
TOTAL	30 965	10 742	33 692	11 723	(6 581)	3 651	7 687	91 879

[a]Comprend les montants afférents aux projets par pays dans les Etats arabes d'Afrique.

[b]Les montants figurant entre parenthèses se rapportent aux projets par pays entrepris dans les Etats arabes d'Afrique seulement, et ont été déduits des montants indiqués dans la dernière colonne "Total", car ils apparaissent déjà à la rubrique "Afrique".

TABLEAU 9. DEPENSES IMPUTEES AU BUDGET ORDINAIRE ET AUX FONDS POUR FRAIS GENERAUX, PAR ELEMENT DE PROGRAMME ET PAR OBJET DE DEPENSE, 1982

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme/élément de programme	*Dépenses de personnel*	*Consultants*	*Réunions d'experts*	*Autres dépenses*	*Total*
Organes directeurs	729	—	—	142	871
Direction exécutive et administration[a]	1 340	8	—	143	1 491
Coordination des politiques					
Elaboration et évaluation des programmes	1 403	15	—	44	1 462
Coordination des programmes interorganisations	486	—	—	14	500
Négociations	1 425	290	152	152	2 019
Etudes des rapports sur les activités hors siège	290	—	—	236	526
Organisations non gouvernementales	288	7	—	14	309
Pays les moins avancés	444	—	—	19	463
Bureau de liaison à New York	359	—	—	41	400
Formulation et direction du programme	536	—	—	130	666
Coopération économique entre pays en développement	457	—	—	27	484
Total partiel	5 688	312	152	677	6 829
Opérations industrielles					
Programme de coopération en matière d'investissements	1 204	106	22	69	1 401
Planification industrielle	703	11	10	18	742
Infrastructure institutionnelle	1 067	—	—	21	1 088
Création et gestion d'usines	757	6	—	33	796
Formation	1 103	8	—	10	1 121
Etudes de réalisation	507	29	—	12	548
Agro-industries	943	29	—	31	1 003
Industries métallurgiques	602	5	—	17	624
Industries mécaniques	862	—	7	30	899
Industries chimiques	1 477	42	—	56	1 575
Recrutement des agents engagés au titre de projets[b]	1 488	—	—	10	1 498
Achats et marchés	1 097	—	—	10	1 107
Formulation et direction du programme	1 054	23	—	58	1 135
Total partiel	12 864	259	39	375	13 537
Etudes industrielles					
Etudes mondiales et conceptuelles	761	328	17	24	1 130
Etudes par région et par pays	1 203	211	—	30	1 444
Etudes sectorielles	943	206	5	31	1 185
Mise au point et transfert des techniques	695	310	20	81	1 106
Service de consultation technologique	196	79	10	5	290
Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB)	360	18	—	9	387
Information industrielle	487	3	—	45	535
Formulation et direction du programme	1 273	85	—	24	1 382
Total partiel	5 918	1 240	52	249	7 459
Services de conférence, information et relations extérieures					
Secrétariat du Conseil du développement industriel	280	—	—	—	280
Relations avec les gouvernements et organisations intergouvernementales	310	—	—	14	324

Programme/élément de programme	*Dépenses de personnel*	*Consultants*	*Réunions d'experts*	*Autres dépenses*	*Total*
Services de conférence, information et relations extérieures *(suite)*					
Information	540	—	—	57	597
Formulation et direction du programme	228	—	—	28	256
Services de conférence	5 326	—	—	511	5 837
Total partiel	6 684	—	—	610	7 294
Services administratifs et services communs					
Service financier	2 222	—	—	44	2 266
Service du personnel	1 779	—	—	240	2 019
Services généraux	1 670	—	—	4	1 674
Traitement électronique des données	544	—	—	573	1 117
Direction du programme	442	—	—	400	842
Total partiel	6 657	—	—	1 261	7 918
TOTAL GENERAL	39 880	1 819	243	3 457	45 399

[a] Y compris la représentation de l'ONUDI à Genève.

[b] Y compris le Service de recrutement pour l'assistance technique à Genève et à New York.

Appendices

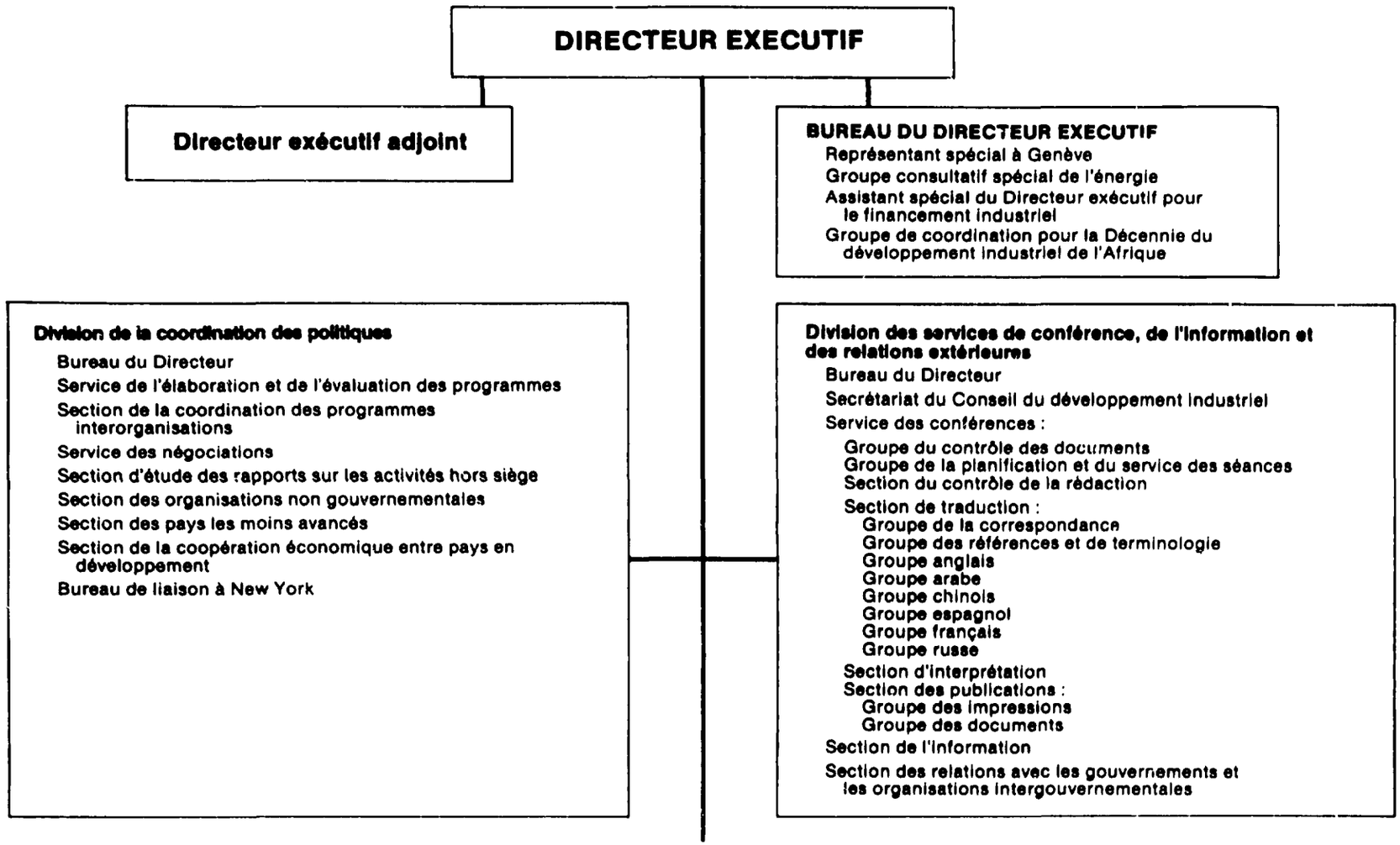
TABLE DES MATIERES

		Pages
A.	Organigramme de l'ONUDI	238
B.	Accords signés en 1982 entre l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies	240
C.	Programmes de formation collective organisés et boursiers placés en 1982	241
D.	Programme ordinaire pour 1982 : montant de l'assistance approuvé par le Conseil du développement industriel et montant de l'assistance fournie	247
E.	Projets de l'ONUDI dans le domaine de la promotion des investissements lancés par le Service de promotion des investissements en 1982	247
F.	Projets confiés à l'ONUDI au titre des programmes par pays	249
G.	Répartition du personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur	251
H.	Répartition des postes de conseiller industriel prinicipal hors siège et d'administrateur adjoint en 1982	256
I	Principales publications de l'ONUDI : études, rapports et collections publiés en 1982	260
J.	Répartition géographique des experts	261
K.	Liste des études entreprises par la Division des études industrielles en 1982	263
L.	Etudes en cours de rédaction ou achevées en 1982 (autres que celles établies par la Division des études industrielles)	274
M.	Réunions d'experts, colloques, séminaires, journées d'étude, stages et autres réunions, à l'exception des stages de formation, qui ont eu lieu en 1982	275
N.	Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	282
O.	Assistance technique fournie par l'ONUDI aux pays les moins avancés du 1er janvier au 31 décembre 1982	287

APPENDICE A

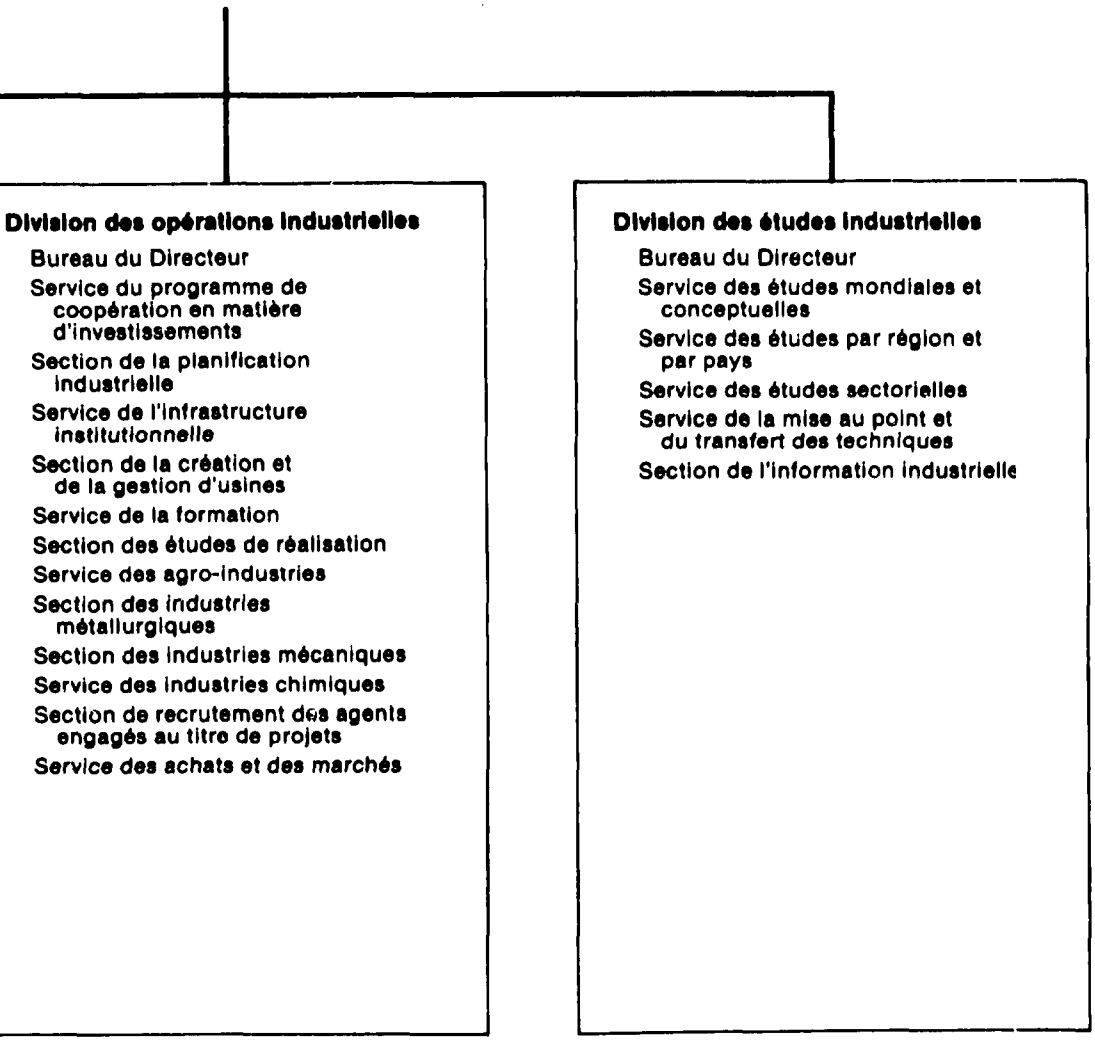
Organigramme de l'ONUDI

(au 31 décembre 1982)



Division de l'administration

- Bureau du Directeur
- Groupe de liaison juridique
- Section du traitement électronique de l'information
- Service financier :
  - Section du budget
  - Section de la gestion financière
  - Section de la comptabilité et des paiements
  - Trésorerie
- Service du personnel :
  - Section d'administration du personnel :
    - Groupe des experts
    - Groupe du Secrétariat
  - Section de recrutement du Secrétariat
  - Section des services spéciaux :
    - Groupe des cours de langues
    - Groupe du bien-être du personnel et de la sécurité sociale
- Services généraux :
  - Groupe du contrôle des stocks
  - Groupe des voyages et des transports
  - Section des bâtiments
  - Groupe des communications, des archives et des dossiers


Division des opérations industrielles
Bureau du Directeur
Service du programme de coopération en matière d'investissements
Section de la planification industrielle
Service de l'infrastructure institutionnelle
Section de la création et de la gestion d'usines
Service de la formation
Section des études de réalisation
Service des agro-industries
Section des industries métallurgiques
Section des industries mécaniques
Service des industries chimiques
Section de recrutement des agents engagés au titre de projets
Service des achats et des marchés
Division des études industrielles
Bureau du Directeur
Service des études mondiales et conceptuelles
Service des études par région et par pays
Service des études sectorielles
Service de la mise au point et du transfert des techniques
Section de l'information industrielle

APPENDICE B

Accords signés en 1982 entre l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies[a]

TABLE DES MATIERES

	Page
Fonds international de développement agricole	240

ARRANGEMENTS DE COOPERATION ONUDI/FIDA
(extraits d'une lettre d'accord)

a) Les deux organisations [le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)] collaboreront étroitement et se consulteront l'une l'autre sur les questions d'intérêt commun, et à cette fin veilleront notamment à se tenir mutuellement au courant des activités pour lesquelles chacune pourrait requérir l'assistance de l'autre le plus tôt possible, de préférence s'agissant des projets, dès le stade de la préplanification, et échangeront l'information pertinente et les documents y relatifs;

b) Chaque fois que le FIDA aura besoin des services consultatifs ou d'une assistance technique de l'ONUDI pour une activité d'intérêt commun pour les deux organisations, l'ONUDI étudiera les moyens de fournir les services spécialisés voulus. De même, le FIDA pourra envisager de financer, en conformité avec ses instruments, politiques et procédures statutaires, tout programme ou projet d'assistance technique que l'ONUDI pourra proposer;

c) Chacune des parties invitera l'autre à assister aux réunions de ses organes directeurs en qualité d'observateur;

d) La coopération visée aux paragraphes qui précèdent portera sur les questions réputées de part et d'autre concernant des activités directement liées au développement agricole, et à la production et à la transformation alimentaires dans les pays en développement membres des deux organisations;

---

[a]Pour les accords signés avant 1982 et toujours en vigueur, voir les rapports annuels précédents :

	Cotes	Pages
Commissions régionales		
Commission économique pour l'Afrique	ID/B/180	222
Commission économique pour l'Europe	ID/B/180	224
Commission économique pour l'Amérique latine	ID/B/200	158
Commission économique pour l'Asie occidentale	ID/B/200	160
	et ID/B/220	146
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	ID/B/180	228
Autres organismes des Nations Unies		
Programme des Nations Unies pour l'environnement	ID/B/180	230
Programme des Nations Unies pour le développement	ID/B/280	208
Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	ID/B/220	147
Institutions spécialisées		
Organisation internationale du Travail	ID/B/180	232
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	ID/B/180	236
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	ID/B/240	140
Organisation mondiale de la santé	ID/B/180,	251
	ID/B/240	157
	et ID/B/280	206
Organisation maritime internationale	ID/B/220	150
• • •		
Centre (CNUCED/GATT) du commerce international	ID/B/180	252

e) Afin de faciliter la coopération et de promouvoir les activités conjointes, les deux organisations ont désigné les points de contact suivants : la Division des relations extérieures du *Département des affaires générales* du FIDA d'une part, la Section de la coordination des programmes interorganisations de la Division de la coordination des politiques de l'ONUDI d'autre part. Ces services organiseront des réunions de coordination intersecrétariats suivant les besoins;

f) A la demande du FIDA ou de l'ONUDI, la présente lettre d'accord pourra être amendée ou complétée par consentement mutuel, comme il pourra s'avérer souhaitable à la lumière de l'expérience acquise. Tout amendement de ce genre prendra effet dès que chacune des deux organisations aura satisfait à ses exigences propres en matière de procédure régulière.

Le Directeur exécutif
de l'Organisation des Nations Unies
pour le développement industriel,

(Signé) Abd-El Rahman Khane

Le Président
du Fonds international
de développement agricole,

(Signé) M. Abdelmuhsin M. Al-Sudeary

7 avril 1982

APPENDICE C

Programmes de formation collective organisés et boursiers placés en 1982

TABLEAU 1. STAGES DE FORMATION COLLECTIVE EN ENTREPRISE ORGANISES EN 1982

Secteur	*Pays hôte*	*Nombre total de participants*	*Nombre de participants provenant de PMA*	*Participants de sexe féminin*
Technologie des matières plastiques	Autriche	20	7	—
Entretien du matériel ferroviaire	Belgique, Côte d'Ivoire, Haute-Volta	12	6	—
Moteurs diesel	Chine	14	2	—
Etudes et plans industriels	Egypte	22	1	1
Industrie pharmaceutique	France	21	7	9
Entretien de l'équipement électronique biomédical	Hongrie	13	2	—
Conception de chaussures et d'articles en cuir	Italie	25	—	4
Technique de la fonderie	Pologne	14	7	—
Gestion de la fabrication de biens industriels	République-Unie du Cameroun	19	4	—
Industrie pétrochimique	Roumanie	12	2	4
Planification des installations	Sri Lanka	10	2	1
Contrôle de la qualité	Sri Lanka	19	2	3
Moteurs diesel	Tchécoslovaquie	17	7	—
Systèmes d'entretien informatisé dans la métallurgie	Tchécoslovaquie	18	1	1

TABLEAU 1 *(suite)*

Secteur	*Pays hôte*	*Nombre total de participants*	*Nombre de participants provenant de PMA*	*Participants de sexe féminin*
Industrie du ciment[a]	Turquie	29	19	—
Exploitation de petites fonderies	Turquie	12	8	—
Industrie du sucre de betteraves	Turquie	11	4	—
Sidérurgie[a]	URSS	38	7	1
Travail et stockage des grains	URSS	15	4	1
Usinage du riz	URSS	14	5	1
Industrie des engrais	URSS	15	2	—
Soudure électrique[a]	URSS	29	8	1
Industrie des métaux	URSS	15	3	—
Information industrielle	URSS	25	6	8
Gestion des entreprises agro-industrielles	Yougoslavie	18	3	2
	TOTAL	457	119	37

[a]Deux stages ont eu lieu en 1982.

TABLEAU 2. AUTRES PROGRAMMES DE FORMATION COLLECTIVE EN 1982

Secteur	*Pays hôte*	*Nombre total de participants*	*Nombre de participants provenant de PMA*	*Participants de sexe féminin*
Direction de la formation industrielle	Autriche	14	13	2
Production et application des fibres synthétiques	Autriche	12	6	1
Entretien des usines d'engrais	Autriche	11	3	—
Contrôle de l'environnement	Belgique	25	5	10
Groupe mobile — journées d'étude sur le développement des projets	Bénin Côte d'Ivoire Haute-Volta Togo	65	28	8
Gestion de l'énergie industrielle	Brésil	285	1	9
Elaboration, évaluation et financement des projets industriels	Burundi	24	17	3
Industrie pharmaceutique	Chine	20	6	5
Petites et moyennes entreprises	Côte d'Ivoire	82	14	1
Industries du meuble et de la menuiserie	Finlande	28	2	—
Elaboration, évaluation et financement des projets industriels	France	25	13	4
Economies d'énergie dans l'industrie du ciment	France	19	5	—
Petites et moyennes entreprises	France	14	9	1
Groupe mobile — formation de moniteurs	Haute-Volta	9	5	—
Production de médicaments en usine polyvalente	Hongrie	14	—	2

Secteur	Pays hôte	Nombre initial de participants	Nombre de participants provenant de PMA	Participants de sexe féminin
Gestion de l'énergie dans l'industrie du verre	Italie	19	5	—
Choix des machines à bois	Italie	48	6	—
Planification industrielle[a]	Japon	21	5	2
Financement des entreprises industrielles par des banques de développement	Maurice Inde	20	5	2
Préparation des études de projets	Philippines	18	13	7
Services consultatifs pour les petites entreprises	Philippines	11	11	1
Banques de développement industriel	Philippines	24	3	1
Gestion de l'énergie industrielle	Philippines	16	—	2
Formulation des pesticides	République démoratique allemande	15	4	5
Planification industrielle	République démocratique allemande	20	9	4
Industrie de l'imprimerie	République démocratique allemande	14	6	—
Entretien dans l'industrie	République-Unie du Cameroun	14	—	—
Herbes médicinales	Roumanie	13	18	3
Sang et fractions du sang pour les pays en développement	Suède	26	4	3
Utilisation de l'ordinateur dans la gestion industrielle	Thaïlande	34	1	4
Gestion de la promotion dans l'industrie mécanique	Thaïlande	26	—	—
Formation à la gestion des entreprises publiques	Yougoslavie	13	3	1
Utilisation de l'énergie solaire	Yougoslavie	5	4	—
	TOTAL	1 084	214	106

[a]Deux stages ont eu lieu en 1982.

TABLEAU 3. NOMBRE DE STAGES INDIVIDUELS ET DE VOYAGES D'ETUDE AYANT DEBUTE EN 1982, PAR PAYS D'ORIGINE DES BOURSIERS

Pays d'origine	Nombre de boursiers placés			
	PNUD	Programme ordinaire	Autres programmes	Total
Afghanistan	6	—	—	6
Albanie	4	—	—	4
Algérie	2	—	1	3
Arabie saoudite	1	—	—	1
Argentine	21	—	—	21
Bangladesh	27	1	—	28
Bénin	—	4	—	4
Bhoutan	2	—	—	2
Birmanie	10	—	—	10
Brésil	20	—	5	25

TABLEAU 3 *(suite)*

Pays d'origine	*Nombre de boursiers placés*			
	PNUD	*Programme ordinaire*	*Autres programmes*	*Total*
Bulgarie	147	33	—	180
Burundi	—	—	2	2
Chili	4	—	—	4
Chine	108	3	12	123
Congo	1	—	—	1
Costa Rica	6	3	—	9
Côte d'Ivoire	5	—	—	5
Cuba	6	3	—	9
Egypte	55	—	2	57
El Salvador	4	—	—	4
Equateur	2	1	—	3
Ethiopie	44	—	—	44
Fidji	1	1	—	2
Gambie	—	1	—	1
Ghana	—	1	—	1
Guatemala	5	—	—	5
Guinée	3	—	—	3
Guyane	3	1	—	4
Haïti	2	1	—	3
Haute-Volta	—	5	—	5
Honduras	4	1	—	5
Hongrie	33	—	4	37
Inde	71	4	1	76
Indonésie	27	1	—	28
Iraq	6	—	12	18
Jamahiriya arabe libyenne	4	—	—	4
Jamaïque	6	1	9	16
Jordanie	3	—	—	3
Kenya	28	1	3	32
Lesotho	1	1	—	2
Liban	1	—	1	2
Libéria	5	—	—	5
Malaisie	20	—	—	20
Malawi	—	2	—	2
Mali	7	—	—	7
Maroc	2	—	—	2
Maurice	1	—	—	1
Mauritanie	—	1	—	1
Mexique	—	1	—	1
Mongolie	—	—	1	1
Mozambique	6	1	—	7
Namibie	—	—	10	10
Népal	2	2	- -	4
Nicaragua	1	—	—	1
Niger	7	1	—	8
Nigéria	6	—	4	10
Oman	4	—	—	4
Ouganda	—	1	—	1
Pakistan	7	—	4	11
Panama	4	—	—	4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	1	—	2
Paraguay	—	1	—	1
Pérou	—	3	—	3
Philippines	5	1	11	17
Pologne	11	—	—	11
Portugal	5	1	—	6
Qatar	2	—	—	2

Pays d'origine	Nombre de boursiers placés			
	PNUD	Programme ordinaire	Autres programmes	Total
République arabe syrienne	13	—	4	17
République de Corée	6	—	—	6
République populaire démocratique de Corée	5	—	—	5
République-Unie de Tanzanie	53	1	1	55
République-Unie du Cameroun	—	—	1	1
Roumanie	22	—	—	22
Rwanda	3	—	—	3
Samoa	—	1	—	1
Sénégal	15	—	—	15
Sierra Leone	3	3	—	6
Somalie	2	—	—	2
Soudan	3	3	2	8
Sri Lanka	15	4	—	19
Swaziland	—	2	—	2
Tchécoslovaquie	27	—	—	27
Thaïlande	4	4	—	8
Togo	—	4	—	4
Trinité- et-Tobago	1	—	—	1
Tunisie	7	—	1	8
Turquie	49	5	—	54
Uruguay	6	2	—	8
Viet Nam	15	—	—	15
Yémen	1	—	—	1
Yémen démocratique	5	2	5	12
Yougoslavie	4	3	—	7
Zaïre	4	1	—	5
TOTAL	1 032	118	96	1 246

TABLEAU 4. STAGES INDIVIDUELS ET VOYAGES D'ETUDE AYANT DEBUTE EN 1982, PAR PAYS OU TERRITOIRE D'ACCUEIL[a]

Pays ou territoire d'accueil	Nombre de boursiers placés			
	PNUD	Programme ordinaire	Autres programmes	Total
Allemagne, République fédérale d'	197	15	20	232
Argentine	4	1	—	5
Australie	13	—	1	14
Autriche	140	12	23	175
Belgique	21	2	4	27
Bénin	—	2	—	2
Birmanie	—	—	1	1
Brésil	9	—	3	12
Bulgarie	1	—	—	1
Canada	28	2	6	36
Chine	13	2	—	15
Congo	—	1	—	1
Côte d'Ivoire	8	7	—	15
Danemark	15	2	1	18
Egypte	10	—	1	11
Espagne	33	1	—	34
Etats-Unis d'Amérique	156	7	12	175
Ethiopie	3	—	—	3

TABLEAU 4 *(suite)*

Pays d'accueil	*Nombre de boursiers placés*			
	PNUD	*Programme ordinaire*	*Autres programmes*	*Total*
Finlande	9	4	—	13
France	138	21	7	166
Grèce	3	1	—	4
Haute-Volta	—	3	—	3
Honduras	22	1	—	23
Hongkong	4	—	—	4
Hongrie	40	2	14	56
Inde	76	1	8	85
Indonésie	2	—	—	2
Irlande	34	2	—	36
Italie	50	1	6	57
Jamaïque	8	1	—	9
Japon	67	1	2	70
Kenya	1	—	5	6
Malaisie	8	—	—	8
Maroc	9	—	—	9
Maurice	2	1	—	3
Mexique	14	3	—	17
Nouvelle-Zélande	2	1	—	3
Norvège	4	—	—	4
Pays-Bas	25	—	5	30
Pakistan	1	—	—	1
Pérou	1	—	—	1
Philippines	21	—	—	21
Pologne	6	1	—	7
Portugal	3	2	—	5
République de Corée	2	—	—	2
République démocratique allemande	8	—	—	8
République-Unie de Tanzanie	6	—	—	6
République-Unie du Cameroun	2	—	—	2
Roumanie	2	—	—	2
Royaume-Uni	178	13	22	213
Saint-Vincent-et-Grenadines	3	—	—	3
Sénégal	3	—	—	3
Sierra Leone	—	6	—	6
Singapour	11	—	—	11
Somalie	—	—	3	3
Sri Lanka	3	—	—	3
Suède	25	2	3	30
Suisse	47	3	3	53
Tchécoslovaquie	30	—	2	32
Thaïlande	6	—	1	7
Togo	—	2	—	2
Tunisie	2	—	—	2
Turquie	2	—	—	2
Union des Républiques socialistes soviétiques	1	—	1	2
Venezuela	2	—	—	2
Yougoslavie	9	5	3	17
Zaïre	2	—	—	2
Zambie	—	3	5	8
TOTAL	1 545	134	162	1 841

[a]Lorsque le stage individuel ou le voyage d'etude suppose un séjour dans plusieurs pays ou territoires, il est pris en compte pour chacun de ceux-ci. Par conséquent, le total de ce tableau ne coïncide pas avec celui du tableau 3.

APPENDICE D

Programme ordinaire pour 1982 : montant de l'assistance approuvé par le Conseil du développement industriel et montant de l'assistance fournie

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Elément du programme	*Programme ordinaire pour 1982*	
	Montant approuvé par le Conseil pour l'exercice biennal 1982-1983	*Assistance fournie en 1982*
Formation du personnel des pays en développement dans divers domaines de l'industrie		
Bourses de perfectionnement	600	344
Stages de formation en groupe	900	600
Mise en place et renforcement de moyens de formation dans les pays en développement	700	151
Activités spécialement destinées aux pays en développement les moins avancés	2 200	947
Services consultatifs régionaux	800	365
Services consultatifs de courte durée	850	420
Coopération entre pays en développement	500	223
Consultations avec les gouvernements	145	48
TOTAL	6 695	3 098

APPENDICE E

Projets de l'ONUDI dans le domaine de la promotion des investissements lancés par le Service de promotion des investissements en 1982

Bureau de promotion des investissements	*Résumé du titre du projet*	*Pays bénéficiaires*	*Coût total du projet (en millions de dollars E.-U.)*
Bruxelles	Alcool industriel obtenu à partir de mélasse	Bangladesh	15,0
	Granulage des engrais	Bangladesh	3,7
	Alimentation animale	République-Unie du Cameroun	1,0
	Produits pharmaceutiques	Chine	n.d.

Bureau de promotion des investissements	*Résumé du titre du projet*	*Pays bénéficiaires*	*Coût total du projet (en millions de dollars E.-U.)*
Bruxelles *(suite)*	Brasserie et malterie	Chine	n.d.
	Tuyaux en amiante	Pakistan	15,8
	Equipement énergétique renouvelable	Sri Lanka	0,5
	Elevage intégré de volaille	Soudan	38,0
	Finissage du cuir et conception de chaussures	Tunisie	3,7
Cologne	Fabrication de céramique	Zambie	3,0
	Fabrication de fenêtres en aluminium	Arabie saoudite	1,8
	Réfrigérateurs et congélateurs	Maurice	1,5
	Exploitation de pierres précieuses et semi-précieuses	Rwanda	0,22
	Carrelage pour planchers et murs	Sénégal	6,2
	Briqueterie industrielle	Togo	7,2
	Culture et traitement des champignons	Zambie	0,5
New York	Tissage de tissu éponge	Sri Lanka	0,7
	Pêche hauturière et traitement du poisson	Bangladesh	20,0
	Articles en paille	Haïti	0,3
	Production de chemises	Haïti	0,5
	Production de chaussures	Haïti	1,5
	Textiles	Sénégal	65,0
	Montage d'ascenseurs	Indonésie	5,0
Paris	Presse à imprimer	Zimbabwe	1,0
	Briqueterie	Sénégal	n.d.
	Poisson surgelé	Sénégal	n.d.
Tokyo	Matériaux réfractaires	Indonésie	16,5
	Démolition de navires	Sri Lanka	2,6
	Modernisation de l'usine nationale de Kolonnawa	Sri Lanka	2,8
	Cordages et filets de fibres de noix de coco	Sri Lanka	0,1
	Autel bouddhiste	Sri Lanka	n.d.
Vienne	Equipement de lutte contre l'incendie	Argentine	n.d.
	Traitement de la viande	Egypte	4,0
	Rubans de machines à écrire	Thaïlande	1,0
	Cassettes pour machines à écrire électroniques	Malaisie	0,12
	Fabrication de vin	Chine	3,0
	Laque	Chine	10,0
	Poudre d'oxyde ferreux	Chine	5,3
	Téléphones à touches	Chine	12,0
Zurich	Usine de panneaux de particules	Colombie	1,7
	Production de charbon de bois, pyrolyse d'huile et raffinage de latex	Kenya	4,0
	Rechapage de pneus	Kenya	1,0
	Structures en acier	Maroc	n.d.

Note. n.d. : non disponible.

APPENDICE F

Projets confiés à l'ONUDI au titre des programmes par pays

TABLEAU 1. PROJETS CONFIES A L'ONUDI AU TITRE DES PROGRAMMES PAR PAYS APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PNUD DE JUIN 1981 A MAI 1982

(Par région géographique)

Région géographique	*Nombre de pays pour lesquels des programmes ont été approuvés*	*Montant total des CIP*	*Montant total programmé*	*Crédits alloués pour des projets de l'ONUDI*	*Part de l'ONUDI par le montant programmé (en pourcentage)*	*Nombre de projets*	
		(en millions de dollars des Etats-Unis)				*En cours*	*Nouveaux*
Afrique	26	850,35	679,41	96,67	14,23	47	92
Amériques	30	286,44	254,80	41,15	16,14	20	51
Asie et Pacifique	17	1 201,65	894,11	171,34	19,16	38	90
Etats arabes	11	163,00	202,24	34,85	17,23	12	33
(Etats arabes d'Afrique)[a]	(5)	(108,25)	(110,62)	(28,02)	(25,33)	(10)	(28)
Europe	10	69,75	65,05	17,02	26,16	14	27
TOTAL	89	2 462,94	1 984,99	333,01	16,77	121	265

[a]Les montants correspondants ont été défalqués car ils figurent déjà dans les rubriques "Afrique" et "Etats arabes".

TABLEAU 2. PROJETS CONFIES A L'ONUDI AU TITRE DES PROGRAMMES PAR PAYS APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PNUD DE JUIN 1981 A MAI 1982

(Par service organique de l'ONUDI)

Service organique de l'ONUDI	*Nombre de projets*		*Montants des apports du PNUD (en milliers de dollars)*	*Pourcentage du montant total*	*Répartition des projets selon leur importance*		
	En cours	*Nouveaux*			*Moins de 150 000 dollars*	*De 150 000 dollars à 1 million de dollars*	*Plus de 1 million de dollars*
Programme de coopération en matière d'investissements	1	5	1 743	0,5	2	4	—
Planification industrielle	7	3	8 090	2,5	2	5	3
Infrastructure institutionnelle	16	40	46 610	14,0	9	35	12
Création et gestion d'usines	4	21	17 010	5,1	6	12	7
Formation	7	4	5 700	1,7	3	6	2
Etudes de réalisation	8	20	14 660	4,4	8	16	4
Agro-industries	18	32	32 011	9,6	10	34	7
Industries métallurgiques	16	22	34 390	10,3	8	22	8
Industries mécaniques	12	35	78 984	23,7	7	31	9
Industries chimiques	31	71	89 291	26,8	23	63	16
Formulation des programmes (Bureau du Directeur de la Division des opérations industrielles) (projets relatifs à l'énergie)	1	11	4 520	1,4	3	9	—
TOTAL	121	265	333 009	100,0	81	237	68

TABLEAU 3. COMPARAISON ENTRE LES PROGRAMMES PAR PAYS APPROUVES POUR LE TROISIEME CYCLE (JUIN 1981-MAI 1982) ET LES PROGRAMMES DES MEMES PAYS POUR LE DEUXIEME CYCLE (1977-1981)[a]

Région géographique/pays (Nombre de programmes par pays)	*Deuxième cycle (1977-1981)*				*Troisième cycle (juin 1981–mai 1982)*			
			Projets de l'ONUDI				*Projets de l'ONUDI*	
	CIP	*Montant programmé*	*Montant total*	*Pourcentage du montant programmé*	*CIP*	*Montant programmé*	*Montant total*	*Pourcentage du montant programmé*
	(en millions de dollars des Etats-Unis)				*(en millions de dollars des Etats-Unis)*			
Afrique (22)[b]	370,05	322,29	43,30	13,44	768,35	611,72	88,92	14,05
Amériques (30)[c]	230,55	224,30	31,05	13,84	286,44	254,80	41,15	16,14
Asie et Pacifique (16)[f]	457,80	495,28	72,45	14,62	1 200,25	893,23	171,34	19,18
Etats arabes (10)[d]	123,50	114,48	19,74	17,24	157,75	198,37	34,75	17,51
[Etats arabes d'Afrique (4)][e]	(71,50)	(57,03)	(15,65)	(27,44)	(103,00)	(106,75)	(27,92)	(26,15)
Europe (8)[g]	59,00	57,52	14,81	25,74	56,00	49,35	15,42	31,24
TOTAL (82)	1 169,40	1 156,84	165,70	14,32	2 365,79	1 900,72	323,66	17,02

[a]Pour cette comparaison, il n'a pas été tenu compte des pays suivants :

Afrique : Angola (premier programme par pays dans le troisième cycle); Congo (pas de programme par pays dans le deuxième cycle); Zimbabwe (premier programme par pays dans le troisième cycle).

Asie et Pacifique : îles Cook (premier programme par pays dans le troisième cycle).

Etats arabes d'Afrique : Djibouti (premier programme par pays dans le troisième cycle).

Europe : Albanie (pas de programme par pays dans le deuxième cycle); Hongrie (pas de programme officiel par pays dans le deuxième cycle).

[b]Botswana, Burundi, Comores, Egypte, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maroc, Maurice, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Somalie, Tunisie, Zaïre, Zambie.

[c]Antigua, Antilles néerlandaises, Argentine, Bahamas, Barbade, Bermude, Brésil, Chili, Cuba, Dominique, Equateur, Grenade, Guyane, Haïti, Honduras, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Panama, Paraguay, pays et territoires couverts par le programme multi-insulaire des Caraïbes, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Venezuela.

[d]Bahrein, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Maroc, Oman, Tunisie, Yémen démocratique.

[e]Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Tunisie. Les montants correspondants ont été défalqués car ils figurent déjà dans les rubriques "Afrique" et "Etats arabes".

[f]Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Chine, Fidji, Iles Salomon, Inde, Malaisie, Maldives, Népal, Pakistan, Philippines, Samoa, Singapour, Thaïlande, Viet Nam.

[g]Bulgarie, Malte, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie.

APPENDICE G

Répartition du personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur

TABLEAU I. REPARTITION DU PERSONNEL DE LA CATEGORIE DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR DE L'ONUDI, Y COMPRIS LE PERSONNEL ENGAGE POUR MOINS D'UN AN, PAR NATIONALITE, AU 31 DECEMBRE 1982

Région/pays	*Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique*	*Nombre*	*Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique*[a]	*Nombre*	*Total*
Afrique					
Algérie	1 SGA, 1 D-1	2	—	—	2
Angola	1 P-2	1	—	—	1
Bénin	1 P-5	1	—	—	1
Burundi	1 P-4	1	—	—	1
Congo	1 D-2	1	—	—	1
Côte d'Ivoire	1 P-2	1	—	—	1
Egypte	1 D-1, 1 P-5, 1 P-4	3	2 P-4, 2 L-5	4	7
Ethiopie	1 D-1, 1 P-4	2	—	—	2
Ghana	1 P-4	1	—	—	1
Guinée	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
Haute-Volta	2 P-2	2	—	—	2
Jamahiriya arabe libyenne	2 P-4	2	—	—	2
Kenya	1 P-5	1	—	—	1
Lesotho	1 P-2	1	—	—	1
Libéria	1 P-2	1	—	—	1
Madagascar	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
Mali	1 P-5	1	—	—	1
Maroc	1 P-5, 1 P-3	2	—	—	2
Mauritanie	1 P-5	1	—	—	1
Niger	1 P-2	1	—	—	1
Nigéria	1 D-1	1	—	—	1
Ouganda	1 P-4	1	—	—	1
République-Unie du Cameroun	1 P-5, 1 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Rwanda	1 P-3	1	—	—	1
Somalie	2 P-4	2	—	—	2
Soudan	1 D-1, 1 P-5	2	—	—	2
Togo	1 P-3	1	—	—	1
Tunisie	1 P-5	1	—	—	1
Zaïre	1 P-4	1	—	—	1
Zambie	1 P-2	1	—	—	1
	TOTAL	43		4	47
Amérique du Nord et Antilles					
Barbade	1 P-2	1	—	—	1
Canada	3 P-5, 3 P-4, 5 P-3, 1 P-2	12	—	—	12
Etats-Unis	3 D-1, 14 P-5, 10 P-4, 7 P-3, 4 P-2	38	1 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 1 L-2	7	45
Grenade	1 P-4	1	—	—	1
Haïti	1 D-1	1	—	—	1

TABLEAU 1 *(suite)*

Région/pays	*Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique*	*Nombre*	*Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique*[a]	*Nombre*	*Total*
Amérique du Nord et Antilles (suite)					
Jamaïque	1 P-5	1	—	—	1
Trinité-et-Tobago	1 P-5	1	—	—	1
	TOTAL	55	—	7	62
Amérique latine					
Argentine	1 P-5, 2 P-3	3	1 P-4, 1 P-2	2	5
Bolivie	1 P-5	1	1 P-5	1	2
Brésil	2 P-5, 1 P-2	3	1 L-7	1	4
Chili	1 P-5	1	—	—	1
Colombie	3 P-3	3	1 P-3, 1 P-2	2	5
Costa Rica	2 P-3	2	—	—	2
Cuba	2 P-3	2	—	—	2
El Salvador	2 P-5, 1 P-3	3	—	—	3
Equateur	1 P-3	1	1 P-4	1	2
Guatemala	1 P-3	1	—	—	1
Guyana	1 P-4	1	—	—	1
Mexique	1 D-1	1	—	—	1
Panama	1 P-3	1	—	—	1
Pérou	1 P-4	1	—	—	1
Venezuela	1 P-5	1	—	—	1
	TOTAL	25		7	32
Asie et Pacifique					
Australie	2 P-5, 1 P-4, 1 P-3	4	—	—	4
Bangladesh	1 P-4	1	1 L-6	1	2
Birmanie	2 P-4	2	—	—	2
Chine	1 D-1, 2 P-5, 1 P-3	4	2 P-4, 2 P-3[b]	4	8
Inde	1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-1	4	1 L-7, 2 L-6, 3 L-5	6	10
Japon	1 D-1, 1 P-5, 5 P-4, 5 P-2	12	—	—	12
Malaisie	1 P-3	1	1 P-3	1	2
Népal	1 P-4	1	—	—	1
Nouvelle-Zélande	1 P-4, 1 P-2	2	—	—	2
Pakistan	1 D-2	1	1 L-5	1	2
Philippines	1 P-5, 1 P-4	2	—	—	2
Sri Lanka	—	—	1 L-7, 1 L-5	2	2
	TOTAL	34		15	49
Europe occidentale					
Allemagne, République fédérale d'	1 D-2, 1 D-1, 7 P-5, 6 P-4, 6 P-3, 2 P-2	23	—	—	23
Autriche	1 D-1, 1 P-5, 6 P-4, 5 P-3, 6 P-2	19	1 P-4, 2 P-3	3	22
Belgique	2 P-4, 3 P-3, 1 P-2	6	1 P-4	1	7
Danemark	4 P-4	4	—	—	4
Espagne	1 P-5, 1 P-3, 1 P-2	3	1 P-5, 5 P-3	6	9
Finlande	1 P-5, 2 P-4, 2 P-3	5	—	—	5
France	1 SSG, 1 D-1, 1 P-5, 2 P-4, 3 P-3, 1 P-2	9	4 P-4, 6 P-3[c], 1 L-6	11	20
Grèce	2 P-3, 1 P-2	3	—	—	3
Irlande	1 D-1, 2 P-4, 1 P-3, 1 P-2	5	1 P-4, 1 P-3	2	7
Italie	1 D-1, 3 P-5, 2 P-4, 1 P-3, 2 P-2	9	—	—	9

Région/pays	*Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique*	*Nombre*	*Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique*[a]	*Nombre*	*Total*
Europe occidentale (suite)					
Malte	1 P-4	1	—	—	1
Norvège	1 D-1, 1 P-3	2	—	—	2
Pays-Bas	1 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 3 P-2	7	—	—	7
Portugal	1 P-5, 2 P-4, 1 P-3	4	—	—	4
Royaume-Uni	1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 1 P-2	9	3 P-4, 2 P-3, 2 P-2	7	16
Suède	1 D-1, 2 P-5, 5 P-4	8	—	—	8
	TOTAL	117		30	147
Europe orientale					
Bulgarie	2 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Hongrie	4 P-5, 1 P-4	5	1 L-6	1	6
Pologne	1 P-5, 3 P-4, 2 P-3	6	1 L-6, 1 L-5	2	8
République démocratique allemande	2 P-5	2	—	—	2
RSS de Biélorussie	1 P-3	1	—	—	1
RSS d'Ukraine	1 P-4	1	—	—	1
Roumanie	1 P-5	1	—	—	1
Tchécoslovaquie	2 P-5	2	—	—	2
URSS	1 D-2, 2 D-1, 2 P-5, 15 P-4, 8 P-3, 1 P-2	29	1 P-4, 4 P-3	5	34
Yougoslavie	1 D-1, 1 P-5, 1 P-3, 1 P-2	4	—	—	4
	TOTAL	54		8	62
Moyen-Orient					
Afghanistan	1 P-4	1	—	—	1
Chypre	1 P-3	1	—	—	1
Iran (République islamique d')	2 P-5, 1 P-4, 1 P-2	4	—	—	4
Iraq	2 P-5, 1 P-3	3	—	—	3
Liban	2 P-5	2	—	—	2
République arabe syrienne	1 P-5, 1 P-4	2	—	—	2
Turquie	1 P-5, 3 P-3	4	—	—	4
Yémen	1 P-5	1	—	—	1
	TOTAL	18		—	18
Etats non membres					
Suisse	1 P-5	1	1 P-4	1	2
Apatrides	—	—	1 P-3	1	1
	TOTAL	1		2	3
TOTAL GENERAL	(98 nationalités)	347	(23 nationalités)	73	420

[a]Se composent principalement de postes exigeant certaines aptitudes linguistiques, mais aussi de 12 postes de conseiller technique spécial et de 5 postes de conseiller interrégional.

[b]Dont 1 poste de P-4 et 2 postes de P-3 imputés sur les fonds alloués à l'ONUDI pour du personnel temporaire affecté à des tâches spéciales, en vue d'assurer le service des conférences des Nations Unies.

[c]Dont 1 poste de P-3 imputé sur les fonds alloués à l'ONUDI pour du personnel temporaire affecté à des tâches spéciales, en vue d'assurer le service des conférences des Nations Unies.

TABLEAU 2. REPARTITION DU PERSONNEL DE LA CATEGORIE DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR DE L'ONUDI, Y COMPRIS LE PERSONNEL ENGAGE POUR MOINS D'UN AN, SELON LES LISTES DES ETATS ELIGIBLES AU CONSEIL DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (AU 31 DECEMBRE 1982)

Région/pays	*Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique*	*Nombre*	*Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique*[a]	*Nombre*	*Total*
	Pays de la liste A				
Afghanistan	1 P-4	1	—	—	1
Algérie	1 SGA, 1 D-1	2	—	—	2
Angola	1 P-2	1	—	—	1
Bangladesh	1 P-4	1	1 L-6	1	2
Bénin	1 P-5	1	—	—	1
Birmanie	2 P-4	2	—	—	2
Burundi	1 P-4	1	—	—	1
Chine	1 D-1, 2 P-5, 1 P-3	4	2 P-4, 2 P-3[b]	4	8
Congo	1 D-2	1	—	—	1
Côte d'Ivoire	1 P-2	1	—	—	1
Egypte	1 D-1, 1 P-5, 1 P-4	3	2 P-4, 2 L-5	4	7
Ethiopie	1 D-1, 1 P-4	2	—	—	2
Ghana	1 P-4	1	—	—	1
Guinée	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
Haute-Volta	2 P-2	2	—	—	2
Inde	1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-1	4	1 L-7, 2 L-6, 3 L-5	6	10
Iran (République islamique d')	2 P-5, 1 P-4, 1 P-2	4	—	—	4
Iraq	2 P-5, 1 P-3	3	—	—	3
Jamahiriya arabe libyenne	2 P-4	2	—	—	2
Kenya	1 P-5	1	—	—	1
Lesotho	1 P-2	1	—	—	1
Liban	2 P-5	2	—	—	2
Libéria	1 P-2	1	—	—	1
Madagascar	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
Malaisie	1 P-3	1	1 P-3	1	2
Mali	1 P-5	1	—	—	1
Maroc	1 P-5, 1 P-3	2	—	—	2
Mauritanie	1 P-5	1	—	—	1
Népal	1 P-4	1	—	—	1
Niger	1 P-2	1	—	—	1
Nigéria	1 D-1	1	—	—	1
Ouganda	1 P-4	1	—	—	1
Pakistan	1 D-2	1	1 L-5	1	2
Philippines	1 P-5, 1 P-4	2	—	—	2
République arabe syrienne	1 P-5, 1 P-4	2	—	—	2
République-Unie du Cameroun	1 P-5, 1 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Rwanda	1 P-3	1	—	—	1
Somalie	2 P-4	2	—	—	2
Soudan	1 D-1, 1 P-5	2	—	—	2
Sri Lanka	—	—	1 L-7, 1 L-5	2	2
Togo	1 P-3	1	—	—	1
Tunisie	1 P-5	1	—	—	1
Yémen	1 P-5	1	—	—	1
Yougoslavie	1 D-1, 1 P-5, 1 P-3, 1 P-2	4	—	—	4
Zaïre	1 P-4	1	—	—	1
Zambie	1 P-2	1	—	—	1
	TOTAL	76		19	95

Région/pays	*Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique*	*Nombre*	*Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique*[a]	*Nombre*	*Total*
		Pays de la liste B			
Allemagne, République fédérale d'	1 D-2, 1 D-1, 7 P-5, 6 P-4, 6 P-3, 2 P-2	23	—	—	23
Australie	2 P-5, 1 P-4, 1 P-3	4	—	—	4
Autriche	1 D-1, 1 P-5, 6 P-4, 5 P-3, 6 P-2	19	1 P-4, 2 P-3	3	22
Belgique	2 P-4, 3 P-3, 1 P-2	6	1 P-4	1	7
Canada	3 P-5, 3 P-4, 5 P-3, 1 P-2	12	—	—	12
Chypre	1 P-3	1	—	—	1
Danemark	4 P-4	4	—	—	4
Espagne	1 P-5, 1 P-3, 1 P-2	3	1 P-5, 5 P-3	6	9
Etats-Unis	3 D-1, 14 P-5, 10 P-4, 6 P-3, 4 P-2	38	1 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 1 L-2	7	45
Finlande	1 P-5, 2 P-4, 2 P-3	5	—	—	5
France	1 SSG, 1 D-1, 1 P-5, 2 P-4, 3 P-3, 1 P-2	9	4 P-4, 6 P-3[c], 1 L-6	11	20
Grèce	2 P-3, 1 P-1	3	—	—	3
Irlande	1 D-1, 2 P-4, 1 P-3, 1 P-2	5	1 P-4, 1P-3	2	7
Italie	1 D-1, 3 P-5, 2 P-4, 1 P-3, 2 P-2	9	—	—	9
Japon	1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 5 P-2	12	—	—	12
Malte	1 P-4	1	—	—	1
Norvège	1 D-1, 1 P-3	2	—	—	2
Nouvelle-Zélande	1 P-4, 1 P-2	2	—	—	2
Pays-Bas	1 P-5, 2 P-4, 1 P-3, 3 P-2	7	—	—	7
Portugal	1 P-5, 2 P-4, 1 P-3	4	—	—	4
Royaume-Uni	1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 3 P-4, 2 P-3, 1 P-2	9	3 P-4, 2 P-3, 2 P-2	7	16
Suède	1 D-1, 2 P-5, 5 P-4	8	—	—	8
Suisse	1 P-5	1	1 P-4	1	2
Turquie	1 P-5, 3 P-3	4	—	—	4
	TOTAL	191		38	229
		Pays de la liste C			
Argentine	1 P-5, 2 P-3	3	1 P-4, 1 P-2	2	5
Barbade	1 P-2	1	—	—	1
Bolivie	1 P-5	1	1 P-5	1	2
Brésil	2 P-5, 1 P-2	3	1 L-7	1	4
Chili	1 P-5	1	—	—	1
Colombie	3 P-3	3	1 P-3, 1 P-2	2	5
Costa Rica	2 P-3	2	—	—	2
Cuba	2 P-3	2	—	—	2
El Salvador	2 P-5, 1 P-3	3	—	—	3
Equateur	1 P-3	1	1 P-4	1	2
Grenade	1 P-4	1	—	—	1
Guatemala	1 P-3	1	—	—	1
Guyana	1 P-4	1	—	—	1
Haïti	1 D-1	1	—	—	1
Jamaïque	1 P-5	1	—	—	1
Mexique	1 D-1	1	—	—	1
Panama	1 P-3	1	—	—	1
Pérou	1 P-4	1	—	—	1
Trinité-et-Tobago	1 P-5	1	—	—	1
Venezuela	1 P-5	1	—	—	1
	TOTAL	30		7	37

TABLEAU 2 *(suite)*

Région/pays	*Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique*	*Nombre*	*Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique*[a]	*Nombre*	*Total*
	Pays de la liste D				
Bulgarie	2 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Hongrie	4 P-5, 1 P-4	5	1 L-6	1	6
Pologne	1 P-5, 3 P-4, 2 P-3	6	1 L-6, 1 L-5	2	8
République démocratique allemande	2 P-5	2	—	—	2
RSS de Biélorussie	1 P-3	1	—	—	1
RSS d'Ukraine	1 P-4	1	—	—	1
Roumanie	1 P-5	1	—	—	1
Tchécoslovaquie	2 P-5	2	—	—	2
URSS	1 D-2, 2 D-1, 2 P-5, 15 P-4, 8 P-3, 1 P-2	29	1 P-4, 4 P-3	5	34
	TOTAL	50		8	58
	Autres				
Apatrides	—	—	1 P-3	1	1
TOTAL GENERAL	(98 nationalités)	347	(23 nationalités)	73	420

[a]Se composent principalement de postes exigeant certaines aptitudes linguistiques, mais aussi de 12 postes de conseiller technique spécial et de 5 postes de conseiller interrégional.

[b]Dont 1 poste de P-4 et 2 postes de P-3 imputés sur les fonds alloués à l'ONUDI pour du personnel temporaire affecté à des tâches spéciales, en vue d'assurer le service des conférences des Nations Unies.

[c]Dont 1 poste de P-3 imputé sur les fonds alloués à l'ONUDI pour du personnel temporaire affecté à des tâches spéciales, en vue d'assurer le service des conférences des Nations Unies.

APPENDICE H

Répartition des postes de conseiller industriel principal hors siège et d'administrateur adjoint en 1982

TABLEAU 1. PAYS DU RESSORT DES CONSEILLERS INDUSTRIELS PRINCIPAUX HORS SIEGE ET DES ADMINISTRATEURS ADJOINTS[a]

Lieu d'affectation des conseillers industriels principaux hors siège	*Groupe de pays du ressort de chaque conseiller industriel principal hors siège*	*Pays d'affectation des administrateurs adjoints*	*Administrateurs adjoints : pays donateurs*
Afrique			
Luanda (Angola)	Angola Sao Tomé-et-Principe	Angola	Suède
Conakry (Guinée)	Cap-Vert Guinée Guinée-Bissau	Guinée	Belgique
Nairobi (Kenya)	Kenya Ouganda	Kenya	Danemark

Lieu d'affectation des conseillers industriels principaux hors siège	*Groupe de pays du ressort de chaque conseiller industriel principal hors siège*	*Pays d'affectation des administrateurs adjoints*	*Administrateurs adjoints : pays donateurs*
Afrique (suite)			
Antananarivo (Madagascar)	Comores		
	Madagascar	Madagascar	Pays-Bas[b]
	Maurice		
	Seychelles		
Maputo (Mozambique)	Lesotho	Lesotho	Danemark
	Mozambique	Mozambique	Suède
	Swaziland	Swaziland	Belgique
Niamey (Niger)	Bénin		
	Niger	Niger	Pays-Bas[b]
	Togo		Suisse[c]
Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	Malawi		
	République-Unie de Tanzanie	République-Unie de Tanzanie	Suède
Yaoundé (République-Unie du Cameroun)	République centrafricaine		
	République-Unie du Cameroun	République-Unie du Cameroun	Pays-Bas
	Tchad	Tchad	Suisse
Dakar (Sénégal)	Gambie		
	Mali	Mali	Belgique
	Mauritanie	Mauritanie	Belgique
	Sénégal	Sénégal	Belgique[c]
Freetown (Sierra Leone)	Ghana		
	Libéria		
	Sierra Leone	Sierra Leone	Danemark/ Suède[c]
Kinshasa (Zaïre)	Burundi		
	Rwanda	Rwanda	Allemagne, République fédérale d'
	Zaïre	Zaïre	Pays-Bas
Lusaka (Zambie)	Botswana		
	Zambie	Zambie	Danemark/ Pays-Bas[c]
	Zimbabwe	Zimbabwe	Danemark
Amériques			
Buenos Aires (Argentine)	Argentine	Argentine	Belgique
	Chili		
	Uruguay		
Bridgetown (Barbade)	Antigua-et-Barbuda		
	Bahamas		
	Barbade	Barbade	Allemagne, République fédérale d'
	Bermudes		
	Dominique		
	Grenade		
	Guyana	Guyana	Belgique
	Jamaïque	Jamaïque	Belgique
	Sainte-Lucie		
	Saint-Vincent-et-Grenadines		
	Trinité-et-Tobago et plusieurs territoires de la région	Trinité-et-Tobago	Allemagne, République fédérale d'

TABLEAU 1 *(suite)*

Lieu d'affectation des conseillers industriels principaux hors siège	*Groupe de pays du ressort de chaque conseiller industriel principal hors siège*	*Pays d'affectation des administrateurs adjoints*	*Administrateurs adjoints : pays donateurs*
Amériques (suite)			
Brasilia (Brésil)	Brésil	Brésil	Belgique
	Paraguay		
Tegucigalpa (Honduras)	Belize		
	Costa Rica	Costa Rica	Japon
	El Salvador	El Salvador	Belgique
	Guatemala	Guatemala	Belgique/ Allemagne, République fédérale d'[c]
	Honduras	Honduras	Allemagne, République fédérale d'
	Nicaragua		
	Panama	Panama	Belgique
Mexico (Mexique)	Cuba	Cuba	Norvège
	Mexique	Mexique	Pays-Bas
Lima (Pérou)	Bolivie	Bolivie	Allemagne, République fédérale d'
	Colombie	Colombie	Belgique
	Equateur		
	Pérou	Pérou	Allemagne, République fédérale d'
Caracas (Venezuela)	Haïti		
	République dominicaine	République dominicaine	Allemagne, République fédérale d'
	Venezuela	Venezuela	Pays-Bas[b]
Asie et Pacifique			
Dacca (Bangladesh)	Bangladesh	Bangladesh	Pays-Bas
Rangoon (Birmanie)	Birmanie		
	République démocratique populaire lao		
Beijing (Chine)	Chine		
Suva (Fidji)	Fidji		
	Iles Salomon		
	Kiribati		
	Nauru		
	Papouasie-Nouvelle-Guinée		
	Samoa	Samoa	Norvège[b]
	Tonga		
	Tuvalu		
	Vanuatu		
	et plusieurs territoires de la région		
New Delhi (Inde)	Bhoutan		
	Inde		
	Népal	Népal	Belgique
Jakarta (Indonésie)	Brunéi		
	Indonésie	Indonésie	Finlande
	Malaisie	Malaisie	Pays-Bas
	Singapour		

Lieu d'affectation des conseillers industriels principaux hors siège	*Groupe de pays du ressort de chaque conseiller industriel principal hors siège*	*Pays d'affectation des administrateurs adjoints*	*Administrateurs adjoints : pays donateurs*
Asie et Pacifique (suite)			
Islamabad (Pakistan)	Pakistan	Pakistan	Pays-Bas
Manille (Philippines)	Philippines	Philippines	Pays-Bas[b, c]
Séoul (République de Corée)	République de Corée[d]		
Colombo (Sri Lanka)	Maldives Sri Lanka	Sri Lanka	Pays-Bas/ Suède[c]
Bangkok (Thaïlande)	Hongkong Thaïlande	Thaïlande	Japon
Etats arabes			
Damas (République arabe syrienne)	Chypre Iraq Jordanie Liban République arabe syrienne	République arabe syrienne	Pays-Bas
Khartoum (Soudan)	Soudan		
Europe			
Ankara (Turquie)	Turquie	Turquie	Belgique

[a]Sept pays (Algérie, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Jamahiriya arabe libyenne, Nigéria, Tunisie, Viet Nam) où ne sont affectés que des administrateurs adjoints ne figurent pas dans le présent tableau.

[b]Administrateur adjoint originaire d'un pays en développement.

[c]Deux administrateurs adjoints ont successivement occupé le poste en 1982.

[d]Poste occupé par intérim.

TABLEAU 2. ADMINISTRATEURS ADJOINTS : PAYS DONATEURS

Pays	*Nombre d'administrateurs adjoints*
Belgique	17
Pays-Bas	15[a]
Allemagne, République fédérale d'	12
Danemark	5
Suède	5
Finlande	2
Japon	2
Norvège	2[b]
Suisse	2

[a]Dont 5 administrateurs adjoints originaires de pays en développement.

[b]Dont 1 administrateur adjoint originaire d'un pays en développement.

APPENDICE I

Principales publications de l'ONUDI : études, rapports et collections publiés en 1982[a]

Cote	*Titre*	*Langues*[a]
ID/B/18/Rev.6	Règlements intérieurs du Conseil du développement industriel	Ar*
ID/SER.H/3	Série "Formulation et évaluation des projets", nº 3. Guide pratique pour l'examen des projets. Analyse de coût-utilité du point de vue de la collectivité dans les pays en développement	C
ID/SER.H/4	Séries "Formulation et évaluation des projets", nº 4. Examen pratique des projets industriels : Analyse de coût-utilité du point de vue de la collectivité au Pakistan	C F*
ID/SER.M/6	Industrie et développement, nº 6	A*
ID/149	Guidelines for contracting for industrial projects in developing countries	C
ID/187	Série "Mise au point et transfert des techniques", nº 1. Systèmes nationaux d'acquisition des techniques	R
ID/203	Série "Mise au point et transfert des techniques", nº 6. Les techniques audiovisuelles au service de l'industrie	R
ID/204	La croissance de l'industrie pharmaceutique dans les pays en développement : problèmes et perspectives	R
ID/233	Série "Mise au point et transfert des techniques", nº 12. Principes directeurs pour l'évaluation des accords de transfert de technologie	F R
ID/244	Manuel pour l'évaluation des projets industriels	F*
ID/246	Série "Mise au point et transfert des techniques", nº 7. Techniques provenant des pays en développement (II)	F E
ID/247	Critères techniques pour le choix des machines à travailler le bois	A F
ID/251	Les femmes et l'industrialisation des pays en développement	F E
ID/261	Transformation industrielle des ressources naturelles	F* E*
ID/262	Série "Mise au point et transfert des techniques", nº 15. Technological self-reliance of the developing countries : Towards operational strategies	R
ID/266	L'évolution des structures dans l'industrie	C F* E*
ID/269	*World Industry in 1980*	R
ID/270	Guides des sources d'information nº 8 (édition révisée). Information sources on the agricultural implements and machinery industry	A (introduction en E, F, R)*
ID/271	Série "Mise au point et transfert des techniques", nº 16. Metal production development units	A
ID/275	Manuel des techniques de garnissage	A E F
ID/279	Résumés d'études sur le développement industriel. Nos 10701-10900	A (introduction en E, F, R)*

Cote	*Titre*	*Langues*[a]
ID/280	Guides des sources d'information de l'ONUDI, nº 10 (édition révisée), Information sources on the pesticides industry	A (introduction en E, F, R)*
ID/281	Changing patterns of trade in world industry : an empirical study on revealed comparative advantage	A*
ID/282	La protection de l'environnement dans le contexte des travaux de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	A
ID/283	Guides des sources d'information de l'ONUDI, nº 40. Information sources on grain processing and storage	A (introduction en E, F, R)*
ID/284	Handbook for industrial statistics	A*
ID/285	Première consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles, Addis-Abeba (Ethiopie), 5-9 avril 1982	A F
ID/286	Résumés d'études sur le développement industriel. Nos 10901-11200	A (introduction en E, F, R)*
ID/287	A programme for the industrial development decade for Africa	A Ar
ID/291	Rapport de la troisième Consultation sur l'industrie sidérurgique, Caracas(Venezuela), 13-17 septembre 1982	A Ar C E F R
ID/292	Résumés d'études sur le développement industriel. Nos 11201-11500	A (introduction en E, F, R)*
ID/293	Rapport de la première Consultation sur le financement industriel, Madrid (Espagne), 18-22 octobre 1982	A

[a]Les astériques indiquent les langues dans lesquelles certaines publications sont mises en vente.

APPENDICE J

Répartition géographique des experts

(Par ordre décroissant)

TABLEAU 1. 1er JANVIER-31 DECEMBRE 1982

Pays	*Nombre de postes pourvus*	*Pays*	*Nombre de postes pourvus*
Royaume-Uni	146	Autriche	24
Etats-Unis d'Amérique	100	Belgique	24
Pologne	75	Argentine	21
Allemagne, République fédérale d'	71	Tchécoslovaquie	20
France	65	Pays-Bas	18
Inde	54	Egypte	17
Hongrie	32	Israël	16
Italie	32	Yougoslavie	16
Espagne	27	Canada	15
Suède	26	Chili	15

TABLEAU 1 *(suite)*

Pays	*Nombre de postes pourvus*	*Pays*	*Nombre de postes pourvus*
Roumanie	13	Bolivie	3
URSS	12	Chine	3
Pakistan	11	Colombie	3
Suisse	11	Turquie	3
Bulgarie	10	Ghana	2
Irlande	10	Iraq	2
Sri Lanka	10	République démocratique allemande	2
Pérou	8	Zaïre	2
Australie	7	Bangladesh	1
Brésil	7	Haïti	1
Danemark	7	Iran (République islamique d')	1
Nouvelle-Zélande	6	Liban	1
Portugal	6	Maurice	1
Finlande	5	Mauritanie	1
Japon	5	Nicaragua	1
Philippines	5	Niger	1
Algérie	4	République de Corée	1
Mali	4	République-Unie du Cameroun	1
Mexique	4	Soudan	1
Norvège	4	Togo	1
République arabe syrienne	4	Tunisie	1
Sénégal	4	Uruguay	1
		TOTAL	1 005

TABLEAU 2. 1971-1982

Pays	*Nombre de postes pourvus*	*Pays*	*Nombre de postes pourvus*
Royaume-Uni	1 205	Israël	89
Etats-Unis d'Amérique	794	Japon	87
France	648	Tchécoslovaquie	82
Inde	608	Australie	78
Allemagne, République fédérale d'	515	Irlande	59
Pologne	435	Pakistan	58
Suède	303	Sri Lanka	57
Belgique	300	Brésil	48
Autriche	269	Nouvelle-Zélande	44
Egypte	250	Pérou	39
Italie	247	Philippines	39
Yougoslavie	216	Bulgarie	33
Pays-Bas	201	Mexique	29
Hongrie	185	République arabe syrienne	23
Danemark	182	Turquie	20
Argentine	177	Portugal	18
Espagne	152	Colombie	17
Canada	130	Mali	15
URSS	129	Uruguay	15
Suisse	123	Tunisie	14
Chili	110	Bolivie	13
Finlande	110	Apatrides	12
Roumanie	97	Sénégal	12
Norvège	94	Chine	11

Pays	*Nombre de postes pourvus*	*Pays*	*Nombre de postes pourvus*
Iraq	11	Cuba	2
République démocratique allemande	11	Guatemala	2
République de Corée	10	Indonésie	2
Equateur	9	Jordanie	2
Grèce	9	Malte	2
Haïti	8	Nicaragua	2
Soudan	8	Niger	2
Maurice	7	Paraguay	2
Venezuela	7	RSS de Biélorussie	2
El Salvador	6	Viet Nam	2
Iran (République islamique d')	6	Barbade	1
Jamaïque	6	Costa Rica	1
Algérie	5	Ethiopie	1
Bangladesh	4	Guyana	1
Liban	4	Madagascar	1
Ghana	3	Mauritanie	1
Malaisie	3	Népal	1
Togo	3	République-Unie du Cameroun	1
Zaïre	3	Thaïlande	1
Bénin	2	Zimbabwe	1
Birmanie	2	TOTAL	8 549

APPENDICE K

Liste des études entreprises par la Division des études industrielles en 1982[a]

Etudes mondiales et conceptuelles

Restructuration de l'industrie au niveau international : stratégies mondiales de coopération

Il s'agit d'élaborer diverses stratégies de coopération mondiale pour la restructuration de l'industrie au niveau international, en vue de donner aux pays en développement une part plus importante de la production industrielle en : *a)* établissant divers scénarios quantitatifs d'industrialisation; *b)* élaborant des formes nouvelles de développement des institutions à l'intention des pays en développement; enfin *c)* analysant le processus de restructuration aux niveaux mondial et régional.

Etudes achevées en 1982 :

Restructuring world industry in a period of crisis—the role of innovation (UNIDO/IS.285)

The impact of electronics on the international economic setting—the case of computer-aided design (UNIDO/ISD.297)

[a] La présente liste est soumise au Conseil du développement industriel à la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (document A/31/8/Add.7, par. 14).

Flexibility as a maximand in industrial planning in the developing countries (UNIDO/IS.308)

Patterns and prospects for East-South trade in the 1980s (UNIDO/IS.335)

The international industrial restructuring process: The EEC, the European periphery, and selected developing countries (UNIDO/IS.360 et Add. 1)

Coût : 15 250 dollars

Etudes en cours :

Le rôle potentiel des sociétés multinationales implantées dans les pays les moins avancés dans l'industrialisation du tiers monde

Restructuration de l'industrie au niveau international : les pays à économie planifiée d'Europe et les pays en développement

Les pays les moins avancés dans le processus international de restructuration industrielle

Restructuration internationale au niveau mondial : tendances, acteurs et perspectives

Restructuration internationale dans l'industrie automobile

Intégration régionale des pays en développement

Coût : 5 000 dollars

Redéploiement industriel et aménagements de structure

L'objectif de ce projet est de suivre en permanence le processus de restructuration industrielle aux niveaux sectoriel et national ainsi que l'évolution de la division internationale du travail et d'étudier les perspectives de redéploiement et les obstacles rencontrés dans ce domaine.

Etudes achevées en 1982 :

The structure of Australian industry—past developments and future trends (UNIDO/IS.248)

Structural changes in the Czechoslovak industry and prospects of international division of labour with the developing countries (UNIDO/WG.357/1)

Structural changes in the Polish industry (UNIDO/WG.357/2)

Structural changes in the industry of the USSR and prospects of the division of labour with developing countries (UNIDO/WG.357/3)

Industrial specialization in CMEA countries. Selected issues (UNIDO/WG.357/4)

Structural changes in manufacturing industries in the East European CMEA area and patterns of trade in manufacture between CMEA countries and developing countries (UNIDO/WG.357/5)

Salient features of structural changes in European CMEA countries (UNIDO/WG.357/6)

Some reflections on East-South trade and the division of labour (UNIDO/WG.357/7)

Structural changes in Romanian industry and the expansion of its foreign economic relations (UNIDO/WG.357/8)

Some results, problems and tasks of structural changes in the industry of the German Democratic Republic (UNIDO/WG.357/9)

Structural approaches to economic analysis. Some aspects of recent work of the United Nations Economic Commission for Europe (UNIDO/WG.357/10)

Redéploiement des industries des pays développés vers les pays en développement (ID/B/282)

Report on the research seminar on structural changes in industry in the European CMEA countries (ID/WG.357/11)

Mutation structurelle dans l'industrie britanique : le cas de l'industrie du tricot (sera publiée ultérieurement)

Le rôle de la sous-traitance et des coentreprises industrielles dans le redéploiement : le cas de la Tunisie (sera publiée ultérieurement)

Etude du redéploiement industriel en République de Corée (sera publiée ultérieurement)

Restructuration de l'industrie en Belgique (sera publiée ultérieurement)

Mutation structurelle dans l'industrie du cuir et des articles en cuir en Suède, notamment dans l'industrie de la chaussure (sera publiée ultérieurement)

Mutation structurelle dans l'industrie du cuir et des articles en cuir en République fédérale d'Allemagne, en particulier dans l'industrie de la chaussure (sera publiée ultérieurement)

Mutation structurelle et perspectives de redéploiement dans l'industrie du cuir et des articles en cuir dans les pays européens à économie de marché (sera publiée ultérieurement)

Coût : 51 434 dollars

Etudes en cours :

Les zones industrielles d'exportation et l'industrialisation

L'industrie textile et l'industrie du vêtement dans le processus international de restructuration industrielle

Coût : 10 000 dollars

Etablissement d'un modèle mondial et développement d'une banque de données

Il s'agit ici d'appuyer les études sur les mutations structurelles, le redéploiement et la restructuration internationale de l'industrie, de faciliter l'analyse des incidences de l'objectif de Lima et ainsi d'aider les organismes nationaux et internationaux à élaborer des objectifs en vue d'une action commune.

Etudes achevées en 1982 :

Uses of the UNITAD model (UNIDO/IS.305)

Technology projections in the framework of the UNITAD model. Variability of the input coefficients in the UNITAD regional input-output tables. (UNIDO/IS.306)

The UNIDO world industry co-operation model interactive user's operation manual (UNIDO/IS.323)

Trade intensity indicators (UNIDO/IS.307)

The UNIDO input-output databank (UNIDO/IS.328)

The UNITAD system : 1981 report (UNIDO/IS.337)

Tableaux normalisés d'entrée-sortie pour les diverses régions du monde (sera publiée ultérieurement)

Tableaux d'entrée-sortie pour la banque de données de l'ONUDI (sera publiée ultérieurement)

Divers vecteurs technologiques pour le modèle UNITAD (sera publiée ultérieurement)

Manuel pour l'utilisateur d'IDIOM (à l'impression)

Etude sur la capacité porteuse de l'industrie (sera publiée ultérieurement)

Coût : 36 117 dollars

Etudes en cours :

Tableaux d'entrée-sortie pour la Chine

Application de l'ensemble du programme IDIOM aux pays en développement

Coût : 13 000 dollars

Etudes conceptuelles et spéciales

Ces études spéciales concernent des questions prioritaires touchant l'industrialisation des pays en développement et sont établies pour répondre à des demandes émanant notamment du Comité administratif de coordination, du Comité de la planification du développement, du Conseil du développement industriel et d'autres organes analogues.

Etudes achevées en 1982 :

A conceptual model for projecting industrial energy use in developing countries (UNIDO/ IS.278)

The impact of higher energy prices on the industrialization of developing countries with special reference to least developed countries (UNIDO/IS.279)

A strategy of industrial development for the small, resource-poor least developed countries (UNIDO/IS.318)

Industrial interdependence and possibilities for policy initiatives by the South (UNIDO/ IS.344)

Investment requirements of developing power industries for the industrialization of developing countries (UNIDO/IS.359)

Comparative socio-economic development in the newly industrializing countries (UNIDO/ IS.356)

Coût : 50 000 dollars

Etudes en cours :

Exportations de produits primaires des pays en développement : problèmes actuels et politiques applicables

Coopération Sud-Sud et Nord-Sud en matière d'énergie en vue de l'industrialisation du Sud

Les industries énergétiques et les pays les moins avancés

Comparaison du processus de développement dans les pays à économie de marché et dans les autres pays : la CEE et la CAEM

Problèmes de pénétration sur les marchés d'exportation pour les pays les moins avancés

Estimation empirique de la demande d'énergie industrielle dans les pays en développement

Les réserves mondiales de pétrole : potentiel, problèmes et probabilités en matière de prospection et d'exploitation

Analyse quantitative de l'interdépendance mondiale en matière de commerce et de production

Industrialisation et développement socio-économique

Développement socio-économique comparé des pays les moins avancés d'Afrique

Développement socio-économique dans le monde en 1978

Coût : 28 714 dollars

Réalisation de l'objectif de Lima

Le but de ce projet est de suivre les progrès enregistrés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif de Lima et d'autres objectifs de développement, et d'en rendre compte.

Etudes en cours :

Rapport d'ensemble : Rapport analytique sur l'accélération de l'industrialisation dans les pays en développement

Rapport sur la troisième enquête

Nouvel ordre économique international et crise économique mondiale

Les défauts du paradigme commerce et développement

Structure industrielle et développement économique

Coopération Sud-Sud. Stratégies économiques et politiques

Logique et nature de la coopération Sud-Sud et analyse de ses conséquences

Industrie des biens d'équipement : domaine privilégié de la coopération Sud-Sud et de l'industrialisation du Sud au cours des années 80

Les complémentarités dans la coopération économique. Etude méthodologique

Le rôle des entreprises commerciales générales et des organismes de commerce d'Etat dans la coopération Sud-Sud

L'objectif de Lima et les interdépendances en matière de croissance — un modèle macro-économique

La thèse de Tinbergen-Fourastié et l'objectif de Lima

Coût : 54 803 dollarts

Industrie et développement

Cette revue a pour objet de servir de lien entre les praticiens et les théoriciens s'occupant des aspects économiques et des aspects connexes de l'industrialisation. Elle met l'accent sur l'économie appliquée, notamment dans les domaines mis en relief dans les Déclarations et Plans d'action de Lima et de New Delhi.

Etudes achevées en 1982 :

Le numéro 6 d'*Industrie et développement* a été publié

Les numéros 7, 8, 9 et 10 d'*Industrie et développement* doivent être publiés en 1983

Coût : Cette activité n'a occasionné aucune dépense pour services de consultants

Etudes en cours :

Les numéros 11, 12 et 13 d'*Industrie et développement* étaient en cours de rédaction

Coût : Cette activité n'a occasionné aucune dépense pour services de consultants

Etudes par régions et par pays

Etudes et analyses régionales et sous-régionales

L'objectif de cette activité de recherche est de suivre et d'analyser sur le plan régional et sous-régional les progrès enregistrés et les expériences acquises en ce qui concerne les programmes de coopération industrielle; d'orienter et d'appuyer les études et travaux de recherche menés par les divisions mixtes de l'industrie (ONUDI/Commissions régionales) et par d'autres organismes sous-régionaux gouvernementaux; et, d'une manière générale, de soutenir les activités de coopération technique et autres de l'ONUDI en fournissant des informations et des analyses aux niveaux régional et sous-régional.

Etudes achevées en 1982 :

The development of the Asean industrial projects (AIPs) (UNIDO/IS.281)

ASEAN industrial complementation (UNIDO/IS.282)

ASEAN Finance Corporation: prospects and challenge (UNIDO/IS.291)

ASEAN Industrial Joint Ventures (AIJVs) in the private sector (UNIDO/IS.310)

Regional industrial co-operation: the approaches pursued by ASEAN (UNIDO/IS.311)

The role of the private sector in industrial and technological co-operation in ASEAN (UNIDO/IS.329)

Co-operation in industrial financing in ASEAN countries (UNIDO/IS.346)

General overview of the Andean Group (UNIDO/IS.312)

Economic and industrialization policies in the Andean Group of countries, 1970-1980 (UNIDO/IS.313)

Industrial policy of Bolivia during the 70s (UNIDO/IS.315)

Industrial policies of Colombia during the 70s (UNIDO/IS.317)

Industrial policy of Equador during the 70s (UNIDO/IS.332)

Industrial policy of Peru during the 70s (UNIDO/IS.366)

Industrial policy of Venezuela during the 70s (UNIDO/IS.343)

Rural industrialization policies and programmes in ASEAN countries (UNIDO/IS.347)[b]

[b]Etude préparée en collaboration avec la Division mixte ONUDI/CESAP de l'industrie.

Energy and industry (with special reference to Arab countries) (UNIDO/IS.316)

Analytical notes on the Second Arab Energy Conference, 6-11 March 1982, Doha (Qatar) (UNIDO/IS.342)

Coût : 16 500 dollars

Enquêtes et études par pays

Les objectifs de cette activité de recherche sont les suivants :

a) Maintenir à l'étude le potentiel d'industrialisation et de croissance à long terme de différents pays en développement, afin de définir un cadre de référence pour la coopération et l'assistance de l'ONUDI en faveur de ces pays, compte tenu plus spécialement des pays en développement les moins avancés, sans littoral, insulaires ou les plus gravement touchés;

b) Aider les pays en développement intéressés à résoudre des problèmes d'industrialisation importants en entreprenant l'étude de questions concrètes en coopération avec les organismes nationaux compétents;

c) Appuyer les activités de coopération technique et autres de l'ONUDI en fournissant des informations et analyses pertinentes au niveau national.

Etudes achevées en 1982 :

Des profils ou fiches de développement industriel ont été établis pour les pays ci-après : Haute-Volta (UNIDO/IS.303), Jamahiriya arabe libyenne (UNIDO/IS.295), Mongolie (UNIDO/IS.280), Niger (UNIDO/IS.301), République centrafricaine (UNIDO/IS.300), République populaire démocratique de Corée (UNIDO/IS.290), Sénégal (UNIDO/IS.294), Tchad (UNIDO/IS.286) et Zimbabwe (UNIDO/IS.277).

Dans la série intitulée "Le potentiel de développement industriel à partir des ressources naturelles dans les pays les moins avancés", on a établi des études portant sur les pays ci-après : Botswana (UNIDO/IS.274), Burundi (UNIDO/IS.289), Lesotho (à paraître), Malawi (à paraître), Mali (UNIDO/IS.324), République-Unie de Tanzanie (UNIDO/IS.293) et Somalie (à paraître).

Financing of manufacturing enterprises in Bangladesh, Indonesia, Malaysia, Sri Lanka and Thailand (UNIDO/IS.276)

Coût : 25 500 dollars

Etudes en cours :

Etudes approfondies du potentiel de développement industriel à partir des ressources naturelles dans les pays les moins avancés : Gambie, Népal

Fiches par pays : études de cas pilotes dans les pays ci-après : Afghanistan, Inde, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande et Turquie

Etude du secteur industriel : Indonésie

Etude sur la restructuration à long terme de l'industrie thaïlandaise

Perspectives et développement industriels et économiques : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Koweït, Mauritanie, Oman et Somalie

Perspectives industrielles à long terme de la région arabe

Etude, en coopération avec le Conseil de coopération du Golfe, des ressources naturelles et produits semi-finis qui pourraient servir de base à une stratégie d'industrialisation à partir des ressources naturelles dans la région du Golfe (Asie occidentale)

Etude sur les perspectives d'industrialisation des pays les moins avancés de la région arabe

Coût : 20 000 dollars

Redéploiement industriel et aménagements de structure

Etudes achevées en 1982 :

(voir *Etudes mondiales et conceptuelles* ci-dessus)

Etudes en cours :

Effets possibles du processus de restructuration industrielle aux Etats-Unis d'Amérique sur les pays en développement

Coût : Cette activité n'a occasionné aucune dépense pour services de consultants

Etudes relatives à la Décennie du développement industriel de l'Afrique

Cette activité de recherche a pour objet de suivre et d'appuyer le programme d'action pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

Etudes achevées en 1982 :

The changing role of manufacturing in African economic development: trends, prospects and issues (UNIDO/IS.287)

Coût : Cette activité n'a occasionné aucune dépense pour services de consultants

Etudes en cours :

Capacité d'absorption industrielle et financement de l'industrialisation dans les pays les moins avancés d'Afrique

Etude sur la coopération économique et les échanges commerciaux intra-africains, notamment en ce qui concerne la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC)

Analyse des politiques et stratégies industrielles en Afrique

Coût : Ces activités n'ont occasionné aucune dépense pour services de consultants

Rôle du secteur public

Les études énumérées ci-après ont été publiées comme suite à des réunions d'experts consacrées antérieurement à cette question.

Etudes achevées en 1982 :

Secteur public et développement industriel (à paraître)

Public sector industrial enterprises in Bangladesh (UNIDO/IS.365)

The role of the public industrial enterprises in Brazil (UNIDO/IS.357)

Role of the public industrial enterprises in India (UNIDO/IS.367)

Les entreprises industrielles publiques au Mexique (à paraître)

The role of the public industrial sector in Nigeria's development (UNIDO/IS.363)

The role of the public sector in the industrialization of Pakistan (UNIDO/IS.355)

The role of the public industrial enterprises in Sri Lanka (UNIDO/IS.349)

The role of the public sector in the industrialization of the United Republic of Tanzania (UNIDO/IS.358)

A survey of the comparative roles of public and private industrial enterprises—a case study of Pakistan (UNIDO/IS.364)

Six études de cas sur l'évaluation des résultats des entreprises industrielles publiques ont été publiées dans le numéro 7 de la revue *Industrie et développement* (voir plus haut la rubrique *Etudes mondiales et conceptuelles*).

Coût : 3 000 dollars

Etudes sectorielles

Etudes sur certaines branches industrielles

Ces études ont pour objet :

a) D'analyser les perspectives offertes à certains secteurs industriels dans les pays en développement au cours des 10 à 20 années à venir;

b) De contribuer à la restructuration de l'industrie mondiale grâce au redéploiement des capacités et à une accélération de l'industrialisation et de la croissance économique des pays en développement, notamment en déterminant les domaines prioritaires qui se prêteraient à une coopération industrielle internationale;

c) D'aider les dirigeants des pays en développement à élaborer des stratégies et des plans sectoriels en vue de l'expansion des secteurs industriels prioritaires;

d) D'apporter une aide aux organisations internationales et régionales pour leurs activités relatives à l'industrie; et

e) D'appuyer les activités de coopération technique de l'ONUDI.

Etudes achevées en 1982.

Diagnostic sur la situation présente et les tendances de la production et de l'utilisation des machines agricoles dans les pays africains (UNIDO/IS.288)

Situation présente, perspectives et choix stratégiques pour le développement du machinisme agricole dans les pays africains dans le cadre du Plan d'action de Lagos. — Document de base n° 1 (ID/WG.365/1)

Avant-projet pour l'élaboration d'un plan africain de développement des équipements et matériels agricoles (1982-1990). — Document de base n° 3 (ID/WG.365/7)

Scénarios de l'industrie sidérurgique 1990 : Première partie, "Les dossiers" — révision et mise à jour (ID/WG.374/2/Add.1)

Les scénarios de l'industrie sidérurgique 1990 : Deuxième partie, "Propositions de scénarios" — révision et mise à jour (ID/WG.374/2)

Coût : 43 000 dollars

Etudes en cours :

Quatrième étude sur l'industrie des engrais

Etudes concernant l'industrie sidérurgique

Troisième étude sur l'industrie pétrochimique et autres études concernant ce secteur

Machines agricoles et équipement rural en Afrique : une approche nouvelle pour faire face à une crise de plus en plus grave

Autres études concernant le secteur des machines agricoles

Deuxième étude mondiale sur l'industrie pharmaceutique et autres études concernant ce secteur

Etudes concernant l'industrie des biens d'équipement

Etudes sur l'énergie industrielle (contributions aux études sectorielles)

Première étude mondiale sur l'industrie du bois et des produits du bois

Coût : 143 000 dollars

Groupe de statistiques et des enquêtes

Statistiques industrielles

Cette activité de recherche a pour objet d'appuyer les études en cours ou prévues grâce au rassemblement, au stockage et à la fourniture de statistiques industrielles ainsi qu'à la mise au point des méthodes quantitatives nécessaires.

Etudes achevées

Analyse statistique de la situation industrielle mondiale, 1981 (UNIDO/IS.292)

Handbook of Industrial Statistics (ID/284)

Industrial statistics for research purposes: methodologies and a data inventory of production indexes and base weights (UNIDO/IS.309)

Changing Patterns of Trade in World Industry: An Empirical Study on Revealed Comparative Advantage (ID/281)

Coût : Ces activités n'ont occasionné aucune dépense pour services de consultants

Etudes en cours et activités connexes

Analyse statistique de l'industrie des machines non électriques

Tenue à jour et étoffement de la base de données existante, une attention particulière étant accordée à la cohérence et à la fiabilité des données

Coût : 38 000 dollars

Etude du développement industriel

Cette publication a pour objet de faire le point des problèmes posés et des progrès accomplis dans le domaine du développement industriel; d'analyser les politiques industrielles et les stratégies d'industrialisation; de suivre l'évolution des structures à la fois dans les pays développés et les pays en développement; et d'analyser l'importance de ces tendances pour l'orientation future du développement industriel.

Etudes en cours :

La préparation du neuvième numéro de l'*Etude du développement industriel* a débuté avec l'établissement, par des consultants, d'analyses sur les tendances récentes et les initiatives prises en matière de politique industrielle dans les régions en développement et les pays à économie planifiée; sur la contribution du secteur manufacturier à la production industrielle totale; sur les incidences de la politique commerciale dans certaines industries; et sur les liens entre le secteur manufacturier et l'agriculture.

Coût : 49 000 dollars

Autres activités

Etudes concernant l'environnement

Ces études ont pour objet d'effectuer des recherches *a)* sur la protection de l'environnement au cours du processus de développement industriel et *b)* sur les pratiques en matière d'utilisation et de traitement de l'eau dans l'industrie.

Etudes achevées en 1982 :

La protection de l'environnement dans le contexte des travaux de l'ONUDI (ID/282)

Coût : Ces activités n'ont occasionné aucune dépense pour services de consultants

Etudes en cours :

Pratiques en matière d'utilisation et de traitement de l'eau dans l'industrie

Pratiques en matière d'utilisation de l'eau et de traitement des effluents dans le cas de la fabrication des 26 médicaments prioritaires figurant sur la liste de référence de l'ONUDI[c]

Coût : 5 250 dollars

Mise au point et transfert de techniques

Etudes achevées en 1982 :

Directory of industrial and technological research institutes (UNIDO/IS.275)

Ce répertoire contient la liste des programmes en cours d'exécution par chaque institut et est destiné à promouvoir des arrangements de coopération et à éviter les doubles emplois dans les activités de recherche.

[c]Etude financée au moyen de fonds extrabudgétaires (13 000 dollars).

Chinese experience in small mini hydro-power generation (UNIDO/IS.284)

Cette étude décrit l'expérience chinoise en matière d'élaboration et d'application de programmes d'implantation de petites installations hydro-électriques.

Directory of industrial and technological research institutes in Africa (UNIDO/IS.299)

Ce répertoire, qui s'inscrit dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, vise à promouvoir la coopération technique entre les pays en développement à l'intérieur et à l'extérieur de la région, donne l'adresse d'un certain nombre d'instituts et contient des renseignements sur leurs programmes de recherche-développement.

Technology transfer problems and developments in Guyana—proceedings of a national seminar on technology transfer management (UNIDO/IS.302)

Guidelines for setting up electronic assembly plants in developing countries (UNIDO/IS.304)

Ce guide rasemble des suggestions pratiques de caractère technique et économique portant sur l'implantation d'usines de montage d'appareils électroniques dans les pays en développement.

Directory of industrial and technological research institutes : metallurgy sector (UNIDO/IS.319)

Ce répertoire contient la liste des programmes entrepris par tous les instituts répertoriés et vise à promouvoir la coopération et à éviter des doubles emplois dans les activités de recherche portant sur le secteur de la métallurgie.

Tanning of hides and skins—UNIDO/ILO technical memorandum No. 1 (UNIDO/IS.326)

Ce document est le premier d'une série d'études entreprises dans le cadre d'un projet commun ONUDI/OIT ayant pour objectif la création d'une documentation sur la technologie appropriée dans divers secteurs.

Guidelines for the establishment of solar salt facilities from seawater, underground brines and saltes lakes (UNIDO/IS.330)

Faisant suite à un certain nombre de demandes de renseignements, cette étude est destinée à combler les lacunes constatées en matière de documentation dans ce domaine.

Perspectives d'application de la micro-électronique à la mise au point de processus et de produits en Afrique (UNIDO/IS.331)

Cette étude constituera la premier document ONUDI présenté au premier Congrès des savants africains (CNUSTD/OUA) qui doit se tenir prochainement.

Technological perspectives in the machine tool industry and their implications for developing countries :

Part I: Global study of the machine tool industry and a case study of the Indian machine tool industry (UNIDO/IS.333/1)

Part II: Prospective technological developments in the machine tool industry in developed countries (UNIDO/IS.333/2)

Part III: The implications of technological developments in the machine tool industry for developing countries (UNIDO/IS.333/3)

Dans le but d'évaluer les répercussions et de mesurer l'impact des avancées technologiques dans l'industrie de la machine outil du point de vue des pays en développement, on a entrepris une étude mondiale où sont rassemblées un certain nombre de directives relatives aux mesures qu'il conviendrait de prendre dans ce pays.

Application de la biotechnologie et du génie génétique aux méthodes africaines de fabrication d'aliments fermentés (UNIDO/IS.336)

Cette étude sera présentée en tant que deuxième document de l'ONUDI lors du premier Congrès des savants africains (CNUSTD/OUA) qui doit avoir lieu prochainement.

Technological information profile on solar energy applications (UNIDO/IS.339)

Directory of solar equipment manufacturers, Volume I (UNIDO/IS.340)

Directory of solar research institutes in developing countries (UNIDO/IS.341)

Ocean mining and developing countries: an approach to technological disaggregation (UNIDO/IS.345)

Dans cette étude qui fait suite à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, on examine la question du fractionnement des techniques d'exploitation des minerais en mer et de traitement des minéraux afin de promouvoir une plus grande participation des pays en développement à ces activités.

Guide to low-cost vehicles for rural communities in developing countries (UNIDO/IS.348)

Cette étude, entreprise à la suite du Forum international des techniques industrielles appropriées où a été examinée la question des transports ruraux, est la première partie d'un guide sur les véhicules à bon marché. Elle sera également utilisée comme document de l'ONUDI dans un programme conjoint ONUDI/OIT portant sur la question.

Small-scale footwear manufacturing: UNIDO/ILO technical memorandum No.2 (UNIDO/IS.354)

Il s'agit du deuxième volume de la série des mémoires techniques ONUDI/OIT.

Les tendances en matière de politique et de législation technique dans les pays en développement (à paraître)

Cette étude analyse les répercussions de la législation concernant l'acquisition des techniques sur la promotion de nouveaux investissements et projets industriels dans un certain nombre de pays en développement.

Technology exports from developing countries—case of Yugoslavia (UNIDO/IS.353)

Dans ce rapport sont étudiés la structure et le volume des exportations de technologie de la Yougoslavie.

Principes directeurs pour la création de coentreprises industrielles dans les pays en développement (à paraître)

Ce guide, revu et augmenté, porte sur la création de coentreprises et est destiné aux chefs d'entreprise et aux gouvernements des pays en développement.

Emerging petrochemicals technology: implications for developing countries (UNIDO/IS.350)

Dans cette étude, on s'est attaché à recenser les principaux progrès technologiques réalisés dans les pays industrialisés dans le domaine de la pétrochimie, les principaux facteurs de l'évolution technique dans ce domaine et les possibilités qu'offrent les nouvelles techniques pour les pays en développement.

Microprocessor applications in developing countries (UNIDO/IS.351)

Cette étude est destinée à aider les pays en développement à définir des applications possibles pour les microprocesseurs et à utiliser ces appareils.

Techniques bio-énergétiques à petite échelle pour les industries rurales dans les pays en développement (à paraître)

Cette étude a été réalisée à l'intention des responsables (décideurs et planificateurs) des instituts de recherche publics et autres afin d'aider les pays en développement à satisfaire les besoins énergétiques des zones rurales.

Potential application of space-related technologies to developing countries (A/CONF.101/BP/IGO/13)

Dans ce document, présenté par l'ONUDI à la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE 82), sont décrites diverses techniques spatiales; on y étudie également les possibilités de les adapter aux conditions et aux besoins des pays en développement.

Guides des sources de technologie pour certains produits pétrochimiques (à paraître)

Ethylbenzène
Ethylène
Formaldéhyde
Polyéthylène à haute densité
Polyéthylène à basse densité
Polystyrène
Chlorure de polyvinyle
Propylène
Styrène
Chlorure de vinyle

L'élaboration de ces guides a été recommandée par la première Consultation sur l'industrie pétrochimique.

Coût : 163 950 dollars

Etudes en cours :

Les exportations de technologie des pays en développement — le cas de l'Egypte

Les exportation de technologie des pays en développement — le cas du Pakistan

Ces deux études font partie d'un programme visant à évaluer les exportations de technologies d'un certain nombre de pays en développement vers des pays développés ou des pays en développement, et notamment les mesures prises pour promouvoir ces exportations.

Etudes des édulcorants protéiques extraits du "Talin"

Cette étude porte sur l'extraction des édulcorants protéiques du Talin, plante que l'on trouve dans l'ouest de la région de l'Afrique centrale.

Coût : 18 000 dollars

APPENDICE L

Etudes en cours de rédaction ou achevées en 1982 (autres que celles établies par la Division des études industrielles)

BUREAU DU DIRECTEUR EXECUTIF

Groupe consultatif spécial de l'énergie

Mise en valeur des sources d'énergie et industrialisation (achevé)

DIVISION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES

Section de la coopération économique entre pays en développement

Rôle et potentiel de la coopération technique entre pays en développement dans le domaine du développement industriel (en cours)

DIVISION DES OPERATIONS INDUSTRIELLES

Service de la formation

Etude de certains établissements de formation pour déterminer s'ils pourraient devenir des "centres d'excellence" (en cours)

Section des études de réalisation

Matériel didactique destiné aux participants aux journées d'étude sur l'élaboration et l'évaluation des projets (en cours)

Section des industries métallurgiques

Comparative study evaluation of industrially operational technologies of the direct reduction of iron ores (achevé) [UNIDO/IO.490]

Défauts de coulée et comment les éviter (achevé)

Fabrication de fonte malléable pour améliorer la qualité des pièces (notamment de rechange) moulées (achevé)

Status of the semi-products aluminium industry in some developing countries (achevé) [UNIDO/IO.512]

Section des industries mécaniques

Matériel et installations de forage pour la prospection des hydrocarbures compte tenu plus spécialement de la mise au point et de la fabrication des éléments correspondants (achevé)

Matériel et installations de forage pour la prospection de l'eau compte tenu plus spécialement de la mise au point et de la fabrication des éléments correspondants (achevé)

Matériel et modules de forage pour la prospection des hydrocarbures en mer, compte tenu plus spécialement de la mise au point et de la fabrication des éléments correspondants (achevé)

Service des industries chimiques

Production of newsprint from waste paper in North America (achevé) [UNIDO/IO.500]

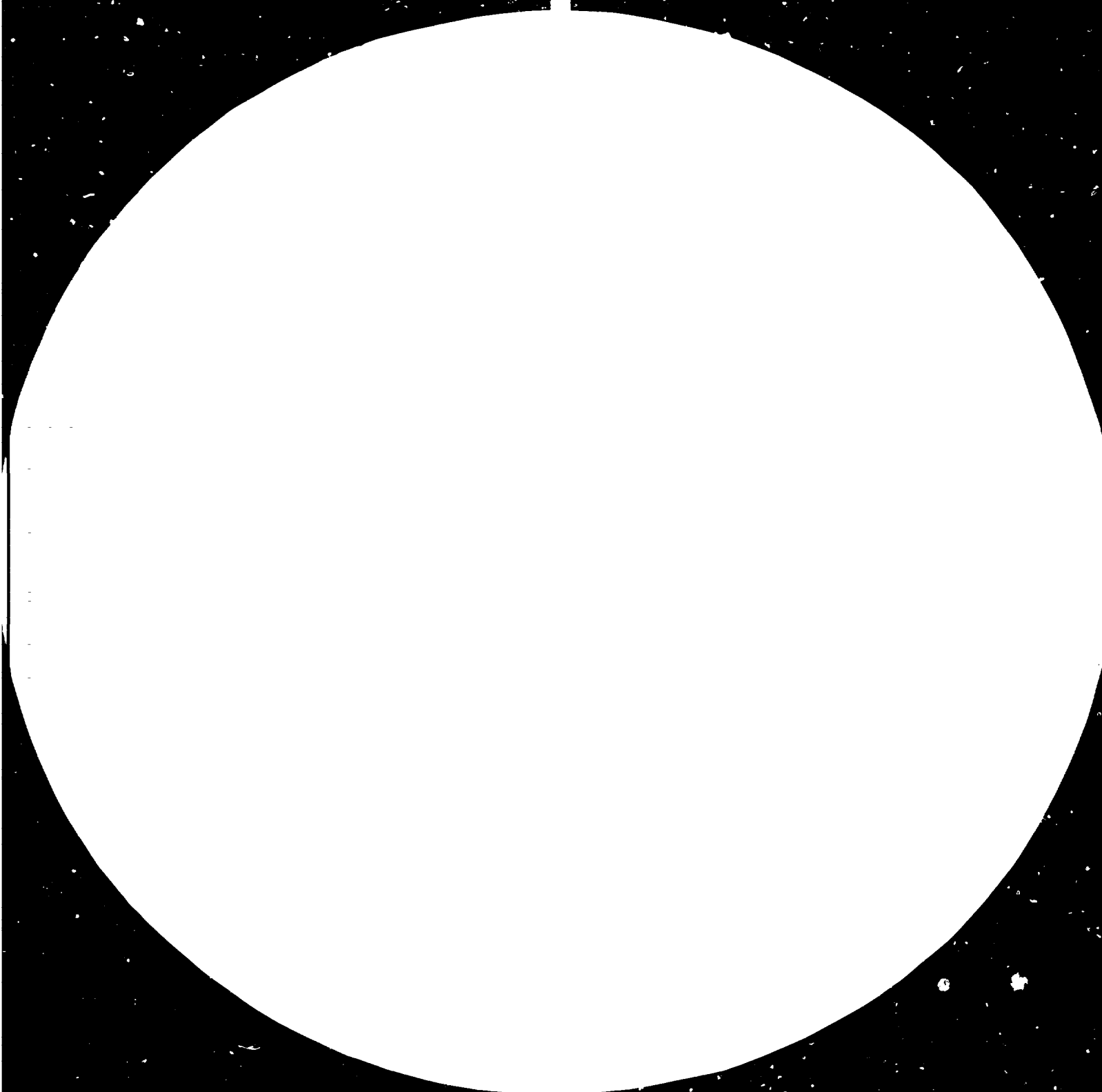
So you want to build a paper mill? (achevé) [UNIDO/IO.466]

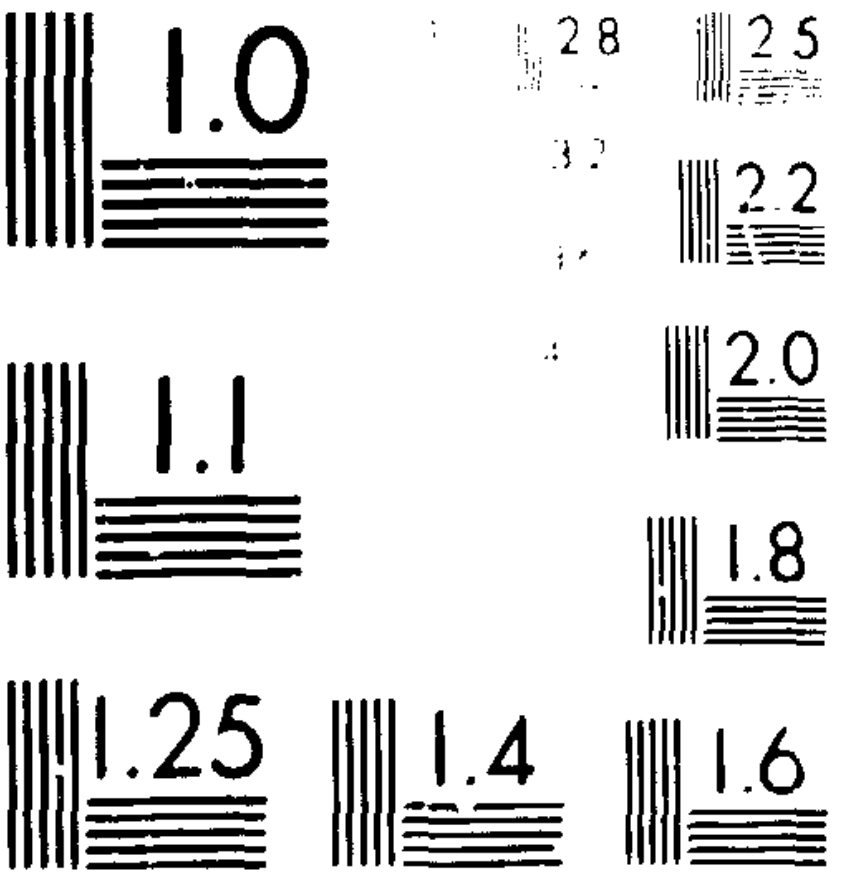
Fabrication à petite échelle de briques crues (en cours)

APPENDICE M

Réunions d'experts, colloques, séminaires, journées d'étude, stages et autres réunions, à l'exception des stages de formation, qui ont eu lieu en 1982

Date		*Lieu*
	Bureau du Directeur exécutif	
16-17 mars	Séminaire commun CEA/OUA/ONUDI sur la formation de la main-d'œuvre industrielle et technique	Addis-Abeba (Ethiopie)
10, 11 et 14 mai	Comité permanent du Conseil du développement industriel — dix-septième session	Vienne (Autriche)




1.0
2.8
2.5
3.2
2.2
1.1
2.0
1.8
1.25
1.4
1.6

Date		*Lieu*
11-28 mai	Conseil du développement industriel — seizième session	Vienne (Autriche)
22-24 septembre	Réunion du Groupe d'experts mixte CEA/OUA/ ONUDI sur l'élaboration de directives concernant les mesures prioritaires à prendre aux échelons national et sous-régional (1982-1984) en vue d'appliquer le programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique	Addis-Abeba (Ethiopie)
29 septembre-1er octobre	Réunion du Groupe d'experts mixte CEA/OUA/ ONUDI sur la popularisation de la Décennie du développement industriel de l'Afrique	Addis-Abeba (Ethiopie)
15-19 novembre	Comité permanent du Conseil du développement industriel — dix-huitième session	Vienne (Autriche)
	Négociations	
18-19 janvier	Réunion informelle sur le financement industriel	Vienne (Autriche)
25-27 janvier	Réunion préparatoire mondiale de la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle	Innsbruck (Autriche)
3-5 février	Réunion du groupe de travail sur les scénarios de développement de l'industrie sidérurgique	Estoril (Portugal)
17-19 février	Réunion d'experts chargés d'arrêter les directives concernant les contrats types de l'ONUDI pour la construction d'usines d'engrais (contrats en régie et contrats forfaitaires) clefs en main	Vienne (Autriche)
16-18 mars	Réunion du Groupe de travail sur les contrats à long terme concernant les fournitures de minerai de fer et de charbon cokéfiable	Bratislava (Tchécoslovaquie)
22-26 mars	Réunion préparatoire régionale pour l'Asie en vue de la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois	Manille (Philippines)
5-9 avril	Première Consultation régionale sur l'industrie des machines agricoles en Afrique	Addis-Abeba (Ethiopie)
21 avril	Réunion d'information sur les travaux préparatoires à la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois	Vienne (Autriche)
13-14 mai	Quatrième réunion du Groupe de travail ONUDI/ FAO/CNUCED/CCI sur les industries alimentaires	Vienne (Autriche)
2-4 juin	Réunion du Bureau du Groupe de travail sur les scénarios de développement de l'industrie sidérurgique	Vienne (Autriche)
21-26 juin	Réunion régionale préparatoire pour l'Afrique en vue de la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois	Vienne (Autriche)
13-17 septembre	Troisième Consultation sur la sidérurgie	Caracas (Venezuela)
4-8 octobre	Réunion préparatoire régionale pour l'Amérique latine en vue de la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois	Sao Paulo (Brésil)
11-13 octobre	Comité d'experts sur les produits pharmaceutiques	Paris (France)
18-22 octobre	Première Consultation sur le financement industriel	Madrid (Espagne)
15-20 novembre	Séminaire sur les mini-usines d'engrais	Lahore (Pakistan)

Date		*Lieu*
22-26 novembre	Première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle	Stuttgart (République fédéraie d'Allemagne)
26 novembre	Groupe de travail sur l'industrie du cuir et des articles en cuir	Vienne (Autriche)
29 novembre-1er décembre	Sixième session du Groupe de l'industrie du cuir et des articles en cuir	Vienne (Autriche)
2 décembre	Comité permanent interinstitutions sur l'industrie des peaux, des cuirs et des articles en cuir	Vienne (Autriche)
15-17 décembre	Groupe spécial d'experts sur les arrangements contractuels dans l'industrie pharmaceutique	Vienne (Autriche)
	Organisations non gouvernementales	
15-19 février	Conférence sur le potentiel économique et social des coopératives industrielles des pays en développement[a]	Arusha (République-Unie de Tanzanie)
17-28 octobre	Journées d'étude sur la conception et la fabrication de matériel agricole en Afrique	Le Caire (Egypte)
	Coopération économique entre pays en développement	
18-20 janvier	Réunion ministérielle de solidarité pour la coopération au développement industriel de la République islamique de Mauritanie	Nouakchott (Mauritanie)
15-19 février	Table ronde ministérielle sur le développement des agro-industries	Bagdad (Iraq)
10-16 mai	Journées d'étude interrégionales pour les pays en développement sur les minéraux non métalliques et leur traitement	Belgrade (Yougoslavie)
7-11 juin	Réunion ministérielle de solidarité pour la coopération au développement industriel du Royaume du Lesotho	Maseru (Lesotho)
29 novembre-3 décembre	Réunion ministérielle de solidarité pour la coopération au développement industriel du Népal	Katmandou (Népal)
	Etudes mondiales et conceptuelles	
22-26 mars	Séminaire de recherche sur l'évolution des structures de l'industrie dans les pays européens du CAEM	Budapest (Hongrie)
	Etudes par région et par pays	
7-11 juin	Conférence régionale de hauts fonctionnaires chargés de la planification du développement	Suva (Fidji)
11-13 octobre	Conférence des pays de l'ANASE et des pays du Pacte Andin sur la coopération industrielle régionale	Lima (Pérou)
	Etudes sectorielles	
1er-3 décembre	Réunion d'experts sur la méthodologie des études sectorielles (produits pharmaceutiques)	Vienne (Autriche)

Date		*Lieu*
	Programme de technologi	
6-8 janvier	Echange de vues sur le développement et les applications du génie génétique et de la biotechnologie en Inde	Calcutta, New Delhi (Inde)
26-28 janvier	Réunion préparatoire de directeurs d'institutions de financement du développement industriel en vue de la création d'un réseau d'échange de renseignements techniques (TIEN)	Bridgetown (Barbade)
23-25 février	Séminaire sur le transfert de technologie aux petites et moyennes industries	Guanajuato (Mexique)
7-11 juin	Réunion d'experts ONUDI/CEPAL sur les possibilités offertes par la micro-électronique dans la région de la CEPAL	Mexico (Mexique)
14-15 juin	Première réunion sur la coopération entre le secteur scientifique et le secteur industriel dans le domaine de la micro-électronique	Mexico (Mexique)
22 juin	Réunion commune ONUDI/LES sur les problèmes que soulève la cession de licences aux pays en développement	Vienne (Autriche)
12-17 juillet	Réunion commune PNUD/ONUDI/CESPAP/Chine d'experts de haut niveau sur la création d'un réseau régional et l'évaluation des priorités en ce qui concerne la recherche, le développement et la formation dans le domaine des petites centrales et des minicentrales hydro-électriques	Hangzhou (Chine)
15-17 septembre	Assistance préparatoire à la dixième table ronde des pays en développement	Zagreb (Yougoslavie)
29 novembre-3 décembre	Réunion d'experts chargés de préparer le Forum international sur les innovations et le développement technologiques	Moscou (Union des Républiques socialistes soviétiques)
7-10 décembre	Septième réunion de directeurs des services d'enregistrement et des transferts de techniques	New Delhi (Inde)
13-17 décembre	Réunion de haut niveau sur l'établissement d'un centre international pour le génie génétique et la biotechnologie	Belgrade (Yougoslavie)
	Programme de coopération en matière d'investissement	
8 février	Législation concernant les investissements dans les pays arabes	Courtrai (Belgique)
18 février	Réunion d'information sur le Kenya	Bruxelles (Belgique)
4 mars	Colloque sur les possibilités d'investissement et de coentreprises en Malaisie	Vienne (Autriche)
15-16 mars	Réunion d'information sur Sri Lanka	Anvers, Bruxelles (Belgique)
19 mars	Réunion d'information sur Sri Lanka	La Haye (Pays-Bas)
22 mars	Réunion d'information sur le Pérou	Bruxelles (Belgique)
23-26 mars	Réunion d'information sur l'administration de la zone industrielle d'exportation des Philippines	Tokyo, Osaka (Japon)

Date		*Lieu*
24-25 mars	Réunion d'information sur le Lesotho	Bruxelles (Belgique)
29 mars	Réunion d'information sur la Chine	Vienne (Autriche)
1er avril	Réunion d'information sur la Chine	Zurich (Suisse)
1er avril	Réunion d'information sur la Chine	Paris (France)
1er-2 avril	Réunion d'information sur la Chine	Bruxelles, Anvers (Belgique)
8 avril	Réunion d'information sur la Chine	San Francisco (Etats-Unis d'Amérique)
12-13 avril	Réunion d'information sur la Chine	Toronto (Canada)
15 avril	Téléconférence Egypte/Etats-Unis d'Amérique sur la promotion des investissements	Le Caire (Egypte) New York, Boston, Chicago, Minneapolis, San Francisco, Los Angeles (Etats-Unis d'Amérique)
20 avril	Réunion d'information sur la Chine	Tokyo (Japon)
22-23 avril	Réunion d'information sur la Chine	Cologne (République fédérale d'Allemagne)
22 avril	Réunion d'experts sur la législation chinoise en matière d'investissements étrangers	Tokyo (Japon)
23 avril	Réunion d'information sur la Chine	Osaka (Japon)
23 avril	Journée de promotion des investissements pour l'Egypte, le Sénégal et Sri Lanka	Bâle (Suisse)
26-27 avril	Réunion d'information sur la Chine	Munich (République fédérale d'Allemagne)
28-29 avril	Réunion d'information sur le Sénégal	Paris (France)
3 mai	Réunion d'information sur le Chili	Bruxelles (Belgique)
25 mai	Réunion d'information sur Sainte-Lucie	Vienne (Autriche)
27 mai	Réunion d'information sur l'Indonésie	Bruges (Belgique)
1er-2 juin	Réunion d'information sur le Pérou	Paris (France)
2-3 juin	Réunion d'information sur le Pérou	Bruxelles (Belgique)
3-5 juin	Réunion d'information sur le Pérou	Cologne (République fédérale d'Allemagne)
7 juin	Réunion d'information sur le Pérou	Zurich (Suisse)
9 juin	Réunion d'information sur le Pérou	Vienne (Autriche)
21 juin	Réunion d'information sur la Colombie	Zurich (Suisse)
24 juin	Réunion d'information sur la Colombie	Laxenbourg (Autriche)
28 juin-2 juillet	Réunion d'information sur la Barbade	Tokyo, Osaka (Japon)
10 septembre	Réunion d'information sur Saint-Vincent	Bruxelles (Belgique)

Date		*Lieu*
14 septembre	Réunion d'information sur la Tunisie	Gand (Belgique)
22 septembre	Réunion d'information sur le Chili	Tokyo (Japon)
24 septembre	Réunion d'information sur le Chili	Paris (France)
6 octobre	Réunion d'information sur la Barbade	Bruxelles (Belgique)
8 et 10 octobre	Réunion d'information sur la République-Unie de Tanzanie	Bruxelles (Belgique)
3 et 6 décembre	Réunion d'information sur le Mali et la Mauritanie	Bruxelles (Belgique)
9 décembre	Réunion d'information sur les pays membres de l'AELE	Bruxelles (Belgique)
	Planification industrielle	
1er-5 novembre	Groupe d'experts sur la planification industrielle	Vienne (Autriche)
20-25 septembre	Atelier séminaire régional pour l'intégration de la femme dans le processus de la planification industrielle[b]	Ouagadougou (Haute-Volta)
	Agro-industries	
19-23 juillet	Colloque sur le développement agro-industriel dans les pays d'Amérique centrale	Tegucigalpa (Honduras)
21-25 novembre	Troisième séminaire latino-américain sur la science et la technologie de la transformation des produits alimentaires[c]	Sao Paulo (Brésil)
	Industries métallurgiques	
26-30 avril	Réunion PNUE/ONUDI sur les aspects écologiques de la réduction directe du minerai de fer	Puerto Ordaz (Venezuela)
	Industries mécaniques	
17-28 octobre	Journées d'étude sur la conception et la fabrication du matériel agricole en Afrique	Le Caire (Egypte)
19-22 octobre	Réunion d'experts sur la modification des moteurs à combustion interne en vue de l'utilisation de combustibles synthétiques	Dehra Dun (Inde)
20 octobre-20 novembre	Séminaire régional sur la promotion et le développement des industries des télécommunications en Afrique[d]	Alger (Algérie)
9-12 novembre	Réunion d'experts sur le développement des petits ateliers de construction et de réparation navales pour les pays d'Amérique latine	La Havane (Cuba)
	Industries chimiques	
25-29 janvier	Forum ONUDI/UNESCO sur les techniques nouvelles d'utilisation du charbon	Essen (République fédérale d'Allemagne)

Date		*Lieu*
2-5 février	Journées d'étude ONUDI/UNESCO sur la technologie du biogaz en Afrique	Arusha (République-Unie de Tanzanie)
22-25 février	Consultation technique sur les moyens de protéger les bâtiments contre les tremblements de terre par isolation de la base	Kuala Lumpur (Malaisie)
1er-12 mars	Consultation technique sur la production de *médicaments en usine polyvalente*	Visegrad (Hongrie)
4-8 mars	Colloque international sur le sel et les produits chimiques marins	Bhavnagar (Inde)
13-28 mars	Conférence technique sur la technologie des engrais azotés en vue de promouvoir la coopération technique entre pays en développement	Beijing (Chine)
29 mars-1er avril	Conférence internationale sur les fibres synthétiques	Bombay (Inde)
13-20 avril	Forum international sur la technologie du ciment	Benghazi (Jamahiriya arabe libyenne)
19-30 avril	Séminaire sur certains matériaux de construction pour maisons d'habitation et autres immeubles bas	Sydney (Australie)
3-19 mai	Séminaire sur la planification de la production et la conservation de l'énergie dans les raffineries de pétrole	Vienne (Autriche)
17-21 mai	Semaine de consultation sur les produits pétrochimiques et les polymères	Porto Alegre, Canela (Brésil)
27 septembre-1er octobre	Séminaire sur l'autosuffisance des pays en développement en matière de sang et du fractionnement du sang	Stockholm (Suède)
19 octobre-4 novembre	Journées d'étude sur les technologies et les systèmes de construction faisant appel à des matériaux de construction à bon marché	Beijing (Chine)
1er-14 novembre	Séminaire sur l'industrie pharmaceutique (pharmacie moderne et traditionnelle) en vue de promouvoir la coopération technique entre pays en développement	Beijing (Chine)

[a]Organisée en coopération avec l'Alliance coopérative internationale (ACI).

[b]Organisé en coopération avec le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILLS).

[c]Organisé en coopération avec l'Instituto Italo-Latino Americano.

[d]Organisé conjointement avec l'Union panafricaine des télécommunications.

APPENDICE N

Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI)

TABLEAU 1. ETAT AU 31 DECEMBRE 1982 DES CONTRIBUTIONS ANNONCEES AU FNUDI POUR LA PERIODE 1978-1982

(En dollars des Etats-Unis)

Pays	*Contributions annoncées pour 1978-1982*	*Contributions annoncées pour 1983 et les années suivantes*	*Montant reçu en 1978-1982*	*Montant total des contributions annoncées mais non versées*
		Contributions générales		
Afghanistan	5 000	1 500	3 500	3 000
Algérie	369 000	40 000	283 921	125 079
Angola	40 000	—	40 000	—
Arabie saoudite	5 000 000	1 000 000	5 000 000	1 000 000
Argentine	187 000	—	187 000	—
Autriche	129 032	56 497	129 032	56 497
Bahrein	25 000	5 000	25 000	5 000
Bangladesh	12 079	2 000	12 079	2 000
Barbade	7 000	2 000	5 000	4 000
Bénin	23 429	2 000	21 429	4 000
Bhoutan	4 000	—	3 000	1 000
Birmanie	5 000	1 000	4 000	2 000
Bolivie	4 000	—	—	4 000
Botswana	13 644	—	13 644	—
Brésil	75 000	15 000	75 000	15 000
Bulgarie	281 252	117 371	281 252	117 371
Burundi	5 223	—	5 223	—
Cap-Vert	2 000	—	2 000	—
Chili	32 000	10 000	32 000	10 000
Chine	1 555 994	284 974	1 555 994	284 974
Chypre	5 968	1 016	5 968	1 016
Colombie	20 709	—	20 709	—
Congo	3 645	10 000	2 887	10 758
Costa Rica	6 000	—	4 520	1 480
Côte d'Ivoire	30 011	—	30 011	—
Cuba	161 379	24 823	161 379	24 823
Djibouti	4 000	—	4 000	—
Dominique	500	1 000	500	1 000
Egypte	341 803	63 589	341 803	63 589
Emirats arabes unis	65 000	—	65 000	—
Equateur	8 004	5 000	8 004	5 000
Fidji	5 500	1 000	5 500	1 000
Gabon	10 329	—	10 329	—
Ghana	66 903	—	66 903	—
Grèce	92 000	30 000	92 000	30 000
Guatemala	20 000	5 000	20 000	5 000
Guinée	2 073	—	2 073	—
Guinée-Bissau	395	—	395	—
Guyana	5 534	1 183	3 417	3 300
Haute-Volta	18 761	—	12 930	5 831
Hongrie	351 356	64 643	351 356	64 643
Inde	5 012 595	1 000 000	5 012 595	1 000 000
Indonésie	190 000	50 000	190 000	50 000
Iran (République islamique d')	195 000	—	85 000	110 000

Pays	*Contributions annoncées pour 1978-1982*	*Contributions annoncées pour 1983 et les années suivantes*	*Montant reçu en 1978-1982*	*Montant total des contributions annoncées mais non versées*
Iraq	1 072 581	—	750 000	322 581
Irlande	74 130	—	74 130	—
Jamahiriya arabe libyenne	305 000	—	305 000	—
Jamaïque	20 000	4 000	16 000	8 000
Japon	36 198	—	36 198	—
Jordanie	19 637	6 000	19 637	6 000
Kenya	24 139	18 182	14 139	28 182
Kuweït	275 000	—	275 000	—
Lesotho	8 000	2 000	8 000	2 000
Liban	—	2 000	—	2 000
Luxembourg	42 000	5 918	42 000	5 918
Madagascar	29 373	—	25 936	3 437
Malaisie	60 000	20 000	60 000	20 000
Malawi	10 843	2 196	10 843	2 196
Mali	1 458	—	—	1 458
Malte	6 869	—	6 869	—
Maroc	57 415	—	49 505	7 910
Maurice	6 004	903	6 004	903
Mauritanie	1 906	—	1 906	—
Mexique	66 045	—	66 045	—
Mongolie	11 286	2 141	11 286	2 141
Mozambique	4 000	5 026	4 000	5 026
Népal	2 800	—	2 800	—
Nicaragua	1 000	—	1 000	—
Nigéria	125 000	—	125 000	—
Oman	46 000	12 000	34 000	24 000
Ouganda	2 040	—	—	2 040
Pakistan	221 058	48 000	221 058	48 000
Panama	7 586	1 000	7 586	1 000
Paraguay	24 000	--	6 000	18 000
Pérou	45 000	—	45 000	—
Philipines	112 500	22 500	108 311	26 689
Pologne	537 149	147 727	537 149	147 727
Portugal	50 353	15 000	50 353	15 000
Qatar	115 000	30 000	115 000	30 000
République arabe syrienne	106 267	—	100 895	5 372
République de Corée	120 000	30 000	120 000	30 000
République démocratique allemande	775 443	507 087	775 443	507 087
République démocratique populaire lao	6 000	1 500	4 500	3 000
République dominicaine	5 000	—	5 000	—
République-Unie de Tanzanie	10 305	2 092	10 305	2 092
République-Unie du Cameroun	11 302	—	7 804	3 498
Roumanie	161 364	—	161 364	—
Rwanda	8 000	4 000	8 000	4 000
Saint-Siège	1 000	—	1 000	—
Samoa	300	—	300	—
Sénégal	22 000	1 000	—	23 000
Seychelles	4 714	—	4 714	—
Sierra Leone	6 000	—	—	6 000
Singapour	4 000	—	4 000	—
Somalie	4 808	—	2 341	2 467
Soudan	55 000	15 000	—	70 000
Sri Lanka	15 000	3 000	12 000	6 000
Suriname	4 000	2 000	2 000	4 000
Swaziland	5 348	1 773	5 348	1 773
Tchad	5 830	—	—	5 830

TABLEAU 1 *(suite)*

Pays	*Contributions annoncées pour 1978-1982*	*Contributions annoncées pour 1983 et les années suivantes*	*Montant reçu en 1978-1982*	*Montant total des contributions annoncées mais non versées*
Tchécoslovaquie	161 113	—	161 113	—
Thaïlande	103 679	23 144	103 679	23 144
Togo	19 069	2 801	16 154	5 716
Trinité-et-Tobago	99 701	20 000	79 701	40 000
Tunisie	78 475	22 231	58 250	42 456
Turquie	605 403	141 243	586 907	159 739
Union des Républiques socialistes soviétiques	3 656 487	671 141	3 656 487	671 141
Uruguay	49 432	—	48 602	830
Venezuela	103 000	21 000	103 000	21 000
Viet Nam	3 000	1 000	3 000	1 000
Yémen	5 011	—	2 011	3 000
Yémen démocratique	9 451	3 637	9 451	3 637
Yougoslavie	924 988	—	923 935	1 053
Zaïre	14 400	—	—	14 400
Zambie	46 839	13 001	45 120	14 770
Zimbabwe	5 000	13 020	5 000	13 020
Total des contributions générales	25 031 267	4 638 859	24 239 532	5 430 594
	Contributions spéciales			
Allemagne, République fédérale d'	9 127 393	2 440 945	9 180 214	2 388 124
Argentine	32 000	—	22 400	9 600
Australie	402 299	363 208	402 299	363 208
Autriche	2 180 808	621 469	2 180 808	621 469
Belgique	2 237 777	—	2 237 777	—
Brésil	100 108	—	100 108	—
Chine	203 648	70 000	203 648	70 000
Danemark	202 684	—	202 684	—
Finlande	961 175	109 313	684 096	386 392
France	1 838 084	979 021	1 838 084	979 021
Hongrie	259 576	—	259 576	—
Italie	5 825 684	2 076 125	5 825 684	2 076 125
Japon	2 219 401	407 977[a]	2 612 057	15 321
Malte	15 920	—	15 920	—
Mexique	50 707	—	50 707	—
Norvège	77 110	—	73 110	4 000
Pays-Bas	24 792	—	24 792	—
Portugal	5 624	—	5 624	—
Qatar	10 000	—	10 000	—
République démocratique allemande	23 344	12 598	23 344	12 598
Royaume-Uni	2 518 287	—	1 203 519	1 314 768
Suède	4 612 586	—	4 419 197	193 389
Suisse	2 815 892	—	2 815 892	—
Tchécoslovaquie	741 161	162 075	741 161	162 075
Yougoslavie	66 000	—	6 000	60 000
Total des contributions spéciales	36 552 060	7 242 731	35 138 701	8 656 090
TOTAL FNUDI	61 583 327	11 881 590	59 378 233	14 086 684

[a]Contribution annoncée pour les années suivantes : Japon (1984), 135 992 dollars.

TABLEAU 2. ETAT DES RESSOURCES DU FNUDI, AU 31 DECEMBRE 1982[a]

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Contributions générales	*Contributions spéciales*	*Total*
Contributions			
Contributions	29 670	53 795	73 465
Autres recettes	3 805	(1 795)	2 010
RECETTES TOTALES	33 475	42 000	75 475
Projets approuvés[a]			
Dépenses	21 390	24 871	46 261
Engagements	3 175	3 345	6 520
Crédits non encore dépensés/engagés	6 230	10 031	16 261
Réserve pour frais généraux	1 780	1 903	3 683
TOTAL POUR LES PROJETS APPROUVES	32 575	40 150	72 725
SOLDE DISPONIBLE POUR D'AUTRES PROJETS[b]	900	1 850	2 750
Situation de trésorerie			
Total des contributions et autres recettes	33 475	42 000	75 475
Montants à recevoir	5 448	8 656	14 104
Montants reçus	28 027	33 344	61 371
Décaissements	21 390	24 871	46 261
Solde disponible	6 637	8 473	15 110
Engagements non réglés	3 175	3 345	6 520
Réserve pour frais généraux	1 780	1 903	3 683
SOLDE NON ENGAGE	1 682	3 225	4 907

[a] Les chiffres figurant dans ce tableau représentent les recettes et les dépenses cumulatives du 1er janvier 1978 au 31 décembre 1982.

[b] Il convient d'ajouter 4 606 dollars à la colonne "Contributions générales" et 789 dollars à la colonne "Contributions spéciales", soit un total de 5 395 dollars reporté de l'ancien Fonds général d'affectation spéciale de l'ONUDI.

TABLEAU 3. ETAT RECAPITULATIF, AU 31 DECEMBRE 1982, DES PROJETS APPROUVES EN VUE DE LEUR FINANCEMENT PAR LE FNUDI, CLASSES SUIVANT LES DOMAINES PRIORITAIRES FIXES POUR CE FONDS

Domaines prioritaires fixés pour le FNUDI (1)	*Nombre de projets* (2)	*Monnaies convertibles (y compris frais généraux) (en dollars des Etats-Unis)* (3)	*Monnaies non convertibles (équivalent en dollars des Etats-Unis)* (4)	*Total (en dollars des Etats-Unis)* (5)	*Allocations (en pourcentages)*		
					Fixées comme objectifs pour une utilisation de ressources[a]		
					100% (6)	95% (7)	*Effectives* (8)
Mesures spéciales en faveur du développement industriel des pays les moins avancés	52	5 616 365	1 978 105	7 594 470	9	10,5	10
Transfert et adaptation des techniques et mise au point de techniques appropriées, et information industrielle	96	11 872 741	347 818	12 220 559	10	11,7	17

TABLEAU 3 *(suite)*

Domaines prioritaires fixés pour le FNUDI *(1)*	*Nombre de projets* *(2)*	*Monnaies convertibles (y compris frais généraux) (en dollars des Etats-Unis)* *(3)*	*Monnaies non convertibles (équivalent en dollars des Etats-Unis)* *(4)*	*Total (en dollars des Etats-Unis)* *(5)*	*Allocations (en pourcentages)*		
					Fixées comme objectifs pour une utilisation de ressources[a]		*Effectives* *(8)*
					100% *(6)*	*95%* *(7)*	
Coopération économique et technique entre pays en développement	51	3 654 699	1 310 293	4 964 992	9	10,5	7
Formation en groupe et renforcement des institutions de formation industrielle dans les pays en développement	217	12 972 976	7 679 953	20 652 929	10	11,7	28
Infrastructure institutionnelle pour l'industrie	31	1 306 824	451 467	1 758 291	10	11,7	2
Industries de transformation des ressources naturelles locales, y compris industries orientées vers l'exportation	53	7 912 746	541 343	8 454 089	12	14,2	12
Industries satisfaisant les besoins essentiels et assurant l'appui des industries rurales	36	3 972 537	167 743	4 140 280	8	9,4	6
Activités de promotion	90	11 591 986	451 536	12 043 522	8	9,4	17
Autres activités	17	765 966	104 902	870 868	5	5,9	1
TOTAL	643	59 666 840	13 033 160	72 700 000	81	95,0	100,0

[a]Voir document ID/B/C.3/60, tableau 2.

APPENDICE O

Assistance technique fournie par l'ONUDI aux pays en développement les moins avancés du 1er janvier au 31 décembre 1982

TABLEAU 1. ASSISTANCE FOURNIE PAR PAYS ET PAR SOURCE DE FINANCEMENT[a]

(En dollars des Etats-Unis)

Région/pays	*Programme ordinaire*	*PNUD/CIP*	*Services industriels spéciaux*	*PNUD/Mesures spéciales*	*FNUDI*[b]	*Autres sources*	*Total*
Afrique							
Bénin	1 036	94 412	38 165	—	—	13 000[c]	146 613
Botswana	45 143	46 364	4 575	—	—	—	96 082
Burundi	3 514	293 942	24 296	—	—	25 353[d]	347 105
Cap-Vert	6 612	—	23 729	—	—	—	30 341
Comores	—	—	5 462	—	88 696	63 584[c]	157 742
Ethiopie	4 188	2 017 135	22 500	—	70 084	18 304[c]	2 132 211
Gambie	—	—	—	—	16 562	—	16 562
Guinée	127 426	656 107	—	—	—	—	783 533
Guinée-Bissau	—	25 859	13 633	—	—	—	39 492
Haute-Volta	11 481	348 562	75 038	—	225 718	56 682[c]	717 481
Lesotho	21 218	10 321	14 187	56 021	61 001	—	162 748
Malawi	26 703	297 129	—	61 372	—	—	385 204
Mali	5 218	398 110	—	—	143 858	—	547 186
Niger	17 169	731 866	210	—	—	—	749 245
Ouganda	—	210 145	40 381	—	—	—	250 526
République centrafricaine	11 944	44 604	42 115	—	—	—	98 663
République-Unie de Tanzanie	47 164	2 676 474	51 355	160 653	468 768	25 008[g] 29 463[c]	3 468 885
Rwanda	66 666	983 300	1 862	163 819	—	21 144[e] (118 947)[f]	1 117 844
Somalie	44 851	407 978	34 886	—	6 710	—	494 427
Soudan	9 859	305 358	100 918	—	32 362	233 121[d]	681 618
Tchad	—	—	9 258	—	8 500	—	17 758
Total partiel	450 192	9 547 666	502 572	441 865	1 122 259	373 760	12 438 314

TABLEAU 1 *(suite)*

Région/pays	*Programme ordinaire*	*PNUD/CIP*	*Services industriels spéciaux*	*PNUD/Mesures spéciales*	*FNUDI*[b]	*Autres sources*	*Total*
Amériques							
Haïti	57 966	139 783	9 562	1 269	—	38 597[c]	247 177
Asie et Pacifique							
Afghanistan	—	92 066	76 938	—	—	—	169 004
Bangladesh	157	3 111 765	—	112 713	67 831	12 623[c]	3 305 089
Bhoutan	9 150	162 479	—	—	3 560	—	175 189
Maldives	—	—	10 810	—	—	—	10 810
Népal	16 433	1 878 101	16 457	98 082	60 182	31 409[c]	2 100 664
République démocratique populaire lao	—	37 454	(1 156)	—	—	—	36 298
Samoa	28 684	—	—	—	—	—	28 684
Total partiel	54 424	5 281 865	103 049	210 795	131 573	44 032	5 825 738
Etats arabes[h]							
Yémen	27 526	327 090	—	—	3 400	—	358 015
Yémen démocratique	71 499	307 696	65 263	—	121 216	—	565 674
Total partiel	99 025	634 786	65 263	—	124 616	—	923 690
Projets régionaux, interrégionaux et mondiaux spécialement conçus pour les pays les moins avancés	385 962	331 058	—	—	—	—	717 020
TOTAL	1 047 569	15 935 158	680 446	653 929	1 378 448	456 389	20 151 939

Note: ( ) = Corrections concernant les années antérieures.

[a] A l'exclusion des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux ainsi que des bourses de perfectionnement individuelles et des programmes de formation en groupe, dont les pays les moins avancés bénéficient en même que d'autres pays en développement, et qui sont généralement financés au moyen de fonds autres que ceux affectés spécialement aux pays les moins avancés.

[b] A l'exclusion de l'allocation pour frais généraux (14 %).

[c] Fonds d'affectation spéciale.

[d] Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

[e] Fonds d'équipement des Nations Unies.

[f] Somme à recevoir.

[g] Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

[h] Pour le Soudan, voir la rubrique "Afrique".

TABLEAU 2. PROJETS NOUVEAUX APPROUVES, PAR PAYS ET PAR SOURCE DE FINANCEMENT[a]

(En dollars des Etats-Unis)

Région/pays	*Programme ordinaire*	*PNUD/CIP*	*Services industriels spéciaux*	*PNUD/Mesures spéciales*	*FNUDI*[b]	*Autres sources*	*Total*
Afrique							
Bénin	44 475	—	21 200	—	—	—	65 675
Botswana	76 003	—	7 000	—	—	—	83 003
Burundi	108 160	3 450 000	151 100	—	—	390 000[c]	4 099 260
Cap-Vert	12 200	—	52 900	—	—	—	65 100
Comores	101 800	—	—	—	—	70 797[d]	172 597
Ethiopie	26 986	—	173 900	—	—	44 250[d]	245 136
Gambie	—	—	122 100	—	263 152	—	385 252
Guinée	175 782	185 002	18 200	—	—	—	378 984
Guinée-Bissau	27 260	33 200	50 800	—	—	—	111 260
Haute-Volta	23 835	—	—	—	340 000	—	363 835
Lesotho	46 422	—	59 100	—	114 700	—	220 222
Malawi	59 124	—	67 000	—	—	—	126 124
Mali	6 397	200 900	79 600	—	210 000	—	496 897
Niger	58 817	287 250	—	—	—	—	346 067
Ouganda	—	—	128 975	—	—	—	128 975
République centrafricaine	23 000	—	25 500	—	—	—	48 500
République-Unie de Tanzanie	147 361	331 200	105 500	387 011	512 761	42 000[d]	1 525 833
Rwanda	88 070	—	23 850	—	22 000	—	133 920
Somalie	132 500	1 528 810	—	—	443 000	—	2 104 310
Soudan	10 245	—	162 310	—	—	647 000[c]	819 555
Tchad	—	—	21 600	—	109 000	—	130 600
Total partiel	1 168 437	6 016 362	1 270 635	387 011	2 014 613	1 194 047	12 051 105
Amériques							
Haïti	251 550	45 000	—	—	—	—	296 550

TABLEAU 2 *(suite)*

Région/pays	*Programme ordinaire*	*PNUD/CIP*	*Services industriels spéciaux*	*PNUD/Mesures spéciales*	*FNUDI*[b]	*Autres sources*	*Total*
Asie et Pacifique							
Afghanistan	—	—	135 850	—	—	—	135 850
Bangladesh	315	2 774 497	—	—	—	12 380[d]	2 787 192
Bhoutan	29 350	244 075	—	—	—	—	273 425
Maldives	—	—	7 400	—	—	—	7 400
Népal	79 500	1 525 450	22 300	—	25 000	36 295[d]	1 688 545
République démocratique populaire lao	—	101 800	—	—	—	—	101 800
Samoa	28 000	—	—	—	—	—	28 000
Total partiel	137 165	4 645 822	165 550	—	25 000	48 675	5 022 212
Etats arabes[h]							
Yémen	—	—	—	—	—	—	—
Yémen démocratique	103 068	—	53 100	—	144 000	—	300 168
Total partiel	103 068	—	53 100	—	144 000	—	300 168
Projets régionaux, interrégionaux et mondiaux spécialement conçus pour les pays les moins avancés	717 761	455 840	—	—	664 368	606 520[d]	2 444 489
TOTAL	2 377 981	11 163 024	1 489 285	387 011	2 847 981	1 849 242	20 114 524

[a]A l'exclusion des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux ainsi que des bourses de perfectionnement individuelles et des programmes de formation en groupe, dont les pays les moins avancés bénéficient en même temps que d'autres pays en développement, et qui sont généralement financés au moyen de fonds autres que ceux affectés spécialement aux pays les moins avancés.

[b]A l'exclusion de l'allocation pour frais généraux (14 %).

[c]Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

[d]Fonds d'affectation spéciale.

[e]Pour le Soudan, voir la rubrique "Afrique".

TABLEAU 3. TOTAL PROJETS APPROUVES (PROJETS NOUVEAUX, PLUS ALLOCATIONS SUPPLEMENTAIRES POUR DES PROJETS EN COURS, MOINS PROJETS ANNULES)[a]

(En dollars des Etats-Unis)

Région/pays	*Programme ordinaire*	*PNUD/CIP*	*Services industriels spéciaux*	*PNUD/Mesures spéciales*	*FNUDI*[b]	*Autres sources*	*Total*
Afrique							
Bénin	44 475	(111 652)	43 700	—	—	3 520[c]	(19 957)
Botswana	76 003	164 527	7 000	—	—	—	247 530
Burundi	108 160	3 450 000	150 400	—	—	390 000[d]	4 098 560
Cap-Vert	12 200	—	57 194	—	—	—	69 394
Comores	101 800	—	—	—	—	70 797[c]	172 597
Ethiopie	26 986	421 042	173 900	—	—	44 250[c]	666 178
Gambie	—	—	122 100	—	438 508	—	560 608
Guinée	175 782	490 635	18 200	—	—	—	684 617
Guinée-Bissau	27 260	33 200	50 800	—	—	—	111 260
Haute-Volta	23 835	388 942	16 379	—	431 788	—	860 944
Lesotho	46 422	—	59 100	(6 760)	114 700	—	213 462
Malawi	59 124	(172 656)	67 000	(87 543)	—	—	(134 075)
Mali	6 397	330 239	59 950	—	218 501	—	615 087
Niger	58 817	345 767	—	—	—	—	404 584
Ouganda	—	40 290	129 366	—	—	—	169 656
République centrafricaine	23 000	3 058	25 500	—	—	—	51 558
République-Unie de Tanzanie	147 361	652 714	108 375	386 711	526 658	85 930[c]	1 907 749
Rwanda	88 070	360 976	23 850	116 511	22 000	—	611 407
Somalie	132 500	1 577 072	7 250	16 500	445 675	—	2 178 997
Soudan	10 245	250 192	164 351	—	—	647 000[d] 2 011[c]	1 073 799
Tchad	—	(872 796)	21 600	—	109 000	—	(742 196)
Total partiel	1 168 437	7 351 550	1 306 015	425 419	2 306 830	1 243 508	13 801 759
Amériques							
Haïti	251 550	(16 717)	—	—	—	21 250[c]	256 083

TABLEAU 3 *(suite)*

Région/pays	*Programme ordinaire*	*PNUD/CIP*	*Services industriels spéciaux*	*PNUD/Mesures spéciales*	*FNUDI*[b]	*Autres sources*	*Total*
Asie et Pacifique							
Afghanistan	—	—	135 850	—	—	—	135 850
Bangladesh	315	4 765 890	—	40 314	(89 095)	12 380[c]	4 729 804
Bhoutan	29 350	209 617	—	—	—	—	238 967
Maldives	—	—	7 400	—	—	—	7 400
Népal	79 500	1 321 231	22 300	45 904	25 000	36 295[c]	1 530 230
République démocratique populaire lao	—	101 800	1 780	—	—	—	103 580
Samoa	28 000	—	—	—	—	—	28 000
Total partiel	137 165	6 398 538	167 330	86 218	(64 095)	48 675	6 773 831
Etats arabes[e]							
Yémen	—	(388 787)	—	—	—	—	(388 787)
Yémen démocratique	103 068	183 800	53 100	—	267 032	—	607 000
Total partiel	103 068	(204 987)	53 100	—	267 032	—	218 213
Projets régionaux, interrégionaux et mondiaux spécialement conçus pour les pays les moins avancés	717 761	1 065 242	—	—	664 368	606 520[c]	3 054 891
TOTAL	2 377 981	14 594 626	1 526 445	511 637	3 174 135	1 919 953	24 104 777

Note : ( ) = corrections concernant les années antérieures.

[a] A l'exclusion des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux ainsi que des bourses de perfectionnement individuelles et des programmes de formation en groupe, dont les pays les moins avancés bénéficient en même temps que d'autres pays en développement, et qui sont généralement financés au moyen de fonds autres que ceux affectés spécialement aux pays les moins avancés.

[b] A l'exclusion de l'allocation pour frais généraux (14 %).

[c] Fonds d'affectation spéciale.

[d] Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

[e] Pour le Soudan, voir la rubrique "Afrique".

Printed in Austria
V.82-31507 - March 1983 2,500

ID/B/300

with
12345-F

Distr. GENERALE

ID/B/300/Add.1
25 mars 1983

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Conseil du développement industriel

Dix-septième session
Vienne, 26 avril-13 mai 1983

Point 4 de l'ordre du jour

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXECUTIF, 1982

Additif 1

Propositions tendant à renforcer le réseau des conseillers industriels hors siège et des administrateurs adjoints

Rapport du Directeur exécutif

V.83-53841
Distr.: 8 avril 1983

TABLE DES MATIERES

		Page
Introduction		3
I.	RENSEIGNEMENTS GENERAUX	3
II.	PERSPECTIVES CONCERNANT LE PROGRAMME DES CONSEILLERS INDUSTRIELS PRINCIPAUX HORS SIEGE, 1983-1985	5
	Financement du programme en 1983	5
	Le programme des conseillers principaux hors siège en 1984-1985	5
III.	MESURES A PRENDRE PAR LE CONSEIL DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	7
Notes		

Résumé

Compte tenu des suggestions faites par le Conseil du développement industriel à sa seizième session et des décisions prises par le Conseil d'administration du PNUD à sa vingt-neuvième session et par l'Assemblée générale à sa trente-septième session, ce rapport présente, pour examen par le Conseil, des propositions tendant à renforcer le réseau des conseillers industriels hors siège et des administrateurs adjoints.

Introduction

1. Au cours de l'examen du Rapport annuel du Directeur exécutif, 1981 (ID/B/280), le Conseil du développement industriel, à sa seizième session, a proposé un renforcement du réseau des conseillers industriels hors siège et des administrateurs adjoints[1/]. On trouvera ci-après des propositions tendant à renforcer ce réseau, qui tiennent compte des décisions prises en 1982 par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à sa vingt-neuvième session et par l'Assemblée générale à sa trente-septième session.

2. Aux paragraphes 5 et 7 de sa décision 82/38, le Conseil d'administration du PNUD, tout en autorisant l'Administrateur à financer le plus grand nombre possible de postes de conseillers industriels principaux hors siège dans la limite des ressources disponibles, a invité le Conseil économique et social et l'Assemblée générale à se préoccuper de l'urgente nécessité pour l'ONUDI de prendre à sa charge une plus grande part du coût du programme desdits conseillers. Par la suite, le Conseil économique et social, au paragraphe 5 de sa résolution 1982/66 A, a recommandé à l'Assemblée générale de faire en sorte que des ressources adéquates, provenant de sources que l'Assemblée déterminerait, soient fournies afin que des conseillers industriels principaux hors siège puissent être nommés dans les pays qui ont besoin d'eux, en particulier dans tous les pays les moins avancés et surtout dans ceux d'Afrique. Aux paragraphes 4 et 5 de la section I de sa résolution 37/212 relative à la coopération en matière de développement industriel, l'Assemblée a décidé qu'il faudrait prévoir au budget ordinaire de l'ONUDI des ressources suffisantes en vue de financer en 1983 jusqu'à 10 postes supplémentaires de conseillers industriels principaux hors siège, en particulier dans les pays les moins avancés et surtout dans ceux d'Afrique ainsi qu'à l'avenir dans tous les pays en développement qui ont besoin de leurs services. La Cinquième Commission a approuvé pour 1983 une allocation supplémentaire de 943 400 dollars afin de financer les services de 10 conseillers industriels principaux hors siège et les services d'appui connexes[2/]. L'Assemblée a invité le Conseil a examiner la question du financement des postes de conseillers industriels principaux hors siège à sa dix-septième session et décidé d'examiner, à sa trente-huitième session, sur la base des recommandations du Conseil, la question d'un appui budgétaire approprié pour l'exercice biennal 1984-1985 en vue de maintenir et, le cas échéant, développer le programme des conseillers industriels principaux hors siège.

I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

3. A sa douzième session, tenue en 1978, le Conseil, ayant examiné un rapport du Directeur exécutif sur le renforcement de l'efficacité du programme des conseillers industriels hors siège (ID/B/203), a réaffirmé énergiquement son appui à ce programme et demandé instamment qu'il soit renforcé[3/]. A sa treizième session, tenue en 1979, le Conseil a, d'une manière générale, approuvé les recommandations formulées par Sir Robert Jackson dans son évaluation du programme des conseillers industriels hors siège[4/] et, en particulier, l'opinion suivant laquelle le programme devrait être renforcé[5/]. A sa quinzième session, tenue en 1981, le Conseil s'est de nouveau déclaré convaincu de l'importance du programme et de la nécessité d'offrir à tous les pays en développement, particulièrement aux pays les moins avancés, les

services de conseillers industriels principaux hors siège[6/]. Le Conseil a aussi rappelé la décision III (VII) du 14 mai 1973 par laquelle il recommandait de porter à 60, avant 1977, le nombre des conseillers industriels principaux hors siège, noté les contraintes financières imposées à ce moment aux activités du PNUD et invité le Conseil d'administration du PNUD à maintenir au niveau actuel les services de conseillers industriels principaux hors siège et à faire tout ce qui était possible pour les augmenter; le Conseil a en outre invité les Etats Membres à fournir volontairement des fonds supplémentaires à l'ONUDI en vue d'augmenter le nombre de ces conseillers[7/].

4. Les passages ci-dessus indiquent que le Conseil continue à approuver le programme et qu'il reconnaît la contribution importante des conseillers industriels principaux hors siège aux travaux de l'ONUDI. A la quinzième session du Conseil, on avait largement appuyé le programme qui "jouait un rôle de premier plan dans le développement industriel et était très utile pour exécuter et suivre les activités d'assistance technique en faveur des pays en développement"; on a estimé que les conseillers industriels principaux hors siège "constituaient un lien entre l'ONUDI et les pays en développement, un lien qui accroissait l'efficacité des activités opérationnelles de l'Organisation et leur permettait de mieux répondre aux besoins de ces pays"[8/].

5. Le "Mémoire d'accord relatif à l'établissement, à l'échelon national, d'un service extérieur de l'ONUDI devant être intégré dans les bureaux extérieurs du PNUD", signé le 3 octobre 1967 par l'Administrateur du PNUD et le Directeur exécutif de l'ONUDI, définissait comme suit l'objet des arrangements convenus :

"a) D'assurer, pour le personnel de l'ONUDI sur le terrain et pour les activités de l'Organisation, un degré souhaitable de coordination et d'intégration au sein des bureaux de représentants résidents du PNUD, particulièrement en ce qui concerne les efforts à faire pour élargir les activités opérationnelles dans le domaine industriel;

"b) De fournir, quand cela est nécessaire, les services de conseillers hors siège pour le développement industriel (ONUDI) en matière de coopération technique, tant aux autorités techniques du gouvernement bénéficiaire qu'au représentant résident;

"c) D'assurer à l'ONUDI des moyens de liaison adéquats avec les Etats Membres pour les questions qui ne ressortissent pas à la compétence du PNUD ainsi qu'avec les commissions économiques régionales et toutes autres organisations régionales ou sous-régionales." 9/.

6. Dans son étude du programme des conseillers industriels principaux hors siège, Sir Robert Jackson a constaté que par suite des changements survenus depuis la création du programme, les conseillers industriels passaient plus de temps à donner des conseils aux gouvernements, ce qui, à son avis, était l'une de leurs principales fonctions, suivie de l'appui aux activités de coopération technique, de la liaison avec les Etats Membres et de l'aide fournie aux représentants résidents (ID/B/228, annexe, paragraphes 87 à 91).

7. Depuis 1979, le transfert progressif, vers les pays, des fonctions de conception, d'examen préalable et d'approbation des projets, rendu possible par les méthodes de programmation continue adoptées par le PNUD, a conféré une importance accrue aux réseaux des conseillers industriels principaux hors siège. Ces conseillers ont joué en outre un rôle de soutien de plus en plus actif dans les domaines suivants : Système de consultations, promotion des investissements, transfert des techniques et évaluation. En même temps, leurs attributions en ce qui concerne l'appui technique aux projets se sont étendues, dans la mesure où les projets opérationnels de l'ONUDI devenaient plus nombreux, plus importants et plus complexes.

Les dépenses relatives aux projets sont passées de 43,9 millions de dollars en 1977 (année au cours de laquelle le nombre de conseillers aurait dû être porté à 60, comme le Conseil l'avait demandé à sa septième session) à 70,5 millions en 1979 (année au cours de laquelle le Conseil a examiné l'étude élaborée par Sir Robert Jackson) et à 91,9 millions de dollars en 1982. Le nombre de projets est passé de 1 330 (dont 93 d'un montant supérieur à un million de dollars) en 1979 à 1 510 (dont 127 d'un montant supérieur à un million de dollars) en 1982. La nécessité de renforcer le programme des conseillers industriels principaux hors siège est donc plus grande que jamais.

II. PERSPECTIVES CONCERNANT LE PROGRAMME DES CONSEILLERS INDUSTRIELS PRINCIPAUX HORS SIEGE, 1983-1985

Financement du programme en 1983

8. Le programme des conseillers industriels principaux hors siège aura quatre sources de financement en 1984 : les fonds du PNUD pour l'appui sectoriel, les contributions spéciales des gouvernements au PNUD, les contributions des gouvernements à l'ONUDI au titre du fonds d'affectation spéciale, et le budget ordinaire. Le financement des divers postes s'établira approximativement comme suit :

	PNUD (y compris les contributions spéciales des gouvernements)	Contributions des gouvernements à l'ONUDI au titre du fonds d'affectation spéciale a/	Budget ordinaire	Total b/
Région				
Afrique	8	1	5	14
Asie et Pacifique	8	1	3	12
Amérique latine	7	-	1	8
Etats arabes et Europe	4	1	1	6
Total	27	3	10	40

a/ Trois pays ont jusqu'ici versé des contributions pour deux ans : le Japon, la Finlande et l'Autriche.

b/ La ventilation définitive des postes entre les diverses sources de financement sera décidée par l'ONUDI et le PNUD, en consultation.

Le programme des conseillers principaux hors siège en 1984-1985

9. Le PNUD a consacré 4,061 millions de dollars au programme des conseillers en 1984-1985 au titre des crédits pour l'appui sectoriel en se fondant sur l'hypothèse que les fonds disponibles pour l'appui sectoriel ne représenteraient que 51 % des fonds consacrés au départ au reste du troisième cycle de programmation. Le montant exact des crédits consacrés par le PNUD à ce programme était de 3,852 millions de dollars en 1982 et de 3,253 millions de dollars en 1983. Les crédits consacrés par le PNUD à ce programme en 1984-1985 représenteront donc approximativement 63 % des crédits qui avaient été accordés en 1982-1983. On estime que les apports du PNUD ne permettront de financer que 17 postes en 1984-1985 contre 27 en 1983 (postes financés notamment par les contributions spéciales des gouvernements).

10. On ne prévoit par ailleurs pas de diminution des besoins. Afin de conserver en 1984-1985 un réseau de 40 conseillers industriels principaux hors siège (à un coût moyen estimé à 140 000 dollars par an et par poste) il faudrait disposer d'environ 5,6 millions de dollars par an. La contribution du PNUD étant ramenée à 2,03 millions par an, il faudra trouver 3,57 millions de dollars supplémentaires chaque année au titre des autres sources de financement, soit 7,14 millions de dollars pour la période biennale.

11. Compte tenu des différences entre les divers lieux d'affectation en ce qui concerne le coût de la vie, le coût calculé n'est qu'approximatif et représente une moyenne pour l'ensemble des postes. Estimé à 130 000 dollars pour 1983, il devrait passer à 140 000 dollars pendant la période biennale 1984-1985. Il représente le traitement, les déplacements administratifs et les dépenses communes de personnel d'un conseiller industriel principal hors siège ainsi que les déplacements officiels dans les divers pays de son ressort et au siège, le salaire d'une secrétaire et d'un chauffeur, la location et l'entretien des locaux, les frais de télécommunications, les transports locaux, les fournitures, le mobilier et l'équipement. Toutes ces dépenses doivent, selon le PNUD, être financées au titre du programme des conseillers.

12. On trouvera ci-après le détail des coûts estimatifs d'un poste de conseiller, établi à partir des coûts constatés en 1983, notamment pour les traitements, les dépenses communes de personnel et les coûts de l'appui :

Objet de la dépense[a/]	Au niveau P-5 (en dollars des E.-U.)	Au niveau D-1 (en dollars des E.-U.)
CONSEILLER		
Traitement	56 500	60 700
Dépenses communes de personnel	17 515	18 817
Total partiel	74 015	79 517
Autres dépenses		
Salaires du personnel local	22 000	22 000
Dépenses communes de personnel	6 820	6 820
Déplacements officiels	15 000	15 000
Services contractuels	1 000	1 000
Location et entretien des locaux	4 000	4 000
Frais de télécommunications	3 200	3 200
Transports locaux	2 000	2 000
Fournitures	500	500
Mobilier et équipement	3 000	3 000
Total	131 535	137 037

a/ Comme ces estimations ne tiennent pas compte d'une inflation possible pendant la période 1984-1985, les coûts pour cette période seront donc un peu plus élevés, comme nous l'avons souligné au paragraphe 11 ci-dessus.

III. MESURES A PRENDRE PAR LE CONSEIL DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

13. Tenant compte des informations ci-dessus, le Conseil du développement industriel souhaitera peut-être présenter des recommandations à l'Assemblée générale, à sa trente-huitième session, concernant un appui budgétaire approprié pour la période biennale 1984-1985 en vue de maintenir et, le cas échéant de développer le programme des conseillers industriels principaux hors siège. En même temps, le Conseil souhaitera peut-être encourager les pays à continuer à verser des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale en vue du financement de ce programme.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 16 (A/37/16), paragraphe 35.

2/ Rapport annuel du Directeur exécutif, 1982 (ID/B/300), chapitre II, tableau 2.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 16 (A/33/16), paragraphe 294.

4/ Voir "Renforcement de l'efficacité du programme des conseillers industriels hors siège" (ID/B/228), annexe, paragraphes 1 à 33.

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 16 (A/34/16), paragraphes 62 et 63.

6/ Ibid., trente-sixième session, Supplément No 16 (A/36/16), paragraphe 124.

7/ Ibid., paragraphes 125 à 128.

8/ Ibid., paragraphe 108.

9/ "Rapport sur les activités de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en 1967" (ID/B/22), annexe II, paragraphe 1; op. cit. (ID/B/228), appendice II, paragraphe 1; "Déclaration de Sir Robert Jackson à la trentième session du Conseil du développement industriel (261ème séance plénière, 3 mai 1979)" (ID/B/231 et Corr.1).

with
12345-F

Distr. GENERALE
ID/B/300/Add.2
12 avril 1983

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Conseil du développement industriel

Dix-septième session
Vienne, 26 avril-13 mai 1983
Point 4 de l'ordre du jour

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXECUTIF 1982

Additif 2

Profils des activités de coopération technique de l'ONUDI

V.83-53546
Distr.: 22 avril 1983

TABLE DES MATIERES

	Page
Introduction	3
AFRIQUE	5
AMERIQUES	57
ASIE ET PACIFIQUE	93
ETATS ARABES	125
EUROPE	145

ABREVIATIONS

PNUD/CIP	Programme des Nations Unies pour le développement/Chiffre indicatif de planification
PNUD/SIS/MS	Programme des Nations Unies pour le développement/Services industriels spéciaux/Mesures spéciales
SIS/FAS	Services industriels spéciaux/Fonds d'affectation spéciale
PO	Programme ordinaire d'assistance technique
FAS	Fonds d'affectation spéciale (y compris le Fonds général d'affectation spéciale de l'ONUDI)
FNUDI	Fonds des Nations Unies pour le développement industriel

Introduction

A sa septième session, le Comité permanent a demandé qu'il soit fourni au Conseil du développement industriel des renseignements, ventilés par pays, sur les activités d'assistance technique de l'ONUDI. Le présent document a pour objet de dégager les grandes lignes des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1982, pendant le deuxième cycle de programmation par pays du PNUD (1977-1981) et pendant la première année du troisième cycle (1982-1986), ventilées par pays et territoires. Les notes explicatives ci-après visent à faciliter la compréhension des tableaux repris dans les profils.

Tableau A. Nouveaux projets approuvés

Le tableau A indique le nombre et le coût totaux des nouveaux projets approuvés chaque année (1977-1982), pour toutes les sources de financement.

Tableau B. Dépenses

Dépenses (toutes sources) : indique les dépenses encourues par l'ONUDI pour tous les projets pendant la période 1977-1981 et en 1982, en milliers de dollars des Etats-Unis.

Total CIP/PNUD : indique le montant des dépenses correspondant à l'assistance fournie par toutes les organisations-agents d'exécution du PNUD sous forme de services d'experts, services sous-traités, matériel, formation, etc., pour des projets de coopération technique financés au titre des chiffres indicatifs de planification (CIP) établis par le PNUD pour les divers pays (1977-1981 : dépenses effectives indiquées par le PNUD; 1982 : estimations du PNUD).

La rubrique "part de l'ONUDI" indique, en milliers de dollars des Etats-Unis et en pourcentage du total, les dépenses de l'Organisation en tant qu'agent d'exécution du PNUD et la place qui lui revient dans l'ensemble des activités financées au titre du CIP dans le pays ou territoire considéré.

Tableau C. Ventilation des projets PNUD approuvés

Ce tableau indique de façon générale l'envergure des projets PNUD/ONUDI dans un pays ou territoire donné.

Tableau D. Experts en poste

Ce tableau indique le nombre de postes d'experts - recrutés pour des missions de courte ou de longue durée - occupés dans un pays ou territoire donné en 1977, 1978, 1979, 1980, 1981 et 1982.

Tableau E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI au cours de la période 1977-1981 et en 1982

Les informations consignées dans ce tableau indiquent l'importance relative des diverses sources de financement des activités de l'ONUDI dans un pays ou territoire donné au cours de la période 1977-1981 et en 1982, l'importance relative des diverses catégories de dépenses et la répartition des dépenses entre les divers éléments de programme de l'ONUDI (essentiellement la Division des opérations industrielles).

Note : Le chiffre figurant entre parenthèses au-dessus du chiffre "PNUD/CIP" pour 1972-1976 et 1977-1981 correspond au CIP ajusté; pour la période 1982-1986, il s'agit du CIP ajusté à 55 %, retenu pour exemple; le pourcentage figurant au-dessous indique la part de l'ONUDI dans le CIP programmé.

A F R I Q U E */

*/ Y compris les Etats arabes d'Afrique repris sous la rubrique "Etats arabes".

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ALGERIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (2,7%) — 1977–1981 : (21 080) 20 000 (4,9%) — 1982–1986 : (12 495) 20 000 S.O.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	47 270
1978	13	781 046
1979	6	424 550
1980	2	7 000
1981	3	35 480
1982	1	17 028

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 766	45				
Total PNUD/CIP	21 089	3 867				
Part de l'ONUDI	1 293	34				
(en pourcentage)	(6,1%)	(0,9%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	29	2
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	3	-
1978	6	3	3
1979	12	10	2
1980	11	8	3
1981	8	7	1
1982	9	8	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	73,3	74,7	Experts	41,8	76,8	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	17,4	-	Sous-traitance	50,0	10,0	Planification industrielle	1,6	3,8
SIS/FAS	0,8	-	Formation	6,3	7,1	Infrastructure institutionnelle	8,1	-
PO	1,9	21,5	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	5,5	3,8	Divers	1,9	6,1	Formation	1,0	-
FNUDI	1,1	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	14,2	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	39,0	74,7
						Industries chimiques	33,3	-
						Autres	2,8	21,5

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ANGOLA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 3 000 (-) — 1977–1981 : (13 945) 10 950 (12%) — 1982–1986 : (21 630) 41 500 (18,7%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	6	89 706
1979	-	-
1980	6	685 200
1981	10	1 658 863
1982	9	438 369

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 574	1 301				
Total PNUD/CIP	13 945	3 965				
Part de l'ONUDI	1 413	963				
(en pourcentage)	(10,1%)	(24,3%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	15	7
150 000 à 500 000	6	7
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	1	1	-
1980	10	7	3
1981	9	6	3
1982	15	11	4

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	56,7	74,0	Experts	15,9	28,4	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	20,8	4,7	*Sous-traitance*	60,0	55,4	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	0,1	-	Formation	2,6	-	Infrastructure institutionnelle	0,1	1,5
PO	0,3	0,1	Matériel	21,0	14,8	Création d'usines	1,9	0,4
FAS	-	-	Divers	0,5	1,4	Formation	3,3	-
FNUDI	22,1	21,2				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	25,4	17,8
						Industries métallurgiques	8,9	19,1
						Industries mécaniques	6,4	25,6
						Industries chimiques	54,0	35,6
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BENIN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (9,5%) — 1977–1981 : (15 234) 16 250 (8,9%) — 1982–1986 : (18 206) 33 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	11	1 450 950
1978	5	56 250
1979	6	77 150
1980	5	348 838
1981	3	62 000
1982	3	65 675

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 766	146				
Total PNUD/CIP	16 016	3 371				
Part de l'ONUDI	1 343	94				
(en pourcentage)	(8,4%)	(2,8%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	26	2
150 000 à 500 000	2	1
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	10	5	5
1978	7	4	3
1979	14	9	5
1980	12	8	4
1981	6	4	2
1982	2	2	0

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	76,0	64,2	Experts	77,2	35,5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	19,7	22,5	Sous-traitance	3,3	57,9	Planification industrielle	0,5	1,7
SIS/FAS	0,6	3,7	Formation	3,2	4,4	Infrastructure institutionnelle	1,6	-
PO	2,0	0,7	Matériel	9,1	-	Création d'usines	81,1	89,3
FAS	1,7	8,9	Divers	7,2	2,2	Formation	0,2	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	2,5	-
Autres						Agro-industries	1,9	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	2,6	-
						Industries chimiques	9,6	9,0
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BOTSWANA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 800 (6%) — 1977–1981 : (7 264) 8 500 (10,4%) — 1982–1986 : (4 313) 8 500 (0,3%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	4	86 310
1979	3	76 100
1980	3	30 900
1981	5	119 558
1982	4	83 003

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 044	96				
Total PNUD/CIP	7 654	1 291				
Part de l'ONUDI	702	46				
(en pourcentage)	(9,2%)	(3,6%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	8	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	4	-	4
1978	6	1	5
1979	3	1	2
1980	3	-	3
1981	2	-	2
1982	5	4	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	75,9	48,2	Experts	73,4	85,1	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	19,1	4,8	Sous-traitance	20,8	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	2,2	14,2	Infrastructure institutionnelle	77,8	48,3
PO	5,0	47,0	Matériel	2,9	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	0,7	0,7	Formation	2,2	14,2
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	14,6	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	5,4	37,5
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BURUNDI — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (1,3%) — 1977–1981 : (16 765) 18 750 (5,9%) — 1982–1986 : (24 063) 48 500 (10,4%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	12	1 213 910
1978	9	181 102
1979	3	74 500
1980	6	187 650
1981	3	321 032
1982	5	4 099 260

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 002	347				
Total PNUD/CIP	19 623	5 056				
Part de l'ONUDI	1 249	294				
(en pourcentage)	(6,4%)	(5,8%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	20	3
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	7	2	5
1978	8	2	6
1979	15	9	6
1980	10	2	8
1981	14	10	4
1982	10	7	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	62,3	84,7
PNUD/SIS/MS	6,7	7,0
SIS/FAS	0,5	-
PO	23,6	1,0
FAS	4,4	-
FNUDI	2,5	-
Autres a/	-	7,3

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	83,9	94,1
Sous-traitance	6,7	-
Formation	0,7	0,1
Matériel	3,9	2,5
Divers	4,8	3,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	0,3	-
Infrastructure institutionnelle	67,7	92,0
Création d'usines	-	-
Formation	3,8	-
Etudes de faisabilité	8,7	6,0
Agro-industries	5,7	1,0
Industries métallurgiques	0,6	-
Industries mécaniques	0,5	-
Industries chimiques	12,7	-
Autres	-	1,0

OBSERVATIONS : PMA

a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technologie au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

CAP-VERT — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 1 500 (-) — 1977–1981 : (3 900) 4 000 (-) — 1982–1986 : (6 215) 11 250 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	3 750
1978	2	55 295
1979	1	12 643
1980	1	40 695
1981	3	55 200
1982	1	52 900

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	196	30				
Total PNUD/CIP	4 434	1 284				
Part de l'ONUDI	-	24				
(en pourcentage)	-	(1,9%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	9	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	7	7	-
1978	3	2	1
1979	2	1	1
1980	2	1	1
1981	1	-	1
1982	2	1	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	-	Experts	91,8	84,4	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	33,0	78,2	Sous-traitance	-	10,9	Planification industrielle	54,6	-
SIS/FAS	-	-	Formation	7,0	-	Infrastructure institutionnelle	-	37,3
PO	67,0	21,8	Matériel	0,2	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	1,0	4,7	Formation	3,7	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	1,0	40,9
Autres						Agro-industries	30,1	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	10,6	21,8
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

COMORES — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - (-) — 1977–1981 : 7 200 (-) — 1982–1986 : (7 346) 12 000 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	1	2 275
1979	6	136 263
1980	-	-
1981	2	322 950
1982	2	172 597

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	273	158				
Total PNUD/CIP	6 997	1 869				
Part de l'ONUDI	-	-				
(en pourcentage)	-	-				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	6	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	1	1	-
1979	2	2	-
1980	4	3	1
1981	-	-	-
1982	8	8	0

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	-
PNUD/SIS/MS	38,6	3,5
SIS/FAS	-	-
PO	0,8	-
FAS	-	40,3
FNUDI	60,6	56,2
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	24,4	44,0
Sous-traitance	71,4	56,0
Formation	2,2	-
Matériel	0,3	-
Divers	1,7	-

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	-	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	34,2	-
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	60,7	56,2
Industries chimiques	4,3	43,8
Autres	0,8	-

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

CONGO — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (4,2%) — 1977–1981 : (7 249) 7 500 (3,6%) — 1982–1986 : (5 086) 11 000 (5,2%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	3 500
1978	1	16 775
1979	2	246 512
1980	-	-
1981	2	101 379
1982	2	57 240

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	279	296				
Total PNUD/CIP	8 730	2 578				
Part de l'ONUDI	256	233				
(en pourcentage)	(2,9%)	(9,0%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	8	2
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	-	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	-	1
1978	2	2	-
1979	-	-	-
1980	9	7	2
1981	11	9	2
1982	6	4	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	92,0	79,0
PNUD/SIS/MS	5,5	4,0
SIS/FAS	2,5	-
PO	-	-
FAS	-	17,0
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	77,8	65,4
Sous-traitance	5,4	14,0
Formation	4,3	0,9
Matériel	5,5	11,8
Divers	7,0	7,9

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	-	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	73,1	94,7
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	5,5	4,0
Autres	21,4	1,3

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

COTE D'IVOIRE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (7,7%) — 1977–1981 : (13 297) 15 000 (13,9%) — 1982–1986 : (8 740) 16 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	9 000
1978	4	1 123 182
1979	4	1 317 383
1980	-	-
1981	-	-
1982	1	150 300

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 987	417				
Total PNUD/CIP	13 297	2 040				
Part de l'ONUDI	2 712	306				
(en pourcentage)	(20,4%)	(15,0%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	8	-
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	2	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	14	1	13
1978	17	4	13
1979	17	8	9
1980	14	3	11
1981	13	3	10
1982	15	4	11

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	90,8	73,3	Experts	92,5	92,3	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	1,4	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	89,4	100
SIS/FAS	0,1	-	Formation	4,2	5,5	Infrastructure institutionnelle	6,4	-
PO	0,2	-	Matériel	1,1	-	Création d'usines	-	-
FAS	7,5	26,7	Divers	2,2	2,2	Formation	0,8	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	2,4	-
Autres						Agro-industries	0,1	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	0,1	-
						Industries chimiques	0,8	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

DJIBOUTI — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - (-) — 1977–1981 : (2 777) 2 200 (-) — 1982–1986 : (4 550) 5 250 (2,6%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	1	2 600
1980	1	117 200
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	34	51				
Total PNUD/CIP	1 284	713				
Part de l'ONUDI	-	51				
(en pourcentage)	-	(7,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	2	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	1	-	-
1981	4	2	2
1982	3	3	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	100	Experts	95,4	98,7	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	100	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	3,5	1,3	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	1,1	-	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	100	100
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

EGYPTE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 27 500 (19,2%) — 1977–1981 : (30 361) 31 500 (22,0%) — 1982–1986 : (29 374) 56 000 (30,0%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	12	95 181
1978	18	2 799 425
1979	17	1 264 915
1980	1	7 200
1981	6	335 675
1982	9	2 568 152

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	9 416	1 759				
Total PNUD/CIP	32 361	6 919				
Part de l'ONUDI	8 928	1 675				
(en pourcentage)	(27,6%)	(24,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	35	10
150 000 à 500 000	7	8
500 000 à 1 000 000	7	5
1 000 000 et plus	6	2

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	16	8	8
1978	25	15	10
1979	32	25	7
1980	39	27	12
1981	40	30	10
1982	31	28	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	95,3	93,2	Experts	33,1	31,2	Coopération en matière d'investissements	-	4,9
PNUD/SIS/MS	2,0	6,8	Sous-traitance	13,1	11,3	Planification industrielle	1,4	-
SIS/FAS	0,9	-	Formation	8,3	12,9	Infrastructure institutionnelle	3,8	-
PO	0,5	-	Matériel	43,7	42,8	Création d'usines	1,2	6,6
FAS	0,1	-	Divers	1,8	1,8	Formation	3,5	3,0
FNUDI	1,2	-				Etudes de faisabilité	0,2	-
Autres						Agro-industries	17,6	12,0
						Industries métallurgiques	34,0	36,7
						Industries mécaniques	19,8	4,1
						Industries chimiques	17,7	32,7
						Autres	0,8	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ETHIOPIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (10%) — 1977–1981 : (40 742) 42 000 (20,9%) — 1982–1986 : (62 377) 112 000 N.D. *

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	7	458 175
1978	6	1 135 851
1979	6	1 771 850
1980	3	2 488 496
1981	1	603 060
1982	7	245 136

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 453	2 132				
Total PNUD/CIP	40 754	11 847				
Part de l'ONUDI	5 272	2 017				
(en pourcentage)	(12,9%)	(17,0%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	17	4
150 000 à 500 000	4	1
500 000 à 1 000 000	2	-
1 000 000 et plus	4	5

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	8	1	7
1978	11	3	8
1979	24	15	9
1980	26	13	13
1981	28	10	18
1982	33	18	15

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	96,7	94,5	Experts	54,0	62,4	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	3,0	1,1	Sous-traitance	8,5	8,9	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	10,7	12,5	Infrastructure institutionnelle	40,8	14,7
PO	0,3	0,2	Matériel	25,6	14,8	Création d'usines	24,5	19,4
FAS	-	0,9	Divers	1,2	1,4	Formation	0,1	-
FNUDI	-	3,3				Etudes de faisabilité	3,0	15,4
Autres						Agro-industries	23,4	43,6
						Industries métallurgiques	-	0,9
						Industries mécaniques	5,9	2,5
						Industries chimiques	2,3	3,3
						Autres	-	0,2

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GABON — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (5,8%) — 1977–1981 : (8 309) 7 500 (10,2%) — 1982–1986 : (2 784) 6 000 (4,6%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	2	29 800
1979	1	775 000
1980	-	-
1981	-	-
1982	1	6 589

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	574	101				
Total PNUD/CIP	8 626	1 779				
Part de l'ONUDI	574	94				
(en pourcentage)	(6,7%)	(5,3%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	1	-
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	-	3
1978	2	-	2
1979	2	-	2
1980	2	1	1
1981	1	-	1
1982	6	4	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	100	93,5	Experts	88,7	88,2	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	6,5	Infrastructure institutionnelle	66,0	-
PO	-	6,5	Matériel	6,7	0,8	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	4,6	4,5	Formation	-	6,5
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	34,0	93,5
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GAMBIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 2 500 (11,8 %) — 1977–1981 : (6 388) 7 000 (0,3%) — 1982–1986 : (6 678) 14 250 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	6	79 185
1978	7	157 697
1979	2	26 800
1980	-	-
1981	-	-
1982	4	401 522

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	337	17				
Total PNUD/CIP	7 757	1 495				
Part de l'ONUDI	15	-				
(en pourcentage)	(0,2%)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	11	2
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	5	5	-
1978	3	2	1
1979	3	3	-
1980	3	3	-
1981	1	-	1
1982	1	1	0

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	5,0	-	Experts	42,4	94,8	Coopération en matière d'investissements	3,0	-
PNUD/SIS/MS	52,1	-	Sous-traitance	43,2	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	0,1	-	Formation	4,6	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	0,4	-	Matériel	8,9	4,9	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	0,9	0,3	Formation	4,8	-
FNUDI	33,4	100				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	9,7	-
						Industries métallurgiques	7,7	-
						Industries mécaniques	31,8	-
						Industries chimiques	43,0	100
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GHANA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (13,4%) — 1977–1981 : (19 841) 19 000 (1,8%) — 1982–1986 : (21 918) 40 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	5	57 705
1978	5	113 298
1979	3	269 000
1980	3	12 200
1981	-	-
1982	2	52 400

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	967	122				
Total PNUD/CIP	20 342	3 119				
Part de l'ONUDI	832	108				
(en pourcentage)	(4,1%)	(3,5%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	17	4
150 000 à 500 000	2	1
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	1	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	4	2	2
1978	7	6	1
1979	1	-	1
1980	3	2	1
1981	1	-	1
1982	2	1	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	85,7	88,3	Experts	31,2	98,4	Coopération en matière d'investissements	0,1	-
PNUD/SIS/MS	9,8	11,7	Sous-traitance	51,4	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	0,8	-	Formation	10,9	-	Infrastructure institutionnelle	1,4	-
PO	1,4	-	Matériel	5,1	-	Création d'usines	63,3	9,5
FAS	2,3	-	Divers	1,4	1,6	Formation	1,4	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	21,1	90,5
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	8,7	-
						Autres	4,0	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GUINEE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (6,9%) — 1977–1981 : (29 300) 21 750 (23,7%) — 1982–1986 : (23 932) 44 500 (15,8%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	12 850
1978	10	1 541 255
1979	6	2 730 549
1980	1	9 400
1981	3	86 500
1982	6	378 984

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 210	792				
Total PNUD/CIP	29 897	5 049				
Part de l'ONUDI	4 749	664				
(en pourcentage)	(15,9%)	(13,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	20	1
150 000 à 500 000	5	2
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	2	2

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	2	1
1978	6	5	1
1979	11	7	4
1980	11	5	6
1981	10	4	6
1982	10	6	4

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	95,9	83,9	Experts	26,6	53,5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	2,2	-	Sous-traitance	11,6	40,8	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	5,9	2,0	Infrastructure institutionnelle	0,5	1,5
PO	1,7	16,1	Matériel	54,1	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	1,8	3,7	Formation	2,9	14,1
FNUDI	0,2	-				Etudes de faisabilité	0,3	10,1
Autres						Agro-industries	2,6	4,2
						Industries métallurgiques	0,6	-
						Industries mécaniques	40,2	33,1
						Industries chimiques	52,8	37,0
						Autres	0,1	-

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GUINEE-BISSAU — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 2 500 (-) — 1977–1981 : (6 796) 6 120 (0,4%) — 1982–1986 : (10 963) 21 750 (0,2%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	1	11 800
1979	1	28 800
1980	-	-
1981	1	33 200
1982	2	75 882

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	71	39				
Total PNUD/CIP	8 644	2 239				
Part de l'ONUDI	-	26				
(en pourcentage)	-	(1,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	9	2
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	3	-
1978	1	1	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	1	1	-
1982	3	3	0

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	65,5	Experts	92,0	52,9	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	100	34,5	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	49,7	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	-	16,5	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	8,0	30,6	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	50,0	6,6
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	64,3
						Industries chimiques	0,3	29,1
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GUINEE EQUATORIALE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 3 500 (-) — 1977–1981 : (4 407) 4 258 (-) — 1982–1986 : (7 375) 11 750 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	-	-
1980	-	-
1981	1	12 000
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	148	-				
Total PNUD/CIP	3 704	1 422				
Part de l'ONUDI	-	-				
(en pourcentage)	-	-				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	3	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	1	-
1978	2	-	2
1979	2	2	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	2	2	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	-	Experts	31,3	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	46,5	-	Sous-traitance	40,6	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	28,1	-	Création d'usines	-	-
FAS	53,5	-	Divers	-	-	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	40,6	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	59,4	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

HAUTE-VOLTA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 700 (5,2%) — 1977–1981 : (22 626) 23 750 (6,3%) — 1982–1986 : (30 623) 55 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	12	1 982 949
1978	12	465 725
1979	8	370 699
1980	5	198 083
1981	8	263 785
1982	5	355 190

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 322	720				
Total PNUD/CIP	22 935	5 642				
Part de l'ONUDI	1 652	348				
(en pourcentage)	(7,2%)	(6,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	32	6
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	17	10	7
1978	16	9	7
1979	20	13	7
1980	12	2	10
1981	10	4	6
1982	15	8	7

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	49,7	48,4	Experts	66,3	76,1	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	13,4	10,4	Sous-traitance	6,7	12,0	Planification industrielle	1,8	-
SIS/FAS	0,1	-	Formation	7,0	0,1	Infrastructure institutionnelle	61,6	59,0
PO	8,5	1,6	Matériel	13,4	4,6	Création d'usines	-	-
FAS	21,1	7,5	Divers	6,6	7,2	Formation	2,6	0,3
FNUDI	7,2	32,1				Etudes de faisabilité	0,6	-
Autres						Agro-industries	2,0	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	0,3	3,6
						Industries chimiques	29,8	35,7
						Autres	1,3	1,4

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (14,4 %) — 1977–1981 : (5 325) 5 000 (65,6 %) — 1982–1986 : (1 723) 5 000 (37,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	1 435 612
1978	4	553 150
1979	1	56 800
1980	1	3 100
1981	3	507 534
1982	2	5 969 770

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	7 962	3 857				
Total PNUD/CIP	5 188	2 867				
Part de l'ONUDI	3 127	1 352				
(en pourcentage)	(60,3 %)	(47,2 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	4	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	11	-	11
1978	66	3	63
1979	72	7	65
1980	121	3	118
1981	146	7	139
1982	125	2	123

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	39,3	35,0
PNUD/SIS/MS	-	-
SIS/FAS	-	-
PO	-	-
FAS	59,5	65,0
FNUDI	1,2	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	98,7	98,6
Sous-traitance	0,2	-
Formation	0,1	-
Matériel	0,3	0,5
Divers	0,7	0,9

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	40,0	35,0
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	7,7	10,3
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	0,5	-
Industries chimiques	51,8	54,7
Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

KENYA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (8,4%) — 1977–1981 : 37 500 (26 507) (29,0%) — 1982–1986 : 52 000 (31 175) (15,6%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	2 023 350
1978	2	633 995
1979	1	474 300
1980	4	2 955 350
1981	7	166 680
1982	1	7 586

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 239	1 353				
Total PNUD/CIP	25 003	6 185				
Part de l'ONUDI	4 549	1 204				
(en pourcentage)	(18,2%)	(19,5%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	24	2
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	2	1
1 000 000 et plus	3	2

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	14	4	10
1978	21	3	18
1979	30	12	18
1980	22	4	18
1981	33	11	22
1982	27	14	13

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	83,8	89,0
PNUD/SIS/MS	2,2	3,3
SIS/FAS	-	-
PO	0,6	0,5
FAS	7,3	0,7
FNUDI	6,1	6,5
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	77,6	79,0
Sous-traitance	2,3	0,7
Formation	9,6	16,0
Matériel	8,0	2,9
Divers	2,5	1,4

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	0,8	1,3
Planification industrielle	44,8	55,8
Infrastructure institutionnelle	28,4	26,2
Création d'usines	0,6	-
Formation	0,5	0,5
Etudes de faisabilité	1,0	-
Agro-industries	13,1	8,5
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	2,6	1,1
Industries chimiques	6,3	6,6
Autres	1,4	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

[illegible] PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 8 300 (5,7%) 1977–1981 : (11 237) 13 250 (4,6%) 1982–1986 : (12 968) 22 250 (5,5%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	25 935
1978	5	73 578
1979	2	158 000
1980	4	42 000
1981	5	365 913
1982	5	220 000

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	541	160				
Total PNUD/CIP	11 968	2 558				
Part de l'ONUDI	196	10				
(en pourcentage)	(1,6%)	(0,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	11	2
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	2	1	1
1978	5	4	1
1979	7	6	1
1980	3	1	2
1981	3	-	3
1982	3	1	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	36,1	6,0	Experts	70,7	75,0	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	33,1	43,3	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	23,2	6,9
SIS/FAS	-	-	Formation	2,2	20,8	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	24,5	13,1	Matériel	24,8	1,0	Création d'usines	15,0	-
FAS	6,3	-	Divers	2,3	3,2	Formation	0,1	-
FNUDI	-	37,6				Etudes de faisabilité	7,3	-
Autres						Agro-industries	8,0	47,6
						Industries métallurgiques	-	7,8
						Industries mécaniques	2,6	-
						Industries chimiques	41,5	1,0
						Autres	2,3	37,6

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

LIBERIA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (8,5%) — 1977–1981 : (8 685) 10 000 (3,1%) — 1982–1986 : (8 805) 13 502 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	376 164
1978	2	86 300
1979	1	52 950
1980	3	128 284
1981	1	470 800
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	882	122				
Total PNUD/CIP	7 325	2 197				
Part de l'ONUDI	606	122				
(en pourcentage)	(8,3%)	(5,5%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	15	-
150 000 à 500 000	3	2
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	8	-	8
1978	11	4	7
1979	8	4	4
1980	2	1	1
1981	2	1	1
1982	1	-	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	68,7	100	Experts	89,6	67,0	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	11,6	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	21,9	1,6
SIS/FAS	-	-	Formation	2,7	17,2	Infrastructure institutionnelle	28,2	98,4
PO	0,3	-	Matériel	3,3	12,3	Création d'usines	43,1	-
FAS	19,4	-	Divers	4,4	3,5	Formation	0,3	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	1,3	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	5,2	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MADAGASCAR — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (0,9%) — 1977–1981 : (23 871) 23 750 (3,7%) — 1982–1986 : (28 363) 49 000 (17,9%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	13 200
1978	1	4 010
1979	1	127 500
1980	2	14 000
1981	1	78 318
1982	4	125 000

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	978	129				
Total PNUD/CIP	24 146	4 577				
Part de l'ONUDI	847	111				
(en pourcentage)	(3,5%)	(2,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	14	4
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	12	6	6
1978	6	1	5
1979	2	-	2
1980	1	-	1
1981	7	7	-
1982	8	7	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	92,1	85,9
PNUD/SIS/MS	2,0	7,8
SIS/FAS	0,4	-
PO	2,9	-
FAS	-	-
FNUDI	2,6	6,3
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	66,9	72,1
Sous-traitance	3,3	7,8
Formation	16,8	-
Matériel	8,4	15,8
Divers	4,6	4,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	62,1	-
Infrastructure institutionnelle	-	18,0
Création d'usines	15,2	-
Formation	2,8	-
Etudes de faisabilité	2,4	75,7
Agro-industries	16,1	6,3
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	1,4	-
Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MALAWI — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (1,2%) — 1977–1981 : (18 944) 19 750 (11,3%) — 1982–1986 : (30 702) 53 000 (1,0%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	92 755
1978	4	240 300
1979	5	282 610
1980	7	576 300
1981	3	36 398
1982	4	101 874

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 446	385				
Total PNUD/CIP	18 170	6 792				
Part de l'ONUDI	845	297				
(en pourcentage)	(4,7%)	(4,3%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	12	1
150 000 à 500 000	1	3
500 000 à 1 000 000	2	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	-	1
1978	3	1	2
1979	10	6	4
1980	9	4	5
1981	10	4	6
1982	7	1	6

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	58,5	77,2
PNUD/SIS/MS	37,0	15,9
SIS/FAS	-	-
PO	5,5	6,9
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	69,9	85,6
Sous-traitance	-	3,1
Formation	12,6	4,4
Matériel	12,1	-
Divers	5,4	6,9

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	6,5	20,7
Création d'usines	32,7	15,9
Formation	6,0	1,5
Etudes de faisabilité	1,3	-
Agro-industries	1,1	4,5
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	0,9
Industries chimiques	51,4	56,5
Autres	1,0	-

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MALI — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (0,3%) — 1977–1981 : (21 804) 24 000 (5,8%) — 1982–1986 : (35 388) 69 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	7	505 653
1978	6	268 550
1979	2	10 200
1980	4	36 079
1981	4	113 750
1982	3	346 500

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 616	547				
Total PNUD/CIP	22 987	5 714				
Part de l'ONUDI	927	308				
(en pourcentage)	(4,0%)	(7,05%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	39	2
150 000 à 500 000	-	1
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	9	2	7
1978	4	1	3
1979	9	4	5
1980	6	3	3
1981	4	2	2
1982	5	2	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	57,4	72,7
PNUD/SIS/MS	27,6	-
SIS/FAS	-	-
PO	8,1	1,0
FAS	1,8	-
FNUDI	5,1	26,3
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	65,3	43,4
Sous-traitance	7,7	1,8
Formation	6,8	6,8
Matériel	15,2	38,7
Divers	5,0	9,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	0,6	-
Planification industrielle	4,1	-
Infrastructure institutionnelle	0,2	-
Création d'usines	0,7	-
Formation	0,4	-
Etudes de faisabilité	62,2	51,6
Agro-industries	7,9	17,6
Industries métallurgiques	0,7	-
Industries mécaniques	18,8	30,8
Industries chimiques	4,3	-
Autres	0,1	-

OBSERVATIONS : PMA
* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MAROC — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (14,3%) — 1977–1981 : (22 019) 20 000 (17,6%) — 1982–1986 : (16 001) 27 000 (9,0%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	110 300
1978	11	720 250
1979	4	113 620
1980	2	35 300
1981	1	152 000
1982	2	58 800

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 126	208				
Total PNUD/CIP	22 019	2 688				
Part de l'ONUDI	1 913	188				
(en pourcentage)	(8,7%)	(7,0%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	32	3
150 000 à 500 000	3	2
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	2	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	12	7	5
1978	9	4	5
1979	25	19	6
1980	15	10	5
1981	6	4	2
1982	8	6	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	89,4	90,3
PNUD/SIS/MS	8,7	9,7
SIS/FAS	0,4	-
PO	1,1	-
FAS	0,4	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	57,3	92,7
Sous-traitance	4,9	-
Formation	6,6	2,1
Matériel	29,1	3,9
Divers	2,1	1,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	3,6	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	1,0	-
Création d'usines	1,0	9,7
Formation	1,4	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	54,7	50,3
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	12,0	40,0
Industries chimiques	22,2	-
Autres	4,1	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MAURICE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : ~~5 000~~ (19,6%) — 1977–1981 : (5 074) ~~5 250~~ (24,3%) — 1982–1986 : (3 882) ~~7 300~~ (1,6%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	60 600
1978	1	106
1979	2	198 500
1980	2	477 584
1981	-	-
1982	3	93 610

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 010	151				
Total PNUD/CIP	5 074	568				
Part de l'ONUDI	976	145				
(en pourcentage)	(19,2%)	(25,5%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	4	2
150 000 à 500 000	4	2
500 000 à 1 000 000	2	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	5	3	2
1978	5	1	4
1979	7	4	3
1980	3	-	3
1981	8	4	4
1982	4	-	4

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	96,6	95,8
PNUD/SIS/MS	3,3	-
SIS/FAS	-	-
PO	0,1	4,2
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	52,8	82,4
Sous-traitance	16,9	-
Formation	2,2	1,8
Matériel	26,3	10,5
Divers	1,8	5,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	56,2	46,6
Création d'usines	13,4	49,2
Formation	3,4	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	17,0	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	-	-
Autres	-	4,2

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MAURITANIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (-) — 1977–1981 : (8 088) 9 750 (11,3%) — 1982–1986 : (12 081) 24 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	528 076
1978	-	-
1979	7	288 750
1980	3	662 044
1981	2	90 943
1982	1	12 202

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 146	299				
Total PNUD/CIP	9 599	2 386				
Part de l'ONUDI	668	149				
(en pourcentage)	(7,0%)	(6,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	11	-
150 000 à 500 000	2	4
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	1	-
1978	3	2	1
1979	5	4	1
1980	3	1	2
1981	5	1	4
1982	7	5	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	58,3	47,7
PNUD/SIS/MS	10,9	46,6
SIS/FAS	-	-
PO	1,0	1,9
FAS	27,3	-
FNUDI	2,5	3,8
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	50,8	44,4
Sous-traitance	35,0	37,8
Formation	1,3	6,1
Matériel	10,2	4,3
Divers	2,7	7,4

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	1,5	-
Planification industrielle	0,1	-
Infrastructure institutionnelle	20,5	24,8
Création d'usines	3,8	-
Formation	-	3,9
Etudes de faisabilité	22,0	20,4
Agro-industries	7,4	-
Industries métallurgiques	29,0	46,0
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	13,8	-
Autres	1,9	4,9

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MOZAMBIQUE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 4 500 (-) — 1977–1981 : (21 745) 19 000 (6,2%) — 1982–1986 : (40 643) 24 000 (13,5%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	-	-
1980	7	791 204
1981	5	816 700
1982	7	243 900

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 088	584				
Total PNUD/CIP	20 877	7 225				
Part de l'ONUDI	700	537				
(en pourcentage)	(3,4%)	(7,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	6	7
150 000 à 500 000	3	2
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	1	1	-
1981	21	15	6
1982	20	17	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	64,4	92,0
PNUD/SIS/MS	6,2	7,0
SIS/FAS	0,6	-
PO	1,2	1,0
FAS	-	-
FNUDI	27,6	..
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	27,9	76,7
Sous-traitance	57,4	6,8
Formation	1,2	4,9
Matériel	11,3	10,2
Divers	2,2	1,4

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	-	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	1,0
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	29,6	-
Industries métallurgiques	34,8	59,2
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	33,2	39,8
Autres	2,4	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

NAMIBIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 1 000 — 1977–1981 : 7 750 (8 331) — 1982–1986 : 7 750 (7 900) N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	1	50 000
1979	1	44 500
1980	-	-
1981	-	-
1982	1	92 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	56	50				
Total PNUD/CIP	6 259	672				
Part de l'ONUDI	-	-				
(en pourcentage)	-					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	-	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	-	Experts	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	100	100	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	15,5	67,3	Divers	-	-	Formation	100	100
FNUDI	84,5	32,7				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

NIGER — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (4,7%) — 1977–1981 : (19 455) 19 750 (13,4%) — 1982–1986 : (24 594) 45 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	50 978
1978	3	138 809
1979	5	1 741 880
1980	-	-
1981	3	219 440
1982	3	346 067

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 395	700				
Total PNUD/CIP	20 051	4 865				
Part de l'ONUDI	1 344	683				
(en pourcentage)	(6,7%)	(14,0%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	9	-
150 000 à 500 000	7	1
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	1	2
1978	4	3	1
1979	4	1	3
1980	8	2	6
1981	16	6	10
1982	15	6	9

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	96,3	97,5	Experts	75,4	88,3	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	2,4	-	Sous-traitance	0,5	-	Planification industrielle	4,6	-
SIS/FAS	-	-	Formation	2,4	3,0	Infrastructure institutionnelle	54,8	72,5
PO	1,3	2,5	Matériel	19,4	6,3	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	2,3	2,4	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	0,6	-
						Industries métallurgiques	0,4	-
						Industries mécaniques	37,7	25,0
						Industries chimiques	1,0	2,5
						Autres	0,9	-

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

NIGERIA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 30 000 (-) — 1977–1981 : (49 810) 45 500 (13,4%) — 1982–1986 : (34 453) 55 000 N.D *

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	7	3 278 715
1978	4	297 850
1979	5	1 644 962
1980	7	693 480
1981	4	1 569 619
1982	4	431 550

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 480	1 523				
Total PNUD/CIP	46 738	9 223				
Part de l'ONUDI	4 868	1 009				
(en pourcentage)	(10,4%)	(10,9%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	22	3
150 000 à 500 000	13	4
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	1	2

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	12	3	9
1978	22	5	17
1979	26	6	20
1980	17	3	14
1981	22	6	16
1982	21	5	16

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	88,8	66,2	Experts	75,7	74,5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	1,1	-	Sous-traitance	6,0	6,6	Planification industrielle	16,9	-
SIS/FAS	-	-	Formation	4,5	6,4	Infrastructure institutionnelle	51,5	56,0
PO	0,7	-	Matériel	12,0	10,1	Création d'usines	0,3	-
FAS	0,3	-	Divers	1,8	2,4	Formation	11,9	9,2
FNUDI	-	6,6				Etudes de faisabilité	-	-
Autres a/	9,1	27,2				Agro-industries	3,9	6,6
						Industries métallurgiques	11,5	27,2
						Industries mécaniques	1,5	-
						Industries chimiques	1,7	-
						Autres	0,8	1,0

OBSERVATIONS :

a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

OUGANDA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (15,1%) — 1977–1981 : (28 355) 30 000 (8,1%) — 1982–1986 : (38 610) 29 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	10	136 436
1978	9	548 416
1979	-	-
1980	2	19 000
1981	3	796 660
1982	3	128 975

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources		251				
Total PNUD/CIP	23 097	4 846				
Part de l'ONUDI	1 018	210				
(en pourcentage)	(4,4%)	(4,3%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	14	4
150 000 à 500 000	9	1
500 000 à 1 000 000	1	2
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	9	3	6
1978	6	1	5
1979	8	3	5
1980	1	1	-
1981	1	1	-
1982	7	5	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	70,6	83,9	Experts	60,4	62,6	Coopération en matière d'investissements	..	-
PNUD/SIS/MS	23,3	16,1	Sous-traitance	-	15,6	Planification industrielle	14,9	-
SIS/FAS	-	-	Formation	10,6	5,1	Infrastructure institutionnelle	..	-
PO	6,1	-	Matériel	27,3	14,8	Création d'usines	28,7	5,2
FAS	-	-	Divers	1,7	1,9	Formation	1,2	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	13,3
Autres						Agro-industries	22,6	34,1
						Industries métallurgiques	-	2,8
						Industries mécaniques	20,5	-
						Industries chimiques	11,7	44,6
						Autres	0,4	-

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en Juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (4,9%) — 1977–1981 : (10 592) 11 750 (4,5%) — 1982–1986 : (14 853) 29 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	7	89 218
1978	2	75 319
1979	4	384 400
1980	2	1 260 300
1981	2	86 550
1982	1	23 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	997	99				
Total PNUD/CIP	11 996	2 442				
Part de l'ONUDI	520	45				
(en pourcentage)	(4,3%)	(1,8%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	10	-
150 000 à 500 000	2	1
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	6	1	5
1978	5	2	3
1979	4	1	3
1980	2	1	1
1981	8	5	3
1982	8	7	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	52,6	45,2	Experts	82,4	83,5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	7,4	42,7	Sous-traitance	3,6	-	Planification industrielle	66,7	45,2
SIS/FAS	0,2	-	Formation	6,8	4,9	Infrastructure institutionnelle	8,3	-
PO	28,1	12,1	Matériel	4,2	7,1	Création d'usines	-	-
FAS	11,7	-	Divers	3,0	4,5	Formation	1,8	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	3,6	-
Autres						Agro-industries	13,5	29,1
						Industries métallurgiques	1,6	0,2
						Industries mécaniques	3,9	-
						Industries chimiques	0,6	-
						Autres	-	25,5

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE-UNIE DU CAMEROUN PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (1,8%) 1977–1981 : (17 307) 17 250 (7,3%) 1982–1986 : (17 388) 27 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	12 605
1978	5	196 875
1979	3	124 590
1980	5	704 255
1981	1	19 494
1982	5	374 086

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	941	356				
Total PNUD/CIP	15 218	5 004				
Part de l'ONUDI	647	268				
(en pourcentage)	(4,3%)	(5,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	10	3
150 000 à 500 000	1	4
500 000 à 1 000 000	-	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	2	-	2
1978	4	2	2
1979	6	5	1
1980	4	3	1
1981	11	8	3
1982	12	10	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	68,7	75,3	Experts	32,8	80,4	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	8,3	-	Sous-traitance	4,9	8,7	Planification industrielle	0,2	42,9
SIS/FAS	-	-	Formation	13,0	9,6	Infrastructure institutionnelle	22,7	25,4
PO	1,0	17,7	Matériel	47,8	-	Création d'usines	-	-
FAS	20,5	1,5	Divers	1,5	1,3	Formation	2,0	16,1
FNUDI	1,5	5,5				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	2,0	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	38,3	-
						Industries chimiques	28,6	15,6
						Autres	6,2	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en Juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (14,5%) 1977–1981 : 33 500 (30 814) (20,4%) 1982–1986 : 72 000 (36 026) (23,2%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	13	411 405
1978	12	574 079
1979	18	2 869 923
1980	14	779 915
1981	11	2 193 178
1982	14	1 457 627

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	6 291	3 469				
Total PNUD/CIP	33 314	7 557				
Part de l'ONUDI	4 384	2 676				
(en pourcentage)	(13,2%)	(35,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	33	6
150 000 à 500 000	10	4
500 000 à 1 000 000	7	5
1 000 000 et plus	2	3

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	16	3	13
1978	13	1	12
1979	22	10	12
1980	32	11	21
1981	34	8	26
1982	60	33	27

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	70,0	77,2
PNUD/SIS/MS	9,0	6,1
SIS/FAS	0,7	-
PO	4,3	1,4
FAS	4,8	1,8
FNUDI	11,2	13,5
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	63,1	57,3
Sous-traitance	4,8	7,6
Formation	13,4	12,7
Matériel	16,8	20,7
Divers	1,9	1,7

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	1,7	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	16,5	19,3
Création d'usines	0,1	-
Formation	10,5	8,4
Etudes de faisabilité	6,2	-
Agro-industries	20,7	33,3
Industries métallurgiques	4,6	6,7
Industries mécaniques	1,4	-
Industries chimiques	34,9	30,2
Autres	3,2	2,1

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

RWANDA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (16,2%) — 1977–1981 : (18 324) 19 750 (25,5%) — 1982–1986 : (21 830) 45 000 (6,5%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	13	2 809 029
1978	4	103 014
1979	6	749 217
1980	4	325 400
1981	1	17 400
1982	4	133 920

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 844	1 152				
Total PNUD/CIP	21 316	4 681				
Part de l'ONUDI	3 335	899				
(en pourcentage)	(15,7%)	(19,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	16	1
150 000 à 500 000	3	2
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	2	2

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	7	3	4
1978	16	8	8
1979	6	2	4
1980	6	1	5
1981	10	3	7
1982	13	3	10

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	60,2	78,0	Experts	22,9	56,5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	9,8	14,4	Sous-traitance	56,6	9,5	Planification industrielle	0,5	-
SIS/FAS	-	-	Formation	0,3	0,6	Infrastructure institutionnelle	8,1	37,5
PO	2,1	5,8	Matériel	18,6	29,1	Création d'usines	..	-
FAS	-	-	Divers	1,6	4,3	Formation	..	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	..	-
Autres a/	27,9	1,8				Agro-industries	0,2	-
						Industries métallurgiques	0,7	-
						Industries mécaniques	0,3	-
						Industries chimiques	90,2	62,5
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA

a/ Fonds d'équipement des Nations Unies

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SAO-TOME-ET-PRIN[illegible] — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 500 (1 602) — 1977–1981 : 1 500 (1 054) — 1982–1986 : 2 000

(-) (-) N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	5	125 519
1978	-	-
1979	1	15 100
1980	1	2 282
1981	1	20 700
1982	3	97 430

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	162	38				
Total PNUD/CIP	1 684	239				
Part de l'ONUDI	25	35				
(en pourcentage)	(1,5%)	(14,6%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	6	2
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	1	2
1978	9	7	2
1979	1	1	-
1980	1	-	1
1981	2	2	-
1982	1	1	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	-
PNUD/SIS/MS	59,4	93,0
SIS/FAS	4,1	-
PO	3,5	7,0
FAS	33,0	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	89,2	22,3
Sous-traitance	-	66,5
Formation	-	-
Matériel	1,5	2,4
Divers	9,3	8,8

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	0,1	-
Création d'usines	-	-
Formation	33,0	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	50,7	93,0
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	12,7	-
Industries chimiques	-	-
Autres	3,5	7,0

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SENEGAL — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (10,8%) — 1977–1981 : (10 622) 11 750 (16,1%) — 1982–1986 : (17 319) 33 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	6	71 350
1978	6	155 687
1979	8	300 700
1980	4	961 880
1981	5	127 000
1982	4	351 000

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 274	681				
Total PNUD/CIP	12 038	3 226				
Part de l'ONUDI	1 789	621				
(en pourcentage)	(14,9%)	(19,3%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	31	7
150 000 à 500 000	2	1
500 000 à 1 000 000	2	1
1 000 000 et plus	1	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	8	-	8
1978	10	3	7
1979	8	2	6
1980	7	1	6
1981	11	6	5
1982	11	7	4

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	83,5	91,0
PNUD/SIS/MS	14,8	4,4
SIS/FAS	0,1	-
PO	15,6	-
FAS	-	-
FNUDI	-	4,6
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	76,5	56,2
Sous-traitance	0,6	2,9
Formation	5,7	16,5
Matériel	12,6	13,8
Divers	4,6	10,6

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	1,0	20,7
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	44,9	50,0
Création d'usines	-	-
Formation	1,4	-
Etudes de faisabilité	2,0	-
Agro-industries	7,8	7,3
Industries métallurgiques	26,4	-
Industries mécaniques	12,5	17,4
Industries chimiques	4,0	-
Autres	-	4,6

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SEYCHELLES — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : — — 1977–1981 : 1 600 (-) — 1982–1986 : (790) 1 600 (6,5%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	–	–
1978	3	52 818
1979	2	39 000
1980	3	15 525
1981	1	603 060
1982	3	66 150

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	121	62				
Total PNUD/CIP	1 692	177				
Part de l'ONUDI	–	–				
(en pourcentage)	–					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	4	3
150 000 à 500 000	–	–
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	–	–	–
1978	1	1	–
1979	3	3	–
1980	2	2	–
1981	1	1	–
1982	3	3	–

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	–	–
PNUD/SIS/MS	73,1	–
SIS/FAS	5,6	–
PO	13,5	2,0
FAS	–	–
FNUDI	7,8	98,0
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	62,1	18,3
Sous-traitance	18,2	–
Formation	–	–
Matériel	–	79,6
Divers	19,7	2,1

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	–	–
Planification industrielle	45,2	–
Infrastructure institutionnelle	2,9	–
Création d'usines	1,8	–
Formation	–	–
Etudes de faisabilité	–	–
Agro-industries	3,0	–
Industries métallurgiques	–	–
Industries mécaniques	32,1	98,0
Industries chimiques	0,5	–
Autres	14,5	2,0

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SIERRA LEONE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (2,7%) — 1977–1981 : (12 926) 13 250 (5,0%) — 1982–1986 : (16 884) 32 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	–	–
1978	4	256 510
1979	4	117 044
1980	3	11 984
1981	4	696 964
1982	3	65 257

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	697	336				
Total PNUD/CIP	14 734	4 041				
Part de l'ONUDI	494	237				
(en pourcentage)	(3,4%)	(5,9%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000		2
150 000 à 500 000		–
500 000 à 1 000 000		1
1 000 000 et plus		–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	1	–
1978	4	2	2
1979	3	–	3
1980	7	3	4
1981	10	6	4
1982	7	4	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	70,7	70,5	Experts	90,8	80,4	*Coopération en matière d'investissements*	–	–
PNUD/SIS/MS	15,3	8,5	Sous-traitance	2,1	–	Planification industrielle	79,6	83,2
SIS/FAS	–	–	Formation	1,0	11,1	Infrastructure institutionnelle	1,6	–
PO	1,5	6,8	Matériel	2,3	4,0	Création d'usines	–	–
FAS	11,5	14,2	Divers	3,8	4,5	Formation	1,0	6,8
FNUDI	1,0	–				Etudes de faisabilité	–	–
Autres						Agro-industries	4,6	5,8
						Industries métallurgiques	2,6	0,6
						Industries mécaniques	4,3	–
						Industries chimiques	4,7	3,6
						Autres	1,6	–

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SOMALIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (7,1%) — 1977–1981 : (17 156) 18 250 (9,2%) — 1982–1986 : (23 452) 48 000 (9,8%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	12	376 578
1978	4	125 400
1979	8	182 682
1980	2	17 250
1981	4	70 386
1982	5	2 104 310

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 208	494				
Total PNUD/CIP	19 856	4 928				
Part de l'ONUDI	1 496	408				
(en pourcentage)	(7,5%)	(8,3%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	17	2
150 000 à 500 000	–	–
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	2	3

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	13	6	7
1978	16	9	7
1979	17	12	5
1980	11	6	5
1981	6	1	5
1982	8	2	6

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	67,7	82,4
PNUD/SIS/MS	16,8	7,1
SIS/FAS	2,8	–
PO	5,8	9,1
FAS	2,3	–
FNUDI	4,6	1,4
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	78,1	86,6
Sous-traitance	10,8	–
Formation	4,5	2,7
Matériel	4,4	8,2
Divers	2,2	2,5

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	1,0	–
Planification industrielle	19,3	–
Infrastructure institutionnelle	–	–
Création d'usines	24,6	60,3
Formation	1,1	–
Etudes de faisabilité	1,6	–
Agro-industries	7,1	2,2
Industries métallurgiques	35,0	31,3
Industries mécaniques	3,6	–
Industries chimiques	6,1	6,2
Autres	0,6	–

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SOUDAN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (4,5%) — 1977–1981 : (29 657) 33 000 (4,4%) — 1982–1986 : (25 283) 58 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	14	209 898
1978	6	64 572
1979	11	257 091
1980	9	1 584 541
1981	6	105 460
1982	7	810 963

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 480	681				
Total PNUD/CIP	35 681	8 739				
Part de l'ONUDI	1 715	305				
(en pourcentage)	(4,8%)	(3,5%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	25	8
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	2	–
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	7	4	3
1978	12	6	6
1979	9	2	7
1980	10	3	7
1981	17	10	7
1982	15	8	7

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	68,2	44,9
PNUD/SIS/MS	12,2	14,7
SIS/FAS	–	–
PO	11,6	1,4
FAS	4,6	–
FNUDI	3,4	4,7
Autres a/		34,3

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	66,6	61,2
Sous-traitance	6,5	7,2
Formation	10,5	1,8
Matériel	11,9	26,9
Divers	4,5	2,9

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	1,0	–
Planification industrielle	2,2	0,3
Infrastructure institutionnelle	1,2	–
Création d'usines	60,0	38,3
Formation	4,4	0,8
Etudes de faisabilité	1,2	–
Agro-industries	6,2	4,6
Industries métallurgiques	2,8	4,1
Industries mécaniques	14,3	6,2
Industries chimiques	0,4	44,2
Autres	6,3	1,5

OBSERVATIONS : PMA

a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SWAZILAND — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : ~~5 700~~ (12,5%) — 1977–1981 : (5 267) ~~5 750~~ (11,2%) — 1982–1986 : (3 433) ~~5 750~~ N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	–	–
1978	2	42 550
1979	2	305 952
1980	–	–
1981	2	25 800
1982	1	17 098

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	372	27				
Total PNUD/CIP	5 267	948				
Part de l'ONUDI	61	–				
(en pourcentage)	(1,2%)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	13	1
150 000 à 500 000	1	–
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	7	–	7
1978	2	–	2
1979	3	1	2
1980	1	–	1
1981	1	1	–
1982	1	1	–

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	16,5	–	Experts	76,6	42,3	Coopération en matière d'investissements	27,5	–
PNUD/SIS/MS	35,2	42,3	Sous-traitance	–	–	Planification industrielle	5,0	–
SIS/FAS	3,9	–	Formation	18,2	57,7	Infrastructure institutionnelle	7,5	–
PO	–	57,7	Matériel	–	–	Création d'usines	35,0	–
FAS	32,5	–	Divers	5,2		Formation	–	57,7
FNUDI	11,9	–				Etudes de faisabilité	–	–
Autres						Agro-industries	8,4	–
						Industries métallurgiques	–	42,3
						Industries mécaniques	9,6	–
						Industries chimiques	–	–
						Autres	3,0	–

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TCHAD — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (10,6%) — 1977–1981 : (19 412) 19 000 (18,6%) — 1982–1986 : (36 585) 52 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	6	1 178 000
1978	2	82 650
1979	1	5 785
1980	–	–
1981	–	–
1982	2	124 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 050	18				
Total PNUD/CIP	12 111	2 624				
Part de l'ONUDI	1 003	9				
(en pourcentage)	(8,3%)	(0,3%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	5	1
150 000 à 500 000	2	1
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	1	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	9	4	5
1978	10	4	6
1979	2	2	–
1980	–	–	–
1981	–	–	–
1982	1	1	0

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	95,4	52,1
PNUD/SIS/MS	2,0	–
SIS/FAS	–	–
PO	2,0	–
FAS	0,6	–
FNUDI	–	47,9
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	53,8	50,1
Sous-traitance	35,2	–
Formation	1,9	–
Matériel	4,4	47,9
Divers	4,7	2,0

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	–	–
Planification industrielle	–	–
Infrastructure institutionnelle	96,0	52,1
Création d'usines	0,6	–
Formation	–	–
Etudes de faisabilité	–	–
Agro-industries	2,1	–
Industries métallurgiques	–	–
Industries mécaniques	–	47,9
Industries chimiques	1,3	–
Autres	–	–

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TOGO — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (14,5%) — 1977–1981 : (11 391) 11 000 (9,8%) — 1982–1986 : (11 623) 21 750 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	5	753 200
1978	6	72 920
1979	5	519 407
1980	1	39 464
1981	1	37 000
1982	3	78 112

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 575	261				
Total PNUD/CIP	12 418	2 433				
Part de l'ONUDI	1 191	180				
(en pourcentage)	(9,6%)	(7,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	16	3
150 000 à 500 000	4	–
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	5	2	3
1978	6	2	4
1979	10	4	6
1980	11	4	7
1981	6	1	5
1982	7	3	4

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	74,1	69,0	Experts	65,4	93,4	Coopération en matière d'investissements	–	–
PNUD/SIS/MS	3,2	11,7	Sous-traitance	0,6	–	Planification industrielle	–	–
SIS/FAS	–	–	Formation	4,7	–	Infrastructure institutionnelle	86,1	88,3
PO	4,2	19,3	Matériel	26,6	3,6	Création d'usines	–	7,2
FAS	14,8	–	Divers	2,7	3,0	Formation	0,9	–
FNUDI	3,7	–				Etudes de faisabilité	–	–
Autres						Agro-industries	0,9	–
						Industries métallurgiques	–	–
						Industries mécaniques	–	–
						Industries chimiques	12,1	4,5
						Autres	–	–

OBSERVATIONS : PMA

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TUNISIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : ~~15 000~~ (8,3%) — 1977–1981 : ~~15 000~~ (15 498) (9,7%) — 1982–1986 : ~~15 000~~ (8 351) (16,1%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977		
1978		
1979		
1980		
1981		
1982	2	320 000

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 934	46				
Total PNUD/CIP	15 498	2 370				
Part de l'ONUDI	1 800	32				
(en pourcentage)	(11,6%)	(1,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	9	3
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	4	1
1 000 000 et plus	2	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	8	6	2
1978	15	11	4
1979	9	6	3
1980	8	4	4
1981	7	2	5
1982	2	1	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	71,7	70,0
PNUD/SIS/MS	4,1	–
SIS/FAS	–	–
PO	2,4	–
FAS	13,6	30,0
FNUDI	8,2	–
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	48,6	48,1
Sous-traitance	32,6	–
Formation	14,7	6,0
Matériel	2,9	45,9
Divers	1,2	–

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	–	–
Planification industrielle	11,7	–
Infrastructure institutionnelle	27,2	38,3
Création d'usines	–	–
Formation	1,6	11,2
Etudes de faisabilité	–	–
Agro-industries	56,8	50,5
Industries métallurgiques	–	–
Industries mécaniques	–	–
Industries chimiques	0,5	–
Autres	2,2	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ZAIRE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (11,4%) — 1977–1981 : (36 001) 34 500 (10,8%) — 1982–1986 : (44 117) 79 000 (15,2%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	8	427 690
1978	4	319 182
1979	6	155 200
1980	6	385 200
1981	5	6 561 560
1982	5	5 358 360

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	4 091	1 441				
Total PNUD/CIP	37 298	8 415				
Part de l'ONUDI	3 871	1 432				
(en pourcentage)	(10,4%)	(17,0%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	16	3
150 000 à 500 000	4	1
500 000 à 1 000 000	1	–
1 000 000 et plus	6	4

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	12	2	10
1978	11	1	10
1979	12	1	11
1980	20	11	9
1981	32	17	15
1982	24	12	12

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	95,1	99,3
PNUD/SIS/MS	2,9	0,7
SIS/FAS	–	–
PO	2,0	–
FAS	–	–
FNUDI	–	–
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	79,5	72,4
Sous-traitance	2,3	–
Formation	4,5	3,4
Matériel	10,2	20,0
Divers	3,5	4,2

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	–	–
Planification industrielle	0,6	–
Infrastructure institutionnelle	54,9	34,8
Création d'usines	36,3	28,1
Formation	2,0	–
Etudes de faisabilité	1,5	17,2
Agro-industries	1,2	19,2
Industries métallurgiques	–	–
Industries mécaniques	–	0,7
Industries chimiques	1,5	–
Autres	2,0	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ZAMBIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : ~~15 000~~ (10,6%) — 1977–1981 : (13 887) 15 000 (16,1%) — 1982–1986 : (10 804) 21 250 (20,0%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	261 070
1978	3	193 823
1979	11	1 075 198
1980	11	981 750
1981	8	1 098 950
1982	10	1 298 400

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 656	951				
Total PNUD/CIP	15 042	3 631				
Part de l'ONUDI	2 153	850				
(en pourcentage)	(14,3%)	(23,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	29	6
150 000 à 500 000	9	7
500 000 à 1 000 000	3	1
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	6	3	3
1978	5	2	3
1979	9	3	6
1980	14	2	12
1981	16	2	14
1982	12	2	10

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	81,0	89,4	Experts	69,4	80,6	Coopération en matière d'investissements	–	–
PNUD/SIS/MS	9,2	6,2	Sous-traitance	14,6	–	Planification industrielle	11,4	–
SIS/FAS	0,2	–	Formation	3,7	5,4	Infrastructure institutionnelle	7,3	20,0
PO	0,1	1,9	Matériel	9,5	11,4	Création d'usines	18,2	38,3
FAS	7,8	–	Divers	2,8	2,6	Formation	–	2,2
FNUDI	1,7	2,5				Etudes de faisabilité	17,2	19,9
Autres						Agro-industries	7,3	6,0
						Industries métallurgiques	11,9	–
						Industries mécaniques	–	–
						Industries chimiques	24,1	11,0
						Autres	2,6	0,2

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ZIMBABWE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : 5 600 — 1982–1986 : (16 509) 24 250 (7,0%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	–	–
1978	–	–
1979	–	–
1980	–	–
1981	–	–
1982	3	220 550

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1	44				
Total PNUD/CIP	2 684	2 036				
Part de l'ONUDI	–	25				
(en pourcentage)	–	(1,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	–	1
150 000 à 500 000	–	1
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	–	–	–
1978	–	–	–
1979	–	–	–
1980	–	–	–
1981	–	–	–
1982	2	1	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	–	56,2	Experts	–	61,3	Coopération en matière d'investissements	–	–
PNUD/SIS/MS	–	6,8	Sous-traitance	–	–	Planification industrielle	–	–
SIS/FAS	–	–	Formation	–	–	Infrastructure institutionnelle	–	56,2
PO	100	37,0	Matériel	–	21,6	Création d'usines	–	–
FAS	–	–	Divers	100	17,1	Formation	–	–
FNUDI	–	–				Etudes de faisabilité	–	–
Autres						Agro-industries	100	–
						Industries métallurgiques	–	6,8
						Industries mécaniques	–	–
						Industries chimiques	–	24,2
						Autres	–	12,8

OBSERVATIONS :

AMERIQUES

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ANTIGUA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : – — 1977–1981 : 1 765 (3,6%) — 1982–1986 : (1 260) 1 765 (3,1%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	–	–
1978	1	19 800
1979	–	–
1980	–	–
1981	–	–
1982	–	–

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	193	–				
Total PNUD/CIP	1 435	463				
Part de l'ONUDI	193	–				
(en pourcentage)	(13,5%)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	1	..
150 000 à 500 000	–	..
500 000 à 1 000 000	–	..
1 000 000 et plus	–	..

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	–	–	–
1978	–	–	–
1979	–	–	–
1980	–	–	–
1981	–	–	–
1982	–	–	–

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	100	–	Experts	–	–	Coopération en matière d'investissements	–	–
PNUD/SIS/MS	–	–	Sous-traitance	–	–	Planification industrielle	–	–
SIS/FAS	–	–	Formation	100	–	Infrastructure institutionnelle	–	–
PO	–	–	Matériel	–	–	Création d'usines	–	–
FAS	–	–	Divers	–	–	Formation	–	–
FNUDI	–	–				Etudes de faisabilité	–	–
Autres						Agro-industries	100	–
						Industries métallurgiques	–	–
						Industries mécaniques	–	–
						Industries chimiques	–	–
						Autres	–	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

~~ANTILLES NEERLANDAISES~~ PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : – 1977–1981 : 1 900 (11,2%) 1982–1986 : (893) 1 500 (9,1%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	–	170 343
1978	–	–
1979	–	–
1980	–	–
1981	1	140 400
1982	–	–

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	252	79				
Total PNUD/CIP	1 900	1 208				
Part de l'ONUDI	78	79				
(en pourcentage)	(4,1 %)	(6,5 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	4	–
150 000 à 500 000	–	1
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	2	1	1
1978	1	–	1
1979	1	–	1
1980	1	–	1
1981	–	–	–
1982	1	–	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	39,8	100,0	Experts	100	100	Coopération en matière d'investissements	–	–
PNUD/SIS/MS	–	–	Sous-traitance	–	–	Planification industrielle	–	–
SIS/FAS	–	–	Formation	–	–	Infrastructure institutionnelle	–	–
PO	–	–	Matériel	–	–	Création d'usines	–	–
FAS	60,2	–	Divers	–	–	Formation	–	–
FNUDI	–	–				Etudes de faisabilité	100	100
Autres						Agro-industries	–	–
						Industries métallurgiques	–	–
						Industries mécaniques	–	–
						Industries chimiques	–	–
						Autres	–	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ARGENTINE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (15,3 %) — 1977–1981 : (22 915) 20 000 (20,7 %) — 1982–1986 : (11 178) 20 000 (23,4 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	247 850
1978	4	2 687 187
1979	4	169 360
1980	2	15 400
1981	4	217 650
1982	7	4 171 190

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	4 324	1 268				
Total PNUD/CIP	22 915	1 819				
Part de l'ONUDI	4 111	1 202				
(en pourcentage)	(17,9 %)	(66,0 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	16	4
150 000 à 500 000	2	1
500 000 à 1 000 000	2	2
1 000 000 et plus	2	4

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	16	10	6
1978	19	12	7
1979	26	22	4
1980	19	14	5
1981	24	22	2
1982	11	10	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	95,1	94,8	Experts	45,2	10,1	Coopération en matière d'investissements	3,4	–
PNUD/SIS/MS	3,9	4,6	Sous-traitance	1,2	9,9	Planification industrielle	8,4	–
SIS/FAS	–	–	Formation	13,0	8,0	Infrastructure institutionnelle	36,4	35,9
PO	0,8	0,6	Matériel	39,2	71,4	Création d'usines	–	–
FAS	–	–	Divers	1,4	0,6	Formation	0,8	0,6
FNUDI	0,2	–				Etudes de faisabilité	–	–
Autres						Agro-industries	–	4,7
						Industries métallurgiques	5,8	30,2
						Industries mécaniques	2,8	–
						Industries chimiques	42,4	28,6
						Autres	–	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BARBADE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 2 500 (12,9 %) — 1977–1981 : (2 533) 2 500 (14,6 %) — 1982–1986 : (1 534) 2 500 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	7	213 868
1978	2	86 078
1979	2	2 410
1980	-	-
1981	1	3 200
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	422	-				
Total PNUD/CIP	2 533	340				
Part de l'ONUDI	323	-				
(en pourcentage)	(12,8 %)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	4	..
150 000 à 500 000	2	..
500 000 à 1 000 000	-	..
1 000 000 et plus	-	..

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	-	1
1978	1	-	1
1979	4	2	2
1980	2	-	2
1981	1	-	1
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	81,2	-	Experts	61,0	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	2,5	-	Sous-traitance	15,6	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	0,1	-	Formation	1,6	-	Infrastructure institutionnelle	58,1	-
PO	0,6	-	Matériel	20,8	-	Création d'usines	0,2	-
FAS	-	-	Divers	1,0	-	Formation	0,7	-
FNUDI	15,6	-				Etudes de faisabilité	2,6	-
Autres						Agro-industries	15,6	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	22,8	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BELIZE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 1 000 (9,1 %) — 1977–1981 : (1 624) 1 000 — 1982–1986 : (1 470) 1 650 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	28 900
1978	–	–
1979	1	29 300
1980	–	–
1981	–	–
1982	–	–

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	204	–				
Total PNUD/CIP	1 074	524				
Part de l'ONUDI	–	–				
(en pourcentage)	–					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	8	–
150 000 à 500 000	–	–
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	1	2
1978	2	1	1
1979	2	2	–
1980	–	–	–
1981	–	–	–
1982	–	–	–

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	–	–
PNUD/SIS/MS	97,0	–
SIS/FAS	3,0	–
PO	–	–
FAS	–	–
FNUDI	–	–
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	71,3	–
Sous-traitance	–	–
Formation	8,0	–
Matériel	18,6	–
Divers	2,1	–

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	–	–
Planification industrielle	18,2	–
Infrastructure institutionnelle	0,4	–
Création d'usines	–	–
Formation	–	–
Etudes de faisabilité	25,2	–
Agro-industries	53,3	–
Industries métallurgiques	–	–
Industries mécaniques	–	–
Industries chimiques	2,9	–
Autres	–	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BOLIVIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (7,1 %) — 1977–1981 : (14 520) 15 500 (-) — 1982–1986 : (11 545) 19 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	5	135 700
1978	1	6 000
1979	1	9 300
1980	3	53 900
1981	4	197 500
1982	4	189 500

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	574	47				
Total PNUD/CIP	14 213	2 160				
Part de l'ONUDI	3	44				
(en pourcentage)	(2,02 %)	(2,0 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	34	7
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	5	2	3
1978	4	2	2
1979	5	3	2
1980	1	1	-
1981	1	-	1
1982	3	3	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	0,7	-	Experts	44,5	95,1	Coopération en matière d'investissements	-	..
PNUD/SIS/MS	52,4	94,2	Sous-traitance	19,1	-	Planification industrielle	-	5,1
SIS/FAS	-	-	Formation	5,8	2,6	Infrastructure institutionnelle	3,6	..
PO	3,8	-	Matériel	29,7	1,2	Création d'usines	15,7	73,8
FAS	-	-	Divers	0,9	1,1	Formation	3,8	..
FNUDI	35,9	-				Etudes de faisabilité	-	..
Autres a/	7,2	5,8				Agro-industries	12,6	..
						Industries métallurgiques	-	..
						Industries mécaniques	47,1	..
						Industries chimiques	17,2	21,1
						Autres	-	..

OBSERVATIONS : a/ Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

* Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BRESIL — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 30 000 (16,1 %) — 1977–1981 : (28 642) 30 000 (7,2 %) — 1982–1986 : (16 054) 30 000 (12,9 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	196 793
1978	3	67 432
1979	3	39 065
1980	–	–
1981	5	1 939 190
1982	9	1 840 292

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 994	1 463				
Total PNUD/CIP	28 642	7 103				
Part de l'ONUDI	2 230	675				
(en pourcentage)	(7,8 %)	(9,5 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	41	8
150 000 à 500 000	1	3
500 000 à 1 000 000	2	–
1 000 000 et plus	1	2

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	21	11	10
1978	17	5	12
1979	12	7	5
1980	15	9	6
1981	16	11	5
1982	50	44	6

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	81,4	46,1
PNUD/SIS/MS	4,8	5,3
SIS/FAS	–	–
PO	0,1	–
FAS	–	–
FNUDI	0,3	19,8
Autres a/	13,4	28,8

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	66,6	39,6
Sous-traitance	9,5	16,3
Formation	10,7	7,8
Matériel	11,3	35,3
Divers	1,8	1,0

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	–	–
Planification industrielle	0,3	–
Infrastructure institutionnelle	24,1	0,1
Création d'usines	–	–
Formation	0,8	–
Etudes de faisabilité	–	–
Agro-industries	4,1	27,6
Industries métallurgiques	55,6	28,7
Industries mécaniques	1,1	0,6
Industries chimiques	14,0	41,3
Autres	–	1,7

OBSERVATIONS : a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

CHILI — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (15,5 %) — 1977–1981 : (21 280) 20 000 (6,2 %) — 1982–1986 : (12 910) 20 000 (26,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	279 400
1978	1	49 650
1979	3	30 450
1980	–	–
1981	1	16 500
1982	2	110 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 001	241				
Total PNUD/CIP	19 169	2 986				
Part de l'ONUDI	945	199				
(en pourcentage)	(4,9 %)	(6,7 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	7	3
150 000 à 500 000	4	1
500 000 à 1 000 000	2	–
1 000 000 et plus	1	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	6	3	3
1978	5	2	3
1979	2	1	1
1980	2	1	1
1981	2	1	1
1982	5	4	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	94,4	82,4	Experts	47,6	82,1	Coopération en matière d'investissements	2,5	82,4
PNUD/SIS/MS	5,4	17,6	Sous-traitance	1,0	–	Planification industrielle	–	–
SIS/FAS	–	–	Formation	10,8	3,8	Infrastructure institutionnelle	31,4	10,0
PO	0,2	–	Matériel	38,4	3,2	Création d'usines	–	–
FAS	–	–	Divers	2,2	10,9	Formation	0,2	–
FNUDI	–	–				Etudes de faisabilité	16,2	–
Autres						Agro-industries	–	–
						Industries métallurgiques	46,5	5,4
						Industries mécaniques	–	–
						Industries chimiques	1,0	2,2
						Autres	2,2	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

COLOMBIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : ~~20 000~~ (10,1%) — 1977–1981 : (21 225) ~~20 000~~ (2,8%) — 1982–1986 : (12 565) ~~22 000~~ N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	147 200
1978	4	338 000
1979	–	–
1980	1	40 000
1981	2	111 160
1982	3	154 800

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	899	212				
Total PNUD/CIP	20 915	4 116				
Part de l'ONUDI	581	198				
(en pourcentage)	(2,8%)	(4,8%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	25	5
150 000 à 500 000	4	–
500 000 à 1 000 000	1	–
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	6	4	2
1978	6	3	3
1979	18	13	5
1980	5	1	4
1981	1	–	1
1982	6	5	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	64,6	93,3	Experts	74,7	72,2	Coopération en matière d'investissements	–	–
PNUD/SIS/MS	35,4	6,7	Sous-traitance	13,9	–	Planification industrielle	–	1,3
SIS/FAS	–	–	Formation	6,8	19,0	Infrastructure institutionnelle	29,0	1,0
PO	–	–	Matériel	3,7	5,5	Création d'usines	0,1	–
FAS	–	–	Divers	0,9	3,3	Formation	0,2	35,9
FNUDI	–	–				Etudes de faisabilité	–	–
Autres						Agro-industries	14,0	21,3
						Industries métallurgiques	1,9	–
						Industries mécaniques	40,1	39,5
						Industries chimiques	14,7	–
						Autres	–	–

OBSERVATIONS :

* Programme par pays devant être approuvé en juin 1983

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

COSTA RICA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (6,4%) — 1977–1981 : (4 013) 5 000 (24%) — 1982–1986 : (2 761) 5 000 * N.D.

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	35 660
1978	4	503 118
1979	3	46 120
1980	1	63 000
1981	2	56 500
1982	2	31 800

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	817					
Total PNUD/CIP	4 013	390				
Part de l'ONUDI	568					
(en pourcentage)	(14,2%)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	18	4
150 000 à 500 000	2	–
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	4	1	3
1978	4	–	4
1979	10	1	9
1980	13	7	6
1981	4	1	3
1982	4	3	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	69,6	18,0	Experts	94,8	89,9	Coopération en matière d'investissements	–	–
PNUD/SIS/MS	8,9	72,3	Sous-traitance	–	–	Planification industrielle	75,0	1,1
SIS/FAS	–	–	Formation	1,9	9,7	Infrastructure institutionnelle	15,8	–
PO	1,4	9,7	Matériel	1,2	–	Création d'usines	–	–
FAS	20,1	–	Divers	2,1	0,4	Formation	1,4	9,7
FNUDI	–	–				Etudes de faisabilité	4,1	15,1
Autres						Agro-industries	3,2	–
						Industries métallurgiques	–	–
						Industries mécaniques	–	24,4
						Industries chimiques	0,5	49,7
						Autres	–	–

OBSERVATIONS :

* Programme par pays devant être approuvé en juin 1983

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

CUBA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (28,5%) — 1977–1981 : (13 315) 13 500 (26,7%) — 1982–1986 : (11 781) 20 500 (33,8%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	8	50 302
1978	13	1 192 452
1979	7	359 284
1980	2	50 420
1981	1	151 800
1982	11	2 985 470

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	4 538	801				
Total PNUD/CIP	13 315	2 069				
Part de l'ONUDI	3 369	619				
(en pourcentage)	(25,3%)	(29,9%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	37	12
150 000 à 500 000	3	3
500 000 à 1 000 000	3	7
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	6	5	1
1978	16	14	2
1979	11	7	4
1980	10	6	4
1981	6	4	2
1982	13	12	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	75,2	77,3	Experts	12,9	18,7	Coopération en matière d'investissements	0,4	–
PNUD/SIS/MS	3,1	6,9	Sous-traitance	30,6	12,0	Planification industrielle	–	–
SIS/FAS	0,1	–	Formation	4,5	0,8	Infrastructure institutionnelle	1,8	–
PO	1,7	0,9	Matériel	51,3	66,7	Création d'usines	–	–
FAS	0,3	–	Divers	0,7	1,8	Formation	1,9	–
FNUDI	19,6	14,9				Etudes de faisabilité	–	–
Autres						Agro-industries	34,2	42,1
						Industries métallurgiques	–	–
						Industries mécaniques	10,6	22,2
						Industries chimiques	51,1	35,7
						Autres	–	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

DOMINIQUE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : — 1977–1981 : 1 362 (0,5%) — 1982–1986 : (1 276) 2 300 (6,2%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	–	–
1978	–	–
1979	–	–
1980	1	5 380
1981	2	27 975
1982	–	–

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	46	58				
Total PNUD/CIP	1 362	255				
Part de l'ONUDI	35	58				
(en pourcentage)	(2,6%)	(22,8%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	2	2
150 000 à 500 000	–	–
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	–	–	–
1978	–	–	–
1979	–	–	–
1980	–	–	–
1981	–	–	–
1982	–	–	–

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	45,5	100,0	Experts	13,9	27,8	Coopération en matière d'investissements	–	100,0
PNUD/SIS/MS	–	–	Sous-traitance	–	–	Planification industrielle	–	–
SIS/FAS	–	–	Formation	84,5	48,0	Infrastructure institutionnelle	–	–
PO	55,5	–	Matériel	–	17,8	Création d'usines	–	–
FAS	–	–	Divers	1,6	6,4	Formation	54,5	–
FNUDI	–	–				Etudes de faisabilité	29,4	–
Autres						Agro-industries	16,1	–
						Industries métallurgiques	–	–
						Industries mécaniques	–	–
						Industries chimiques	–	–
						Autres	–	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

EL SALVADOR — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (13,7%) — 1977–1981 : (8 074) 9 250 (8%) — 1982–1986 : (9 315) 15 250 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	674
1978	1	1 500
1979	1	535 500
1980	-	-
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	698	132				
Total PNUD/CIP	7 017	2 197				
Part de l'ONUDI	655	132				
(en pourcentage)	(9,3%)	(6,0%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	2	1
150 000 à 500 000	3	-
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

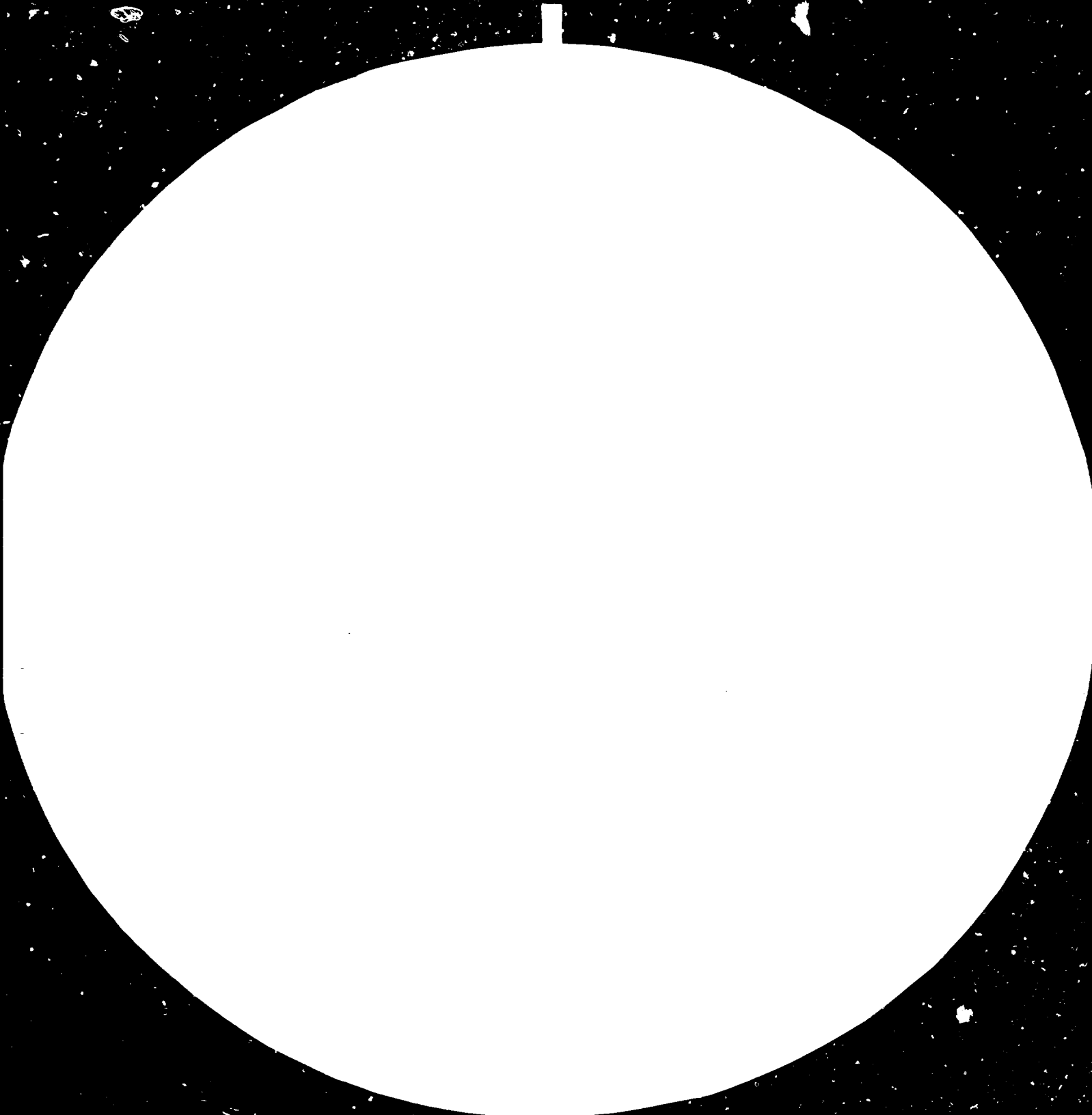
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	7	6	1
1978	7	6	1
1979	1	-	1
1980	3	2	1
1981	4	2	2
1982	4	3	1

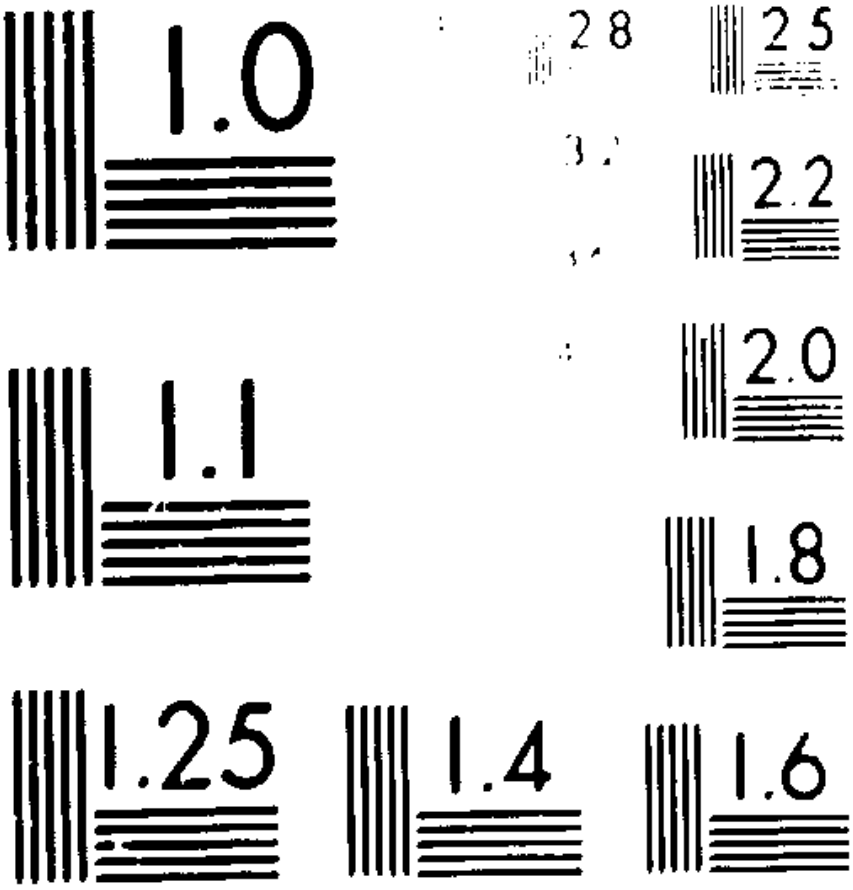
E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	93,8	100	Experts	71,6	47,1	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	6,1	-	Sous-traitance	18,9	48,1	Planification industrielle	21,6	-
SIS/FAS	-	-	Formation	3,6	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	0,1	-	Matériel	1,5	-	Création d'usines	78,3	100
FAS	-	-	Divers	4,4	4,8	Formation	0,1	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays non encore prévu

80 80 08




1.0
2.8
2.5
2.2
2.0
1.1
1.8
1.25
1.4
1.6

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

EQUATEUR — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (11,5%) — 1977–1981 : (14 874) 15 000 (18,1%) — 1982–1986 : (8 633) 15 000 (20,7%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	66 000
1978	4	395 230
1979	4	2 058 628
1980	–	–
1981	–	–
1982	4	153 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 042	372				
Total PNUD/CIP	14 874	3 415				
Part de l'ONUDI	1 710	355				
(en pourcentage)	(11,5%)	(10,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	6	4
150 000 à 500 000	–	–
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	2	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	14	9	5
1978	6	2	4
1979	11	4	7
1980	15	7	8
1981	18	9	9
1982	17	15	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	84,4	95,4
PNUD/SIS/MS	7,7	4,6
SIS/FAS	0,1	–
PO	0,1	–
FAS	6,6	–
FNUDI	1,1	–
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	71,0	78,1
Sous-traitance	2,1	–
Formation	4,1	5,2
Matériel	20,5	15,2
Divers	2,3	1,5

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	–	–
Planification inductrielle	–	4,6
Infrastructure institutionnelle	–	–
Création d'usines	5,8	–
Formation	0,4	–
Etudes de faisabilité	–	–
Agro-industries	1,1	–
Industries métallurgiques	–	–
Industries mécaniques	82,2	95,4
Industries chimiques	10,4	–
Autres	0,1	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GRENADE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : 1 880 (0,2%) — 1982–1986 : (1 209) 2 100 (11,9%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	-	-
1980	-	-
1981	1	4 100
1982	1	6 400

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	-	4				
Total PNUD/CIP	1 880	229				
Part de l'ONUDI	-	4				
(en pourcentage)	-	(1,8%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	2	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	100,0	Experts	-	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	-	-	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	100,0
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GUATEMALA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (8%) — 1977–1981 : (7 760) 8 000 (8,3%) — 1982–1986 : (7 079) 13 000 N.D *

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	46 000
1978	1	429 000
1979	2	165 000
1980	1	52 200
1981	-	-
1982	2	307 550

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 194	139				
Total PNUD/CIP	7 760	2 079				
Part de l'ONUDI	1 105	128				
(en pourcentage)	(14,2%)	(6,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	6	1
150 000 à 500 000	2	2
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	5	3	2
1978	10	3	7
1979	10	6	4
1980	6	2	4
1981	5	1	4
1982	5	4	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	93,1	92,2
PNUD/SIS/MS	4,2	2,6
SIS/FAS	0,7	-
PO	-	-
FAS	2,0	5,2
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	95,3	85,9
Sous-traitance	0,4	-
Formation	0,5	0,4
Matériel	0,7	8,0
Divers	3,1	5,7

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	96,8	38,3
Infrastructure institutionnelle	0,2	..
Création d'usines	-	..
Formation	-	..
Etudes de faisabilité	0,5	..
Agro-industries	0,3	53,0
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	-	3,5
Autres	2,2	5,2

OBSERVATIONS : * Programme par pays non encore prévu

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GUYANE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 — 1977–1981 : (5 090) 5 000 (15,9%) — 1982–1986 : (4 712) 8 500 (13,7%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	39 500
1978	2	8 250
1979	-	-
1980	2	770 700
1981	1	38 000
1982	2	1 321 000

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	320	378				
Total PNUD/CIP	5 340	637				
Part de l'ONUDI	238	334				
(en pourcentage)	(4,5%)	(52,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	13	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	-	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	2	1
1978	5	5	-
1979	-	-	-
1980	2	1	1
1981	6	4	2
1982	9	7	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	74,5	88,3	Experts	86,9	65,4	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	22,9	9,1	Sous-traitance	7,1	6,4	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	1,5	12,5	Infrastructure institutionnelle	10,4	13,8
PO	1,1	2,6	Matériel	2,2	14,2	Création d'usines	76,0	83,6
FAS	1,5	-	Divers	2,3	1,5	Formation	1,1	2,6
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	1,3	-
						Industries mécaniques	4,9	-
						Industries chimiques	6,3	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

HAITI — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 6 000 (1%) — 1977–1981 : (16 770) 18 750 (4,9%) — 1982–1986 : (17 013) 38 000 (4,6%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	10	174 918
1978	7	501 128
1979	5	489 352
1980	3	214 950
1981	4	47 090
1982	8	247 650

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 752	247				
Total PNUD/CIP	20 520	4 398				
Part de l'ONUDI	828	140				
(en pourcentage)	(4,0%)	(3,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	18	-
150 000 à 500 000	2	1
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	5	4	1
1978	9	5	4
1979	25	22	3
1980	10	6	4
1981	4	1	3
1982	8	6	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	47,3	56,6	Experts	62,2	58,8	Coopération en matière d'investissements	9,8	18,7
PNUD/SIS/MS	30,1	4,4	*Sous-traitance*	10,7	-	Planification industrielle	13,2	10,7
SIS/FAS	4,2	-	Formation	7,0	19,1	Infrastructure institutionnelle	2,1	-
PO	15,0	23,4	Matériel	14,8	7,7	Création d'usines	1,2	-
FAS	0,1	15,6	Divers	5,3	14,4	Formation	1,9	6,9
FNUDI	3,3	-				*Etudes de faisabilité*	-	-
Autres						Agro-industries	17,3	0,5
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	0,8	-
						Industries chimiques	44,8	63,2
						Autres	8,9	-

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

HONDURAS — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (6,9 %) — 1977–1981 : (8 614) 9 250 (5,3 %) — 1982–1986 : (8 304) 16 000 (11,4 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	303 559
1978	-	-
1979	2	207 200
1980	-	-
1981	2	81 000
1982	5	1 076 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	640	384				
Total PNUD/CIP	8 814	3 024				
Part de l'ONUDI	586	361				
(en pourcentage)	(6,7 %)	(11, 9 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	12	3
150 000 à 500 000	3	2
500 000 à 1 000 000	-	1
1 000 000 et plus	-	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	6	4	2
1978	9	8	1
1979	7	4	3
1980	9	5	4
1981	9	9	-
1982	9	6	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	91,7	94,0
PNUD/SIS/MS	6,8	6,0
SIS/FAS	-	-
PO	0,6	-
FAS	0,9	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	90,7	37,4
Sous-traitance	4,2	10,1
Formation	1,0	7,9
Matériel	1,6	40,4
Divers	2,5	4,2

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	15,4
Infrastructure institutionnelle	28,3	47,0
Création d'usines	-	-
Formation	0,5	-
Etudes de faisabilité	64,9	4,4
Agro-industries	6,3	32,9
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	-	-
Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ILES VIERGES — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : – — 1977–1981 : (450) 300 (-) — 1982–1986 : (149) 300 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	–	–
1978	–	–
1979	–	–
1980	–	–
1981	–	–
1982	–	–

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	12	–				
Total PNUD/CIP	450	152				
Part de l'ONUDI	–	–				
(en pourcentage)	–					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	1	..
150 000 à 500 000	–	..
500 000 à 1 000 000	–	..
1 000 000 et plus	–	..

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	–	–	–
1978	1	1	–
1979	–	–	–
1980	–	–	–
1981	–	–	–
1982	–	–	–

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	100	–	Experts	95,8	–	Coopération en matière d'investissements	–	–
PNUD/SIS/MS	–	–	Sous-traitance	–	–	Planification industrielle	–	–
SIS/FAS	–	–	Formation	–	–	Infrastructure institutionnelle	–	–
PO	–	–	Matériel	–	–	Création d'usines	–	–
FAS	–	–	Divers	4,2	–	Formation	–	–
FNUDI	–	–				Etudes de faisabilité	100	–
Autres	–	–				Agro-industries	–	–
						Industries métallurgiques	–	–
						Industries mécaniques	–	–
						Industries chimiques	–	–
						Autres	–	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

JAMAIQUE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (14,1 %) — 1977–1981 : (7 181) 7 500 (20,3 %) — 1982–1986 : (4 229) 7 500 (13,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	390 100
1978	1	365 300
1979	-	-
1980	-	-
1981	5	1 564 050
1982	3	410 155

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 233	753				
Total PNUD/CIP	7 181	1 198				
Part de l'ONUDI	755	338				
(en pourcentage)	(10,5 %)	(28,2 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	14	2
150 000 à 500 000	4	3
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	-	1
1978	1	-	1
1979	4	1	3
1980	10	7	3
1981	7	4	3
1982	14	10	4

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	61.2	44.8	Experts	42.5	46.5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	4,7	5,4	Sous-traitance	4,8	10,9	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	3,6	8,0	Infrastructure institutionnelle	3,3	40,9
PO	-	0,8	Matériel	48,2	33,9	Création d'usines	1,1	-
FAS	-	-	Divers	0,9	0,7	Formation	-	0,8
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres a/	34,1	49,0				Agro-industries	33,6	3,7
						Industries métallurgiques	37,3	54,6
						Industries mécaniques	24,7	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MEXIQUE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (9,2 %) — 1977–1981 : (20 378) 20 000 (20,9 %) — 1982–1986 : (10 064) 20 000 (35,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	8	2 176 461
1978	8	713 659
1979	9	1 440 478
1980	3	23 123
1981	8	310 308
1982	12	5 450 041

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 507	820				
Total PNUD/CIP	20 378	2 229				
Part de l'ONUDI	3 548	721				
(en pourcentage)	(17,4 %)	(32,4 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	27	2
150 000 à 500 000	4	2
500 000 à 1 000 000	1	3
1 000 000 et plus	2	3

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	21	12	9
1978	20	9	11
1979	49	32	17
1980	55	37	18
1981	51	40	11
1982	44	34	10

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	85,3	87,9	Experts	74,6	94,7	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	4,2	-	Sous-traitance	9,3	0,1	Planification industrielle	46,7	23,7
SIS/FAS	0,2	-	Formation	2,8	1,3	Infrastructure institutionnelle	16,6	32,6
PO	0,7	1,6	Matériel	10,9	-	Création d'usines	1,7	-
FAS	4,9	4,8	Divers	2,4	3,9	Formation	0,3	0,9
FNUDI	4,7	3,0				Etudes de faisabilité	0,8	-
Autres a/	-	2,7				Agro-industries	20,6	23,1
						Industries métallurgiques	0,6	-
						Industries mécaniques	4,0	1,2
						Industries chimiques	8,6	12,8
						Autres	0,1	5,7

OBSERVATIONS : a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MONTSERRAT — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : 400 — 1982–1986 : 700 (293) (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	4 150
1978	1	4 150
1979	-	-
1980	-	-
1981	-	-
1982	1	6 400

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	37	6				
Total PNUD/CIP	426	48				
Part de l'ONUDI	-	-				
(en pourcentage)	-					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	3	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	1	-
1978	1	1	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	-
PNUD/SIS/MS	100	100
SIS/FAS	-	-
PO	-	-
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	53,4	100
Sous-traitance	46,6	-
Formation	-	-
Matériel	-	-
Divers	-	-

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	-	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	22,9	-
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	77,1	-
Industries mécaniques	-	100
Industries chimiques	-	-
Autres		

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

NICARAGUA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (2,8%) — 1977–1981 : (4 866) 5 323 (12,2%) — 1982–1986 : (5 941) 9 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	3 174
1978	1	27 378
1979	-	-
1980	9	677 710
1981	3	217 947
1982	3	431 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	902	181				
Total PNUD/CIP	7 153	1 557				
Part de l'ONUDI	583	150				
(en pourcentage)	(8,2%)	(9,6%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets 1977-81	Nombre de projets 1982
Jusqu'à 150 000	7	3
150 000 à 500 000	4	2
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	4	-	4
1978	3	1	2
1979	2	-	2
1980	7	5	2
1981	14	7	7
1982	12	9	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	64,6	82,3
PNUD/SIS/MS	8,4	17,5
SIS/FAS	0,7	-
PO	12,5	-
FAS	7,3	-
FNUDI	6,5	0,2
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	89,1	99,0
Sous-traitance	6,0	-
Formation	0,8	-
Matériel	2,2	0,1
Divers	1,9	0,9

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	37,1	82,1
Infrastructure institutionnelle	1,9	-
Création d'usines	39,1	-
Formation	0,4	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	8,9	-
Industries métallurgiques	-	0,3
Industries mécaniques	6,5	10,8
Industries chimiques	5,9	6,8
Autres	0,2	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PANAMA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (0,7%) — 1977–1981 : (6 128) 7 500 (0,3%) — 1982–1986 : (4 103) 7 500 (6,9%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	5	112 050
1978	1	30 096
1979	4	63 300
1980	1	10 800
1981	-	-
1982	4	113 078

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	210	67				
Total PNUD/CIP	6 113	1 225				
Part de l'ONUDI	24	3				
(en pourcentage)	(0,4%)	(0,2%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	15	4
150 000 à 500 000	1	..
500 000 à 1 000 000	-	..
1 000 000 et plus	-	..

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	4	2	2
1978	4	3	1
1979	4	4	-
1980	3	2	1
1981	-	-	-
1982	3	3	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	11,7	4,2	Experts	79,0	99,9	Coopération en matière d'investissements	-	4,2
PNUD/SIS/MS	67,8	95,8	Sous-traitance	5,3	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	1,8	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	40,4	95,8
PO	-	-	Matériel	15,5	-	Création d'usines	29,3	-
FAS	-	-	Divers	0,2	0,1	Formation	-	-
FNUDI	18,7	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	12,0	-
						Industries chimiques	18,0	-
						Autres	-	..

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PARAGUAY — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (10,9 %) — 1977–1981 : (6 967) 7 500 (0,2 %) — 1982–1986 : (5 374) 9 750 (5,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	13 000
1978	3	20 718
1979	2	14 075
1980	-	-
1981	-	-
1982	6	531 100

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	95	183				
Total PNUD/CIP	6 967	1 111				
Part de l'ONUDI	37	138				
(en pourcentage)	(0,5 %)	(12,4 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	6	3
150 000 à 500 000	-	2
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	1	1	-
1979	-	-	-
1980	2	2	-
1981	-	-	-
1982	3	3	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	0,1	75,6	Experts	61,0	34,4	Coopération en matière d'investissements	-	10,4
PNUD/SIS/MS	77,1	20,3	Sous-traitance	35,6	-	Planification industrielle	26,0	-
SIS/FAS	2,3	-	Formation	-	10,1	Infrastructure institutionnelle	19,1	-
PO	-	-	Matériel	1,4	54,6	Création d'usines	20,5	-
FAS	20,5	-	Divers	2,0	0,9	Formation	-	4,1
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	20,3
						Industries métallurgiques	0,3	65,2
						Industries mécaniques	13,9	-
						Industries chimiques	20,2	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PEROU — PNUD/CIP (en millions de dollars E.-U.) 1972–76 : 15 000 (13,8%) — 1977–81 : (14 768) 15 000 (9,2%) — 1982–86 : (13 424) 25 000 (20,9)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	6	915 520
1978	5	83 008
1979	7	1 500 477
1980	5	97 987
1981	3	34 400
1982	9	327 800

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977-81	1982	1983	1984	1985
Toutes sources	2 503	324			
Total PNUD/CIP	15 368	3 180			
Part de l'ONUDI	1 713	117			
(en pourcentage)	(11,2%)	(3,7%)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	29	6
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	1	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1975			
1976			
1977	10	2	8
1978	13	3	10
1979	20	6	14
1980	17	7	10
1981	14	8	6
1982	22	20	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	68,4	36,2
PNUD/SIS/MS	7,1	46,4
SIS/FAS	-	-
PO	2,9	6,6
FAS	8,0	-
FNUDI	13,6	10,8
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	75,3	90,3
Sous-traitance	-	-
Formation	9,1	5,5
Matériel	13,8	-
Divers	1,8	4,2

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération pour investissements	-	5,2
Planification industrielle	0,2	-
Infrastructure institutionnelle	11,7	12,9
Création d'usines	-	-
Formation	2,8	4,9
Etudes de faisabilité	-	5,0
Agro-industries	0,4	-
Industries métallurgiques	29,9	42,8
Industries mécaniques	47,8	5,6
Industries chimiques	7,1	21,8
Autres	0,1	1,8

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

: REPUBLIQUE DOMINICAINE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (2%) 1977–1981 : (7 316) 7 500 (9,5%) 1982–1986 : (6 269) 12 000 (4,6%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	104 000
1978	1	4 750
1979	4	226 755
1980	1	7 100
1981	3	23 500
1982	4	120 362

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	719	157				
Total PNUD/CIP	7 316	1 187				
Part de l'ONUDI	651	49				
(en pourcentage)	(8,9%)	(4,1%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	13	5
150 000 à 500 000	–	–
500 000 à 1 000 000	1	–
1 000 000 et plus	–	–

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	–	1
1978	2	1	1
1979	1	–	1
1980	5	3	2
1981	18	15	3
1982	8	6	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	90,4	31,0	Experts	84,4	78,0	Coopération en matière d'investissements	3,4	–
PNUD/SIS/MS	8,2	48,9	Sous-traitance	–	10,1	Planification industrielle	17,3	–
SIS/FAS	–	–	Formation	5,0	6,8	Infrastructure institutionnelle	–	6,2
PO	1,4	–	Matériel	4,6	2,2	Création d'usines	0,4	–
FAS	–	20,1	Divers	6,0	2,9	Formation	1,4	–
FNUDI	–	–				Etudes de faisabilité	8,5	8,1
Autres						Agro-industries	63,3	45,4
						Industries métallurgiques	–	–
						Industries mécaniques	–	–
						Industries chimiques	3,0	40,3
						Autres	2,7	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

~~SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES~~ ET ANGUILLA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - (813) 1977–1981 : 700 (86,4%) 1982–1986 : 1 300 (855) (13,8%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	1	26 100
1979	-	-
1980	-	-
1981	1	41 000
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	398	13				
Total PNUD/CIP	813	131				
Part de l'ONUDI	384	13				
(en pourcentage)	(47,2%)	(9,9%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	4	1
150 000 à 500 000	-	1
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	2	1	1
1978	4	1	3
1979	7	4	3
1980	2	1	1
1981	3	2	1
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	96,2	100	Experts	53,8	100	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	3,6	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	0,2	-	Formation	13,4	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	31,3	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	1,5	-	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	100	100
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SAINTE-LUCIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : 1 765 — 1982–1986 : (1 193) 2 100 (21,2%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	-	-
1980	-	-
1981	-	-
1982	1	800

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	-	0,8				
Total PNUD/CIP	1 733	268				
Part de l'ONUDI	-	-				
(en pourcentage)	-	-				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	-	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	-	Experts	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	100	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	100	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	-	-	Formation	-	100
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres	-	-				Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SAINT VINCENT — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : (1 810) 1 420 (6,9%) — 1982–1986 : (2 389) 3 250 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	35 300
1978	-	-
1979	-	-
1980	-	-
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	87	-				
Total PNUD/CIP	1 454	378				
Part de l'ONUDI	78	-				
(en pourcentage)	(5,4%)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	1	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	1	1	-
1979	2	1	1
1980	1	-	1
1981	1	1	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	100	-
PNUD/SIS/MS	-	-
SIS/FAS	-	-
PO	-	-
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	92,3	-
Sous-traitance	-	-
Formation	5,2	-
Matériel	-	-
Divers	2,5	-

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	-	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	100	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	-	-
Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SURINAME — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 2 500 — 1977–1981 : (3 280) ~~3 500~~ (-) — 1982–1986 : (1 671) 3 500 N.D. *

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	177 443
1978	-	-
1979	-	-
1980	-	-
1981	1	8 700
1982	2	48 323

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	102	21				
Total PNUD/CIP	3 280	240				
Part de l'ONUDI	-	12				
(en pourcentage)	-	(5,0%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	1	2
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	1	1	-
1979	1	-	1
1980	1	-	1
1981	1	1	-
1982	3	3	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	58,2
PNUD/SIS/MS	-	41,8
SIS/FAS	-	-
PO	-	-
FAS	100	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	84,1	92,7
Sous-traitance	-	-
Formation	-	-
Matériel	15,9	-
Divers	-	7,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	80,5	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	-	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	19,5	100
Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en Juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TRINITE-ET-TOBAGO — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (27,8%) — 1977–1981 : (5 196) 5 000 (29,2%) — 1982–1986 : (2 935) 5 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	27 300
1978	-	-
1979	-	-
1980	1	2 169 700
1981	1	15 960
1982	2	28 500

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 434	524				
Total PNUD/CIP	5 196	2 337				
Part de l'ONUDI	2 334	524				
(en pourcentage)	(44,9%)	(22,4%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	4	2
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	3	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	16	3	13
1978	13	2	11
1979	11	4	7
1980	6	1	5
1981	6	1	5
1982	7	2	5

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	96,0	100,0
PNUD/SIS/MS	-	-
SIS/FAS	0,2	-
PO	-	-
FAS	3,4	-
FNUDI	0,4	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	72,1	86,6
Sous-traitance	0,4	-
Formation	5,0	2,4
Matériel	21,2	10,3
Divers	1,3	0,7

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	18,4	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	1,5
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	0,8	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	80,8	95,2
Industries chimiques	-	3,3
Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

URUGUAY — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (14,3%) — 1977–1981 : (9 328) 10 000 (21,3 %) — 1982–1986 : (5 223) 10 000 N.D. *

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	276 950
1978	4	573 151
1979	7	45 158
1980	4	551 729
1981	3	75 848
1982	1	9 600

B. Dépenses *(en milliers de dollars E.-U.)*

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 637	422				
Total PNUD/CIP	9 328	2 036				
Part de l'ONUDI	2 176	320				
(en pourcentage)	(23,3)	(15,7)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	19	1
150 000 à 500 000	3	-
500 000 à 1 000 000	3	1
1 000 000 et plus	-	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	15	7	8
1978	13	7	6
1979	11	4	7
1980	14	7	7
1981	18	13	5
1982	14	11	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	82,8	75,9	Experts	76,6	90,1	Coopération en matière d'investissements	0,5	-
PNUD/SIS/MS	8,5	21,7	Sous-traitance	4,1	-	Planification industrielle	46,1	60,7
SIS/FAS	0,6	-	Formation	3,1	5,3	Infrastructure institutionnelle	-	4,1
PO	0,1	2,4	Matériel	14,6	4,1	Création d'usines	25,4	29,9
FAS	0,7	-	Divers	1,6	0,5	Formation	0,7	2,4
FNUDI	7,3	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	19,5	-
						Industries métallurgiques	4,3	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	3,1	2,8
						Autres	0,4	5,1

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

VENEZUELA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (1,1%) — 1977–1981 : (10 251) 10 000 (3,9%) — 1982–1986 : (5 577) 10 000 (12,3%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	113 250
1978	1	12 300
1979	1	411
1980	1	2 800
1981	1	2 223 131
1982	2	47 800

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	139	169				
Total PNUD/CIP	10 251	3 607				
Part de l'ONUDI	97	154				
(en pourcentage)	(1,0%)	(4,3%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	13	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	3	1	2
1979	2	2	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	5	2	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	63,1	91,4	Experts	93,0	94,1	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	7,0	3,6	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	91,4
SIS/FAS	-	-	Formation	6,3	5,0	Infrastructure institutionnelle	58,2	-
PO	0,3	5,0	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	0,7	0,9	Formation	6,3	5,0
FNUDI	29,6	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	3,3	-
						Industries métallurgiques	2,3	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	29,9	3,6

OBSERVATIONS :

ASIE ET PACIFIQUE

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

AFGHANISTAN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (2,9 %) — 1977–1981 : (34 519) 38 000 (3,7 %) — 1982–1986 : (46 201) 71 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	6	193 660
1978	9	339 524
1979	6	825 117
1980	2	4 948
1981	3	133 100
1982	4	135 850

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	777					
Total PNUD/CIP	28 402	5 201				
Part de l'ONUDI	443	77				
(en pourcentage)	(1,6 %)	(1,5 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	29	6
150 000 à 500 000	-	2
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	9	3	6
1978	15	5	10
1979	11	6	5
1980	3	1	2
1981	4	3	1
1982	7	5	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	56,7	-	Experts	75,9	66,5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	25,8	100	Sous-traitance	5,3	19,5	Planification industrielle	14,3	-
SIS/FAO	0,2	-	Formation	10,4	12,7	Infrastructure institutionnelle	2,7	-
PO	16,4	-	Matériel	3,6	1,3	Création d'usines	1,9	-
FAS	-	-	Divers	4,8	-	Formation	5,5	-
FNUDI	0,9	-				Etudes de faisabilité	42,3	-
Autres						Agro-industries	2,3	-
						Industries métallurgiques	0,8	65,8
						Industries mécaniques	-	12,2
						Industries chimiques	19,8	22,0
						Autres	10,4	-

OBSERVATIONS : PMA.

* Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BANGLADESH — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 18 500 (11,3 %) — 1977–1981 : (74 553) 65 500 (26,1 %) — 1982–1986 : (117,736) 201 000 (4,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	6	929 272
1978	14	6 143 237
1979	14	1 573 406
1980	9	2 295 000
1981	5	1 242 365
1982	6	2 794 481

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	9 923	3 206				
Total PNUD/CIP	68 540	16 674				
Part de l'ONUDI	8 586	3 012				
(en pourcentage)	(12,5 %)	(18,1 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	27	4
150 000 à 500 000	8	4
500 000 à 1 000 000	3	2
1 000 000 et plus	4	5

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	12	5	7
1978	17	7	10
1979	22	10	12
1980	33	8	25
1981	36	5	31
1982	34	9	25

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	86,5	93,9	Experts	41,4	51,7	Coopération en matière d'investissements	2,5	2,3
PNUD/SIS/MS	8,9	3,6	Sous-traitance	25,5	4,9	Planification industrielle	0,1	-
SIS/FAS	-	-	Formation	15,9	8,1	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	2,6	-	Matériel	14,8	32,7	Création d'usines	9,5	-
FAS	-	0,4	Divers	2,4	2,6	Formation	1,9	-
FNUDI	2,0	2,1				Etudes de faisabilité	2,2	2,0
Autres						Agro-industries	30,4	60,7
						Industries métallurgiques	0,1	-
						Industries mécaniques	12,7	17,4
						Industries chimiques	39,0	17,6
						Autres	1,6	-

OBSERVATIONS : PMA.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BHOUTAN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 2 500 (13,9 %) — 1977–1981 : (12 369) 12 250 (15,1 %) — 1982–1986 : (21 795) 36 500 (6,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	110 150
1978	3	1 829 939
1979	-	-
1980	3	44 300
1981	5	148 200
1982	4	273 425

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 446	172				
Total PNUD/CIP	11 080	1 998				
Part de l'ONUDI	1 065	159				
(en pourcentage)	(9,6 %)	(8,0%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	6	5
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	4	-	4
1978	5	2	3
1979	2	-	2
1980	1	1	-
1981	3	3	-
1982	2	2	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	73,7	92,7
PNUD/SIS/MS	15,8	-
SIS/FAS	0,1	-
PO	2,5	5,3
FAS	-	-
FNUDI	7,9	2,0
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	25,3	33,4
Sous-traitance	0,6	-
Formation	5,2	7,0
Matériel	68,1	58,4
Divers	0,8	1,2

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	0,2	-
Infrastructure institutionnelle	-	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	5,3
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	40,6	21,3
Industries chimiques	57,9	73,4
Autres	1,3	-

OBSERVATIONS : PMA.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BIRMANIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (6,1 %) — 1977–1981 : (40 269) 41 500 (10,3 %) — 1982–1986 : (60 538) 102 000 (9,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	1 705 243
1978	1	1 427 457
1979	1	1 500
1980	2	191 456
1981	2	19 300
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 718	642				
Total PNUD/CIP	36 259	8 555				
Part de l'ONUDI	5 683	627				
(en pourcentage)	(15,7 %)	(7,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	16	2
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	3	2

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	5	3	2
1978	4	-	4
1979	6	-	6
1980	4	-	4
1981	4	1	3
1982	4	2	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	99,4	97,7
PNUD/SIS/MS	0,5	2,3
SIS/FAS	-	-
PO	0,1	-
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	14,2	15,0
Sous-traitance	44,9	32,8
Formation	1,2	10,3
Matériel	38,8	41,0
Divers	0,9	0,9

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	-	1,6
Création d'usines	-	-
Formation	5,9	4,8
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	1,1	3,9
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	23,4	13,0
Industries chimiques	69,5	76,7
Autres	0,1	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

CHINE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : 15 000 (51,1 %) — 1982–1986 : (61 712) 134 900 (25 %)(1982-83)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	11	562 072
1980	29	4 415 034
1981	21	4 736 226
1982	17	4 459 211

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 405	4 778				
Total PNUD/CIP	29 043	11 013				
Part de l'ONUDI	4 592	4 366				
(en pourcentage)	(15,8 %)	(39,6 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	21	14
150 000 à 500 000	14	18
500 000 à 1 000 000	7	10
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	29	29	-
1981	32	31	1
1982	47	47	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	85,0	91,4
PNUD/SIS/MS	4,7	2,2
SIS/FAS	-	-
PO	2,5	0,9
FAS	-	-
FNUDI	7,8	5,5
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	11,6	9,4
Sous-traitance	13,2	2,9
Formation	26,4	21,8
Matériel	47,9	64,6
Divers	0,9	1,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	0,6	2,2
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	1,8	2,4
Création d'usines	1,2	4,1
Formation	7,5	0,9
Etudes de faisabilité	0,2	-
Agro-industries	2,0	3,0
Industries métallurgiques	14,1	11,6
Industries mécaniques	20,8	36,0
Industries chimiques	49,3	39,2
Autres	2,5	0,6

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

FIDJI — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (27,4 %) — 1977–1981 : (5 334) 5 000 (32 %) — 1982–1986 : (2 731) 5 000 (17,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	3 210
1978	2	59 116
1979	3	33 005
1980	8	572 260
1981	3	107 146
1982	3	39 300

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 412	396				
Total PNUD/CIP	5 466	837				
Part de l'ONUDI	1 121	265				
(en pourcentage)	(18,4 %)	(31,7 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	10	2
150 000 à 500 000	3	4
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	5	1	4
1978	4	-	4
1979	5	1	4
1980	9	1	8
1981	9	-	9
1982	9	2	7

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	79,5	67,0
PNUD/SIS/MS	1,7	6,2
SIS/FAS	0,4	-
PO	2,8	5,0
FAS	14,1	21,8
FNUDI	1,5	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	74,9	93,5
Sous-traitance	2,0	-
Formation	3,2	5,0
Matériel	18,1	-
Divers	1,8	1,5

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	1,5	-
Planification industrielle	0,9	-
Infrastructure institutionnelle	77,6	72,8
Création d'usines	-	-
Formation	2,8	5,0
Etudes de faisabilité	0,3	-
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	7,9	6,2
Industries chimiques	9,0	16,0
Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

HONG KONG — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 500 (35,1 %) — 1977–1981 : (606) 500 (77,4 %) — 1982–1986 : (364) 500

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	5 572
1978	5	262 175
1979	2	67 150
1980	-	-
1981	1	16 000
1982	2	9 050

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	335	43				
Total PNUD/CIP	544	68				
Part de l'ONUDI	328	36				
(en pourcentage)	(60,3 %)	(52,9%)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	16	5
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	3	3	-
1980	1	1	-
1981	6	6	-
1982	2	2	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	97,8	84,6	Experts	35,2	31,5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	1,4	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	2,2	-	Formation	15,5	39,5	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	15,4	Matériel	47,8	29,0	Création d'usines	1,3	-
FAS	-	-	Divers	0,1	-	Formation	3,5	15,4
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	0,2	-
						Industries métallurgiques	26,4	-
						Industries mécaniques	63,7	27,3
						Industries chimiques	4,9	57,3
						Autres		-

OBSERVATIONS : * Programme non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ILES COOK — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : (1 880) 1 400 (0,5 %) — 1982–1986 : (949) 1 400 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	3	39 350
1979	2	20 350
1980	-	-
1981	1	9 750
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	23	-				
Total PNUD/CIP	1 757	366				
Part de l'ONUDI	10	-				
(en pourcentage)	(0,6 %)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	5	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	2	2	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	36,3	-	Experts	82,7	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	63,7	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	*Infrastructure institutionnelle*	36,3	-
PO	-	-	Matériel	10,8	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	6,5	-	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	20,5	-
Autres						Agro-industries	22,3	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	20,9	-
						Industries chimiques		-
						Autres		-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

INDE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 50 000 (23,4 %) — 1977–1981 : (108 094) 97 000 (36,3 %) — 1982–1986 : (138 951) 252 000 (40,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	20	10 560 302
1978	13	65 895
1979	15	1 450 732
1980	15	5 139 939
1981	14	7 136 009
1982	25	17 225 906

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	37 413	10 354				
Total PNUD/CIP	108 358	17 779				
Part de l'ONUDI	36 815	10 267				
(en pourcentage)	(34,0 %)	(57,7 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	42	10
150 000 à 500 000	16	13
500 000 à 1 000 000	8	10
1 000 000 et plus	13	17

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	33	19	14
1978	37	18	19
1979	29	19	10
1980	52	39	13
1981	33	23	10
1982	40	36	4

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	98,3	99,1
PNUD/SIS/MS	0,1	0,5
SIS/FAS	0,1	-
PO	0,5	0,1
FAS	0,9	-
FNUDI	0,1	0,3
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	6,7	5,6
Sous-traitance	22,3	6,9
Formation	5,5	4,9
Matériel	64,9	82,1
Divers	0,6	0,5

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	1,9	0,8
Création d'usines	-	-
Formation	0,9	0,1
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	10,5	17,1
Industries métallurgiques	54,9	7,0
Industries mécaniques	15,7	49,0
Industries chimiques	16,1	26,0
Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

INDONESIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 35 000 (9,4 %) — 1977–1981 : (64 740) 69 500 (21,9 %) — 1982–1986 : (65 907) 106 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	10	2 957 446
1978	5	169 882
1979	10	1 051 325
1980	7	234 114
1981	4	2 415 600
1982	4	2 853 450

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	8 455	2 584				
Total PNUD/CIP	59 396	15 062				
Part de l'ONUDI	7 215	2 475				
(en pourcentage)	(12,2 %)	(16,4 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	53	-
150 000 à 500 000	3	-
500 000 à 1 000 000	3	2
1 000 000 et plus	6	5

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	38	15	23
1978	42	12	30
1979	41	15	26
1980	52	22	30
1981	39	11	28
1982	41	4	37

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	85,3	95,7	Experts	74,2	80,8	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	4,0	-	Sous-traitance	4,5	7,1	Planification industrielle	2,6	21,8
SIS/FAS	0,1	-	Formation	6,7	5,6	Infrastructure institutionnelle	18,7	20,0
PO	0,5	0,5	Matériel	12,7	5,0	Création d'usines	1,0	-
FAS	10,1	3,4	Divers	1,9	1,5	Formation	0,6	0,5
FNUDI	-	0,4				Etudes de faisabilité	7,5	38,1
Autres						Agro-industries	31,5	5,8
						Industries métallurgiques	0,9	-
						Industries mécaniques	1,9	-
						Industries chimiques	34,6	12,2
						Autres	0,7	1,6

OBSERVATIONS : * Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D') PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (16,2%) 1977–1981 : (22 560) 20 000 (3,6 %) 1982–1986 : (27 058) 20 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	430 815
1978	-	-
1979	-	-
1980	1	1 400
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	993					
Total PNUD/CIP	6 503	25				
Part de l'ONUDI	906					
(en pourcentage)	(13,9 %)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	16	-
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	2	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	20	9	11
1978	13	4	9
1979	5	2	3
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	91,7	-	Experts	86,1	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	7,6	-	Sous-traitance	1,0	-	Planification industrielle	58,6	-
SIS/FAS	-	-	Formation	7,7	100	Infrastructure institutionnelle	31,9	-
PO	0,6	100	Matériel	2,9	-	Création d'usines	-	-
FAS	0,1	-	Divers	2,3	-	Formation	0,6	100
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	0,1	-
						Industries métallurgiques	3,5	-
						Industries mécaniques	4,6	-
						Industries chimiques	0,1	-
						Autres	0,6	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (7,6 %) — 1977–1981 : (29 171) 25 500 (-) — 1982–1986 : (17 212) 25 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	-	-
1980	-	-
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	-					
Total PNUD/CIP	26 596	319				
Part de l'ONUDI	-					
(en pourcentage)	-					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	8	-
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	-	Experts	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	-	-	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

KIRIBATI — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 500 — 1977–1981 : (1 029) 1 140 (4,3 %) — 1982–1986 : (740) 1 300 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	1	14 950
1980	2	42 800
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	36	43				
Total PNUD/CIP	1 029	189				
Part de l'ONUDI	30	43				
(en pourcentage)	(2,9 %)	(22,8 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	3	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	1	1	-
1980	1	1	-
1981	1	1	-
1982	4	4	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	87,0	100
PNUD/SIS/MS	13,0	-
SIS/FAS	-	-
PO	-	-
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres	-	-

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	98,4	98,4
Sous-traitance	-	-
Formation	-	-
Matériel	0,8	-
Divers	0,8	1,6

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	6,9	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	93,1	-
Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en Juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (7,5 %) — 1977–1981 : (17 411) 17 750 (5,7 %) — 1982–1986 : (26 999) 52 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	20 205
1978	-	-
1979	2	11 355
1980	1	590
1981	-	-
1982	1	101 800

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 156	36				
Total PNUD/CIP	20 041	3 889				
Part de l'ONUDI	444	36				
(en pourcentage)	(2,2 %)	(0,9 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	15	2
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	5	1	4
1978	3	..	3
1979	5	3	2
1980	4	1	3
1981	1	1	-
1982	2	2	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	86,4	100,0
PNUD/SIS/MS	8,9	-
SIS/FAS	0,1	-
PO	1,5	-
FAS	-	-
FNUDI	3,1	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	51,6	21,4
Sous-traitance	5,4	-
Formation	1,7	-
Matériel	36,9	77,7
Divers	4,4	0,9

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	-	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	70,1	19,6
Industries métallurgiques	18,9	-
Industries mécaniques	8,8	-
Industries chimiques	2,2	80,4
Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA.

* Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MALAISIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (15,1 %) — 1977–1981 : (15 258) 15 000 (4,4 %) — 1982–1986 : (9 124) 15 000 (12,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	21 954
1978	2	70 089
1979	1	24 000
1980	1	265 000
1981	1	1 386 999
1982	2	36 000

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	615	196				
Total PNUD/CIP	14 617	2 286				
Part de l'ONUDI	526	169				
(en pourcentage)	(3,6 %)	(7,4 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	8	2
150 000 à 500 000	4	1
500 000 à 1 000 000	–	–
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	1	2
1978	5	3	2
1979	4	2	2
1980	4	4	–
1981	–	–	–
1982	4	2	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	85,6	86,1
PNUD/SIS/MS	4,9	12,1
SIS/FAS	–	–
PO	2,0	–
FAS	–	–
FNUDI	7,5	1,8
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	66,8	47,3
Sous-traitance	–	–
Formation	32,5	51,4
Matériel	–	–
Divers	0,7	1,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	–	–
Planification industrielle	4,4	34,1
Infrastructure institutionnelle	9,8	4,8
Création d'usines	0,8	–
Formation	26,8	52,1
Etudes de faisabilité	58,2	–
Agro-industries	–	–
Industries métallurgiques	–	–
Industries mécaniques	–	–
Industries chimiques	–	–
Autres	–	9,0

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MONGOLIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (28,5 %) — 1977–1981 : (9 675) 10 000 (30,2 %) — 1982–1986 : (6 752) 10 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	5	148 593
1978	12	366 918
1979	5	211 200
1980	2	2 756
1981	3	93 700
1982	1	26 200

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 939	135				
Total PNUD/CIP	8 773	903				
Part de l'ONUDI	3 040	75				
(en pourcentage)	(34,8 %)	(8,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	30	4
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	3	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	11	6	5
1978	8	-	8
1979	5	3	2
1980	4	4	-
1981	1	-	1
1982	3	2	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	75,9	-
PNUD/SIS/MS	12,4	55,9
SIS/FAS	0,7	-
PO	0,3	-
FAS	6,1	-
FNUDI	4,6	44,1
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	15,6	63,0
Sous-traitance	70,4	29,5
Formation	7,1	6,8
Matériel	6,4	0,7
Divers	0,5	-

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	2,1	44,2
Création d'usines	2,2	-
Formation	0,3	-
Etudes de faisabilité	-	29,5
Agro-industries	79,4	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	10,6	8,9
Industries chimiques	5,2	17,4
Autres	0,2	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

NEPAL — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (6,7 %) — 1977–1981 : (29 965) 32 500 (3,7 %) — 1982–1986 : (49 726) 98 000 (14,1 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	141 850
1978	7	372 491
1979	5	1 298 726
1980	6	885 668
1981	4	164 483
1982	7	1 688 545

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 585	2 028				
Total PNUD/CIP	34 761	9 610				
Part de l'ONUDI	688	1 806				
(en pourcentage)	(2,0 %)	(18,8 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	19	4
150 000 à 500 000	3	3
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	-	2

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	8	5	3
1978	5	2	3
1979	6	4	2
1980	9	6	3
1981	7	2	5
1982	12	6	6

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	44,7	89,1	Experts	40,4	13,3	Coopération en matière d'investissements	-	0,6
PNUD/SIS/MS	40,4	5,6	Sous-traitance	40,5	47,5	Planification industrielle	1,0	-
SIS/FAS	0,9	-	Formation	11,2	4,1	Infrastructure institutionnelle	19,1	5,7
PO	7,2	0,8	Matériel	5,4	33,9	Création d'usines	-	-
FAS	0,9	1,5	Divers	2,5	1,2	Formation	3,4	0,8
FNUDI	5,9	3,0				Etudes de faisabilité	11,1	0,5
Autres						Agro-industries	5,6	0,1
						Industries métallurgiques	41,3	54,9
						Industries mécaniques	8,1	0,1
						Industries chimiques	9,8	34,3
						Autres	0,6	3,0

OBSERVATIONS : PMA.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PAKISTAN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 18 500 (11,0 %) — 1977–1981 : (52 145) 52 500 (10,5 %) — 1982–1986 : (68 833) 118 000 (9,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	1 062 300
1978	10	510 468
1979	8	890 286
1980	8	827 200
1981	1	1 423 475
1982	4	44 504

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 128	1 887				
Total PNUD/CIP	48 395	10 487				
Part de l'ONUDI	4 599	647				
(en pourcentage)	(9,5 %)	(6,2 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	37	7
150 000 à 500 000	12	8
500 000 à 1 000 000	2	1
1 000 000 et plus	3	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	11	2	9
1978	8	-	8
1979	7	1	6
1980	15	6	9
1981	20	12	8
1982	18	11	7

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	89,8	34,3	Experts	35,6	25,3	Coopération en matière d'investissements	1,0	-
PNUD/SIS/MS	4,2	4,5	Sous-traitance	28,5	12,8	Planification industrielle	3,6	7,3
SIS/FAS	0,2	-	Formation	4,9	6,0	Infrastructure institutionnelle	10,4	3,2
PO	0,2	0,5	Matériel	27,4	53,5	Création d'usines	3,4	0,7
FAS	2,4	-	Divers	3,6	2,4	Formation	8,0	3,8
FNUDI	3,2	1,5				Etudes de faisabilité	4,9	2,3
Autres a/		59,2				Agro-industries	27,9	11,3
						Industries métallurgiques	34,[illegible]	60,8
						Industries mécaniques	1,8	0,1
						Industries chimiques	3,0	1,6
						Autres	1,9	8,9

OBSERVATIONS : a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (4,1 %) — 1977–1981 : (6 979) 8 750 (9,1 %) — 1982–1986 : (6 693) ~~13 500~~ N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	57 497
1978	3	15 605
1979	12	288 940
1980	3	57 045
1981	1	11 700
1982	1	86 200

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	818	137				
Total PNUD/CIP	9 650	1 534				
Part de l'ONUDI	678	137				
(en pourcentage)	(7,0 %)	(8,9 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	21	3
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	2	1	1
1978	2	1	1
1979	7	6	1
1980	10	7	3
1981	3	-	3
1982	3	2	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	82,9	100
PNUD/SIS/MS	13,8	-
SIS/FAS	1,3	-
PO	2,0	-
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres		-

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	89,4	97,2
Sous-traitance	-	-
Formation	4,6	0,3
Matériel	4,5	0,4
Divers	1,5	1,8

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	66,7	24,5
Création d'usines	-	-
Formation	2,0	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	18,8	46,0
Industries métallurgiques	2,1	-
Industries mécaniques	4,9	-
Industries chimiques	5,5	29,5
Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PHILIPPINES — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (6,2 %) — 1977–1981 : (30 241) 30 500 (8,4 %) — 1982–1986 : (28 31.) 46 000 (11,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	19 950
1978	10	605 545
1979	7	253 895
1980	5	1 393 642
1981	8	2 069 100
1982	6	1 687 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 071	1 363				
Total PNUD/CIP	27 104	7 119				
Part de l'ONUDI	1 759	474				
(en pourcentage)	(6,5 %)	(6,7 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	24	5
150 000 à 500 000	5	3
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	-	1
1978	4	3	1
1979	8	5	3
1980	14	9	5
1981	17	9	8
1982	23	13	10

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	57,3	34,8	Experts	30,6	53,9	Coopération en matière d'investissements	1,0	3,7
PNUD/SIS/MS	7,1	5,9	Sous-traitance	3,5	4,4	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	0,3	-	Formation	14,5	10,3	Infrastructure institutionnelle	13,1	8,7
PO	2,4	3,5	Matériel	50,3	30,5	Création d'usines	3,8	13,5
FAS	0,5	-	Divers	1,1	0,9	Formation	3,8	3,5
FNUDI	22,4	29,8				Etudes de faisabilité	0,5	0,5
Autres a/	10,0	26,0				Agro-industries	23,7	32,4
						Industries métallurgiques	1,1	-
						Industries mécaniques	36,9	-
						Industries chimiques	13,3	37,6
						Autres	2,8	0,1

OBSERVATIONS : a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE DE COREE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (16,5 %) — 1977–1981 : (18 860) 18 000 (24,7 %) — 1982–1986 : (13 821) 18 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	52 625
1978	7	474 710
1979	7	1 455 460
1980	2	1 022 321
1981	1	273 900
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 389	667				
Total PNUD/CIP	15 778	1 459				
Part de l'ONUDI	3 182	667				
(en pourcentage)	(20,2 %)	(45,7 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	10	-
150 000 à 500 000	4	3
500 000 à 1 000 000	3	3
1 000 000 et plus	2	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	22	18	4
1978	3	3	-
1979	8	6	2
1980	13	10	3
1981	25	20	5
1982	13	13	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	93,9	100,0
PNUD/SIS/MS	-	-
SIS/FAS	-	-
PO	1,0	-
FAS	1,4	-
FNUDI	3,7	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	33,5	37,3
Sous-traitance	5,6	-
Formation	8,8	31,9
Matériel	50,2	27,3
Divers	1,9	3,5

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	8,1	8.1
Création d'usines	8,1	-
Formation	10,0	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	19,9	8,4
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	49,2	83,5
Industries chimiques	4,6	-
Autres	0,1	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

: REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DE COREE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : 8 850 (63,7 %) — 1982–1986 : (16 550) 24 750 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	-	-
1980	3	5 642 100
1981	-	-
1982	1	57 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 181	1 671				
Total PNUD/CIP	6 517	3 214				
Part de l'ONUDI	3 168	1 671				
(en pourcentage)	(48,6 %)	(52,0 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	-	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	99,6	100,0
PNUD/SIS/MS	-	-
SIS/FAS	-	-
PO	0,4	-
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	0,4	0,6
Sous-traitance	99,0	94,3
Formation	-	1,6
Matériel	-	3,4
Divers	0,6	0,1

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	-	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	99,6	100,0
Industries chimiques	0,4	-
Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SAMOA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (0,4 %) — 1977–1981 : (5 519) 5 250 (0,6 %) — 1982–1986 : (2 841) 5 250 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	98 300
1978	4	156 378
1979	9	279 476
1980	2	75 400
1981	-	-
1982	1	28 000

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	432	29				
Total PNUD/CIP	5 519	641				
Part de l'ONUDI	31	29				
(en pourcentage)	(0,6 %)	(4,5 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	12	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	1	-
1978	5	2	3
1979	9	5	4
1980	4	3	1
1981	1	-	1
1982	2	2	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	7,5	-	Experts	70,8	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	53,7	-	Sous-traitance	12,6	-	Planification industrielle	4,6	-
SIS/FAS	-	-	Formation	6,4	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	25,4	100,0	Matériel	9,5	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	0,7	-	Formation	5,8	-
FNUDI	13,4	-				Etudes de faisabilité	15,8	-
Autres						Agro-industries	65,9	-
						Industries métallurgiques	5,3	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	2,6	-
						Autres	-	100,0

OBSERVATIONS : PMA.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SINGAPOUR — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (2,4%) — 1977–1031 : (7 899) 7 500 (0,5 %) — 1982–1986 : (6 041) 7 500 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	1 100
1978	-	-
1979	2	8 000
1980	1	34 000
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	52	-				
Total PNUD/CIP	6 253	1 383				
Part de l'ONUDI	39	-				
(en pourcentage)	(0,6 %)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	13	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	1	1	-
1981	3	3	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	76,6	-	Experts	76,5	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	14,8	-	Formation	23,4	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	8,6	-	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	0,1	-	Formation	23,4	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	76,6	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SRI LANKA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (4,8 %) — 1977–1981 : (28 692) 31 500 (4,4 %) — 1982–1986 : (40 219) 76 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	6	31 030
1978	6	509 840
1979	6	222 200
1980	8	1 874 410
1981	5	451 736
1982	7	1 023 900

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 764	954				
Total PNUD/CIP	29 829	5 725				
Part de l'ONUDI	1 002	823				
(en pourcentage)	(3,4 %)	(14,4 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	54	1
150 000 à 500 000	8	5
500 000 à 1 000 000	-	1
1 000 000 et plus	-	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	4	2	2
1978	1	-	1
1979	3	2	1
1980	15	11	4
1981	7	4	3
1982	6	3	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	36,3	86,2	Experts	22,7	20,0	Coopération en matière d'investissements	1,8	-
PNUD/SIS/MS	6,1	-	Sous-traitance	58,2	7,6	Planification industrielle	-	0,6
SIS/FAS	-	-	Formation	14,1	11,1	Infrastructure institutionnelle	-	6,2
PO	6,5	0,9	Matériel	2,9	60,6	Création d'usines	0,3	-
FAS	1,2	-	Divers	2,1	0,7	Formation	2,8	0,9
FNUDI	49,9	12,9				Etudes de faisabilité	6,7	1,9
Autres						Agro-industries	5,4	73,3
						Industries métallurgiques	12,0	3,8
						Industries mécaniques	2,1	-
						Industries chimiques	60,7	7,6
						Autres	8,2	5,7

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

THAILANDE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (23,7 %) — 1977–1981 : (27 918) 29 500 (8,4 %) — 1982–1986 : (24 788) 43 000 (14,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	5	254 100
1978	4	27 406
1979	3	97 589
1980	4	19 512
1981	2	92 800
1982	9	257 271

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 763	320				
Total PNUD/CIP	27 373	4 419				
Part de l'ONUDI	2 279	230				
(en pourcentage)	(8,3 %)	(5,2 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	22	4
150 000 à 500 000	3	1
500 000 à 1 000 000	2	3
1 000 000 et plus	2	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	16	-	16
1978	17	2	15
1979	13	3	10
1980	9	5	4
1981	7	3	4
1982	17	14	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	82,5	71,8	Experts	61,7	82,3	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	0,4	20,0	Sous-traitance	14,9	2,7	Planification industrielle	-	2,7
SIS/FAS	-	-	Formation	16,1	13,4	Infrastructure institutionnelle	56,6	25,0
PO	2,8	8,2	Matériel	4,7	1,6	Création d'usines	-	-
FAS	13,2	-	Divers	2,6	-	Formation	3,1	7,3
FNUDI	1,1	-				Etudes de faisabilité	0,1	-
Autres						Agro-industries	13,8	-
						Industries métallurgiques	8,2	-
						Industries mécaniques	18,1	45,2
						Industries chimiques	-	5,7
						Autres	0,1	14,1

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TONGA — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 1 000 (5,4 %) — 1977–1981 : (2 300) 2 128 (20,1 %) — 1982–1986 : (1 520) 2 500 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	2	238 430
1980	1	174 100
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	20	35				
Total PNUD/CIP	2 185	559				
Part de l'ONUDI	9	35				
(en pourcentage)	(0,4 %)	(6,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	2	-
150 000 à 500 000	2	1
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	2	-	2
1982	2	-	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	92,5	100	Experts	83,2	98,3	*Coopération en matière d'investissements*	-	-
PNUD/SIS/MS	7,5	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	92,5	100
PO	-	-	Matériel	15,7	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	1,1	1,7	Formation	7,5	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : 1 000 (2,2 %) — 1982–1986 : (627) 1 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	4	113 650
1980	-	-
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	102	6				
Total PNUD/CIP	942	163				
Part de l'ONUDI	12	6				
(en pourcentage)	(1,3 %)	(3,7 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets 1977-81	Nombre de projets 1982
Jusqu'à 150 000	4	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	7	7	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	11,5	100,0	Experts	92,9	99,8	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	88,5	-	Sous-traitance	6,1	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	0,7	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	0,3	0,2	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	59,0	100
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	41,0	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TUVALU — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : _____ 1977–1981 : 1 140 (0,3 %) 1982–1986 : 1 140 (742) N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	-	-
1980	-	-
1981	1	3 500
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1	-				
Total PNUD/CIP	1 059	173				
Part de l'ONUDI	1	-				
(en pourcentage)	(0,1 %)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	1	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	100	-	Experts	100	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS		-	Sous-traitance		-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS		-	Formation		-	Infrastructure institutionnelle	100	-
PO		-	Matériel		-	Création d'usines	-	-
FAS		-	Divers		-	Formation	-	-
FNUDI		-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

VANUATU — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : 2 000 (22,3 %) — 1982–1986 : ~~2 000~~ (1 266) N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	1	12 100
1979	2	331 200
1980	1	43 661
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	219	136				
Total PNUD/CIP	1 910	518				
Part de l'ONUDI	158	56				
(en pourcentage)	(8,3 %)	(10,8 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	1	-
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	1	1	-
1980	3	-	3
1981	3	1	2
1982	4	1	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	78,8	41,0	Experts	95,2	98,2	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	67,0	100,0
PO	-	-	Matériel	3,5	-	Création d'usines	-	-
FAS	21,2	59,0	Divers	1,3	1,8	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	33,0	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

VIET NAM — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (7,8 %) — 1977–1981 : (49 080) 44 900 (6,2 %) — 1982–1986 : (75 684) 118 000 (27, 1%)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	27 942
1978	6	126 750
1979	2	1 135 355
1980	3	1 130 600
1981	6	98 500
1982	4	1 232 300

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 532	471				
Total PNUD/CIP	38 921	3 473				
Part de l'ONUDI	2 423	471				
(en pourcentage)	(6,2 %)	(13,6 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	19	5
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	-	1
1 000 000 et plus	2	5

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	6	5	1
1979	3	3	-
1980	2	1	1
1981	12	10	2
1982	7	5	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	95,3	100,0	Experts	12,7	33,0	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	3,9	-	Sous-traitance	20,5	14,9	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	5,8	18,1	Infrastructure institutionnelle	41,0	40,3
PO	0,5	-	Matériel	59,8	33,2	Création d'usines	-	-
FAS	0,3	-	Divers	1,2	0,8	Formation	-	-
FNUDI		-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	1,2	8,8
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	35,0	47,7
						Industries chimiques	22,0	3,2
						Autres	0,6	-

OBSERVATIONS :

ETATS ARABES

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ALGERIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (2,7 %) — 1977–1981 : (21 080) 20 000 (4,9 %) — 1982–1986 : (12 495) 20 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	47 270
1978	13	781 046
1979	6	424 550
1980	2	7 000
1981	3	35 480
1982	1	17 028

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 766	45				
Total PNUD/CIP	21 089	3 867				
Part de l'ONUDI	1 293	34				
(en pourcentage)	(6.1 %)	(0.9 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	29	2
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	3	-
1978	6	3	3
1979	12	10	2
1980	11	8	3
1981	8	7	1
1982	9	8	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	73,3	74,7	Experts	41,8	76,8	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	17,4	-	Sous-traitance	50,0	10,0	Planification industrielle	1,6	3,8
SIS/FAS	0,8	-	Formation	6,3	7,1	Infrastructure institutionnelle	8,1	-
PO	1,9	21,5	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	5,5	3,8	Divers	1,9	6,1	Formation	1,0	-
FNUDI	1,1	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	14,2	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	39.0	74,7
						Industries chimiques	33,3	-
						Autres	2,8	21,5

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ARABIE SAOUDITE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (14,9 %) — 1977–1981 : (11 390) 10 000 (5,4 %) — 1982–1986 : (5 679) 10 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	2	471 750
1980	1	192 000
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 079	330				
Total PNUD/CIP	11 399	7 190				
Part de l'ONUDI	1 676	260				
(en pourcentage)	(14,7 %)	(3,6 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	5	-
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	2	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	13	2	11
1978	12	-	12
1979	5	-	5
1980	5	-	5
1981	6	1	5
1982	8	4	4

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	82,1	78,7	Experts	98,9	98,9	Coopération en matière d'investissements	..	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	..	Planification industrielle	..	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	..	16,3
PO	-	-	Matériel	-	-	Création d'usines	..	-
FAS	17,9	21,3	Divers	1,1	1,1	Formation	17,9	21,3
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	82,1	62,4
Autres						Agro-industries	..	-
						Industries métallurgiques	..	-
						Industries mécaniques	..	-
						Industries chimiques	..	-
						Autres	..	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BAHREIN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : ~~2 500~~ (1.2 %) — 1977–1981 : (2 623) ~~2 500~~ (9,9 %) — 1982–1986 : (1 414) ~~2 500~~ (1,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	24 900
1978	1	30 300
1979	5	159 150
1980	-	-
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	321	-				
Total PNUD/CIP	2 623	1 110				
Part de l'ONUDI	300	-				
(en pourcentage)	(11,4 %)					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	6	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	2	-	2
1978	2	-	2
1979	2	-	2
1980	1	-	1
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	93,4	-
PNUD/SIS/MS	6.6	-
SIS/FAS	-	-
PO	-	-
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	92,7	-
Sous-traitance	-	-
Formation	6,7	-
Matériel	-	-
Divers	0,6	-

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	55,5	-
Création d'usines	-	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	44,5	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	-	-
Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

DJIBOUTI — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1377–1981 : 2 200 (2 777) (-) — 1982–1986 : 5 250 (4 550) (2,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	1	2 600
1980	1	117 200
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	34	51				
Total PNUD/CIP	1 284	713				
Part de l'ONUDI	-	51				
(en pourcentage)	-	(7,2 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	2	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	1	-	-
1981	4	2	2
1982	3	3	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	-	100	Experts	95,4	98,7	*Coopération en matière d'investissements*	-	-
PNUD/SIS/MS	100	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	3,5	1,3	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	1,1	-	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	100	100
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

EGYPTE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 27 500 (19,2 %) — 1977–1981 : (30 361) 31 500 (22,0 %) — 1982–1986 : (29 374) 56 000 (30,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	12	95 181
1978	18	2 799 425
1979	17	1 264 915
1980	1	7 200
1981	6	335 675
1982	9	2 568 152

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	9 416	1 759				
Total PNUD/CIP	32 361	6 919				
Part de l'ONUDI	8 928	1 675				
(en pourcentage)	(27,6 %)	(24,2 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	35	10
150 000 à 500 000	7	8
500 000 à 1 000 000	7	5
1 000 000 et plus	6	2

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	16	8	8
1978	25	15	10
1979	32	25	7
1980	39	27	12
1981	40	30	10
1982	31	28	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	95,3	93,2
PNUD/SIS/MS	2,0	6,8
SIS/FAS	0,9	-
PO	0,5	-
FAS	0,1	-
FNUDI	1,2	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	33,1	31,2
Sous-traitance	13,1	11,3
Formation	8,3	12,9
Matériel	43,7	42,8
Divers	1,8	1,8

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	..	4,9
Planification industrielle	1,4	-
Infrastructure institutionnelle	3,8	-
Création d'usines	1,2	6,6
Formation	3,5	3,0
Etudes de faisabilité	0,2	-
Agro-industries	17,6	12,0
Industries métallurgiques	34,0	36,7
Industries mécaniques	19,8	4,1
Industries chimiques	17,7	32,7
Autres	0,8	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

EMIRATS ARABES UNIS — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 1 000 (9,4 %) — 1977–1981 : (1 398) 1 000 (11 4 %) — 1982–1986 : (440) 1 000 (2,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	2	73 250
1979	-	-
1980	-	-
1981	1	3 200
1982	1	684 960

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	253	128				
Total PNUD/CIP	1 508	1 668				
Part de l'ONUDI	137	128				
(en pourcentage)	(9,1 %)	(7,7 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	5	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	6	3	3
1979	1	-	1
1980	1	-	1
1981	1	-	1
1982	3	-	3

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	57,2	100
PNUD/SIS/MS	4,6	-
SIS/FAS	-	-
PO	-	-
FAS	38,2	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	97,0	99,1
Sous-traitance	-	-
Formation	-	-
Matériel	-	-
Divers	3,0	0,9

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	38,2	-
Infrastructure institutionnelle	57,2	-
Création d'usines	4,6	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	-	100
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	-	-
Industries chimiques	-	-
Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

IRAQ — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (1,0 %) — 1977–1981 : (15 469) 15 000 (27,5 %) — 1982–1986 : (10 235) 15 000 (15,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	10	1 280 196
1978	5	3 261 381
1979	6	614 109
1980	2	388 240
1981	2	109 400
1982	2	70 250

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	4 085	1 399				
Total PNUD/CIP	13 496	2 279				
Part de l'ONUDI	1 851	657				
(en pourcentage)	(13,7 %)	(28,8 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	30	1
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	8	6	2
1978	18	5	13
1979	32	14	18
1980	28	4	24
1981	25	9	16
1982	31	11	20

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	45,3	47,0	Experts	80,0	82,8	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	3,0	-	Sous-traitance	7,3	3,6	Planification industrielle	1,7	-
SIS/FAS	-	-	Formation	5,4	12,1	Infrastructure institutionnelle	31,9	37,9
PO	0,1	-	Matériel	2,6	0,1	Création d'usines	3,7	3,1
FAS	51,6	49,8	Divers	4,7	1,4	Formation	0,2	-
FNUDI	-	3,2				Etudes de faisabilité	..	-
Autres						Agro-industries	0,6	-
						Industries métallurgiques	14,5	8,9
						Industries mécaniques	41,9	42,5
						Industries chimiques	4,5	4,3
						Autres	1,0	3,3

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

JORDANIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (11,7 %) — 1977–1981 : (14 575) 15 000 (2,4 %) — 1982–1986 : (8 556) 15 000 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	22 800
1978	7	197 250
1979	4	49 575
1980	3	77 030
1981	1	19 725
1982	-	-

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	597	78				
Total PNUD/CIP	14 291	2 445				
Part de l'ONUDI	310	3				
(en pourcentage)	(2,2 %)	(0,1 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	26	3
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	6	4	2
1978	8	7	1
1979	8	7	1
1980	7	5	2
1981	4	3	1
1982	6	5	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	49,6	3,3
PNUD/SIS/MS	33,1	29,4
SIS/FAS	3,2	-
PO	-	-
FAS	14,1	67,3
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	81,9	99,9
Sous-traitance	1,1	-
Formation	3,4	-
Matériel	12,6	-
Divers	1,0	1,0

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	..	-
Planification industrielle	..	-
Infrastructure institutionnelle	41,0	-
Création d'usines	..	-
Formation	..	-
Etudes de faisabilité	..	-
Agro-industries	2,5	20,8
Industries métallurgiques	..	-
Industries mécaniques	0,8	-
Industries chimiques	50,8	79,2
Autres	4,9	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

KOWEIT — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : - — 1982–1986 : -

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	29 448
1978	-	-
1979	1	505 200
1980	3	190 096
1981	1	275 900
1982	2	58 696

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 686	444				
Total PNUD/CIP	a/ -	-				
Part de l'ONUDI	882	429				
(en pourcentage)						

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	5	1
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	-	1
1 000 000 et plus	-	-

a/ Contribution du Gouvernement au PNUD au titre du partage des dépenses

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	12	8	4
1978	9	6	3
1979	4	1	3
1980	10	3	7
1981	9	1	8
1982	9	-	9

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	52,4	96,4	Experts	90,9	99,0	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	0,3	-	Sous-traitance	3,5	-	Planification industrielle	5,8	-
SIS/FAS	1,6	-	Formation	0,5	-	Infrastructure institutionnelle	0,8	-
PO	8,7	-	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	37,0	3,6	Divers	5,1	1,0	Formation	2,0	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	10,9	49,5
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	1,8	3,6
						Industries mécaniques	0,2	-
						Industries chimiques	78,3	46,9
						Autres	0,2	-

OBSERVATIONS : Participation aux coûts à 100 %.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

LIBAN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (2,5 %) — 1977–1981 : (12 092) 10 000 (1,1 %) — 1982–1986 : (11 024) 10 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	2 700
1978	2	17 723
1979	-	-
1980	2	71 465
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	48	50				
Total PNUD/CIP	7 518	2 948				
Part de l'ONUDI	41	50				
(en pourcentage)	(0,6 %)	(1,7 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	8	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	1	1	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	85,4	100	Experts	6,5	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	83,5	100	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	6,5	-	Formation	7,7	-	Infrastructure institutionnelle	91,9	100
PO	8,1	-	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	2,3	-	Formation	5,8	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	2,3	-

OBSERVATIONS : *Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

JAMAHIRIYA ARABE LYBIENNE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (14,4 %) 1977–1981 : (5 325) 5 000 (65,6 %) 1982–1986 : (1 723) 5,000 (37,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	1 435 612
1978	4	553 150
1979	1	56 800
1980	1	3 100
1981	3	507 534
1982	2	5 969 770

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	7 962	3 857				
Total PNUD/CIP	5 188	2 867				
Part de l'ONUDI	3 127	1 352				
(en pourcentage)	(60.3 %)	(47,2 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	4	–
150 000 à 500 000	–	–
500 000 à 1 000 000	1	–
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	11	–	11
1978	66	3	63
1979	72	7	65
1980	21	3	118
1981	146	7	139
1982	125	2	123

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	39,3	35,0
PNUD/SIS/MS	–	–
SIS/FAS	–	–
PO	–	–
FAS	59,5	65,0
FNUDI	1,2	–
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	98,7	98,6
Sous-traitance	0,2	–
Formation	0,1	–
Matériel	0,3	0,5
Divers	0,7	0,9

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	–	–
Planification industrielle	–	–
Infrastructure institutionnelle	40,0	35,0
Création d'usines	–	–
Formation	–	–
Etudes de faisabilité	7,7	10,3
Agro-industries	–	–
Industries métallurgiques	–	–
Industries mécaniques	0,5	–
Industries chimiques	51,8	54,7
Autres	–	–

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MAROC — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (14,3%) — 1977–1981 : (22,019) 20 000 (17,6 %) — 1982–1986 : (16,001) 27,000 (9,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	110 300
1978	11	720 250
1979	4	113 620
1980	2	35 300
1981	1	152 000
1982	2	58 800

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 126	208				
Total PNUD/CIP	22 019	2 688				
Part de l'ONUDI	1 913	188				
(en pourcentage)	(8,7 %)	(7,0 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	32	3
150 000 à 500 000	3	2
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	2	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	12	7	5
1978	9	4	5
1979	25	19	6
1980	15	10	5
1981	6	4	2
1982	8	6	2

E. Repartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	89,4	90,3
PNUD/SIS/MS	8,7	9,7
SIS/FAS	0,4	-
PO	1,1	-
FAS	0,4	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	57,3	92,7
Sous-traitance	4,9	-
Formation	6,6	2,1
Matériel	29,1	3,9
Divers	2,1	1,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	3,6	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	1,0	-
Création d'usines	1,0	9,7
Formation	1,4	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	54,7	50,3
Industries métallurgiques	-	-
Industries mécaniques	12,0	40,0
Industries chimiques	22,2	-
Autres	4,1	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

OMAN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - (0,8 %) — 1977–1981 : (5 269) 4 000 (8,8 %) — 1982–1986 : (1 992) 4 000 (13,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	-	-
1980	2	35 900
1981	3	409 340
1982	-	-

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	571	130				
Total PNUD/CIP	5 390	1 565				
Part de l'ONUDI	531	130				
(en pourcentage)	(9,9 %)	(8,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	5	1
150 000 à 500 000	2	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	2	1	1
1978	2	-	2
1979	2	-	2
1980	4	2	2
1981	5	3	2
1982	3	1	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	92,8	100	Experts	100	99,2	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	7,2	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	-	-	Création d'usines	3,3	-
FAS	-	-	Divers	-	0,8	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	92,8	100,0
Autres						Agro-industries	3,9	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

QATAR — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : - — 1982–1986 : -

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	178 947
1978	2	38 100
1979	1	59 200
1980	-	-
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	695	165				
Total PNUD/CIP [a/]	-	-				
Part de l'ONUDI (en pourcentage)	156	84				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	2	-
150 000 à 500 000	-	1
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

[a/] Contribution du Gouvernement au PNUD au titre du partage des dépenses.

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	-	1
1978	3	-	3
1979	6	2	4
1980	5	1	4
1981	2	-	2
1982	6	4	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	22,4	51,0	Experts	96,3	99,6	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	73,5	49,0
SIS/FAS	-	-	Formation	-	-	Infrastructure institutionnelle	7,0	-
PO	3,6	-	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	74,0	49,0	Divers	3,7	0,4	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	15,5	51,0
						Autres	3,6	-

OBSERVATIONS : Participation aux coûts à 100 %.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (10,2 %) 1977–1981 : (19 346) 15 000 (14,1 %) 1982–1986 : (9,769) 15 000 S.O.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	11	292 441
1978	4	1 402 100
1979	10	499 134
1980	3	414 600
1981	2	28 200
1982	6	186 250

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 530	300				
Total PNUD/CIP	17 973	2 357				
Part de l'ONUDI	2 208	148				
(en pourcentage)	(12,3 %)	(6,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	28	5
150 000 à 500 000	4	1
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	15	10	5
1978	18	13	5
1979	12	8	4
1980	13	9	4
1981	25	18	7
1982	18	10	8

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	87,3	49,3
PNUD/SIS/MS	5,6	18,3
SIS/FAS	0,2	-
PO	3,8	1,4
FAS	0,5	-
FNUDI	2,6	31,0
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	71,6	64,6
Sous-traitance	8,6	6,7
Formation	5,9	27,5
Matériel	11,8	-
Divers	2,1	1,2

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	63,9	35,2
Création d'usines	2,6	31,0
Formation	2,4	1,4
Etudes de faisabilité	1,2	-
Agro-industries	5,4	4,6
Industries métallurgiques	5,0	16,0
Industries mécaniques	0,7	2,7
Industries chimiques	17,5	9,1
Autres	1,3	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SOUDAN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (4,5 %) — 1977–1981 : (29 657) 33 000 (4,4 %) — 1982–1986 : (25 283) 58 500 S.O.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	14	209 898
1978	6	64 572
1979	11	257 091
1980	9	1 584 541
1981	6	105 460
1982	7	810 963

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 480	681				
Total PNUD/CIP	35 681	8 739				
Part de l'ONUDI	1 715	305				
(en pourcentage)	(4,8 %)	(3,5 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	25	8
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	2	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	7	4	3
1978	12	6	6
1979	9	2	7
1980	10	3	7
1981	17	10	7
1982	15	8	7

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	68,2	44,9	Experts	66,6	61,2	Coopération en matière d'investissements	1,0	-
PNUD/SIS/MS	12,2	14,7	Sous-traitance	6,5	7,2	Planification industrielle	2,2	0,3
SIS/FAS	-	-	Formation	10,5	1,8	Infrastructure institutionnelle	1,2	-
PO	11,6	1,4	Matériel	11,9	26,9	Création d'usines	60,0	38,3
FAS	4,6	-	Divers	4,5	2,9	Formation	4,4	0,8
FNUDI	3,4	4,7				Etudes de faisabilité	1,2	-
Autres a/		34,3				Agro-industries	6,2	4,6
						Industries métallurgiques	2,3	4,1
						Industries mécaniques	14,3	6,2
						Industries chimiques	0,4	44,2
						Autres	6,3	1,5

OBSERVATIONS : PMA

a/ Système du financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TUNISIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (8,3 %) — 1977–1981 : (15 498) 15 000 (9,7 %) — 1982–1986 : (8 351) 15 000 (16,1 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977		
1978		
1979		
1980		
1981		
1982	2	320 000

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 934	46				
Total PNUD/CIP	15 498	2 370				
Part de l'ONUDI	1 800	32				
(en pourcentage)	(11,6 %)	(1,4 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	9	3
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	4	1
1 000 000 et plus	2	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	8	6	2
1978	15	11	4
1979	9	6	3
1980	8	4	4
1981	7	2	5
1982	2	1	1

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	71,7	70,0	Experts	48,6	48,1	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	4,1	-	Sous-traitance	32,6	-	Planification industrielle	11,7	-
SIS/FAS	-	-	Formation	14,7	6,0	Infrastructure institutionnelle	27,2	38,3
PO	2,4	-	Matériel	2,9	45,9	Création d'usines	-	-
FAS	13,6	30,0	Divers	1,2	-	Formation	1,6	11,2
FNUDI	8,2	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	56,8	50,5
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	0,5	-
						Autres	2,2	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

YEMEN — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 15 000 (1,7 %) — 1977–1981 : (20,161) 23 750 (9,8 %) — 1982–1986 : (14 952) 30 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	58 448
1978	7	402 910
1979	5	132 050
1980	3	64 230
1981	2	74 100
1982	1	104 567

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 496	358				
Total PNUD/CIP	21 661	8 400				
Part de l'ONUDI	1 053	327				
(en pourcentage)	(4,9 %)	(3,9 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	21	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	7	4	3
1978	8	3	5
1979	9	4	5
1980	10	6	4
1981	7	4	3
1982	8	4	4

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP		91,4
PNUD/SIS/MS		-
SIS/FAS		-
PO		7,7
FAS		-
FNUDI		0,9
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	88,6	95,0
Sous-traitance	4,2	-
Formation	0,4	1,6
Matériel	3,5	1,1
Divers	3,3	2,3

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	6,4	-
Planification industrielle	-	-
Infrastructure institutionnelle	75,2	91,4
Création d'usines	2,2	-
Formation	-	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	3,2	0.9
Industries métallurgiques	3,4	-
Industries mécaniques	3,6	-
Industries chimiques	5,2	-
Autres	0,6	7,7

OBSERVATIONS : PMA.

* Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

YEMEN DEMOCRATIQUE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 10 000 (4,2 %) — 1977–1981 : (13 182) 14 500 (9,5 %) — 1982–1986 : (12 425) 22 250 (12,9 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	12	907 420
1978	17	869 822
1979	6	174 136
1980	4	423 862
1981	3	285 400
1982	8	300 168

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 445	566				
Total PNUD/CIP	13 182	2 735				
Part de l'ONUDI	939	308				
(en pourcentage)	(7,1 %)	(8,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	30	3
150 000 à 500 000	4	1
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	10	1	9
1978	11	3	8
1979	14	6	8
1980	8	3	5
1981	12	9	3
1982	10	4	6

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	38,9	54,4	Experts	61,5	62,3	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	25,8	11,5	Sous-traitance	9,1	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	1,1	-	Formation	7,4	3,8	Infrastructure institutionnelle	5,4	-
PO	15,1	12,6	Matériel	21,2	32,2	Création d'usines	0,2	53.9
FAS	-	-	Divers	0,8	1,7	Formation	11,5	2,8
FNUDI	19,1	21,5				Etudes de faisabilité	41,7	0,5
Autres						Agro-industries	22,2	12,1
						Industries métallurgiques	8,6	25,0
						Industries mécaniques	3,1	5,7
						Industries chimiques	7.3	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : PMA.

E U R O P E

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ALBANIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 1 000 — 1977–1981 : 4 250 (4 725) (17,8 %) — 1982–1986 : 10 250 (9 963) N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	2	31 743
1979	-	-
1980	1	18 200
1981	2	38 800
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	91	11				
Total PNUD/CIP	421	172				
Part de l'ONUDI	21	11				
(en pourcentage)	(5,0 %)	(6,4 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	5	2
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	23,2	100,0	Experts	3,4	1,7	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	96,6	98,3	Infrastructure institutionnelle	0,9	-
PO	76,8	-	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	-	-	Formation	97,2	100,0
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	1,9	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BULGARIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (19,4 %) — 1977–1981 : (7 529) 7 500 (25,3 %) — 1982–1986 : (3 750) 6 000 (5,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	4	63 649
1978	4	1 727 678
1979	3	18 100
1980	1	649
1981	1	395 000
1982	9	1 075 400

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 929	297				
Total PNUD/CIP	7 277	1 008				
Part de l'ONUDI	1 839	216				
(en pourcentage)	(25,3 %)	(21,4 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	26	4
150 000 à 500 000	3	5
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	3	-
1978	2	2	-
1979	4	4	-
1980	5	5	-
1981	5	5	-
1982	2	2	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	95,3	72,7	Experts	7,0	5,0	*Coopération en matière d'investissements*	-	-
PNUD/SIS/MS	2,9	18,0	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	0,3	-	Formation	14,4	55,8	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	0,8	9,3	Matériel	77,5	33,8	Création d'usines	0,2	-
FAS	-	-	Divers	1,1	5,4	Formation	3,3	14,6
FNUDI	0,7	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	0,7	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	94,7	77,5
						Industries chimiques	1,1	7,9
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

CHYPRE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 5 000 (16,9 %) — 1977–1981 : (5 223) 5 000 (36,6 %) — 1982–1986 : (3 300) 5 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	5	219 318
1978	7	2 026 250
1979	1	65 805
1980	2	39 000
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 856	95				
Total PNUD/CIP	4 748	498				
Part de l'ONUDI	1 581	81				
(en pourcentage)	(33,3 %)	(16,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	31	1
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	15	6	9
1978	11	6	5
1979	13	8	5
1980	5	-	5
1981	4	2	2
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	85,2	85,6	Experts	76,7	70,7	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	13,8	14,4	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	78,6	85,6
SIS/FAS	0,1	-	Formation	2,0	9,2	Infrastructure institutionnelle	1,3	-
PO	0,9	-	Matériel	20,2	19,6	Création d'usines	3,3	-
FAS	-	-	Divers	1,1	0,5	Formation	0,8	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	4,1	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	2,6	14,4
						Industries chimiques	9,3	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en juin 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GRECE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (12,9 %) — 1977–1981 : (8 342) 7 500 (8,9 %) — 1982–1986 : (4 276) 6 000 N.D.*

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	7 413
1978	4	86 987
1979	1	233 165
1980	-	-
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	615	16				
Total PNUD/CIP	7 544	653				
Part de l'ONUDI	612	16				
(en pourcentage)	(8,1 %)	(2,5 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	6	-
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	1	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	2	-	2
1978	2	2	-
1979	7	7	-
1980	6	5	1
1981	2	2	-
1982	5	5	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	99,3	100	Experts	55,2	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	4,3	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	3,4	-	Infrastructure institutionnelle	100	100
PO	-	-	Matériel	36,3	100,0	Création d'usines	-	-
FAS	0,7	-	Divers	0,8	-	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	-	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS : * Programme par pays devant être approuvé en février 1983.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

HONGRIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (3,5 %) — 1977–1981 : (3 980) 3 500 (14,9 %) — 1982–1986 : (2 302) 3,500 (28,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	3	58 020
1978	5	234 591
1979	5	134 402
1980	2	434 400
1981	-	-
1982	6	934 800

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 213	319				
Total PNUD/CIP	3 761	500				
Part de l'ONUDI	577	298				
(en pourcentage)	(15,3 %)	(59,6 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	32	4
150 000 à 500 000	2	4
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	8	6	2
1978	4	3	1
1979	13	10	3
1980	4	1	3
1981	4	3	1
1982	2	2	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	47,5	93,3	Experts	39,3	2,5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	25,0	5,2	Sous-traitance	8,1	1,4	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	35,2	19,6	Infrastructure institutionnelle	11,9	0,1
PO	-	-	Matériel	16,5	75,2	Création d'usines	-	-
FAS	15,5	1,5	Divers	0,9	1,3	Formation	31,4	4,3
FNUDI	12,0	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	34,6	1,4
						Industries métallurgiques	4,3	63,4
						Industries mécaniques	14,8	25,5
						Industries chimiques	3,0	5,3
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ISLANDE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : - — 1982–1986 : -

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	1	4 542
1980	-	-
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	79	-				
Total PNUD/CIP	-	-				
Part de l'ONUDI (en pourcentage)	17					

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	9	-
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	2	1
1978	2	-	2
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	20,9	-	Experts	79,6	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	2,8	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	5,9	-	Création d'usines	-	-
FAS	79,1	-	Divers	11,7	-	Formation	-	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	1,0	-
Autres						Agro-industries	4,3	-
						Industries métallurgiques	14,4	-
						Industries mécaniques	80,3	-
						Industries chimiques	-	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ISRAEL — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : - — 1982–1986 : -

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	-	-
1978	-	-
1979	-	-
1980	-	-
1981	-	-
1982	-	-

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	44	-				
Total PNUD/CIP	-	-				
Part de l'ONUDI (en pourcentage)	44	-				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	13	-
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	4	3	1
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	-	-	-
1981	-	-	-
1982	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	100	-	Experts	87,6	-	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	Sous-traitance	-	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	11,3	-	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	-	-	Matériel	-	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	1,1	-	Formation	1,6	-
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	8,1	-
						Industries métallurgiques	1,8	-
						Industries mécaniques	-	-
						Industries chimiques	88,5	-
						Autres	-	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MALTE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 2 500 (16,9 %) — 1977–1981 : (2 245) 2 500 (7,7 %) — 1982–1986 : (1 597) 2 500 (2,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	2 300
1978	3	54 200
1979	4	160 200
1980	-	-
1981	1	87 381
1982	2	27 000

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	306	122				
Total PNUD/CIP	2 132	463				
Part de l'ONUDI	76	71				
(en pourcentage)	(3,6 %)	(15,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	14	1
150 000 à 500 000	1	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	3	1	2
1978	4	3	1
1979	2	2	-
1980	3	2	1
1981	3	-	3
1982	2	-	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	47,5	58,4
PNUD/SIS/MS	40,5	-
SIS/FAS	0,2	-
PO	0,2	-
FAS	-	-
FNUDI	11,6	41,6
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	95,5	98,2
Sous-traitance	-	-
Formation	4,1	1,0
Matériel	-	-
Divers	0,4	0,8

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	-
Planification industrielle	0,7	-
Infrastructure institutionnelle	0,3	-
Création d'usines	31,2	-
Formation	0,4	-
Etudes de faisabilité	-	-
Agro-industries	3,1	-
Industries métallurgiques	12,1	41,6
Industries mécaniques	46,5	58,4
Industries chimiques	-	-
Autres	5,7	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

POLOGNE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (6,6 %) — 1977–1981 : (7 648) 7 500 (27,5%) — 1982–1986 : (3 923) 6 000 (27,1 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	2	115 380
1978	3	1 484 203
1979	1	1 600
1980	-	-
1981	1	5 200
1982	-	-

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 324	91				
Total PNUD/CIP	7 344	445				
Part de l'ONUDI	1 920	91				
(en pourcentage)	(26,1 %)	(20,5 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	22	-
150 000 à 500 000	3	2
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	4	4	-
1978	6	6	-
1979	7	7	-
1980	7	7	-
1981	3	3	-
1982	8	8	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	*Sous-secteur industriel*	1977-81	1982
PNUD/CIP	82,9	100,0	Experts	6,5	34,0	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	16,1	-	Sous-traitance	5,1	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	28,6	56,9	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	1,0	-	Matériel	59,0	5,9	Création d'usines	-	-
FAS	-	-	Divers	0,8	3,2	Formation	8,8	9,1
FNUDI	-	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	18,0	-
						Industries métallurgiques	-	-
						Industries mécaniques	9,4	-
						Industries chimiques	63,4	90,9
						Autres	0,4	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PORTUGAL — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : - — 1977–1981 : 4 000 (5,0 %) — 1982–1986 : (2 261) 4,000 (-)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	5	67 600
1978	11	449 790
1979	3	162 424
1980	4	137 600
1981	3	36 480
1982	3	183 448

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	682	79				
Total PNUD/CIP	4 105	626				
Part de l'ONUDI	210	2				
(en pourcentage)	(5,1 %)	(0,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	10	2
150 000 à 500 000	-	-
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	-	-	-
1978	7	7	-
1979	15	13	2
1980	11	11	-
1981	11	11	-
1982	3	3	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	12,9	3,1	Experts	35,1	78,0	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	45,8	12,6	Sous-traitance	19,2	-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	0,4	-	Formation	42,8	18,2	Infrastructure institutionnelle	12,0	22,1
PO	21,5	4,3	Matériel	1,4	-	Création d'usines	-	-
FAS	-	60,9	Divers	1,5	3,8	Formation	20,8	4,3
FNUDI	19,4	19,1				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	4,5	12,7
						Industries métallurgiques	19,4	-
						Industries mécaniques	39,3	-
						Industries chimiques	-	60,9
						Autres	4,0	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ROUMANIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 (9,5 %) — 1977–1981 : (7 974) 7 500 (21,4 %) — 1982–1986 : (4 468) 7 500 (47,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	13	1 186 000
1978	3	232 418
1979	5	140 316
1980	3	69 818
1981	2	40 380
1982	3	142 400

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 551	85				
Total PNUD/CIP	7 624	447				
Part de l'ONUDI	1 598	34				
(en pourcentage)	(21,0 %)	(7,6 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	54	7
150 000 à 500 000	6	4
500 000 à 1 000 000	-	-
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	12	12	-
1978	7	6	1
1979	6	5	1
1980	4	4	-
1981	7	7	-
1982	4	4	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	64,8	40,6	Experts	13,4	11,8	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	29,7	59,4	Sous-traitance	-	8,9	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	-	-	Formation	9,7	51,4	Infrastructure institutionnelle	-	-
PO	0,7	-	Matériel	76,3	27,0	Création d'usines	4,2	-
FAS	-	-	Divers	0,6	0,9	Formation	2,5	10,2
FNUDI	4,8	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	17,7	1,7
						Industries métallurgiques	10,3	13,1
						Industries mécaniques	37,5	51,9
						Industries chimiques	27,4	23,1
						Autres	0,4	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TCHECOSLOVAQUIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 2 500 (5,5 %) — 1977–1981 : (3 141) 2 500 (75 %) — 1982–1986 : (1 584) 2 500 (64,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	1	2 295
1978	1	105 000
1979	1	1 690 705
1980	1	234
1981	1	100 000
1982	2	86 600

B. Dépenses
(en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 125	204				
Total PNUD/CIP	3 031	298				
Part de l'ONUDI	2 065	204				
(en pourcentage)	(68,1 %)	(68,5 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	4	3
150 000 à 500 000	1	1
500 000 à 1 000 000	1	1
1 000 000 et plus	1	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	1	1	-
1978	-	-	-
1979	-	-	-
1980	2	2	-
1981	3	3	-
1982	1	1	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982
(en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982
PNUD/CIP	99,9	100,0
PNUD/SIS/MS	-	-
SIS/FAS	-	-
PO	0,1	-
FAS	-	-
FNUDI	-	-
Autres		

Catégorie de dépenses	1977-81	1982
Experts	0,9	2,8
Sous-traitance	8,3	7,6
Formation	19,6	43,2
Matériel	70,6	45,4
Divers	0,6	1,0

Sous-secteur industriel	1977-81	1982
Coopération en matière d'investissements	-	..
Planification industrielle	-	..
Infrastructure institutionnelle	-	..
Création d'usines	-	..
Formation	16,5	31,5
Etudes de faisabilité	-	..
Agro-industries	-	-
Industries métallurgiques	50,1	22,6
Industries mécaniques	33,3	45,9
Industries chimiques	-	-
Autres	0,1	-

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TURQUIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 20 000 (18 %) — 1977–1981 : (20 906) 20 000 (53,3 %) — 1982–1986 : (12 105) 20 000 (35,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	27	2 608 631
1978	22	3 519 824
1979	16	2 136 491
1980	10	1 146 203
1981	2	88 024
1982	6	186 418

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	8 570	1 777				
Total PNUD/CIP	19 268	4 077				
Part de l'ONUDI	7 966	1 746				
(en pourcentage)	(41,3 %)	(42,8 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	58	8
150 000 à 500 000	16	4
500 000 à 1 000 000	5	8
1 000 000 et plus	1	1

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	54	43	11
1978	54	41	13
1979	39	25	14
1980	55	45	10
1981	40	31	9
1982	46	40	6

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	92,8	98,3	Experts	41,7	50,2	Coopération en matière d'investissements	0,3	-
PNUD/SIS/MS	1,6	1,2	Sous-traitance	16,1	20,4	Planification industrielle	3,2	11,5
SIS/FAS	0,2	-	Formation	11,8	12,0	Infrastructure institutionnelle	10,4	9,1
PO	1,8	0,2	Matériel	28,6	16,4	Création d'usines	5,2	-
FAS	0,8	-	Divers	1,8	1,0	Formation	29,9	47,8
FNUDI	2,5	0,3				Etudes de faisabilité	1,4	1,4
Autres a/	0,3	-				Agro-industries	7,6	2,1
						Industries métallurgiques	21,7	19,2
						Industries mécaniques	3,2	0,9
						Industries chimiques	15,6	0,0
						Autres	1,5	-

OBSERVATIONS : a/ Contribution du Gouvernement au PNUD au titre du partage des dépenses.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

YOUGOSLAVIE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972–1976 : 7 500 — 1977–1981 : (9 340) 7 500 (26,3 %) — 1982–1986 : (5 471) 7 500 (32,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés

Année	Nombre	Montant (en dollars E.-U.)
1977	6	596 449
1978	9	431 043
1979	9	386 593
1980	7	1 080 034
1981	4	36 400
1982	4	255 900

B. Dépenses (en milliers de dollars E.-U.)

	1977–81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 398	149				
Total PNUD/CIP	8 128	575				
Part de l'ONUDI	2 456	82				
(en pourcentage)	(30,2 %)	(14,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises

Montant (en dollars E.-U.)	Nombre de projets	
	1977-81	1982
Jusqu'à 150 000	51	8
150 000 à 500 000	5	1
500 000 à 1 000 000	3	1
1 000 000 et plus	-	-

D. Experts en poste

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977	26	23	3
1978	20	18	2
1979	21	19	2
1980	10	7	3
1981	10	7	3
1982	5	3	2

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977–1982 (en pourcentage du total des dépenses)

Source des fonds	1977-81	1982	Catégorie de dépenses	1977-81	1982	Sous-secteur industriel	1977-81	1982
PNUD/CIP	74,6	48,6	Experts		60,5	Coopération en matière d'investissements	-	-
PNUD/SIS/MS	16,7	28,4	Sous-traitance		-	Planification industrielle	-	-
SIS/FAS	0,2	-	Formation		22,6	Infrastructure institutionnelle	3,1	-
PO	1,6	21,1	Matériel		11,7	Création d'usines	20,5	3,3
FAS	4,8	1,9	Divers		5,2	Formation	0,2	-
FNUDI	2,1	-				Etudes de faisabilité	-	-
Autres						Agro-industries	13,2	-
						Industries métallurgiques	5,7	0,9
						Industries mécaniques	11,8	38,8
						Industries chimiques	45,3	57,0
						Autres	0,2	-

OBSERVATIONS :

.08.08
AD-84